Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-01-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2024-C-01

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ DE L'EURE

Séance du 1er Juin 2024	**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL**
Convocation : 17 Mai 2024 Nombre de membres : - en exercice 585 - Présents 340 Délibération n° : **2024-C-01** Objet : **Approbation du Procès-verbal du Comité du 25 Novembre 2023**	L'An DEUX MILLE VINGT QUATRE, le 1ER Juin à 9h30, le comité du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure (SIEGE), légalement convoqué, s'est réuni au Cadran à Evreux sous la présidence de Monsieur Xavier HUBERT. Etaient présents 340 membres formant la majorité des membres en exercice et pouvant valablement délibérer. Monsieur Roger WALLART, délégué de Tournedos Bois Hubert, a été désigné secrétaire de séance.

POUVOIRS

M. DESHAYES Edmond, délégué de la commune de BOISNEY, a donné pouvoir à Mme FREBERT Martine, déléguée de la commune de VALAILLES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PRESLES Gwendoline, déléguée de la commune de BOURNEVILLE STE CROIX, a donné pouvoir à M. CAUCHE Pascal, délégué de la commune de CORMEILLES, pour la représenter lors des délibérations.
M. CITHER Michel, délégué de la commune de BUEIL, a donné pouvoir à Mme LEMONNE Christine, déléguée de la commune de BRETAGNOLLES, pour le représenter lors des délibérations.
M. CAILLET Frédéric, délégué de la commune d'ETREPAGNY, a donné pouvoir à M. MOGLIA Jean Marc, délégué de la commune d'ANDE, pour le représenter lors des délibérations.
M. RIHAL Benoît, délégué de la commune de FARCEAUX, a donné pouvoir à M. HUBERT Xavier, délégué de la commune des BAUX STE CROIX, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PIEDNOEL Frédérique, déléguée de la commune d'HEUDEBOUVILLE, a donné pouvoir à M. JAMMET Eric, délégué de la commune de ST ETIENNE DU VAUVRAY, pour la représenter lors des délibérations.
M. LE DENMAT Christian, délégué de la commune de PACY SUR EURE, a donné pouvoir à M. GARREAU Cyril, délégué de la commune de CROISY SUR EURE, pour le représenter lors des délibérations.
M. HUTIN Alain, délégué de la commune de ST AGNAN DE CERNIERES a donné pouvoir à M. ROULOIS Jean Louis, délégué de la commune de VERNEUSSES, pour le représenter lors des délibérations.
M. LECOEUR Philippe, délégué de la commune de ST VICTOR DE CHRETIENVILLE a donné pouvoir à M. COINDARD Robert, délégué de la commune de PLAINVILLE, pour le représenter lors des délibérations.
M. BEAURAIN Eric, délégué de la commune de LA TRINITE DE REVILLE, a donné pouvoir à M. SPOHR Claude, délégué de la commune de ST PIERRE DE CERNIERES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme DENIZE Florence, déléguée de la commune de ST MARTIN ST FIRMIN, a donné pouvoir à M. BEAUCHE Jean Charles, délégué de la commune de ST ETIENNE L'ALLIER, pour la représenter lors des délibérations.

Exposé des motifs

Monsieur le Président soumet le procès-verbal de la séance du Comité syndical du 25 Novembre 2023 à l'approbation des délégués syndicaux, en application des dispositions de l'article L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales. En attendant cette validation pour l'envoi du procès-verbal aux élus par voie dématérialisée, la liste des délibérations a été mise en ligne sur le site internet du SIEGE 27 le 29 Novembre 2023.

Délibération

Après délibération, le Comité Syndical approuve le procès-verbal du comité du 25 Novembre 2023.

Délibération adoptée à l'unanimité.

Pour extrait conforme,

Le Président, Xavier HUBERT	Le secrétaire de séance, Roger WALLART
	

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-01-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

PROCES VERBAL
REUNION DU COMITE SYNDICAL
DU 25 NOVEMBRE 2023

L'an deux mil vingt-trois, le samedi 25 novembre à 9h30, le Comité du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure, légalement convoqué le 10 novembre 2023, s'est réuni au Cadran à EVREUX (27000), sous la présidence de M. Xavier HUBERT, Président du SIEGE.

L'ordre du jour était le suivant :

I/ INSTITUTIONS
1.1 Approbation du Procès-Verbal du Comité syndical du 26 Mai 2023
1.2 Rapport définitif du Contrôle de Gestion de la Chambre Régionale des Comptes
1.3 Election Bureau syndical - Remplacement d'un membre démissionnaire
1.4 Désignation d'un référent déontologue des élus locaux
1.5 Nomination d'un représentant du SIEGE au Comité Régional de l'Energie

II/ FINANCES
2.1 Décision modificative Budget Principal 2023
2.2 Décision modificative Budget Annexe 2023
2.3 Adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1er janvier 2024
2.4 Durée d'amortissement des immobilisations du SIEGE sous la nomenclature M4 - Budget Annexe
2.5 Autorisation de Programme Capitalisation SEM : Adoption des Crédits de paiement 2024
2.6 Budget Primitif 2024
2.7 Budget Annexe du SPIC Production d'Energie Renouvelable 2024
2.8 Ligne de Trésorerie 2024
2.9 Autorisation de souscrire un emprunt pour la réalisation des investissements 2024
2.10 Adoption du Programme Triennal d'Investissement des Villes B 2024/2026
2.11 Convention SIEGE/SEM - Mise à disposition de moyens de fonctionnement

III/ CONCESSIONS
3.1 Présentation du CRAC 2022 d'ENEDIS et EDF
3.2 Présentation des CRAC 2022 - Concessionnaires Gaz

IV/ COMPETENCES

IV-A Délibérations
4.1 Réseaux : Adaptation du barème de raccordement du SIEGE
4.2 Réseaux : Programme spécifique de fin du dispositif d'article 10 de l'ancien contrat de concessions électricité
4.3 Rénovation bâtimentaire : fonds de concours pour la réalisation d'audits énergétiques
4.4 Energie renouvelable : cession d'actions dans la SAS Transition euroise de Saint-André-de-l'Eure
4.5 Energie renouvelable : cession d'actions dans la SAS Transition euroise du CETRAVAL
4.6 Energie renouvelable : cession d'actions dans la SAS Transition euroise du SETOM
4.7 Energie renouvelable : cession d'actions dans la CPES Terres Neuves
4.8 Energie renouvelable : cession d'actions dans la SAS Transition euroise Mesnil Hamel
4.9 Energie renouvelable : cession d'actions dans la SAS Transition euroise Roman II
4.10 SEM : Nomination de représentants au Comité d'Investissements
4.11 Mobilité : Adoption d'un tarif de recharge pour véhicules électriques au bénéfice des agents du SIEGE
4.12 Adhésions/retraits de communes à la compétence optionnelle Maintenance de l'Eclairage Public

IV-B Avis
4.13 Energie renouvelable : protocole d'accord partenarial - projet photovoltaïque au sol à Criquebeuf-sur-Seine
4.14 Energie renouvelable : protocole d'accord partenarial - projet photovoltaïque au sol à Martot

V/ ADMINISTRATION GENERALE
5.1 Personnel : Mise à jour du tableau des effectifs
5.2 Personnel : Modification de l'Accord sur l'Aménagement de la Réduction du Temps de Travail (ARTT)
5.3 Personnel : Actualisation de la liste des Autorisations Spéciales d'Absence (ASA)
5.4 Personnel : Attribution de la Prime exceptionnelle de pouvoir d'achat
5.5 Personnel : Remboursement des frais des agents dans le cadre de leur mission : déplacement, repas

VI/ COMPTE-RENDU DES DECISIONS DU BUREAU SYNDICAL
6.1 Délibérations du Bureau Syndical du 30/06/2023
6.2 Délibérations du Bureau Syndical du 06/10/2023

VII/ INFORMATIONS DIVERSES

Accusé de réception en préfecture
027-252700746-20240601-DVIVIEN1-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Etaient présents 354 délégués sur 585 légalement convoqués :
Mmes et Ms. LAMBOY, CHOCU, DUVERE, COTTARD, HUBER, SIBILLE, JOUVEAUX, DUPONT, ASCIAK, LESELLIER, DESHERAUD, PEPPERSTRAETE, LEBOUCQ, MESNIERE, DOOM, MAILLARD, COINDARD, LECOMPTE, VIVIEN, COURANT, BOISRENOULT, LEBLANC, LEFEVRE, AMOURS, VERSAL, ARNOULT, WALLECAN, TURLURE, GIMONET, LEROUX, LEFEBVRE, MARTEAU, DODEMAN, DUHAMEL, QUETTIER, ROUSSARD, BOURGEOIS, TOUTAIN, LEGOWIK, SIBOLY, DUVAL, LECLERC, HAGRON, CANU, PERIER, MARMION, GAREL, LECAVELIER-DES-ETANGS, MARIE, LALLEMAND, GOUJARD, VAUTIER, COUTURIER, DAUTRESME, MORISSE, LECOUR, THEBAUD, VAZQUEZ, TAURIN, ROUSSARD, ADELIS, TEMPERTON, CAMPAIN, DUFROY, BAZIRE, FELS, DAVET, GODIN, MALCAVA, DUPUIS, RODRIGUE, ROMAIN, BEAURAIN, MEEUS, ARSA, ROUSSELLE, ADAM, CHARPENTIER, BRITTON, LEGROS, LANCIEN, THIBAULT, JAMART, BOULAN, RANGEE, BREQUIGNY,LESUT, DEBUS, QUEROLLE, JOUSSERAND, ELIOT, DOS SANTOS, MONSALLIER, CORBEL, PORTE, SIMON, CORNET, FOUQUET, ROLLET, BRONNAZ, DENIS, MOENS, BRETON, LEBOCEY, MAILLARD, LAUDREL, CARRETTE, WEBER, TANGUY, RAFFIN-LECOMTE, CHEVAUCHEE, ROBERT, COLIN, COSTENTIN, POISSON, SEGERS, PATTEY, ANSEAUME, FONTAINE, MORISOT, BOSCATO, PARMENTIER, DOUVENOU, VIQUESNEL, PIAZZON, CHARLET, GAILLARD, SAQUET, LEMIESZ, VAN WASSENHOVE, FAMERY, COSAQUE, BARTHELEMY, DESMARAIS, DUTHILLEUL, PENEL, VIGUERARD, LE ROUX, DELABARRE, ALLOT, DESHAYES, BOUCHER, PRESLES, BOURGUIGNON, DELAIR, NOË, MONTHULE, THROUET, PEZET, LAUMONIER, GOUJON, CRAMER, HEBERT, LAMBLARDY, MERLEVEDE, DUBUC, DROUARD, MUEL, SAUNIER, CORMIER, VANDEWALLE, CARPENTIER, DURIEZ, CARRIER, DELAMARE, BODEY, SENINCK, FREBERT, ROSSELOT, GRAINVILLE, RICHEZ, PALMENTIER, HAMEL, BLONDEL, FOURE, VIEILLARD, VOLCKAERT, BEZIRARD, LEVERBE, LAUDINET, MARÉCHAL, HUREL, LAWANI, GOSSENT, DUMESNIL, SALES, CHARPENTIER, COGNIN, BUYZE, WALLART, LAMBLIN, WIELGUS, MOUÏSEL HUARD, POIXBLANC, GUIGNARD, RENARD, CONFAIS, PRADEL, DARTOIS, LENOIR, GALLET, CARDON, LARDILLEUX, VILLEY, MOREL, MEDAERTS, BIOCHE, BOISSON, PEUFFIER, CAPON, SEJOURNE, DE LOBKOWICZ, TANGUY, LISIECKI, DEJEAN SERVIERES, FLAMBARD, DUVAL, MARCHAND, MARC, GALLAIS, LEBRASSEUR, GIPSON, LOUVEL, POULAIN, BERTOIS, CHAVEGRAND, PERDRIX, BAGLAND, PECHON, DE ANDRES, LAUDOUAR, DAVOUST, GRILLE, LEBOUCHER, SOLLIER CANTAIS, LAINÉ, QUÉNÉ, LOZAY, HOOGTERP, GUESDON, CHATOUX, LEMONNE, MALHERBE, DIEULLE, LEGENDRE, LE DIBERDER, COLLIGNON, CAPILLON, VALIGNAT, KERNEIS, VONE, PATRELLE, LOUVET, RIVOAL, FLAMANT, GOLFRIN, GALBUSERA, BITTOU, DESPRES, COMPAGNON, HAUTECHAUD, CAUCHE, LOUISE, LABORIEUX, SOUCHAY, HEUGHEBAERT, TREHIN, JEANNE, KROLIK, DELISLE, DUVRAC, GUINCETRE, DELACOUR, LECOEUR, BICHON, CRETTE, LATHAM, CITHER, LORDET, SAURA, BODINEAU, CHEVALIER, CLOUET, LAMOTTE, GIRARD, PLAINNEVAUX, DERREY-HUE, LAFFAY, MORIN, ROY, LOLLIER, JAMMET, SORIN, LECUREUR, MURSCH, PLESSIS, NOËL, BERGONZI, LOERCH, THONNEL, BERTIN, FALC'HON, PIEDNOEL, ANGENARD, MOREL, BOUAKLINE, DE BROGLIE, GARREAU, ROULAND, FAUVILLE, MABIRE, MALHERBE, ALVES-CERDEIRA, DORLÉANS, PERROTTE, LEGUY, GUENEAU, VEIT, MEHOUAS, GUERINOT, BUNEL, FABREGA, LE BRIS, FLEURY, GROUCHY, FAYE, BOIVIN, MARTIN, DEGUY, MOUTARDIER, JOIN-LAMBERT, MARTIN, VOLTOLINI, CHATEAUVIEUX, BLIN, DUBARRY, LEPLANOIS, CARREY, BASSARD, VALLÉE, BIHEL, LEGER, WOHLSCHLEGEL, TERRIET, FOURREAU, FRICHOT, FONTAINE, POOT, JEHENNE, ROULAND, BATREL, QUILLET, CRETEY, JUMEL.

10 pouvoirs ont été déclarés :
- M. RIHAL Benoît, délégué de la commune de Farceaux, a donné pouvoir à M. Xavier HUBERT, Président et délégué de la commune des Baux Sainte Croix, pour le représenter lors des délibérations.
- M. RONNE Christian, délégué de la commune de La Chapelle du Bois des Faulx, a donné pouvoir à M. Raynald HAMEL, délégué de la commune de Gauciel, pour le représenter lors des délibérations.
- M. PLUCHET Maxime, délégué de la commune de Le Thuit, a donné pouvoir à Mme Marie Thérèse PEZET, déléguée de la commune de Bouafles, pour le représenter lors des délibérations.
- Mme VAN DUFFEL Christine, déléguée de la commune de Le Thuit de l'Oison, a donné pouvoir à Mme Maria DUFROY, déléguée de la commune de Caumont, pour le représenter lors des délibérations.
- M. BEUCLER Raymond, délégué de la commune de Mesnil Verclives, a donné pouvoir à M. Antony BLIN, délégué de la commune de Lisors, pour le représenter lors des délibérations.
- M. PETEL Bertrand, délégué de la commune de Surville, a donné pouvoir à M. Alexandre DELACOUR, délégué de la commune de La Hayes Le Comte, pour le représenter lors des délibérations.
- M. RONDEL Claude, délégué de la commune de Villers Sur Le Roule, a donné pouvoir à M. Thierry LECOUR, délégué de la commune des Andelys, pour le représenter lors des délibérations.
- M. FREMIN Jean, délégué de la commune de Vexin Sur Epte, a donné pouvoir à Mme Gwendoline PRESLES, déléguée de la commune de Bourneville Sainte Croix, pour le représenter lors des délibérations.
- M. HUTIN Alain, délégué de la commune de St Agnan de Cernières, a donné pouvoir à M. Eric BEAURAIN, délégué de la commune de La Trinité de Réville, pour le représenter lors des délibérations.
- M. SPOHR Claude, délégué de la commune de St Pierre de Cernières, a donné pouvoir à M. Pascal CAUCHE, délégué de la commune de Cormeilles, pour le représenter lors des délibérations.

Monsieur le Président ouvre la séance, le quorum étant atteint. Il remercie l'ensemble des délégués d'être venu assister à cette assemblée générale et souhaite la bienvenue aux membres de la tribune, tout en excusant M. MOGLIA, Vice-Président, empêché d'assister à la réunion :
- Monsieur CAUCHE et Madame PRESLES, Vice-Présidents du SIEGE,
- Madame ALLA, Directrice relations collectivités d'ORANGE,
- Monsieur LOCQUET, Directeur Territorial GRDF,
- Madame PORCHER, représentante de la DGFIP auprès du SIEGE,
- Monsieur MOURIER, Directeur Territorial Haute Normandie ENEDIS,
- Monsieur de VANDIERE, Directeur Général du SIEGE.

En introduction de cette réunion, le Président souhaite faire un focus sur 3 thématiques :

- S'agissant de la gouvernance du SIEGE, il précise que la participation des délégués aux comités syndicaux et l'obtention du quorum est un enjeu fort pour que le syndicat puisse maintenir sa gouvernance actuelle, permettant

la représentation intégrale et égalitaire de tout le territoire, rural comme urbain, et permettant un échange démocratique sur la façon dont le SIEGE exerce ses missions pour le compte de l'ensemble des communes. L'absence de quorum à la précédente réunion est un accident qui a fait réagir les délégués en témoigne la présence importante des délégués ce jour. Cette présence permet de justifier le maintien du système de représentation actuelle, plutôt que le passage en collèges électoraux qui réduirait considérablement le nombre de délégués, mais mettrait un terme à cette représentation des communes qui fait la force de l'établissement.

Accusé de réception en préfecture
027-252701911-20240605-delib-0-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

- S'agissant de la programmation des travaux, il souligne que la programmation doit continuer de se faire avec et par les communes. Le SIEGE avec les données fournies par ENEDIS pourrait élaborer seul sa programmation des travaux annuelle de manière purement technocratique. Toutefois, il est préférable d'élaborer ces programmes à l'écoute des besoins des communes, de leurs contraintes financières et de temps, en laissant le soin aux communes d'arbitrer entre elles lorsque les possibilités budgétaires le permettent. Il est indispensable que ce syndicat reste à l'écoute des communes individuellement, au travers des directeurs de travaux notamment, avec une représentation dans les territoires à l'occasion des réunions intercommunales de préparation de la programmation.

- Enfin, s'agissant de la SEM créée en octobre dernier, il précise que le territoire dispose désormais de l'outil juridique permettant le portage de tous les projets de production d'énergie renouvelable et de transition énergétique, le SIEGE n'étant pas juridiquement en capacité de porter tous ces projets. Cette SEM, créée en partenariat avec la Banque des Territoires, le Crédit Agricole, la Caisse d'Epargne et la SEM SIPEnR, va pouvoir donner un coup de pouce aux communes et EPCI volontaires pour faire émerger et développer les projets. Par conséquent, le Président étant par ailleurs Président de la SEM, pour éviter tout conflit d'intérêt, ne participera pas aux débats ni au vote des délibérations concernant la SEM et ses projets. Cela concernera également les 6 autres administrateurs nommés par la SEM au sein du Comité.

Avant de passer à l'examen des points inscrits à l'ordre du jour, Monsieur DUVERE, délégué de la commune de Louviers, est désigné à l'unanimité secrétaire de séance.

I/ Institution

1.1 Approbation du Procès-Verbal du Comité syndical du 26 Mai 2023

Monsieur le Président soumet le procès-verbal de la séance du Comité syndical du 26 mai 2023 à l'approbation des délégués syndicaux, en application des dispositions de l'article L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales. Ledit procès-verbal sera adressé à l'ensemble des membres de l'assemblée par voie dématérialisée, sachant qu'en date du 2 Juin 2023, la liste des délibérations a été mise en ligne sur le site internet du SIEGE 27.

Après délibération et en l'absence de remarque sur le projet transmis, le comité approuve à l'unanimité le procès-verbal du Comité Syndical du 26 mai 2023.

1.2 Election Bureau Syndical – Remplacement d'un membre démissionnaire

Monsieur le Président poursuit en indiquant que suite à la démission de M. ROUSSELET, délégué de La-Chapelle-Longueville, du Bureau Syndical, il est proposé au Comité Syndical de procéder à la désignation d'un nouveau membre permettant de compléter la composition du bureau fixée à 26 membres dont le Président et les 3 Vice-Présidents.
Il propose au Comité la candidature de Monsieur Jean-François WIELGUS, maire et délégué de Bois-Jérôme-Saint-Ouen, pour permettre de maintenir la représentativité géographique du Bureau, la commune étant située dans le même EPCI – SNA – que le membre démissionnaire.

A défaut d'autre candidature et après délibération, le comité désigne à l'unanimité M. WIELGUS membre du Bureau Syndical.

1.3 Désignation d'un référent déontologue des élus locaux

Monsieur le président expose au comité que la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (loi 3DS) prévoit notamment que tout élu local peut consulter un référent déontologue, chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans la charte de l'élu local.
Chaque collectivité ou EPCI doit donc proposer à ses élus un référent déontologue des élus depuis le 1er juin 2023.
Le référent assurera la mission suivante : apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés par la charte de l'élu local (charte jointe en annexe). Il est tenu au secret professionnel dans le respect des articles 226-13 et 226-14 du code pénal et à la discrétion professionnelle pour tous les faits, informations ou documents dont il a connaissance dans l'exercice de ses fonctions.
La fonction de référent déontologue est assurée de manière indépendante et impartiale. Dans l'exercice de celles-ci, il ne peut recevoir d'injonctions de l'autorité investie du pouvoir de nomination ou son représentant. Il est en outre précisé que cette fonction s'exerce sans préjudice de la responsabilité de l'élu qui demeure seul responsable de ses obligations déontologiques.
Le référent déontologue sera indemnisé, après vérification du service fait, par le SIEGE 27 selon les conditions de l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif dans le référent déontologue de l'élu local pour :

- 80 € par dossier sur présentation d'un justificatif mentionnant uniquement le nom de la collectivité ou de l'établissement public dont relève l'élu, son nom ainsi que la date de la saisine ;
- 160 € par dossier en cas de saisine de 2 référents sur un même dossier (80 € par référent).

Accusé de réception en préfecture
027-252700019-20240601-2024-C-01-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Si les missions sont assurées par un collège, le montant maximum de l'indemnité pouvant être versée par personne désignée est fixé comme suit :

- Pour la présidence d'une séance du collège d'une demi-journée : 300 euros ;
- Pour la participation effective à une séance du collège d'une demi-journée : 200 euros.

Pour mener à bien sa mission, le référent déontologue des élus locaux disposera d'une adresse mail spécifique à laquelle lui seul aura accès. La saisine s'effectuera via un formulaire mis à disposition des élus du SIEGE 27 et envoyé à l'adresse mail du référent désigné ou par courrier, en recommandé avec AR au SIEGE 27 – Référent déontologue des élus locaux. La mention « Confidentiel » devra figurer sur l'enveloppe.
Le référent déontologue se réservera le droit de se déporter, pour tout motif qu'il jugera légitime et, ce faisant, pourra :

- Soit solliciter auprès de la collectivité ou EPCI la création d'un collège de référents déontologues ;
- Soit inviter l'élu à saisir un autre référent déontologue, dans l'hypothèse selon laquelle le SIEGE 27 a procédé à d'autres désignations.

Le référent déontologue des élus locaux est désigné pour la durée du mandat et adressera annuellement au SIEGE 27 un rapport annuel anonymisé.

Après consultation auprès du Centre de Gestion du Département de l'Eure, celui-ci propose de recourir aux référents déontologues suivants et dont les qualifications correspondent au profil requis :
Monsieur PHILIPPE BOETON, ancien premier conseiller à la Chambre Régionale des Comptes de Normandie, juriste, enseignant et spécialiste de la gestion publique locale,
Madame SYLVIE CALENTIER, ancienne directrice des marchés publics à la Métropole Rouen Normandie.

Il est proposé à l'assemblée de désigner les deux référents déontologue des élus du SIEGE 27 aux conditions énoncées ci-avant et d'autoriser le Président du SIEGE 27 à procéder et à signer toutes formalités afférentes.

Après délibération, le comité approuve à l'unanimité la désignation des 2 référents déontologue présentés ci-avant.

1.4 Comité Régional de l'Energie – Désignation d'un représentant du SIEGE

Monsieur le Président rappelle ensuite que la loi « Climat et Résilience » du 22 Août 2021 prévoit la création d'un Comité Régional de l'Energie (CRE) dans chaque région de la métropole, instance ayant pour mission de favoriser la concertation sur les énergies renouvelables et formuler des avis sur tous sujets relatifs à l'énergie ayant un impact sur la région. Depuis notamment la loi APER, le CRE exprime un avis sur les zones d'accélération des énergies renouvelables.
Conformément aux dispositions du décret 2023-35 du 27 Janvier 2023, le CRE est composé de 45 membres répartis en 5 collèges. Le SIEGE 27 a été sollicité le 13 juillet 2023 pour intégrer le collège N° 3 rassemblant les représentants des départements, des communes, des EPCI et des autorités organisatrices de la distribution d'énergie.
A ainsi été proposé dans le temps fixé par cette consultation le nom de Xavier Hubert, président du SIEGE 27, comme représentant l'établissement au CRE et le nom de Jean-Marc Moglia, vice-président et maire d'Andé comme suppléant.
Il est proposé au Comité Syndical de :

- se prononcer sur la participation du SIEGE 27 au Comité Régional de l'Energie,
- désigner M. Xavier HUBERT et M. Jean Marc MOGLIA comme respectivement représentants titulaire et suppléant.

Après délibération, le comité accepte à l'unanimité la participation du SIEGE audit Comité régional de l'Energie (CRE) et la désignation de M. Xavier HUBERT et M. Jean Marc MOGLIA comme respectivement représentants titulaire et suppléant du SIEGE au CRE.

II/ Finances

2.1 Décision modificative – Budget principal 2023

En l'absence de Monsieur MOGLIA, vice-président en charge des Finances, Monsieur le Président expose au comité
La décision modificative présentée au Comité Syndical et concernant le Budget Principal du SIEGE est destinée à prendre en compte les ajustements et virements de crédits suivants :

<u>En Section de fonctionnement – Dépenses :</u>
- Au chapitre 011 (charges à caractère général) : ajout de 160 000 € pour abonder principalement les crédits ouverts au titre des études, et audits réalisés en matière de transition énergétique, dont juridiques et techniques. Les crédits votés initialement (50 000 €) sont insuffisants. Les autres mouvements du chapitre ne sont que des ajustements entre les différents comptes, sans impact budgétaire.
- Au chapitre 014 (atténuation de produits) : ajout de 100 0000 € aux 3.3 M€ prévus au Budget Primitif au titre du reversement de la Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Electricité (TICFE) aux villes A et B afin d'ajuster la prévision aux réalisations, du fait principalement de la transition entre les 2 systèmes de taxe en 2023 générant un produit de taxe exceptionnellement fort cette année.

- Au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) : Ajout de 80 000 € pour d'une part, tenir compte de l'abonnement du SIEGE à une solution de base de données sous forme de « cloud » pour le service maintenance (+40 000 €) et d'autres part, pour abonder les crédits ouverts au titre du reversement des fonds d'Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Energétique (ACTEE) aux communes pour leurs projets de rénovation des bâtiments.
- Au chapitre 68 (dotations provisions semi-budgétaires) : Ajout de 1 500 € pour l'annulation de titres de recettes liés aux créances douteuses.
- Ajustement du virement à la section d'investissement avec l'ajout de 402 500 €.

Accusé de réception en préfecture
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

En section de fonctionnement – Recettes :
- Au chapitre 013 (Atténuation de charges) : Ajout de 15 000 € au titre du remboursement partiel par la FNCCR des rémunérations versées par le SIEGE pour le poste de CEP (Conseiller en Energie Partagée).
- Au chapitre 70 (produits des services et du domaine) : ajout de 604 000 € au titre du versement par les opérateurs de fibre optique des redevances pour l'occupation du réseau aérien de distribution publique d'électricité, conformément aux dispositions des conventions signées entre le SIEGE, ENEDIS et ces opérateurs, et au titre des précédents exercices. Ce « rattrapage » donnera lieu en 2023 à des montants exceptionnels correspondants au déploiement intensif, mais qui se termine, de la fibre ces dernières années.
- Enfin, au chapitre 74 (dotations et participations) : ajustement à la baisse – 60 000 €, des contributions des communes aux projets d'audits énergétiques pour la filière bois-énergie, et à la hausse + 185 000 €, des dotations externes de l'ADEME et de la FNCCR aux projets de transition énergétique.

En section d'investissement – Dépenses :
- Au chapitre 20 (Immobilisations incorporelles) : Ajustements internes au chapitre concernant les logiciels et la baisse des crédits du chapitre de 1 000 €.
- Au chapitre 27 (Autres immobilisations financières) : Ajout de 1 000 € au titre des cautionnements reçus.

En section d'investissement – Recettes
- Au chapitre 13 (subventions d'investissement) : Ajout de 25 000 € au titre des subventions perçues par le SIEGE au titre des projets photovoltaïques réalisés avant la mise en œuvre du Budget Annexe et non imputables en recette sur le Budget Annexe, justifiant leur reversement sur le Budget principal.
- Au chapitre 16 (Emprunts) : Ajustement à la baisse des prévisions d'emprunt (- 427 500 €) pour tenir compte des crédits nouveaux apportés par la présente décision modificative, sachant qu'eu égard aux mouvements de l'exercice en cours, ledit emprunt ne sera pas réellement mobilisé.
- Ajustement, comme vu précédemment, du virement depuis la section de fonctionnement (+ 402 500 €).

Au regard de ce qui précède, la décision modificative présentée s'équilibre en dépenses et en recettes à 744 000 €.

Section de Fonctionnement	**Recettes**	**Dépenses**
Réelles	744 000 €	341 500 €
D'ordre	0 €	402 500 €
Section d'Investissement	**Recettes**	**Dépenses**
Réelles	- 402 500 €	0 €
D'ordre	402 500 €	0 €
Total	**Recettes**	**Dépenses**
Réelles	341 500 €	341 500 €
D'ordre	402 500 €	402 500 €

Après délibération à l'unanimité, le comité syndical adopte la décision modificative du budget principal 2023 telle que présentée ci-dessus.

2.2 Décision modificative – Budget Annexe 2023

Monsieur le Président présente ensuite la décision modificative présentée au Comité syndical concernant le budget annexe « PRODUCTION D'ENERGIES RENOUVELABLES » destinée à prendre en compte les ajustements et virements de crédits suivants, les amortissements et opérations d'ordre concernant le compte 2315 principalement.

En section d'exploitation – Dépenses :
- Au chapitre 011 (charges à caractère général) : Réduction des crédits (-40 000 €) et ventilation interne de ces crédits afin de tenir compte des sujétions nouvelles liées au service (dissociation des tarifs d'acheminement d'électricité – TURPE et imposition à l'IFER).
- Au chapitre 042 (Dotation aux provisions) : Ajout de 40 000 € pour assurer l'amortissement des installations réalisées et « rattrapage » des exercices antérieurs, dans le cadre du présent Budget Annexe.

En section d'exploitation – Recettes :
- Au chapitre 070 (Vente produits) : Ajustement à la baisse (- 2 000 €) de crédits liés à la revente d'électricité produite.
- Au chapitre 042 (subvention d'investissement transférée) : Ajout de 2 000 € au titre de la quote-part d'amortissement des subventions d'équipement transférées liées aux installations.

Au regard de ce qui précède, la décision modificative présentée et concernant la section d'exploitation s'équilibre en dépenses et en recettes à 0€.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-01-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

En section d'investissement – Dépenses :

- Au chapitre 20 (Immobilisations incorporelles) : ajustement des crédits (+ 10 000€) liés aux études réalisées pour la réalisation des installations photovoltaïques sur bâtiments,
- Au chapitre 23 (Immobilisations en cours) : Ajustement à la baisse sur ce chapitre (- 330 600 €) pour permettre l'équilibre de la section,
- Au chapitre 13 (Subventions d'investissement) : Ajout de 17 100 € au titre du reversement au Budget Principal des subventions perçues sur des opérations réalisées avant création du Budget Annexe et comme exposé à l'occasion de l'examen de la décision modificative 2022 du Budget Principal.
- Au chapitre 27 (Autres immobilisations financières) : Ajout de 1 500 € au titre des cautionnements réalisés.
- Au chapitre 040 (Amortissements) : Inscription de 2 000 € de crédits liés aux amortissements des opérations réalisées.
- Au chapitre 041 (opérations patrimoniales) : Ajout d'une opération d'ordre pour 300 000 € afin d'assurer le transfert des immobilisations en cours inscrites au chapitre 23 en opérations closes à leur achèvement.

En section d'investissement – Recettes :

- Au chapitre 023 (Immobilisations en cours) : Ajout de 100 € pour permettre l'annulation des mandats sur les exercices antérieurs.
- Au chapitre 027 (Autres immobilisation financières) : Ajout de 1 400 € pour la reprise des cautionnements reçus.
- Au chapitre 040 (Amortissements) : Ajout de 40 000 € pour l'inscription des amortissements des travaux réalisés.
- Au chapitre 041 (Opérations patrimoniales) : Comme en dépenses, inscription de 300 000 € pour la clôture des immobilisations en cours.

L'ensemble des mouvements évoqués ci-dessus peut être synthétisé dans le tableau qui suit :

Section d'Exploitation	**Recettes**	**Dépenses**
Réelles	-2 000 €	-40 000 €
D'ordre	+ 2 000 €	+ 40 000 €
Section d'Investissement	**Recettes**	**Dépenses**
Réelles	+ 1 500 €	-302 000 €
D'ordre	+ 340 000 €	+ 302 000 €
Total	**Recettes**	**Dépenses**
Réelles	-500 €	-342 000 €
D'ordre	+ 342 000 €	+ 342 000 €

L'équilibre de la présente décision modificative est opéré par la diminution de la reprise anticipée au c/001 excédentaire en recettes.

Après délibération à l'unanimité, le comité syndical adopte la décision modificative du budget Annexe 2023 telle que présentée ci-dessus.

2.3 Adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1er janvier 2024

Monsieur le Président indique que suite aux problèmes techniques et informatiques intervenus fin 2023, le SIEGE n'avait pu adopter le nouveau référentiel M57 par anticipation au 1er janvier 2023 comme prévu initialement. Ce référentiel est l'instruction budgétaire et comptable la plus récente, mise à jour par la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL) et la DGFIP, en concertation étroite avec les associations d'élus et les acteurs locaux.
Il permet le suivi budgétaire et comptable d'entités publiques locales variées, appelées à gérer des compétences relevant de plusieurs niveaux : bloc communal, départemental et régional, tout en conservant certains principes budgétaires applicables aux référentiels M14, M52 et M71.
Il est le référentiel le plus avancé en termes de qualité comptable puisque c'est la seule instruction intégrante, depuis 2018, les dernières dispositions normatives examinées par le Conseil de normalisation des comptes publics (CNoCP). Ces travaux d'intégration annuels permettent de poursuivre le mouvement de convergence vers les règles des entreprises sauf spécificités de l'action publique (transfert des plus et moins – values de cession en section d'investissement, mécanisme de neutralisation budgétaire, etc…).

Le référentiel M57 étend à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les régions, offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires.

Ainsi :

- En matière de gestion pluriannuelle des crédits : définition des autorisations de programme et des autorisations d'engagement, adoption d'un règlement budgétaire et financier pour la durée du mandat, vote d'autorisations de programme et d'autorisation d'engagement lors de l'adoption du budget, présentation du bilan de la gestion pluriannuelle lors du vote du compte administratif ;
- En matière de fongibilité des crédits : faculté pour l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder à des mouvements de crédits entre chapitre (dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chacune des sections, et à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel) ;
- En matière de gestion des crédits pour dépenses imprévues : vote par l'organe délibérant d'autorisations de programme et d'autorisations d'engagement de dépenses imprévues dans la limite de 2% des dépenses réelles de chacune des sections.
- La norme comptable M57 permet le suivi budgétaire et comptable d'entités publiques locales variées appelées à gérer des compétences relevant de plusieurs niveaux (communal, départemental et régional).

Le périmètre de cette nouvelle norme comptable est celui du budget principal.

Après avis favorable du comptable public en date du 17 Octobre 2023, il est proposé au Comité Syndical d'appliquer la norme M57 au Budget Principal à compter du 1er janvier 2024.

Accusé de réception en préfecture
027-252700406-20240604-2024-DELIBERATIONS
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Après délibération à l'unanimité, le comité syndical accepte l'adoption du référentiel M57 pour le Budget Principal à compter du 1er janvier 2024.

2.4 Durée d'amortissement des immobilisations du SIEGE sous la nomenclature M4 – Budget annexe

Monsieur le Président expose au comité que la mise en œuvre depuis 2020 de la nomenclature budgétaire et comptable M4 et la constitution d'un Budget Annexe pour les projets de production d'ENR impliquent la détermination de la durée d'amortissement des immobilisations constituées sous ce budget. Le champ d'application est défini par l'article R2321-1 du CGCT qui fixe les règles applicables aux amortissements des communes, et par conséquent des EPCI.

Les durées d'amortissement sont fixées librement par l'assemblée délibérante pour chaque catégorie de biens, sauf exceptions. Ainsi, il est proposé d'adopter les durées d'amortissement conformément au tableau suivant :

Biens ou catégories de biens amortis	Durée d'amortissement en années	Modalités d'amortissement
Biens de faible valeur inférieurs à 1500 € TTC	1	N+1
Etudes et diagnostics (chapitre 20)	5	Prorata temporis
Travaux et immobilisations (chapitres 21 et 23)	20	Prorata temporis

L'assemblée délibérante peut, par délibération, déroger à la règle du prorata temporis pour les biens de faible valeur. Il est proposé d'amortir ces subventions et les biens de faible valeur dont le coût unitaire est inférieur au seuil de 1500 € TTC, en annuité pleine au cours de l'exercice suivant leur acquisition.

Ainsi, il est proposé à l'assemblée d'adopter les durées d'amortissement conformément au tableau et règles exposées ci-dessus pour le Budget Annexe de Production d'Energie Renouvelable voté en M4.

Après délibération à l'unanimité, le comité syndical valide les durées d'amortissement des immobilisations du SIEGE au sein du Budget Annexe selon le détail exposé dans le tableau ci-dessus.

2.5 Autorisation de Programme Capitalisation SEM : Adoption des Crédits de Paiement 2024

En l'absence de Monsieur le Président et des administrateurs de la SEM, Monsieur CAUCHE, Vice-Président, expose au Comité que par délibération du 26 mai 2023, le Comité autorisait la création d'une autorisation de programme (AP) de 3 750 000 € pour la mise en œuvre de la capitalisation du SIEGE au sein de la SEM Transition Euroise Energies en charge du développement de projets de production d'énergie renouvelable étant entendu que ce capital devait être libéré pour moitié à la création de la SEM, et pour l'autre moitié au plus tard dans les 4 années suivantes.

La délibération susmentionnée prévoyait donc la répartition prévisionnelle suivante, fondée sur une obligation réglementaire et un rythme d'exécution théorique :

	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL € TTC
Crédit budgétaire	1 875 000	468 750	468 750	468 750	468 750	**3 750 000**
Recettes :						
- **emprunt**	1 875 000	0	0	0	0	**1 875 000**
- **autofinancement**	0	468 750	468 750	468 750	468 750	**1 875 000**

Au regard des besoins en capitalisation exprimés par la SEM TEE (voir 4.4 à 4.9 ci-après), il est nécessaire, sans modifier à ce stade le montant global de l'autorisation de programme de 3 750 000 €, d'adapter le versement des crédits de paiement, selon la répartition suivante :

	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL € TTC
Crédit budgétaire	1 875 000	800 000	358 333	358 333	358 333	**3 750 000**
Recettes :						
- **emprunt**		800 000	0	0	0	**800 000**
- **autofinancement**	1 875 000	0	358 333	358 333	358 333	**2 950 000**

Il est proposé à l'assemblée d'inscrire au budget 2024 les crédits de paiement 2024 sur l'opération concernée à hauteur de 800 000 €.

Un délégué souhaite connaître la liste des projets concernés et repris par la SEM.
Monsieur CAUCHE répond qu'il s'agit des projets suivants, en matière d'éolien ou de photovoltaïque :
- 6 projets photovoltaïques : Terres Neuves I, Saint André de l'Eure, SDOMODE, SETOM, Criquebeuf-sur-Seine et Martot.
- 2 projets éoliens : Roman II et Mesnil-Rousset.

Après délibération, le Comité adopte avec 352 voix POUR, 1 voix CONTRE et 2 ABSTENTIONS les crédits de paiement 2024 dans le cadre de l'autorisation de programme Capitalisation SEM selon le détail du tableau ci-dessous et portant à 800 000 € les crédits de paiement à inscrire au Budget Primitif 2024.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-01-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2.6 Budget Primitif 2024 – Budget Principal

Monsieur le Président reprend la parole pour présenter le Projet de Budget Primitif du Budget Principal 2024, conformément aux dispositions du décret n° 96-522 du 13 juin 1996 pris pour l'application de l'article L2312-3 du CGCT, qui précisent que les modalités de vote des EPCI répondent aux mêmes critères que ceux énoncés pour les communes. Le SIEGE a fait le choix de voter son budget par nature, comme la plupart des collectivités concernées.

Le budget représente un volume de 59 938 400 € dont 26 302 500 € en section de fonctionnement et 33 635 900 € en section d'investissement se décomposant comme suit :

Section de fonctionnement	**Recettes**	**Dépenses**
Réelles	26 302 500 €	15 921 600 €
D'ordre	-	10 380 900 €
Section d'investissement	**Recettes**	**Dépenses**
Réelles	23 255 000 €	33 635 900 €
D'ordre	10 380 900 €	-
Total	**Recettes**	**Dépenses**
Réelles	49 557 500 €	49 557 500 €
D'ordre	10 380 900 €	10 380 900 €

Le financement de ce budget est assuré par 49 557 500 € de recettes réelles. Dans les tableaux ci-après figurent le détail des principales recettes et dépenses du projet de budget.

Concernant les dépenses de Fonctionnement :

CHAPITRE	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	BP 2023	PROJET BP 2024	VARIATION %
011	**Charges à caractère général**	**9 273 500 €**	**9 202 500 €**	**-1%**
	Dont Travaux réseau de télécommunications	*4 600 000 €*	*4 500 000 €*	*-2%*
	Dont Maintenance EP	*800 000 €*	*750 000 €*	*-6%*
	Dont Fourniture Energie EP	*2 200 000 €*	*2 100 000 €*	*-4,5%*
	Dont Maintenance IRVE (y compris énergie)	*400 000 €*	*430 000 €*	*+7,5%*
	Dont Maintenance Hydrogène	*370 000 €*	*435 000 €*	*+17,5%*
	Dont autres charges à caractère général	*903 500 €*	*987 500 €*	*+9%*
012	**Charges de personnel**	**2 767 500 €**	**2 838 000 €**	**+2,5%**
014	**Reversement TCCFE/TICFE aux Villes urbaines**	**3 300 000 €**	**3 300 000 €**	**-**
65	**Autres charges de gestion courante**	**575 700 €**	**559 100 €**	**-3%**
	Dont Fonds de concours communes (bâtiments)	*430 000 €*	*400 000 €*	*-7%*
	Dont autres charges	*145 700 €*	*159 100 €*	*+9%*
66	**Charges financières**	2 000 €	2 000 €	-
67	**Charges exceptionnelles**	20 000 €	20 000 €	-
023	**Virement à la section d'Investissement**	8 842 300 €	*9 395 900 €*	*+6%*
042	**Transfert d'ordre entre sections (Amortissements)**	835 000 €	*985 000 €*	*+18%*
	TOTAL	**25 616 000 €**	**26 302 500 €**	**+ 2,7%**

Les principales dépenses de fonctionnement sont constituées :

- Au chapitre 011 (charges à caractère général) :
  - Des crédits ouverts au titre de l'enfouissement coordonné des réseaux de télécommunication qui seront réduites de 100 000 € pour atteindre 4,5M€, valeur correspondant aux programmes de travaux sur le réseau électrique acté en 2023
  - Des crédits ouverts au titre de la maintenance de l'éclairage public réduits en fonction des mandatements constatés début 2023. L'enveloppe réservée au paiement des factures d'électricité de l'éclairage public sera également minorée (-100 000 €) pour tenir compte du rythme des facturations de l'électricité par le fournisseur.
  - Des crédits ouverts au titre de l'exploitation du service de bornes de recharge pour véhicules électriques à hauteur de 430 000 € en 2024, pour tenir compte principalement de la consommation d'électricité de ces installations, de l'augmentation du nombre de points de charge et de l'augmentation des tarifs d'achat d'électricité depuis 2022.
  - Enfin, figurent dans ce chapitre les dépenses liées au fonctionnement des stations hydrogène incluant les fluides et consommables. Les crédits ouverts devraient subir une hausse de plus de 17% pour tenir compte de l'évolution du nombre d'utilisateurs et surtout de la mise en service du car Transdev.
  - Les autres charges à caractère général restent sous la barre de 1M€. La hausse est justifiée par la tenue de 4 réunions du Comité Syndical, à la demande prévisible de la CRC d'une part, et la hausse des tarifs des fluides d'autre part.
- Au chapitre 012 (charge de personnel) : la masse salariale augmentera cette année de l'ordre de 2.5% pour s'établir à 2 838 000 €, afin de tenir compte des évolutions de carrière des agents en poste, de la valeur du point d'indice et les modifications des grilles qui s'imposent au syndicat. Ces prévisions sont faites à effectif constant et

sans création de poste à ce jour. Il est probable que ces crédits soient amenés à évoluer à la hausse en 2025 ou en cours d'année 2024 pour tenir compte des recommandations de la CRC.

Accusé de réception en préfecture
027-250100774-20240604-DELIB2024-CM-MP
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

- Au chapitre 014 (Reversement TCCFE/TICFE aux villes urbaines) : le reversement de la TCCFE (Part Communale de la TICFE désormais) aux villes A (au nombre de 5), et aux 35 villes B se maintient comme déjà dit à hauteur de 3.3M€.
- Au chapitre 65 (Autres charges de gestion courante) : les autres charges de gestion courante correspondant aux frais de mission (dont le remboursement des frais de déplacement aux comités syndicaux) augmenteront de 9%, pour atteindre 159 100 €, tandis que le niveau des fonds de concours versés par le SIEGE depuis 2022 aux communes pour la rénovation de leurs bâtiments sera ajusté à 400 000 €.
- Au chapitre 023 (Virement à la section d'investissement) : l'ensemble de ces prévisions permettent d'envisager un autofinancement et un virement de la section en section d'investissement de 9 395 900 €, niveau proche de ceux atteint en fin de dernière décennie.

Concernant les recettes de Fonctionnement :

CHAPITRE	RECETTES DE FONCTIONNEMENT	BP 2023	PROJET BP 2024	VARIATION %
013	**Atténuations de charges (remboursement charges sociales)**	**30 000 €**	**35 000 €**	**+17%**
70	**Produits des services / redevances**	**940 000 €**	**440 000 €**	**- 53%**
	Dont RODP Communes – Réseau électrique	*240 000 €*	*260 000 €*	*+8%*
	Dont Occupation réseau – fibre optique	*600 000 €*	*30 000 €*	*-95%*
	Dont recettes IRVE / H2	*100 000 €*	*150 000 €*	*+50%*
73	**TCCFE / Part communale TICFE**	**15 800 000 €**	**13 000 000 €**	**-18%**
74	**Dotations et participations**	**6 820 000 €**	**7 242 500 €**	**+6%**
	Dont participation Communes - Travaux Télécom	2 600 000 €	2 700 000 €	+4%
	Dont Participations Communes – Maintenance EP	1 000 000 €	1 000 000 €	-
	Dont Participations Communes - Fourniture énergie EP	2 700 000 €	2 700 000 €	-
	Dont Participations Transdev - Hydrogène	- €	292 500 €	+100%
	Dont subventions / fonds de concours - CEP et Bois	520 000 €	550 000 €	+6%
75	**Autres produits de gestion courante**	**5 035 000 €**	**5 505 000 €**	**+9%**
	Dont redevances R2 (Electricité)	3 000 000 €	3 450 000 €	+15%
	Dont redevances R1 (Electricité et gaz)	1 950 000 €	1 970 000 €	+1%
	Dont autres produits	85 000 €	85 000 €	-
76	**Produits financiers**	**25 000 €**	**20 000 €**	**-20%**
77	**Produits exceptionnels**	**60 000 €**	**60 000 €**	**-**
	TOTAL	28 710 000 €	26 302 500 €	- 8%

Compte tenu de ce qui précède et du contexte économique, le SIEGE retiendra encore davantage pour 2024 des évaluations prudentes du montant de ses recettes de fonctionnement :

- Au chapitre 70 (Produits des services / redevances) : apparue en 2023 à titre exceptionnel et temporaire, la redevance versée par les opérateurs déployant de la fibre optique sur les supports aériens du réseau électrique a été perçue à hauteur de 600 000 €, correspondant au réseau fibre déployé depuis l'origine de la mise en œuvre de ces conventions en 2018. Ce « rattrapage » exceptionnel justifie un retour à un niveau prévisible de 30 000 € par an, montant visant à se réduire, le département étant désormais majoritairement couvert par la fibre optique et la redevance exigible au moment de la pose du réseau pour toute la durée d'exploitation du service.
  L'augmentation notoire des recettes d'exploitation des services de recharge des véhicules électriques et hydrogène témoigne du bon fonctionnement du service pour les raisons évoquées précédemment, avec un tassement des recettes des IRVE, du fait de l'augmentation courant 2023 des tarifs des recharges, et une augmentation forte de la revente d'hydrogène, quasi-exclusivement du fait de la mise en service en 2024 du car hydrogène de Transdev sur la ligne Evreux-Rouen.
- Au chapitre 73 (TCCFE / Part communal TICFE) : à compter de 2023, la TCCFE devient TICFE-C (part communale de la Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Electricité) et le montant affecté correspond au volume constaté au compte de gestion N-1 majoré de 2,6%. Elle représente en 2023 13M€, déduction faite du 4ème trimestre 2022 exceptionnellement perçu en 2023 au titre de la coexistence des deux systèmes de perception de la taxe. Considérant que les mesures de sobriété consenties par les usagers compenseront les transferts d'énergie fossiles vers l'électricité, le SIEGE estime que la consommation restera étale entre 2023 et 2024. Les prévisions de reversement aux villes A et B se feront dans le même esprit de prudence, sur les bases de consommation constatées en 2023 pour les C4 et C5, majorée de l'évolution des prix à la consommation. Le reversement est évalué 3.3 M€ en 2024, niveau exceptionnellement élevé du fait du retard pris dans la mise en œuvre du nouveau dispositif par Bercy d'une part et du cumul de perception sur l'exercice (15 mois versés dans l'exercice) d'autre part.
- Au chapitre 74 (Dotations et participations) : les participations des communes aux travaux imputées en section de fonctionnement (enfouissement des réseaux de télécommunications et maintenance de l'éclairage public- y compris fourniture d'électricité) devraient augmenter très légèrement (6.4M€ soit +2% - NB : 3 premières lignes du chapitre 74).
  Une catégorie de recettes est inscrite depuis 2022 s'agissant des participations de la Région au poste de CEP évoqué ci-avant, de l'ADEME, la FNCCR et des communes dans le cadre du développement de projets de chaufferies bois-énergie, subventionnés et aidés (550 000€, réajustés légèrement à la hausse en fonction de la mise en œuvre du service). Le SIEGE sera probablement amené à revoir ses prévisions budgétaires lors de l'adoption du Budget supplémentaire 2024 pour intégrer le nouveau dispositif des « générateurs », sous réserve

Accusé de réception en préfecture
027-200067908-20240529-2024-05-29-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

des dispositions proposées par l'ADEME. Cette orientation se traduira par la création d'un poste à temps non-complet, subventionné par l'ADEME.

- Au chapitre 75 (Autres produits de gestion courante) : fondée sur les travaux réalisés en 2022, la redevance R2 versée par ENEDIS devrait être en augmentation par rapport à 2023 et atteindre 3,45M€ du fait du fort niveau des mandatements sur l'exercice 2022. Ce niveau de redevance devrait retrouver le niveau médian autour de 3M€ sur les prochains exercices.
  Les redevances de fonctionnement dites « R1 » versées par les concessionnaires d'électricité et de gaz, ainsi que le produit de la redevance d'occupation du domaine public (reversée aux communes) seront en très légère hausse en 2024.

La section de Fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à **26 302 500 €**.

Concernant les dépenses d'Investissement :

CHAPITRE	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	BP 2023	PROJET BP 2024	VARIATION %
20	**Logiciels et patrimoine (EP)**	**257 000 €**	**440 000 €**	**+71%**
204	**Subventions d'équipement (Communes – TE)**	**130 000 €**	**130 000 €**	**-**
21	**Immobilisations corporelles**	**485 000 €**	**615 000 €**	**+27%**
	Dont Bornes de recharge (IRVE)	350 000 €	400 000 €	+15%
	Dont Stations Hydrogène	-	100 000 €	+100%
	Dont Investissements logistiques (véhicules, locaux et mobilier)	135 000 €	115 000 €	-15%
23/45	**Travaux Réseaux**	**31 580 300 €**	**30 940 900 €**	**-2%**
	Dont Renforcement/Effacement Electricité Rural	*17 000 000 €*	*17 000 000 €*	-
	Dont Eclairage Public Rural	*6 300 000 €*	*6 300 000 €*	-
	Dont Extension Rural	*2 500 000 €*	*2 500 000 €*	-
	Dont Effacement et Eclairage Public Villes B	*3 100 000 €*	*3 100 000 €*	-
	Dont Effacement Villes A	*1 400 000 €*	*1 000 000 €*	-30%
	Dont Travaux liés à la maintenance EP	*200 000 €*	*300 000 €*	+50%
	Dont Travaux en coordination	*400 000 €*	*400 000 €*	-
	Autres (Equilibre)	*680 300 €*	*340 900 €*	-50%
13	**Remboursement participations communes / particuliers**	**- €**	**460 000 €**	**+100%**
26	**Participations et créances rattachées**	**2 855 000 €**	**1 050 000 €**	**-63%**
	Dont participations aux extensions réseaux gaz	250 000 €	250 000 €	-
	Dont participations aux projets éoliens / PV / SEM	2 605 000 €	800 000 €	- 69%
	TOTAL	**35 307 300 €**	**33 635 900 €**	**- 4,7%**

L'autofinancement dégagé permet, avec l'inscription d'un emprunt à hauteur de 4 M€, d'assurer un budget d'investissement dans la continuité des exercices précédents pour ce qui est des missions historiques du SIEGE, avec un montant global d'investissement de 30,9 millions d'euros, auxquels il convient d'ajouter 4,5 millions d'€ relatifs aux travaux sur les réseaux de télécommunication imputés en section de fonctionnement.

- Au chapitre 23/45 (Travaux réseaux) : s'agissant des investissements historiques du SIEGE, l'ambition de la collectivité est encore une fois axée prioritairement sur le réseau électrique en zone rurale, et sur son extension avec près de 20 M€ réservés. Les crédits ouverts au titre des opérations des villes B sont conservés à hauteur de 3 100 000€, permettant de satisfaire la demande de ces villes urbaines, sur lesquelles le SIEGE conserve une partie de la TICFE-C perçue sur leur territoire, principalement consacrée à la résorption des fils nus en zones urbaines et à la modernisation de l'éclairage public. Les crédits ouverts au titre des opérations des villes A seront quant à eux réduits de 400 000 €, les portant ainsi à 1 000 000€, pour réajuster cette enveloppe aux projets de ces villes, après avoir majoré sensiblement ce programme en 2023. Eu égard aux demandes formulées par les communes en termes d'économies d'énergie et d'amélioration de l'efficacité de leur parc d'éclairage public, le SIEGE entend majorer en 2024 de 300 000 € le programme habituel dédié à l'éclairage public des communes rurales, profitant notamment des subventions perçues et à percevoir de l'Etat au titre du Fonds Vert.

S'agissant des autres investissements liés aux nouvelles missions du SIEGE, ceux-ci seront axés en 2024 :

- Au chapitre 21 (Immobilisation corporelles) :
  - Sur la poursuite de l'équipement du territoire en bornes de recharge et la modernisation du réseau avec l'inscription de 400 000 € pour l'exercice ;
  - Sur la finalisation et l'amélioration de l'équipement des stations hydrogène exploitées par le SIEGE avec l'inscription de 100 000 € pour la mise en œuvre du tube trailer à la station du Vieil Evreux comme exposé précédemment ;
- Au chapitre 26 (Participations et créances rattachées) :
  - Sur le maintien de crédits identiques à l'exercice précédent (250 000 €) au titre du développement du réseau de distribution de gaz afin de permettre la réalisation d'extensions légèrement estimées en deçà de la rentabilité économique, ou d'assurer le raccordement d'unités de méthanisation ;
  - Sur la poursuite de la capitalisation auprès de la SEM nouvellement créée pour porter les projets de production d'EnR dans le département. Selon l'autorisation de programme adoptée en 2023, et après le versement des premiers crédits de paiement en 2023 à hauteur de 1.875M€, le besoin est de 800 000 € en 2024, sachant que l'autorisation globale porte sur 3.75 M€ entre 2023 et 2027.
- Au chapitre 204 (Subventions d'équipement) :
  - Sur l'aide aux communes pour la rénovation énergétique de leur patrimoine avec l'inscription, comme en 2023, de 120 000 € de fonds de concours à verser au titre du programme ACTEE ;
- Au chapitre 20 (Logiciels et patrimoine) :

- Sur l'amélioration du patrimoine et de la connaissance des réseaux avec l'inscription de 440 000 € au titre des dépenses logicielles et de constitution de la base de données, correspondant pour 200 000 € à la mise en œuvre du PCRS par le SIEGE, 200 000 € au titre du géoréférencement du réseau d'éclairage public, le reste étant dédié aux logiciels « métiers » du SIEGE.

Accusé de réception en préfecture
[illegible]
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

- Au chapitre 21 (Immobilisation corporelle) : Enfin, il reste à noter que 115 000 € (-15%) seront provisionnés au titre des investissements « logistiques » pour permettre notamment le renouvellement des véhicules de la flotte du SIEGE et l'acquisition de matériels informatiques.

Concernant les recettes d'Investissement :

CHAPITRE	RECETTES D'INVESTISSEMENT	BP 2023	PROJET BP 2024	VARIATION %
21	**Subventions d'Investissements**	11 930 000 €	11 400 000 €	-4%
	Dont FACE	4 700 000 €	3 700 000 €	-21%
	Contribution Particuliers Extension	-	800 000 €	+100%
	Dont Participations Communes - Travaux Réseaux	5 100 000 €	4 800 000 €	-5%
	Contribution Enedis Effacement (Art.8) + article 10	830 000 €	800 000 €	-4%
	Contribution Enedis Extension (PCT)	1 000 000 €	1 000 000 €	-
	Dont Subventions Etat (Fonds vert)	300 000 €	300 000 €	-
16	***Emprunt***	8 000 000 €	4 000 000 €	-50%
23	**Remboursement trop perçu - travaux**	35 000 €	35 000 €	-
10	**FCTVA**	5 700 000 €	5 700 000 €	-
26	**Remboursement participations SA Projet EnR**	-	1 500 000 €	+100%
27	**Autres immobilisations financières – Annuités**	250 000 €	200 000 €	- 20%
024	**Produit des cessions d'immobilisations**	20 000 €	20 000 €	-
45	**Participations coordinations**	400 000 €	400 000 €	-
021	**Virement de la section de fonctionnement**	8 842 300 €	9 395 900 €	+6%
040	**Opérations d'ordre – Amortissements**	835 000 €	985 000 €	+18%
	TOTAL	**36 012 300 €**	**33 635 900 €**	**- 7%**

Majoritairement abondées par le virement depuis la section de fonctionnement (9 395 900€), les recettes d'investissement de l'établissement sont composées en outre :

- Au chapitre 21 (Subventions d'investissements) :
  - Des aides du FACE (Fonds d'Amortissement des Charges d'Electrification). Il est prudent de prévoir des crédits en baisse pour 2024 du fait du fort de niveau de perception en 2023. A noter que les crédits du CAS-FACE n'augmentent pas en projet de Loi de finances 2024 malgré leur intérêt majeur et vertueux pour les actions de transition énergétique ;
  - Des crédits portant contribution des pétitionnaires aux extensions du réseau électrique qui sont désormais comptabilisées séparément (800 000 €) et qui devraient augmenter progressivement au regard du nouveau dispositif introduit par la loi APER excluant les collectivités en charge de l'urbanisme de cette contribution ;
  - Des contributions des communes aux opérations de travaux sur les réseaux qui baissent pour atteindre 4,8 M€ du fait de l'abandon des contributions des communes aux extensions ;
  - Des contributions d'Enedis qui restent relativement stables au titre des effacements de réseau qui sont annuellement de 750 000 €, et 50 000 € au titre de la rénovation du réseau, dispositif en extinction avec la fin du précédent contrat au 31/12/2021 ;
  - Des subventions prévisibles du Fonds Vert au titre de l'amélioration de l'éclairage public, dispositif qui devrait être reconduit en 2024 ;
- Au chapitre 10 (FCTVA) : Du FCTVA sur les investissements consentis à hauteur de 5,7M€ ;
- Au chapitre 26 (Remboursement participations SA Projet EnR) : exceptionnellement en 2024 du produit de la revente par le SIEGE à la SEM nouvellement créée de ses parts dans les SAS de Projet acquises depuis plusieurs exercices. La SEM ayant vocation à se substituer au SIEGE pour mener ces projets avec le SIEGE comme actionnaire majoritaire, il convient de revendre ces parts, la participation du SIEGE étant désormais matérialisée par la capitalisation auprès de la SEM (1,875M€ en 2023, 0.8M€ en 2024).
- Au chapitre 45 (Participations coordinations) : Des participations d'autres maîtres d'ouvrage à hauteur de 400 000 €, crédits équivalents en dépenses et en recettes, dans le cadre de coordination de travaux ;

Afin de garantir l'équilibre budgétaire et permettre les investissements détaillés ci-après, il est nécessaire, au stade de la préparation du budget primitif 2024, de prévoir un emprunt à hauteur de 4M€ (Chap,16), soit nettement en deçà des prévisions des exercices précédents, témoignant de l'efficacité des mesures de rigueur dans la programmation des travaux opérée en 2023 et prorogée pour 2024, permettant au SIEGE de conserver sa capacité d'investissement.

La section d'investissement s'équilibre à **33 635 900 €** opérations d'ordre comprises.

Après délibération à l'unanimité, le comité syndical adopte le projet de Budget Primitif pour le Budget Principal du SIEGE.

2.7 Budget Primitif 2024 – Budget Annexe

Monsieur le Président poursuit en présentant le projet de Budget Primitif 2024 du Budget annexe relatif aux opérations de production d'énergie renouvelable créé par délibération du 30 novembre 2019. La création de ce SPIC était

justifiée par l'activité du SIEGE en la matière consistant à revendre l'énergie produite, activité entrant dans le champ concurrentiel. Dans la continuité de l'adoption des budgets des 4 premiers exercices, il est nécessaire d'adopter un budget annexe primitif 2024 pour ce même service, qui nécessitera de probables ajustements après adoption du compte administratif 2023 et au regard de la montée en puissance progressive du service.

Accusé de réception en préfecture
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

S'agissant de la section d'exploitation, les crédits ouverts correspondent majoritairement au chapitre 011 (Charges à caractère général) avec le détail suivant :

- 53 500 € imputés au compte 6156 pour les opérations de maintenance des panneaux photovoltaïques installés,
- 40 000 € au compte 617 pour les frais d'études,
- et 26 000 € pour les abonnements aux logiciels de gestion et supervision de la production, au paiement de l'IFER et du TURPE.

Concernant le chapitre 65 (Autres charges de gestion courante), 20 500 € sont inscrits pour permettre de procéder aux régularisations en cours d'année pour l'acquisition de droits d'utilisation de bases de données en nuage (cloud).
Cette année, des dépenses d'ordre seront inscrites au chapitre 042 pour tenir compte de la dotation aux amortissements des installations réalisées.

Ces dépenses s'équilibrent avec les recettes d'exploitation correspondant à la revente de l'électricité produite pour 165000 €, les 10 000 € restants provenant de la quote-part de l'amortissement des subventions d'investissement reçues du budget principal.

S'agissant des dépenses d'investissement, les crédits ouverts correspondent essentiellement au chapitre 23 et au compte 2315, relatifs aux immobilisations en matière d'installations photovoltaïques sur bâtiments publics à hauteur de 436 400 €, crédits qui permettront le démarrage des travaux début 2024 et seront ajustés dès la prochaine décision modificative. En outre, 35 000€ sont crédités aux chapitres 20 et 21 pour l'acquisition de logiciels de supervision à distance des installations et la réalisation des études préalables aux travaux.
Au chapitre 023 (Subvention d'investissement) seront crédités 17 100 € pour permettre le reversement au Budget Principal des subventions touchées pour les travaux réalisés avant la création du Budget Annexe.
Enfin, 10 000 € seront imputés au titre de l'amortissement des subventions reçues et 150 000 € pour permettre le basculement et l'immobilisation des opérations achevées.

S'agissant des recettes d'investissement, 450 000 € proviennent du solde d'exécution positif de la section anticipée, le fonctionnement du SPIC étant encore actuellement réalisé sur la base de la dotation initiale du Budget Primitif de 2 000 000 €, et 50 000 € seront inscrits au chapitre 13 correspondant aux subventions à percevoir sur les travaux réalisés.

	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
EXPLOITATION			
Dépenses	140 000.00 €	35 000.00 €	175 000.00 €
Recettes	165 000.00 €	10 000.00 €	175 000.00 €
INVESTISSEMENT			
Dépenses	490 000.00 €	160 000.00 €	650 000.00 €
Recettes	50 000.00€	600 000.00 €	650 000.00 €

Le Projet de Budget Annexe synthétisé ci-dessus s'élève à 825 000 €.

Il est proposé à l'assemblée délibérante de voter le Budget Annexe Production d'Energie Renouvelable.

Après délibération à l'unanimité, le comité syndical adopte le projet de Budget Primitif pour le Budget Annexe « Production d'Energie Renouvelable » du SIEGE.

2.8 Ligne de Trésorerie 2024

Monsieur le président rappelle que l'irrégularité de la perception des recettes et des règlements à effectuer ainsi que l'accélération du rythme des travaux par le SIEGE peuvent conduire ponctuellement à une insuffisance de trésorerie.

Pour faire face à ces difficultés momentanées, et comme les années précédentes, il est nécessaire de pouvoir disposer d'une ligne de trésorerie, d'un montant maximal de 5 000 000 € pour 2024.

Il est proposé de retenir ce montant maximum sachant qu'au regard de l'amélioration de la situation de trésorerie constatée ces dernières années, il ne sera probablement pas nécessaire de souscrire de contrat cette année ou pour un montant moindre si le besoin se manifeste.

Après délibération, le Comité accepte à l'unanimité le recours à une ligne de trésorerie pour l'exercice 2024 dans la limite de 5 millions d'euros.

2.9 Autorisation de souscrire un emprunt pour la réalisation des investissements 2023

Monsieur le Président expose ensuite qu'au-delà de l'exercice des missions historiques du syndicat, les investissements prévus au Budget Primitif 2024 nécessitent la mobilisation de crédits exceptionnels afin de financer

notamment les opérations d'investissement liées à la transition énergétique et au développement des nouvelles missions du SIEGE.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-01-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

De ce fait, il y a lieu de prévoir, afin d'assurer le financement de ces investissements, la souscription d'un emprunt à hauteur d'un maximum de 4 M€ permettant de maintenir un niveau d'investissement identique aux exercices précédents sur les réseaux.

Après délibération, le Comité accepte à l'unanimité le recours à un emprunt pour l'exercice 2024 dans la limite de 4 millions d'euros.

2.10 Adoption du Programme Triennal d'investissement des villes B 2024/2026

Monsieur le Président poursuit en indiquant que par délibération du Comité Syndical en date du 27 novembre 2010, le SIEGE instaurait à compter de l'exercice 2011 et pour une période de 3 ans, prolongée ultérieurement à 4 ans, un régime d'autorisations de programme (AP) / crédits de paiement (CP) au bénéfice des 35 villes B adhérant au SIEGE.
Le SIEGE a choisi, pour les périodes suivantes correspondant aux exercices 2015 à 2017, 2018 à 2020, puis 2021 à 2023, de maintenir l'esprit du dispositif ainsi créé eu égard à la satisfaction des villes concernées, tout en l'assouplissant en faisant reposer la programmation des villes sur un programme pluriannuel conclu par voie conventionnelle entre le SIEGE et les villes B.
Le programme actuellement en cours arrivant à son terme au 31 décembre 2023, il est nécessaire de reconduire ce dispositif, en conservant ses principes directeurs.
Pour rappel, les principes du précédent programme pluriannuel étaient les suivants :

- Le programme s'étale sur une période triennale, permettant de couvrir la moitié d'un mandat des conseils municipaux ;
- Le calcul de l'enveloppe budgétaire triennale repose sur le bilan (positif ou négatif) du précédent programme pluriannuel et le montant de la part communale de la Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Electricité (TICFE) 2023 perçus sur la commune auquel sont affectés 2 coefficients correspondants à la part conservée par le SIEGE (65%) et l'effort de solidarité consenti (1.8).
- En cas de sous consommation importante de l'enveloppe, le SIEGE et la commune s'entendent pour réaliser une opération recensée dans la période et non délibérée par la commune, entièrement financée par le SIEGE. Le montant de cette opération est alors strictement inférieur au montant de TICFE-C perçu par le SIEGE sur ladite collectivité.

Les règles de programmation resteraient quant à elles inchangées. Le taux de contribution des communes est conservé à 20% du montant hors taxe jusqu'à extinction de l'enveloppe réservée.

Il est demandé à l'assemblée délibérante d'adopter le modèle de convention et fixant pour la période triennale 2024-2026 les modalités de perception et de reversement de la TICFE par le SIEGE à hauteur de 35% d'une part, de calcul et d'ajustement de l'enveloppe triennale disponible pour les villes B d'autre part.

Après délibération à l'unanimité, le Comité adopte le modèle de convention et fixe pour la période triennale 2024-2026 les modalités de perception et de reversement de la TICFE par le SIEGE à hauteur de 35% d'une part, de calcul et d'ajustement de l'enveloppe triennale disponible pour les villes B d'autre part.

2.11 Convention SIEGE / SEM – Mise à disposition de moyens de fonctionnement

En l'absence de Monsieur le Président et des administrateurs de la SEM, Monsieur CAUCHE, Vice-Président, expose au Comité qu'en sa qualité d'actionnaire majoritaire, le SIEGE a proposé à ses coactionnaires de localiser le siège social de la SEM TEE dans les locaux du SIEGE et, à ce titre de disposer partiellement des moyens logistiques et matériels du syndicat, et plus exceptionnellement des compétences et moyens humains du SIEGE.
A cet effet, et afin de compenser financièrement l'usage par la SEM des moyens du SIEGE, il est proposé au Comité de signer une convention entre les 2 entités afin d'organiser et évaluer cette compensation.
Cette convention, dont le projet a été joint à la note de synthèse précise que :

- Le SIEGE met à disposition de la SEM les commodités nécessaires à son activité, **représentant 2%** de la surface totale des locaux administratifs, comprenant l'usage des espaces communs et des salles de réunion en cas de besoin. En contrepartie, la SEM reversera au SIEGE annuellement **2% des frais de fonctionnement** (assurance, maintenance, entretien, consommables, véhicules de service…) estimés, selon les données du Compte Administratif 2022, à **7 151 € / an** ;
- Le SIEGE pourra mettre à disposition de la SEM à titre accessoire ses moyens humains, à charge pour la SEM d'indemniser le syndicat à hauteur de **520 € par jour** d'intervention et dans la limite de **30 000 €/ an**.

Il est donc proposé au Comité Syndical d'autoriser l'autorité compétente du SIEGE 27 à signer la convention, d'une durée de 3 ans, reconductible dans la limite de 6 ans.

Après délibération à l'unanimité, le Comité accepte la signature de la convention avec la SEM pour la mise à disposition par le SIEGE de moyens de fonctionnement.

III/ Concessions

3.1 Présentation du CRAC ENEDIS-EDF 2022

Monsieur le Président rappelle que dans le cadre de l'exécution du Contrat de Concession, le délégataire produit chaque année à l'Autorité Concédante un compte-rendu d'activités retraçant les comptes de la concession et une analyse de la qualité du service rendu. Ce rapport fait l'objet d'une présentation au cours de laquelle le concessionnaire apporte les éléments de réponse aux interrogations formulées par le SIEGE à l'examen des données fournies. Il donne ensuite la parole à Monsieur CAUCHE, Vice-Président, pour présenter les principales données du CRAC.

Accusé de réception en préfecture
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

I/ ENEDIS

S'agissant des clients de la concession
Le nombre de consommateurs HTA et BT s'élève à 330 400, soit + 0.8 % par rapport à 2021. Le réseau de distribution a acheminé 3 532 GWh. La répartition de l'énergie acheminée entre la BT et la HTA est de 2 267 GWh pour la BT et 1 264 GWh pour la HTA.
Les recettes d'acheminement s'élèvent à 141 852 K€.

S'agissant du patrimoine et de son évolution
Le réseau HTA d'une longueur de 8 098 km a évolué de 73 km par rapport à 2021. Le réseau BT a quant à lui augmenté de 80 km depuis 2022 amenant le linéaire global du département à 8 421 km dont 531 km de réseaux aériens nus.
Les réseaux fils nus BT restent une priorité en terme de résorption pour le SIEGE et ENEDIS, ils ont diminué de 6.8 % en 2022.

S'agissant de la qualité de fourniture
En 2022, le nombre de clients mal alimentés (CMA) s'élevait à 762 (603 en zone rurale et 159 en zone urbaine) ce qui représente 119 départs mal alimentés.
Concernant le critère B (temps de coupure client toutes causes confondues), il est pour 2022 à 88 minutes. Pour rappel, le critère B national s'élève à 66 min.

S'agissant des éléments financiers
Le compte de résultat est positif à 24 068 k€ dont contribution à l'équilibre (37 118 K€ hors contribution à l'équilibre).
La valeur des actifs de la concession s'exprime par la valeur brute et nette comptable des ouvrages de distribution publique concédés, par le montant des provisions pour renouvellement et la valeur de remplacement.

Au 31 décembre 2022, les données en k€ étaient les suivantes :

	2022
Valeur brute comptable	992 071
Valeur nette comptable	540 831
Amortissements	451 241
Provisions constituées	64 805
Valeur de remplacement	1 328 625

Les opérations de contrôle sont, à ce jour, toujours en cours et portent sur la confirmation de la fiabilisation dans le temps d'indicateurs de suivi, techniques et financiers, notamment relatifs au plan pluriannuel d'investissement du concessionnaire.

II/EDF

Les données transmises concernent l'activité d'EDF strictement limitée aux tarifs encadrés par la loi, le reste de l'activité ne relevant pas du cahier des charges de la concession.

Les principaux éléments peuvent être synthétisés comme suit :

Tarif Bleu

	2020	2021	2022	Variation
Nombre de clients	215 279	198 054	194 445	-1.8 %
Energie vendue en GWH	1 329	1 237	1 147	

Fond de Solidarité versé au Département

	2020	2021	2022
Montant versé par EDF	145 000 €	155 000 €	155 000 €

Chèque énergie

	2020	2021	2022	Variation
Nombre de clients bénéficiaires	16 872	16 340	16 445	+0.6 %

Il est proposé à l'assemblée d'acter la présentation du CRAC ENEDIS / EDF et de valider les éléments des rapports d'activités dans leur globalité pour l'exercice 2022. Cette validation n'emportera pas pour le concessionnaire un droit sur les résultats de l'audit du réseau HTA/BT en cours de finalisation à l'échelle de la concession.

Monsieur le Président donne ensuite la parole à Monsieur MOURIER, Directeur territorial d'Enedis pour faire un bilan de la tempête Ciaran qui a durement touché la Bretagne et la Normandie début novembre 2023.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240606-D2024-01999
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Monsieur MOURIER présente les mesures adoptées concernant le département de l'Eure, avec la pré-mobilisation des équipes en amont de la tempête du fait des prévisions annoncées, les lundi et mardi précédant la tempête qui a touché le territoire entre le mercredi 1er et le jeudi 2 novembre, de plus forte intensité depuis celle de 1999 pour la façade ouest de la France. Pour l'Eure, jusqu'à 23 000 clients ont été coupés le jeudi matin, nécessitant la mobilisation 3 400 techniciens au niveau national et 95 pour l'Eure, 500 groupes électrogènes, 8 000 poteaux, des drones. 53 départs ont été impactés, nécessitant une centaine d'interventions. Pour le département, le retour a la normale a pu être constaté le lundi 5 novembre, permettant de remobiliser les équipes sur le territoire de la Manche, davantage touché. 95% des clients coupés ont pu être rétablis dans les 48h, sachant qu'à ce jour, la Bretagne est encore en cours de rétablissement de quelques clients. Globalement en Normandie, 320 000 clients ont été coupés, principalement sur la Manche (1,2 million en France).
Monsieur le Président salue la mobilisation et l'engagement forts des équipes d'Enedis, parfois au péril de leur vie comme ce fut le cas pour un agent décédé dans l'exercice de ses fonctions. Il insiste sur la nécessité de renforcer et sécuriser nos réseaux, l'électricité étant de plus en plus considéré par les usagers comme un besoin essentiel. Il ajoute que le critère B identifiera cet évènement exceptionnel dans son calcul, mais souffrira en 2023 de cet épisode, dans l'Eure mais encore davantage en Bretagne et au niveau national.

Monsieur GODIN, délégué d'Heubécourt-Haricourt, souhaitait également saluer le travail et la réactivité des services d'Enedis sur son territoire à l'occasion d'un accident de la circulation.

Après présentation au Bureau Syndical du 6 Octobre dernier, le Comité Syndical prend acte de la présentation du compte-rendu annuel des concessionnaires ENEDIS et EDF au titre de l'année 2022.

3.2 Présentation des CRAC 2022 - Concessionnaires Gaz

Madame PRESLES, Vice-Présidente, expose ensuite les chiffres clés du CRAC 2022 des concessionnaires Gaz :

- Le SIEGE dispose de 14 contrats de concession répartis comme suit à la maille historique des communes (le cas des communes nouvelles n'étant pas réglé au niveau national concernant les concessions) :
  - GRDF – 7 contrats pour un total de 164 communes concédées
  - GEDIA – 2 contrats pour 3 communes concédées
  - ANTARGAZ ENERGIES – 5 contrats pour 17 communes concédées

soit un total de 184 communes concédées sur le département de l'Eure (166 en gaz naturel et 18 en propane).

Les chiffres présentés représentent les données de l'ensemble des communes concédées. Ces éléments sont communiqués par les délégataires dans les Comptes Rendus d'Activité de la Concession 2022 (CRAC) puis analysés et restitués par le SIEGE dans des rapports de contrôle.
Les rapports sont disponibles sur demande dans leur intégralité.

- Le nombre de consommateurs gaz au 31 Décembre 2022 a atteint 81 045, soit - 32 par rapport à l'an dernier, répartis comme suit :
  GRDF : 80 294
  GEDIA : 303
  ANTARGAZ ENERGIES : 648

- Le patrimoine en km est de 2 183 km (+19 km) sur les communes concédées du département répartis selon les concessionnaires :
  GRDF : 2 142 km
  GEDIA : 20 km
  ANTARGAZ ENERGIES : 27,620 km

A noter que l'augmentation du linéaire constatée est principalement liée aux travaux exécutés par GRDF pour le maillage des réseaux dans le cadre des projets d'injection de biogaz.

Après présentation au Bureau Syndical du 6 Octobre dernier, le Comité Syndical prend acte de la présentation du compte-rendu annuel des concessionnaires Gaz au titre de l'année 2022.

IV/ Compétences

IV A / En délibération :

4.1 Réseaux : Adaptation du barème de raccordement du SIEGE

Monsieur le Président expose ensuite que la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables a introduit le principe de la suppression de la contribution des collectivités en charge de l'urbanisme aux extensions de réseau et a habilité le Gouvernement à prendre par voie d'ordonnance toute mesure relevant du domaine de la loi pour faciliter le raccordement aux réseaux d'électricité.

L'ordonnance n° 2023-816 en date du 23 août 2023, clarifie les dispositions relatives au financement du coût des raccordements en le laissant à charge au seul demandeur du raccordement. La suppression de la part de la

contribution par les collectivités en charge de l'urbanisme (CCU) introduite par la loi APER à compter du 10/09/2023 est donc confirmée par l'Ordonnance à compter du 10/11/2023.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-01-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

La différence de date et le caractère règlementaire de l'ordonnance paralyse la mise en œuvre opérationnelle de cette mesure au bénéfice des CCU puisque l'article L.332-15 du Code de l'Urbanisme demeure et limite la contribution du demandeur à la fraction de l'extension du réseau située sur le terrain d'assiette de l'opération.

Dans sa délibération du 23/10/2023, la CRE est venue préciser « que la suppression de la contribution des CCU pour les travaux d'extension situés hors du terrain d'une opération de raccordement ayant bénéficié d'une autorisation d'urbanisme s'applique à toutes les demandes de raccordement de consommateurs au réseau public de distribution d'électricité qui font l'objet d'un permis de construire, d'un permis d'aménager ou d'une décision de non-opposition à une déclaration préalable délivré à compter du 10 septembre 2023 ».

Selon les termes de la délibération, cette délibération s'applique « à l'ensemble des gestionnaires de réseaux publics de distribution (GRD) d'électricité et aux utilisateurs de ces réseaux », excluant de fait les autorités organisatrices de la distribution d'électricité sur lesquelles le régulateur n'est pas compétent. Il est néanmoins pertinent selon la FNCCR de faire application de la même solution à l'ensemble des opérations de raccordement quel que soit le maître d'ouvrage afin d'éviter toute rupture d'égalité entre les utilisateurs des réseaux.

Dans ce contexte encore instable et tenant compte des modalités de financement des extensions de réseaux validées par le Comité Syndical le 2 juin 2012, il est proposé de modifier celles-ci sur deux points, étant entendu qu'elles pourront encore évoluer en fonction de la loi de ratification de ladite ordonnance d'une part et des arrêtés ministériels prévus ultérieurement (notamment sur les seuils de puissance) d'autre part :

1.Sur le traitement de la période transitoire :
a. La commune en charge de l'Urbanisme a délibéré dans le cadre de ses échanges avec le SIEGE 27 pour prendre en charge la part d'extension non financée par le TURPE. Le financement est considéré comme acquis et ce, quelle que soit la date de réalisation/réception de l'ouvrage.
b. La commune n'a pas délibéré et/ou signé la convention financière avec le SIEGE 27. Le redevable de la contribution est le demandeur du raccordement s'il bénéficie d'une autorisation d'urbanisme (permis de construire, d'aménager, déclaration préalable) à compter du 10 Septembre 2023 et sous réserve que l'avis du SIEGE ait été requis à l'instruction de l'autorisation.

2.Sur l'égalité de traitement entre les usagers : ce principe suppose de revoir le régime des contributions financières adopté en 2012 qui avait pour effet de d'encourager l'urbanisation des « dents creuses » par les collectivités en charge de l'urbanisme (a) et de réduire la longueur des extensions à la limite de la parcelle objet d'une demande de raccordement (b).
a. Le forfait de 20€/mètre linéaire demandé pour des raccordements inférieurs à 36 KVA et d'une longueur inférieure ou égale à 100 mètres linéaires initialement réservé principalement aux CCU passerait à 40€/mètre linéaire. Cette nouvelle valeur restera toujours inférieure à 60 % de la part non couverte par le TURPE mais s'en approchera dans une logique d'équité de traitement entre les différents usagers.
b. La longueur de l'extension, initialement mesurée entre la limite de la parcelle à desservir et le point d'accès au réseau de distribution d'électricité le plus proche, tiendra dorénavant compte du point de livraison mentionné dans l'autorisation d'urbanisme (permis de construire, d'aménager ou déclaration préalable), conformément à la suggestion de la CRE. Cette disposition suppose que la collectivité en charge de l'Urbanisme transmette au SIEGE 27 une demande d'avis électrique pour ces autorisations.
c. Ces modifications seraient applicables à compter du 1er janvier 2024.

Monsieur le président propose donc au Comité Syndical de :
- considérer comme acquise la contribution de la commune en charge de l'urbanisme lorsqu'elle a délibéré sur sa participation aux travaux d'extension ;
- considérer le demandeur du raccordement comme le redevable de la contribution à l'extension s'il dispose d'une autorisation d'urbanisme à compter du 10 Septembre 2023, à raison de 20€/mètre linéaire jusqu'au 31 Décembre 2023 si la puissance demandée est inférieure à 36 KVA et la longueur de l'extension inférieure à 100 mètres linéaires.
- d'adopter les règles d'équité mentionnées au point 2 de l'exposé des motifs à compter du 1er janvier 2024 et d'autoriser M. le Président à les transmettre pour action corrective aux différents services en charge de l'urbanisme du département. Les avis électriques du SIEGE 27 aux Certificats d'Urbanisme seront modifiés en conséquence.

Après délibération à l'unanimité, le Comité syndical adopte l'ensemble des propositions exposées ci-dessus et visant à adapter le barème de raccordement du SIEGE en cohérence avec les nouvelles dispositions législatives et réglementaires récentes.

4.2 Réseaux : Programme spécifique de fin du dispositif d'article 10 de l'ancien contrat de concessions électricité

Monsieur CAUCHE rappelle que l'ancien contrat de concession pour la distribution publique d'électricité prévoyait, dans son article 10, qu'ENEDIS participerait financièrement aux travaux de renouvellement emportant la mise en conformité des ouvrages par voie de convention avec le SIEGE, lorsque le SIEGE procédait à des travaux de

renforcement / effacement du réseau. Ces dispositions se traduisaient par une prise en charge partielle du montant des travaux du SIEGE, déduite de la contribution de la commune.
Avec la mise en œuvre du nouveau contrat de concession avec ENEDIS, depuis le 1er janvier 2022, ces dispositions n'ont pu être renouvelées dans les formes et conditions retenues par le SIEGE et ENEDIS localement. Elles demeurent néanmoins actives pour l'ensemble des opérations ayant fait l'objet d'un accord entre le SIEGE et ENEDIS préalablement au renouvellement du contrat.
De ce fait, cette contribution s'éteint progressivement après une phase transitoire qui a conduit le SIEGE à engager et programmer des travaux désormais non éligibles à cette clause devenue caduque.
Afin de permettre l'achèvement de ces opérations dans les conditions initialement négociées entre le SIEGE, les communes et ENEDIS, un dispositif exceptionnel doit être mis en œuvre pour les opérations suivantes :

Accusé de réception en préfecture
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Communes	Rue / lieu-dit	Dossier Technique
BARNEVILLE SUR SEINE	Rue de l'Ouraille	202640
DANGU	Le Château	422218
ST GEORGES DU VIEVRE	Route de St Victor d'Epine	500045
ST GREGOIRE DU VIEVRE	La Bretonnière	500088
EPAIGNES	La Bourdonnerie / La Denoiserie	500046
ST PIERRE DE CORMEILLES	La Vallée au Lièvre	500066
SASSEY	Rue du Bout Chéron	422212
ST MARTIN ST FIRMIN	La Bisserie	500087

Pour ces opérations, il est proposé à l'assemblée délibérante de :
- conclure entre le SIEGE et ENEDIS une convention de désignation de maître d'ouvrage à l'occasion d'une coordination de travaux entre les 2 entités, ENEDIS versant en contrepartie de la maîtrise d'ouvrage, le montant des travaux réalisés pour son compte par le SIEGE au titre de renouvellement du réseau qui lui incombe ;
- déduire prioritairement ce montant versé par ENEDIS du montant de la contribution de la commune à l'opération.

Ce dispositif exceptionnel, eu égard aux dispositions du nouveau cahier des charges, n'a pas vocation à être reconduit pour de nouvelles opérations.

Après délibération à l'unanimité, le Comité syndical adopte la proposition exposée ci-dessus visant à permettre de finaliser les dossiers listés ci-dessous selon un dispositif analogue à celui de l'article 10 de l'ancien contrat de concession antérieurement en vigueur.

4.3 Rénovation bâtimentaire : fonds de concours à la réalisation d'audits énergétiques

Monsieur le Président poursuit en indiquant que dans le cadre de son accompagnement auprès des communes en matière de rénovation énergétique de leur patrimoine bâti, le SIEGE 27 dispose depuis 2021 d'un marché à bons de commande mis à la disposition de ses membres pour la réalisation d'audits énergétiques de bâtiments publics. Par délibération en date du 29 mai 2021, le Comité syndical avait acté, sous réserve d'une convention de participation financière conclue entre les communes et le SIEGE 27, de la répartition suivante pour le financement de ces audits énergétiques assurés sous maîtrise d'ouvrage du SIEGE 27.

	Financement ACTEE	Financement commune	Financement SIEGE 27
Communes adhérentes au service CEP / économe de flux	50%	20%	30%
Communes C non adhérentes		30%	20%
Villes B non adhérentes	0%	75%	25%
Villes A non adhérentes			

Cette répartition tenait compte du financement des audits par le programme ACTEE (Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Energétique) dont le SIEGE 27 était lauréat jusqu'au 31/12/2023. Afin de permettre aux communes de bénéficier à nouveau de ce dispositif, le SIEGE 27 va candidater d'ici la fin d'année au nouvel appel à projets porté par la FNCCR dit fonds « CHÊNE », et l'annonce des lauréats devrait avoir lieu courant du 1er trimestre 2024.

Dans ce contexte, il convient d'adapter à compter de 2024, les taux de participations communales aux audits énergétiques.

Ainsi, si le SIEGE 27 était lauréat d'ACTEE+, il serait proposé la répartition financière suivante :

	Financement ACTEE+ par défaut	Financement ACTEE+ complémentaire	Financement commune			Financement SIEGE 27
			Si commune < 3500 hab.	Si sur bâti scolaire	Autres cas	
Communes adhérentes au service CEP /	50%	+ 15% pour les communes < 3500 hab.	15%	0%	20%	20% si commune < 3500hab ou sur bâti scolaire Sinon 30%

économe de flux		+ 30% pour le bâti scolaire Cumulable dans la limite de 80%				
Communes C						
Villes B					30%	20%
Villes A						

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-01-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Dans le cas contraire, il serait proposé la répartition financière suivante :

	Financement commune	Financement SIEGE 27
Communes adhérentes au service CEP / économe de flux	50%	50%
Communes C non adhérentes	70%	30%
Villes B non adhérentes	80%	20%
Villes A non adhérentes		

Il est proposé au Comité Syndical d'approuver la mise en œuvre des financements ci-avant exposées en faveur des audits énergétiques réalisés sous maîtrise d'ouvrage du SIEGE 27.

Monsieur CITHER, délégué de Bueil souhaiterait savoir à quelle date le SIEGE saurait s'il est ou non lauréat du Fonds CHENE.
Monsieur le Président répond que la décision devrait être connue courant février 2024.

Après délibération à l'unanimité, le Comité syndical approuve la mise en œuvre des financements comme détaillés ci-avant en faveur des audits énergétiques réalisés sous maîtrise d'ouvrage du SIEGE 27.

4.4/4.9 Energie Renouvelable : cession d'actions dans les SAS Transition Euroise de St André de l'Eure / CETRAVAL / SETOM / MESNIL HAMEL / ROMAN II / CPES TERRES NEUVES

En l'absence de Monsieur le Président et des administrateurs de la SEM, Monsieur CAUCHE, Vice-Président, expose au Comité que par différentes délibérations du Bureau et du Comité syndical, le SIEGE 27 s'est engagé dans des projets d'énergie renouvelable après délibération favorable des communes d'implantation et de leurs intercommunalités d'appartenance. Il a été créé pour les besoins spécifiques du développement de chacun de ces projets puis de leur construction et de leur exploitation une société de projet dans lesquelles le SIEGE 27 est actionnaire conformément aux dispositions de l'article L2253-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

A la suite de la délibération du Comité syndical en date du 26 mai 2023, le SIEGE 27 a procédé le 6 octobre 2023 à la création d'une société d'économie mixte (SEM) « TRANSITION EUROISE ENERGIES » ayant vocation à développer et investir dans des projets d'énergies renouvelables sur le territoire du département de l'Eure.
Dans ce contexte, il revient dorénavant au SIEGE 27 de céder l'intégralité des actions qu'il détient dans les différentes SAS ci-dessous listée :

SAS de projet	*% de détention du SIEGE 27 au moment de la cession*	*Valeur de cession des actions*	*Valeur estimée de cession de la créance en compte courant d'associés (intérêt compris) fonction de la date effective de la cession*	*Estimation des besoins en fonds propres de la SEM pour financer le projet*
Transition Euroise de Saint-André-de-l'Eure	*32 à 34%*	*320 à 340€*	/	*800 000€*
Transition Euroise du CETRAVAL	*24%*	*240€*	/	*300 000€*
Transition Euroise du SETOM	*29%*	*290€*	/	*600 000€*
CPES Terres Neuves	*19.99%*	349 862€	330 000€	*/ (projet déjà en service)*
Transition Euroise Mesnil Hamel	*37%*	*3 700€*	/	*1M€*
Transition Euroise Roman II	*15%*	450 111€	200 000€	*/ (projet déjà en service)*

Il est ainsi proposé au Comité de délibérer pour chacun des projets dans les conditions suivantes :

- Pour les SAS Transition Euroise de St André de l'Eure, CETRAVAL et SETOM, il est proposé au Comité Syndical d'autoriser :
  - Le Président ou l'autorité compétente du SIEGE 27 à prendre ou signer tout acte utile à la cession de l'intégralité des actions que le SIEGE 27 détient au sein des SAS susmentionnées au profit de la SEM TRANSITION EUROISE ENERGIES ;
  - La SEM TRANSITION EUROISE ENERGIES à participer à toute augmentation de capital des SAS susmentionnées ainsi qu'à conclure toute convention d'apport en compte courant d'associés avec celles-ci, qui s'avérerait nécessaire dans le cadre du financement du projet, ainsi qu'à prendre ou signer tout acte utile y afférent.

- Pour les SAS CPES TERRES NEUVES et Transition Euroise Roman II, il est proposé au Comité Syndical d'autoriser le Président ou l'autorité compétente du SIEGE 27 :
  - A prendre ou signer tout acte utile à la cession de l'intégralité des actions que le SIEGE 27 détient au sein des SAS susmentionnées au profit de la SEM TRANSITION EUROISE ENERGIES ;

- A prendre ou signer tout acte utile à la cession auprès de la SEM TRANSITION EUROISE ENERGIES de la quote-part correspondante de créance de compte courant d'associés (intérêt compris) détenue par le SIEGE 27 au sein des SAS susmentionnées.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-01-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

- Pour la SAS Transition Euroise Mesnil Hamel, il est proposé au Comité syndical d'autoriser :
  - Le Président ou l'autorité compétente du SIEGE 27 à prendre ou signer tout acte utile à la cession de l'intégralité des actions que le SIEGE 27 détient au sein de la SAS TRANSITION MESNIL HAMEL au profit de la SEM TRANSITION EUROISE ENERGIES à la valeur de 10€ par action, soit pour 370 actions, un montant de 3 700 € ;
  - Le Président ou l'autorité compétente du SIEGE 27 à signer l'avenant à la convention de partenariat et d'exclusivité susvisée permettant à la SEM TRANSITION EUROISE ENERGIES de se substituer au SIEGE 27 au sein de cette dernière ;
  - La SEM TRANSITION EUROISE ENERGIES à participer à toute augmentation de capital de la SAS TRANSITION MESNIL HAMEL ainsi qu'à conclure toute convention d'apport en compte courant d'associés avec celles-ci, qui s'avérerait nécessaire dans le cadre du financement susmentionné du projet, ainsi qu'à prendre ou signer tout acte utile y afférent.

Après délibération du comité pour chaque cession d'action détaillée ci-avant, les propositions ci-avant exposées sont adoptées avec :
- **1 Voix CONTRE et 333 voix POUR concernant le projet de Transition Euroise de Saint-André-de-l'Eure,**
- **1 Voix CONTRE et 333 voix POUR concernant le projet de Transition Euroise du CETRAVAL,**
- **1 Voix CONTRE et 333 voix POUR concernant le projet de Transition Euroise du SETOM,**
- **1 Voix CONTRE et 333 voix POUR concernant le projet de CPES Terres Neuves,**
- **1 Voix CONTRE et 333 voix POUR concernant le projet de Transition Euroise Mesnil-Hamel,**
- **1 Voix CONTRE et 333 voix POUR concernant le projet de Transition Euroise Roman II.**

4.10 SEM : Nomination de représentants au Comité d'Investissements

En l'absence de Monsieur le Président et des administrateurs de la SEM, Monsieur CAUCHE, Vice-Président, expose au Comité que conformément à la délibération du Comité syndical en date du 26 mai 2023, le SIEGE 27 a procédé le 6 octobre 2023 à la création d'une société d'économie mixte (SEM) « TRANSITION EUROISE ENERGIES » ayant pour objet le développement et/ou la réalisation et/ou l'exploitation, directement ou indirectement :
- D'ouvrages de production et/ou de distribution :
- D'énergie, notamment d'origine renouvelable,
- D'hydrogène, notamment d'origine renouvelable,
- De chaleur et/ou de froid, notamment d'origine renouvelable,
- D'installations permettant le stockage de l'énergie, sa gestion intelligente, sa consommation ou son autoconsommation,
- D'infrastructures ou équipements visant à réduire le recours aux énergies fossiles ou aux dérivés du pétrole,
- A titre complémentaire des missions figurant aux alinéas précédents, la réalisation, directement ou indirectement, de toute action ayant pour objet ou pour effet la rénovation énergétique de bâtiments.

Le Pacte d'actionnaires conclu entre les associés de la SEM susmentionnée prévoit la mise en place d'un Comité d'investissement dont le Règlement intérieur a été adopté lors du premier Conseil d'administration de la SEM.
Ce Comité d'investissement a pour objet de permettre aux membres du Conseil d'administration de :
- Bénéficier de toutes les informations qui leur sont utiles afin de faciliter leur prise de décision au sein du Conseil d'Administration.
- Emettre un avis technique, juridique et financier sur toutes les décisions relatives aux Projets ainsi que sur le suivi du plan d'affaires qui fait l'objet d'un rapport écrit et motivé comportant les réserves, les recommandations ou préconisations éventuelles.
- Se réunir aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par trimestre.

Le règlement du Comité d'investissement prévoit la désignation pour chaque actionnaire détenant au moins 500 actions d'un représentant titulaire ainsi que d'un suppléant.

Il est proposé au Comité syndical de désigner comme représentant au Comité d'investissement de la SEM TRANSITION EUROISE ENERGIES, Nicolas DEVILLERS (titulaire) et Florian ROBERT (suppléant) tous deux membres du personnel syndical.

Après délibération à l'unanimité, le Comité syndical désigne comme représentants au Comité d'investissement de la SEM TRANSITION EUROISE ENERGIES, Nicolas DEVILLERS (titulaire) et Florian ROBERT (suppléant) tous deux membres du personnel syndical.

4.11 Mobilité : Adoption d'un tarif de recharge pour véhicules électriques au bénéfice des agents du SIEGE

Monsieur le Président reprend la parole en précisant que pour accompagner le développement de l'électromobilité parmi les membres de son personnel, et favoriser la mobilité propre, il est proposé d'installer des bornes de recharge « lentes » sur son parking du syndicat, dédiées à la recharge des véhicules des agents.
Dans ce contexte, il est nécessaire d'en fixer le tarif d'utilisation, accessible aux seuls agents du SIEGE. Il est proposé que ce tarif soit incitatif pour favoriser le « verdissement » des véhicules en circulation sans pour autant être inférieur à celui d'une recharge à domicile soit :

- Un tarif proche du prix moyen en heures pleines acquitté par le SIEGE au titre de son contrat de fourniture d'électricité, qui s'élèverait à 16.5c d'€/KWh soit 165 € / MWh.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-01-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

La contribution des agents s'effectuerait trimestriellement sur la base des consommations réellement constatées au travers de la solution de supervision pilotée par le SIEGE.

Monsieur le Président informe le comité que 10 bornes du SIEGE viennent d'être vandalisées le même jour sur le secteur de Louviers/Val-de-Reuil afin de dérober les cartes SIM présentes dans ces équipements, générant une rupture du service et des dégâts importants sur lesdites bornes.

Après délibération à l'unanimité, le Comité syndical accepte de retenir le tarif de 16.5c d'€/KWh soit 165 € / MWh pour la recharge des véhicules électriques des agents du SIEGE sur les bornes dédiées implantées sur son parking.

4.12 Adhésions/retraits de communes à la compétence optionnelle Maintenance de l'Eclairage Public

Monsieur CAUCHE expose ensuite que conformément aux statuts du syndicat, notamment son article A4b, il convient que l'assemblée délibère afin d'approuver le transfert de compétence optionnelle maintenance de l'éclairage public et/ ou le retrait prononcé par le Conseil Municipal de communes du département de l'Eure à compter du 1er janvier 2023.

Trois communes ont manifesté leur souhait de transférer cette compétence : ARMENTIERES-SUR-AVRE / INCARVILLE / CHENNEBRUN.

Il est proposé au Comité syndical de valider le transfert de compétences des communes figurant dans la liste ci-dessus.

Après délibération à l'unanimité, le Comité syndical autorise le transfert de compétence optionnelle en matière de maintenance de l'éclairage public des communes figurant dans la liste ci-dessus.

Monsieur le Président présente ensuite brièvement au Comité la nouvelle solution logicielle de gestion de la maintenance, en remplacement du système Smart Géo qui ne présentait plus suffisamment de garanties quant aux risques de cyber-attaques, cette solution étant hébergé directement par le SIEGE. Le nouvel outil – SAGA – sera hébergé par le fournisseur et permettra La dématérialisation des opérations de maintenance se fera à partir du site web SAGA :
- Déclaration et suivi des signalements ;
- Suivi des opérations de maintenance corrective ;
- Suivi des opérations de maintenance préventive ;
- Planning, cartographie, ... ;
- Visualisation des tournées de nuit ;
- Rapports annuels d'exploitation.

Sa mise en place progressive se fera à partir du 1er janvier 2024 pour les communes ayant transféré la compétence maintenance au SIEGE 27. A cet effet, un guide d'utilisation sera transmis aux communes utilisatrices.

IV B / Avis :

4.13/14 Energie renouvelable : protocoles d'accord partenarial - projets photovoltaïques au sol à Criquebeuf-sur-Seine et Martot

En l'absence de Monsieur le Président et des administrateurs de la SEM, Monsieur CAUCHE, Vice-Président, expose que les projets développés par la SEM Transition Energétique Euroise resteront soumis pour avis au Comité afin d'informer les délégués des projets du territoire.
Ainsi, par délibérations du Bureau syndical, le SIEGE 27 a conventionné avec l'Agglomération Seine-Eure et la commune de Criquebeuf-sur-Seine d'une part et de Martot d'autre part pour le développement de projets photovoltaïques au sol sur d'anciens bassins de décantation et/ou anciennes carrières de respectivement 30 et 15 Ha. Dans ce contexte, il a été négocié auprès de l'opérateur privé Général du Solaire une participation des acteurs publics locaux dans les 2 SAS de projet à hauteur de :
- 49% pour le projet à Criquebeuf-sur-Seine ;
- 40% pour celui de Martot (ainsi que 20% en faveur d'une structure représentative de citoyens).

Par ailleurs, à la suite de la délibération du Comité syndical en date du 26 mai 2023, le SIEGE 27 a procédé le 6 octobre 2023 à la création d'une société d'économie mixte (SEM) « TRANSITION EUROISE ENERGIES » afin de porter en lieu et place du SIEGE 27 les projets d'énergie renouvelable tels que ceux menés sur les communes de Criquebeuf-sur-Seine et Martot.

Dans ce contexte, il revient dorénavant à la SEM TRANSITION EUROISE ENERGIES de signer les protocoles d'accord partenariaux avec l'Agglomération Seine-Eure et Général du Solaire, pour le développement, la construction et l'exploitation des projets photovoltaïques susmentionnés afin d'entériner les pourcentages de participation dans les SAS de projet qui seront réservés par Général du solaire à la SEM et à l'agglomération et qui pourraient se répartir à 50/50, soit 24,5% et 20% chacune selon les projets.
Ces protocoles ne prévoient aucun engagement financier du SIEGE 27 et/ou de la SEM.

Le Comité syndical du SIEGE 27 aura à délibérer avant prise de participation effective de la SEM dans les sociétés de projet (Statuts de la SAS, pourcentage définitif de participation, incidence financière, …).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-01-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Il est proposé au Comité Syndical d'émettre un avis à la signature de 2 protocoles d'accord partenariaux pour le développement, la construction et l'exploitation de parcs au sol photovoltaïque sur la commune de Criquebeuf-sur-Seine d'une part et de Martot d'autre part à conclure entre la SEM Transition Euroise Energies, l'Agglomération Seine-Eure et Général du Solaire.

Après délibération à l'unanimité, le Comité syndical émet un avis favorable à la signature de 2 protocoles d'accord partenariaux pour le développement, la construction et l'exploitation de parcs au sol photovoltaïque sur la commune de Criquebeuf-sur-Seine d'une part et de Martot d'autre part à conclure entre la SEM Transition Euroise Energies, l'Agglomération Seine-Eure et Général du Solaire.

V/ Administration Générale

5.1 Personnel : Mise à jour du tableau des effectifs

Madame PRESLES, Vice-Présidente, indique ensuite qu'afin de tenir compte des évolutions de carrière des agents en poste d'une part et d'anticiper les départs en retraite à venir sur l'année 2024, il convient de procéder à l'adaptation du tableau des effectifs de l'établissement dont les modifications sont décrites ci-dessous :

Filière administrative **:**
Au 01/12/2023, transformation d'un poste au grade d'Adjoint administratif en poste au grade d'Adjoint Administratif principal 2ème classe afin de permettre l'avancement de grade d'un agent suite à la réussite de l'examen professionnel.

Au 01/02/2024, création d'un poste au grade de Rédacteur Principal 2ème classe afin de garantir le remplacement et la période de formation d'un agent recruté en sureffectif pendant une période de 6 mois. L'agent qui est amené à être remplacé fait valoir son droit à la retraite au 1er août 2024, poste qui sera fermé lors du prochain Comité Syndical

Filière technique :
Au 01/02/2024, création d'un poste au grade de Technicien Principal 2ème classe afin de garantir le remplacement et la période de formation d'un agent recruté en sureffectif pendant une période de 3 mois au cours du 1er semestre 2024. L'agent qui est amené à être remplacé fait valoir son droit à la retraite au 1er juillet 2024, poste qui sera fermé lors du prochain Comité Syndical.

Le tableau des effectifs modifié est joint en annexe dans sa version au 01/12/2023 puis dans sa version projetée au 01/02/2024 incluant les modifications telles qu'exposées ci-dessus.

Monsieur le Président ajoute que ces modifications ne sont majoritairement prises que pour permettre le tuilage et la formation de nouveaux agents faisant valoir leur droit à la retraite. Il remercie ces agents pour leur dévouement et investissement dans le bon fonctionnement du SIEGE.

Il est proposé au Comité Syndical :
- de valider les modifications du tableau des effectifs du syndicat,
- d'autoriser Monsieur le Président à prendre les actes afférents.

Après délibération à l'unanimité, le Comité syndical valide les modifications du tableau des effectifs du syndicat et autorise le Président à prendre les actes afférents.

5.2 Personnel : Modification de l'Accord sur l'Aménagement de la Réduction du Temps de Travail (ARTT)

Madame PRESLES poursuit en exposant que depuis le 1er janvier 2002, le SIEGE est doté d'un accord sur l'aménagement et la réduction du temps de travail qui cadre l'amplitude horaire des agents du syndicat ainsi que toutes les modalités d'organisation du temps de travail qui n'a pas varié malgré l'évolution des effectifs et des missions de l'établissement depuis cette date.

Son actualisation rendue nécessaire par les circonstances a été envisagée en 2023. Un groupe de travail a donc été formé, composé de 14 agents volontaires et représentant tous les services de l'établissement et toutes les catégories et cadres d'emploi présents dans les effectifs. A l'issue de 3 réunions, une nouvelle rédaction consensuelle de l'accord ARTT datant de 2002 a été arrêtée et présentée à l'ensemble du personnel. Ce nouvel accord, issu de la concertation collective des agents, pourrait être mis en œuvre le 1er janvier 2024, sous réserve de l'avis favorable du Comité Social Territorial du Centre de Gestion de l'Eure, saisi en date du 3 novembre 2023 pour avis.
L'ensemble des nouvelles dispositions de l'accord cadre les modalités applicables aux agents de l'établissement selon les thématiques suivantes :
- Dispositions relatives au temps de travail : durée du travail effectif, les temps d'absence, les heures supplémentaires, les jours fériés, la journée de solidarité, … ;
- L'organisation du temps de travail : les cycles de travail, le temps partiel et le temps non complet ;
- Les congés : les congés annuels, les RTT et le compte épargne temps ;
- Les activités : le télétravail, les formations et missions et visites médicales.

Accusé de réception en préfecture
027-200070746-20240605-DELIBERATION1-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Il est ainsi proposé, sous réserve de l'avis favorable du Comité Social Territorial du Centre de Gestion de l'Eure, :
- D'approuver l'accord sur l'aménagement et la réduction du temps de travail dans sa version annexée à la note de synthèse à compter du 1er janvier 2024 ;
- D'autoriser le Président à prendre tout acte afférent à l'application des dispositions du présent accord.

Après délibération à l'unanimité, le Comité syndical valide les modifications de l'Accord sur l'Aménagement de la Réduction du Temps de Travail (ARTT) et autorise le Président à prendre les actes afférents.

5.3 Personnel : Actualisation de la liste des Autorisations Spéciales d'Absence (ASA)

Madame PRESLES expose ensuite qu'en parallèle de la rédaction du nouvel accord ARTT, il a été décidé de revoir les modalités applicables au dispositif réglementaire des autorisations spéciales d'absences.
La liste détaillée des « ASA » a été transmise en annexe à la note de synthèse et sera jointe à la délibération.

Vu l'article 59 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 qui prévoit l'octroi d'autorisations d'absences pour les agents publics territoriaux, il est précisé que la loi ne fixe pas les modalités d'attribution concernant les autorisations liées à des événements familiaux et que celles-ci doivent être déterminées localement par délibération, après avis du Comité Technique.

Ainsi, et sous réserve de l'avis favorable du Comité Social Territorial du Centre de Gestion de l'Eure, il est proposé au Comité Syndical :
- d'approuver la liste des ASA adaptée à celles constatées dans d'autres collectivités locales ;
- d'autoriser le Président à prendre tout acte afférent à l'application de celle-ci.

Après délibération à l'unanimité, le Comité syndical approuve la liste des ASA telle que détaillée en annexe à la note de synthèse et autorise le Président à prendre les actes afférents.

5.4 Personnel : Attribution de la Prime Exceptionnelle de pouvoir d'achat

Madame PRESLES indique que le Décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 a créé une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale. Cette prime, d'un montant forfaitaire, vise à soutenir les agents publics face à l'inflation et qu'elle peut être versée aux agents éligibles de la fonction publique territoriale, sous réserve de l'avis du Comité Social Territorial du Centre de Gestion de l'Eure.

Il convient de présenter les conditions d'attribution qui doivent être satisfaites pour bénéficier de cette prime :
- Avoir été nommé ou recruté par un employeur public à une date d'effet antérieure au 1er janvier 2023 ;
- Être employé et rémunéré par un employeur public au 30 juin 2023 ;
- Avoir perçu une rémunération brute inférieure ou égale à 39 000 € au titre de la période courant du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023 (soit 3 250 € bruts mensuels en moyenne).

Le montant de la prime exceptionnelle forfaitaire est modulé en fonction de la rémunération brute selon le barème suivant :

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023	Montant de la prime de pouvoir d'achat
≤ à 23 700 €	800 €
23 700 € ≤ à 27 300 €	700 €
27 300 € ≤ à 29 160 €	600 €
29 160 € ≤ à 30 840 €	500 €
30 840 € ≤ à 32 280 €	400 €
32 280 € ≤ à 33 600 €	350 €
33 600 € ≤ à 39 000 €	300 €

Sous réserve de l'avis du Comité Social Territorial du Centre de Gestion de l'Eure, il est proposé au Comité Syndical :
- d'autoriser l'attribution de la prime exceptionnelle pouvoir d'achat aux agents du syndicat dans les conditions exposées ci-dessus avant le 30 juin 2024 ;
- d'autoriser le Président à prendre les arrêtés individuels correspondants ainsi que tout acte nécessaire à l'application de la présente délibération.

Après délibération à l'unanimité, le Comité syndical autorise l'attribution de la prime exceptionnelle pouvoir d'achat aux agents du syndicat dans les conditions exposées ci-dessus avant le 30 juin 2024 et autorise le Président à prendre les arrêtés individuels correspondants ainsi que tout acte nécessaire à l'application de la présente délibération.

5.5 Personnel : Remboursement des frais des agents dans le cadre de leur mission : déplacement, repas

Madame PRESLES termine en rappelant que tout agent est considéré en déplacement lorsqu'il se déplace, pour les besoins du service, hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale.

Considérant que l'article 1er du décret n°2001-654 modifié énonce que : « *Les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des collectivités et établissements publics mentionnés à*

l'article 2 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée et de toute personne dont les frais de déplacement temporaires sont à la charge des budgets de ces collectivités et établissements sont, sous réserve des dispositions du présent décret, celles fixées par le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat. » ;

Accusé de réception en préfecture
078-200067668-20240605-delib2024
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Concernant le remboursement des frais kilométriques : considérant qu'en vertu de l'article 10 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 susvisé, l'agent autorisé à utiliser son véhicule terrestre à moteur pour les besoins du service, si aucun véhicule de service de la flotte n'est disponible, est indemnisé de ses frais de transport soit sur la base du tarif de transport public de voyageurs le moins onéreux, soit sur la base d'indemnités kilométriques, dont les taux sont fixés par un arrêté conjoint du ministre chargé de la fonction publique, du ministre chargé du budget et du ministre chargé de l'outre-mer.

Concernant le remboursement des frais de repas et d'hébergement : considérant que le taux du remboursement forfaitaire des frais supplémentaires de repas et le taux du remboursement forfaitaire des frais d'hébergement sont fixés par un arrêté conjoint du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé du budget ;

Pour rappel, l'arrêté du 20 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixe les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 susvisé, comme suit :

	France métropolitaine		
	Taux de base	**Grandes villes (+de 200 000 hab.) et communes de la métropole du Grand Paris**	**PARIS**
Hébergement (petit déjeuner inclus)	90 €	120 €	140 €
Déjeuner	20 €	20 €	20 €
Dîner	20 €	20 €	20 €

Le taux d'hébergement prévu ci-dessus est fixé dans tous les cas à 150 € pour les agents reconnus en qualité de travailleurs handicapés et en situation de mobilité réduite.

Il est rappelé que, lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de situations particulières, des règles dérogatoires aux taux des indemnités de mission et de stage pourront être appliquées, lesquelles ne pourront, en aucun cas, conduire à rembourser une somme supérieure à celle effectivement engagée.

Concernant les frais de repas : Considérant qu'en vertu de l'article 7-2 du décret n°2001-654 susvisé, et par dérogation, la prise en charge des frais supplémentaires de repas effectivement engagés par l'agent peut être prévue, sur production des justificatifs de paiement auprès du seul ordonnateur dans la limite du taux fixé par l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006.

Ainsi, il est proposé à l'assemblée délibérante de :
- retenir le principe d'un remboursement des frais de transport sur la base d'une indemnité kilométrique forfaitaire dans les conditions réglementaires susmentionnées,
- retenir le principe d'un remboursement aux frais réels des frais d'hébergement effectivement engagés par l'agent, sur production des justificatifs de paiement, dans la limite du plafond fixé par arrêté ;
- retenir le principe d'un remboursement aux frais réels des frais de repas effectivement engagés par l'agent, sur production des justificatifs de paiement, dans la limite du plafond fixé par arrêté ;
- revaloriser automatiquement les montants plafonds exposés pour rappel dans la présente délibération dans la limite des modifications règlementaires qui seraient apportées notamment à l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié pris en application du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 ;
- d'autoriser le Président à procéder au paiement de cette indemnité.

Après délibération à l'unanimité, le Comité syndical adopte l'ensemble des propositions ci-avant exposées relatives au remboursement des frais de missions des agents du SIEGE et autorise le Président à prendre tout acte nécessaire à l'application de la présente délibération.

VI/ Compte-rendu des décisions du Bureau Syndical

6.1 Délibérations du 30 Juin 2023

- Liste Complémentaire n°2 – Programmation 2023 (19 opérations pour 1 132 500 €)
- Photovoltaïque : Convention de mise à disposition et d'occupation de toiture et de délégation de maîtrise d'ouvrage pour une centrale photovoltaïque – Flancourt-Crescy-en-Roumois
- Photovoltaïque au sol : Convention partenariale Le Manoir Sur Seine / ASE / SIEGE 27
- Photovoltaïque : Demande de subvention auprès de la Région – « Appel à projets photovoltaïque »
- Méthanisation : Contribution au financement de l'étude d'injection pour un projet sur la commune d'Ecardenville-la-Campagne
- Rénovation bâtimentaire : Convention d'accompagnement pour valoriser les certificats d'économie d'énergie
- Hydrogène : Renouvellement de la convention avec Transdev pour l'avitaillement d'un car Hydrogène

6.2 Délibérations du 06 Octobre 2023

Accusé de réception en préfecture
027-200067460-20240604-DELIB2024049-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

- Liste complémentaire n°3 – Programmation des travaux 2023 (2 opérations supplémentaires pour 9 000 €)
- Rénovation énergétique des bâtiments publics : candidature au programme ACTEE III
- Compte-rendu d'activités 2022 gaz
- Compte-rendu d'activités 2022 ENEDIS / EDF
-

VII/ Informations diverses

7.1 Groupement d'Achat d'Electricité

Monsieur le Président rappelle que les groupements d'achat ont subi comme tous les consommateurs les effets des crises économique et énergétique depuis 2021 avec une forte augmentation des prix constatés au kWh. Néanmoins, la stratégie d'achat et l'effet volume ont permis aux membres du groupement d'amortir fortement la hausse des prix depuis 2021. Pour l'électricité, la conclusion des marchés pour la fourniture 2024/2025 en amont du début de la livraison, dans un creux de la courbe d'évolution des tarifs, devraient permettre de contenir les prix pour 2024, tout en garantissant une baisse de ces tarifs pour 2025 par l'obtention de prix fixes pour l'ensemble des contrats.

Le SIEGE acquiert actuellement pour lui-même et plus de 250 collectivités locales environ 100 GWhs d'électricité par an.

	Prix moyen 2021 en €/MWh*	Prix moyen 2022 en €/MWh*	Prix moyen 2023 en €/MWh*
Bâtiments > 36 kVA	52,13€	100,71€	154,45€
Bâtiments ≤ 36 kVA	*Non intégré au marché*	110,02€	158,36€
Eclairage Public	51,39€	83,18€	166,52€

Pour les marchés 2024/2025, ceux-ci ont été attribués en mai 2023 dans un contexte de stabilisation des tarifs aux niveaux constatés :
- Lot 1 et 2 (bâtiments) attribués à EDF – Prix révisables en 2024 – Connus fin 2023 (selon guichet ARENH).
- Lot 3 (éclairage public) attribué à TOTAL DIRECT ENERGIE :
  - 2024 : Prix fixes à 166 €/MWH (= à 2023)
  - 2025 : Prix fixes à 120 €/MWH

Pour les nouvelles adhésions au groupement :
- Relance d'un accord-cadre 2026/2030 début 2024 ;
- Possibilité d'adhésion de nouvelles collectivités (mailing réalisé en septembre) ;
- Pour tout renseignement : achat.energie@siege27.fr

7.2 Liste des marchés attribués en 2023

Travaux de clôtures	
Marché de travaux à bon de commande sans montant minimum et avec un montant maximum de 80 000 €HT, soit 20 000 € HT par lot	
L1 Secteurs de Beuzeville, Quillebeuf sur Seine, Pont-Audemer, Montfort sur Risle, Routot, Bourgtheroulde, Corneilles, St Georges du Vièvre, Thiberville, Brionne, Beaumont le Roger, Bernay, Broglie, Mesnil en Ouche	**COMPAGNIE NORMANDIE DES CLOTURES**
L2 Secteurs de Conches en Ouche, Mesnils sur Iton, Rugles, Breteuil, Verneuil sur Avre, St André de l'Eure, Nonancourt	**COMPAGNIE NORMANDIE DES CLOTURES**
L3 Secteurs d'Amfreville St Amand, Le Neubourg, Evreux, Vernon, Louviers	**COMPAGNIE NORMANDIE DES CLOTURES**
L4 Secteurs des Andelys, Gaillon, Gisors, Vexin sur Epte, Fleury sur Andelle, Lyons la Foret, Etrépagny	**COMPAGNIE NORMANDIE DES CLOTURES**

Réalisation de travaux de forages dirigés	
Accord-cadre et marchés subséquents sans engagement minimum de montants ou de quantités et avec un maximum fixe en montant à 500 000 €, conformément à l'article R2162-4-2° du Code de la Commande Publique	**HURE CANALISATIONS**

Réalisation d'une installation photovoltaïque en toiture à Miserey	
Marché public de travaux sans minimum avec un maximum en montant fixé à 100 000 €	**AVENEL**

Maîtrise d'Œuvre pour l'installation d'une Chaudière Bois et réseaux associés pour des bâtiments communaux de la commune de Longchamp	
Marché de maîtrise d'œuvre sans publicité ni mise en concurrence préalable (art. R 2122-1 et suivants du Code de la Commande Publique), sans minimum et avec un maximum fixé en montant à 25 000 € HT	**MWAH**

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-01-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Maîtrise d'œuvre pour l'installation de chaudières bois et réseaux associés pour des bâtiments communaux dans le département de l'Eure	
Marché public de maîtrise d'œuvre passé selon la procédure adaptée en application des dispositions de l'article L2123-1 du Code de la Commande Publique, sans minimum et avec un maximum fixé en montant à 90 000 € HT, soit 40 000 € HT pour le lot 1 et 50 000 € HT pour le lot 2	
L1 Mairie, école, cantine, salle des fêtes, bibliothèque, logement de la commune de Notre-Dame-de-l'Isle	**BERIN**
L2 Ecoles, gymnase, cantine, bâtiment des Services Techniques, future salle polyvalente, centre de loisirs de la commune d'Alizay	**Groupement BERIN architecte RICCI**

Réalisation d'études de faisabilité pour la mise en œuvre de chaufferies bois – énergie	
Marché de prestations intellectuelles, passé selon la procédure adaptée en application des dispositions de l'article L2123-1 du Code de la Commande Publique, sans minimum et avec un maximum fixé en montant à 50 000 € HT pour chacun des lots	
L1 CA Evreux Portes de Normandie, CC du Pays de Conches en Ouche, CC Interco Normandie Sud Eure	**CEDEN**
L2 CC Roumois Seine, CC du Pays de Honfleur-Beuzeville (sauf communes hors du département de l'Eure), CC de Pont-Audemer Val de Risle, CC Lieuvin Pays d'Auge, CC Intercom Bernay Terres de Normandie, CC du Plateau du Neubourg	**CEDEN**
L3 CA Seine-Eure, CA Seine Normandie Agglomération, CC de Lyons Andelle, CC du Vexin Normand	**CEDEN**

Exploitation, maintenance, supervision et fourniture en hydrogène des stations d'avitaillement du département de l'Eure	
Marché sans minimum et avec un maximum fixé en montant par lot : lot 1 = 1 000 000 €, lot 2 = 500 000 €	
L1 Maintenance et supervision des stations SH1 et SH2	**Groupement ATAWEY / ENGIE SOLUTIONS**
L2 Approvisionnement en hydrogène des stations SH1 et SH2	**AIR LIQUIDE**

Exploitation, maintenance et supervision d'un réseau de bornes de recharge pour véhicules électriques et hybrides	
Accord-cadre de services à bons de commande art. R2162-2 et 2162-13, 14 du Code de la Commande Publique sans minimum, avec un maximum fixé en montant à 800 000 € HT	**SGA MOBILITY**

Maintenance des installations d'éclairage public dans le département de l'Eure	
Accord-cadre de services à bons de commande art. R2162-2 à R2162-4 et L2125-1 du Code de la Commande Publique sans minimum, avec un maximum fixé en montant par lot : L1 = 800 000 €, L2 = 960 000 €, L3 = 760 000 € ; L4 = 720 000 €, L5 = 560 000 € ; L6 = 680 000 €	
L1 Secteurs de Verneuil d'Avre et d'Iton, Mesnil sur Iton, St André de l'Eure	**LEBRUN MARIE**
L2 Secteurs de Louviers, Les Andelys, Gisors, Vernon	**BLONDEL ELECTRICITE**
L3 Secteurs de Brionne et Le Neubourg	**BLONDEL ELECTRICITE**
L4 Secteurs de Pont-Audemer et Bourg-Achard	**BLONDEL ELECTRICITE**
L5 Secteurs de Bernay et Mesnils en Ouche	**TEAM RESEAUX**
L6 Secteurs d'Evreux, Conches en Ouche et Pacy sur Eure	**TEAM RESEAUX**

Fourniture de matériels informatiques et accessoires	
Marché à bons de commande (art. R2162-4-2° et R2162-13 et 14 du Code de la Commande Publique) et à lots, sans minimum, avec un maximum fixé en montant pour chacun des lots : L1 = 45 000 € L2 = 15 0000 €, L3 = 3 000 € et L4 = 10 000 €	
L1 Ordinateurs portables et stations d'accueil et sacoches de transport	**MEDIACOM SYSTÈME DISTRIBUTION**
L2 Tablettes numériques et accessoires	**ARATICE**
L3 Station de travail « développeur »	**SANS SUITE**
L4 Petits matériels informatiques	**SANS SUITE**

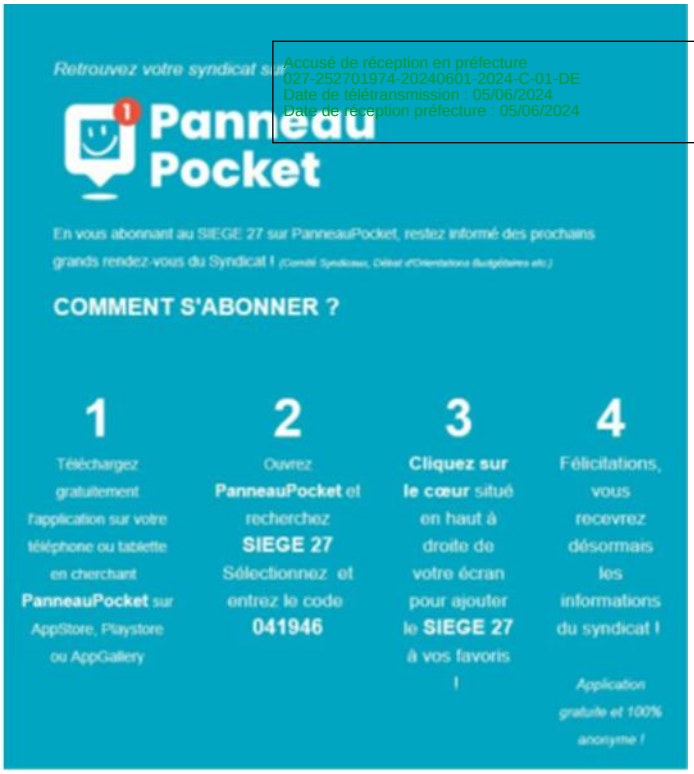
7.3 Panneaux Pocket

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-01-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Panneau Pocket

CODE D'ACCÈS 041946

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ DE L'EURE



7.4 Prochaines réunions

- Samedi 1er juin 2024 : Comité Syndical (Cadran Evreux)
- Vendredi 8 novembre 2024 : Débat d'Orientations Budgétaires (Cinéma Pathé Evreux)
- Samedi 23 novembre 2024 : Comité Syndical (Cadran Evreux)

Après épuisement des questions et des points inscrits à l'ordre du jour, Monsieur le Président clôt la séance en remerciant l'ensemble des délégués présents lors de cette assemblée.

Guichainville, le 29/11/2023

Le Président, Xavier HUBERT	Le secrétaire de séance, Jean-Pierre DUVERE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2024-C-02

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ DE L'EURE

Séance du 1er Juin 2024	**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL**
Convocation : 17 Mai 2024 Nombre de membres : - en exercice 585 - présents 340 Délibération n° : **2024-C-02** Objet : **Rapport d'observations définitif de la Chambre Régionale des Comptes – Examen de gestion du SIEGE 27 sur la période 2018/2022**	L'An DEUX MILLE VINGT QUATRE, le 1ER Juin à 9h30, le comité du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure (SIEGE), légalement convoqué, s'est réuni au Cadran à Evreux sous la présidence de Monsieur Xavier HUBERT. Etaient présents 340 membres formant la majorité des membres en exercice et pouvant valablement délibérer. Monsieur Roger WALLART, Délégué de Tournedos Bois Hubert, a été désigné secrétaire de séance.

POUVOIRS

M. DESHAYES Edmond, délégué de la commune de BOISNEY, a donné pouvoir à Mme FREBERT Martine, déléguée de la commune de VALAILLES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PRESLES Gwendoline, déléguée de la commune de BOURNEVILLE STE CROIX, a donné pouvoir à M. CAUCHE Pascal, délégué de la commune de CORMEILLES, pour la représenter lors des délibérations.
M. CITHER Michel, délégué de la commune de BUEIL, a donné pouvoir à Mme LEMONNE Christine, déléguée de la commune de BRETAGNOLLES, pour le représenter lors des délibérations.
M. CAILLET Frédéric, délégué de la commune d'ETREPAGNY, a donné pouvoir à M. MOGLIA Jean Marc, délégué de la commune d'ANDE, pour le représenter lors des délibérations.
M. RIHAL Benoît, délégué de la commune de FARCEAUX, a donné pouvoir à M. HUBERT Xavier, délégué de la commune des BAUX STE CROIX, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PIEDNOEL Frédérique, déléguée de la commune d'HEUDEBOUVILLE, a donné pouvoir à M. JAMMET Eric, délégué de la commune de ST ETIENNE DU VAUVRAY, pour la représenter lors des délibérations.
M. LE DENMAT Christian, délégué de la commune de PACY SUR EURE, a donné pouvoir à M. GARREAU Cyril, délégué de la commune de CROISY SUR EURE, pour le représenter lors des délibérations.
M. HUTIN Alain, délégué de la commune de ST AGNAN DE CERNIERES a donné pouvoir à M. ROULOIS Jean Louis, délégué de la commune de VERNEUSSES, pour le représenter lors des délibérations.
M. LECOEUR Philippe, délégué de la commune de ST VICTOR DE CHRETIENVILLE a donné pouvoir à M. COINDARD Robert, délégué de la commune de PLAINVILLE, pour le représenter lors des délibérations.
M. BEAURAIN Eric, délégué de la commune de LA TRINITE DE REVILLE, a donné pouvoir à M. SPOHR Claude, délégué de la commune de ST PIERRE DE CERNIERES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme DENIZE Florence, déléguée de la commune de ST MARTIN ST FIRMIN, a donné pouvoir à M. BEAUCHE Jean Charles, délégué de la commune de ST ETIENNE L'ALLIER, pour la représenter lors des délibérations.

Exposé des motifs

Le 14 Février 2023, la C.R.C. annonçait son intention d'examiner la gestion du SIEGE 27 pour la période 2018-2022.

Après 3 mois d'examen et un entretien de fin de contrôle jugé constructif, le rapport provisoire a été transmis le 09 Août 2023 sur lequel le SIEGE 27 a eu un mois pour y apporter ses réponses.

Le 23 décembre 2023, l'établissement a reçu le rapport définitif et l'a complété de ses dernières observations.

Conformément aux dispositions du code des juridictions financières, les délégués ont accès par voie dématérialisée audit rapport complété des remarques du SIEGE 27 dans 92 encadrés afin d'en débattre au Comité Syndical du 1er Juin 2024.

Structuré en 5 chapitres et 45 pages, le rapport couvre les champs de la gouvernance, de la stratégie d'investissement, des finances, de la commande publique, des concessions et des travaux, traduits dans les tableaux suivants.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Constat	Sensibilité	Commentaires	Action corrective proposée
Gouvernance			
Le SIEGE est un SIVOM et doit se réunir 4 fois/an	Obligation de faire	La tolérance visée aux précédents contrôles devient une obligation via une modification statutaire.	La modification du rythme des réunions du Comité fixé au règlement intérieur est prévue à l'ODJ.
La mise en œuvre de collèges électoraux améliorerait la gouvernance de l'établissement.	Opportunité	La représentation censitaire est inadaptée au fonctionnement du SIEGE.	La réflexion, si elle doit être menée, sera portée par la prochaine mandature;
Modifier les statuts pour permettre l'adhésion du SIEGE à la SEM TEE.	Remarque mineure	Une interprétation de la Chambre infirmée par la CAA de Nantes.	sans objet
Mettre en conformité la tenue des réunions du DOB avec les dispositions du CGCT.	Obligation de faire	La réflexion de la Chambre porte exclusivement sur le comptage des élus.	Voir la modification du règlement intérieur
Préciser le régime des délégations du président.	Remarque mineure		Voir la modification du règlement intérieur
Améliorer l'information du Comité sur les investissements consentis.	Obligation de faire	Les annexes fournies en appui du BP et discutées semblent insuffisantes,	Voir la modification du règlement intérieur
Renforcer l'information du Comité sur l'ensemble des achats réalisés par l'établissement.	Obligation de faire	Les annexes fournies en appui de chaque comité sont jugées insuffisantes,	tableau de synthèse de tous les achats présentés à chaque session du comité.
Stratégie			
Adopter un schéma directeur des investissements, et organiser les investissements en AP-CP.	Remarque majeure	La Chambre milite pour un schéma directeur adapté aux ressources.	Voir la modification du règlement intérieur
Améliorer le pilotage des investissements, en élargissant le champ de la planification .	Recommandation	Adapter la planification biennale ou triennale à un pas de temps plus long.	Recommandation à traiter en liaison avec le schéma directeur précité.

Constat	Sensibilité	Commentaires	Action corrective proposée
Finances			
Fiabiliser la tenue des comptes, notamment en matière de comptabilité des engagements et des valeurs inactives.	Obligation de faire	La pratique tient compte d'1 forte inflation des engagements à effectif constant du service concerné depuis 2001.	Un renforcement du service est à prévoir pour tenir compte de l'obligation demandée.
Régulariser les modalités de versement des subventions par le SIEGE et les conditions de transparence afférentes.	Obligation de faire	Les "subventions" visées sont limitées à 4 objets dont une correspond à une avance remboursable. Elles ont toutes fait l'objet d'une inscription budgétaire.	- Elaboration de convention en cas de dépassement du plafond légal, - Récapitulatif des subventions versées au CA. - Informations diffusées sur le site internet du SIEGE.
Mettre en adéquation le plan de comptes avec la nature de l'établissement.	Remarque majeure	La présentation fonctionnelle du plan de compte est limitée à un numéro unique.	- Plan de compte développé opérationnel en 2024, - Présentation fonctionnelle soumise à développement à titre onéreux du logiciel comptable,
Revoir la pratique d'emprunt d'équilibre" par une reprise anticipée des résultats de l'exercice antérieur.	Opportunité	Voté en novembre N-1, le budget N est préparé à partir de septembre, date à laquelle les résultats de l'exercice en cours ne peuvent être évalués.	Il n'est pas prévu de modifier le rythme des sessions budgétaires de l'établissement.
Créer une régie d'avances et de recettes pour la gestion de ces titres-restaurant.	Remarque mineure	La formule impérative ne trouve pas d'illustrations dans la plupart des collectivités.	Si cette remarque devait être mise œuvre, elle alourdira encore les missions du service des finances.

Constat	Sensibilité	Commentaires	Action corrective proposée
Commande publique			
Appliquer rigoureusement les procédures de la commande publique .	Obligation de faire	La remarque est limitée aux marchés DPEP et DPEX et son effet sur la performance des achats réalisés n'est pas démontrée.	Le formalisme de l'entité adjudicatrice (vs Pouvoir adjudicateur)sera dorénavant respecté.
Sécuriser l'utilisation de la notion d'offres "inacceptables" dans les procédures menées.	Remarque majeure	La remarque est limitée à un seul marché 2018.	La qualification d'entité adjudicatrice devrait permettre de répondre à cette.
Formaliser des objectifs de performance en matière d'achat et améliorer la formation des agents à la sécurisation des procédures.	Remarque mineure	Le tableau de bord trimestriel n'a pas été exploité par la Chambre.	Limitée à 1 agent ETP, la cellule "Marchés" devra être renforcée.
Concessions			
Renforcer le contrôle sur le concessionnaire (qualité du contenu des CRAC).	Recommandation	Recommandation non comprise: le CRAC est normé et le contrôle est réalisé dans des formes similaires au TEN.	Coordination TEN / Enedis à prévoir.
Renforcer la représentativité du Comité syndical au sein de la CCSPL.	Remarque mineure	Remarque non comprise.	La parité entre membres élus et associations est proposée (voir ODJ)
Ressources Humaines			
Régulariser les conditions d'octroi du Complément Indemnitaire Annuel (CIA).	Obligation de faire	La délibération du 26/11/2016 confiait au président le soin de répartir le CIA à partir d'une ligne votée au BP 2017 qui n'a pas varié depuis.	- Information de l'attribution du CIA en Comité syndical, - Adoption d'une délibération en cas de modification des crédits.
Travaux			
Evaluer précisément les contributions respectives des travaux sur les réseaux de télécommunications et leurs évolutions.	Recommandation	Remarque non comprise en ce que la méthode respecte scrupuleusement l'article L.2224-35 du CGCT	Attendre les évolutions législatives en la matière.

Communication
Après délibération, le Comité Syndical prend acte de la présentation en séance du rapport de la Chambre Régionale des Comptes sur la gestion du SIEGE pour la période 2018-2022.

Communication adoptée à l'unanimité.
Pour extrait conforme,

Le Président, Xavier HUBERT	Le secrétaire de séance, Roger WALLART,
	

Chambre régionale
des comptes
Normandie

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Le Président

Le 26 JAN. 2024

Réf. : DGR- 2024.0050
Lettre recommandée avec A.R.

REÇU LE
29 JAN. 2024
S.I.E.G.E.

Monsieur le Président,

Par courrier du 20 décembre 2023, je vous ai adressé le rapport d'observations définitives relatif à la gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure, pour les exercices 2018 à 2022, en vous invitant à me faire part de votre réponse dans le délai d'un mois.

Vous trouverez, ci-joint, un nouvel exemplaire du rapport d'observations auquel est jointe la copie de votre réponse, enregistrée au greffe de la chambre le 22 janvier 2024.

En application des dispositions de l'article L. 243-6 du code des juridictions financières, il vous appartient de communiquer ce document à votre organe délibérant dès sa plus proche réunion. La loi précise que ce rapport *« fait l'objet d'une inscription à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante ; il est joint à la convocation adressée à chacun des membres de l'assemblée et donne lieu à un débat. »*

Aussi, comme le prévoit l'article R. 243-14 du même code, je vous invite à me faire connaître dès réception la date de la plus proche réunion de votre conseil syndical et à me communiquer, en temps utile, copie de son ordre du jour.

En application de l'article R. 243-16 du même code, le rapport accompagné de la réponse jointe pourra être rendu public par la chambre régionale des comptes dès la tenue de cette réunion et, au plus tard, dans un délai de deux mois suivant la présente communication.

L'article L. 243-8 du même code dispose également que « *le rapport d'observations définitives que la chambre régionale des comptes adresse au président d'un établissement public de coopération intercommunale est également transmis par la chambre régionale des comptes aux maires des communes membres de cet établissement public, immédiatement après la présentation qui en est faite à l'organe délibérant de ce dernier. Ce rapport est présenté par le maire de chaque commune au plus proche conseil municipal et donne lieu à un débat.* »

.../...

Monsieur le Président
Syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure
CS 30289
27002 EVREUX Cedex

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

En conséquence, je vous saurais gré de bien vouloir transmettre au greffe de la chambre (normandie-greffe@crtc.ccomptes.fr) la liste des adresses électronique des maires des communes adhérentes de votre EPCI

Je précise, en outre, qu'en application des dispositions réglementaires, une copie de ces observations est transmise au préfet et à la directrice départementale des finances publiques.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

Christian MICHAUT
Conseiller-maître à la Cour des comptes

Chambre régionale
des comptes
Normandie

RECU LE
29 JAN. 2024
S.I.E.G.E.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives et sa réponse

SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ELECTRICITE ET DE GAZ DE L'EURE

(Eure)

Exercices 2018 à 2022

Observations délibérées le 18 octobre 2023

SOMMAIRE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

SYNTHESE 1

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS 2

OBLIGATIONS DE FAIRE 2

I. RAPPEL DE LA PROCEDURE 2

II. UN CADRE INSTITUTIONNEL ET ADMINISTRATIF A RENOVER 2

A. Statut et compétences 3
1. Un syndicat faussement classé comme à vocation unique 3
2. Deux ensembles de compétences principales obligatoires 3
3. Deux missions complémentaires, à son initiative ou à la demande de ses membres 4
4. Deux compétences optionnelles, sur demande des communes-membres 4
5. Autres compétences en faveur des communes-membres et « collectivités territoriales situées sur le territoire syndical » 4
B. Un fonctionnement institutionnel qui demeure imparfait 4
1. Un organe délibérant en retrait 4
2. La répartition des compétences internes entre organes du syndicat 6
3. Des empiètements sur les compétences du comité syndical 7
C. La gestion interne souffre d'insuffisances 9
1. Le fonctionnement des services 9
2. La commande publique 10

III. DES FINANCES TOURNEES VERS L'INVESTISSEMENT 15

A. La qualité de l'information financière 15
1. Le plan de comptes 15
2. Les conséquences du maintien en SIVU appelées à évoluer 16
3. La comptabilité d'engagement 16
4. Le cadre imparfait du budget annexe 16
5. Présentation de l'équilibre du budget 17
B. Tenue et fiabilité des comptes 17
C. Examen du cycle de fonctionnement 18
1. Un cycle de fonctionnement qui dégage un autofinancement très important 18
2. La part déterminante des produits fiscaux 18
3. Des charges de fonctionnement qui correspondent à une administration resserrée 19
4. Le budget annexe, abondé par le budget principal 20
D. Un financement de l'investissement désormais sous contrainte 20
1. Sources de financement 20
2. Un besoin de financement non couvert par les ressources propres 21
E. L'investissement du SIEGE 21
1. L'effort d'équipement 21
2. L'exécution budgétaire en investissement 22
3. La programmation interne au syndicat 22
4. Les limites des prévisions 22
5. La question des coûts d'enfouissement des réseaux de télécommunications 23
F. L'enjeu majeur du suivi de l'investissement du concessionnaire du réseau électrique 23
1. Les principes de répartition de la maîtrise d'ouvrage des réseaux électriques 24
2. L'effort d'investissement du concessionnaire 24
3. Le choix d'une pluriannualité ciblée pour le concessionnaire d'électricité 25
4. Une vision consolidée des investissements réalisés dans le réseau d'électricité, avec une planification bisannuelle 25

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV. UNE STRATEGIE QUI CONCILIE DIFFERENTS OBJECTIFS 25
A. L'évaluation de l'investissement dans le réseau électrique par la comparaison des performances 26
1. Analyse des caractéristiques du réseau concédé par le SIEGE 26
2. La maîtrise du vieillissement du réseau implique un effort de renouvellement constant 27
3. La qualité de la distribution 28
B. La transition énergétique et les énergies renouvelables : un nouveau champ d'action 30
1. Un diagnostic de la situation du territoire normand 30
2. L'engagement du SIEGE dans la production et la promotion d'énergies renouvelables 31
3. Des partenariats stratégiques 31
4. Les interventions indirectes du SIEGE dans la production et la promotion d'énergies renouvelables 32
5. Les interventions directes du SIEGE en faveur du développement des énergies renouvelables et de la sobriété énergétique 34
V. LA MISSION DE CONTROLE DE LA CONCESSION D'ELECTRICITE 35
A. Le cadre de la concession d'électricité 36
1. Les objets principaux du contrat de concession 36
2. La vie du contrat de concession 36
3. Le principe d'une redevance divisée en deux parts distinctes 36
4. Le *statu quo* sur la maîtrise d'ouvrage 37
B. LA PASSATION DE LA NOUVELLE CONVENTION DE DSP, UN EXERCICE FORMEL QUI LAISSE UNE PLACE A LA NEGOCIATION 37
C. Les changements apportés par la nouvelle convention 37
1. Un nouvel objet additionnel 37
2. Une redevance lissée 37
3. Le renforcement de la planification 38
4. Les provisions et les amortissements 39
5. L'accès renforcé aux données 39
D. Le contrôle de l'exécution de la concession 39
1. Les comptes rendus annuels d'activité des concessionnaires 39
2. Les modalités de contrôle de la concession 40
3. Le comité de suivi des concessions 40
E. Le contrôle sur la conduite des opérations 40
1. Organisation territoriale des travaux 40
2. Examen d'un échantillon d'opérations 41
ANNEXES 42
Réponse 46

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

SYNTHESE

Le syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure (SIEGE) exerce depuis 1949 une mission d'autorité organisatrice de distribution publique d'électricité pour l'ensemble des communes du département de l'Eure et de gaz pour certaines d'entre elles. Depuis lors, il a diversifié ses activités, en particulier dans le champ optionnel de l'éclairage public, puis dans le financement de la production d'énergies renouvelables. Ainsi, son statut officiel, obsolète, de syndicat à vocation unique, doit évoluer, illustrant plus largement l'« aggiornamento » institutionnel et administratif à conduire.

La chambre relève qu'en dépit de ses observations passées, le comité syndical est réuni de manière toujours insuffisante, se retrouvant par conséquent trop peu consulté, voire informé, par son bureau et par l'exécutif. La recherche d'efficacité dans le fonctionnement institutionnel sera un levier pour mettre un terme aux irrégularités (débats d'orientation budgétaire, vote du complément indemnitaire annuel, participations financières, subventions, informations sur les marchés) et renforcer la place de cette instance qui apparaît en retrait, notamment dans les décisions d'investissement. L'administration devra également remédier aux lacunes dans la tenue de sa comptabilité, en revoyant le cadre de son budget annexe industriel et commercial.

Le SIEGE, qui bénéfice d'une aisance financière pour mener son programme d'investissement, va arriver au terme des possibilités de ponction sur son fonds de roulement au rythme actuel. L'autofinancement ne permettant plus désormais de couvrir la totalité des dépenses d'équipement, le maintien du volume actuel impliquera des choix. La poursuite de la modernisation du réseau d'électricité, dont la performance comparée se situe à un niveau médian, avec quelques points de vigilance, demeurera centrale dans l'effort mené. Le financement des énergies renouvelables, par le budget annexe, mais surtout par des participations et des subventions, prend son essor. Soutenu et simplifié bientôt par la création d'une société d'économie mixte, il s'inscrit dans la réflexion régionale issue de l'entente « Territoire Energie Normandie ». Le SIEGE devra ainsi concilier l'entretien du réseau et ses missions optionnelles, en définissant des priorités et une stratégie institutionnelle, notamment en matière d'investissement, qui fait aujourd'hui défaut.

La planification de ces investissements pourrait être fortement élargie, puisque seuls 9 % des travaux du SIEGE entrent dans une dimension de pluriannualité interne, tandis qu'une évaluation des coûts respectifs des travaux sur le réseau de télécommunication serait souhaitable. Une meilleure prévision des dépenses d'équipement impliquera de repenser la logique qui préside à leur détermination. Les conférences départementales dites « loi NOME » introduisent un pilotage consolidé et bisannuel des investissements sur le réseau d'électricité, qui pourrait appuyer cet approfondissement par le syndicat.

La nouvelle convention de concession avec le gestionnaire du réseau, Enedis, a permis une évolution favorable du pilotage et du contrôle, en inscrivant notamment les investissements du gestionnaire de réseau dans un schéma directeur et un plan pluriannuel, sous l'égide du comité de suivi de la concession. Le contrôle de la concession conduit avec l'assistance d'un cabinet d'audit, bien qu'effectif, voit sa portée limitée du fait de la qualité insuffisante des comptes rendus d'activité du concessionnaire.

Le nombre important d'opérations de travaux dans les communes rurales, issues de la répartition de la maîtrise d'ouvrage entre le syndicat et son concessionnaire, s'appuient sur une organisation solide, mais avec une formalisation qui pourrait être renforcée. A cet égard, le siège doit assumer son statut d'entité adjudicatrice, afin de défendre pleinement l'intérêt de l'organisme lors de la passation de ses imposants marchés. De plus, une meilleure maîtrise de la conduite des procédures de marchés (négociation, méthodes de notation) permettrait à la fois une sécurisation juridique et un choix financier optimal.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

1. Clarifier les statuts du syndicat quant à sa nature juridique ;
2. se doter d'un document stratégique d'ensemble, permettant une vision consolidée et hiérarchisée des perspectives d'investissement ;
3. améliorer le pilotage des investissements, en élargissant le champ de la planification et de la pluriannualité ;
4. renforcer le contrôle sur le concessionnaire (diffusion et qualité du contenu des documents à produire au concédant) ;
5. évaluer précisément les contributions respectives des travaux sur les réseaux de télécommunications et leurs évolutions ;

OBLIGATIONS DE FAIRE

6. Réunir le comité syndical conformément aux textes et conforter son champ décisionnel (débats d'orientation budgétaire, vote du complément indemnitaire annuel, participations financières, subventions, informations sur les marchés) ;
7. fiabiliser la tenue des comptes, notamment en matière de comptabilité des engagements et des valeurs inactives ;
8. appliquer rigoureusement le régime de l'adjudication et les procédures de la commande publique (négociations, méthode de notation).

I. RAPPEL DE LA PROCEDURE

La chambre régionale des comptes Normandie a inscrit à son programme l'examen de la gestion du syndicat d'électricité et de gaz de l'Eure (SIEGE) pour les exercices 2018 à 2022. Par lettre en date du 14 février 2023, le président de la chambre en a informé M. Xavier Hubert, ordonnateur pour l'ensemble de la période sous revue. L'entretien de fin de contrôle avec le rapporteur s'est tenu le 16 juin 2023.

Lors de sa séance du 4 juillet 2023, la chambre a arrêté ses observations provisoires, qui ont été transmises dans leur intégralité à M. Hubert et, pour les parties qui la concernent, à la société Enedis concessionnaire du réseau de distribution public d'électricité. Tous deux ont répondu.

Après avoir entendu le rapporteur et pris connaissance des conclusions du procureur financier, la chambre a arrêté, le 18 octobre 2023, le présent rapport d'observations définitives.

II. UN CADRE INSTITUTIONNEL ET ADMINISTRATIF A RENOVER

Le précédent rapport d'observations définitives de la chambre, délibéré le 2 février 2016, avait conduit à dégager des observations, dont certaines, portant notamment sur la tenue de la comptabilité, demeurent non satisfaites. Plus encore, la problématique institutionnelle récurrente mise en exergue, avec un comité syndical en retrait, n'a pas connu d'amélioration.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

A. Statut et compétences

1. Un syndicat faussement classé comme à vocation unique

Le syndicat est régi par les dispositions générales des articles L. 5212-1 et suivants du code général des collectivités territoriales (CGCT). Créé par arrêté préfectoral de 1949, le syndicat d'électricité et de gaz de l'Eure (SIEGE) est constitué exclusivement de communes. Conformément à l'objectif fixé par le législateur (article L. 2224-31 du CGCT), le syndicat exerce la mission d'autorité organisatrice de distribution publique d'électricité pour les 585 communes du département. Son siège est fixé à Guichainville, dans la banlieue d'Evreux, mais ses instances se tiennent pour la plupart dans des locaux situés à Evreux.

Les statuts actuels du SIEGE ont été modifiés depuis le dernier contrôle de la chambre, par un arrêté préfectoral du 3 mai 2017, l'arrêté du 21 décembre 2020 ayant établi la dernière liste actualisée des communes relevant du régime des aides à l'électrification rurale. L'organisme n'envisage pas de se transformer en syndicat mixte ouvert aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) - parties prenantes de la transition énergétique -, à la différence d'autres syndicats départementaux d'énergie normands.

Le SIEGE reste qualifié de syndicat intercommunal à vocation unique, tel que prévu par la loi du 22 mars 1890. Cependant, à sa compétence historique et unique de distribution d'énergie, se sont ajoutées d'autres missions, comme l'éclairage public, les énergies renouvelables ou la mise en place d'un réseau de bornes électriques de recharge. La diversité actuelle des objets poursuivis par l'établissement public qui, en pratique, en fait un syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM), est en contradiction avec ce statut.

La chambre observe que le SIEGE, dans son fonctionnement actuel, est un SIVOM, dont certaines compétences, comme l'éclairage public, sont optionnelles au sens de l'article L. 5212-16 du CGCT, et l'invite à modifier ses statuts en conséquence.

2. Deux ensembles de compétences principales obligatoires

Ces compétences sont prévues par l'article 2 des statuts du syndicat. Le règlement intérieur indique que « l'objet du SIEGE est de représenter les communes, de défendre leurs intérêts, d'étudier toutes les questions intéressant la distribution de l'électricité et du gaz (...) Dans ce but, les communes lui ont transféré leurs compétences d'autorités concédantes ».

Les communes ont ainsi délégué au SIEGE la compétence d'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité (AODE) et de gaz (AODG), agissant dans le cadre des compétences définies par l'article L. 2224-31 du CGCT, réunies désormais sous le vocable d'autorité organisatrice de la distribution publique d'énergie (AODen). Cette qualité emporte deux conséquences :

- en premier lieu, il appartient au SIEGE de conclure les conventions nécessaires à la délégation des missions de service public pour les réseaux de distribution de ces deux sources d'énergie et d'exercer le contrôle du bon accomplissement des missions de service public, ainsi que le contrôle de ces réseaux ;

- en second lieu, le SIEGE exerce un rôle de maîtrise d'ouvrage partagée pour les travaux nécessaires au bon fonctionnement de ces différents réseaux, ou participe à leur financement.

Le SIEGE délègue à des concessionnaires la gestion des réseaux d'électricité et de gaz. A ce titre, un concessionnaire unique, historique, Enedis, bénéficie d'une convention qui couvre la totalité des communes de l'Eure pour la distribution d'électricité. Si ce périmètre reste inchangé sous l'empire de la nouvelle concession, le réseau a progressé en nombre de

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

kilomètres (km), la distribution en gigawatt-heures (GwH), tandis que le nombre d'usagers desservis a crû de plus de 2,6 %, essentiellement dans les zones rurales.

Tableau n° 1 : Caractéristiques principales de la concession d'électricité

Concessionnaire	Contrat	Communes	Consommateurs en 2017	Consommateurs en 2021	Patrimoine en km en 2018	Patrimoine en km en 2021	GwH en 2017	GwH en 2020
Enedis	1 contrat	585	317 492	327 712	7 896 HTA et 8 111 BT	8 025 HTA et 8 341 BT	3 716	3 820

Source : délibérations relatives aux CRAC de concession

3. Deux missions complémentaires, à son initiative ou à la demande de ses membres

L'enfouissement des réseaux de télécommunications, comme prestataire de l'opérateur historique, aujourd'hui dénommé Orange, est également une mission prévue par la loi et reprise dans l'article 3 des statuts du syndicat.

Selon les termes du même article, le SIEGE peut aménager et exploiter des installations d'énergie renouvelable ou de proximité. A ce titre, son action prend corps dans le budget annexe « production d'énergie renouvelable », mais surtout dans le cadre de prises de participation ou de subventions, qui sont des leviers importants.

4. Deux compétences optionnelles, sur demande des communes-membres

Le SIEGE s'est également vu transférer par certaines communes de l'Eure (168 en 2021), des compétences en matière d'éclairage public, représentant 34 312 points lumineux et 1 788 armoires d'éclairage.

A ce titre, le syndicat exerce la maîtrise d'ouvrage des travaux neufs, la maintenance des équipements et assure la fourniture d'énergie. Enfin, la création, l'entretien et l'exploitation nécessaires de matériels nécessaires à la recharge des véhicules électriques ou hybrides ont été mis en œuvre en lieu et place de communes-membres.

5. Autres compétences en faveur des communes-membres et « collectivités territoriales situées sur le territoire syndical »

Les statuts prévoient dans leur article 8 d'autres missions de « mise en commun », comme l'assistance à l'élaboration des plans climat air énergie territoriaux (PCAET) ou les opérations venant en substitution d'extensions ou de renforcements classiques des réseaux. S'il s'agit des seules compétences ouvertes à d'autres collectivités territoriales, la condition posée du périmètre « territoire syndical » en limite cependant de fait fortement la portée géographique.

Enfin, le syndicat peut coordonner un groupement de commandes, mais, cette fois, seulement à la « demande expresse des communes-membres ».

B. Un fonctionnement institutionnel qui demeure imparfait

1. Un organe délibérant en retrait

Le règlement intérieur, adopté par délibération du 21 mai 2022, porte notamment régularisation d'une pratique jusqu'alors non conforme (pratique du huis clos) et introduit des

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

dispositions sur les modalités de visioconférence (sauf élection, désignation et vote du budget primitif) pour des réunions supplémentaires.

a. Une composition sur une base strictement communale

Le comité syndical est constitué des 675 représentants des communes adhérentes en 2021. Si le nombre de communes décroît régulièrement (602 en 2017, 585 en 2021) en raison des regroupements communaux, les 90 communes déléguées au sein de communes nouvelles conservent néanmoins leur voix consultative.

Les dernières élections en date se sont tenues le 18 juillet 2020. Monsieur Xavier Hubert a été réélu, par 402 voix sur 411 comme président. Le même jour, les trois vice-présidents ont été désignés, ainsi que le bureau.

b. Une fréquence de réunions qui reste insuffisante

La chambre avait précédemment relevé la nécessité, dans ses deux précédents rapports, qu'en vertu des dispositions de l'article L. 5211-11 du CGCT, le comité syndical se réunisse au moins une fois par trimestre, ce qui n'est toujours pas le cas.

Le règlement intérieur précise, en outre, que le comité syndical doit se réunir au minimum une fois par semestre, ce qui n'est pas conforme aux textes. Il ne semble pas, en effet, que cette modalité ouverte dans l'article précité pour « *les syndicats formés en vue d'une seule œuvre ou d'un seul service d'intérêt communal* » soit ici naturellement applicable. *De facto*, seulement deux réunions du comité syndical ont lieu par an.

Ne peuvent être considérés comme tels les « débats d'orientation budgétaire », ces réunions ne faisant pas l'objet d'un décompte des présents, d'une vérification du quorum et de procès-verbaux. De surcroît, les délibérations adoptées lors de ces débats ne font figurer aucun votant, mais uniquement le nombre théorique de participants conviés. Elles sont donc irrégulières. Le SIEGE ne satisfait par conséquent pas non plus aux dispositions de l'article L. 2312-1 du CGCT, qui requiert que soit pris « *acte de ce débat par une délibération spécifique* ».

Le syndicat doit se mettre en conformité avec la loi dans son fonctionnement institutionnel, en modifiant le règlement intérieur et en instituant l'organisation d'au moins quatre comités syndicaux régulièrement tenus et délibérant valablement.

c. Le coût de l'organisation des réunions plénières du comité syndical

Le syndicat ne conteste pas cet écart à la réglementation, mais argue des grandes difficultés d'organisation, au regard du nombre de représentants. La chambre relève en effet que la tenue des réunions du comité syndical dans des vastes salles, louées longtemps en avance (salle « Le Cadran » à Evreux ou salle de cinéma), représente plus de 8 000 euros par réunion. Le total des frais de mission des élus, qui correspondent en totalité aux frais de déplacement des représentants, atteignent ainsi 24 000 euros en 2020, 13 000 euros en 2021 et 27 000 euros en 2022. Au-delà des difficultés matérielles, la question du coût ne peut être totalement éludée.

Comme le pratiquent d'autres syndicats d'énergie normands, la mise en place d'instances territorialisées (collèges électoraux et instances de concertation), permettrait de réduire la composition du comité syndical, en lui garantissant sa représentativité et d'associer les EPCI. Une telle évolution, pourtant économe de ses moyens, n'a pas la préférence du syndicat.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

d. Commission consultative des services publics locaux

Une commission consultative pour les services publics locaux a été créée, conformément aux dispositions de l'article L. 1413-1 du CGCT. La tenue de ses réunions ne répond pas au principe d'annualité posé par le CGCT, puisque les exercices 2018 et 2021 n'en ont pas bénéficié et que celle de 2022 n'a pas réuni le quorum.

La délibération du 11 décembre 2020 prend la suite de celle du 24 mai 2014, prévoyant, outre le président de droit, la nomination d'un représentant de l'assemblée délibérante et la désignation de trois représentants d'associations locales ou d'organismes consulaires (qui sont « UFC Que Choisir », « Association France Rurale » et la chambre d'agriculture de l'Eure). L'article précité prévoit néanmoins qu'elle « *comprend des membres de l'assemblée délibérante ou de l'organe délibérant, désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle* ». La présence d'un seul représentant au comité syndical paraît ainsi non conforme à cet objectif de représentation.

e. La commission d'appels d'offres

La mise en place d'une commission d'appels d'offres (CAO) est prévue aux articles L. 1414-1 à 4 et L. 1411-5 du CGCT. Les délibérations du 24 mai 2014 et du 18 juillet 2020 ont permis l'élection conformément à ces textes d'une CAO après chaque renouvellement du comité syndical. Néanmoins, ni les délibérations, ni les procès-verbaux de cette instance ne rendent compte des opérations de vote. Le SIEGE est invité à procéder à cette formalisation.

2. La répartition des compétences internes entre organes du syndicat

a. Les pouvoirs du comité syndical

En conformité avec l'article L. 5212-15 du CGCT, le comité syndical se voit octroyer une mission générale pour connaître des « *affaires relevant de la compétence* » du syndicat, donnant son avis dans tous les cas prévus par les lois et règlements, et peut émettre des vœux.

Il procède à l'élection du président, du vice-président et des membres du bureau. Il participe au débat sur les orientations générales du budget, délibère sur le compte administratif et détermine les emplois nécessaires.

b. Les attributions du bureau

Le bureau, désigné par le comité, est composé de 22 membres, auxquels s'ajoutent le président et les trois vice-présidents. Les réunions du bureau se tiennent six ou sept fois par an. Toutefois elles ne donnent lieu à l'établissement d'aucun procès-verbal ou compte rendu. Seules sont formalisées ses très nombreuses délibérations (188 sur la période), soit environ autant que celles du comité syndical, mais pas nécessairement sur les mêmes sujets. Les rapports de gestion sur les compétences exercées par le bureau sont succincts et les comptes rendus ne mentionnent que la liste des délibérations prises par le bureau durant la période intercalaire.

En vertu du règlement intérieur, le comité syndical peut déléguer ses attributions au bureau, sauf le vote du budget, l'approbation du compte administratif, la modification de la composition, du fonctionnement et de la durée du syndicat et la délégation de la gestion d'un service public, dans une formulation conforme à l'article L. 5211-10 du CGCT. La délibération du 18 juillet 2020 est plus limitative, ses compétences ne comprenant que la passation de conventions, hors champ de la commande publique, les programmes de travaux et modalités financières des opérations réalisées sous la maîtrise d'ouvrage du syndicat et la conclusion de conventions de partenariat et groupements de commandes.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Cependant, dans les faits, une large partie de l'activité du syndicat est déléguée au bureau. L'essentiel de la programmation d'investissements ainsi que la plupart des projets de partenariat et d'adhésion aux groupements y sont présentés ou délibérés.

c. Les délégations à ordonnateur

Le président est élu pour la durée du mandat du comité. Il prépare et exécute les décisions du comité syndical et du bureau, il est ordonnateur de l'organisme. La délibération du 18 juillet 2020 prévoit d'accorder au président certaines compétences, issues de l'article L. 2122-22 du CGCT. Les trois vice-présidents reçoivent délégation de fonctions.

Selon le règlement intérieur, le président peut, par arrêté, déléguer ses fonctions ou donner délégation de signature au seul directeur du syndicat. Pourtant, lors des nouvelles délégations de 2020, sept fonctionnaires en sus du directeur général des services ont aussi reçu délégation de signature de la part du président. Il convient de mettre un terme à cette irrégularité.

3. Des empiètements sur les compétences du comité syndical

Outre la question de la délibération irrégulière sur le débat d'orientation budgétaire (cf. *supra*), plusieurs points requerraient une décision en comité syndical.

a. Le régime indemnitaire

Le régime indemnitaire unique est entré en vigueur le 1er janvier 2017, sur le fondement de la délibération du 26 novembre 2016, établissant le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP). L'indemnité de fonction, de sujétions et d'expertise (IFSE) ainsi que le complément indemnitaire annuel (CIA) sont établis, pour l'ensemble des agents titulaires et contractuels, avec une attribution effective.

Toutefois, la délibération relative au CIA renvoie à une décision du président qui « *fixera les montants, seuils et plafonds attribuables* ». Ces éléments auraient dû figurer dans une délibération du comité syndical, dont la détermination d'un plafond annuel par groupe de fonctions. De surcroît, aucune décision du président n'a pu être produite.

Le SIEGE doit régulariser les conditions d'octroi de son CIA par une délibération de son comité syndical déterminant les plafonds et les montants associés.

b. Les subventions

Aucune des subventions attribuées sur la période n'a fait l'objet d'une délibération du comité syndical. Les annexes des budgets et des comptes y afférentes ne sont pas produites.

A titre d'exemple, l'importante somme octroyée au syndicat de destruction des ordures de l'ouest de l'Eure (SDOMODE), pour 167 380 euros, en 2021, n'a pas été présentée au comité syndical mais au seul bureau, semblant confondre la compétence de conclusion de la convention en tant qu'instrument et la conséquence financière qui relève de l'organe délibérant.

Or il s'agit bien du versement d'une subvention à ce syndicat, afin de couvrir 74 % des dépenses d'équipement d'un projet sous maîtrise d'ouvrage du SDOMODE et de financer des études et des prestations dans le champ des énergies renouvelables.

Le terme impropre de « participation » utilisé n'est pas partagé par le bénéficiaire puisque la délibération de réception par le SDOMODE mentionne bien une « subvention » de

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

la part du SIEGE. En conséquence, l'imputation au compte « 266 – autres participations » n'est pas correcte.

Le SIEGE verse également à l'association du personnel une subvention annuelle fixée par la délibération du comité syndical du 28 mai 2016. Cette subvention dépasse annuellement le montant de 23 000 euros au-delà duquel une convention est requise par les textes. Par ailleurs, le principe de la subvention et son montant ont été déterminés lors de la précédente mandature, l'actuel comité syndical ne s'étant pas prononcé sur le principe au-delà de l'inscription des crédits correspondants lors de l'adoption du budget annuel de l'établissement. Enfin, aucun document n'est annexé au compte administratif pour rendre compte de l'utilisation de cette subvention par l'association.

L'octroi de ces subventions devra à l'avenir faire l'objet de délibérations de la part du comité syndical, appuyées sur les documents requis. En outre, leurs données essentielles devront figurer sur le site du syndicat, comme le requiert le décret n° 2017-779 du 5 mai 2017 relatif à l'accès sous forme électronique aux données essentielles des conventions de subvention.

c. Le principe de participation dans des sociétés

Les mouvements financiers intervenus sous la forme de prises de participation illustrent également le faible contrôle de l'assemblée délibérante, alors même que ces leviers de financement des projets d'énergie renouvelables se développent.

Si la délégation du comité au bureau prévoit « *la passation de conventions, hors champ du code des marchés publics et contrats de délégation de service public* », le comité syndical devrait approuver formellement ces prises de participation et tous autres engagements financiers qui peuvent en résulter. Or les vérifications de la chambre ont permis de constater que cela n'a pas été le cas en deux occasions.

Par délibération du 10 juillet 2020, a été décidée une prise de participation dans la société par actions simplifiée (SAS) « Transition euroise Roman II », qui mène un projet éolien. Le contrat de cession de 15 % des actions en faveur du syndicat a été conclu avec la société « EDPR France Holding », pour 150 actions. L'autorisation du comité syndical était comprise entre « 364 500 euros et 423 000 euros ». L'opération a lieu par mandat pour 364 500 euros, versés à « EDPR France Holding » (minoré d'un trop-versé ultérieur de 61 500 euros).

Cependant, une avance en compte courant d'associé consentie par le SIEGE (361 000 euros) a été décidée le 19 octobre 2020, pour financer le démarrage de la construction du projet précité.

Cette possibilité est certes prévue par l'article L. 1522-4 du CGCT, mais avec un cadre défini par l'article L. 1522-5 du CGCT, prévoyant l'adoption par l'assemblée délibérante d'un rapport et une motivation de l'apport *« justifiant son montant, sa durée ainsi que les conditions de son remboursement, de son éventuelle rémunération ou de sa transformation en augmentation de capital ».*

La délibération associée, qui reste celle du 10 juillet 2020, ne mentionne aucun montant autre que la cession initiale, se contentant d'autoriser le président « *à signer toute convention de compte courant d'associés engageant le SIEGE 27 à cofinancer le projet* (…) ». Il n'est pas possible de considérer dès lors que le comité syndical se soit prononcé expressément sur l'opération d'avance de fonds, ni qu'il ait été suffisamment informé, les documents prévus par la loi n'ayant pas été produits, alors même que l'opération présente un risque financier pour le syndicat.

De plus, la même délibération prévoit également que le président puisse « *souscrire aux éventuelles augmentations de capital de la SAS* ». Moins de deux mois plus

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

tard, une augmentation de capital est survenue, par mandat du 11 décembre 2020, pour 90 300 euros.

Ces deux mandatements successifs de 361 000 euros, puis de 90 300 euros, qui se sont *de facto* ajoutés, dans les mois qui ont suivi, aux 364 500 euros initiaux, auraient dû être décidés par le comité syndical de manière expresse et précise, d'autant qu'il n'est pas apparu qu'il en fût informé par la suite.

Par ailleurs, il a été constaté que le bureau syndical du 11 octobre 2019 a statué sur la participation à l'étude d'injection « Biogaz Iton » pour 5 290 euros alors qu'il appartenait au seul comité syndical de se prononcer sur cette question.

d. Une information sur les investissements à consolider

La programmation des investissements du SIEGE distingue essentiellement celui des « villes B » (une partie des communes urbaines), qui bénéficient d'une programmation pluriannuelle présentée au comité syndical, et celle des « communes C » (communes rurales), établie annuellement après concertation avec les EPCI et présentée devant le seul bureau.

Pourtant, les investissements des villes B ne représentent que moins de 9 % de l'ensemble des dépenses d'équipement du syndicat. Une part essentielle de l'investissement n'est donc pas présentée devant le comité syndical. Une meilleure information apparaît souhaitable, compte tenu de l'enjeu financier central des investissements du syndicat.

C. La gestion interne souffre d'insuffisances

1. Le fonctionnement des services

a. Le suivi réglementaire du fonctionnement des services est insuffisant

La délibération du 26 mai 2018 modifiant l'organigramme de 2012 a créé un poste de directeur adjoint et scindé la « direction du service » (service technique) entre un pôle de maîtrise d'ouvrage et un pôle de maitrise d'œuvre. Le directeur des services fonctionnels se voit adjoindre un autre directeur, tandis qu'un poste de chargé de communication apparaît.

La délibération du 29 mai 2021 s'est contentée de prendre acte de la création de postes en les incorporant, soit deux dans les services fonctionnels, trois dans le service « transition énergétique », un dans le service « maintenance » et un affecté à la mission « plan de corps de rue simplifié ». Depuis lors, la direction des services fonctionnels inclut les services des finances, des affaires juridiques, de l'informatique et la cellule des marchés.

Seul le bilan social de 2017 et le rapport social unique de 2021 ont été établis, ainsi qu'une synthèse comparative entre les deux exercices. Le SIEGE doit veiller pour l'avenir à remplir ses obligations d'établissement des rapports sociaux uniques, désormais annuels.

b. Un effectif qui voit une augmentation de cinq agents de catégorie A

Le SIEGE emploie 44 agents, répartis de manière assez homogène entre les catégories (12 de catégorie A, 18 de catégorie B et 14 de catégorie C) et les filières administrative (19 agents) et technique (25 agents). Le personnel ne comprenait que 36 agents physiques en 2017, soit une augmentation de 20 % des emplois physiques. Ils représentent 42,09 ETPR en 2021 contre 35 ETPR en 2017. En 2021, deux emplois budgétaires d'ingénieurs sont non pourvus, le SIEGE confirmant rencontrer une difficulté de recrutement.

Les modifications du tableau des emplois font l'objet de délibérations, selon les termes de l'article L. 313-1 du code de la fonction publique. L'augmentation des effectifs de huit agents se répartit de manière égale entre les deux filières administrative et technique, mais plus fortement sur la catégorie A (4 agents de plus) contre 3 agents de catégorie C, et

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

1 B, traduisant une volonté de consolidation des fonctions de conception intellectuelle, par un « repyramidage ». Au total, le tableau des emplois de la période sous revue, de 2018 à 2021, voit la création d'un poste d'attaché, de deux ingénieurs pourvus et de deux ingénieurs non pourvus, soit 5 emplois de catégorie A, ce qui en porte la proportion du quart au tiers des effectifs totaux.

La grande majorité des agents sont des titulaires, soit 32 sur 36 en 2017 (4 contractuels) et 35 agents sur 44 en 2021 (9 contractuels). Les contractuels relèvent de la catégorie A (4 ingénieurs sur 7 et 1 attaché sur 2), ou bien de la catégorie B (4 techniciens principaux de 2e classe sur 7). Près d'un agent de catégorie A sur deux est contractuel, ce qui révèle les difficultés de recrutement du syndicat. Leurs rémunérations sont en revanche tout à fait comparables à celles des titulaires de même grade et emploi.

c. Des mutualisations sectorielles

Outre l'appui à l'établissement des Plans Climat Air Energie Territoriaux qui relèvent de la compétence des EPCI, avec, notamment, la mise à disposition d'un outil de prospective énergétique, les modalités de coopération mises en place par le SIEGE prennent principalement la forme de groupements de commandes (articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du code de la commande publique) créés par délibération du bureau sur délégation du comité syndical (cf. *infra*).

2. La commande publique

a. Les enjeux généraux de la commande publique du syndicat

Durant la période sous revue, la commande publique a représenté un montant cumulé en exécution de plus de 157 millions d'euros hors taxes. Les marchés les plus importants prennent la forme d'accords-cadres pluriannuels à bons de commande pour la conduite des opérations intéressant le réseau d'électricité, passés en procédure formalisée (appels d'offres ouverts). Ceux passés en procédure adaptée apparaissent marginaux (2,63 millions d'euros au total) et concernent des marchés de services et d'études. Les procédures formalisées prédominent (en 2021, 34,4 millions sur 35,4 millions).

Le syndicat ne formalise pas de stratégie particulière ou d'objectifs de performance en matière d'achat. Seuls les derniers renouvellements des accords-cadres pluriannuels de travaux ont permis l'intégration de critères d'attribution spécifiques. En matière de performance, le processus d'achat faisait partie des fonctions couvertes depuis 2006 par la certification externe (norme ISO 9001 AFNOR), qui n'a cependant plus été renouvelée après 2020. Le dernier rapport d'audit de suivi établi pour 2020 ne mentionne plus de remarque particulière pour la fonction « achat ».

Les principaux contrats sont donc des accords-cadres pluriannuels de travaux à bons de commande, allotis le plus souvent selon un critère géographique, sans minimum ni maximum pour la période sous revue (entre 2018 et 2022) – Cf. *infra*. A partir du 1er janvier 2022 néanmoins, la conclusion d'accords-cadres sans maximum n'est plus autorisée. Le peu de renouvellement des entrants dans les principaux marchés de travaux d'une procédure à l'autre montre une concurrence assez rigide, que le SIEGE peine à élargir par la réflexion menée sur l'allotissement et le sourçage.

En outre, le SIEGE participe de longue date à deux groupements de commandes coordonnés par le SDEC Energies (Calvados) : le premier concerne la fourniture de gaz, le second est un marché de fourniture de postes de transformation électrique.

Avec la fin de la tarification réglementée de l'électricité, le SIEGE a mis en place à partir de 2016 un groupement de commandes de fourniture d'électricité pour ses besoins propres, ainsi que pour les achats d'électricité de collectivités euroises, ouvert aux autres

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

collectivités de Normandie. D'abord limités, les achats ont par la suite été étendus en janvier 2022 à tous les contrats de fourniture d'électricité. Le SIEGE estime que la part des achats effectués en groupements représente de 10 % à 15 % des commandes annuelles.

Une cellule des marchés est identifiée au sein de la direction des services fonctionnels, sans poste spécifiquement affecté à la commande publique. Elle intervient en soutien étroit des services techniques, qui restent chargés de l'analyse des offres et du suivi de l'exécution, pour élaborer les pièces administratives et garantir la régularité de la procédure.

Le SIEGE s'est doté d'un guide rappelant la réglementation et fixant les règles internes en matière de marché à procédure adaptée, qui pourrait être complété d'éléments plus opérationnels. Le précédent rapport de la chambre recommandait de renforcer le dispositif de formation. Un plan de formation a été établi chaque année par le SIEGE, qui fait état de la mise à jour régulière des connaissances des agents chargés des achats, avec notamment en 2019 et 2022 une formation des cadres à l'achat d'énergie. Néanmoins, les formations spécifiques aux techniques mises en œuvre ne sont pas retrouvées dans les thèmes demandés. Il est recommandé de les compléter afin de consolider la compétence interne, notamment afin de renforcer la sécurisation des procédures.

b. La place du comité syndical est à réaffirmer

1) L'exercice des délégations accordées par le comité syndical.

Pour les EPCI, l'article L. 5211-10 permet au comité syndical de déléguer au président, aux vice-présidents ainsi qu'au bureau ses compétences en matière de commande publique à l'exception de la délégation d'un service public.

En 2020, pour la nouvelle mandature, la délibération n° 2020-C-17 a maintenu comme compétence du bureau la seule passation des conventions hors champ de la commande publique, les marchés publics restant de la compétence du président (délibération n° 2020-C-16 du 18 juillet 2020) et les délégations de services publics à la main du comité syndical.

En application de l'article L. 5211-10 du CGCT, une information sur les attributions déléguées portant sur les achats est assurée à la fin de chaque réunion de la commission d'appel d'offres. Or en pratique, cette information reste partielle puisque l'exécutif ne fait état que des marchés les plus importants par communications au bureau ou lors des assemblées. Sur ce point, la chambre rappelle que cette information exhaustive doit être effectuée en séance plénière et non en commission.

La signature des bons de commande n'est pas une compétence propre du président mais une compétence déléguée par le comité syndical. Sur ce point, la rédaction des arrêtés successifs de délégation de fonctions pris par le président au bénéfice des vice-présidents, en mentionnant à la fin de l'énumération les « compétences déléguées par le comité syndical », manque de précision.

2) Le traitement des pénalités dans les délégations aux agents

Quand le syndicat assure la maîtrise d'œuvre des travaux, la réfaction ou l'exonération des pénalités contractuelles, assimilée à un abandon de recettes, doit être autorisée par une délibération expresse de l'assemblée délibérante.

En outre, l'examen des pièces justificatives du compte 7711 « *Dédits et pénalités perçues* », ainsi que du compte 673 « *Titres annulés sur exercices antérieurs* » pour les exercices 2019, 2020 et 2021 montre une gestion trop peu rigoureuse de ces pénalités par les services, où les délégations de signature ne sont pas toujours respectées. Sont retrouvées, en effet, des annulations et réductions de titres appuyées sur des certificats signés du directeur général, compétent pour intervenir sur la gestion des pénalités comme sur l'émission des titres

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

et mandats, mais également des annulations ou réductions certifiées par des agents des services techniques. Or ces derniers n'ont pas reçu délégation pour émettre des certificats administratifs justifiant auprès du comptable public de la réduction ou de l'annulation de titres, et ne sont pas compétents pour la gestion des pénalités.

c. L'application des règles de passation des marchés

1) Le régime juridique applicable

En tant que personne morale de droit public, le syndicat est un pouvoir adjudicateur au sens de l'article L. 1212-1 1° du code de la commande publique (CCP). Néanmoins, le régime juridique applicable à ses marchés publics est différent lorsque le SIEGE agit en tant qu'entité adjudicatrice, c'est-à-dire quand il exerce son activité d'opérateur de réseau.

Le CCP définit les missions d'opérateurs de réseau dans le domaine de l'énergie comme « la mise à disposition, l'exploitation ou l'alimentation de réseaux fixes destinés à fournir un service au public dans le domaine de la production, du transport ou de la distribution de gaz, de chaleur ou d'électricité », ce qui correspond à certaines missions statutaires du SIEGE.

C'est marché par marché qu'il convient d'analyser si le syndicat agit en tant que pouvoir adjudicateur ou en tant qu'entité adjudicatrice, opérateur de réseau. La détermination du régime juridique applicable est plus délicate pour d'autres marchés, pour lesquels il convient de raisonner activité par activité, et selon que les prestations sont ou non dissociables de celles concourant à la mise à disposition, l'exploitation ou l'alimentation du réseau.

Or il apparaît, à l'examen des documents et procédures internes, comme le guide de la commande publique, ainsi que dans l'analyse de la conduite des procédures mises en œuvre, que le syndicat se présente toujours comme pouvoir adjudicateur dans ses avis de marché et non comme entité adjudicatrice quand tel est le cas.

Ainsi, en 2015, 2019 et 2023 ont été conclus deux accords-cadres. Le premier dit « DPEX » s'inscrit pleinement dans le cadre de l'activité d'opérateur de réseau du syndicat.

Le second dit « DPEP » mêle en revanche aux travaux sur le réseau, des interventions sur l'éclairage public et l'enfouissement des réseaux de télécommunication, qui ne font pas partie *stricto sensu* de l'activité des opérateurs de réseau dans le domaine de l'énergie telles que définie par le CCP. Il s'agit donc d'un marché mixte au sens de l'article L. 2000-05 du CCP, mais l'objet principal du marché reste l'intervention sur le réseau de distribution de l'énergie, activité d'opérateur de réseau du SIEGE.

Dans ces conditions, les deux marchés auraient dû être passés par le SIEGE en tant qu'entité adjudicatrice, ouvrant notamment la possibilité de recourir pour leur passation à la procédure négociée.

Sur ce point, le SIEGE estime qu'il lui serait néanmoins loisible de choisir d'appliquer une procédure plus restrictive.

Pour sa part, la chambre constate que la méconnaissance des prérogatives conférées par la loi pour les marchés sur ses activités de réseau prive juridiquement le syndicat de certains leviers, pouvant porter atteinte à ses intérêts, notamment par le libre recours à la procédure négociée (Cf. *infra*).

Afin d'améliorer la performance de ses achats et de faire valoir au mieux ses intérêts, le syndicat est invité à tirer parti de sa qualité d'entité adjudicatrice pour les procédures qui concernent son activité d'opérateur de réseau.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2) La passation en tant que pouvoir adjudicateur des deux principaux accords-cadres de travaux de réseaux en 2018 et 2019

Pour la mise en œuvre de son activité d'opérateur de réseaux, le SIEGE, qui assure en régie la maîtrise d'œuvre, s'appuie principalement sur les deux accords-cadres précités, passés pour un an renouvelable trois fois par appel d'offres ouvert. Ces accords-cadres qui ne comportaient pas de minimum, ni de maximum ont été entachés d'irrégularités lors de leur passation en 2018-2019.

- Le rejet non justifié d'offres « inacceptables »

En premier lieu, alors que le prix était affecté d'une pondération de 80 %, contre 20 % pour la valeur technique, toutes les offres ont été rejetées pour 11 lots sur les 15 du marché DPEP, et pour 11 lots sur 15 du marché DPEX. Dans les deux cas, la même justification est donnée dans le rapport de présentation : les offres sont jugées inacceptables au regard des attentes de la personne publique, « *notamment des conditions financières* ».

Une offre inacceptable est une offre qui ne peut pas être financée, dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché. Il faut donc que l'acheteur soit en mesure de démontrer qu'il ne disposait pas des crédits suffisants pour financer l'offre (article L. 2152-3 du code de la commande publique).

Or, dans les deux marchés précités, ni le procès-verbal de jugement, ni le rapport d'analyse des offres ne motivent précisément la décision d'infructuosité, ni le caractère inacceptable de l'ensemble des offres présentées par les candidats pour ces lots. Au contraire, les offres ont été examinées et classées pour l'ensemble des lots dans les rapports d'analyse des offres, lesquels ne mentionnent pas leur caractère inacceptable. Dès lors, le rejet de ces offres apparaît non motivé et donc irrégulier.

Lorsqu'après un appel d'offres, un lot est déclaré infructueux faute d'offres régulières ou acceptables, le marché peut être relancé selon la procédure avec négociation (article R. 2124-3 6°). Le SIEGE a relancé une procédure avec négociation pour les lots qui n'avaient pas été attribués. Les soumissionnaires ont été les mêmes que pour l'appel d'offres, à l'exception des entreprises déjà attributaires, qui n'ont pas proposé de nouvelles offres, et d'un nouvel entrant déjà présent pour la procédure DPEX, qui a élargi sa candidature au marché DPEP.

Le lancement d'une procédure avec négociation dès le premier avis d'appel public à la concurrence, ainsi que le permettait la qualité d'entité adjudicatrice du syndicat (Cf. *supra*), aurait permis d'éviter, pour ces deux marchés, une nouvelle procédure coûteuse, ainsi que l'écueil de la déclaration d'infructuosité insuffisamment motivée.

- Des procédures « négociées » sans mise en œuvre d'une négociation formelle

Pour les procédures avec négociation relancées en septembre 2018 pour attribuer les lots infructueux des deux marchés de travaux sur le réseau, toutes les candidatures reçues (sept pour le marché DPEP et cinq pour le marché DPEX) ont été déclarées recevables et les candidats admis à présenter une offre. Cependant, aucune négociation n'apparaît avoir été organisée avec les candidats. Les règlements de la consultation n'en n'ont d'ailleurs pas prévu les modalités, les rapports d'analyse des offres n'en ont pas retracé la tenue et les rapports de présentation établis à l'issue de chaque procédure mentionnent même que toute négociation était interdite.

Or ainsi que le précise l'article R. 2161-17 (pour les pouvoirs adjudicateurs) et l'article R. 2161-23 (pour les entités adjudicatrices) du CCP, l'acheteur négocie avec tous les soumissionnaires leurs offres initiales et ultérieures, à l'exception des offres finales. Il ne peut attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation que s'il a indiqué dans l'avis de marché qu'il se réservait la possibilité de le faire. En l'espèce, les avis de marché et

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

les règlements de la consultation ne prévoyaient pas de modalités de négociation particulières ou la possibilité pour le SIEGE de s'en dispenser pour attribuer les lots.

Les offres ont été estimées satisfaisantes en l'état. Il a été relevé néanmoins que cinq lots sur les onze relancés pour le marché DPEX ont été attribués alors que l'évolution du prix entre l'appel d'offres et le marché négocié n'était que de 2 % pour le soumissionnaire en question, et que le prix d'autres offres, très proches, aurait dû justifier une négociation. Pour quatre lots, l'écart de notes entre les candidats, inférieur à un point (sur 120), aurait dû susciter une action pour les départager. Les évolutions de prix entre l'appel d'offres et le marché négocié pour le marché DPEP sont encore moins significatives, ce qui aurait pu justifier une négociation dans le même but.

En réponse aux observations provisoires, le SIEGE indique avoir constaté que le coût des travaux réalisés en 2018 et 2019 en exécution des marchés en cause était en moyenne inférieur au barème de valorisation des travaux d'ENEDIS.

La chambre observe cependant que les candidats n'ont pas été mis en mesure de présenter leur meilleure offre, ni le SIEGE de rechercher l'offre la plus susceptible de répondre à son besoin au meilleur prix.

En 2022, à la suite de la crise sanitaire et dans un contexte de tension sur les prix et les délais qui, pour le SIEGE, ne permettait pas de discuter les prix, les procédures ont été conduites par appels d'offres, sans déclaration d'infructuosité et sans relance de marchés négociés. La ventilation des critères était, de plus, différente avec un prix à 65 % laissant davantage de place à l'évaluation de la qualité technique et de la performance environnementale. Néanmoins, les rapports d'analyse des offres présentent toujours une motivation insuffisante pour éclairer correctement la commission d'appel d'offres.

d. Les marchés de fournitures et de services

1) Le marché passé en procédure adaptée de fourniture de mobilier de bureau pour l'aménagement de l'extension des locaux

Pour cet accord-cadre à bons de commande alloti, sans minimum et avec un maximum de 200 000 euros, qui comprenait une part d'aménagement au-delà de la seule fourniture de mobilier, la valeur technique, dotée d'une pondération globale de 40 %, était notée sur 100 points au total, avec six sous-critères, de 0 % à 100 %. Au-delà de la rigidité d'une telle notation, le rapport d'analyse des offres ne comprend pas d'autres mentions en regard des notes attribuées pour la valeur technique, qui permettent de justifier la note attribuée. Dans la mesure où une note technique inférieure à la moyenne était éliminatoire, et où plus de la moitié des offres ont ainsi été éliminées sur chaque lot, la motivation de la note technique apparaît insuffisante.

De plus l'application couplée d'une note éliminatoire et d'une échelle de notation rigide pour la valeur technique (de 25 % en 25 %) a conduit à éliminer pour trois lots sur quatre non seulement l'entreprise la moins-disante, mais également plusieurs offres mieux classées que l'attributaire finalement choisi.

Les modalités de notation mises en œuvre ont conduit à neutraliser la pondération des critères et leur application, alors même que la note technique n'était pas justifiée dans le rapport d'analyse des offres, conduisant potentiellement à surpayer la prestation. De plus, la négociation, autorisée dans le règlement de la consultation et qui aurait permis d'affiner les propositions et donc leur analyse, n'apparaît pas avoir été mise en œuvre.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2) L'accord-cadre de prestations intellectuelles pour la réalisation de missions de conseils et accompagnements juridiques

Afin de l'accompagner dans sa prise de participation dans un projet de parc éolien porté par un opérateur privé sur les communes de Romans et Grandvilliers, le SIEGE a fait appel à un cabinet d'avocats à l'issue d'une procédure adaptée. En dépit de son montant modique (maximum de 20 000 euros sur 2019-2020, avant prolongation jusqu'au 31 décembre 2022), cet accompagnement revêtait un caractère sensible dans la mesure où la participation du syndicat à ce projet pouvait atteindre plus de 400 000 euros (15 % du capital de la SAS créée avec l'opérateur privé). Néanmoins, alors que le montant du marché aurait pu justifier une procédure d'attribution très souple, le SIEGE a privilégié un formalisme trop rigide, centré autour du seul critère du prix.

L'article R. 2152-7 du code de la commande publique prévoit que l'acheteur peut se fonder sur le critère unique du prix pour attribuer le contrat, dans la mesure où le marché a pour seul objet l'achat de fournitures ou de services standardisés dont la qualité est insusceptible de variation d'un opérateur à l'autre. S'agissant d'un marché pour lequel le prix n'était pas susceptible d'entamer les finances du syndicat mais au regard des enjeux qu'il sous-tendait pour le syndicat, le SIEGE aurait été fondé à ne pas s'interdire d'examiner la qualité des offres au-delà de leur seul prix.

3) La mise en concurrence

Les dépenses de marchés passés sans publicité ni mise en concurrence seraient, selon le SIEGE, justifiées par des nécessités de continuité technique. Si l'achat de matériels techniquement ou esthétiquement identiques pour la poursuite des équipements d'éclairage public peut être admis, le SIEGE pourrait néanmoins étudier les modalités par lesquelles il serait possible de regrouper ces achats qui restent juridiquement fragiles au sein de contrats pluriannuels, techniquement allotis, qui garantissent les approvisionnements en fonction des besoins.

Enfin, le SIEGE se fournit depuis plusieurs années auprès de la société « chèques déjeuners -UP » en titres-restaurant. Or ces achats, qui ont représenté 356 000 euros entre 2018 et 2022, n'ont donné lieu à aucune procédure de mise en concurrence.

Il appartient au syndicat de mettre en œuvre une procédure de publicité et de mise en concurrence adaptée des marchés publics de services en fonction du montant des besoins recensés, notamment en matière de titres-restaurant.

III. DES FINANCES TOURNEES VERS L'INVESTISSEMENT

A. La qualité de l'information financière

1. Le plan de comptes

a. L'usage erroné de la catégorie démographique

Le plan de comptes prévu dans la circulaire du 10 juin 2016 portant récapitulation des nomenclatures budgétaires et comptables applicables aux collectivités et à divers établissements publics locaux dépend, pour l'ensemble des syndicats, du total de la population légale telle que définie par l'article R. 2151-2 du CGCT. Ce renseignement figure dans le compte de gestion et sert de fondement aux obligations comptables. Pour le SIEGE, est indiquée une population de 619 434 habitants pour l'année 2021, c'est-à-dire celui de la population de l'Eure.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Or le SIEGE applique le plan de comptes simplifié pour les communes entre 500 et 3 500 habitants, ce qui apparaît erroné. Il aurait dû utiliser le plan de comptes M14 développée pour les entités de plus de 100 000 habitants. La principale conséquence porte sur le rattachement des charges et des produits de fonctionnement, qui n'est pas mise en œuvre par le syndicat. On relèvera parmi d'autres anomalies qui en découlent que l'annexe des comptes portant sur la liste des concours attribués à l'établissement public n'est pas présentée.

Lors de l'instruction, le SIEGE a indiqué que le passage obligatoire à la nomenclature M57 dès 2024 appellerait de toute manière à modifier ce seuil.

2. Les conséquences du maintien en SIVU appelées à évoluer

En vertu de son statut de SIVU, le SIEGE présente son budget par nature uniquement. Si l'on s'en tient à ce statut actuel, sur lequel la chambre a formulé plus haut une observation, l'article R. 5212-1-1 prévoit en effet que « *le budget du syndicat à vocation unique est voté par nature, sans présentation fonctionnelle* ».

La régularisation souhaitée aurait un impact sur la nomenclature comptable utilisée. La transformation en SIVOM emporterait une première modification de la présentation, comme le confirme la circulaire du 10 juin 2016 précitée. La codification fonctionnelle applicable serait par conséquent celle qui s'applique à la catégorie de communes dont la population est la plus importante (article R. 5211-14 du CGCT). Dans le cas présent, la commune la plus importante en population est la commune d'Evreux, avec une population de 46 349 habitants en 2019.

3. La comptabilité d'engagement

Selon l'article L. 2342-2 du CGCT, les communes et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) doivent tenir une comptabilité d'engagement. L'arrêté du 26 avril 1996 pris pour l'application des articles L. 2342-2, L. 3341-1 et L. 4341-1 du CGCT précise dans son article 2 que « *la comptabilité des dépenses engagées concerne l'ensemble des crédits votés de l'exercice ; elle est tenue au minimum au niveau de vote des crédits budgétaires déterminé par l'assemblée délibérante.* » Les précédents contrôles de la chambre avaient déjà souligné les insuffisances du SIEGE en matière de comptabilité d'engagement.

Si la comptabilisation des restes à réaliser en investissement n'appelle pas de remarque, le SIEGE tient une comptabilité d'engagement seulement partielle, qui ne porte que sur les recettes et les dépenses d'investissement relatives aux opérations de travaux. Ainsi, à l'instar de l'ensemble des dépenses de fonctionnement, les dépenses d'investissement de petit matériel, par exemple le matériel informatique, notamment les marchés de service de ménage et d'entretien des véhicules, ne sont pas comptabilisées dès leur engagement.

Hormis les travaux sur les réseaux et l'éclairage public, assurés par son logiciel comptable, la chaîne de l'engagement n'apparaît donc pas satisfaisante.

La chambre rappelle au SIEGE ses obligations de bonne tenue comptable des engagements pris.

4. Le cadre imparfait du budget annexe

Par délibération du 6 décembre 2019, le comité syndical a décidé la création d'un budget annexe de service public industriel et commercial – SPIC (appelé improprement autonome) soumis à l'instruction M4, intitulé « *production d'énergies renouvelables* » à compter de l'exercice 2020. Il est destiné à retracer l'ensemble des opérations liées à

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

l'installation et à l'exploitation de panneaux photovoltaïques sur les toits de bâtiments publics, sur demande des communes.

Ce budget annexe ne retrace pas toutes les opérations menées pour l'installation et l'exploitation de ces dispositifs de production d'énergie. En effet, certaines opérations (une douzaine d'opérations terminées, en cours ou à venir) figurent toujours dans le patrimoine sur des comptes du budget principal, sur lequel sont également comptabilisés les restes à réaliser. De plus, l'intégration dans les comptes d'immobilisation définitive n'est pas faite. Les installations du SPIC ne sont par conséquent pas encore amorties à la fin de l'exercice 2022, ce qui génère une perte pour le budget annexe. Le SIEGE a cependant indiqué qu'un inventaire était en cours d'établissement pour rétablir les comptes respectifs du budget annexe et du budget principal en vue du passage au plan de comptes M57, et qu'à cette occasion, les durées d'amortissement seraient délibérées.

Enfin, le SIEGE n'a pas estimé nécessaire d'inclure dans le budget annexe une autre activité générant des recettes, l'exploitation des bornes et stations de recharge pour laquelle une régie de recettes a été créée. Le SIEGE considère en effet que l'exploitation des bornes et stations de recharge serait un service public administratif, par assimilation contestable au stationnement. Or le service ne consiste pas seulement à occuper le domaine public mais aussi à fournir de l'énergie immédiate. Dès lors, ces installations pourraient être intégrées au budget annexe, dans un souci de cohérence, notamment d'application de la taxe sur la valeur ajoutée sur l'électricité vendue.

5. Présentation de l'équilibre du budget

En 2022, le budget présente un projet d'emprunt à hauteur de 6,5 millions d'euros (8 millions dans le budget pour 2023) qui n'a pas été réalisé. L'administration indique que cet affichage d'un emprunt « fictif » pour couvrir les besoins affichés d'investissement résulte du vote du budget dès le mois de novembre. Techniquement, cette présentation pourrait être évitée pour des raisons de transparence de l'information prévisionnelle, en mettant en œuvre préférentiellement une évaluation anticipée des résultats de l'exercice antérieur.

B. Tenue et fiabilité des comptes

a. Les amortissements

L'établissement public a mis en place une procédure d'enregistrement des immobilisations à l'actif qui se réfère à l'instruction du plan de comptes M14. Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire, avec des durées d'amortissement fixées selon la délibération du comité syndical datée du 11 juin 2009 et conformes à celles préconisées par le plan de comptes. L'amortissement des bâtiments selon le plan de comptes M57 sera à prévoir.

L'inventaire des biens propres non concédés correspond globalement à l'état comptable, avec quelques faibles erreurs d'enregistrement.

b. La mauvaise imputation des biens concédés

L'instruction M14 prévoit que les biens concédés à Enedis doivent faire l'objet d'un enregistrement au compte 241 « immobilisations mises en concession ou en affermage », à leur valeur brute et sans application d'amortissement en vertu de l'article R. 2321-1 du CGCT.

Les biens concédés par le SIEGE sont inscrits dans sa comptabilité au compte 21534, sans application d'amortissements, alors qu'Enedis fait également figurer ces biens à son actif immobilisé. La comptabilisation d'un même bien, sous le même compte d'imputation, dans les bilans distincts de deux entités est contraire aux normes comptables.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

La valeur brute des biens concédés enregistrée dans les comptes du SIEGE et les comptes d'Enedis présente, au surplus, un écart significatif. Le SIEGE explique cette différence par des opérations additionnelles qu'Enedis effectuerait sur les biens concédés, ce qui augmenterait leur valeur.

c. L'apurement des comptes 23

Le compte 2315, qui correspond aux opérations de travaux sur le réseau, est régulièrement apuré, sauf pour l'exercice 2020. En revanche, il n'y a pas d'apurement pour le compte 2313, dont le solde en sortie d'exercice est passé de 6 480 euros à 2 062 772 euros, correspondant à l'extension des locaux du SIEGE.

Quand bien même ces biens ne sont pas amortissables, le réseau étant concédé, il convient d'apurer régulièrement ces comptes d'attente.

d. Les provisions

Le compte 1511 enregistre les provisions destinées à couvrir la sortie de ressources probable résultant des litiges (dommages et intérêts, indemnités, frais de procès). Le SIEGE a été impliqué dans deux contentieux, dont les jugements définitifs ont été rendus en 2019. Dans les deux cas, les plaignants ont été déboutés. Le SIEGE n'avait cependant pas constitué de provision pour ces contentieux, ce qui aurait été nécessaire dans un souci de prudence comptable.

e. Le maniement de valeurs

Si la comptabilité matérielle des carnets de titres-restaurant est tenue sur un simple tableur, aucune comptabilité de ces valeurs inactives n'est retracée dans le compte de gestion, ce qui ne garantit pas la fiabilité de la conservation de ces titres. Les achats ont représenté sur quatre exercices, de 2018 à 2021, plus de 280 000 euros. Le SIEGE est invité à revoir avec le comptable public la comptabilisation correcte des titres-restaurant, y compris l'imputation des flux financiers, dans le cadre des évolutions apportées par la M57.

De surcroît, le SIEGE doit créer une régie d'avances et de recettes, dans la mesure où les titres-restaurants ont une valeur faciale, même quand il n'y a pas d'encaissement direct, les sommes dues par l'agent étant en l'espèce précomptées sur le traitement.

C. Examen du cycle de fonctionnement

1. Un cycle de fonctionnement qui dégage un autofinancement très important

La situation du cycle de fonctionnement, très particulière, demeure assez similaire à celle observée par la chambre lors des derniers contrôles. Un excédent brut, situé entre 12 et 15 millions, est dégagé chaque exercice, venant abonder une capacité d'autofinancement très importante, qui permet au SIEGE de disposer de marges de manœuvre solides pour son investissement.

2. La part déterminante des produits fiscaux

Les produits fiscaux représentent un peu moins de la moitié des produits de gestion. La principale masse financière correspond à la taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE), qui dépasse les 12 millions d'euros. Nets des restitutions, ces produits se situent entre 9,5 et 10 millions, soit 47 % des produits en 2021 et 54 % des produits en 2022.

L'autre partie correspond aux ressources d'exploitation, qui varient assez fortement (représentant une part de 30 % en 2021, mais de 24 % en 2020 et seulement de

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

17 % en 2019). Les ressources institutionnelles, autour de 20 % en fin de période, correspondent aux participations des communes.

a. La taxe sur la consommation finale d'électricité

En vertu de l'article L. 5212-24 du CGCT, la TCFE était perçue, jusqu'au 31 décembre 2022, par le syndicat, pour les communes de moins de 2 000 habitants (ou bien si elle était perçue au 31 décembre 2010) et peut l'être pour les autres communes de moins de 2 000 habitants (sur délibérations concordantes). La loi de finances pour 2021 en a confié la perception à la direction générale des finances publiques, sur le fondement d'un taux désormais unique.

Le SIEGE a adopté dans sa délibération du 30 mai 2015 le taux maximal possible, à 8,50, appliqué durant toute la période sous revue. Il percevait trimestriellement, par l'intermédiaire des fournisseurs, la taxe pour les communes « C », les villes urbaines « B » et les villes « A » qui ont fait ce choix, soit 578 communes de l'Eure sur 585.

b. Les ressources institutionnelles

Les ressources institutionnelles perçues correspondent aux participations des communes, pour 4,5 millions d'euros en 2021. Il s'agit principalement des contributions au titre de la maintenance de l'éclairage public (soit une contribution de 30 % aux travaux) ou de la fourniture d'énergie dans ce même cadre.

On relève, dans les dépenses d'investissement, des créances immobilisées figurant pour 1,060 million d'euros en 2021. Ce point avait fait l'objet d'une remarque de la chambre dans son précédent rapport : jusqu'en 2010, le SIEGE proposait aux communes une option pour le paiement de leur contribution aux travaux sous la forme d'annuités, en contrepartie d'une contribution majorée. Ce dispositif a été supprimé par le comité syndical du 5 juin 2010. Toutefois, son extinction complète ne serait pleinement effective qu'au terme du versement des dernières annuités versées, soit en 2025. Ainsi, le syndicat y a mis un terme anticipé en proposant aux communes de rembourser la dette restant à percevoir.

c. Les ressources d'exploitation

Les ressources d'exploitation sont, pour leur quasi-totalité, les redevances versées par les concessionnaires, soit 6,2 millions en 2021 sur 6,5 millions au total. Enedis, GRDF, Gedia et Antargaz ont ainsi contribué en 2021.

En 2021, la part dite d'investissement (« R2 ») de la redevance d'Enedis a représenté une très large part de la somme, avec 4,76 millions d'euros, ainsi que la part de redevance de fonctionnement (« R1 »), avec 1,07 million d'euros. La part « R2 » n'avait représenté que 2,5 millions en 2020 et 1,5 million en 2019, ce qui explique pour l'essentiel les variations totales des ressources d'exploitation. Toutefois, cette ressource est amenée à devenir moins erratique à l'avenir, puisque la nouvelle convention de concession en a modifié le mode de calcul (Cf. *infra*) afin de la lisser entre les exercices, avec une prise d'effet à partir de l'année 2022.

Parmi les concessionnaires de gaz, GRDF, avec un versement de 420 000 euros, est très largement majoritaire, mais les montants en cause restent limités.

3. Des charges de fonctionnement qui correspondent à une administration resserrée

Une proportion stable de 57 % des charges de gestion sont des charges à caractère général (en augmentation en valeur absolue de 800 000 euros sur la période, pour

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

atteindre 3,5 millions en 2022) et autour de 40 % pour le personnel (en augmentation absolue de 580 000 euros, à 2,4 millions en 2022, soit un taux de variation de 31 %).

Les dépenses d'énergie sont maîtrisées entre 2019 et 2021, en baisse de près de 9 %, pour atteindre 1 568 133 euros en 2021. Ce poste de dépense, qui correspond principalement à l'acquittement des factures d'électricité pour l'éclairage public, a pu bénéficier de tarifs attractifs dans le cadre du groupement d'achats et d'efforts conjoints de matériels moins consommateurs d'énergie. Elles remontent cependant à 1 774 821 euros en 2022.

Les achats de biens qui s'intègrent dans les cycles de production (compte 605 - matériels, équipements et travaux) ne sont pas inclus dans les charges de gestion. Ils augmentent de près de 920 000 euros sur la période en prenant en compte l'exercice 2022, d'abord en raison de l'augmentation du volume des opérations concernées, puis depuis 2021, avec un effet des coûts plus important. Il convient de retrancher enfin les reversements conventionnels de fiscalité, évoqués précédemment, qui représentent 2,5 M€ en 2021. Ils sont stables sur la période, correspondant à l'évolution des produits de la TCFE.

4. Le budget annexe, abondé par le budget principal

Par délibération du 10 juillet 2020, le comité syndical a créé le budget annexe, limité pour l'heure à l'abondement de la section d'investissement depuis le budget principal à hauteur de 2 millions d'euros, afin de permettre le financement des investissements liés à la pose des équipements sur les bâtiments municipaux. La perception des premières recettes est prévue pour l'exercice 2023.

D. Un financement de l'investissement désormais sous contrainte

La chambre avait précédemment relevé la présence d'importants excédents : en l'absence d'endettement, la capacité d'autofinancement, les subventions et le FCTVA suffisaient alors à couvrir les dépenses d'équipement. Cette situation a évolué.

1. Sources de financement

Lors de chaque exercice budgétaire, le comité syndical affecte l'excédent de fonctionnement capitalisé à la couverture du besoin de financement de l'investissement, au compte 1068. Le financement propre s'appuie ainsi, pour 40 %, sur la capacité d'autofinancement (CAF) nette, la principale source demeurant les subventions d'investissement, pour 53 %. A l'exception de 2022, le fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) ne représente qu'entre 1 et 1,4 million (entre 4 et 6 % du total).

Ces subventions s'élevaient à près de 14 millions en 2022. Les « autres subventions d'équipement non transférables » en représentaient la moitié environ, avec 7,75 millions d'euros.

Ces ressources incluent notamment le « fonds d'amortissement des charges d'électrification » (FACé), qui sert à assurer le financement de l'électrification rurale. Les opérations éligibles à ce fonds comprennent, selon l'article L. 2224-31 du CGCT, « le programme principal » portant sur des travaux de toutes natures sur le réseau et le « programme spécial », qui comprend notamment la production décentralisée d'électricité renouvelable en site isolé, la maîtrise de la demande d'électricité ou des opérations de transition énergétique (3 millions d'euros en 2021).

L'autre principale source de recettes est issue des participations des communes dans le compte 13248 « subventions non transférables - autres communes », pour 5,4 millions d'euros en 2021.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2. Un besoin de financement non couvert par les ressources propres

a. Le prélèvement sur le fonds de roulement

On relève que les ressources propres, la CAF augmentée du FCTVA et des subventions d'investissement, ne couvrent plus les dépenses d'équipement, qui augmentent continûment (à l'exception de 2020), passant de 26,9 millions en 2018 à 34,2 millions en 2022.

Le besoin de financement, qui existe depuis 2019 et atteint 6,4 millions en 2022, est couvert par un prélèvement annuel sur le fonds de roulement, lequel diminue fortement sur la période sous revue, passant de 39,4 à 13,5 millions.

L'ampleur excessive de ce fonds de roulement en début de période a justifié ce recours. En arrivant désormais au bout de ce cycle de prélèvement (dès 2024 si le syndicat maintenait le rythme actuel), le besoin de financement devrait alors être couvert par une autre ressource pour maintenir l'effort d'investissement.

La définition d'une stratégie globale et institutionnelle qui guide et hiérarchise les choix d'investissements, au-delà des différents documents sectoriels, serait utile dans cette perspective.

b. L'absence d'emprunt

Aucun emprunt n'a été souscrit durant la période, ni aucune ligne de trésorerie. Le SIEGE n'envisage pas de recourir à l'endettement pour les années à venir, ce qui confirme la nécessité d'accroître ses ressources propres.

E. L'investissement du SIEGE

1. L'effort d'équipement

Les dépenses d'investissement augmentent de près de 7,5 millions d'euros sur la période sous revue.

Il est souligné que les rapports d'activité annuels, qui entendent présenter une ventilation des dépenses d'équipement par nature de travaux, contiennent des éléments chiffrés très incomplets. Ils ne réunissent en réalité (sauf en 2020) qu'entre la moitié et les deux tiers des dépenses totales d'équipement, par exemple 24,5 millions d'euros seulement en 2022 contre 34,2 mandatés. Le SIEGE devra veiller à délivrer des données complètes et exactes dans son rapport d'activité.

En revanche, les éléments produits par le syndicat portant sur la déclinaison par nature de communes semblent cohérents avec les comptes : soit environ 24 millions d'euros pour l'entretien et l'extension des réseaux en 2021 (soit un montant éloigné des 16,7 millions figurant dans les rapports d'activité). Ces éléments sont également concordants avec les supports présentés lors des conférences départementales annuelles dites « loi NOME » (loi du 7 décembre 2010) pour 2021.

Ces recoupements conduisent à constater principalement la part tout à fait prédominante des travaux sur le réseau électrique dans les investissements du SIEGE, environ 24 M€ sur 33 M€ en 2021. L'éclairage public représente environ 7 millions d'euros et les travaux de télécommunication dépassent les 2 millions d'euros.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2. L'exécution budgétaire en investissement

L'exécution en investissement, calculée à partir de la totalité des dépenses inscrites dans les comptes, a été insuffisante sur la période, avec une moyenne de 59 % de consommation des crédits durant les exercices 2018 à 2020. Les taux élevés de 86 % pour l'année 2021 et même de 95 % en 2022 sont exceptionnels, en raison d'un « rattrapage » d'opérations après la crise sanitaire, mais également le fait de prévisions plus raisonnables.

Si le syndicat évalue de manière globalement prudente ses recettes, les subventions versées par les communes sont surévaluées d'environ un million d'euros chaque année dans les budgets votés, car calculées au *prorata* de la programmation théorique des investissements, non réalisés pour moitié. Dans le compte 13248, ces « subventions non transférables autres communes » atteignent 5,4 millions d'euros en 2021 sur 6,6 millions d'euros de crédits ouverts, 4 millions en 2020 sur 5 millions, et 4,6 millions en 2019, sur 6 millions. En 2022, en revanche, les produits perçus ont dépassé les prévisions de 1,2 million d'euros.

3. La programmation interne au syndicat

Le syndicat n'a pas de schéma directeur pour ses propres investissements. Il différencie sa programmation en fonction du statut des communes évoqué *infra*, dites « villes A » et « villes B » (urbaines) et « communes C » (rurales), issues de la classification au regard du régime d'électrification rurale. Seules les « villes B » bénéficient d'une programmation triennale des investissements formalisée puis délibérée devant le bureau et le comité syndical.

Sur 12 M€ prévus de 2018 à 2020, le document de suivi du syndicat fait état de 8 millions mandatés. Cette programmation est, en outre, glissante entre exercices mais aussi entre programmations, avec un report d'une partie des enveloppes de la programmation précédente. Ainsi, avec le reliquat de la programmation 2018 à 2020, la programmation de 2021 à 2023 porte sur un total de 10,7 millions.

Les « communes C », en revanche, font l'objet chaque année d'une programmation seulement annuelle. La plus grande partie des investissements échappent ainsi à la pluriannualité (moins de 9 % des investissements effectivement mandatés).

Si certains investissements relèvent naturellement des interventions curatives, tel n'est pas le cas pour une large partie des opérations de travaux, telles celles de la résorption des linéaires de « fils nus », par exemple. Le SIEGE pourrait développer l'ampleur de cette dimension de pluriannualité interne, présentée au comité syndical et définie sur un rythme au moins trisannuel, à l'instar de celle existant pour les communes B.

4. Les limites des prévisions

Les prévisions s'appuient sur le dossier annuel dit de « criblage », transmis par l'opérateur Enedis. Les propositions de travaux sont établies prioritairement en fonction des anomalies recensées, tronçon par tronçon, dans la distribution de l'électricité au consommateur final et sur les postes de transformation.

La programmation est ensuite proposée en réunions intercommunales et classées selon leur caractère prioritaire. La déclinaison territoriale par EPCI et par commune relève ainsi d'une dimension d'arbitrage politique importante, dans une logique qui est aussi celle d'une répartition territoriale.

En outre, il apparaît au regard des échanges avec le SIEGE que cette situation traduit une conception des programmations qui repose sur une logique proche d'une forme d'enveloppes sur un plafond de crédits, que chaque commune peut décider d'atteindre ou non.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Ainsi, les montants prévus sont logiquement supérieurs aux réalisations, puisque ce sont les communes qui actionnent les interventions. La nécessaire prise en compte des demandes communales, dans une logique de coordination, doit s'articuler avec des décisions certaines d'investissement, qui appartiennent aux seules instances syndicales.

La mise en œuvre d'une procédure d'autorisations de programme et de crédits de paiement (AP et CP) impliquerait de s'inscrire dans une logique de réalisation prévisionnelle ferme et définitive, qui semble plus conforme au pouvoir de décision qui appartient au SIEGE. Le recours à cette pratique avait été engagé il y a plusieurs années, puis abandonné.

Le faible niveau de prise en compte de la pluriannualité, évoqué précédemment, plaide pour la mise en place de ce dispositif exigeant mais qui répondrait aux enjeux soulevés par le volume important des dépenses d'équipement réalisées par le SIEGE. La chambre relève en outre qu'elle est mise en œuvre dans d'autres syndicats d'énergie de la région.

5. La question des coûts d'enfouissement des réseaux de télécommunications

Le SIEGE assure la maîtrise d'ouvrage dans le champ des télécommunications, en vertu de l'article L. 2224-36 du CGCT, qui dispose : « *accessoirement à cette compétence, dans le cadre d'une même opération et en complément à la réalisation de travaux relatifs aux réseaux de distribution électrique, la maîtrise d'ouvrage et l'entretien d'infrastructures de génie civil destinées au passage de réseaux de communications électroniques, incluant les fourreaux et les chambres de tirage* ». Une répartition des coûts doit dès lors intervenir.

L'article L. 2224-35 du CGCT prévoit la conclusion d'une convention de répartition des coûts avec l'opérateur de télécommunications électroniques « *autorisé par une collectivité territoriale, par un établissement public de coopération compétent pour la distribution publique d'électricité, ou par un gestionnaire de réseau public de distribution d'électricité (…)* ».

Le syndicat a, par conséquent, conclu le 4 mai 2005 une convention avec la société France Télécom, devenue Orange, sans limite de durée. Deux avenants ont été conclus, le premier en 2010 et le second en 2013 (ce dernier portant sur le régime de propriété des installations et le détail des fournitures). La répartition y est posée par nature d'opération, le SIEGE prenant en charge le génie civil et le creusement des tranchées. France Télécom (Orange) prend en charge les esquisses de l'avant-projet, les matériels d'installation des communications électroniques et les dépenses de câblage dans leur totalité (études, travaux). La convention indique que « *les principes de répartitions financières sont basés sur un taux d'appui commun de 50 %* ».

Aucun mouvement financier n'est relevé entre l'autorité concédante et Orange ; seule une prestation en nature et en industrie existe. Aucune évaluation n'est effectuée de ces coûts globaux et, *a fortiori*, de leur déclinaison respective. On relève d'ailleurs que le compte 605, qui retrace, selon le syndicat, les seules dépenses de travaux effectuées en coordination sur les réseaux de télécommunication, augmente de 920 000 euros sur la période sous un double effet de volume et de prix selon le SIEGE. La chambre recommande au syndicat d'évaluer cette répartition des coûts et les causes de ces évolutions.

F. L'enjeu majeur du suivi de l'investissement du concessionnaire du réseau électrique

L'importance des volumes financiers des investissements sur le réseau d'électricité concédé sous maîtrise d'ouvrage d'Enedis implique un suivi particulier, qui dépasse le simple contrôle de la concession, tout en s'articulant avec cette dimension, puisqu'un schéma directeur et une programmation y sont dorénavant associés.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

1. Les principes de répartition de la maîtrise d'ouvrage des réseaux électriques

L'article L. 2224-31 du CGCT prévoit « qu'en application des dispositions du quatrième alinéa de l'article 36 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 précitée, les collectivités et établissements précités peuvent assurer la maîtrise d'ouvrage des travaux de développement des réseaux publics de distribution d'électricité et de gaz ». La combinaison du septième alinéa du I de l'article L. 2224-31 du CGCT et de l'article L. 322-8 du code de l'énergie conduit à une maîtrise d'ouvrage des travaux qui est partagée entre l'autorité concédante et le gestionnaire du réseau. L'article 7 de la convention-cadre de concession établie au plan national rappelle ces dispositions, qui dépendent du régime d'électrification rurale. Parmi les options ouvertes, le choix du SIEGE a été de maintenir le statu quo.

Cette répartition repose essentiellement sur la classification des communes correspondant au régime d'électrification rurale. Le SIEGE conserve les travaux dans les communes C, rurales, à l'exception des branchements. Enedis intervient en zones urbaines A et B, à l'exception de tout ou partie de l'effacement des réseaux. Des divergences d'interprétation peuvent néanmoins exister, le compte rendu du comité de suivi de la concession de septembre 2021 indiquant qu'il convient de « *clarifier les écarts d'interprétation sur la maîtrise d'ouvrage respective de branchements, sur le raccordement d'armoires électriques* ».

2. L'effort d'investissement du concessionnaire

Enedis investit un montant qui varie, selon les exercices, entre 27 et 33 millions d'euros. Les dépenses de raccordement augmentent de manière continue, s'approchant du volume des dépenses de performance, qui demeurent le premier poste de manière nette (sauf en 2019).

Tableau n° 2 : Investissements du concessionnaire Enedis

en millions	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**
dont performance	15,3	9,2	15,1	17,7	13,5
dont raccordements	7,7	9,3	8,3	10,3	12,1
dont compteurs communicants (« Linky »)	6,5	8	6	5,4	2,4
dont exigences réglementaires	3,3	3,1	3,3	4,6	4,3
dont logistique	0,3	0,6	0,4	0,3	0,2
Total	**26 706**	**30 278**	**26 815**	**32 929**	**30 336**

Source : CRC, d'après les CRAC et rapports NOME

Le déploiement des compteurs communicants « Linky » est passé de 31 % en 2018 à 90 % en 2022. Ce poste de dépense (un quart du total en 2018) est donc amené à s'éteindre.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

3. Le choix d'une pluriannualité ciblée pour le concessionnaire d'électricité

Les investissements du gestionnaire du réseau d'électricité sont programmés et évalués dans le cadre de la nouvelle convention de concession.

Un document dénommé « plan pluriannuel d'investissement » (PPI), courant de 2021 à 2025, permet à l'autorité organisatrice d'influer sur les priorités d'investissement du concessionnaire. Il s'agit cependant d'un objectif global pluriannuel, à terme, sans déclinaison précise par exercice, le terme de PPI apparaissant donc impropre.

Dans le suivi financier de la période 2021-2023, le montant actualisé des investissements réalisés par Enedis, en mai 2023, atteint, avec 15,3 millions d'euros cumulés, 56 % de la réalisation financière totale, soit une légère avance calendaire. Cependant, la déclinaison par type de travaux est très inégale puisque si le renouvellement des câbles moyenne tension (HTA, catégorie des « câbles papier imprégnés ») souterrains se situe déjà à 130 % de l'objectif total, le renforcement du réseau basse tension (BT) n'en a atteint que 25 %.

Le montant de ce PPI, de 27 millions d'euros sur cinq ans (soit 5,5 millions par an environ), ne représente qu'une petite partie des investissements totaux d'Enedis sur ce réseau, qui a atteint en 2021 33 millions, dont 17,6 millions pour la « performance du réseau ». Ces autres travaux portent essentiellement sur la « prolongation de durée de vie des ouvrages », mais aussi sur les extensions en milieu urbain. L'objectif est donc ici de porter un effort du concessionnaire sur des points critiques d'amélioration du réseau, de manière prioritaire.

Un pilotage territorial plus fin pourrait sans doute être envisagé. En effet, dans la synthèse pour la conférence départementale qui s'est tenue en 2022, la zone Ouest apparaît comme prioritaire (avec une diminution attendue du critère B en HTA et une réduction des incidents en BT – voir les définitions techniques *infra*). Pourtant en 2021, les investissements d'Enedis y sont les plus faibles : 5,4 millions d'euros dans la zone Ouest contre 8,2 millions dans la zone Seine et 7,9 millions dans la Zone Sud et Nord-Ouest.

Le SIEGE entend aussi être vigilant sur les investissements relatifs à la prolongation de la durée de vie, pour vérifier leur efficacité et leur fiabilité. Une coordination plus large sur les « territoires à enjeux » est évoquée.

4. Une vision consolidée des investissements réalisés dans le réseau d'électricité, avec une planification bisannuelle

Les programmes prévisionnels présentés dans les conférences départementales prévues par l'article L. 2224-31 du CGCT, dite « *loi NOME* » (Cf. *supra*) mettent en regard, sur deux exercices, les investissements respectifs de l'AODE et du concessionnaire sur le réseau et leur prévision à deux ans. Cette vision consolidée et anticipée permet de renforcer la coordination sur les enjeux d'investissement majeurs.

IV. UNE STRATEGIE QUI CONCILIE DIFFERENTS OBJECTIFS

Le SIEGE ne dispose pas d'un document stratégique global qui formalise les grandes orientations de l'exercice de ses missions, notamment la trajectoire des investissements projetés. La chambre recommande au syndicat de mener cette réflexion, d'autant que celle évoquée sur le financement conduira à l'établissement de priorités.

L'évaluation de la performance du réseau d'électricité, qui conserve une place prépondérante dans les investissements, et le soutien aux énergies renouvelables, l'une des missions optionnelles dont l'ampleur est encore réduite mais en plein essor, seront examinés

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

comme illustrations des contraintes et des évolutions. Les opérations portant sur l'éclairage public et sur les télécommunications ne seront pas détaillées, mais elles constituent de fait la clé d'une équation contrainte par les autres natures de dépenses.

A. L'évaluation de l'investissement dans le réseau électrique par la comparaison des performances

Pour engager une évaluation du réseau concédé, la méthode a consisté, non seulement à examiner l'évolution dans le temps, mais également à effectuer des comparaisons avec des données nationales publiques, établies par Enedis.

Lorsque les données étaient suffisamment précises, un échantillon de dix départements comparables à la fois en superficie et en population a été constitué.

1. Analyse des caractéristiques du réseau concédé par le SIEGE

a. Les parties aériennes et à fils nus, sources de fragilité

En 2022, le réseau concédé par le SIEGE compte un total de 16 469 kilomètres, en augmentation légère et continue sur la période (+ 360 kilomètres).

Il se compose de :

- 8 079 km de lignes en moyenne tension (HTA), dont 4 256 km de fils nus ;
- 8 390 km de lignes en basse tension (BT), dont 3 444 km en torsadé et 4 424 km en souterrain.

Le linéaire de « fils nus » diminue sur la période, passant de 3,4 % en HTA et de 24,5 % en BT, avec un mouvement similaire, moins marqué, pour les « fils torsadés ». Les réseaux HTA aériens sont les principaux exposés aux coupures, notamment liées aux incidents climatiques.

Si le taux d'enfouissement des lignes HTA a augmenté de 3 points entre 2018 et 2022 (47 %), il reste inférieur au taux national de 52 % en 2022. A l'inverse, il est supérieur au taux national pour les lignes BT (53 % contre 49 %) et a progressé de 6 points entre 2018 et 2022.

Le taux d'enfouissement doit être mis en regard du caractère rural du département de l'Eure, où seulement 38 % des habitants résident dans une zone urbaine (données de l'INSEE pour 2021). Un rapprochement avec dix autres départements comparables, par le croisement d'un double critère de population (entre 579 000 et 698 000 habitants) et de superficie (entre 5 200 et 6 878 kilomètres carrés), permet de constater que le SIEGE se situe globalement dans la moyenne, mais aussi dans la médiane, pour son taux d'enfouissement de lignes HTA et BT. Si le taux d'enfouissement des lignes BT est un peu meilleur, tel n'est pas le cas de celui de la part d'HTA fils nus.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Tableau n° 3 : Comparaison du taux d'enfouissement des lignes HTA et BT parmi des départements ruraux

Département	Population (2021)	Superficie	HTA souterrain (%)	BT souterrain (%)	*HTA aérien fils nus (km)*	*BT aérien fils nus (km)*	HTA fils nus (%)	BT fils nus (%)
Ain	663 720	5762	48%	54%	*3 582*	*104*	52%	1 %
Charente-Maritime	662 799	6864	48%	59%	*5 612*	*293*	51%	3 %
Côtes d'Armor	617 921	6878	39%	37%	*7 306*	*3 205*	61%	22 %
Doubs	555 190	5233	53%	50%	*2 485*	*390*	46%	7 %
Eure	**613 320**	**6040**	**47%**	**53%**	***4 256***	***522***	**53%**	**6 %**
Indre-et-Loire	620 014	6127	44%	48%	*4 852*	*691*	56%	9 %
Loiret	693 476	6775	51%	50%	*3 862*	*484*	48%	7 %
Sarthe	579 120	6206	36%	36%	*6 165*	*1 636*	64%	15 %
Somme	580 719	6170	66%	53%	*2 238*	*177*	34%	4 %
Vendée	698 731	6720	45%	64%	*6 484*	*882*	55%	7 %
Moyenne			**48%**	**50%**	***4 684***	***838***	**52%**	**8 %**
Médiane			**47%**	**51%**	***4 554***	***503***	**52%**	**7 %**

Source : CRC, d'après les données publiques d'ENEDIS 2022 et de l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales

Des disparités territoriales sont relevées, les réseaux aériens BT fils nus connaissant deux fois plus d'incidents dans la zone ouest que sur le reste du territoire. Le SIEGE souligne dans ses documents que 691 km de réseaux BT aériens nus présentent un rythme de résorption important (soit 43 km par an).

Les caractéristiques du réseau ne s'éloignent pas de la moyenne et de la médiane des département comparables, avec toutefois des points de vigilance, notamment sur les indicateurs du BT aérien en « fils nus ».

2. La maîtrise du vieillissement du réseau implique un effort de renouvellement constant

Entre 2018 et 2021, la part du réseau HTA de plus de 30 ans, comme celle de plus de 40 ans, a augmenté de deux points pour s'établir à 61 % en 2021. Ainsi, sur 8 005 ouvrages HTA, 28 % ont plus de 40 ans et 33 % entre 30 ans et 40 ans. La part du réseau BT de plus de 30 ans est restée quasi-stable (43 % en 2021 contre 42 % en 2018), celle des ouvrages se situant entre 30 et 40 ans ayant diminué de deux points tandis que celle de plus de 40 ans a augmenté de 3 points. Sur les 8 324 ouvrages BT, 25 % ont plus de 40 ans et 18 % entre 30 et 40 ans. Le SIEGE constate notamment le vieillissement marqué des réseaux HTA aériens nus.

En miroir, le taux de renouvellement du réseau HTA connaît un certain ralentissement, passant de 1,09 % en 2018 à 0,50 % en 2021 alors que celui du réseau BT reste stable, autour de 0,12 %. Le taux qui permettrait le renouvellement régulier et global des ouvrages sur leur durée d'utilité de 40 ans est de 2,5 %.

Pour le concessionnaire, le renouvellement de 100 % du réseau HTA « en faibles sections », sur 20 ans, est une « valeur-repère » posée dans la contractualisation avec le syndicat. L'objectif est également le renouvellement de 95 % des HTA « câbles papier imprégnés » en 30 ans.

L'enjeu du maintien, voire du renforcement, du volume d'investissement conjoint du concédant et du concessionnaire dans les réseaux électriques est donc central, appuyé sur la fixation de priorités et une planification accrue.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

3. La qualité de la distribution

Est considéré comme « mal alimenté » un utilisateur ayant subi un nombre de coupures longues ou brèves, ou une durée cumulée de coupures longues, qui dépasse un seuil fixé par l'arrêté d'application, valable pour une année, hors événements exceptionnels.

La part maximale d'utilisateurs mal alimentés est fixée à 5 %. Selon la norme technique applicable, une coupure est considérée comme étant longue si sa durée est supérieure à trois minutes, brève si elle est comprise entre une seconde et trois minutes, et très brève si elle dure moins d'une seconde.

a. La continuité de l'alimentation, le « critère B »

La continuité d'alimentation est mesurée par le temps de coupure moyen par usager BT (critère B), exprimé en minutes. A chaque incident, le calcul d'un critère B s'ajoute au total des calculs précédents. Il représente à la fois un indicateur de la sensibilité des réseaux aux défaillances et agressions extérieures, et de réactivité du concessionnaire pour réalimenter les usagers subissant des coupures d'alimentation.

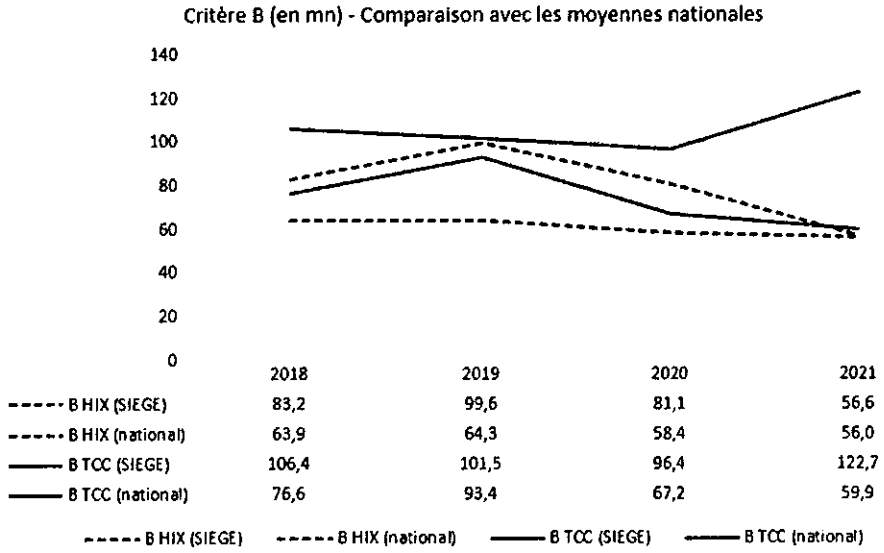
Le critère B « travaux » mesure le temps de coupure résultant des interventions d'Enedis pour la maintenance ou le développement des réseaux. Il reflète l'activité des gestionnaires de réseaux pour améliorer la qualité du service. Le critère B « incidents » fait référence à tous les événements externes aux gestionnaires qui affectent le fonctionnement des réseaux publics de distribution (défaillances matérielles et conditions météorologiques). La part des conditions météorologiques est elle-même subdivisée en fonction de l'ampleur de l'événement climatique à l'origine des incidents (événement exceptionnel ou non).

On distingue ainsi le critère B « toutes causes confondues » (TCC) et le critère B « hors incidents exceptionnels » (HIX), le critère B HIX étant la somme du critère B travaux et du critère B incidents hors événements exceptionnels.

Pour le SIEGE, la durée annuelle moyenne de coupures toutes causes confondues ou hors incidents exceptionnels fluctue pendant la période contrôlée. Le critère B TCC connaît un point haut en 2021 et le critère B HIX un point bas. Les conditions météorologiques sont avancées comme explication principale des variations par le syndicat. Les incidents sur le réseau de transport n'influent quasiment pas sur le critère B TCC sur la période 2018-2021. C'est le réseau de distribution qui présente la plus grande part d'incidents, dont majoritairement le réseau HTA.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Graphique 1 : Comparaison avec les moyennes nationales



	2018	2019	2020	2021
B HIX (SIEGE)	83,2	99,6	81,1	56,6
B HIX (national)	63,9	64,3	58,4	56,0
B TCC (SIEGE)	106,4	101,5	96,4	122,7
B TCC (national)	76,6	93,4	67,2	59,9

Source : CRC, d'après les CRAC ENEDIS 2018-2021 et données publiques ENEDIS

Que la durée annuelle moyenne de coupures TCC ou HIX soit en baisse ou en augmentation, elle se maintient au-dessus du niveau national sur la période contrôlée.

En comparaison avec d'autres concédants de Normandie, le SIEGE a amélioré les indicateurs du critère B HIX. Toutefois, les durées de coupures moyennes TCC, après une baisse en 2019 et 2020, connaissent une hausse en 2021 et dépassent le niveau des indicateurs de 2018.

Ces chiffres paraissent corroborer les propos du syndicat sur l'exposition du réseau aux aléas climatiques, notamment en raison des caractéristiques de certaines lignes (exposition aux chutes d'arbres). Des adaptations du réseau sont donc à prévoir.

b. La continuité d'alimentation

Ce ratio correspond au taux d'usagers (BT et HTA) de la concession qui sont au-delà des seuils (6 coupures longues, 35 coupures brèves et 13 heures de coupures cumulées). Le seuil du taux de clients en dépassement est fixé à 5 % par la réglementation.

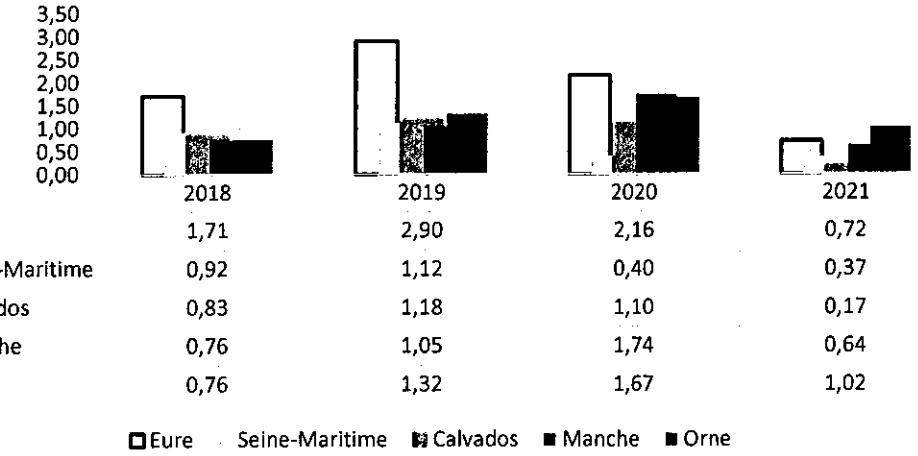
La concession ne dépasse pas ce seuil de 5 %, mais fait moins bien que les autres départements de la région entre 2018 et 2020.

La fréquence totale des coupures longues ou brèves reste stable sur la période contrôlée. Entre 2018 et 2021, le nombre de coupures pour travaux est en hausse de 9,8 % (951 pour cette dernière année contre 866) alors que le temps moyen par coupure a baissé de 20 à 17 minutes.

Toutefois, sur la période contrôlée, on constate une baisse importante (- 74 %) de clients affectés par des coupures longues, une hausse de 10 % des clients coupés plus de 3 heures et une hausse de 25 % pour plus de 5 heures consécutives.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Graphique 4 : Clients en-deçà des seuils réglementaires



	2018	2019	2020	2021
Eure	1,71	2,90	2,16	0,72
Seine-Maritime	0,92	1,12	0,40	0,37
Calvados	0,83	1,18	1,10	0,17
Manche	0,76	1,05	1,74	0,64
Orne	0,76	1,32	1,67	1,02

Source : données publiques d'Enedis

La qualité de fourniture demeure toutefois géographiquement contrastée. Selon le syndicat, les temps de coupure moyens des clients de la zone ouest sont près de deux fois supérieurs à ceux du reste du territoire de la concession.

c. La qualité de la tension

En basse tension, un client est dit « mal alimenté » lorsque la tension à son point de livraison (en valeur efficace moyennée sur 10 min) sort, au moins une fois par an, de la plage de variation admise. La plage de variation admise est de plus ou moins 10 % par rapport à la tension nominale 230 et 400 volts fixée par les articles D. 322-1 à D. 322-10 du code de l'énergie, soit une tension admissible comprise entre 207 et 253 volts en basse tension. Durant la période sous revue, le nombre de clients mal alimentés baisse significativement et continûment de 53 % (1 133 foyers en 2021 contre 2 431 foyers en 2018).

B. La transition énergétique et les énergies renouvelables : un nouveau champ d'action

S'il a déjà été mentionné qu'aucun document global d'orientation, traçant des perspectives stratégiques pour le SIEGE n'existait, des partenariats structurants ont été conclus dans ce champ spécifique de l'action du syndicat, en raison des initiatives régionales en la matière.

1. Un diagnostic de la situation du territoire normand

En matière de production d'énergies renouvelables, la Normandie se situe plutôt en retrait par rapport aux autres régions métropolitaines, en particulier pour le photovoltaïque, bien en-deçà des objectifs tant régionaux pour 2021 (schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires, dit « SRADDET ») que nationaux (objectifs de la programmation pluriannuelle de l'énergie 2019-2028). A puissance égale, le rendement de l'éolien est deux fois supérieur, en Normandie, à celui du photovoltaïque.

Les objectifs de la programmation pluriannuelle de l'énergie visent à multiplier respectivement par 2,5 et 5,2 la capacité installée de l'éolien et du photovoltaïque par rapport à 2017, à l'horizon de 2028. Le SRADDET prévoit pour 2030 une augmentation des consommations d'énergies renouvelables au sein du « mix énergétique », s'appuyant

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

principalement sur l'éolien et le bois, avec une progression nette de la méthanisation en injection.

2. L'engagement du SIEGE dans la production et la promotion d'énergies renouvelables

Les statuts du SIEGE prévoient dans ses missions la participation du syndicat à l'élaboration et à l'évaluation des schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie et des plans climat air énergie territoriaux (PCAET), prévus par le code de l'environnement. En tant qu'autorité organisatrice de la distribution d'électricité, le SIEGE a constitué en 2016 une commission consultative paritaire de l'énergie réunissant les EPCI à fiscalité propre de son territoire, notamment pour piloter et coordonner le développement des énergies renouvelables sur le territoire.

Au titre de ses missions complémentaires, le SIEGE est compétent pour aménager ou exploiter toute nouvelle installation hydroélectrique ou utilisant les autres énergies renouvelables, de valorisation énergétique des déchets ou assimilés, de cogénération ou de récupération d'énergie provenant d'installations visant à l'alimentation d'un réseau de chaleur (article L. 2224-32 CGCT), ainsi que pour aménager et exploiter directement ou faire exploiter toute installation de production d'électricité de proximité (article L. 2224-33 du CGCT). En matière d'énergies renouvelables, le syndicat participe aux projets selon plusieurs modalités d'intervention, soit directe, en assumant le financement et la gestion des infrastructures, soit, le plus souvent, sous la forme indirecte d'un financement.

3. Des partenariats stratégiques

L'action du SIEGE s'inscrit dans le cadre des objectifs européens, réitérés pour la région Normandie, de plus de 30 % de la part d'énergie issue de sources renouvelables. Elle est coordonnée avec la région et les quatre autres autorités organisatrices de la distribution d'énergie au sein de l'entente interdépartementale Territoire énergie Normandie (TEN), et s'insère dans le SRADDET, adopté le 2 juillet 2020.

a. L'entente Territoire Energie Normandie

La création d'une « entente intercommunale », au sens de l'article L. 5221-1 du CGCT, dénommée d'abord « Pôle Energie Normandie » puis « Territoire Energie Normandie » (TEN), a été approuvée par délibération du 30 mai 2015. Sa convention constitutive a été adoptée par celle du 3 juillet 2015, réunissant les cinq syndicats départementaux normands.

L'entente est constituée d'une conférence des présidents, avec trois représentants par syndicat Elle se réunit au minimum une fois par an et les décisions sont prises à l'unanimité. Le comité technique réunit les directeurs généraux au moins une fois par an, avec des collaborateurs désignés.

Si elle porte sur l'ensemble des compétences des syndicats, obligatoires et facultatives, le rôle de cette entente est surtout, pour l'heure, limité à des fonctions de communication institutionnelle et d'échange professionnel. Elle est chargée de représenter les syndicats auprès de la région, de synthétiser les retours d'expérience et d'élaborer une plateforme d'échange. L'organisation de congrès de séminaires ou de formations est également prévue.

Dans le champ du déploiement de l'énergie renouvelable, une dynamique forte semble désormais à l'œuvre, portée également par la région. Un schéma directeur de maillage d'un réseau de bornes de recharge est, par exemple, en cours d'élaboration.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

b. L'implication de la région

Le 16 décembre 2021, un accord-cadre de partenariat entre le TEN et la région a été conclu pour la période 2022 – 2026. Un comité de pilotage stratégique réunit les représentants de la région et du TEN. Les syndicats sont ainsi des relais de la politique régionale auprès des EPCI et des communes.

Leur objet est « d'accompagner les territoires dans leur transition énergétique, développer les actions de sobriété et d'efficacité énergétique ainsi que la production d'énergies renouvelables et développer les mobilités bas-carbone en Normandie ». L'accompagnement des élus sur les questions de transition énergétique et de rénovation du bâti apparaît central, tout comme le déploiement d'infrastructures de recharges de véhicules électriques (IRVE).

Un bilan des actions des syndicats a été effectué pour la période 2019-2021. Un séminaire, tenu le 19 juillet 2022 entre la région et les cinq syndicats, a tracé des perspectives. Y ont été évoqués, en particulier, la coordination autour de la rénovation énergétique des bâtiments, essentiellement sur des actions de promotion et sur une instruction commune, sur la mobilité (perspective d'un plan de financement futur), l'hydrogène (groupe de travail, formalisation de projets, définition d'accompagnement possible pour les collectivités), le SRADDET (problème d'application de la règle 39 sur l'installation privilégiée des panneaux photovoltaïques sur les bâtiments, afin d'éviter l'artificialisation des sols) et la question du « bois-énergie », qui concerne plus spécifiquement le SIEGE.

c. La commission consultative paritaire sur l'énergie

La commission consultative paritaire sur l'énergie (article L. 2224-37-1 du CGCT) a été établie afin d'être un lieu de coordination entre l'AODE, les syndicats d'énergie et les EPCI, dans le champ de l'énergie et la mise en cohérence des politiques d'investissement.

Sa composition a été modifiée par délibération du 13 mai 2017, afin que les 16 délégués correspondent au nouveau schéma départemental de coopération intercommunale. Elle est présidée par le président du SIEGE. Sauf en 2020, elle se réunit effectivement au moins une fois par an (2 fois en 2018, 2 fois en 2019, deux fois en 2021 et deux fois en 2022). Ses comptes rendus sont substantiels, évoquant l'ensemble des sujets de transition énergétique.

4. Les interventions indirectes du SIEGE dans la production et la promotion d'énergies renouvelables

a. Les participations

Le SIEGE soutient la réalisation d'installations sur son territoire, au travers des participations dans des sociétés commerciales dont l'objet social est la production d'énergies renouvelables (article L. 2253-1 du CGCT). Deux parcs éoliens et quatre centrales photovoltaïques au sol ont ainsi vu le jour.

L'établissement public est actuellement actionnaire de six sociétés. Ses participations les plus importantes en volume concernent l'éolien avec la SAS Transition Euroise Roman II et la CPES Terre-Neuve pour le photovoltaïque, pour laquelle le SIEGE s'est porté acquéreur en 2023 de 10 % de parts supplémentaires.

Or les statuts du SIEGE ne prévoient pas expressément cette possibilité. Sur ce point, le syndicat estime que si les statuts mentionnaient que l'EPCI a la compétence pour prendre des participations dans de telles sociétés, les communes dessaisies ne pourraient plus s'associer à ces projets, ce qui, selon la chambre, ne paraît pas exact. Dès lors, la mise en place prochaine d'une société d'économie mixte (SEM), destinée à rassembler les participations du SIEGE (voir *infra*), modifie la perspective sur cette question. Il paraît

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

souhaitable que son adhésion à la SEM fasse l'objet d'une modification de ses statuts, car il s'agit d'un changement substantiel du périmètre juridique de ses activités.

b. Le projet de création d'une société d'économie mixte locale (SEML)

A la suite du retrait de l'un de ses partenaires, (SEM West-Energies), le SIEGE a dévoilé, lors du comité syndical du 26 novembre 2022, son intention de créer une SEML, afin de porter l'ensemble de ses participations à des projets, de consolider et d'élargir son intervention. L'actionnariat des communes et de leurs établissements publics est en effet limité par l'article L. 2253-1 du CGCT à un plafond de 15 % des recettes réelles de la section de fonctionnement de son budget, et les comptes courants d'associé à 5 %.

Une étude externe a permis de préciser le montage juridique de cette société exclusivement consacrée au portage de projets en matière d'énergies renouvelables. Les statuts de la SEM ont été délibérés en mai 2023.

Le SIEGE, unique actionnaire public, en possédera 75 % des parts, aux côtés de quatre groupes privés, le SIPEnR, émanation du syndicat d'électricité d'Ile-de-France, pour 1 %, mais surtout la Caisse des dépôts et consignations, la Caisse d'épargne et le Crédit agricole de Normandie à raison de 8 % chacun. Le conseil d'administration réunira le SIEGE (6 membres) et les trois institutions financières et bancaires (3 membres). Le capital social de la SEM, à sa création, est de 5 millions d'euros.

Le SIEGE transférera à la société, avec l'accord de ses partenaires, les parts qu'il détient dans les SAS. La prise de participation au capital s'élève à 3,75 millions sur deux ans, pour un volume d'investissement de 8 millions à terme. Le SIEGE a identifié une douzaine de projets dans lesquels il est, ou peut être acteur, sur son territoire. Pour la constitution de la SEM, cinq projets lui sont, d'ores et déjà, transférés[1]. L'objet social de la SEM comprend néanmoins les compétences énumérées à l'article 3 des statuts du syndicat, ce qui pourrait théoriquement permettre de lui transférer l'intégralité de l'activité de ce dernier dans le champ des énergies renouvelables, au-delà des seules participations.

Cette initiative pourra permettre de mieux structurer la stratégie du syndicat. Ce levier conduirait alors à redéfinir certains modes d'action financière, comme les fonds de concours qui contribuent actuellement à la construction de chaufferies à bois.

c. Les contributions et subventions

Le siège est adhérent de l'association « Biomasse Normandie », qui regroupe des acteurs publics et privés du secteur des déchets, du bâtiment et de la production d'énergie et anime des programmes régionaux ou nationaux dans les domaines de la gestion-valorisation des déchets et de la promotion du bois-énergie. Au-delà de sa cotisation d'adhésion d'une centaine d'euros par an, le SIEGE subventionne l'association à hauteur de 14 000 euros en 2022, contribution destinée à financer pour partie l'animation par l'association du programme triennal bois, et pour partie celle du programme méthanisation. Il s'agit pour le bois d'un programme d'animation à l'échelle de la région afin de promouvoir le développement de projets « bois-énergie ». Dans ce domaine, l'association intervient également comme assistant à maîtrise d'ouvrage pour accompagner des projets. Le SIEGE participe à la mise en œuvre du programme « Métha'Normandie », coanimé par Biomasse Normandie et la chambre régionale d'agriculture, qui vise à promouvoir le développement de la méthanisation[2] à l'échelle de la

[1] Le projet photovoltaïque « SETOM », le projet photovoltaïque « CETRAVAL », le projet photovoltaïque « ST ANDRE », le projet éolien « MESNIL HAMEL » et le projet de méthanisation agricole « EMALLEVILLE ».

[2] La Normandie compte 164 unités de méthanisation en 2022, dont 21 dans l'Eure (qui représente 15 % de la puissance installée en Normandie contre près de 27 % pour l'Orne). Le développement de la filière est néanmoins en retrait par rapport au rythme nécessaire pour atteindre l'objectif régional fixé pour 2030 (560 GWH/annuels, 51 % de cet objectif atteint en 2022). Le SIEGE met en avant une réalisation de deux unités de méthanisation, qui permettent de couvrir 30 % de la consommation de la ville de Bernay.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

région. Le SIEGE a apporté un soutien financier à hauteur de 50 % aux études d'injections commandées par huit porteurs de projets auprès de GRDF, pour un total de 41 745 euros, en 2019 et 2020. Enfin, le SIEGE subventionne, comme déjà mentionné, pour 167 380 euros la plateforme photovoltaïque du SDOMODE.

5. Les interventions directes du SIEGE en faveur du développement des énergies renouvelables et de la sobriété énergétique

a. Les actions en faveur de la mobilité bas-carbone

L'article L. 2224-37 du CGCT autorise les communes, « *sous réserve d'une offre inexistante, insuffisante ou inadéquate sur leur territoire* », à créer et entretenir des infrastructures de charge nécessaires à l'usage de véhicules électriques ou hybrides rechargeables ou à mettre en place un service équivalent. Elles peuvent également transférer cette compétence aux EPCI.

Le SIEGE s'est engagé avec la région dans le déploiement de trois stations de recharge pour véhicules à hydrogène sur le territoire eurois, venues à partir de 2019 compléter le réseau des bornes de recharge électriques mises en place par le syndicat. Au total, ce sont plus de 130 bornes de recharge (une tous les 10 ou 12 km, soit 272 points de charge, complétant une offre privée de 330 points) qui sont entretenues par le SIEGE.

Dans ce domaine, le syndicat coordonne ses actions avec les EPCI, autorités organisatrices de la mobilité dans l'Eure. Sous l'égide de TEN, il s'est lancé, avec l'appui d'un assistant à maîtrise d'ouvrage, dans l'élaboration d'un schéma directeur des infrastructures à l'échelle du département, auquel ont déjà adhéré 501 communes sur 585. Ce schéma, en cours d'élaboration, doit permettre de définir une stratégie, à partir d'un diagnostic complet des besoins.

b. L'implantation de sites de production photovoltaïque de proximité, dans le cadre du budget annexe

Le SIEGE propose d'intervenir auprès des communes intéressées, dans le cadre de projets de construction ou de réhabilitation d'équipements publics, en finançant à 100 % des études de faisabilité pour la pose de panneaux photovoltaïques. Lorsque la commune le décide, la réalisation du projet comprend, la plupart du temps, un bail emphytéotique consenti au SIEGE, qui se charge des travaux d'installation et de l'exploitation des équipements. L'autoconsommation est possible, l'énergie étant cependant destinée à être vendue à EDF.

Le rapport d'orientation budgétaire pour 2020 mentionne que trois projets étaient déjà en cours de réalisation fin 2019 pour des travaux qui devaient débuter en 2020, tout en s'interrogeant sur la rentabilité financière des projets photovoltaïques. Une avance de 2 millions d'euros a été votée au budget annexe dans le courant de l'année 2020. Cette avance, qui n'a pas encore été consommée en intégralité, constitue pour l'heure la seule recette enregistrée par le budget annexe.

Fin 2022, le SIEGE disposait de huit installations en service et de sept en travaux, dont il assurait l'exploitation et la maintenance. Huit autres projets étaient en cours d'instruction, et deux en études complémentaires. Selon le SIEGE, le ratio de réalisation est d'environ un projet réalisé pour trois étudiés.

Les recettes du budget annexe proviennent, outre les subventions de la région, de la vente d'électricité auprès d'EDF et s'élèvent à un peu plus de 23 000 euros annuels. Le SIEGE a communiqué un état prévisionnel des recettes attendues, et explique le retard de réalisation par le fait que les premières déclarations de production l'ont été en 2023. Les premières recettes seront donc constatées dans l'exécution du budget de 2023, pour des montants annuels par équipement compris entre 350 et 5 000 euros annuels.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

c. L'accompagnement à la rénovation : les diagnostics énergétiques

Le SIEGE dispose d'une équipe pour accompagner les projets de rénovation énergétique des communes membres (un agent économe de flux et un conseiller en énergie), et réalise, dans le cadre d'un marché à bons de commande, des audits énergétiques bâtimentaires à la demande des communes. A fin 2022, dix-sept communes avaient adhéré à ce dispositif, qui a été complété par un accompagnement à la valorisation des certificats d'économie d'énergie. Le SIEGE accorde des financements aux projets de rénovation, par le biais de fonds de concours (10 000 euros par bâtiment dont le coût total des travaux éligibles aux certificats d'économie d'énergie est d'au moins 20 000 euros). Quatre communes ont bénéficié de ce dispositif en 2022. Le SIEGE offre également un accompagnement technique et financier dans le cadre des obligations du décret n° 2019-771 du 23 juillet 2019 dit « tertiaire » (identification des sites, déclaration, atteinte des objectifs et suivi des consommations).

d. La place du SIEGE dans l'effort régional en faveur des énergies renouvelables

Un bilan de la convention précitée du « Territoire Energie Normandie » associant la région aux cinq AODE normandes, a été réalisé pour la période 2019-2021, pour l'ensemble des actions en faveur des énergies renouvelables. De manière globale, hors éclairage public, le SIEGE se situe en quatrième position, en termes d'effort financier, avec un peu plus de 2,5 millions d'euros investis, derrière les syndicats d'énergies de l'Orne (TE 61) (6,8 millions) et de la Manche - SDEM 50 (4,47 millions), mais plus souvent de manière indirecte, sous la forme de participations et subventions. Le SIEGE indique que les montants relevés dans le bilan 2019-2021 de la convention du TEN ne tiendraient pas compte du fait que les investissements consentis par d'autres AODE peuvent être portés par des sociétés d'économie mixte, ce qui pourrait modifier alors le classement établi.

S'agissant des installations de puissance supérieure à 500 kilowattheures par heure, le bilan révèle des réalisations contrastées entre les territoires, adossées la plupart du temps à la dynamique des SEM porteuses des projets. Le SIEGE apparaît en bonne position dans des audits bâtimentaires et le photovoltaïque en toiture. Enfin, le SIEGE se situe à ce jour au deuxième rang des syndicats normands pour l'équipement en lampes à diodes électroluminescentes (LED) de l'éclairage public.

Sur le développement du chauffage bois-énergie, le SIEGE apparaît encore en retrait par rapport aux autres AODE, alors que le bilan de TEN met l'accent sur l'importance de la ressource bois dans le département de l'Eure en particulier. Le SIEGE a développé un partenariat avec l'ADEME pour son intervention auprès des communes en phase d'étude et de travaux pour les aider à convertir leur mode de chauffage au bois-énergie. Sur cinq projets identifiés, le SIEGE a inauguré une première chaudière bois-énergie, à Surtauville, fin 2022.

V. LA MISSION DE CONTROLE DE LA CONCESSION D'ELECTRICITE

L'article L. 2224-31 du CGCT dispose que les autorités concédantes « négocient et concluent les contrats de concession, et exercent le contrôle du bon accomplissement des missions de service public fixées (...) par les cahiers des charges de ces concessions ».

Le présent contrôle se situe à la charnière de deux conventions de concession, la fin de l'exécution de celle conclue par délibération du 20 juin 1992 et le début de celle approuvée par délibération du 11 décembre 2020.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

A. Le cadre de la concession d'électricité

1. Les objets principaux du contrat de concession

Le contrat de concession porte sur le droit exclusif d'exploitation et de développement du réseau de distribution d'électricité. Le concessionnaire doit assurer « *un service efficace et de qualité tant en ce qui concerne la fourniture de l'électricité (accueil de la clientèle, conseil et dépannage)* », assurant l'accès du réseau à tous les usagers.

Le service comprend « l'ensemble des installations affectées à la distribution publique de l'énergie électrique existant au moment de la signature du présent contrat, dans le périmètre de la concession et ainsi que toutes celles de tension strictement inférieure à 50 000 volts, qui seront établies au cours du contrat ». Le concessionnaire assure l'entretien et la maintenance du réseau, et assure la construction d'ouvrage telle que définie dans la répartition de maîtrise d'ouvrage. Il met en œuvre des actions d'efficacité énergétique.

2. La vie du contrat de concession

C'est lors de la séance du comité syndical du 20 juin 1992 que le président du SIEGE a reçu délégation pour conclure le précédent contrat de concession, pour une durée de trente ans, qui a couru jusqu'en 2021, avec la filiale d'Electricité de France (EDF), la société alors dénommée « Electricité réseau distribution France » (ERDF).

Cinq avenants avaient émaillé le cours de la précédente convention, dont quatre de 2010 à 2016. Outre les éléments financiers, notamment la part couverte par la redevance, on notera en particulier l'avenant conclu le 9 décembre 2013 prévoyant un « *programme prévisionnel et coordonnée de développement et de modernisation des réseaux* », avec des priorités quadriennales, une amélioration des données financières, de l'évaluation patrimoniale incluses dans le CRAC et des modalités de transmission d'une cartographie du réseau.

La « nouvelle » convention de concession qui a été conclue le 23 décembre 2020 avec cette même filiale d'EDF, dénommée Enedis depuis 2016, comporte également la fourniture d'électricité à des tarifs réglementés de vente, à nouveau pour trente ans. Des avenants systématiques sont prévus tous les cinq ans, ainsi qu'en cas de « changement de paradigme ».

3. Le principe d'une redevance divisée en deux parts distinctes

Le concessionnaire verse à l'AODE (concédant) une redevance pour l'occupation du domaine public, qui est considérée comme une contrepartie des financements du concédant comme maître d'ouvrage ou participant à des travaux s'il n'est pas maître d'ouvrage. Les raccordements sont partagés. La redevance est censée faire financer par le prix du service rendu aux usagers, et non par l'impôt, les frais entraînés par l'exercice du pouvoir concédant et les dépenses effectués par lui sur le réseau électrique.

La première part de la redevance, dite « de fonctionnement », est destinée à couvrir les dépenses annuelles supportées par l'autorité concédante pour exercer son contrôle sur la concession et permet également, à titre accessoire, de financer certaines de ses actions afin d'ancrer le réseau concédé dans la transition énergétique. Cette part de redevance dite aussi « R1 » fait l'objet d'une revalorisation.

La seconde part dite « d'investissement » ou « R2 » est la contrepartie de la mise à disposition par l'autorité concédante d'ouvrages établis ou modifiés.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

4. Le *statu quo* sur la maîtrise d'ouvrage

Le concessionnaire a le droit « *d'étendre, de renforcer, d'entretenir ou de réparer* » tous ouvrages nécessaires à la distribution publique. Comme évoqué *infra*, le maintien de la répartition de la maîtrise d'ouvrage existante (choix dit du *statu quo,* alternative prévue par la convention-cadre) a été convenu entre les parties.

La maîtrise d'ouvrage du SIEGE est donc maintenue notamment en ce qui concerne le renforcement du réseau BT et les extensions en zone rurale. Le syndicat intervient sur l'effacement du réseau HTA, à raison de 80 km par période de cinq ans.

B. La passation de la nouvelle convention de DSP, un exercice formel qui laisse une place à la négociation

La nouvelle convention-cadre entre la FNCCR, Enedis, EDF et l'organisation « France Urbaine », entrée en vigueur au 1er janvier 2018, a servi de support, avec en toile de fond les nouveaux enjeux de transition énergétique, conciliés avec l'efficacité et l'égalité territoriale du service public de distribution d'énergie.

La procédure de passation est dispensée de toute mesure de publicité et de mise en concurrence préalable, le distributeur bénéficiant de droits, notamment posés par l'article L. 111-52 du code de l'énergie. Lors des négociations, le SIEGE s'est fait assister par un groupe de cabinets spécialisés privés sélectionné après mise en concurrence.

C. Les changements apportés par la nouvelle convention

1. Un nouvel objet additionnel

Depuis la convention de décembre 2020, un nouveau chapitre favorise également l'insertion des énergies renouvelables dans la gestion du réseau. Cette dimension recouvre la production de données qui nourriront l'évaluation des PCAET, la participation au schéma régional de raccordement des énergies renouvelables et l'instruction des demandes individuelles. En outre, une demande d'étude d'impact ou encore d'expertise sur l'aménagement urbain ou les infrastructures de recharge pourra être effectuée par le concédant.

2. Une redevance lissée

a. Modes de calcul et évolutions passées

Le calcul de la part « R1 » s'appuie sur des grandes valeurs liées aux caractéristiques de la concession (longueur du réseau, population municipale des communes desservies par la concession, durée de la concession et index d'ingénierie publié par l'INSEE).

Le calcul de la part « R2 » s'appuie sur des volumes, la facturation des travaux de l'exercice N-2 (hors travaux d'extension et de maintenance) avec une déduction de 50 % de la taxe d'électricité perçue en N-2 et la prise en compte des aides du FACé.

La part « R1 » a évolué positivement et lentement jusqu'en 2021 (+ 60 000 euros) avant d'augmenter plus fortement (+ 300 000 euros) en 2022. A l'opposé, la redevance R2 est très erratique, connaissant une amplitude de 3,2 millions d'euros entre le point bas en 2019 (1,6 million) et 2021 (4,8 millions).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Tableau n° 4 : Evolution des parts « R1 » et « R2 » de la redevance versée sur la période (en millions d'euros)

	Ancienne convention			Nouvelle convention	
	2018	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**
Part fonctionnement « R1 »	1,01	1,03	1,04	1,07	1,34
Part investissement « R2 »	3,01	1,56	2,52	4,76	2,83
Total	**4,02**	**2,59**	**3,56**	**5,83**	**4,17**

Source : CRC, d'après les pièces en appui des comptes

En l'absence de tout lissage, le niveau de la part « R2 » fluctue fortement en fonction du mandatement constaté en N-2, ainsi que des aides du FACé et de la TCFE. Ainsi, en 2019, une baisse importante suit l'augmentation de la TCFE perçue lors de l'exercice N-2 et d'une perception importante des crédits du FACé sur les investissements réalisés, près du double de la précédente. A l'inverse, en 2021, la redevance atteint 4,7 millions d'euros, en raison d'une faible perception du FACé.

Sous le poids relatif toujours important de la part « R2 », entre 60 % en 2019 et 80 % en 2021 (68 % en 2022), la redevance varie donc fortement.

b. Les évolutions décidées

C'est essentiellement sur cette variation de la part « R2 » qu'une évolution est survenue. Si, pour 2021, le calcul de cette redevance reste fondé sur la formule de 1992 (afin que le SIEGE ne perde pas le bénéfice des investissements consentis en 2019), à partir de 2022, la formule de l'accord-cadre s'applique.

Le montant à verser par le concessionnaire est désormais égal à la moyenne de la part « R2 » calculée au titre de l'exercice N et des parts « R2 » payées au titre des quatre années précédentes. Cette stipulation vise à lisser, à la hausse comme à la baisse, ses évolutions, à volume d'investissement constant. Pour l'exercice 2022, la part « R2 » a atteint 2,8 millions d'euros, soit un montant proche de la moyenne de la période (2,9 millions).

En outre, une modalité d'indexation de la part « R1 » de la redevance est prévue désormais pour la maintenir en cas de diminution de la population (seulement pour 25 % de l'indexation annuelle).

3. Le renforcement de la planification

Comme précédemment évoqué, le nouveau contrat de concession comprend un schéma directeur d'investissement commun, décliné en plans pluriannuels d'investissement quinquennaux, puis en programmes annuels. Ces plans portent, de 2021 à 2025, sur un engagement de 27,2 millions d'euros, dont 19,3 millions pour la seule « fiabilité des réseaux » (renouvellement et rénovation).

Ils sont appuyés sur un diagnostic partagé des réseaux et définissent des valeurs-repères, portant sur la qualité de l'électricité distribuée (critères B, chutes de tension), la sécurisation des réseaux, le renouvellement des ouvrages sensibles (réseau HTA CPI et BT aériens nus) et l'accompagnement de l'évolution des usages (IRVE et autoconsommation).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Si Enedis n'a pas respecté ses engagements, un dépôt de 7 % des investissements évalués est effectué, pour être mis sous séquestre au bout de deux ans.

4. Les provisions et les amortissements

En contrepartie de l'abandon de la dotation aux provisions, le concessionnaire est tenu désormais d'amortir la valeur des ouvrages qu'il doit renouveler, « *la question de l'avenir du stock de provisions pour renouvellement étant particulièrement sensible à ce sujet* » selon le SIEGE. Le passif, notamment le stock de provisions non utilisé, doit appuyer le renouvellement des ouvrages. Les provisions atteignaient en 2021 le montant de 64 millions d'euros.

5. L'accès renforcé aux données

La cartographie complète du réseau est mise à la disposition du concédant de manière effective une fois par an. La dernière mouture en date a été établie le 27 avril 2023. La nouvelle convention stipule des échanges réciproques entre l'autorité concédante et le gestionnaire. L'accès à l'inventaire des ouvrages, comprenant les biens propres, les biens de retour et les biens de reprise, est assuré, sur le fondement de l'article D. 2224-45 du CGCT.

D. Le contrôle de l'exécution de la concession

Ce contrôle a été nettement amélioré depuis le renouvellement de la concession, autour de plusieurs instruments et espaces d'échanges. Le comité de suivi du 29 septembre 2021 présente une architecture en trois niveaux de contrôle : la remise du compte rendu annuel d'activité et des données connexes, le comité de suivi, qui évalue principalement la trajectoire d'investissement au regard de la programmation, et le contrôle externe de la concession par un cabinet spécialisé.

1. Les comptes rendus annuels d'activité des concessionnaires

Les concessionnaires sont astreints à la production annuelle de comptes rendus d'activité de la concession (CRAC). La convention reprend la disposition de l'article D. 2224-34 fixant la transmission des CRAC au 1er juin au plus tard, ce qui apparaît respecté par Enedis pour l'ensemble de la période. Les CRAC d'électricité (comme ceux de la concession de gaz) sont présentés au bureau, généralement en octobre, puis au comité syndical, en novembre ou en décembre, et font l'objet de délibérations, comme le prévoient les textes.

Les indicateurs de la qualité de service rendu à l'usager sont exposés au niveau national, accompagnés de différents éléments d'information ou de communication commerciale sur la zone nord-ouest du pays. La convention de concession stipule que « *ces indicateurs sont communiqués au périmètre de la concession, à l'exception de ceux relatifs à la qualité de l'énergie distribuée qui peuvent être communiqués à un périmètre plus précis* ». Cet engagement n'est donc pas rempli.

Les autres éléments prévus par les textes (éléments financiers de la concession, politique d'investissement et d'entretien des gros ouvrages ...) figurent dans le CRAC, mais ils sont noyés dans un important volume de chiffres d'activité nationaux, de considérations générales sur la prestation de la société, voire purement commerciales ou publicitaires, ce qui nuit fortement à leur lisibilité et leur intelligibilité pour l'organe délibérant. Parmi les 237 pages du rapport de 2021, peu d'éléments permettent une appréciation précise et fondée de l'activité à l'échelle de la concession dans le département de l'Eure, ce qui plaide pour un recentrage du propos.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Le SIEGE pourrait demander à Enedis une amélioration de la qualité de ses rapports, afin qu'ils répondent à toutes les attentes prévues par la réglementation et la convention de concession. Enedis précise d'ailleurs à la chambre qu'il se tient à la disposition du concédant pour effectuer des améliorations.

2. Les modalités de contrôle de la concession

La convention indique que les agents peuvent à tout moment vérifier et prendre connaissance des éléments utiles à l'exercice de la compétence d'autorité concédante, contre les termes plus limités « *d'utiles à l'exercice de leurs fonctions* » dans le texte de la convention de 1992.

Conformément à l'article L. 2224-31 du CGCT, le SIEGE a assermenté trois agents (le directeur général et deux directeurs).

Il n'y avait pas, jusqu'en 2019, de document formalisé d'évaluation ou de bilan de la concession. Depuis 2020, un cabinet d'audit, d'études et de conseil produit pour le SIEGE une synthèse des activités et des performances de la concession sous la forme de tableaux de bord, de projections statistiques et cartographiques.

Les analyses et interprétations de ces livrables, se bornant souvent à compiler des données, sont limitées.

3. Le comité de suivi des concessions

Constitué en pratique de longue date, le comité de suivi a été formalisé avec la nouvelle concession, en 2021. La formalisation des travaux du comité de suivi des concessions est intervenue à compter de 2021, le SIEGE précisant que cette instance était toutefois réunie auparavant.

Ont été produits quatre comptes rendus de suivi des concessions, deux pour 2021 et deux pour 2022. Le schéma directeur des investissements et le plan pluriannuel d'investissement font notamment l'objet d'échanges aux fins de programmation et de suivi de l'exécution.

E. Le contrôle sur la conduite des opérations

Pour mémoire, le SIEGE assure la maîtrise d'ouvrage des travaux d'effacement de réseau pour les villes relevant des classements A et B, et de renforcement et effacement de réseau pour les villes de la catégorie C.

1. Organisation territoriale des travaux

Une équipe de directeurs de travaux territorialement compétents intervient pour assurer la maîtrise d'œuvre des opérations pour lesquelles le SIEGE est maître d'ouvrage ainsi que la relation avec les communes concernées. A la programmation sur le réseau de distribution d'énergie s'ajoutent les travaux en coordination, c'est-à-dire les interventions coordonnées sur le réseau d'éclairage public et le réseau de télécommunication, ainsi que les interventions sur l'éclairage public isolé. Des opérations de travaux hors programmation, dites inopinées, peuvent également s'ajouter au programme annuel.

Ces travaux s'organisent autour de trois zones géographiques, dénommées les zones de « programme coordonné de développement et de modernisation des réseaux », définis conjointement avec Enedis : le secteur nord-ouest, le secteur axe-Seine et le secteur réunissant sud et nord-ouest. La zone ouest donne la priorité à l'amélioration de la continuité de fourniture d'électricité, en raison des aléas climatiques, la zone Seine au maintien de la

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

qualité de la tension, dans une perspective de potentiel développement socio-économique et la zone sud et nord-ouest au maintien de la qualité obtenue.

Les opérations sont prévues par petit tronçon de lignes. Après études par un bureau d'études externe qui réalise les avant-projets sommaires et définitifs, les travaux sont chiffrés au SIEGE par les directeurs de travaux à partir des bordereaux de prix prévus dans les accords-cadres de travaux pluriannuels allotis géographiquement (*cf. supra*). Ces estimations figurent dans les conventions conclues avec les communes, qui sont ensuite délibérées. Les directeurs de travaux coordonnent et suivent l'ensemble de l'opération, en lien avec la direction des services fonctionnels, depuis l'émission de l'ordre de service jusqu'au contrôle du service fait, la réception des ouvrages et le contrôle de la facturation. L'ensemble des opérations est piloté depuis le système d'information développé en interne, interfacé avec le logiciel financier et comptable.

Le suivi de l'exécution financière et technique, le contrôle et le pilotage des opérations et des délais d'exécution sont fiables et précisément tenus, en particulier pour le calcul des pénalités de retard par entreprise, avec un suivi attentif des prolongations de délais, qui sont toujours motivées. Le logiciel permet en effet d'émettre, de signer, d'échanger et d'archiver toutes les pièces intéressant l'opération. De plus, la liaison avec le système d'information financier évite les ressaisies et permet d'éditer des rapports fiables. Les délais de paiement, suivis par des tableaux de bord internes, sont maîtrisés.

2. Examen d'un échantillon d'opérations

Un échantillon de quinze opérations de renforcement prioritaire et préventif, avec coordination (éclairage public et réseau télécom) et d'opérations de sécurité-environnement a été sélectionné. Le contrôle a plus particulièrement porté sur d'éventuels écarts non prévus en termes de coûts et de délais.

Les opérations suivent toutes le même phasage : après accord sur la programmation, le bureau d'étude contractuellement responsable pour la zone de travaux est mobilisé par ordre de service pour étudier l'avant-projet sommaire puis l'avant-projet détaillé (APD). A partir de l'APD, le directeur de travaux chiffre l'opération qui comprend les études, les collaborations éventuelles avec ENEDIS, les fournitures d'une part et les travaux d'autre part.

La convention entre le SIEGE et la commune est signée sur la base de cette estimation, puis le conseil municipal se prononce pour autoriser la signature de la convention et les travaux. Les modifications éventuelles dans la nature, la durée ou le montant des travaux qui n'auraient pas été anticipées au stade des études sont autorisées et validées par le directeur de travaux, et traduites dans des ordres de service modificatifs. En revanche, il n'est pas établi de compte rendu de chantier, et si les ordres de service qui les portent s'appuient sur des chiffrages précis, les échanges et justifications qui les précèdent ne sont pas retracés.

Une gestion plus rigoureuse consisterait à préciser davantage les aléas et les modifications qui viennent émailler le déroulement du chantier, en particulier lorsque des renchérissements modifient l'estimation initiale des travaux figurant dans la convention établie avec les communes.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

ANNEXES

Annexe n° 1 : Glossaire spécialisé

Annexe n° 2 : Programmation et financement des investissements

Annexe n° 3 : Etat du réseau électrique

Annexe n° 4 : Participations

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Annexe n° 1 : Glossaire spécialisé

BT : Basse Tension

Critère B : Indicateur de continuité de la fourniture d'énergie

CRAC : Comptes rendus annuels d'activité

HTA : Haute Tension A (ou moyenne tension)

HIX et TCC *(qualification du critère B)* : « hors incidents exceptionnels » et « toutes causes confondues »

IRVE : Infrastructure de Recharge de Véhicule Électrique

Méthanisation : Processus de traitement biologique de la matière organique fermentescible, qui aboutit à la production conjointe d'un produit à valeur fertilisante, et d'un biogaz composé de 45 à 90 % de méthane et de 10 à 40 % de CO2 substituable à l'énergie fossile.

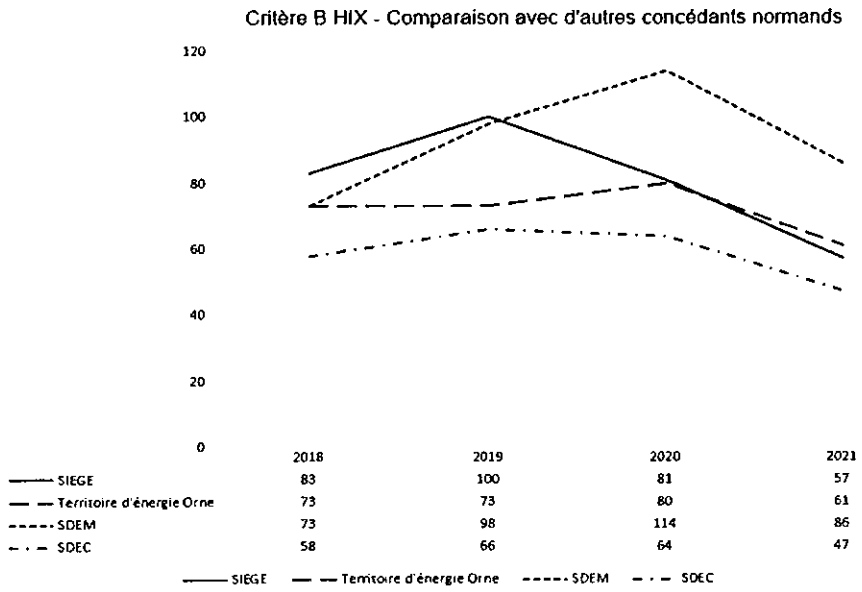
PCAET : Plans Air Climat Energie Territorial

SRADDET : Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Annexe n° 2 : Etat du réseau électrique

Comparaisons entre syndicats de Normandie – critère B HIX (en minutes)



	2018	2019	2020	2021
SIEGE	83	100	81	57
Territoire d'énergie Orne	73	73	80	61
SDEM	73	98	114	86
SDEC	58	66	64	47

Source : CRC, d'après les rapports de contrôle des concessions

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Annexe n° 3 : Participations

Société	Objet et date du projet	Actionnariat	Financement SIEGE
SAS TRANSITION EUROISE MESNIL HAMEL	Projet de parc éolien (2018)	SIEGE 31 puis 37 % actionnaire principal. (partenaires initiaux : ENGIE green, SEM SIPEnR, SEM West énergies, N-D du Hamel (retiré), Mesnil-Rousset, Intercom Bernay terres de Normandie	120 000 euros de participation au projet
SAS TRANSITION EUROISE DU CETRAVAL	Centrale photovoltaïque au sol (2020)	24 % du capital social (240 euros) Partenaires : SDOMODE, SEM SIPEnR	167 380 euros en 2021
SAS TRANSITION EUROISE DU SETOM	Centrale photovoltaïque au sol (2020)	SIEGE 29 % ; SETOM 20 % SEM SIPEnR 51 %	270 euros (jusqu'à 290 euros)
SAS TRANSITION EUROISE DE SAINT ANDRE DE L'EURE	Centrale photovoltaïque au sol (2020)	49 % SIEGE et commune, 51 % SEM SIPEnR	340 euros (jusqu'à 490 euros)
SAS TRANSITION EUROISE ROMAN II	Projet de parc éolien (2020)	15 % SIEGE, 85 % EDPR France Holding	De 364 500 à 423 000 euros + avance de 361 000 euros
CPES TERRES NEUVES	Ferme photovoltaïque (2019)	SIEGE 10 % Autres actionnaires : Initial Ste RES puis SEM West Energies, Caisse des dépôts	400 000 euros

Source : délibérations

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rappel des dispositions de l'article L. 243-5 du code des juridictions financières :« *Les destinataires du rapport d'observations définitive disposent d'un délai d'un mois pour adresser au greffe de la chambre régionale des comptes une réponse écrite. Dès lors qu'elles ont été adressées dans le délai précité, ces réponses sont jointes au rapport. Elles engagent la seule responsabilité de leurs auteurs.* »

Réponse de Monsieur le Président du SIEGE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

AGR-2024-0034
CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES
DE NORMANDIE
22 JAN. 2024
GREFFE

SYNDICAT INTERCOMMUNAL
DE L'ÉLECTRICITE
ET DU GAZ DE L'EURE

Guichainville, le 19 janvier 2024

CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES
Monsieur le Président – Conseiller-maître
à la Cour des Comptes
Monsieur Christian MICHAUT
21 Rue Bouquet
CS 11110
76174 ROUEN CEDEX

Objet : Rapport d'observations définitives sur la gestion du SIEGE 27

Référence : AdVJEL/24-S-0008

V/Réf. : DGR-2023-0771

Monsieur le Président,

Faisant suite à la transmission du rapport d'observations définitives relatif à la gestion du SIEGE 27 reçu le 22 décembre 2023, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint ma réponse écrite.

Pour une meilleure commodité de lecture, celle-ci s'appuie sur le document de la Chambre, fidèlement reproduit en noir. Chaque fois que nécessaire, mes observations apparaissent dans un encadré numéroté et en caractère italique.

Ces remarques prolongent celles que je vous adressais en septembre dernier.

Vous souhaitant bonne réception de la présente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, mes salutations distinguées.

Xavier HUBERT
Président du SIEGE 27

Xavier HUBERT

ZAC du Long Buisson
12, rue Concorde
27 930 Guichainville

Adresse postale :
CS 30289
27 002 Evreux Cedex

Tel : 02 32 39 82 00
Fax : 02 32 39 82 11

siege27-direction@siege27.fr

www.siege27.fr

SIRET : 252 701 974 00021

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

RÉPONSES DU SIEGE 27

AU

RAPPORT D'OBSERVATIONS DEFINITIVES

SUR LES COMPTES ET LA GESTION DU

SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ELECTRICITE ET DE GAZ DE L'EURE

Exercices 2018 à 2022

Guide de lecture :

A partir du rapport d'observations de la Chambre fidèlement reproduit, les encadrés numérotés et en italique correspondent aux remarques du SIEGE 27.

1

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et la gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

CONFIDENTIEL

SYNTHESE

Le syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure (SIEGE) exerce depuis 1949 une mission d'autorité organisatrice de distribution publique d'électricité pour l'ensemble des communes du département de l'Eure et de gaz pour certaines d'entre elles. Depuis lors, il a diversifié ses activités, en particulier dans le champ optionnel de l'éclairage public, puis dans le financement de la production d'énergies renouvelables. Ainsi, son statut officiel, obsolète, de syndicat à vocation unique, doit évoluer, illustrant plus largement l'« aggiornamento » institutionnel et administratif à conduire.

Voir commentaires 1 et 2.

La chambre relève qu'en dépit de ses observations passées, le comité syndical est réuni de manière toujours insuffisante, se retrouvant par conséquent trop peu consulté, voire informé, par son bureau et par l'exécutif.

Voir commentaires 2 et 7.

La recherche d'efficacité dans le fonctionnement institutionnel sera un levier pour mettre un terme aux irrégularités (débats d'orientation budgétaire, vote du complément indemnitaire annuel, participations financières, subventions, informations sur les marchés) et renforcer la place de cette instance qui apparaît en retrait, notamment dans les décisions d'investissement. L'administration devra également remédier aux lacunes dans la tenue de sa comptabilité, en revoyant le cadre de son budget annexe industriel et commercial.

Le SIEGE, qui bénéfice d'une aisance financière pour mener son programme d'investissement, va arriver au terme des possibilités de ponction sur son fonds de roulement au rythme actuel. L'autofinancement ne permettant plus désormais de couvrir la totalité des dépenses d'équipement, le maintien du volume actuel impliquera des choix. La poursuite de la modernisation du réseau d'électricité, dont la performance comparée se situe à un niveau médian, avec quelques points de vigilance, demeurera centrale dans l'effort mené. Le financement des énergies renouvelables, par le budget annexe, mais surtout par des participations et des subventions, prend son essor. Soutenu et simplifié bientôt par la création d'une société d'économie mixte, il s'inscrit dans la réflexion régionale issue de l'entente « Territoire Energie Normandie ». Le SIEGE devra ainsi concilier l'entretien du réseau et ses missions optionnelles, en définissant des priorités et une stratégie institutionnelle, notamment en matière d'investissement, qui fait aujourd'hui défaut.

Voir commentaires 53 et 68

La planification de ces investissements pourrait être fortement élargie, puisque seuls 9 % des travaux du SIEGE entrent dans une dimension de pluriannualité interne, tandis qu'une évaluation des coûts respectifs des travaux sur le réseau de télécommunication serait souhaitable.

Voir commentaires 55, 64, 65 et 66

Une meilleure prévision des dépenses d'équipement impliquera de repenser la logique qui préside à leur détermination. Les conférences départementales dites « loi NOME » introduisent un pilotage consolidé et bisannuel des investissements sur le réseau d'électricité, qui pourrait appuyer cet approfondissement par le syndicat.

La nouvelle convention de concession avec le gestionnaire du réseau, Enedis, a permis une évolution favorable du pilotage et du contrôle, en inscrivant notamment les investissements du gestionnaire de réseau dans un schéma directeur et un plan pluriannuel, sous l'égide du comité de suivi de la concession. Le contrôle de la concession conduit avec l'assistance d'un cabinet d'audit, bien qu'effectif, voit sa portée limitée du fait de la qualité insuffisante des comptes rendus d'activité du concessionnaire.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

CONFIDENTIEL

Le nombre important d'opérations de travaux dans les communes rurales, issues de la répartition de la maîtrise d'ouvrage entre le syndicat et son concessionnaire, s'appuient sur une organisation solide, mais avec une formalisation qui pourrait être renforcée. A cet égard, le SIEGE doit assumer son statut d'entité adjudicatrice, afin de défendre pleinement l'intérêt de l'organisme lors de la passation de ses imposants marchés. De plus, une meilleure maîtrise de la conduite des procédures de marchés (négociation, méthodes de notation) permettrait à la fois une sécurisation juridique et un choix financier optimal.

Voir commentaires 23, 24, 25, 26, 31, 33 et 34.

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

1 . Clarifier les statuts du syndicat quant à sa nature juridique ;
2. se doter d'un document stratégique d'ensemble, permettant une vision consolidée et hiérarchisée des perspectives d'investissement ;
3. améliorer le pilotage des investissements, en élargissant le champ de la planification et de la pluriannualité ;
4. renforcer le contrôle sur le concessionnaire (diffusion et qualité du contenu des documents à produire au concédant) ;
5. évaluer précisément les contributions respectives des travaux sur les réseaux de télécommunications et leurs évolutions ;

OBLIGATIONS DE FAIRE

6. Réunir le comité syndical conformément aux textes et conforter son champ décisionnel (débats d'orientation budgétaire, vote du complément indemnitaire annuel, participations financières, subventions, informations sur les marchés) ;
7. fiabiliser la tenue des comptes, notamment en matière de comptabilité des engagements et des valeurs inactives ;
8. appliquer rigoureusement le régime de l'adjudication et les procédures de la commande publique (négociations, méthode de notation).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et la gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

CONFIDENTIEL

I. RAPPEL DE LA PROCEDURE

La chambre régionale des comptes Normandie a inscrit à son programme l'examen de la gestion du syndicat d'électricité et de gaz de l'Eure (SIEGE) pour les exercices 2018 à 2022. Par lettre en date du 14 février 2023, le président de la chambre en a informé M. Xavier Hubert, ordonnateur pour l'ensemble de la période sous revue. L'entretien de fin de contrôle avec le rapporteur s'est tenu le 16 juin 2023.

Lors de sa séance du 4 juillet 2023, la chambre a arrêté ses observations provisoires, qui ont été transmises dans leur intégralité à M. Hubert et, pour les parties qui la concernent, à la société Enedis concessionnaire du réseau de distribution public d'électricité. Tous deux ont répondu.

0. En annexe, la réponse de M. HUBERT au rapport provisoire.

Après avoir entendu le rapporteur et pris connaissance des conclusions du procureur financier, la chambre a arrêté, le 18 octobre 2023, le présent rapport d'observations définitives.

II. UN CADRE INSTITUTIONNEL ET ADMINISTRATIF A RENOVER

Le précédent rapport d'observations définitives de la chambre, délibéré le 2 février 2016, avait conduit à dégager des observations, dont certaines, portant notamment sur la tenue de la comptabilité, demeurent non satisfaites. Plus encore, la problématique institutionnelle récurrente mise en exergue, avec un comité syndical en retrait, n'a pas connu d'amélioration.

A. Statut et compétences

1. Un syndicat faussement classé comme à vocation unique

Le syndicat est régi par les dispositions générales des articles L. 5212-1 et suivants du code général des collectivités territoriales (CGCT). Créé par arrêté préfectoral de 1949, le syndicat d'électricité et de gaz de l'Eure (SIEGE) est constitué exclusivement de communes. Conformément à l'objectif fixé par le législateur (article L. 2224-31 du CGCT), le syndicat exerce la mission d'autorité organisatrice de distribution publique d'électricité pour les 585 communes du département. Son siège est fixé à Guichainville, dans la banlieue d'Evreux, mais ses instances se tiennent pour la plupart dans des locaux situés à Evreux.

Les statuts actuels du SIEGE ont été modifiés depuis le dernier contrôle de la chambre, par un arrêté préfectoral du 3 mai 2017, l'arrêté du 21 décembre 2020 ayant établi la dernière liste actualisée des communes relevant du régime des aides à l'électrification rurale. L'organisme n'envisage pas de se transformer en syndicat mixte ouvert aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) - parties prenantes de la transition énergétique -, à la différence d'autres syndicats départementaux d'énergie normands.

Le SIEGE reste qualifié de syndicat intercommunal à vocation unique, tel que prévu par la loi du 22 mars 1890. Cependant, à sa compétence historique et unique de distribution d'énergie, se sont ajoutées d'autres missions, comme l'éclairage public, les énergies renouvelables ou la mise en place d'un réseau de bornes électriques de recharge. La diversité actuelle des objets poursuivis par l'établissement public qui, en pratique, en fait un syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM), est en contradiction avec ce statut.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

CONFIDENTIEL

1. Les statuts du SIEGE 27 ne qualifient pas l'établissement comme étant à vocation unique. C'est son règlement intérieur qui l'apparente de fait à un SIVU en ce qu'il fixe le rythme des réunions de l'organe délibérant à 1 fois par semestre.

La chambre observe que le SIEGE, dans son fonctionnement actuel, est un SIVOM, dont certaines compétences, comme l'éclairage public, sont optionnelles au sens de l'article L. 5212-16 du CGCT, et l'invite à modifier ses statuts en conséquence.

2. Conformément au commentaire 1 susmentionné, les statuts ne mentionnant pas la nature de l'établissement; il n'y a pas d'intérêt qu'ils soient modifiés. En revanche et prenant acte de l'obligation de réunir le Comité syndical quatre fois par an, le règlement intérieur sera révisé en conséquence.

2. Deux ensembles de compétences principales obligatoires

Ces compétences sont prévues par l'article 2 des statuts du syndicat. Le règlement intérieur indique que « l'objet du SIEGE est de représenter les communes, de défendre leurs intérêts, d'étudier toutes les questions intéressant la distribution de l'électricité et du gaz (...) Dans ce but, les communes lui ont transféré leurs compétences d'autorités concédantes ».

Les communes ont ainsi délégué au SIEGE la compétence d'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité (AODE) et de gaz (AODG), agissant dans le cadre des compétences définies par l'article L. 2224-31 du CGCT, réunies désormais sous le vocable d'autorité organisatrice de la distribution publique d'énergie (AODen). Cette qualité emporte deux conséquences :

- en premier lieu, il appartient au SIEGE de conclure les conventions nécessaires à la délégation des missions de service public pour les réseaux de distribution de ces deux sources d'énergie et d'exercer le contrôle du bon accomplissement des missions de service public, ainsi que le contrôle de ces réseaux ,
- en second lieu, le SIEGE exerce un rôle de maîtrise d'ouvrage partagée pour les travaux nécessaires au bon fonctionnement de ces différents réseaux, ou participe à leur financement.

3. Le contrat de concession entre le SIEGE 27 et GRDF ne prévoit pas le partage de la maîtrise d'ouvrage sur le réseau de gaz, entièrement assurée par le concessionnaire.

4. Le cofinancement du réseau gaz est limité aux seules extensions de réseau et sous réserve expresse que le calcul bénéfice/investissement soit inférieur à 0.

Le SIEGE délègue à des concessionnaires la gestion des réseaux d'électricité et de gaz. A ce titre, un concessionnaire unique, historique, Enedis, bénéficie d'une convention qui couvre la totalité des communes de l'Eure pour la distribution d'électricité. Si ce périmètre reste inchangé sous l'empire de la nouvelle concession, le réseau a progressé en nombre de kilomètres (km), la distribution en gigawatt-heures (GwH), tandis que le nombre d'usagers desservis a crû de plus de 2,6 %, essentiellement dans les zones rurales.

Tableau n °1 : Caractéristiques principales de la concession d'électricité

Concessionnaire	Contrat	Communes	Consommateurs en 2017	Consommateurs en 2021	Patrimoine en km en 2018	Patrimoine en km en 2021	GWH en 2017	GwH en 2020
Enedis	1 contrat	585	317 492	327 712	7 896 HTA et 8 111 BT	8 025 HTA et 8 341 BT	3 716	3 820

Source : délibérations relatives aux CRAC de concession

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et la gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

CONFIDENTIEL

3. Deux missions complémentaires, à son initiative ou à la demande de ses membres

L'enfouissement des réseaux de télécommunications, comme prestataire de l'opérateur historique, aujourd'hui dénommé Orange, est également une mission prévue par la loi et reprise dans l'article 3 des statuts du syndicat.

Selon les termes du même article, le SIEGE peut aménager et exploiter des installations d'énergie renouvelable ou de proximité. A ce titre, son action prend corps dans le budget annexe « production d'énergie renouvelable », mais surtout dans le cadre de prises de participation ou de subventions, qui sont des leviers importants.

4. Deux compétences optionnelles, sur demande des communes-membres

Le SIEGE s'est également vu transférer par certaines communes de l'Eure (168 en 2021), des compétences en matière d'éclairage public, représentant 34 312 points lumineux et 1 788 armoires d'éclairage.

5. En 2021, 188 communes ont transféré la compétence, correspondant à 33 030 points lumineux dont 4 835 LED et 1 805 armoires d'éclairage.

A ce titre, le syndicat exerce la maîtrise d'ouvrage des travaux neufs, la maintenance des équipements et assure la fourniture d'énergie. Enfin, la création, l'entretien et l'exploitation nécessaires de matériels nécessaires à la recharge des véhicules électriques ou hybrides ont été mis en œuvre en lieu et place de communes-membres.

5. Autres compétences en faveur des communes-membres et « collectivités territoriales situées sur le territoire syndical »

Les statuts prévoient dans leur article 8 d'autres missions de « mise en commun », comme l'assistance à l'élaboration des plans climat air énergie territoriaux (PCAET) ou les opérations venant en substitution d'extensions ou de renforcements classiques des réseaux. S'il s'agit des seules compétences ouvertes à d'autres collectivités territoriales, la condition posée du périmètre « territoire syndical » en limite cependant de fait fortement la portée géographique.

Enfin, le syndicat peut coordonner un groupement de commandes, mais, cette fois, seulement à la « demande expresse des communes-membres ».

B. Un fonctionnement institutionnel qui demeure imparfait

1. Un organe délibérant en retrait

Le règlement intérieur, adopté par délibération du 21 mai 2022, porte notamment régularisation d'une pratique jusqu'alors non conforme (pratique du huis clos) et introduit des dispositions sur les modalités de visioconférence (sauf élection, désignation et vote du budget primitif) pour des réunions supplémentaires.

a. Une composition sur une base strictement communale

Le comité syndical est constitué des 675 représentants des communes adhérentes en 2021. Si le nombre de communes décroît régulièrement (602 en 2017, 585 en 2021) en raison des regroupements communaux, les 90 communes déléguées au sein de communes nouvelles conservent néanmoins leur voix consultative.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

CONFIDENTIEL

Les dernières élections en date se sont tenues le 18 juillet 2020. Monsieur Xavier Hubert a été réélu, par 402 voix sur 411 comme président. Le même jour, les trois vice-présidents ont été désignés, ainsi que le bureau.

b. Une fréquence de réunions qui reste insuffisante

La chambre avait précédemment relevé la nécessité, dans ses deux précédents rapports, qu'en vertu des dispositions de l'article L. 5211-11 du CGCT, le comité syndical se réunisse au moins une fois par trimestre, ce qui n'est toujours pas le cas.

Le règlement intérieur précise, en outre, que le comité syndical doit se réunir au minimum une fois par semestre, ce qui n'est pas conforme aux textes. Il ne semble pas, en effet, que cette modalité ouverte dans l'article précité pour « les syndicats formés en vue d'une seule œuvre ou d'un seul service d'intérêt communal » soit ici naturellement applicable. De facto, seulement deux réunions du comité syndical ont lieu par an.

Ne peuvent être considérés comme tels les « débats d'orientation budgétaire », ces réunions ne faisant pas l'objet d'un décompte des présents, d'une vérification du quorum et de procès-verbaux. De surcroît, les délibérations adoptées lors de ces débats ne font figurer aucun votant, mais uniquement le nombre théorique de participants conviés. Elles sont donc irrégulières. Le SIEGE ne satisfait par conséquent pas non plus aux dispositions de l'article L. 2312-1 du CGCT, qui requiert que soit pris « acte de ce débat par une délibération spécifique ».

Le syndicat doit se mettre en conformité avec la loi dans son fonctionnement institutionnel, en modifiant le règlement intérieur et en instituant l'organisation d'au moins quatre comités syndicaux régulièrement tenus et délibérant valablement.

6. Conformément aux commentaires 1 et 2, le règlement intérieur sera modifié de telle sorte que le Comité syndical se réunisse quatre fois par an.

c. Le coût de l'organisation des réunions plénières du comité syndical

Le syndicat ne conteste pas cet écart à la réglementation, mais argue des grandes difficultés d'organisation, au regard du nombre de représentants. La chambre relève en effet que la tenue des réunions du comité syndical dans des vastes salles, louées longtemps en avance (salle « Le Cadran » à Evreux ou salle de cinéma), représente plus de 8 000 euros par réunion. Le total des frais de mission des élus, qui correspondent en totalité aux frais de déplacement des représentants, atteignent ainsi 24 000 euros en 2020, 13 000 euros en 2021 et 27 000 euros en 2022. Au-delà des difficultés matérielles, la question du coût ne peut être totalement éludée.

7. Après plus de 60 ans d'exercice, l'organisation des sessions de l'établissement est maîtrisée. Comme indiqué par la chambre, ce sont les coûts qui ont justifié jusqu'à ce jour la limitation des réunions à 3.

Comme le pratiquent d'autres syndicats d'énergie normands, la mise en place d'instances territorialisées (collèges électoraux et instances de concertation), permettrait de réduire la composition du comité syndical, en lui garantissant sa représentativité et d'associer les EPCI. Une telle évolution, pourtant économe de ses moyens, n'a pas la préférence du syndicat.

8. La territorialisation de la représentation des communes telle qu'envisagée par la chambre ne favorise pas la représentation de chacune des communes, y compris des communes déléguées d'une commune nouvelle à titre consultatif.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et la gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

CONFIDENTIEL

d. Commission consultative des services publics locaux

Une commission consultative pour les services publics locaux a été créée, conformément aux dispositions de l'article L. 1413-1 du CGCT. La tenue de ses réunions ne répond pas au principe d'annualité posé par le CGCT, puisque les exercices 2018 et 2021 n'en ont pas bénéficié et que celle de 2022 n'a pas réuni le quorum.

La délibération du 11 décembre 2020 prend la suite de celle du 24 mai 2014, prévoyant, outre le président de droit, la nomination d'un représentant de l'assemblée délibérante et la désignation de trois représentants d'associations locales ou d'organismes consulaires (qui sont « UFC Que Choisir « Association France Rurale » et la chambre d'agriculture de l'Eure). L'article précité prévoit néanmoins qu'elle « comprend des membres de l'assemblée délibérante ou de l'organe délibérant, désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle ». La présence d'un seul représentant au comité syndical paraît ainsi non conforme à cet objectif de représentation.

***9.** L'article L1413-1 du CGCT est difficilement applicable dans le cas d'espèce. Chaque commune ayant une voix au comité syndical, la représentation proportionnelle ne peut être envisagée sur des bases objectives. Le SIEGE examinera avec la FNCCR les voies et les moyens qui sont mis en œuvre dans les syndicats de même profil.*

e. La commission d'appels d'offres

La mise en place d'une commission d'appels d'offres (CAO) est prévue aux articles L. 1414-1 à 4 et L. 141 1-5 du CGCT. Les délibérations du 24 mai 2014 et du 18 juillet 2020 ont permis l'élection conformément à ces textes d'une CAO après chaque renouvellement du comité syndical. Néanmoins, ni les délibérations, ni les procès-verbaux de cette instance ne rendent compte des opérations de vote. Le SIEGE est invité à procéder à cette formalisation.

***10.** Si la chambre fait état de l'absence de mention des opérations de vote dans les Procès-verbaux de la CAO, il est précisé que ces mentions ne figurent pas lorsque la décision est prise à l'unanimité. Une précision sera apportée dans les prochains CR de la CAO avec la mention « attribution sur décision des membres à l'unanimité ».*

En revanche, si la chambre fait état de l'absence de mention et détails des opérations de vote pour l'élection de la CAO dans les délibérations du 24 mai 2014 et du 18 juillet 2020, cette absence est normale et justifiée par le recours, lors de ces deux élections, aux dispositions de l'article L2121-21 alinéa 7 du CGCT qui dispose que « si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant ». Dans ces deux élections, une seule liste s'est à chaque fois présentée, malgré un appel à candidature réalisé par le Président en séance.

2. La répartition des compétences internes entre organes du syndicat

a. Les pouvoirs du comité syndical

En conformité avec l'article L. 5212-15 du CGCT, le comité syndical se voit octroyer une mission générale pour connaître des « affaires relevant de la compétence » du syndicat, donnant son avis dans tous les cas prévus par les lois et règlements, et peut émettre des vœux.

Il procède à l'élection du président, du vice-président et des membres du bureau. Il participe au débat sur les orientations générales du budget, délibère sur le compte administratif et détermine les emplois nécessaires.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

b. Les attributions du bureau

Le bureau, désigné par le comité, est composé de 22 membres, auxquels s'ajoutent le président et les trois vice-présidents. Les réunions du bureau se tiennent six ou sept fois par an. Toutefois elles ne donnent lieu à l'établissement d'aucun procès-verbal ou compte rendu. Seules sont formalisées ses très nombreuses délibérations (188 sur la période), soit environ autant que celles du comité syndical, mais pas nécessairement sur les mêmes sujets. Les rapports de gestion sur les compétences exercées par le bureau sont succincts et les comptes rendus ne mentionnent que la liste des délibérations prises par le bureau durant la période intercalaire.

En vertu du règlement intérieur, le comité syndical peut déléguer ses attributions au bureau, sauf le vote du budget, l'approbation du compte administratif, la modification de la composition, du fonctionnement et de la durée du syndicat et la délégation de la gestion d'un service public, dans une formulation conforme à l'article L. 521 1-10 du CGCT. La délibération du 18 juillet 2020 est plus limitative, ses compétences ne comprenant que la passation de conventions, hors champ de la commande publique, les programmes de travaux et modalités financières des opérations réalisées sous la maîtrise d'ouvrage du syndicat et la conclusion de conventions de partenariat et groupements de commandes.

Cependant, dans les faits, une large partie de l'activité du syndicat est déléguée au bureau. L'essentiel de la programmation d'investissements ainsi que la plupart des projets de partenariat et d'adhésion aux groupements y sont présentés ou délibérés.

c. Les délégations à ordonnateur

Le président est élu pour la durée du mandat du comité. Il prépare et exécute les décisions du comité syndical et du bureau, il est ordonnateur de l'organisme. La délibération du 18 juillet 2020 prévoit d'accorder au président certaines compétences, issues de l'article L. 2122-22 du CGCT. Les trois vice-présidents reçoivent délégation de fonctions.

Selon le règlement intérieur, le président peut, par arrêté, déléguer ses fonctions ou donner délégation de signature au seul directeur du syndicat. Pourtant, lors des nouvelles délégations de 2020, sept fonctionnaires en sus du directeur général des services ont aussi reçu délégation de signature de la part du président. Il convient de mettre un terme à cette irrégularité.

11. L'article L2122-19 du CGCT permettant la délégation au DGS, DGA, DST, Responsables de services, le règlement intérieur sera révisé en conséquence.

3. Des empiètements sur les compétences du comité syndical

Outre la question de la délibération irrégulière sur le débat d'orientation budgétaire (cf. supra), plusieurs points requerraient une décision en comité syndical.

a. Le régime indemnitaire

Le régime indemnitaire unique est entré en vigueur le 1 er janvier 2017, sur le fondement de la délibération du 26 novembre 2016, établissant le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP). L'indemnité de fonction, de sujétions et d'expertise (IFSE) ainsi que le complément indemnitaire annuel (CIA) sont établis, pour l'ensemble des agents titulaires et contractuels, avec une attribution effective.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et la gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

Toutefois, la délibération relative au CIA renvoie à une décision du président qui « fixera les montants, seuils et plafonds attribuables ». Ces éléments auraient dû figurer dans une délibération du comité syndical, dont la détermination d'un plafond annuel par groupe de fonctions. De surcroît, aucune décision du président n'a pu être produite.

Le SIEGE doit régulariser les conditions d'octroi de son CIA par une délibération de son comité syndical déterminant les plafonds et les montants associés.

12. La délibération d'origine ne fait pas mention d'une délibération annuelle concernant le CIA mais d'une décision du Président avant versement en fonction des crédits disponibles. En l'espèce, aucune augmentation du budget n'a été nécessaire en fin d'exercice pour le versement de ce CIA aux agents, la décision n'a donc porté que sur le volume attribué disponible et la répartition individuelle et formalisée par un document signé du Président avant émission des salaires du mois de décembre de chaque année. Aucune délibération ne s'est avérée nécessaire puisqu'aucun impact budgétaire supplémentaire n'a été constaté pour le versement de cette prime dont le volume reste limité à 30 000€ (hors charges) pour plus de 45 agents.
Une information auprès des élus lors du Comité pourra être mise en place en 2024 pour préciser le montant alloué à cette prime et, en cas de besoin de crédits supplémentaires, une délibération sera adoptée.

b. Les subventions

Aucune des subventions attribuées sur la période n'a fait l'objet d'une délibération du comité syndical. Les annexes des budgets et des comptes y afférentes ne sont pas produites.

A titre d'exemple, l'importante somme octroyée au syndicat de destruction des ordures de l'ouest de l'Eure (SDOMODE), pour 167 380 euros, en 2021, n'a pas été présentée au comité syndical mais au seul bureau, semblant confondre la compétence de conclusion de la convention en tant qu'instrument et la conséquence financière qui relève de l'organe délibérant.

Or il s'agit bien du versement d'une subvention à ce syndicat, afin de couvrir 74 % des dépenses d'équipement d'un projet sous maîtrise d'ouvrage du SDOMODE et de financer des études et des prestations dans le champ des énergies renouvelables.

Le terme impropre de « participation » utilisé n'est pas partagé par le bénéficiaire puisque la délibération de réception par le SDOMODE mentionne bien une « subvention » de la part du SIEGE. En conséquence, l'imputation au compte « 266 — autres participations » n'est pas correcte.

13. La somme de 167 380€ correspond à une avance consentie en investissement au projet d'énergie renouvelable porté par la SAS TRANSITION EUROISE du CETRAVAL qui remboursera au SIEGE et au SDOMODE l'investissement en cas de réalisation du projet. Le SIEGE maintient donc que l'imputation au compte 266 lui semble la plus adaptée.

Le SIEGE verse également à l'association du personnel une subvention annuelle fixée par la délibération du comité syndicat du 28 mai 2016. Cette subvention dépasse annuellement le montant de 23 000 euros au-delà duquel une convention est requise par les textes. Par ailleurs, le principe de la subvention et son montant ont été déterminés lors de la précédente mandature, l'actuel comité syndical ne s'étant pas prononcé sur le principe au-delà de l'inscription des crédits correspondants lors de l'adoption du budget annuel de l'établissement. Enfin, aucun document n'est annexé au compte administratif pour rendre compte de l'utilisation de cette subvention par l'association.

14. La convention sera mise en place dès 2024 pour se conformer à cette obligation.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

CONFIDENTIEL

L'octroi de ces subventions devra à l'avenir faire l'objet de délibérations de la part du comité syndical, appuyées sur les documents requis. En outre, leurs données essentielles devront figurer sur le site du syndicat, comme le requiert le décret n°2017-779 du 5 mai 2017 relatif à l'accès sous forme électronique aux données essentielles des conventions de subvention.

15. L'information sera mise en place dès 2024 pour se conformer à cette obligation.

c. Le principe de participation dans des sociétés

Les mouvements financiers intervenus sous la forme de prises de participation illustrent également le faible contrôle de l'assemblée délibérante, alors même que ces leviers de financement des projets d'énergie renouvelables se développent.

Si la délégation du comité au bureau prévoit « la passation de conventions, hors champ du code des marchés publics et contrats de délégation de service public », le comité syndical devrait approuver formellement ces prises de participation et tous autres engagements financiers qui peuvent en résulter. Or les vérifications de la chambre ont permis de constater que cela n'a pas été le cas en deux occasions.

Par délibération du 10 juillet 2020, a été décidée une prise de participation dans la société par actions simplifiée (SAS) « Transition euroise Roman II », qui mène un projet éolien. Le contrat de cession de 15 % des actions en faveur du syndicat a été conclu avec la société « EDPR France Holding », pour 150 actions. L'autorisation du comité syndical était comprise entre « 364 500 euros et 423 000 euros ». L'opération a lieu par mandat pour 364 500 euros, versés à « EDPR France Holding » (minoré d'un trop-versé ultérieur de 61 500 euros).

Cependant, une avance en compte courant d'associé consentie par le SIEGE (361 000 euros) a été décidée le 19 octobre 2020, pour financer le démarrage de la construction du projet précité.

Cette possibilité est certes prévue par l'article L. 1522-4 du CGCT, mais avec un cadre défini par l'article L. 1522-5 du CGCT, prévoyant l'adoption par l'assemblée délibérante d'un rapport et une motivation de l'apport « justifiant son montant, sa durée ainsi que les conditions de son remboursement, de son éventuelle rémunération ou de sa transformation en augmentation de capital ».

16. En 2015, l'article L2253-1 du CGCT ne renvoyait pas aux dispositions du CGCT relatives aux Sociétés d'Economie Mixte (article L1522-5 notamment) et leur intégration à l'été 2019 était pour le Gouvernement motivée par des critères uniquement géographiques (cf. débat du Sénat du 16.07.2019). En décembre 2021, le SIEGE 27 prend acte d'une pénultième modification de l'article L2253-1 et réfléchit alors à l'adhésion ou à la création d'une structure porteuse des projets d'énergie renouvelable qu'il développe en étroite coopération avec les communes du département.

La délibération associée, qui reste celle du 10 juillet 2020, ne mentionne aucun montant autre que la cession initiale, se contentant d'autoriser le président « *à signer toute convention de compte courant d'associés engageant le SIEGE 27 à cofinancer le projet (...)* ». Il n'est pas possible de considérer dès lors que le comité syndical se soit prononcé expressément sur l'opération d'avance de fonds, ni qu'il ait été suffisamment informé, les documents prévus par la loi n'ayant pas été produits, alors même que l'opération présente un risque financier pour le syndicat.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et la gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

De plus, la même délibération prévoit également que le président puisse « *souscrire aux éventuelles augmentations de capital de la SAS* ». Moins de deux mois plus tard, une augmentation de capital est survenue, par mandat du 11 décembre 2020, pour 90 300 euros.

Ces deux mandatements successifs de 361 000 euros, puis de 90 300 euros, qui se sont de facto ajoutés, dans les mois qui ont suivi, aux 364 500 euros initiaux, auraient dû être décidés par le comité syndical de manière expresse et précise, d'autant qu'il n'est pas apparu qu'il en fût informé par la suite.

***17.** La délibération du 10 juillet 2020 précise également que cette autorisation faite au Président* « à signer toute convention de compte courant d'associés engageant le SIEGE 27 à cofinancer le projet (...) » *est assortie de la condition suivante* « dans la limite des possibilités législatives et des crédits budgétaires ».

Par ailleurs, il a été constaté que le bureau syndical du 11 octobre 2019 a statué sur la participation à l'étude d'injection « Biogaz Iton » pour 5 290 euros alors qu'il appartenait au seul comité syndical de se prononcer sur cette question.

***18.** La délibération du Comité syndical du 26 mai 2018 « Soutien au développement de la filière méthanisation » propose « de confier au Bureau syndical le soin d'instruire les dossiers » dans la limite des crédits budgétaires alloués.*

Le Bureau syndical délibère systématiquement pour chaque étude financée par le SIEGE.

d. Une information sur les investissements à consolider

La programmation des investissements du SIEGE distingue essentiellement celui des « villes B » (une partie des communes urbaines), qui bénéficient d'une programmation pluriannuelle présentée au comité syndical, et celle des « communes C » (communes rurales), établie annuellement après concertation avec les EPCI et présentée devant le seul bureau.

Pourtant, les investissements des villes B ne représentent que moins de 9 % de l'ensemble des dépenses d'équipement du syndicat. Une part essentielle de l'investissement n'est donc pas présentée devant le comité syndical. Une meilleure information apparaît souhaitable, compte tenu de l'enjeu financier central des investissements du syndicat.

***19.** La programmation financière des villes B est présentée tous les trois ans au Comité syndical. S'agissant des communes C, la programmation pluriannuelle s'appuie sur un mécanisme délibéré le 16/01/2012, actualisé chaque année en fonction de l'évolution de la TCCFE, du nombre de départs mal alimentés et du linéaire de fils nus restant. L'enveloppe financière figure chaque année en annexe du budget et du débat d'orientations budgétaires.*

C. La gestion interne souffre d'insuffisances

1. Le fonctionnement des services

a. Le suivi réglementaire du fonctionnement des services est insuffisant

La délibération du 26 mai 2018 modifiant l'organigramme de 2012 a créé un poste de directeur adjoint et scindé la « direction du service » (service technique) entre un pôle de maîtrise d'ouvrage et un pôle de maitrise d'œuvre. Le directeur des services fonctionnels se voit adjoindre un autre directeur, tandis qu'un poste de chargé de communication apparaît.

La délibération du 29 mai 2021 s'est contentée de prendre acte de la création de postes en les incorporant, soit deux dans les services fonctionnels, trois dans le service « transition énergétique », un dans le service « maintenance » et un affecté à la mission « plan de corps de rue simplifié ». Depuis lors, la direction des services fonctionnels inclut les services des finances, des affaires juridiques, de l'informatique et la cellule des marchés.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

20. La direction des services fonctionnels regroupe toutes ces cellules administratives depuis 2018.
Chaque poste créé sur la période a fait l'objet d'une délibération motivée du Comité syndical et d'une modification du tableau des effectifs.

Seul le bilan social de 2017 et le rapport social unique de 2021 ont été établis, ainsi qu'une synthèse comparative entre les deux exercices. Le SIEGE doit veiller pour l'avenir à remplir ses obligations d'établissement des rapports sociaux uniques, désormais annuels.

21. Le SIEGE n'a pas rempli cette obligation biannuelle en 2019, mais a rattrapé ce manque en établissant a posteriori une projection sur la période 2017-2021, projection issue des données du bilan 2017 comparées à celui établi en 2021.
Réformé au 01/01/21, l'obligation désormais annuelle du RSU est totalement remplie par le SIEGE, l'établissement faisant partie des 64% des collectivités ayant honoré cette obligation par le biais de l'utilisation de la plateforme nationale des CDG en 2022.

b. Un effectif qui voit une augmentation de cinq agents de catégorie A

Le SIEGE emploie 44 agents, répartis de manière assez homogène entre les catégories (12 de catégorie A, 18 de catégorie B et 14 de catégorie C) et les filières administrative (19 agents) et technique (25 agents). Le personnel ne comprenait que 36 agents physiques en 2017, soit une augmentation de 20 % des emplois physiques. Ils représentent 42,09 ETPR en 2021 contre 35 ETPR en 2017. En 2021, deux emplois budgétaires d'ingénieurs sont non pourvus, le SIEGE confirmant rencontrer une difficulté de recrutement.

Les modifications du tableau des emplois font l'objet de délibérations, selon les termes de l'article L. 313-1 du code de la fonction publique. L'augmentation des effectifs de huit agents se répartit de manière égale entre les deux filières administrative et technique, mais plus fortement sur la catégorie A (4 agents de plus) contre 3 agents de catégorie C, et 1 B, traduisant une volonté de consolidation des fonctions de conception intellectuelle, par un « repyramidage ». Au total, le tableau des emplois de la période sous revue, de 2018 à 2021, voit la création d'un poste d'attaché, de deux ingénieurs pourvus et de deux ingénieurs non pourvus, soit 5 emplois de catégorie A, ce qui en porte la proportion du quart au tiers des effectifs totaux.

La grande majorité des agents sont des titulaires, soit 32 sur 36 en 2017 (4 contractuels) et 35 agents sur 44 en 2021 (9 contractuels). Les contractuels relèvent de la catégorie A (4 ingénieurs sur 7 et 1 attaché sur 2), ou bien de la catégorie B (4 techniciens principaux de 2e classe sur 7). Près d'un agent de catégorie A sur deux est contractuel, ce qui révèle les difficultés de recrutement du syndicat. Leurs rémunérations sont en revanche tout à fait comparables à celles des titulaires de même grade et emploi.

c. Des mutualisations sectorielles

Outre l'appui à l'établissement des Plans Climat Air Energie Territoriaux qui relèvent de la compétence des EPCI, avec, notamment, la mise à disposition d'un outil de prospective énergétique, les modalités de coopération mises en place par le SIEGE prennent principalement la forme de groupements de commandes (articles L. 2113-6 à L. 21 13-8 du code de la commande publique) créés par délibération du bureau sur délégation du comité syndical (cf. *infra*).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et la gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

CONFIDENTIEL

***22.** En sus des groupements de commandes cités, le SIEGE 27 a, dans la période de contrôle, développé de nombreux outils de mutualisation facilitant la tâche des communes membres au rang desquels il convient de mentionner le plan corps de rue simplifié (une obligation réglementaire à compter de 2025 pour toutes les collectivités territoriales et leurs groupements), les études de gisement biomasse pour accélérer les projets territoriaux de méthanisation sur la moitié Ouest du département à la demande de la Région Normandie, la commission consultative paritaire de l'énergie chargée de coordonner l'investissement sur les réseaux d'énergie, donnant lieu notamment à la finalisation de contrats de transition écologique dans lesquels le SIEGE est partenaire,...*

2. La commande publique

a. Les enjeux généraux de la commande publique du syndicat

Durant la période sous revue, la commande publique a représenté un montant cumulé en exécution de plus de 157 millions d'euros hors taxes.

Les marchés les plus importants prennent la forme d'accords-cadres pluriannuels à bons de commande pour la conduite des opérations intéressant le réseau d'électricité, passés en procédure formalisée (appels d'offres ouverts). Ceux passés en procédure adaptée apparaissent marginaux (2,63 millions d'euros au total) et concernent des marchés de services et d'études. Les procédures formalisées prédominent (en 2021, 34,4 millions sur 35,4 millions).

***23.** Pour le montant indiqué de 34.4M€ par la chambre, les procédures formalisées les plus importantes couvrent non seulement les accords-cadres pour la conduite des opérations sur le réseau de distribution électrique mais aussi les accords-cadres sur la fourniture de l'éclairage public et la fourniture d'électricité qui ne sont pas allotis par un critère géographique (voir infra).*

Le syndicat ne formalise pas de stratégie particulière ou d'objectifs de performance en matière d'achat. Seuls les derniers renouvellements des accords-cadres pluriannuels de travaux ont permis l'intégration de critères d'attribution spécifiques. En matière de performance, le processus d'achat faisait partie des fonctions couvertes depuis 2006 par la certification externe (norme ISO 9001 AFNOR), qui n'a cependant plus été renouvelée après 2020. Le dernier rapport d'audit de suivi établi pour 2020 ne mentionne plus de remarque particulière pour la fonction « achat ».

***24.** La démarche de certification ISO 9001 a été remplacée par un tableau de bord trimestriel auquel participe l'ensemble des services et qui suit attentivement les achats.*

Les principaux contrats sont donc des accords-cadres pluriannuels de travaux à bons de commande, allotis le plus souvent selon un critère géographique, sans minimum ni maximum pour la période sous revue (entre 2018 et 2022) — Cf. infra. A partir du 1er janvier 2022 néanmoins, la conclusion d'accords-cadres sans maximum n'est plus autorisée. Le peu de renouvellement des entrants dans les principaux marchés de travaux d'une procédure à l'autre montre une concurrence assez rigide, que le SIEGE peine à élargir par la réflexion menée sur l'allotissement et le sourçage.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

CONFIDENTIEL

***25.** En matière de distribution publique d'électricité, les agréments réglementaires limitent d'abord le nombre d'entreprises susceptibles de répondre aux marchés. On constate ensuite qu'à chaque renouvellement des marchés, des nouveaux entrants apparaissent et que les lots géographiques sont redistribués en fonction des résultats des appels d'offres, témoignant que la concurrence est au rendez-vous.*
L'obligation de fixer un maximum aux marchés est appliquée scrupuleusement pour tous les avis publiés à compter du 1er janvier 2022, conformément au code de la commande publique. Tous les marchés publiés après cette date ont été limités par un montant ou une quantité maximum de commande. Autrement dit, la procédure à laquelle la Chambre fait référence a été passée et s'est terminée au cours du 2nd semestre 2018.
En matière d'éclairage public, les changements de fournisseurs sont réguliers après chaque renouvellement, laissant supposer que le sourçage est mobilisé tous domaines confondus.

En outre, le SIEGE participe de longue date à deux groupements de commandes coordonnés par le SDEC Energies (Calvados) : le premier concerne la fourniture de gaz, le second est un marché de fourniture de postes de transformation électrique.

***26.** A noter aussi l'existence du groupement de commandes « Postes de transformation » qui souligne la volonté du SIEGE 27 d'allotir ses marchés en fonction de ses besoins dans une logique d'optimisation financière.*

Avec la fin de la tarification réglementée de l'électricité, le SIEGE a mis en place à partir de 2016 un groupement de commandes de fourniture d'électricité pour ses besoins propres, ainsi que pour les achats d'électricité de collectivités euroises, ouvert aux autres collectivités de Normandie. D'abord limités, les achats ont par la suite été étendus en janvier 2022 à tous les contrats de fourniture d'électricité. Le SIEGE estime que la part des achats effectués en groupements représente de 10 % à 15 % des commandes annuelles.

***27.** Le groupement de commandes de fourniture d'électricité est limité aux seules collectivités territoriales et groupements de communes du département de l'Eure afin de maintenir une proximité entre le prestataire retenu et les collectivités.*
Les achats ont été volontairement limités aux obligations (ouverture à la concurrence des ex tarifs jaunes) et à la fourniture électrique de l'éclairage public (sur lequel le SIEGE a compétence) de façon que les communes et leurs groupements qui le souhaitaient conservent le tarif réglementé de vente sur les ex tarifs bleus.

Par ailleurs, un volume trop important de besoins dans ce domaine mettrait en péril la pertinence de l'achat groupé, de nombreux fournisseurs n'étant pas en capacité technique de gérer un nombre de sites trop volumineux simultanément sous un même contrat.

Une cellule des marchés est identifiée au sein de la direction des services fonctionnels, sans poste spécifiquement affecté à la commande publique.

***28.** Deux agents animent à temps partiel la cellule marché, conçue pour apporter le soutien nécessaire aux processus d'achats pilotés par les services et pour contrôler les procédures. Un poste supplémentaire et dédié sera sans doute nécessaire pour muscler le service et assurer la communication détaillée de tous les achats au Comité syndical, comme demandé par la chambre.*

Elle intervient en soutien étroit des services techniques, qui restent chargés de l'analyse des offres et du suivi de l'exécution, pour élaborer les pièces administratives et garantir la régularité de la procédure.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et la gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

CONFIDENTIEL

Le SIEGE s'est doté d'un guide rappelant la réglementation et fixant les règles internes en matière de marché à procédure adaptée, qui pourrait être complété d'éléments plus opérationnels. Le précédent rapport de la chambre recommandait de renforcer le dispositif de formation. Un plan de formation a été établi chaque année par le SIEGE, qui fait état de la mise à jour régulière des connaissances des agents chargés des achats, avec notamment en 2019 et 2022 une formation des cadres à l'achat d'énergie. Néanmoins, les formations spécifiques aux techniques mises en œuvre ne sont pas retrouvées dans les thèmes demandés. Il est recommandé de les compléter afin de consolider la compétence interne, notamment afin de renforcer la sécurisation des procédures.

***29.** La formation est présente et régulière mais orientée sur les besoins les plus urgents et sur l'actualité. L'augmentation des effectifs devrait permettre à moyen terme une montée en compétence via un plan de formation plus développé.*

b. La place du comité syndical est à réaffirmer

1) L'exercice des délégations accordées par le comité syndical.

Pour les EPCI, l'article L. 5211-10 permet au comité syndical de déléguer au président, aux vice-présidents ainsi qu'au bureau ses compétences en matière de commande publique à l'exception de la délégation d'un service public.

En 2020, pour la nouvelle mandature, la délibération n° 2020-C-17 a maintenu comme compétence du bureau la seule passation des conventions hors champ de la commande publique, les marchés publics restant de la compétence du président (délibération n° 2020-C-16 du 18 juillet 2020) et les délégations de services publics à la main du comité syndical.

En application de l'article L. 521 1-10 du CGCT, une information sur les attributions déléguées portant sur les achats est assurée à la fin de chaque réunion de la commission d'appel d'offres. Or en pratique, cette information reste partielle puisque l'exécutif ne fait état que des marchés les plus importants par communications au bureau ou lors des assemblées. Sur ce point, la chambre rappelle que cette information exhaustive doit être effectuée en séance plénière et non en commission.

***30.** Tous les marchés, y compris ceux en procédure adaptée, sont présentés en Comité syndical depuis 2023.*

La signature des bons de commande n'est pas une compétence propre du président mais une compétence déléguée par le comité syndical. Sur ce point, la rédaction des arrêtés successifs de délégation de fonctions pris par le président au bénéfice des vice-présidents, en mentionnant à la fin de l'énumération les « compétences déléguées par le comité syndical », manque de précision.

2) Le traitement des pénalités dans les délégations aux agents

Quand le syndicat assure la maîtrise d'œuvre des travaux, la réfaction ou l'exonération des pénalités contractuelles, assimilée à un abandon de recettes, doit être autorisée par une délibération expresse de l'assemblée délibérante.

En outre, l'examen des pièces justificatives du compte 7711 « *Dédits et pénalités perçues* », ainsi que du compte 673 « *Titres annulés sur exercices antérieurs* » pour les exercices 2019, 2020 et 2021 montre une gestion trop peu rigoureuse de ces pénalités par les services, où les délégations de signature ne sont pas toujours respectées. Sont retrouvées, en effet, des annulations et réductions de titres appuyées sur des certificats signés du directeur général, compétent pour intervenir sur la gestion des pénalités comme sur l'émission des titres et mandats, mais également des annulations ou réductions certifiées par des agents des services techniques. Or ces derniers n'ont pas reçu délégation pour émettre

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

des certificats administratifs justifiant auprès du comptable public de la réduction ou de l'annulation de titres, et ne sont pas compétents pour la gestion des pénalités.

c. L'application des règles de passation des marchés

1) Le régime juridique applicable

En tant que personne morale de droit public, le syndicat est un pouvoir adjudicateur au sens de l'article L. 1212-1 1 du code de la commande publique (CCP). Néanmoins, le régime juridique applicable à ses marchés publics est différent lorsque le SIEGE agit en tant qu'entité adjudicatrice, c'est-à-dire quand il exerce son activité d'opérateur de réseau.

Le CCP définit les missions d'opérateur de réseau dans le domaine de l'énergie comme « la mise à disposition, l'exploitation ou l'alimentation de réseaux fixes destinés à fournir un service au public dans le domaine de la production, du transport ou de la distribution de gaz, de chaleur ou d'électricité », ce qui correspond à certaines missions statutaires du SIEGE.

C'est marché par marché qu'il convient d'analyser si le syndicat agit en tant que pouvoir adjudicateur ou en tant qu'entité adjudicatrice, opérateur de réseau. La détermination du régime juridique applicable est plus délicate pour d'autres marchés, pour lesquels il convient de raisonner activité par activité, et selon que les prestations sont ou non dissociables de celles concourant à la mise à disposition, l'exploitation ou l'alimentation du réseau.

Or il apparaît, à l'examen des documents et procédures internes, comme le guide de la commande publique, ainsi que dans l'analyse de la conduite des procédures mises en œuvre, que le syndicat se présente toujours comme pouvoir adjudicateur dans ses avis de marché et non comme entité adjudicatrice quand tel est le cas.

Ainsi, en 2015, 2019 et 2023 ont été conclus deux accords-cadres. Le premier dit « DPEX » s'inscrit pleinement dans le cadre de l'activité d'opérateur de réseau du syndicat.

Le second dit « DPEP » mêle en revanche aux travaux sur le réseau, des interventions sur l'éclairage public et l'enfouissement des réseaux de télécommunication, qui ne font pas partie stricto sensu de l'activité des opérateurs de réseau dans le domaine de l'énergie telles que définie par le CCP. Il s'agit donc d'un marché mixte au sens de l'article L. 2000-05 du CCP, mais l'objet principal du marché reste l'intervention sur le réseau de distribution de l'énergie, activité d'opérateur de réseau du SIEGE.

Dans ces conditions, les deux marchés auraient dû être passés par le SIEGE en tant qu'entité adjudicatrice, ouvrant notamment la possibilité de recourir pour leur passation à la procédure négociée.

Sur ce point, le SIEGE estime qu'il lui serait néanmoins loisible de choisir d'appliquer une procédure plus restrictive.

***31.** Le SIEGE 27 rappelle que l'erreur de qualification ayant conduit l'établissement à se soumettre au régime le plus restrictif n'est pas de nature à remettre en cause la régularité de la procédure (cf. arrêt du Conseil d'Etat 22/12/2008).*

Pour sa part, la chambre constate que la méconnaissance des prérogatives conférées par la loi pour les marchés sur ses activités de réseau prive juridiquement le syndicat de certains leviers, pouvant porter atteinte à ses intérêts, notamment par le libre recours à la procédure négociée (Cf. infra).

Afin d'améliorer la performance de ses achats et de faire valoir au mieux ses intérêts, le syndicat est invité à tirer parti de sa qualité d'entité adjudicatrice pour les procédures qui concernent son activité d'opérateur de réseau.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et la gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

CONFIDENTIEL

2) La passation en tant que pouvoir adjudicateur des deux principaux accords-cadres de travaux de réseaux en 2018 et 2019

Pour la mise en œuvre de son activité d'opérateur de réseaux, le SIEGE, qui assure en régie la maîtrise d'œuvre, s'appuie principalement sur les deux accords-cadres précités, passés pour un an renouvelable trois fois par appel d'offres ouvert. Ces accords-cadres qui ne comportaient pas de minimum, ni de maximum ont été entachés d'irrégularités lors de leur passation en 2018-2019.

- Le rejet non justifié d'offres « inacceptables »

En premier lieu, alors que le prix était affecté d'une pondération de 80 %, contre 20 % pour la valeur technique, toutes les offres ont été rejetées pour 11 lots sur les 15 du marché DPEP, et pour 11 lots sur 15 du marché DPEX. Dans les deux cas, la même justification est donnée dans le rapport de présentation : les offres sont jugées inacceptables au regard des attentes de la personne publique, « *notamment des conditions financières* ».

Une offre inacceptable est une offre qui ne peut pas être financée, dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché. Il faut donc que l'acheteur soit en mesure de démontrer qu'il ne disposait pas des crédits suffisants pour financer l'offre (article L. 2152-3 du code de la commande publique).

Or, dans les deux marchés précités, ni le procès-verbal de jugement, ni le rapport d'analyse des offres ne motivent précisément la décision d'infructuosité, ni le caractère inacceptable de l'ensemble des offres présentées par les candidats pour ces lots. Au contraire, les offres ont été examinées et classées pour l'ensemble des lots dans les rapports d'analyse des offres, lesquels ne mentionnent pas leur caractère inacceptable. Dès lors, le rejet de ces offres apparaît non motivé et donc irrégulier.

Lorsqu'après un appel d'offres, un lot est déclaré infructueux faute d'offres régulières ou acceptables, le marché peut être relancé selon la procédure avec négociation (article R. 2124-3 6). Le SIEGE a relancé une procédure avec négociation pour les lots qui n'avaient pas été attribués. Les soumissionnaires ont été les mêmes que pour l'appel d'offres, à l'exception des entreprises déjà attributaires, qui n'ont pas proposé de nouvelles offres, et d'un nouvel entrant déjà présent pour la procédure DPEX, qui a élargi sa candidature au marché DPEP.

***32.** Le fait qu'un nouvel entrant présente sa candidature témoigne de la pertinence opérationnelle du processus d'achat retenu par l'établissement.*

Le lancement d'une procédure avec négociation dès le premier avis d'appel public à la concurrence, ainsi que le permettait la qualité d'entité adjudicatrice du syndicat (Cf. supra), aurait permis d'éviter, pour ces deux marchés, une nouvelle procédure coûteuse, ainsi que l'écueil de la déclaration d'infructuosité insuffisamment motivée.

- Des procédures « *négociées* » sans mise en œuvre d'une négociation formelle

Pour les procédures avec négociation relancées en septembre 2018 pour attribuer les lots infructueux des deux marchés de travaux sur le réseau, toutes les candidatures reçues (sept pour le marché DPEP et cinq pour le marché DPEX) ont été déclarées recevables et les candidats admis à présenter une offre. Cependant, aucune négociation n'apparaît avoir été organisée avec les candidats. Les règlements de la consultation n'en n'ont d'ailleurs pas prévu les modalités, les rapports d'analyse des offres n'en ont pas retracé la tenue et les rapports de présentation établis à l'issue de chaque procédure mentionnent même que toute négociation était interdite.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

CONFIDENTIEL

Or ainsi que le précise l'article R. 2161-17 (pour les pouvoirs adjudicateurs) et l'article R. 2161-23 (pour les entités adjudicatrices) du CCP, l'acheteur négocie avec tous les soumissionnaires leurs offres initiales et ultérieures, à l'exception des offres finales. Il ne peut attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation que s'il a indiqué dans l'avis de marché qu'il se réservait la possibilité de le faire. En l'espèce, les avis de marché et les règlements de la consultation ne prévoyaient pas de modalités de négociation particulières ou la possibilité pour le SIEGE de s'en dispenser pour attribuer les lots.

Les offres ont été estimées satisfaisantes en l'état. Il a été relevé néanmoins que cinq lots sur les onze relancés pour le marché DPEX ont été attribués alors que l'évolution du prix entre l'appel d'offres et le marché négocié n'était que de 2 % pour le soumissionnaire en question, et que le prix d'autres offres, très proches, aurait dû justifier une négociation. Pour quatre lots, l'écart de notes entre les candidats, inférieur à un point (sur 120), aurait dû susciter une action pour les départager. Les évolutions de prix entre l'appel d'offres et le marché négocié pour le marché DPEP sont encore moins significatives, ce qui aurait pu justifier une négociation dans le même but.

En réponse aux observations provisoires, le SIEGE indique avoir constaté que le coût des travaux réalisés en 2018 et 2019 en exécution des marchés en cause était en moyenne inférieur au barème de valorisation des travaux d'ENEDIS.

La chambre observe cependant que les candidats n'ont pas été mis en mesure de présenter leur meilleure offre, ni le SIEGE de rechercher l'offre la plus susceptible de répondre à son besoin au meilleur prix.

***33.** Bien que ne pouvant décortiquer le barème de valorisation (VRG) d'ENEDIS, le système de notation intégrant des chantiers types permettait d'évaluer les écarts entre l'offre du soumissionnaire et la valeur VRG d'ENEDIS. L'exercice fait a posteriori par ENEDIS a confirmé cette évaluation.*

En 2022, à la suite de la crise sanitaire et dans un contexte de tension sur les prix et les délais qui, pour le SIEGE, ne permettait pas de discuter les prix, les procédures ont été conduites par appels d'offres, sans déclaration d'infructuosité et sans relance de marchés négociés. La ventilation des critères était, de plus, différente avec un prix à 65 % laissant davantage de place à l'évaluation de la qualité technique et de la performance environnementale. Néanmoins, les rapports d'analyse des offres présentent toujours une motivation insuffisante pour éclairer correctement la commission d'appel d'offres.

***34.** Les membres de la Commission d'appel d'offres sont parfaitement informés des détails du jugement. Des échanges ont lieu en toute transparence et toutes les questions peuvent être posées aux services administratifs et techniques en charge de l'analyse qui sont présents lors des séances.*

Un complément aux procès-verbaux retranscrivant les échanges pourra être apporté lors des prochaines CAO.

d. Les marchés de fournitures et de services

1) Le marché passé en procédure adaptée de fourniture de mobilier de bureau pour l'aménagement de l'extension des locaux

Pour cet accord-cadre à bons de commande alloti, sans minimum et avec un maximum de 200 000 euros, qui comprenait une part d'aménagement au-delà de la seule fourniture de mobilier, la valeur technique, dotée d'une pondération globale de 40 %, était notée sur 100 points au total, avec six sous-critères, de 0 % à 100 %. Au-delà de la rigidité d'une telle notation, le rapport d'analyse des offres ne comprend pas d'autres mentions en regard des notes attribuées pour la valeur technique, qui permettent de justifier la note

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et la gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

attribuée. Dans la mesure où une note technique inférieure à la moyenne était éliminatoire, et où plus de la moitié des offres ont ainsi été éliminées sur chaque lot, la motivation de la note technique apparaît insuffisante.

De plus l'application couplée d'une note éliminatoire et d'une échelle de notation rigide pour la valeur technique (de 25 % en 25 %) a conduit à éliminer pour trois lots sur quatre non seulement l'entreprise la moins-disante, mais également plusieurs offres mieux classées que l'attributaire finalement choisi.

***35.** L'expérience antérieure a conduit le SIEGE à prendre ses précautions en matière de jugement de la valeur technique pour certains matériels afin d'éviter des achats, certes plus économiques à court terme mais de qualité médiocre, au risque de dénoncer le marché par anticipation ou de renouveler l'achat plus tôt que prévu. Le SIEGE porte systématiquement une attention particulière à la qualité de ses achats dans un objectif d'économie financière à moyen et long terme. En l'espèce, l'ameublement des locaux justifiait cette stratégie d'achat.*

Les modalités de notation mises en œuvre ont conduit à neutraliser la pondération des critères et leur application, alors même que la note technique n'était pas justifiée dans le rapport d'analyse des offres, conduisant potentiellement à surpayer la prestation. De plus, la négociation, autorisée dans le règlement de la consultation et qui aurait permis d'affiner les propositions et donc leur analyse, n'apparaît pas avoir été mise en œuvre.

2) L'accord-cadre de prestations intellectuelles pour la réalisation de missions de conseils et accompagnements juridiques

Afin de l'accompagner dans sa prise de participation dans un projet de parc éolien porté par un opérateur privé sur les communes de Romans et Grandvilliers, le SIEGE a fait appel à un cabinet d'avocats à l'issue d'une procédure adaptée. En dépit de son montant modique (maximum de 20 000 euros sur 2019-2020, avant prolongation jusqu'au 31 décembre 2022), cet accompagnement revêtait un caractère sensible dans la mesure où la participation du syndicat à ce projet pouvait atteindre plus de 400 000 euros (15 % du capital de la SAS créée avec l'opérateur privé). Néanmoins, alors que le montant du marché aurait pu justifier une procédure d'attribution très souple, le SIEGE a privilégié un formalisme trop rigide, centré autour du seul critère du prix.

L'article R. 2152-7 du code de la commande publique prévoit que l'acheteur peut se fonder sur le critère unique du prix pour attribuer le contrat, dans la mesure où le marché a pour seul objet l'achat de fournitures ou de services standardisés dont la qualité est insusceptible de variation d'un opérateur à l'autre. S'agissant d'un marché pour lequel le prix n'était pas susceptible d'entamer les finances du syndicat mais au regard des enjeux qu'il sous-tendait pour le syndicat, le SIEGE aurait été fondé à ne pas s'interdire d'examiner la qualité des offres au-delà de leur seul prix.

***36.** Dans ce cas d'espèce, le SIEGE a fait le choix d'une procédure plus stricte afin d'obtenir dès la réception des offres le meilleur prix au vu des compétences techniques requises.*

3) La mise en concurrence

Les dépenses de marchés passés sans publicité ni mise en concurrence seraient, selon le SIEGE, justifiées par des nécessités de continuité technique. Si l'achat de matériels techniquement ou esthétiquement identiques pour la poursuite des équipements d'éclairage public peut être admis, le SIEGE pourrait néanmoins étudier les modalités par lesquelles il serait possible de regrouper ces achats qui restent juridiquement fragiles au sein de contrats pluriannuels, techniquement allotis, qui garantissent les approvisionnements en fonction des besoins.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

37. *Cette procédure est systématiquement retenue lorsque les circonstances et la régularité des achats le justifient. Il en est ainsi du marché « clôtures », « démolition des postes tours », « fonçages ».*

Enfin, le SIEGE se fournit depuis plusieurs années auprès de la société « chèques déjeuners -UP » en titres-restaurant. Or ces achats, qui ont représenté 356 000 euros entre 2018 et 2022, n'ont donné lieu à aucune procédure de mise en concurrence.

38. *Il s'agit d'une anomalie qui est corrigée depuis 2024.*

Il appartient au syndicat de mettre en œuvre une procédure de publicité et de mise en concurrence adaptée des marchés publics de services en fonction du montant des besoins recensés, notamment en matière de titres-restaurant.

III. DES FINANCES TOURNEES VERS L'INVESTISSEMENT

A. La qualité de l'information financière

1. Le plan de comptes

a. L'usage erroné de la catégorie démographique

Le plan de comptes prévu dans la circulaire du 10 juin 2016 portant récapitulation des nomenclatures budgétaires et comptables applicables aux collectivités et à divers établissements publics locaux dépend, pour l'ensemble des syndicats, du total de la population légale telle que définie par l'article R. 2151-2 du CGCT. Ce renseignement figure dans le compte de gestion et sert de fondement aux obligations comptables. Pour le SIEGE, est indiquée une population de 619 434 habitants pour l'année 2021, c'est-à-dire celui de la population de l'Eure.

Or le SIEGE applique le plan de comptes simplifié pour les communes entre 500 et 3 500 habitants, ce qui apparaît erroné. Il aurait dû utiliser le plan de comptes M14 développé pour les entités de plus de 100 000 habitants.

39. *Le plan de compte simplifié résulte du règlement intérieur qui stipule que l'établissement s'apparente à un SIVU. A noter que la structure budgétaire de l'établissement et le champ de ses missions limitent la codification fonctionnelle à un numéro unique, d'où la recherche d''une simplification opérationnelle dans l'organisation du plan de compte jusqu'à ce jour. Le plan de compte sera modifié conformément à l'obligation demandée par la chambre.*

La principale conséquence porte sur le rattachement des charges et des produits de fonctionnement, qui n'est pas mise en œuvre par le syndicat. On relèvera parmi d'autres anomalies qui en découlent que l'annexe des comptes portant sur la liste des concours attribués à l'établissement public n'est pas présentée.

Lors de l'instruction, le SIEGE a indiqué que le passage obligatoire à la nomenclature M57 dès 2024 appellerait de toute manière à modifier ce seuil.

40. *Le passage à la nomenclature M57 est l'occasion en 2024 de prendre les mesures correctives qui s'imposent avec la mise en œuvre du rattachement des charges à l'exercice et la mise en œuvre de l'ensemble des annexes budgétaires.*

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et la gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

CONFIDENTIEL

2. Les conséquences du maintien en SIVU appelées à évoluer

En vertu de son statut de SIVU, le SIEGE présente son budget par nature uniquement. Si l'on s'en tient à ce statut actuel, sur lequel la chambre a formulé plus haut une observation, l'article R. 5212-1-1 prévoit en effet que « *le budget du syndicat à vocation unique est voté par nature, sans présentation fonctionnelle* ».

La régularisation souhaitée aurait un impact sur la nomenclature comptable utilisée. La transformation en SIVOM emporterait une première modification de la présentation, comme le confirme la circulaire du 10 juin 2016 précitée. La codification fonctionnelle applicable serait par conséquent celle qui s'applique à la catégorie de communes dont la population est la plus importante (article R. 5211-14 du CGCT). Dans le cas présent, la commune la plus importante en population est la commune d'Evreux, avec une population de 46 349 habitants en 2019.

41. *Comme indiqué dans le commentaire 39, la codification fonctionnelle se limite à une seule fonction « 0 – Services généraux », eu égard aux domaines de compétences investis par le SIEGE. Comme souhaité par la chambre, cette codification sans effet sur la transparence et la sincérité du budget sera mise en œuvre dans les prochains exercices, après un développement spécifique de son logiciel comptable.*

3. La comptabilité d'engagement

Selon l'article L. 2342-2 du CGCT, les communes et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) doivent tenir une comptabilité d'engagement. L'arrêté du 26 avril 1996 pris pour l'application des articles L. 2342-2, L. 3341-1 et L. 4341-1 du CGCT précise dans son article 2 que « *la comptabilité des dépenses engagées concerne l'ensemble des crédits votés de l'exercice ; elle est tenue au minimum au niveau de vote des crédits budgétaires déterminé par l'assemblée délibérante.* » Les précédents contrôles de la chambre avaient déjà souligné les insuffisances du SIEGE en matière de comptabilité d'engagement.

Si la comptabilisation des restes à réaliser en investissement n'appelle pas de remarque, le SIEGE tient une comptabilité d'engagement seulement partielle, qui ne porte que sur les recettes et les dépenses d'investissement relatives aux opérations de travaux. Ainsi, à l'instar de l'ensemble des dépenses de fonctionnement, les dépenses d'investissement de petit matériel, par exemple le matériel informatique, notamment les marchés de service de ménage et d'entretien des véhicules, ne sont pas comptabilisées dès leur engagement.

Hormis les travaux sur les réseaux et l'éclairage public, assurés par son logiciel comptable, la chaîne de l'engagement n'apparaît donc pas satisfaisante.

La chambre rappelle au SIEGE ses obligations de bonne tenue comptable des engagements pris.

42. *Le SIEGE 27 souligne que la pratique dénoncée par la chambre est exclusivement fondée sur une logique d'efficacité opérationnelle qui n'a jamais donné lieu à une dérive comptable.*

4. Le cadre imparfait du budget annexe

Par délibération du 6 décembre 2019, le comité syndical a décidé la création d'un budget annexe de service public industriel et commercial — SPIC (appelé improprement autonome) soumis à l'instruction M4, intitulé « *production d'énergies renouvelables* » à compter de l'exercice 2020. Il est destiné à retracer l'ensemble des opérations liées à l'installation et à l'exploitation de panneaux photovoltaïques sur les toits de bâtiments publics, sur demande des communes.

Ce budget annexe ne retrace pas toutes les opérations menées pour l'installation et l'exploitation de ces dispositifs de production d'énergie. En effet, certaines opérations (une douzaine d'opérations terminées, en cours ou à venir) figurent toujours dans le patrimoine sur des comptes du budget principal, sur lequel sont également comptabilisés les restes à réaliser.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

De plus, l'intégration dans les comptes d'immobilisation définitive n'est pas faite. Les installations du SPIC ne sont par conséquent pas encore amorties à la fin de l'exercice 2022, ce qui génère une perte pour le budget annexe. Le SIEGE a cependant indiqué qu'un inventaire était en cours d'établissement pour rétablir les comptes respectifs du budget annexe et du budget principal en vue du passage au plan de comptes M57, et qu'à cette occasion, les durées d'amortissement seraient délibérées.

***43.** Cette remarque fait l'objet de mesures correctives d'ores et déjà mises en application dans les budgets primitifs 2024 (budget principal et budget annexe), votés en novembre 2023, incluant les dotations aux amortissements et l'intégration dans les comptes d'immobilisation définitive.*

Enfin, le SIEGE n'a pas estimé nécessaire d'inclure dans le budget annexe une autre activité générant des recettes, l'exploitation des bornes et stations de recharge pour laquelle une régie de recettes a été créée. Le SIEGE considère en effet que l'exploitation des bornes et stations de recharge serait un service public administratif, par assimilation contestable au stationnement. Or le service ne consiste pas seulement à occuper le domaine public mais aussi à fournir de l'énergie immédiate. Dès lors, ces installations pourraient être intégrées au budget annexe, dans un souci de cohérence, notamment d'application de la taxe sur la valeur ajoutée sur l'électricité vendue.

***44.** L'article L2224-37 du CGCT autorise la collectivité à investir dans des IRVE en cas de carence de l'initiative privée. En 2016, le SIEGE 27 a donc mis en place une régie de recettes pour organiser le service de recharge dans un contexte où la vente d'électricité n'était pas autorisée, d'où l'assimilation de la recharge à du stationnement. Si la vente a été autorisée en 2019, elle nécessitait des compteurs certifiés. La chambre peut constater qu'en 2023, après avoir modifié l'ensemble de ses compteurs, le SIEGE 27 a substantiellement modifié sa tarification, dorénavant appuyée sur la consommation d'énergie. Au vu de l'explosion récente de l'initiative privée sur ce champ d'activité, la question du maintien de la régie est dorénavant posée et la réponse ira sans doute au-delà d'un éventuel transfert dans un budget annexe.*

5. Présentation de l'équilibre du budget

En 2022, le budget présente un projet d'emprunt à hauteur de 6,5 millions d'euros (8 millions dans le budget pour 2023) qui n'a pas été réalisé. L'administration indique que cet affichage d'un emprunt « *fictif* » pour couvrir les besoins affichés d'investissement résulte du vote du budget dès le mois de novembre. Techniquement, cette présentation pourrait être évitée pour des raisons de transparence de l'information prévisionnelle, en mettant en œuvre préférentiellement une évaluation anticipée des résultats de l'exercice antérieur.

***45.** La construction budgétaire d'une année N débute en septembre N-1, date à laquelle les services n'ont pas la visibilité nécessaire pour évaluer les résultats de l'exercice en termes de dépenses et de recettes toutes sections confondues. La chambre le constate d'ailleurs lorsqu'elle examine l'évolution de la R2 ou de la TCCFE, d'où le recours à un emprunt d'équilibre.*

B. Tenue et fiabilité des comptes

a. Les amortissements

L'établissement public a mis en place une procédure d'enregistrement des immobilisations à l'actif qui se réfère à l'instruction du plan de comptes M 14. Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire, avec des durées d'amortissement fixées selon la délibération du comité syndical datée du 11 juin 2009 et conformes à celles préconisées par le plan de comptes. L'amortissement des bâtiments selon le plan de comptes M57 sera à prévoir.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

CONFIDENTIEL

***46.** Le SIEGE a d'ores et déjà validé en 2023 les durées d'amortissement de ses immobilisations sous la nomenclature M57, et M4 pour son budget annexe.*

L'inventaire des biens propres non concédés correspond globalement à l'état comptable, avec quelques faibles erreurs d'enregistrement.

b. La mauvaise imputation des biens concédés

L'instruction M14 prévoit que les biens concédés à Enedis doivent faire l'objet d'un enregistrement au compte 241 « *immobilisations mises en concession ou en affermage* », à leur valeur brute et sans application d'amortissement en vertu de l'article R. 2321-1 du CGCT.

***47.** Le SIEGE s'est rapproché du service de gestion comptable pour finaliser le schéma des immobilisations mises en concession. Les mesures correctives devraient prochainement être mises en œuvre.*

Les biens concédés par le SIEGE sont inscrits dans sa comptabilité au compte 21534, sans application d'amortissements, alors qu'Enedis fait également figurer ces biens à son actif immobilisé. La comptabilisation d'un même bien, sous le même compte d'imputation, dans les bilans distincts de deux entités est contraire aux normes comptables.

La valeur brute des biens concédés enregistrée dans les comptes du SIEGE et les comptes d'Enedis présente, au surplus, un écart significatif. Le SIEGE explique cette différence par des opérations additionnelles qu'Enedis effectuerait sur les biens concédés, ce qui augmenterait leur valeur.

c. L'apurement des comptes 23

Le compte 2315, qui correspond aux opérations de travaux sur le réseau, est régulièrement apuré, sauf pour l'exercice 2020. En revanche, il n'y a pas d'apurement pour le compte 2313, dont le solde en sortie d'exercice est passé de 6 480 euros à 2 062 772 euros, correspondant à l'extension des locaux du SIEGE.

Quand bien même ces biens ne sont pas amortissables, le réseau étant concédé, il convient d'apurer régulièrement ces comptes d'attente.

d. Les provisions

Le compte 1511 enregistre les provisions destinées à couvrir la sortie de ressources probable résultant des litiges (dommages et intérêts, indemnités, frais de procès). Le SIEGE a été impliqué dans deux contentieux, dont les jugements définitifs ont été rendus en 2019. Dans les deux cas, les plaignants ont été déboutés. Le SIEGE n'avait cependant pas constitué de provision pour ces contentieux, ce qui aurait été nécessaire dans un souci de prudence comptable.

e. Le maniement de valeurs

Si la comptabilité matérielle des carnets de titres-restaurant est tenue sur un simple tableur, aucune comptabilité de ces valeurs inactives n'est retracée dans le compte de gestion, ce qui ne garantit pas la fiabilité de la conservation de ces titres. Les achats ont représenté sur quatre exercices, de 2018 à 2021, plus de 280 000 euros. Le SIEGE est invité à revoir avec le comptable public la comptabilisation correcte des titres-restaurant, y compris l'imputation des flux financiers, dans le cadre des évolutions apportées par la M57.

***48.** La comptabilisation des titres restaurants fait l'objet d'un suivi précis annuel et mensuel ce qui représente une gestion correcte et sécurisée. L'imputation manquante dans la comptabilité qui représente une opération de ventilation interne entre 2 comptes va être régularisée dès janvier 2024.*

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

CONFIDENTIEL

De surcroît, le SIEGE doit créer une régie d'avances et de recettes, dans la mesure où les titres-restaurant ont une valeur faciale, même quand il n'y a pas d'encaissement direct, les sommes dues par l'agent étant en l'espèce précomptées sur le traitement.

***49.** Créer une régie d'avances et de recette supplémentaire ne paraît pas opportun. Aussi l'intégration de la gestion des titres-restaurants à la régie déjà existante est-elle préférable mais elle suppose une réorganisation des missions de l'actuel régisseur qui a prioritairement la responsabilité du budget et de la comptabilité du SIEGE 27.*

C. Examen du cycle de fonctionnement

1. Un cycle de fonctionnement qui dégage un autofinancement très important

La situation du cycle de fonctionnement, très particulière, demeure assez similaire à celle observée par la chambre lors des derniers contrôles. Un excédent brut, situé entre 12 et 15 millions, est dégagé chaque exercice, venant abonder une capacité d'autofinancement très importante, qui permet au SIEGE de disposer de marges de manœuvre solides pour son investissement.

2. La part déterminante des produits fiscaux

Les produits fiscaux représentent un peu moins de la moitié des produits de gestion. La principale masse financière correspond à la taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE), qui dépasse les 12 millions d'euros. Nets des restitutions, ces produits se situent entre 9,5 et 10 millions, soit 47 % des produits en 2021 et 54 % des produits en 2022.

L'autre partie correspond aux ressources d'exploitation, qui varient assez fortement (représentant une part de 30 % en 2021, mais de 24 % en 2020 et seulement de 17% en 2019). Les ressources institutionnelles, autour de 20% en fin de période, correspondent aux participations des communes.

a. La taxe sur la consommation finale d'électricité

En vertu de l'article L. 5212-24 du CGCT, la TCFE était perçue, jusqu'au 31 décembre 2022, par le syndicat, pour les communes de moins de 2 000 habitants (ou bien si elle était perçue au 31 décembre 2010) et peut l'être pour les autres communes de moins de 2 000 habitants (sur délibérations concordantes). La loi de finances pour 2021 en a confié la perception à la direction générale des finances publiques, sur le fondement d'un taux désormais unique.

Le SIEGE a adopté dans sa délibération du 30 mai 2015 le taux maximal possible, à 8,50, appliqué durant toute la période sous revue. Il percevait trimestriellement, par l'intermédiaire des fournisseurs, la taxe pour les communes « C », les villes urbaines « B » et les villes « A » qui ont fait ce choix, soit 578 communes de l'Eure sur 585.

b. Les ressources institutionnelles

Les ressources institutionnelles perçues correspondent aux participations des communes, pour 4,5 millions d'euros en 2021. Il s'agit principalement des contributions au titre de la maintenance de l'éclairage public (soit une contribution de 30 % aux travaux) ou de la fourniture d'énergie dans ce même cadre.

On relève, dans les dépenses d'investissement, des créances immobilisées figurant pour 1,060 million d'euros en 2021. Ce point avait fait l'objet d'une remarque de la chambre dans son précédent rapport : jusqu'en 2010, le SIEGE proposait aux communes une option pour le paiement de leur contribution aux travaux sous la forme d'annuités, en contrepartie d'une contribution majorée. Ce dispositif a été supprimé par le comité syndical du 5 juin 2010.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et la gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

Toutefois, son extinction complète ne serait pleinement effective qu'au terme du versement des dernières annuités versées, soit en 2025. Ainsi, le syndicat y a mis un terme anticipé en proposant aux communes de rembourser la dette restant à percevoir.

c. Les ressources d'exploitation

Les ressources d'exploitation sont, pour leur quasi-totalité, les redevances versées par les concessionnaires, soit 6,2 millions en 2021 sur 6,5 millions au total. Enedis, GRDF, Gedia et Antargaz ont ainsi contribué en 2021.

En 2021, la part dite d'investissement (« R2 ») de la redevance d'Enedis a représenté une très large part de la somme, avec 4,76 millions d'euros, ainsi que la part de redevance de fonctionnement (« R1 »), avec 1,07 million d'euros. La part « R2 » n'avait représenté que 2,5 millions en 2020 et 1,5 million en 2019, ce qui explique pour l'essentiel les variations totales des ressources d'exploitation. Toutefois, cette ressource est amenée à devenir moins erratique à l'avenir, puisque la nouvelle convention de concession en a modifié le mode de calcul (Cf. infra) afin de la lisser entre les exercices, avec une prise d'effet à partir de l'année 2022.

Parmi les concessionnaires de gaz, GRDF, avec un versement de 420 000 euros, est très largement majoritaire, mais les montants en cause restent limités.

3. Des charges de fonctionnement qui correspondent à une administration resserrée

Une proportion stable de 57 % des charges de gestion sont des charges à caractère général (en augmentation en valeur absolue de 800 000 euros sur la période, pour atteindre 3,5 millions en 2022) et autour de 40 % pour le personnel (en augmentation absolue de 580 000 euros, à 2,4 millions en 2022, soit un taux de variation de 31 %).

Les dépenses d'énergie sont maîtrisées entre 2019 et 2021, en baisse de près de 9 %, pour atteindre 1 568 133 euros en 2021. Ce poste de dépense, qui correspond principalement à l'acquittement des factures d'électricité pour l'éclairage public, a pu bénéficier de tarifs attractifs dans le cadre du groupement d'achats et d'efforts conjoints de matériels moins consommateurs d'énergie. Elles remontent cependant à 1 774 821 euros en 2022.

***50.** Cette augmentation est exclusivement liée à la crise énergétique qui a frappé l'Europe à partir de septembre 2021 et, plus gravement, à partir de février 2022.*

Les achats de biens qui s'intègrent dans les cycles de production (compte 605 - matériels, équipements et travaux) ne sont pas inclus dans les charges de gestion. Ils augmentent de près de 920 000 euros sur la période en prenant en compte l'exercice 2022, d'abord en raison de l'augmentation du volume des opérations concernées, puis depuis 2021, avec un effet des coûts plus important. Il convient de retrancher enfin les reversements conventionnels de fiscalité, évoqués précédemment, qui représentent 2,5 MC en 2021. Ils sont stables sur la période, correspondant à l'évolution des produits de la TCFE.

4. Le budget annexe, abondé par le budget principal

Par délibération du 10 juillet 2020, le comité syndical a créé le budget annexe, limité pour l'heure à l'abondement de la section d'investissement depuis le budget principal à hauteur de 2 millions d'euros, afin de permettre le financement des investissements liés à la pose des équipements sur les bâtiments municipaux. La perception des premières recettes est prévue pour l'exercice 2023.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

CONFIDENTIEL

***51.** Les équipements cités sont constitués de panneaux photovoltaïques et d'onduleurs et équipements connexes associés afin d'augmenter la part des énergies renouvelables dans la consommation des communes du département.*

D. Un financement de l'investissement désormais sous contrainte

La chambre avait précédemment relevé la présence d'importants excédents : en l'absence d'endettement, la capacité d'autofinancement, les subventions et le FCTVA suffisaient alors à couvrir les dépenses d'équipement. Cette situation a évolué.

1. Sources de financement

Lors de chaque exercice budgétaire, le comité syndical affecte l'excédent de fonctionnement capitalisé à la couverture du besoin de financement de l'investissement, au compte 1068. Le financement propre s'appuie ainsi, pour 40 %, sur la capacité d'autofinancement (CAF) nette, la principale source demeurant les subventions d'investissement, pour 53 %. A l'exception de 2022, le fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) ne représente qu'entre 1 et 1,4 million (entre 4 et 6 % du total).

***52.** Avec la mise en œuvre en 2022 du contrat de concession qui répond aux nouvelles règles de versement de la TVA en droit des concessions, le SIEGE ne récupère plus depuis cette date la TVA grevant les travaux réalisés sur le réseau de distribution publique d'électricité via le concessionnaire mais via le FCTVA. Avant cette date, le FCTVA était limité au reversement de TVA pour les travaux sur l'éclairage public et les investissements logistiques. Le niveau constaté en 2022 sera désormais pérenne.*

Ces subventions s'élevaient à près de 14 millions en 2022. Les « autres subventions d'équipement non transférables » en représentaient la moitié environ, avec 7,75 millions d'euros.

Ces ressources incluent notamment le « fonds d'amortissement des charges d'électrification » (FACé), qui sert à assurer le financement de l'électrification rurale. Les opérations éligibles à ce fonds comprennent, selon l'article L. 2224-31 du CGCT, « le programme principal » portant sur des travaux de toutes natures sur le réseau et le « programme spécial », qui comprend notamment la production décentralisée d'électricité renouvelable en site isolé, la maîtrise de la demande d'électricité ou des opérations de transition énergétique (3 millions d'euros en 2021).

L'autre principale source de recettes est issue des participations des communes dans le compte 13248 « subventions non transférables - autres communes », pour 5,4 millions d'euros en 2021.

2. Un besoin de financement non couvert par les ressources propres

a. Le prélèvement sur le fonds de roulement

On relève que les ressources propres, la CAF augmentée du FCTVA et des subventions d'investissement, ne couvrent plus les dépenses d'équipement, qui augmentent continûment (à l'exception de 2020), passant de 26,9 millions en 2018 à 34,2 millions en 2022.

Le besoin de financement, qui existe depuis 2019 et atteint 6,4 millions en 2022, est couvert par un prélèvement annuel sur le fonds de roulement, lequel diminue fortement sur la période sous revue, passant de 39,4 à 13,5 millions.

L'ampleur excessive de ce fonds de roulement en début de période a justifié ce recours. En arrivant désormais au bout de ce cycle de prélèvement (dès 2024 si le syndicat maintenait le rythme actuel), le besoin de financement devrait alors être couvert par une autre ressource pour maintenir l'effort d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et la gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

53. *Le SIEGE 27 confirme et assume cette ponction sur ce fonds de roulement, résultat d'une stratégie d'investissement élaborée en 2017 en vue du renouvellement du contrat de concession.*

La définition d'une stratégie globale et institutionnelle qui guide et hiérarchise les choix d'investissements, au-delà des différents documents sectoriels, serait utile dans cette perspective.

b. L'absence d'emprunt

Aucun emprunt n'a été souscrit durant la période, ni aucune ligne de trésorerie. Le SIEGE n'envisage pas de recourir à l'endettement pour les années à venir, ce qui confirme la nécessité d'accroître ses ressources propres.

E. L'investissement du SIEGE

1. L'effort d'équipement

Les dépenses d'investissement augmentent de près de 7,5 millions d'euros sur la période sous revue.

Il est souligné que les rapports d'activité annuels, qui entendent présenter une ventilation des dépenses d'équipement par nature de travaux, contiennent des éléments chiffrés très incomplets. Ils ne réunissent en réalité (sauf en 2020) qu'entre la moitié et les deux tiers des dépenses totales d'équipement, par exempte 24,5 millions d'euros seulement en 2022 contre 34,2 mandatés. Le SIEGE devra veiller à délivrer des données complètes et exactes dans son rapport d'activité.

En revanche, les éléments produits par le syndicat portant sur la déclinaison par nature de communes semblent cohérents avec les comptes : soit environ 24 millions d'euros pour l'entretien et l'extension des réseaux en 2021 (soit un montant éloigné des 16,7 millions figurant dans les rapports d'activité). Ces éléments sont également concordants avec les supports présentés lors des conférences départementales annuelles dites « loi NOME » (loi du 7 décembre 2010) pour 2021.

54. *Le SIEGE 27 confirme que les éléments figurant dans les rapports des conférences NOME sont exhaustifs. Ils serviront dorénavant de support au rapport d'activité pour la partie consacrée à la distribution publique de l'électricité. A noter que le rapport d'activités fait état de dépenses d'équipements d'opérations clôturées dans l'exercice concerné alors que dans le cadre des conférences NOME, la notion d'exercice n'est pas systématiquement recherchée.*

Ces recoupements conduisent à constater principalement la part tout à fait prédominante des travaux sur le réseau électrique dans les investissements du SIEGE, environ 24 M€ sur 33 M€ en 2021. L'éclairage public représente environ 7 millions d'euros et les travaux de télécommunication dépassent les 2 millions d'euros.

55. *A noter que les travaux sur le réseau de télécommunication sont imputés en section de fonctionnement. Il s'agit de dépenses obligatoires qui ne peuvent donner lieu au FCTVA en ce que le patrimoine appartient à ORANGE.*

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

CONFIDENTIEL

2. L'exécution budgétaire en investissement

L'exécution en investissement, calculée à partir de la totalité des dépenses inscrites dans les comptes, a été insuffisante sur la période, avec une moyenne de 59 % de consommation des crédits durant les exercices 2018 à 2020. Les taux élevés de 86 % pour l'année 2021 et même de 95 % en 2022 sont exceptionnels, en raison d'un « rattrapage » d'opérations après la crise sanitaire, mais également le fait de prévisions plus raisonnables.

56. *Déduction faite des crédits portés au compte d'équilibre (compte 2315) correspondants aux résultats « non affectés » des exercices précédents, le taux d'exécution budgétaire est de 70% en 2018, 77.4% en 2019, 64.6% en 2020, 83.6% en 2021 et 84.5% en 2022, soit une moyenne de 76% sur la période de contrôle.*

Si le syndicat évalue de manière globalement prudente ses recettes, les subventions versées par les communes sont surévaluées d'environ un million d'euros chaque année dans les budgets votés, car calculées au prorata de la programmation théorique des investissements, non réalisés pour moitié. Dans le compte 13248, ces « subventions non transférables autres communes » atteignent 5,4 millions d'euros en 2021 sur 6,6 millions d'euros de crédits ouverts, 4 millions en 2020 sur 5 millions, et 4,6 millions en 2019, sur 6 millions. En 2022, en revanche, les produits perçus ont dépassé les prévisions de 1,2 million d'euros.

57. *Les écarts entre la prévision et la réalité témoignent de la difficulté d'évaluer par anticipation les résultats de l'exercice antérieur pour la construction du budget N (voir commentaire 45).*

3. La programmation interne au syndicat

Le syndicat n'a pas de schéma directeur pour ses propres investissements. Il différencie sa programmation en fonction du statut des communes évoqué infra, dites « villes A » et « villes B » (urbaines) et « communes C » (rurales), issues de la classification au regard du régime d'électrification rurale. Seules les « villes B » bénéficient d'une programmation triennale des investissements formalisée puis délibérée devant le bureau et le comité syndical.

Sur 12 M€ prévus de 2018 à 2020, le document de suivi du syndicat fait état de 8 millions mandatés. Cette programmation est, en outre, glissante entre exercices mais aussi entre programmations, avec un report d'une partie des enveloppes de la programmation précédente. Ainsi, avec le reliquat de la programmation 2018 à 2020, la programmation de 2021 à 2023 porte sur un total de 10,7 millions.

Les « communes C en revanche, font l'objet chaque année d'une programmation seulement annuelle. La plus grande partie des investissements échappent ainsi à la pluriannualité (moins de 9 % des investissements effectivement mandatés).

Si certains investissements relèvent naturellement des interventions curatives, tel n'est pas le cas pour une large partie des opérations de travaux, telles celles de la résorption des linéaires de « fils nus », par exemple. Le SIEGE pourrait développer l'ampleur de cette dimension de pluriannualité interne, présentée au comité syndical et définie sur un rythme au moins trisannuel, à l'instar de celle existant pour les communes B.

58. *La proposition de la chambre se heurte à un principe de réalité. L'inventaire cartographique des fils nus sur le département est inexact et le SIEGE est convenu avec Enedis de le réviser à partir d'une méthode élaborée nationalement par le concessionnaire en 2024/2025. A ce terme, une prévision d'investissement pourra être élaborée jusqu'à l'horizon 2035, sous réserve que le CAS FACE soit maintenu. A noter en outre que depuis 2012, le SIEGE 27 a fait des fils nus une priorité en départementalisant l'enveloppe d'investissement réservée aux fils nus de faible section, dépassant chaque fois le seuil fixé par le CAS FACE.*

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et la gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

CONFIDENTIEL

4. Les limites des prévisions

Les prévisions s'appuient sur le dossier annuel dit de « criblage », transmis par l'opérateur Enedis. Les propositions de travaux sont établies prioritairement en fonction des anomalies recensées, tronçon par tronçon, dans la distribution de l'électricité au consommateur final et sur les postes de transformation.

59. *Le tronçon est un terme technique qui désigne plusieurs portées d'un départ HTA ou BT de même caractéristique, sans relation avec les problématiques de continuité d'alimentation et de qualité de tension sur lesquelles intervient le SIEGE 27. Les anomalies portent sur des départs BT (séquencés par dipôles) ou des postes HTA/BT à partir desquels le SIEGE 27 fixe ses priorités en étroite collaboration avec les communes concernées. Les propositions de travaux d'effacement de réseaux demandées par les communes après échange avec leur EPCI de rattachement sont ensuite recensées par le SIEGE 27 qui pourra les retenir sous réserve que ses priorités soient préalablement examinées en réunions dites intercommunales.*

La programmation est ensuite proposée en réunions intercommunales et classées selon leur caractère prioritaire. La déclinaison territoriale par EPCI et par commune relève ainsi d'une dimension d'arbitrage politique importante, dans une logique qui est aussi celle d'une répartition territoriale.

60. *A l'occasion des réunions intercommunales, le recensement des priorités et des demandes locales est hiérarchisé par le SIEGE 27 et les communes d'un territoire en fonction de critères objectifs financiers et techniques validés par le Comité Syndical. Le Bureau syndical délibère ensuite sur la programmation.*

En outre, il apparaît au regard des échanges avec le SIEGE que cette situation traduit une conception des programmations qui repose sur une logique proche d'une forme d'enveloppes sur un plafond de crédits, que chaque commune peut décider d'atteindre ou non.

61. *Le pouvoir de décision de la commune se limite à sa faculté de cofinancer le projet hiérarchisé en réunion et validé par le Bureau syndical. Le SIEGE 27 tient à la confrontation entre les priorités techniques qu'il porte et les attentes exprimées par les communes qui s'expriment par une participation financière librement consentie.*

Ainsi, les montants prévus sont logiquement supérieurs aux réalisations, puisque ce sont les communes qui actionnent les interventions. La nécessaire prise en compte des demandes communales, dans une logique de coordination, doit s'articuler avec des décisions certaines d'investissement, qui appartiennent aux seules instances syndicales.

La mise en œuvre d'une procédure d'autorisations de programme et de crédits de paiement (AP et CP) impliquerait de s'inscrire dans une logique de réalisation prévisionnelle ferme et définitive, qui semble plus conforme au pouvoir de décision qui appartient au SIEGE. Le recours à cette pratique avait été engagé il y a plusieurs années, puis abandonné.

62. *Le pouvoir de décision du SIEGE 27 ne peut être discrétionnaire en ce que ses choix techniques partagés avec ENEDIS peuvent être impropres ou inadaptés au territoire. La contribution financière des communes aux opérations doit alors s'interpréter comme une forme aboutie de la territorialisation des politiques publiques de l'établissement (auquel doit logiquement se soumettre le concessionnaire), absolument indispensable à l'exécution opérationnelle des projets d'une part et au débat démocratique d'autre part.*

Le faible niveau de prise en compte de la pluriannualité, évoqué précédemment, plaide pour la mise en place de ce dispositif exigeant mais qui répondrait aux enjeux soulevés par le volume important des dépenses d'équipement réalisées par le SIEGE. La chambre relève en outre qu'elle est mise en œuvre dans d'autres syndicats d'énergie de la région.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

63. *La pluriannualité remarquée par la chambre au bénéfice des villes B relève de la même logique que celle évoquée aux commentaires 61-62.*

5. La question des coûts d'enfouissement des réseaux de télécommunications

Le SIEGE assure la maîtrise d'ouvrage dans le champ des télécommunications, en vertu de l'article L. 2224-36 du CGCT, qui dispose : « *accessoirement à cette compétence, dans le cadre d'une même opération et en complément à la réalisation de travaux relatifs aux réseaux de distribution électrique, la maîtrise d'ouvrage et l'entretien d'infrastructures de génie civil destinées au passage de réseaux de communications électroniques, incluant les fourreaux et les chambres de tirage* ». Une répartition des coûts doit dès lors intervenir.

64. *Le SIEGE 27 n'est pas concerné par cette possibilité introduite à l'article L 2224-36 qui n'a pas de caractère d'obligation. En revanche, l'article L 2224-35 du CGCT indique que « l'opérateur de communication (...) procède, en cas de remplacement de la ligne aérienne par une ligne souterraine à l'initiative de la collectivité, au remplacement de la totalité de sa ligne aérienne en utilisant la partie aménagée à cet effet dans l'ouvrage souterrain construit ». Sur un plan pratique, l'obligation faite à l'opérateur rejaillit sur l'établissement qui doit réaliser en liaison avec l'effacement du réseau électrique le génie civil permettant d'accueillir le réseau de télécommunication.*

L'article L. 2224-35 du CGCT prévoit la conclusion d'une convention de répartition des coûts avec l'opérateur de télécommunications électroniques *« autorisé par une collectivité territoriale, par un établissement public de coopération compétent pour la distribution publique d'électricité, ou par un gestionnaire de réseau public de distribution d'électricité (...) ».*

Le syndicat a, par conséquent, conclu le 4 mai 2005 une convention avec la société France Télécom, devenue Orange, sans limite de durée. Deux avenants ont été conclus, le premier en 2010 et le second en 2013 (ce dernier portant sur le régime de propriété des installations et le détail des fournitures). La répartition y est posée par nature d'opération, le SIEGE prenant en charge le génie civil et le creusement des tranchées. France Télécom (Orange) prend en charge les esquisses de l'avant-projet, les matériels d'installation des communications électroniques et les dépenses de câblage dans leur totalité (études, travaux). La convention indique que « les principes de répartitions financières sont basés sur un taux d'appui commun de 50 % ».

65. *S'agissant des contributions de l'opérateur ORANGE, l'article L 2224-35 du CGCT précise qu'il « prend à sa charge les coûts de dépose, de réinstallation en souterrain et du remplacement des équipements de communications incluant les câbles et les coûts d'ingénierie correspondants », dispositions retranscrites fidèlement dans la convention SIEGE 27/ORANGE.*

Aucun mouvement financier n'est relevé entre l'autorité concédante et Orange, seule une prestation en nature et en industrie existe. Aucune évaluation n'est effectuée de ces coûts globaux et, a fortiori, de leur déclinaison respective. On relève d'ailleurs que le compte 605, qui retrace, selon le syndicat, les seules dépenses de travaux effectuées en coordination sur les réseaux de télécommunication, augmente de 920 000 euros sur la période sous un double effet de volume et de prix selon le SIEGE. La chambre recommande au syndicat d'évaluer cette répartition des coûts et les causes de ces évolutions.

66. *Bordée par l'article L 2224-35 du CGCT, la convention SIEGE 27/ORANGE ne prévoit de prise en charge financière totale ou partielle par l'établissement des infrastructures d'accueil, notamment les fourreaux et les chambres de tirage qui sont fournis par ORANGE. L'augmentation de la dépense constatée sur la période dépend exclusivement du volume de travaux d'enfouissement du réseau d'électricité. Cette dépense de fonctionnement devra être revue avec l'annonce de l'abandon du réseau cuivre d'ORANGE à compter de 2026, date à partir de laquelle la convention SIEGE/ORANGE et l'accord-cadre national ORANGE/FNCCR seront probablement réaménagés.*

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et la gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

CONFIDENTIEL

F. L'enjeu majeur du suivi de l'investissement du concessionnaire du réseau électrique

L'importance des volumes financiers des investissements sur le réseau d'électricité concédé sous maîtrise d'ouvrage d'Enedis implique un suivi particulier, qui dépasse le simple contrôle de la concession, tout en s'articulant avec cette dimension, puisqu'un schéma directeur et une programmation y sont dorénavant associés.

1. Les principes de répartition de la maîtrise d'ouvrage des réseaux électriques

L'article L. 2224-31 du CGCT prévoit « qu'en application des dispositions du quatrième alinéa de l'article 36 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 précitée, les collectivités et établissements précités peuvent assurer la maîtrise d'ouvrage des travaux de développement des réseaux publics de distribution d'électricité et de gaz ». La combinaison du septième alinéa du I de l'article L. 2224-31 du CGCT et de l'article L. 322-8 du code de l'énergie conduit à une maîtrise d'ouvrage des travaux qui est partagée entre l'autorité concédante et le gestionnaire du réseau. L'article 7 de la convention-cadre de concession établie au plan national rappelle ces dispositions, qui dépendent du régime d'électrification rurale. Parmi les options ouvertes, le choix du SIEGE a été de maintenir le statu quo.

Cette répartition repose essentiellement sur la classification des communes correspondant au régime d'électrification rurale. Le SIEGE conserve les travaux dans les communes C, rurales, à l'exception des branchements. Enedis intervient en zones urbaines A et B, à l'exception de tout ou partie de l'effacement des réseaux. Des divergences d'interprétation peuvent néanmoins exister, le compte rendu du comité de suivi de la concession de septembre 2021 indiquant qu'il convient de *« clarifier les écarts d'interprétation sur la maîtrise d'ouvrage respective de branchements, sur le raccordement d'armoires électriques »*.

2. L'effort d'investissement du concessionnaire

Enedis investit un montant qui varie, selon les exercices, entre 27 et 33 millions d'euros. Les dépenses de raccordement augmentent de manière continue, s'approchant du volume des dépenses de performance, qui demeurent le premier poste de manière nette (sauf en 2019).

Tableau n °2 : Investissements du concessionnaire Enedis

en millions	2018	2019	2020	2021	2022
dont performance	15,3	9,2	15,1	17,7	13,5
dont raccordements	7,7		8,3	10,3	12,1
dont compteurs communicants (« Linky »)	6,5	8	6	5,4	2,4
dont exigences réglementaires	3,3	3,1	3,3	4,6	4,3
dont logistique	0,3	0,6	0,4	0,3	0,2
Total	**26 706**	**30 278**	**26 815**	**32 929**	**30 336**

Source : CRC, d'après les CRAC et rapports NOME

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Le déploiement des compteurs communicants « Linky » est passé de 31 % en 2018 à 90 % en 2022. Ce poste de dépense (un quart du total en 2018) est donc amené à s'éteindre.

3. Le choix d'une pluriannualité ciblée pour le concessionnaire d'électricité

Les investissements du gestionnaire du réseau d'électricité sont programmés et évalués dans le cadre de la nouvelle convention de concession.

Un document dénommé « plan pluriannuel d'investissement » (PPI), courant de 2021 à 2025, permet à l'autorité organisatrice d'influer sur les priorités d'investissement du concessionnaire. Il s'agit cependant d'un objectif global pluriannuel, à terme, sans déclinaison précise par exercice, le terme de PPI apparaissant donc impropre.

***67.** Le PPI fait l'objet d'une déclinaison annuelle comme souligné par la chambre au 1ier alinéa du V-C-3 de son rapport permettant au SIEGE 27 de vérifier la trajectoire d'investissement du programme pluriannuel.*

3 réunions par an sont organisées pour le suivi annuel de ce PPI sur 5 ans.

Dans le suivi financier de la période 2021-2023, le montant actualisé des investissements réalisés par Enedis, en mai 2023, atteint, avec 15,3 millions d'euros cumulés, 56 % de la réalisation financière totale, soit une légère avance calendaire. Cependant, la déclinaison par type de travaux est très inégale puisque si le renouvellement des câbles moyenne tension (HTA, catégorie des « câbles papier imprégnés ») souterrains se situe déjà à 130 % de l'objectif total, le renforcement du réseau basse tension (BT) n'en a atteint que 25 %.

Le montant de ce PPI, de 27 millions d'euros sur cinq ans (soit 5,5 millions par an environ), ne représente qu'une petite partie des investissements totaux d'Enedis sur ce réseau, qui a atteint en 2021 33 millions, dont 17,6 millions pour la « performance du réseau ». Ces autres travaux portent essentiellement sur la « prolongation de durée de vie des ouvrages », mais aussi sur les extensions en milieu urbain. L'objectif est donc ici de porter un effort du concessionnaire sur des points critiques d'amélioration du réseau, de manière prioritaire.

Un pilotage territorial plus fin pourrait sans doute être envisagé. En effet, dans la synthèse pour la conférence départementale qui s'est tenue en 2022, la zone Ouest apparaît comme prioritaire (avec une diminution attendue du critère B en HTA et une réduction des incidents en BT — voir les définitions techniques infra). Pourtant en 2021, les investissements d'Enedis y sont les plus faibles : 5,4 millions d'euros dans la zone Ouest contre 8,2 millions dans la zone Seine et 7,9 millions dans la Zone Sud et Nord-Ouest.

Le SIEGE entend aussi être vigilant sur les investissements relatifs à la prolongation de la durée de vie, pour vérifier leur efficacité et leur fiabilité. Une coordination plus large sur les « territoires à enjeux » est évoquée.

4. Une vision consolidée des investissements réalisés dans le réseau d'électricité, avec une planification bisannuelle

Les programmes prévisionnels présentés dans les conférences départementales prévues par l'article L. 2224-31 du CGCT, dite « *loi NOME* » (Cf. supra) mettent en regard, sur deux exercices, les investissements respectifs de l'AODE et du concessionnaire sur le réseau et leur prévision à deux ans. Cette vision consolidée et anticipée permet de renforcer la coordination sur les enjeux d'investissement majeurs.

IV. UNE STRATEGIE QUI CONCILIE DIFFERENTS OBJECTIFS

Le SIEGE ne dispose pas d'un document stratégique global qui formalise les grandes orientations de l'exercice de ses missions, notamment la trajectoire des investissements projetés. La chambre recommande au syndicat de mener cette réflexion, d'autant que celle évoquée sur le financement conduira à l'établissement de priorités.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et la gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

CONFIDENTIEL

***68.** Le SIEGE 27 dispose de plusieurs documents stratégiques correspondants à ses principales missions. Parmi ceux-ci, on peut citer le PCDMR présenté en Comité syndical en 2014 qui a été complété en 2021 par un schéma directeur des investissements qui engage ENEDIS sur une durée de 30 ans, le plan d'affaires de la SEM TEE qui fixe l'horizon d'investissement en matière d'énergie renouvelable et le SDIRVE pour la mobilité.*

L'évaluation de la performance du réseau d'électricité, qui conserve une place prépondérante dans les investissements, et le soutien aux énergies renouvelables, l'une des missions optionnelles dont l'ampleur est encore réduite mais en plein essor, seront examinés comme illustrations des contraintes et des évolutions. Les opérations portant sur l'éclairage public et sur les télécommunications ne seront pas détaillées, mais elles constituent de fait la clé d'une équation contrainte par les autres natures de dépenses.

A. L'évaluation de l'investissement dans le réseau électrique par la comparaison des performances

Pour engager une évaluation du réseau concédé, la méthode a consisté, non seulement à examiner l'évolution dans le temps, mais également à effectuer des comparaisons avec des données nationales publiques, établies par Enedis.

Lorsque les données étaient suffisamment précises, un échantillon de dix départements comparables à la fois en superficie et en population a été constitué.

1. Analyse des caractéristiques du réseau concédé par le SIEGE

a. Les parties aériennes et à fils nus, sources de fragilité

En 2022, le réseau concédé par le SIEGE compte un total de 16 469 kilomètres, en augmentation légère et continue sur la période (+ 360 kilomètres).

Il se compose de :

- 8 079 km de lignes en moyenne tension (HTA), dont 4 256 km de fils nus ;
- 8 390 km de lignes en basse tension (BT), dont 3 444 km en torsadé et 4 424 km en souterrain.

Le linéaire de « fils nus » diminue sur la période, passant de 3,4 % en HTA et de 24,5 % en BT, avec un mouvement similaire, moins marqué, pour les « fils torsadés ». Les réseaux HTA aériens sont les principaux exposés aux coupures, notamment liées aux incidents climatiques.

Si le taux d'enfouissement des lignes HTA a augmenté de 3 points entre 2018 et 2022 (47 %), il reste inférieur au taux national de 52 % en 2022. A l'inverse, il est supérieur au taux national pour les lignes BT (53 % contre 49 %) et a progressé de 6 points entre 2018 et 2022.

Le taux d'enfouissement doit être mis en regard du caractère rural du département de l'Eure, où seulement 38 % des habitants résident dans une zone urbaine (données de l'INSEE pour 2021). Un rapprochement avec dix autres départements comparables, par le croisement d'un double critère de population (entre 579 000 et 698 000 habitants) et de superficie (entre 5 200 et 6 878 kilomètres carrés), permet de constater que le SIEGE se situe globalement dans la moyenne, mais aussi dans la médiane, pour son taux d'enfouissement de lignes HTA et BT. Si le taux d'enfouissement des lignes BT est un peu meilleur, tel n'est pas le cas de celui de la part d'HTA fils nus.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

CONFIDENTIEL

Tableau n ° 3 : Comparaison du taux d'enfouissement des lignes HTA et BT parmi des départements ruraux

Département	Population (2021)	Superficie	HTA souterrain (%)	BT souterrain (%)	HTA *aérien fils nus (km)*	BT aérien fils nus *(km)*	HTA fils nus (%)	BT fils nus (%)
Ain	663 720	5762	48%	54%	*3 582*	*104*	52%	1%
Charente-Maritime	662 799	6864	48%	59%	*5 612*	*293*	51%	3%
Côtes d'Armor	617 921	6878	39%	37%	*7 306*	*3 205*	61%	22%
Doubs	555 190	5233	53%	50%	*2 485*	*390*	46%	7%
Eure	613 320	6040	47%	53%	*4 256*	*622*	53%	6%
Indre-et-Loire	620 014	6127	44%	48%	*4 852*	*691*	56%	9%
Loiret	693 476	6775	51%	50%	*3 862*	*484*	48%	7%
Sarthe	579 120	6206	36%	36%	*6 165*	*1 636*	64%	15%
Somme	580 719	6170	66%	53%	*2 238*	*177*	34%	4%
Vendée	698 731	6720	45%	64%	*6 484*	*882*	55%	7%
Moyenne			48%	50%	4 684	638	52%	8%
Médiane			47%	51%	4 554	504	52%	7%

Source : CRC, d'après les données publiques d'ENEDIS 2022 et de l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales

Des disparités territoriales sont relevées, les réseaux aériens BT fils nus connaissant deux fois plus d'incidents dans la zone ouest que sur le reste du territoire. Le SIEGE souligne dans ses documents que 691 km de réseaux BT aériens nus présentent un rythme de résorption important (soit 43 km par an).

Les caractéristiques du réseau ne s'éloignent pas de la moyenne et de la médiane des département comparables, avec toutefois des points de vigilance, notamment sur les indicateurs du BT aérien en « fils nus ».

2. La maîtrise du vieillissement du réseau implique un effort de renouvellement constant

Entre 2018 et 2021, la part du réseau HTA de plus de 30 ans, comme celle de plus de 40 ans, a augmenté de deux points pour s'établir à 61 % en 2021. Ainsi, sur 8 005 ouvrages H TA, 28 % ont plus de 40 ans et 33 % entre 30 ans et 40 ans. La part du réseau BT de plus de 30 ans est restée quasi-stable (43 % en 2021 contre 42 % en 201 8), celle des ouvrages se situant entre 30 et 40 ans ayant diminué de deux points tandis que celle de plus de 40 ans a augmenté de 3 points. Sur les 8 324 ouvrages BT, 25 % ont plus de 40 ans et 18 % entre 30 et 40 ans. Le SIEGE constate notamment le vieillissement marqué des réseaux HTA aériens nus.

En miroir, le taux de renouvellement du réseau HTA connaît un certain ralentissement, passant de 1,09 % en 2018 à 0,50 % en 2021 alors que celui du réseau BT reste stable, autour de 0,12 %. Le taux qui permettrait le renouvellement régulier et global des ouvrages sur leur durée d'utilité de 40 ans est de 2,5 %.

Pour le concessionnaire, le renouvellement de 100 % du réseau HTA « en faibles sections », sur 20 ans, est une « valeur-repère » posée dans la contractualisation avec le syndicat. L'objectif est également le renouvellement de 95 % des HTA « câbles papier imprégnés » en 30 ans.

L'enjeu du maintien, voire du renforcement, du volume d'investissement conjoint du concédant et du concessionnaire dans les réseaux électriques est donc central, appuyé sur la fixation de priorités et une planification accrue.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et la gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

CONFIDENTIEL

3. La qualité de la distribution

Est considéré comme « mal alimenté » un utilisateur ayant subi un nombre de coupures longues ou brèves, ou une durée cumulée de coupures longues, qui dépasse un seuil fixé par l'arrêté d'application, valable pour une année, hors événements exceptionnels.

La part maximale d'utilisateurs mal alimentés est fixée à 5 %. Selon la norme technique applicable, une coupure est considérée comme étant longue si sa durée est supérieure à trois minutes, brève si elle est comprise entre une seconde et trois minutes, et très brève si elle dure moins d'une seconde.

a. La continuité de l'alimentation, le « critère B »

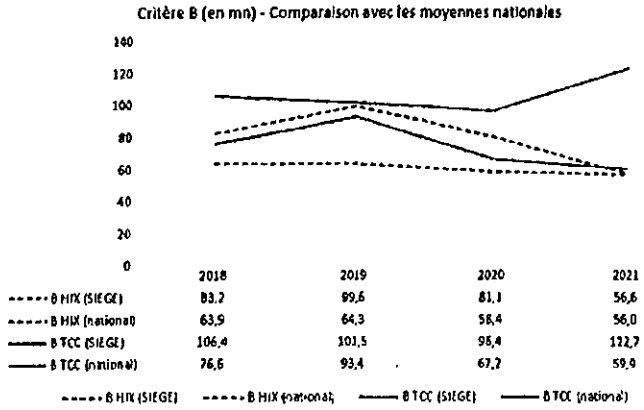
La continuité d'alimentation est mesurée par le temps de coupure moyen par usager BT (critère B), exprimé en minutes. A chaque incident, le calcul d'un critère B s'ajoute au total des calculs précédents. Il représente à la fois un indicateur de la sensibilité des réseaux aux défaillances et agressions extérieures, et de réactivité du concessionnaire pour réalimenter les usagers subissant des coupures d'alimentation.

Le critère B « travaux » mesure le temps de coupure résultant des interventions d'Enedis pour la maintenance ou le développement des réseaux. Il reflète l'activité des gestionnaires de réseaux pour améliorer la qualité du service. Le critère B « incidents » fait référence à tous les événements externes aux gestionnaires qui affectent le fonctionnement des réseaux publics de distribution (défaillances matérielles et conditions météorologiques). La part des conditions météorologiques est elle-même subdivisée en fonction de l'ampleur de l'événement climatique à l'origine des incidents (événement exceptionnel ou non).

On distingue ainsi le critère B « toutes causes confondues » (TCC) et le critère B « hors incidents exceptionnels » (HIX), le critère B étant la somme du critère B travaux et du critère B incidents hors événements exceptionnels.

Pour le SIEGE, la durée annuelle moyenne de coupures toutes causes confondues ou hors incidents exceptionnels fluctue pendant la période contrôlée. Le critère B TCC connaît un point haut en 2021 et le critère B HIX un point bas. Les conditions météorologiques sont avancées comme explication principale des variations par le syndicat. Les incidents sur le réseau de transport n'influent quasiment pas sur le critère B TCC sur la période 2018-2021. C'est le réseau de distribution qui présente la plus grande part d'incidents, dont majoritairement le réseau HTA.

Graphique 1 : Comparaison avec les moyennes nationales



	2018	2019	2020	2021
B HIX (SIEGE)	83,2	99,6	81,1	56,6
B HIX (national)	63,9	64,3	58,4	56,0
B TCC (SIEGE)	106,4	101,5	95,4	122,7
B TCC (national)	76,6	93,4	67,2	59,9

Source : CRC, d'après les CRAC ENEDIS 2018-2021 et données publiques ENEDIS

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Que la durée annuelle moyenne de coupures TCC ou HIX soit en baisse ou en augmentation, elle se maintient au-dessus du niveau national sur la période contrôlée.

En comparaison avec d'autres concédants de Normandie, le SIEGE a amélioré les indicateurs du critère B HIX. Toutefois, les durées de coupures moyennes TCC, après une baisse en 2019 et 2020, connaissent une hausse en 2021 et dépassent le niveau des indicateurs de 2018.

Ces chiffres paraissent corroborer les propos du syndicat sur l'exposition du réseau aux aléas climatiques, notamment en raison des caractéristiques de certaines lignes (exposition aux chutes d'arbres). Des adaptations du réseau sont donc à prévoir.

***69.** Elles sont prévues dans le cadre du schéma directeur qui se fixe une valeur repère de 65 min de critère B TCC (hors RTE) et d'une diminution des écarts entre secteurs avec un engagement de baisser la valeur haute du critère B (pour 80% des communes) de 20%.*

b. La continuité d'alimentation

Ce ratio correspond au taux d'usagers (BT et HTA) de la concession qui sont au-delà des seuils (6 coupures longues, 35 coupures brèves et 13 heures de coupures cumulées). Le seuil du taux de clients en dépassement est fixé à 5 % par la réglementation.

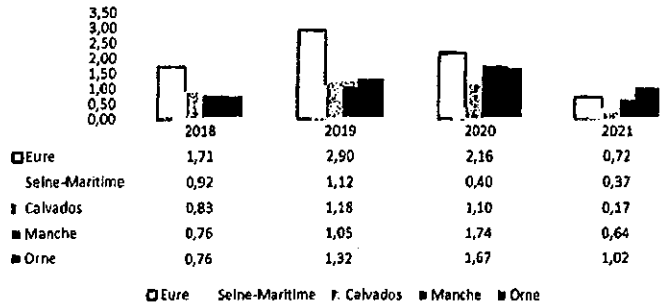
La concession ne dépasse pas ce seuil de 5 %, mais fait moins bien que les autres départements de la région entre 2018 et 2020.

La fréquence totale des coupures longues ou brèves reste stable sur la période contrôlée. Entre 2018 et 2021, le nombre de coupures pour travaux est en hausse de 9,8 % (951 pour cette dernière année contre 866) alors que te temps moyen par coupure a baissé de 20 à 17 minutes.

Toutefois, sur la période contrôlée, on constate une baisse importante (- 74 %) de clients affectés par des coupures longues, une hausse de 10 % des clients coupés plus de 3 heures et une hausse de 25 % pour plus de 5 heures consécutives.

Graphique 4 : Clients en-deçà des seuils réglementaires

Graphique 4 : Clients en-deçà des seuils réglementaires



	2018	2019	2020	2021
Eure	1,71	2,90	2,16	0,72
Seine-Maritime	0,92	1,12	0,40	0,37
Calvados	0,83	1,18	1,10	0,17
Manche	0,76	1,05	1,74	0,64
Orne	0,76	1,32	1,67	1,02

Source : données publiques d'Enedis

La qualité de fourniture demeure toutefois géographiquement contrastée. Selon le syndicat, les temps de coupure moyens des clients de la zone ouest sont près de deux fois supérieurs à ceux du reste du territoire de la concession.

***70.** Le schéma directeur prévoit par secteur de faire baisser le critère B TTC (hors RTE) pour 80% des communes de 20% par rapport à la valeur de 2018. Contractuellement, les écarts constatés sur la zone ouest par la chambre (et surtout les communes concernées) devraient diminuer progressivement.*

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et la gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

c. La qualité de la tension

En basse tension, un client est dit « mal alimenté » lorsque la tension à son point de livraison (en valeur efficace moyennée sur 10 min) sort, au moins une fois par an, de la plage de variation admise. La plage de variation admise est de plus ou moins 10 % par rapport à la tension nominale 230 et 400 volts fixée par les articles D. 322-1 à D. 322-10 du code de l'énergie, soit une tension admissible comprise entre 207 et 253 volts en basse tension. Durant la période sous revue, le nombre de clients mal alimentés baisse significativement et continûment de 53 % (1 133 foyers en 2021 contre 2 431 foyers en 2018).

***71.** Dans une logique d'égalité de traitement de l'usager, le SIEGE 27 raisonne plus volontiers par départs mal alimentés et non en nombre de clients mal alimentés. Le nombre de départs a diminué sur la période de 44% (313 DMA en 2018 et 174 DMA en 2021).*

B. La transition énergétique et les énergies renouvelables : un nouveau champ d'action

S'il a déjà été mentionné qu'aucun document global d'orientation, traçant des perspectives stratégiques pour le SIEGE n'existait, des partenariats structurants ont été conclus dans ce champ spécifique de l'action du syndicat, en raison des initiatives régionales en la matière.

1. Un diagnostic de la situation du territoire normand

En matière de production d'énergies renouvelables, la Normandie se situe plutôt en retrait par rapport aux autres régions métropolitaines, en particulier pour le photovoltaïque, bien en-deçà des objectifs tant régionaux pour 2021 (schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires, dit « SRADDET ») que nationaux (objectifs de la programmation pluriannuelle de l'énergie 2019-2028). A puissance égale, le rendement de l'éolien est deux fois supérieur, en Normandie, à celui du photovoltaïque.

Les objectifs de la programmation pluriannuelle de l'énergie visent à multiplier respectivement par 2,5 et 5,2 la capacité installée de l'éolien et du photovoltaïque par rapport à 2017, à l'horizon de 2028. Le SRADDET prévoit pour 2030 une augmentation des consommations d'énergies renouvelables au sein du « mix énergétique » s'appuyant principalement sur l'éolien et le bois, avec une progression nette de la méthanisation en injection.

2. L'engagement du SIEGE dans la production et la promotion d'énergies renouvelables

Les statuts du SIEGE prévoient dans ses missions la participation du syndicat à l'élaboration et à l'évaluation des schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie et des plans climat air énergie territoriaux (PCAET), prévus par le code de l'environnement. En tant qu'autorité organisatrice de la distribution d'électricité, le SIEGE a constitué en 2016 une commission consultative paritaire de l'énergie réunissant les EPCI à fiscalité propre de son territoire, notamment pour piloter et coordonner le développement des énergies renouvelables sur le territoire.

Au titre de ses missions complémentaires, le SIEGE est compétent pour aménager ou exploiter toute nouvelle installation hydroélectrique ou utilisant les autres énergies renouvelables, de valorisation énergétique des déchets ou assimilés, de cogénération ou de récupération d'énergie provenant d'installations visant à l'alimentation d'un réseau de chaleur (article L. 2224-32 CGCT), ainsi que pour aménager et exploiter directement ou faire exploiter toute installation de production d'électricité de proximité (article L. 2224-33 du CGCT). En matière d'énergies renouvelables, le syndicat participe aux projets selon plusieurs

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

modalités d'intervention, soit directe, en assumant le financement et la gestion des infrastructures, soit, le plus souvent, sous la forme indirecte d'un financement.

***72.** Les interventions directes qui couvrent la maîtrise d'ouvrage, le financement des projets, voire leur gestion (cas du photovoltaïque sur bâtiments et ombrières) sont, en nombre, les plus importantes (19 projets dont 7 en travaux en 2023). Les interventions indirectes (via des SAS de projet d'énergie renouvelable) sont beaucoup moins nombreuses (6 sur la période) mais consomment plus de crédits en raison de la caractéristique des projets.*

3. Des partenariats stratégiques

L'action du SIEGE s'inscrit dans le cadre des objectifs européens, réitérés pour la région Normandie, de plus de 30 % de la part d'énergie issue de sources renouvelables. Elle est coordonnée avec la région et les quatre autres autorités organisatrices de la distribution d'énergie au sein de l'entente interdépartementale Territoire Énergie Normandie (TEN), et s'insère dans le SRADDET, adopté le 2 juillet 2020.

a. L'entente Territoire Énergie Normandie

La création d'une « entente intercommunale », au sens de l'article L. 5221-1 du CGCT, dénommée d'abord « Pôle Energie Normandie » puis « Territoire Energie Normandie » (TEN), a été approuvée par délibération du 30 mai 2015. Sa convention constitutive a été adoptée par celle du 3 juillet 2015, réunissant les cinq syndicats départementaux normands.

L'entente est constituée d'une conférence des présidents, avec trois représentants par syndicat. Elle se réunit au minimum une fois par an et les décisions sont prises à l'unanimité. Le comité technique réunit les directeurs généraux au moins une fois par an, avec des collaborateurs désignés.

Si elle porte sur l'ensemble des compétences des syndicats, obligatoires et facultatives, le rôle de cette entente est surtout, pour l'heure, limité à des fonctions de communication institutionnelle et d'échange professionnel. Elle est chargée de représenter les syndicats auprès de la région, de synthétiser les retours d'expérience et d'élaborer une plateforme d'échange. L'organisation de congrès, de séminaires ou de formations est également prévue.

Dans le champ du déploiement de l'énergie renouvelable, une dynamique forte semble désormais à l'œuvre, portée également par la région. Un schéma directeur de maillage d'un réseau de bornes de recharge est, par exemple, en cours d'élaboration.

b. L'implication de la région

Le 16 décembre 2021, un accord-cadre de partenariat entre le TEN et la région a été conclu pour la période 2022 — 2026. Un comité de pilotage stratégique réunit les représentants de la région et du TEN. Les syndicats sont ainsi des relais de la politique régionale auprès des EPCI et des communes.

Leur objet est « d'accompagner les territoires dans leur transition énergétique, développer les actions de sobriété et d'efficacité énergétique ainsi que la production d'énergies renouvelables et développer les mobilités bas-carbone en Normandie ». L'accompagnement des élus sur les questions de transition énergétique et de rénovation du bâti apparaît central, tout comme le déploiement d'infrastructures de recharges de véhicules électriques (IRVE).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et la gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

CONFIDENTIEL

Un bilan des actions des syndicats a été effectué pour la période 2019-2021. Un séminaire, tenu le 19 juillet 2022 entre la région et les cinq syndicats, a tracé des perspectives. Y ont été évoqués, en particulier, la coordination autour de la rénovation énergétique des bâtiments, essentiellement sur des actions de promotion et sur une instruction commune, sur la mobilité (perspective d'un plan de financement futur), l'hydrogène (groupe de travail, formalisation de projets, définition d'accompagnement possible pour les collectivités), le SRADDET (problème d'application de la règle 39 sur l'installation privilégiée des panneaux photovoltaïques sur les bâtiments, afin d'éviter l'artificialisation des sols) et la question du « bois-énergie », qui concerne plus spécifiquement le SIEGE.

c. La commission consultative paritaire sur l'énergie

La commission consultative paritaire sur l'énergie (article L. 2224-37-1 du CGCT) a été établie afin d'être un lieu de coordination entre l'AODE, les syndicats d'énergie et les EPCI, dans le champ de l'énergie et la mise en cohérence des politiques d'investissement.

Sa composition a été modifiée par délibération du 13 mai 2017, afin que les 16 délégués correspondent au nouveau schéma départemental de coopération intercommunale. Elle est présidée par le président du SIEGE. Sauf en 2020, elle se réunit effectivement au moins une fois par an (2 fois en 2018, 2 fois en 2019, deux fois en 2021 et deux fois en 2022). Ses comptes rendus sont substantiels, évoquant l'ensemble des sujets de transition énergétique.

4. Les interventions indirectes du SIEGE dans la production et la promotion d'énergies renouvelables

a. Les participations

Le SIEGE soutient la réalisation d'installations sur son territoire, au travers des participations dans des sociétés commerciales dont l'objet social est la production d'énergies renouvelables (article L. 2253-1 du CGCT). Deux parcs éoliens et quatre centrales photovoltaïques au sol ont ainsi vu le jour.

***73.** A date, seul un parc éolien (ROMAN II) et une centrale photovoltaïque (CPES Terres Neuves) sont en exploitation. Le SIEGE est en outre actionnaire dans 4 SAS de projet (3 centrales photovoltaïques au sol et 1 parc éolien) qui ne sont pas au stade indiqué par la chambre.*

L'établissement public est actuellement actionnaire de six sociétés. Ses participations les plus importantes en volume concernent l'éolien avec la SAS Transition Euroise Roman II et la CPES Terre-Neuve pour le photovoltaïque, pour laquelle le SIEGE s'est porté acquéreur en 2023 de 10 % de parts supplémentaires.

***74.** Le volume de participation sur les SAS de Roman et de Terres Neuves souligné par la chambre est justifié par le fait qu'il s'agit de parcs mis en exploitation dans la période de contrôle. L'étape « financement » de ces deux projets a donc été franchie.*

Or les statuts du SIEGE ne prévoient pas expressément cette possibilité. Sur ce point, le syndicat estime que si les statuts mentionnaient que l'EPCI a la compétence pour prendre des participations dans de telles sociétés, les communes dessaisies ne pourraient plus s'associer à ces projets, ce qui, selon la chambre, ne paraît pas exact.

***75.** Le SIEGE 27 se réfère aux dispositions de l'article L 2253-1 du CGCT (voir commentaire 76) pour justifier que sa participation au capital/compte courant d'associé d'une SA ou SAS de production d'énergie renouvelable dépend de son organe délibérant et non de ses statuts.*

Dès lors, la mise en place prochaine d'une société d'économie mixte (SEM), destinée à rassembler les participations du SIEGE (voir infra), modifie la perspective sur cette question. Il paraît souhaitable que son adhésion à la SEM fasse l'objet d'une modification de ses statuts, car il s'agit d'un changement substantiel du périmètre juridique de ses activités.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

76. *L'article L 1521-1 du CGCT indique que « les communes (...) et leurs groupements peuvent, dans le cadre des compétences qui leurs sont reconnues par la loi, créer des SEM qui les associent à une ou plusieurs personnes privées et, éventuellement, à d'autres personnes publiques pour réaliser des opérations d'aménagement (...) ou toute autre activité d'intérêt général ».*

La chambre ayant relevé à bon droit l'existence d'une compétence en matière d'aménagement et d'exploitation d'installation d'énergie renouvelable, la question d'une modification de ses statuts, qui entraînerait un transfert de compétence de ses communes membres semble au SIEGE 27 inadaptée. A noter en outre que les statuts du SIEGE font référence à l'article L 2224-32 du CGCT, référence nécessaire et suffisante pour les cabinets de conseils qui ont accompagné le SIEGE dans la construction de la SEM et pour l'ensemble des coactionnaires de celle-ci.

b. Le projet de création d'une société d'économie mixte locale (SEML)

A la suite du retrait de l'un de ses partenaires, (SEM West-Energies), le SIEGE a dévoilé, lors du comité syndical du 26 novembre 2022, son intention de créer une SEML, afin de porter l'ensemble de ses participations à des projets, de consolider et d'élargir son intervention.

77. *La création de la SEM TEE est indépendante du processus de retrait du groupement d'investisseurs de la SEM West Energies créée entre le SIEGE 27 et les SEM West Energie et SIPEnR en 2017. Comme expliqué à l'occasion de la présentation du budget 2023, elle est fondamentalement liée aux évolutions législatives qui contraignent dorénavant les dispositions historiques créées en 2015 par l'article L 2253-1 du CGCT. Après avoir tenté de rejoindre la SEM West Energie qui a décliné la proposition, le SIEGE s'est orienté vers une création. (Voir commentaire 16).*

L'actionnariat des communes et de leurs établissements publics est en effet limité par l'article L. 2253-1 du CGCT à un plafond de 15 % des recettes réelles de la section de fonctionnement de son budget, et les comptes courants d'associé à 5 %.

Une étude externe a permis de préciser le montage juridique de cette société exclusivement consacrée au portage de projets en matière d'énergies renouvelables. Les statuts de la SEM ont été délibérés en mai 2023.

Le SIEGE, unique actionnaire public, en possédera 75 % des parts, aux côtés de quatre groupes privés, le SIPEnR, émanation du syndicat d'électricité d'Ile-de-France, pour 1 %, mais surtout la Caisse des dépôts et consignations, la Caisse d'épargne et le Crédit agricole de Normandie à raison de 8 % chacun. Le conseil d'administration réunira le SIEGE (6 membres) et les trois institutions financières et bancaires (3 membres). Le capital social de la SEM, à sa création, est de 5 millions d'euros.

Le SIEGE transférera à la société, avec l'accord de ses partenaires, les parts qu'il détient dans les SAS. La prise de participation au capital s'élève à 3,75 millions sur deux ans, pour un volume d'investissement de 8 millions à terme.

78. *Conformément à la loi, la libération de la totalité du capital social d'une SEM doit être réalisée sur 5 années maximum dont la moitié à la création de la SEM.*

Le SIEGE a identifié une douzaine de projets dans lesquels il est, ou peut être acteur, sur son territoire. Pour la constitution de la SEM, cinq projets lui sont, d'ores et déjà, transférés [1].

79. *Outre le transfert des parts des deux SAS déjà en exploitation, la collectivité des actionnaires s'entend, dès la constitution de la SEM, pour porter les projets déjà constitués en SAS (TE St André, TE SETOM, TE CETRAVAL, TE MESNIL HAMEL) et le projet de méthanisation d'EMALLEVILLE.*

[1] Le projet photovoltaïque « SETOM » le projet photovoltaïque « CETRAVAL » le projet photovoltaïque « ST ANDRE », le projet éolien « MESNIL HAMEL » et le projet de méthanisation agricole « EMALLEVILLE ».

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

CONFIDENTIEL

L'objet social de la SEM comprend néanmoins les compétences énumérées à l'article 3 des statuts du syndicat, ce qui pourrait théoriquement permettre de lui transférer l'intégralité de l'activité de ce dernier dans le champ des énergies renouvelables, au-delà des seules participations.

Cette initiative pourra permettre de mieux structurer la stratégie du syndicat. Ce levier conduirait alors à redéfinir certains modes d'action financière, comme les fonds de concours qui contribuent actuellement à la construction de chaufferies à bois.

c. Les contributions et subventions

Le SIEGE est adhérent de l'association « Biomasse Normandie », qui regroupe des acteurs publics et privés du secteur des déchets, du bâtiment et de la production d'énergie et anime des programmes régionaux ou nationaux dans les domaines de la gestion-valorisation des déchets et de la promotion du bois-énergie. Au-delà de sa cotisation d'adhésion d'une centaine d'euros par an, le SIEGE subventionne l'association à hauteur de 14 000 euros en 2022, contribution destinée à financer pour partie l'animation par l'association du programme triennal bois, et pour partie celle du programme méthanisation.

***80.** Il convient de préciser qu'au-delà de sa cotisation, le SIEGE verse 5 000€/an pour le programme bois-énergie 2021-2023 et 2 000€/an pour le programme méthanisation 2021-2023, soit un montant de 7000€/an. Le versement de 14 000€ repéré par la chambre au budget 2022 couvre les années 2021 et 2022.*

Il s'agit pour le bois d'un programme d'animation à l'échelle de la région afin de promouvoir le développement de projets « bois-énergie ». Dans ce domaine, l'association intervient également comme assistant à maîtrise d'ouvrage pour accompagner des projets. Le SIEGE participe à la mise en œuvre du programme « Métha'Normandie », coanimé par Biomasse Normandie et la chambre régionale d'agriculture, qui vise à promouvoir le développement de la méthanisation [2] à l'échelle de la région. Le SIEGE a apporté un soutien financier à hauteur de 50 % aux études d'injections commandées par huit porteurs de projets auprès de GRDF, pour un total de 41 745 euros, en 2019 et 2020. Enfin, le SIEGE subventionne, comme déjà mentionné, pour 167 380 euros la plateforme photovoltaïque du SDOMODE.

***81.** S'agissant des 167 380€ versés au SDOMODE, le SIEGE 27 renvoie à son commentaire 13.*

[2] La Normandie compte 164 unités de méthanisation en 2022, dont 21 dans l'Eure (qui représente 15 % de la puissance installée en Normandie contre près de 27 % pour l'Orne). Le développement de la filière est néanmoins en retrait par rapport au rythme nécessaire pour atteindre l'objectif régional fixé pour 2030 (560 GWH/annuels, 51 % de cet objectif atteint en 2022). Le SIEGE met en avant une réalisation de deux unités de méthanisation, qui permettent de couvrir 30 % de la consommation de la ville de Bernay.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

CONFIDENTIEL

5. Les interventions directes du SIEGE en faveur du développement des énergies renouvelables et de la sobriété énergétique

a. Les actions en faveur de la mobilité bas-carbone

L'article L. 2224-37 du CGCT autorise les communes, « *sous réserve d'une offre inexistante, insuffisante ou inadéquate sur leur territoire* », à créer et entretenir des infrastructures de charge nécessaires à l'usage de véhicules électriques ou hybrides rechargeables ou à mettre en place un service équivalent. Elles peuvent également transférer cette compétence aux EPCI.

Le SIEGE s'est engagé avec la région dans le déploiement de trois stations de recharge pour véhicules à hydrogène sur le territoire eurois, venues à partir de 2019 compléter le réseau des bornes de recharge électriques mises en place par le syndicat. Au total, ce sont plus de 130 bornes de recharge (une tous les 10 ou 12 km, soit 272 points de charge, complétant une offre privée de 330 points) qui sont entretenues par le SIEGE.

Dans ce domaine, le syndicat coordonne ses actions avec les EPCI, autorités organisatrices de la mobilité dans l'Eure. Sous l'égide du TEN, il s'est lancé, avec l'appui d'un assistant à maîtrise d'ouvrage, dans l'élaboration d'un schéma directeur des infrastructures à l'échelle du département, auquel ont déjà adhéré 501 communes sur 585 Ce schéma, en cours d'élaboration, doit permettre de définir une stratégie, à partir d'un diagnostic complet des besoins.

82. *Le schéma est adopté depuis mai 2023 et constitue l'un des documents de la stratégie d'investissement du SIEGE 27 comme indiqué au commentaire 68.*

b. L'implantation de sites de production photovoltaïque de proximité, dans le cadre du budget annexe

Le SIEGE propose d'intervenir auprès des communes intéressées, dans le cadre de projets de construction ou de réhabilitation d'équipements publics, en finançant à 100 % des études de faisabilité pour la pose de panneaux photovoltaïques. Lorsque la commune le décide, la réalisation du projet comprend, la plupart du temps, un bail emphytéotique consenti au SIEGE, qui se charge des travaux d'installation et de l'exploitation des équipements. L'autoconsommation est possible, l'énergie étant cependant destinée à être vendue à EDF.

83. *Dans l'hypothèse évoquée (bail emphytéotique et maîtrise d'ouvrage SIEGE 27), la valorisation de l'électricité produite via un principe d'autoconsommation individuelle n'est pas un modèle autorisé par le législateur. A noter que l'autoconsommation avec revente du surplus à EDF-OA n'est possible que si le projet photovoltaïque n'a pas fait l'objet de subvention publique, ce qui constitue un frein important au développement de la filière comme indiqué pendant l'audit.*

Le rapport d'orientation budgétaire pour 2020 mentionne que trois projets étaient déjà en cours de réalisation fin 2019 pour des travaux qui devaient débuter en 2020, tout en s'interrogeant sur la rentabilité financière des projets photovoltaïques.

84. *La rentabilité financière citée au DOB 2020 renvoie à une exigence interne et délibérée par le Comité syndical dont le principe fondateur est de ne pas investir dans des projets déficitaires, ce qui écarte un nombre important de projets souhaités par les communes. On constate néanmoins un vif succès comme indiqué au DOB 2021 puisque 79 dossiers ont été examinés avec 51 projets rejetés pour des raisons techniques ou financières, 20 en cours d'études et 8 installations en travaux ou en exploitation.*

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et la gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

CONFIDENTIEL

Une avance de 2 millions d'euros a été votée au budget annexe dans le courant de l'année 2020. Cette avance, qui n'a pas encore été consommée en intégralité, constitue pour l'heure la seule recette enregistrée par le budget annexe.

Fin 2022, le SIEGE disposait de huit installations en service et de sept en travaux, dont il assurait l'exploitation et la maintenance. Huit autres projets étaient en cours d'instruction, et deux en études complémentaires. Selon le SIEGE, le ratio de réalisation est d'environ un projet réalisé pour trois étudiés.

Les recettes du budget annexe proviennent, outre les subventions de la région, de la vente d'électricité auprès d'EDF et s'élèvent à un peu plus de 23 000 euros annuels. Le SIEGE a communiqué un état prévisionnel des recettes attendues, et explique le retard de réalisation par le fait que les premières déclarations de production l'ont été en 2023. Les premières recettes seront donc constatées dans l'exécution du budget de 2023, pour des montants annuels par équipement compris entre 350 et 5 000 euros annuels.

c. L'accompagnement à la rénovation : les diagnostics énergétiques

Le SIEGE dispose d'une équipe pour accompagner les projets de rénovation énergétique des communes membres (un agent économe de flux et un conseiller en énergie), et réalise, dans le cadre d'un marché à bons de commande, des audits énergétiques bâtimentaires à la demande des communes. A fin 2022, dix-sept communes avaient adhéré à ce dispositif, qui a été complété par un accompagnement à la valorisation des certificats d'économie d'énergie. Le SIEGE accorde des financements aux projets de rénovation, par le biais de fonds de concours (10 000 euros par bâtiment dont le coût total des travaux éligibles aux certificats d'économie d'énergie est d'au moins 20 000 euros). Quatre communes ont bénéficié de ce dispositif en 2022. Le SIEGE offre également un accompagnement technique et financier dans le cadre des obligations du décret n ° 2019-771 du 23 juillet 2019 dit « tertiaire » (identification des sites, déclaration, atteinte des objectifs et suivi des consommations).

d. La place du SIEGE dans l'effort régional en faveur des énergies renouvelables

Un bilan de la convention précitée du « Territoire Energie Normandie » associant la région aux cinq AODE normandes, a été réalisé pour la période 2019-2021, pour l'ensemble des actions en faveur des énergies renouvelables. De manière globale, hors éclairage public, le SIEGE se situe en quatrième position, en termes d'effort financier, avec un peu plus de 2,5 millions d'euros investis, derrière les syndicats d'énergies de l'Orne (TE 61) (6,8 millions) et de la Manche - SDEM 50 (4,47 millions), mais plus souvent de manière indirecte, sous la forme de participations et subventions. Le SIEGE indique que les montants relevés dans le bilan 2019-2021 de la convention du TEN ne tiendraient pas compte du fait que les investissements consentis par d'autres AODE peuvent être portés par des sociétés d'économie mixte, ce qui pourrait modifier alors le classement établi.

***85.** Entente interdépartementale au sens du CGCT, le TEN n'est pas une instance de compétition entre syndicats mais de dialogues constructifs autour des missions historiques et nouvelles des AODE, en étroit partenariat avec la Région Normandie.*

S'agissant des installations de puissance supérieure à 500 kilowattheures par heure, le bilan révèle des réalisations contrastées entre les territoires, adossées la plupart du temps à la dynamique des SEM porteuses des projets. Le SIEGE apparaît en bonne position dans des audits bâtimentaires et le photovoltaïque en toiture. Enfin, le SIEGE se situe à ce jour au deuxième rang des syndicats normands pour l'équipement en lampes à diodes électroluminescentes (LED) de l'éclairage public.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

Sur le développement du chauffage bois-énergie, le SIEGE apparaît encore en retrait par rapport aux autres AODE, alors que le bilan de TEN met l'accent sur l'importance de la ressource bois dans le département de l'Eure en particulier. Le SIEGE a développé un partenariat avec l'ADEME pour son intervention auprès des communes en phase d'étude et de travaux pour les aider à convertir leur mode de chauffage au bois-énergie. Sur cinq projets identifiés, le SIEGE a inauguré une première chaudière bois-énergie, à Surtauville, fin 2022.

V. LA MISSION DE CONTROLE DE LA CONCESSION D'ELECTRICITE

L'article L. 2224-31 du CGCT dispose que les autorités concédantes « négocient et concluent les contrats de concession, et exercent le contrôle du bon accomplissement des missions de service public fixées (...) par les cahiers des charges de ces concessions ».

Le présent contrôle se situe à la charnière de deux conventions de concession, la fin de l'exécution de celle conclue par délibération du 20 juin 1992 et le début de celle approuvée par délibération du 11 décembre 2020.

A. Le cadre de la concession d'électricité

1. Les objets principaux du contrat de concession

Le contrat de concession porte sur le droit exclusif d'exploitation et de développement du réseau de distribution d'électricité. Le concessionnaire doit assurer « un service efficace et de qualité tant en ce qui concerne la fourniture de l'électricité (accueil de la clientèle, conseil et dépannage) », assurant l'accès du réseau à tous les usagers.

Le service comprend « l'ensemble des installations affectées à la distribution publique de l'énergie électrique existant au moment de la signature du présent contrat, dans le périmètre de la concession et ainsi que toutes celles de tension strictement inférieure à 50 000 volts, qui seront établies au cours du contrat ». Le concessionnaire assure l'entretien et la maintenance du réseau, et assure la construction d'ouvrage telle que définie dans la répartition de maîtrise d'ouvrage. Il met en œuvre des actions d'efficacité énergétique.

2. La vie du contrat de concession

C'est lors de la séance du comité syndical du 20 juin 1992 que le président du SIEGE a reçu délégation pour conclure le précédent contrat de concession, pour une durée de trente ans, qui a couru jusqu'en 2021, avec la filiale d'Electricité de France (EDF), la société alors dénommée « Electricité réseau distribution France » (ERDF).

Cinq avenants avaient émaillé le cours de la précédente convention, dont quatre de 2010 à 2016. Outre les éléments financiers, notamment la part couverte par la redevance, on notera en particulier l'avenant conclu le 9 décembre 2013 prévoyant un « *programme prévisionnel et coordonnée de développement et de modernisation des réseaux* », avec des priorités quadriennales, une amélioration des données financières, de l'évaluation patrimoniale incluses dans le CRAC et des modalités de transmission d'une cartographie du réseau.

La « nouvelle » convention de concession qui a été conclue le 23 décembre 2020 avec cette même filiale d'EDF, dénommée Enedis depuis 2016, comporte également la fourniture d'électricité à des tarifs réglementés de vente, à nouveau pour trente ans. Des avenants systématiques sont prévus tous les cinq ans, ainsi qu'en cas de « changement de paradigme ».

86. *EDF est aussi signataire du contrat de concession, justifiant le fait qu'un chapitre soit consacré à la fourniture d'électricité au tarif règlementé de vente.*

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et la gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

3. Le principe d'une redevance divisée en deux parts distinctes

Le concessionnaire verse à l'AODE (concédant) une redevance pour l'occupation du domaine public, qui est considérée comme une contrepartie des financements du concédant comme maître d'ouvrage ou participant à des travaux s'il n'est pas maître d'ouvrage. Les raccordements sont partagés. La redevance est censée faire financer par le prix du service rendu aux usagers, et non par l'impôt, les frais entraînés par l'exercice du pouvoir concédant et les dépenses effectuées par lui sur le réseau électrique.

La première part de la redevance, dite « de fonctionnement » est destinée à couvrir les dépenses annuelles supportées par l'autorité concédante pour exercer son contrôle sur la concession et permet également, à titre accessoire, de financer certaines de ses actions afin d'ancrer le réseau concédé dans la transition énergétique. Cette part de redevance dite aussi « R1 » fait l'objet d'une revalorisation.

La seconde part dite « d'investissement » ou « R2 » est la contrepartie de la mise à disposition par l'autorité concédante d'ouvrages établis ou modifiés.

4. Le *statu quo* sur la maîtrise d'ouvrage

Le concessionnaire a le droit « *d'étendre, de renforcer, d'entretenir ou de réparer* » tous ouvrages nécessaires à la distribution publique. Comme évoqué infra, le maintien de la répartition de la maîtrise d'ouvrage existante (choix dit du *statu quo*, alternative prévue par la convention-cadre) a été convenu entre les parties.

La maîtrise d'ouvrage du SIEGE est donc maintenue notamment en ce qui concerne le renforcement du réseau BT et les extensions en zone rurale. Le syndicat intervient sur l'effacement du réseau HTA, à raison de 80 km par période de cinq ans.

87. *L'intervention du SIEGE 27 sur le réseau HTA a pour finalité d'effacer le réseau HTA lorsqu'il est coordonné à une opération de renforcement en technique souterraine du réseau BT.*

B. La passation de la nouvelle convention de DSP, un exercice formel qui laisse une place à la négociation

La nouvelle convention-cadre entre la FNCCR, Enedis, EDF et l'organisation « France Urbaine », entrée en vigueur au 1er janvier 2018, a servi de support, avec en toile de fond les nouveaux enjeux de transition énergétique, conciliés avec l'efficacité et l'égalité territoriale du service public de distribution d'énergie.

La procédure de passation est dispensée de toute mesure de publicité et de mise en concurrence préalable, le distributeur bénéficiant de droits, notamment posés par l'article L.111-52 du code de l'énergie. Lors des négociations, le SIEGE s'est fait assister par un groupe de cabinets spécialisés privés sélectionné après mise en concurrence.

C. Les changements apportés par la nouvelle convention

1. Un nouvel objet additionnel

Depuis la convention de décembre 2020, un nouveau chapitre favorise également l'insertion des énergies renouvelables dans la gestion du réseau. Cette dimension recouvre la production de données qui nourriront l'évaluation des PCAET, la participation au schéma régional de raccordement des énergies renouvelables et l'instruction des demandes individuelles. En outre, une demande d'étude d'impact ou encore d'expertise sur l'aménagement urbain ou les infrastructures de recharge pourra être effectuée par le concédant.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

CONFIDENTIEL

2. Une redevance lissée

a. Modes de calcul et évolutions passées

Le calcul de la part « R1 » s'appuie sur des grandes valeurs liées aux caractéristiques de la concession (longueur du réseau, population municipale des communes desservies par la concession, durée de la concession et index d'ingénierie publié par l'INSEE).

Le calcul de la part « R2 » s'appuie sur des volumes, la facturation des travaux de l'exercice N-2 (hors travaux d'extension et de maintenance) avec une déduction de 50 % de la taxe d'électricité perçue en N-2 et la prise en compte des aides du FACé.

La part « R1 » a évolué positivement et lentement jusqu'en 2021 (+ 60 000 euros) avant d'augmenter plus fortement (+ 300 000 euros) en 2022. A l'opposé, la redevance R2 est très erratique, connaissant une amplitude de 3,2 millions d'euros entre le point bas en 2019 (1,6 million) et 2021 (4,8 millions).

Tableau n °4 : Evolution des parts « R1 » et « R2 » de la redevance versée sur la période (en millions d'euros)

	Ancienne convention			Nouvelle convention	
	2018	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**
Part fonctionnement « R1 »	1,01	1,03	1,04	1,07	1,34
Part investissement « R2 »	3,01	1,56	2,52	4,76	2,83
Total	**4,02**	**2,59**	**3,56**	**5,83**	**4,17**

Source : CRC, d'après les pièces en appui des comptes

En l'absence de tout lissage, le niveau de la part « R2 » fluctue fortement en fonction du mandatement constaté en N-2, ainsi que des aides du FACé et de la TCFE. Ainsi, en 2019, une baisse importante suit l'augmentation de la TCFE perçue lors de l'exercice N-2 et d'une perception importante des crédits du FACé sur les investissements réalisés, près du double de la précédente. A l'inverse, en 2021, la redevance atteint 4,7 millions d'euros, en raison d'une faible perception du FACé.

Sous le poids relatif toujours important de la part « R2 », entre 60 % en 2019 et 80 % en 2021 (68 % en 2022), la redevance varie donc fortement.

b. Les évolutions décidées

C'est essentiellement sur cette variation de la part « R2 » qu'une évolution est survenue. Si, pour 2021, le calcul de cette redevance reste fondé sur la formule de 1992 (afin que le SIEGE ne perde pas le bénéfice des investissements consentis en 2019), à partir de 2022, la formule de l'accord-cadre s'applique.

Le montant à verser par le concessionnaire est désormais égal à la moyenne de la part « R2 » calculée au titre de l'exercice N et des parts « R2 » payées au titre des quatre années précédentes. Cette stipulation vise à lisser, à la hausse comme à la baisse, ses évolutions, à volume d'investissement constant. Pour l'exercice 2022, la part « R2 » a atteint 2,8 millions d'euros, soit un montant proche de la moyenne de la période (2,9 millions).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et la gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

En outre, une modalité d'indexation de la part « R1 » de la redevance est prévue désormais pour la maintenir en cas de diminution de la population (seulement pour 25 % de l'indexation annuelle).

3. Le renforcement de la planification

Comme précédemment évoqué, le nouveau contrat de concession comprend un schéma directeur d'investissement commun, décliné en plans pluriannuels d'investissement quinquennaux, puis en programmes annuels. Ces plans portent, de 2021 à 2025, sur un engagement de 27,2 millions d'euros, dont 19,3 millions pour la seule « fiabilité des réseaux » (renouvellement et rénovation).

Ils sont appuyés sur un diagnostic partagé des réseaux et définissent des valeurs repères, portant sur la qualité de l'électricité distribuée (critères B, chutes de tension), la sécurisation des réseaux, le renouvellement des ouvrages sensibles (réseau HTA CPI et BT aériens nus) et l'accompagnement de l'évolution des usages (IRVE et autoconsommation).

Si Enedis n'a pas respecté ses engagements, un dépôt de 7 % des investissements évalués est effectué, pour être mis sous séquestre au bout de deux ans.

4. Les provisions et les amortissements

En contrepartie de l'abandon de la dotation aux provisions, le concessionnaire est tenu désormais d'amortir la valeur des ouvrages qu'il doit renouveler, « *la question de l'avenir du stock de provisions pour renouvellement étant particulièrement sensible à ce sujet* » selon le SIEGE. Le passif, notamment le stock de provisions non utilisé, doit appuyer le renouvellement des ouvrages. Les provisions atteignaient en 2021 le montant de 64 millions d'euros.

5. L'accès renforcé aux données

La cartographie complète du réseau est mise à la disposition du concédant de manière effective une fois par an. La dernière mouture en date a été établie le 27 avril 2023. La nouvelle convention stipule des échanges réciproques entre l'autorité concédante et le gestionnaire. L'accès à l'inventaire des ouvrages, comprenant les biens propres, les biens de retour et les biens de reprise, est assuré, sur le fondement de l'article D. 2224-45 du CGCT.

D. Le contrôle de l'exécution de la concession

Ce contrôle a été nettement amélioré depuis le renouvellement de la concession, autour de plusieurs instruments et espaces d'échanges. Le comité de suivi du 29 septembre 2021 présente une architecture en trois niveaux de contrôle : la remise du compte rendu annuel d'activité et des données connexes, le comité de suivi, qui évalue principalement la trajectoire d'investissement au regard de la programmation, et le contrôle externe de ta concession par un cabinet spécialisé.

1. Les comptes rendus annuels d'activité des concessionnaires

Les concessionnaires sont astreints à la production annuelle de comptes rendus d'activité de la concession (CRAC). La convention reprend la disposition de l'article D. 2224-34 fixant la transmission des CRAC au 1er juin au plus tard, ce qui apparaît respecté par Enedis pour l'ensemble de la période. Les CRAC d'électricité (comme ceux de la concession de gaz) sont présentés au bureau, généralement en octobre, puis au comité syndical, en novembre ou en décembre, et font l'objet de délibérations, comme le prévoient les textes.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

CONFIDENTIEL

Les indicateurs de la qualité de service rendu à l'usager sont exposés au niveau national, accompagnés de différents éléments d'information ou de communication commerciale sur la zone nord-ouest du pays. La convention de concession stipule que « *ces indicateurs sont communiqués au périmètre de la concession, à l'exception de ceux relatifs à la qualité de l'énergie distribuée qui peuvent être communiqués à un périmètre plus précis* ». Cet engagement n'est donc pas rempli.

88. *Tous les fichiers de contrôle Enedis sont communiqués à la maille concession et sont étudiés annuellement et contrôlés par le SIEGE. Les fichiers de satisfaction clientèle (nombre d'appels, satisfaction clients, ...) pour la partie EDF, qui ne concerne que les clients au TRV, sont transmis à la maille régionale.*

Les autres éléments prévus par les textes (éléments financiers de la concession, politique d'investissement et d'entretien des gros ouvrages ...) figurent dans le CRAC, mais ils sont noyés dans un important volume de chiffres d'activité nationaux, de considérations générales sur la prestation de la société, voire purement commerciales ou publicitaires, ce qui nuit fortement à leur lisibilité et leur intelligibilité pour l'organe délibérant. Parmi les 237 pages du rapport de 2021, peu d'éléments permettent une appréciation précise et fondée de l'activité à l'échelle de la concession dans le département de l'Eure, ce qui plaide pour un recentrage du propos.

Le SIEGE pourrait demander à Enedis une amélioration de la qualité de ses rapports, afin qu'ils répondent à toutes les attentes prévues par la réglementation et la convention de concession. Enedis précise d'ailleurs à la chambre qu'il se tient à la disposition du concédant pour effectuer des améliorations.

89. *Le SIEGE 27 retient la proposition novatrice d'ENEDIS faite à la chambre en ce qu'il avait compris au cours de précédents contrôles de concession que le document était normé à l'échelle nationale.*

2. Les modalités de contrôle de la concession

La convention indique que les agents peuvent à tout moment vérifier et prendre connaissance des éléments utiles à l'exercice de la compétence d'autorité concédante, contre les termes plus limités « *d'utiles à l'exercice de leurs fonctions* » dans le texte de la convention de 1992.

Conformément à l'article L. 2224-31 du CGCT, le SIEGE a assermenté trois agents (le directeur général et deux directeurs).

Il n'y avait pas, jusqu'en 2019, de document formalisé d'évaluation ou de bilan de la concession. Depuis 2020, un cabinet d'audit, d'études et de conseil produit pour le SIEGE une synthèse des activités et des performances de la concession sous la forme de tableaux de bord, de projections statistiques et cartographiques.

Les analyses et interprétations de ces livrables, se bornant souvent à compiler des données, sont limitées.

3. Le comité de suivi des concessions

Constitué en pratique de longue date, le comité de suivi a été formalisé avec la nouvelle concession, en 2021. La formalisation des travaux du comité de suivi des concessions est intervenue à compter de 2021, le SIEGE précisant que cette instance était toutefois réunie auparavant.

Ont été produits quatre comptes rendus de suivi des concessions, deux pour 2021 et deux pour 2022. Le schéma directeur des investissements et le plan pluriannuel d'investissement font notamment l'objet d'échanges aux fins de programmation et de suivi de l'exécution.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et la gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

CONFIDENTIEL

E. Le contrôle sur la conduite des opérations

Pour mémoire, le SIEGE assure la maîtrise d'ouvrage des travaux d'effacement de réseau pour les villes relevant des classements A et B, et de renforcement et effacement de réseau pour les villes de la catégorie C.

1. Organisation territoriale des travaux

Une équipe de directeurs de travaux territorialement compétents intervient pour assurer la maîtrise d'œuvre des opérations pour lesquelles le SIEGE est maître d'ouvrage ainsi que la relation avec les communes concernées. A la programmation sur le réseau de distribution d'énergie s'ajoutent les travaux en coordination, c'est-à-dire les interventions coordonnées sur le réseau d'éclairage public et le réseau de télécommunication, ainsi que les interventions sur l'éclairage public isolé. Des opérations de travaux hors programmation, dites inopinées, peuvent également s'ajouter au programme annuel.

Ces travaux s'organisent autour de trois zones géographiques, dénommées les zones de « programme coordonné de développement et de modernisation des réseaux », définis conjointement avec Enedis : le secteur nord-ouest, le secteur axe-Seine et le secteur réunissant sud et nord-ouest. La zone ouest donne la priorité à l'amélioration de la continuité de fourniture d'électricité, en raison des aléas climatiques, la zone Seine au maintien de la qualité de la tension, dans une perspective de potentiel développement socio-économique et la zone sud et nord-ouest au maintien de la qualité obtenue.

Les opérations sont prévues par petit tronçon de lignes. Après études par un bureau d'études externe qui réalise les avant-projets sommaires et définitifs, les travaux sont chiffrés au SIEGE par les directeurs de travaux à partir des bordereaux de prix prévus dans les accords-cadres de travaux pluriannuels allotis géographiquement (cf. supra).

90. *Avant cette phase d'étude, le directeur de travaux évalue techniquement et financièrement l'ouvrage à réaliser et l'esquisse est présentée pour avis à la commune et à ENEDIS en tant que de besoin.*

Ces estimations figurent dans les conventions conclues avec les communes, qui sont ensuite délibérées. Les directeurs de travaux coordonnent et suivent l'ensemble de l'opération, en lien avec la direction des services fonctionnels, depuis l'émission de l'ordre de service jusqu'au contrôle du service fait, la réception des ouvrages et le contrôle de la facturation. L'ensemble des opérations est piloté depuis le système d'information développé en interne, interfacé avec le logiciel financier et comptable.

Le suivi de l'exécution financière et technique, le contrôle et le pilotage des opérations et des délais d'exécution sont fiables et précisément tenus, en particulier pour le calcul des pénalités de retard par entreprise, avec un suivi attentif des prolongations de délais, qui sont toujours motivées. Le logiciel permet en effet d'émettre, de signer, d'échanger et d'archiver toutes les pièces intéressant l'opération. De plus, la liaison avec le système d'information financier évite les ressaisies et permet d'éditer des rapports fiables. Les délais de paiement, suivis par des tableaux de bord internes, sont maîtrisés.

2. Examen d'un échantillon d'opérations

Un échantillon de quinze opérations de renforcement prioritaire et préventif, avec coordination (éclairage public et réseau télécom) et d'opérations de sécurité-environnement a été sélectionné. Le contrôle a plus particulièrement porté sur d'éventuels écarts non prévus en termes de coûts et de délais.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Les opérations suivent toutes le même phasage : après accord sur la programmation, le bureau d'étude contractuellement responsable pour la zone de travaux est mobilisé par ordre de service pour étudier l'avant-projet sommaire puis l'avant-projet détaillé (APD). A partir de l'APD, le directeur de travaux chiffre l'opération qui comprend les études, les collaborations éventuelles avec ENEDIS, les fournitures d'une part et les travaux d'autre part.

91. *La programmation est fondée sur des données techniques et financières qui sont présentées et validées par le Bureau syndical. C'est sur cette base que la convention financière SIEGE/Commune est établie. Les modifications apportées par le bureau d'études ou le directeur de travaux en phase de travaux sont toutes présentées à la direction des services techniques et/ou la direction générale côté SIEGE 27 et à la commune pour validation avant exécution ou finalisation.*

La convention entre le SIEGE et la commune est signée sur la base de cette estimation, puis le conseil municipal se prononce pour autoriser la signature de la convention et les travaux. Les modifications éventuelles dans la nature, la durée ou le montant des travaux qui n'auraient pas été anticipées au stade des études sont autorisées et validées par le directeur de travaux, et traduites dans des ordres de service modificatifs. En revanche, il n'est pas établi de compte rendu de chantier, et si les ordres de service qui les portent s'appuient sur des chiffrages précis, les échanges et justifications qui les précèdent ne sont pas retracés.

Une gestion plus rigoureuse consisterait à préciser davantage les aléas et les modifications qui viennent émailler le déroulement du chantier, en particulier lorsque des renchérissements modifient l'estimation initiale des travaux figurant dans la convention établie avec les communes.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et la gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de

CONFIDENTIEL

ANNEXES

Annexe n °1 : Glossaire spécialisé

Annexe n °2 : Programmation et financement des investissements

Annexe n °3 : Etat du réseau électrique

Annexe n °4 : Participations

92. *Annexe n°5 : Réponse de M. le Président HUBERT au rapport provisoire.*

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et la gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

CONFIDENTIEL

Annexe n °1 : Glossaire spécialisé

BT : Basse Tension

Critère B : Indicateur de continuité de ta fourniture d'énergie

CRAC : Comptes rendus annuels d'activité

HTA : Haute Tension A (ou moyenne tension)

HIX et TCC (qualification du critère B) : « hors incidents exceptionnels » et « toutes causes confondues »

IRVE : Infrastructure de Recharge de Véhicule Électrique

Méthanisation : Processus de traitement biologique de la matière organique fermentescible, qui aboutit à la production conjointe d'un produit à valeur fertilisante, et d'un biogaz composé de 45 à 90 % de méthane et de 10 à 40 % de C02 substituable à l'énergie fossile.

PCAET : Plans Air Climat Energie Territorial

SRADDET : Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires

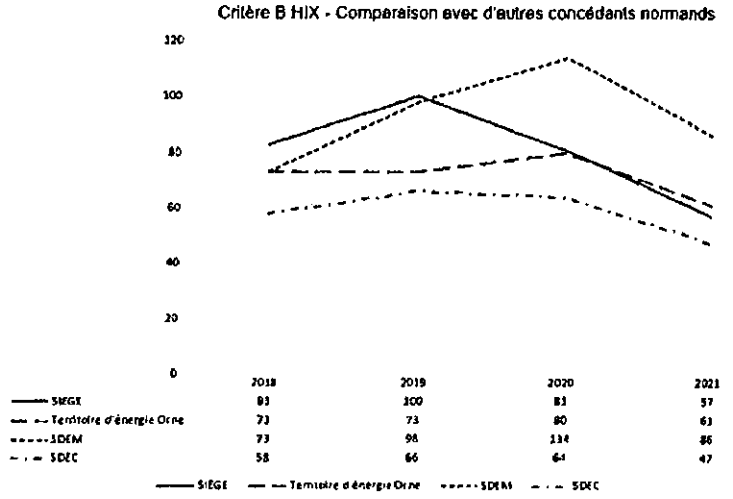
Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et la gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

CONFIDENTIEL

Annexe n ° 2 : Etat du réseau électrique

Comparaisons entre syndicats de Normandie — critère B HIX (en minutes)



Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Rapport d'observations définitives de la chambre régionale des comptes Normandie sur les comptes et la gestion du syndicat intercommunal d'électricité et de gaz de l'Eure

CONFIDENTIEL

Annexe n° 3 : Participations

Société	Objet et date du projet	Actionnariat	Financement SIEGE
SAS TRANSITION EUROISE MESNIL HAMEL	Projet de parc éolien (2018)	SIEGE 31 puis 37 % actionnaire principal. (Partenaires initiaux : ENGIE green, SEM SIPEnR, SEM West énergies, N-D du Hamel (retiré), Mesnil-Rousset, Intercom Berna terres de Normandie	120 000 euros de participation au projet
SAS TRANSITION EUROISE DU CETRAVAL	Centrale photovoltaïque au sol 2020	24 % du capital social (240 euros) Partenaires : SDOMODE, SEM SIPEnR	167 380 euros en 2021
SAS TRANSITION EUROISE DU SETOM	Centrale photovoltaïque au sol 2020	SIEGE 29 % ; SETOM 20 % SEM SIPEnR 51 %	270 euros (jusqu'à 290 euros)
SAS TRANSITION EUROISE DE SAINT ANDRE DE L'EURE	Centrale photovoltaïque au sol 2020	49 % SIEGE et commune, 51 % SEM SIPEnR	340 euros (jusqu'à 490 euros)
SAS TRANSITION EURO'SE ROMAN II	Projet de parc éolien 2020	15 % SIEGE, 85 % EDPR France Holdin	De 364 500 à 423 000 euros + avance de 361 000 euros
CPES TERRES NEUVES	Ferme photovoltaïque (2019)	SIEGE 10 % Autres actionnaires : Initial Ste RES puis SEM West Energies, Caisse des dé ôts	400 000 euros

Source : délibérations

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES
DE NORMANDIE
22 JAN. 2024
GREFFE

SYNDICAT INTERCOMMUNAL
DE L'ÉLECTRICITE
ET DU GAZ DE L'EURE

Guichainville, le 07 septembre 2023,

CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES
Monsieur le Président – Conseiller-maître à la Cour des Comptes
Monsieur Christian MICHAUT
21 Rue Bouquet
CS 11110
76174 ROUEN CEDEX

Objet : Réponse aux observations provisoires sur les comptes et la gestion du SIEGE 27

Référence : XH/EL/23-S-0054

Courrier transmis par Chronopost Express

Monsieur le Président,

Reçu le 09 août 2023, j'ai lu avec attention votre rapport qui fait suite à l'entretien de clôture du 16 juin 2023 avec M. Vincent TOISER – 1er Conseiller.

Bornés par la période estivale, les délais de réponses réglementaires ne me permettent pas d'entrer dans les détails de ce document. Aussi limiterai-je mes observations à quelques points majeurs, orientés par les recommandations et les obligations mentionnées en introduction du rapport.

L'obligation de réunir le Comité Syndical conformément aux textes :

Les rapports de la Chambre Régionale des Comptes en 2010 et 2016 évoquaient le rythme des réunions du Comité Syndical sans en faire une recommandation. Et à l'occasion des refondations successives du Règlement intérieur de l'établissement, la Préfecture, parfaitement informée des conclusions de la Chambre, ne relèvera pas le principe d'une réunion par semestre.

Les motivations relatives à la représentation par collèges territoriaux mentionnée en synthèse et aux points 34, 35 et 36 nécessitent précisions. Le processus de convocation maîtrisé a toujours permis d'atteindre le quorum comme certifié à chaque fois par le secrétaire de séance (cf. point 24) sur toute la période ; les EPCI sont d'abord formellement associés aux programmes de travaux du SIEGE 27 via la Commission Consultative Paritaire de l'Energie instituée par la loi TECV (visée aux points 236 et 237) depuis 2015 ; tous les syndicats d'énergie normands ne sont pas ensuite constitués en collèges territoriaux ; enfin et à l'heure d'une forme de normalisation de la démocratie participative, défendre l'introduction d'un mécanisme censitaire (en synthèse) pour des raisons marchandes (au point 36) paraît curieux.

Evaluer précisément les contributions respectives des travaux sur les réseaux de télécommunication :

L'enfouissement des réseaux de télécommunication en coordination relève plus d'une mission imposée par la Loi que d'une mission autorisée comme indiqué au point 15. L'article L.2224-35 du CGCT indique en effet que « *l'opérateur de communication (...) **procède**, en cas de remplacement de*

ZAC du Long Buisson
12, rue Concorde
27 930 Guichainville

Adresse postale :
CS 30289
27 002 Evreux Cedex

Tel : 02 32 39 82 00
Fax : 02 32 39 82 11

siege27-direction@siege27.fr

www.siege27.fr

SIRET : 252 701 974 00021

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

la ligne aérienne par une ligne souterraine à l'initiative de la collectivité, au remplacement de la totalité de sa ligne aérienne ***en utilisant la partie aménagée à cet effet*** *dans l'ouvrage souterrain construit ».* Sur un plan pratique, l'obligation faite à l'opérateur rejaillit sur la collectivité qui doit réaliser en liaison avec l'effacement du réseau électrique le génie civil permettant d'accueillir le réseau de télécommunication et porter la dépense en section de fonctionnement (cf. points 155 et 188).

S'agissant des contributions de l'opérateur, le même article indique qu'il *« prend à sa charge les coûts de dépose, de réinstallation en souterrain et du remplacement des équipements de communication incluant les câbles et les coûts d'études et d'ingénierie correspondant ».* La convention SIEGE/ORANGE retrace fidèlement les dispositions susvisées qui ne prévoient pas, ***« sauf cas échéant »*** (inexistant au SIEGE ; cf. point 158) de mouvements financiers. L'augmentation visée au point 170 correspond donc au volume de travaux d'enfouissement coordonné des réseaux de télécommunication consenti par obligation législative majoritairement, et par les effets de la crise économique dans une moindre mesure.

Améliorer le pilotage des investissements en élargissant le champ de la planification et de la pluri annualité :

Sur la pluri annualité, il convient de rappeler que la synthèse des conférences NOME figure chaque année en annexe du Rapport sur les Orientations Budgétaires et du budget primitif de l'année N (points 78 et 79) et mentionne précisément le caractère pluriannuel des projections d'investissement de l'établissement par nature d'opérations et par typologie de communes (villes A et B, communes C) comme indiqué au point 185. Les points 160 et 161 n'ont donc pas été compris.

La planification des investissements s'appuie sur plusieurs documents stratégiques présentés en Comité Syndical qui bornent l'activité du syndicat : Programme Coordonné de Développement et de Modernisation des réseaux, Schémas Directeurs, synthèses des Conférences NOME, accord SIEGE/Enedis s'agissant de l'éclairage public... (voir infra). Pour la distribution publique d'électricité, sa déclinaison opérationnelle s'inspire ensuite des données électriques et cartographiques fournies chaque année par le concessionnaire, données indispensables à la hiérarchisation des priorités, (telles que définies en 2012 et 2014 par le Comité Syndical) et s'inscrit dans un cadre financier et technique précis, partagé avec les collectivités locales.

S'agissant en effet du pilotage des investissements, le pouvoir de décision mentionné au point 165 ne peut être discrétionnaire en ce que les communes participent financièrement aux opérations. Décider si la tâche doit être accomplie et selon quelles modalités renvoie à des effets de débordement et des besoins de coordination ou d'uniformité. C'est sur ces principes que les programmations se succèdent chaque année par typologie de communes, sur la base d'un guide des aides qui n'a pas varié depuis le dernier contrôle de la Chambre. Les notions de *« saupoudrage »* et de *« droit de tirage »* évoquées aux points 163 et 164 sont incomprises et semblent inappropriées au contexte. De la même manière, la remarque formulée au point 166 paraît sans objet.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Doter le SIEGE d'un document stratégique d'ensemble avec des perspectives d'investissement déterminées au regard de la trajectoire financière :

Le SIEGE est le seul syndicat normand à avoir adopté le Programme Coordonné de Développement et Modernisation des Réseaux (PCDMR) cité en 301, document préparé avec Enedis et diffusé au Comité Syndical en 2014. Comme en témoignent les rapports Conférences NOME, il est toujours d'actualité. Il a été complété en 2021 par un schéma directeur d'investissements qui engage Enedis sur une durée de 30 ans, schéma lui-même structuré en Plans Pluriannuels d'Investissement. Ces derniers font l'objet, contrairement à ce qui est écrit au point 180 d'une déclinaison par exercice tenant compte de l'évolution du réseau. C'est ainsi qu'en 2021, Enedis a dû réorienter ses crédits disponibles pour honorer son obligation d'alimenter électriquement le « Village des marques » situé à Douains, en zone Sud et Nord-Est, limitant la portée du raisonnement tenu aux points 182 et 183.

La création de la SEM citée aux points 242 et suivants et à laquelle participent la Banque des Territoires, le Crédit Agricole et la Caisse d'Epargne a démontré l'existence d'une stratégie d'investissement en matière d'énergie renouvelable maitrisée et adaptée aux capacités financières de l'établissement et validée par les organes bancaires précités.

Comme indiqué aux points 232 et 250, le SIEGE s'est engagé dans la rédaction d'un schéma directeur des infrastructures de recharge électrique dans les termes et conditions recommandés par l'Etat qui a été adopté en mai 2023. La trajectoire d'investissements y est clairement mentionnée sur plusieurs horizons (2023 à 2032).

Enfin, s'agissant de l'éclairage public, la Chambre peut constater sur la période une linéarité des investissements (voulue par voie d'annexe au contrat de concession dès 2011) qui complète utilement ceux consacrés à la transition énergétique, comme indiqué en creux au point 256 et signalé en annexe 5 du rapport de contrôle.

Ces différents documents formalisés (cf. point 149) constituent le socle de la stratégie de l'établissement en partenariat contrôlé avec Enedis (voir infra), élaborée en fonction des évolutions législatives et réglementaires (voir la contribution publique du SIEGE 27 au débat national relatif à la Stratégie Française sur l'Energie et le Climat, seule contribution publique normande) et organisée en collaboration avec l'ensemble des collectivités territoriales du département et de la région via le Territoire Energie Normandie (TEN).

Quant au réseau de télécommunication, cité de nouveau au point 188, il convient de rappeler qu'il constitue une dépense de fonctionnement, rendue obligatoire par la loi (cf. supra).

Renforcer le contrôle du concessionnaire :

A la synthèse réalisée aux points 187 et suivants, le SIEGE préfèrera le diagnostic du réseau délibéré en Comité Syndical en 2020 (et cité *pro forma* au point 285) en ce que le système de comparaison des performances du réseau qui y est intégré lui paraît plus adapté et plus sûr techniquement, notamment dans la durée. Les enseignements tirés de ce document fondateur ont présidé la contractualisation SIEGE/Enedis dans le cadre du renouvellement de la concession, saluée par la Chambre aux points 273 à 288.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Les enjeux de vigilance cités aux points 202, 212 et 217 sont donc d'ores et déjà traités et/ou maîtrisés par les deux parties dans le cadre du contrat, du contrôle et des conférences NOME.

S'agissant du CRAC et de son contrôle, le SIEGE ne saisit pas la portée du raisonnement tenu au point 293 en ce que tous les fichiers relatifs au réseau (qualité et patrimoine) sont fournis annuellement en complément du CRAC conformément aux dispositions du contrat de concession. Ces fichiers sont exploités et font l'objet d'une restitution au concessionnaire sous forme de préconisations. Le cabinet d'audit cité au point 296 conclut son rapport par la formalisation des points positifs et de vigilance, contrairement à ce qui est indiqué au point 297 et de manière indirecte au point 182.

L'application rigoureuse du régime de l'adjudication et les procédures de la commande publique :

S'agissant de la passation des marchés en tant que pouvoir adjudicateur, il convient de rappeler que la jurisprudence (*Conseil d'Etat - 22/12/2008 - Communauté d'agglomération Salon-Etang-de-Berre-Durance*) précise qu'une erreur de qualification ayant conduit une collectivité à se soumettre au régime le plus restrictif n'est pas de nature à remettre en cause la régularité de la procédure, contrairement à ce qui est suggéré aux points 92 à 103 et aux points 313 et 320. Comme évoqué le 16/06/2023 avec les auditeurs, la distinction entre pouvoir adjudicateur et entité adjudicatrice est un point de droit et d'opportunité qui est ouvert au sein de l'Entente TEN en ce que 4 membres sur 5 sont concernés par cette problématique encore en 2023.

Le service en charge de la commande publique est rattaché à la Direction Fonctionnelle et participe activement aux achats de l'établissement en centralisant la rédaction de toutes les pièces administratives des marchés et contrôlant toutes les pièces techniques. Le guide mentionné au point 331, dont la vocation est adaptée au nombre d'agents du syndicat, tient compte de cette spécificité.

Les rapports d'analyse des offres critiqués aux points 317 et 320 n'ont jamais fait l'objet d'observations des membres de la CAO ou des services de la Préfecture, tous rompus à cet exercice dans leurs domaines de compétences respectifs.

S'agissant de la valeur « prix » des offres, le SIEGE rappelle l'indicateur partagé avec Enedis depuis 2010, communément appelé VRG (barème de valorisation des travaux d'Enedis). Sur la période, l'écart entre la valorisation faite par Enedis fondée sur une logique d'efficacité commerciale et fiscale et le coût des travaux constaté pour chaque opération de travaux SIEGE tourne systématiquement à l'avantage du SIEGE. En 2018, soit la dernière année des marchés DPEP et DPEX 2015/2018, l'écart était de 1,83 % et en 2019 (1ère année des nouveaux marchés), il passe à 3,48 %, témoignant d'une politique d'achat encore plus avantageuse.

S'agissant enfin du développement de la concurrence visé au point 329, il convient de rappeler que l'allotissement des principaux marchés se fait sur des critères géographiques mais aussi techniques, permettant d'élargir le spectre des entreprises lauréates comme le soulignait positivement la Chambre en 2010.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

A noter que les marchés sont aussi découpés par typologie de prestations afin de rendre encore plus accessibles les marchés du syndicat à tous les types d'entreprises (prestations intellectuelles, petits travaux...). A chaque appel d'offres, est constatée l'arrivée de nouveaux entrants, des sortants, et ce, quel que soit le marché considéré.

Actualiser les statuts, notamment dans le domaine de la production d'énergies renouvelables (EnR) :

Les statuts du syndicat ne se réfèrent pas à la qualification de SIVU. L'invitation qui est faite au syndicat de réviser ses statuts au point 8 semble inutile.

Le SIEGE s'interroge également sur le lien évoqué au point 241 entre la création d'une SEM dédiée à la production d'énergies renouvelables et les statuts du syndicat. L'article L. 1521-1 du CGCT indique que *« les communes [...] et leurs groupements peuvent, dans le cadre des compétences qui leur sont reconnues par la loi, créer des sociétés d'économie mixte locales qui les associent à une ou plusieurs personnes privées et, éventuellement, à d'autres personnes publiques pour réaliser des opérations d'aménagement, de construction, pour exploiter des services publics à caractère industriel ou commercial, ou pour toute autre activité d'intérêt général ».* La Chambre ayant relevé aux points 16 et 224 l'existence d'une compétence en matière d'aménagement et d'exploitation d'installations d'énergie renouvelable, il semble que le SIEGE soit légitime pour adhérer à une SEM dédiée à cette mission sans avoir à réviser ses statuts. Les organes bancaires membres de la SEM ont d'ailleurs tous vérifié ce point avant de s'engager.

Délibérée en mai 2023, la SEM n'est pas encore formellement créée. Le SIEGE n'a donc pas pu y verser des participations comme indiqué au point 238, étant entendu qu'il n'a jamais contribué financièrement à des SEM ou des SPL sur la période de contrôle.

Divers :

Le personnel : le terme de *« repyramidage »* visé au point 83 n'est pas compris. L'administration est jugée resserrée en titre du point 137 du rapport et le recrutement d'agents supplémentaires est animé par la seule volonté de répondre aux nouvelles missions de l'établissement qui se sont profondément élargies depuis 2017, poussant à renforcer *a minima* les services supports (cf. points 85 et 86).

La mutualisation sectorielle : en sus des groupements de commandes cités aux points 88 à 90, le SIEGE a mis en place de nombreuses actions ou outils à destination des territoires dans une logique de mutualisation de moyens : animation d'un réseau des collectivités en charge des Plans Climat Air Energie Territoriaux (PCAET) et acquisition d'un outil de prospective énergétique afin de soutenir l'élaboration des PCAET, études de gisements biomasse pour accélérer les projets territoriaux de méthanisation sur la moitié Ouest du département, animation de la Commission Consultative Paritaire de l'Energie dont la vocation est de coordonner les investissements sur les réseaux d'énergie, Autorité Publique Locale Compétente dans le cadre de l'obligation de créer pour 2026 un Plan Corps de Rue Simplifié, contrats de transition écologique impulsés par le ministère de la Transition Ecologique et Solidaire, ...

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-02-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

L'exécution budgétaire en investissement : l'insuffisance remarquée au point 156 n'est pas comprise. En utilisant la méthode de récolement des données retenue dans le tableau n°7 figurant au point 160, le SIEGE trouve des résultats différents s'agissant du taux d'exécution : 70 % en 2018, 77,4 % en 2019, 64,6 % en 2020, 83,6 % en 2021 et 84,5 % en 2022, soit une moyenne de 76 % sur la période de contrôle, assez éloignée des 59 % retenus par la Chambre. Si l'effort d'investissement a fortement pesé sur le fonds de roulement sur la période, il était motivé par l'horizon du futur contrat de concession et de la réforme du calcul de la redevance R2, saluée par la Chambre au point 282.
La programmation des villes B sur la période 2021-2023 est de 8 085 800 € avant report du bilan et 10 776 027 € après reprise et non de 5,5M € comme annoncé au point 159.

Le Territoire Energie Normandie : décrit aux points 228 à 232, le TEN illustre l'action du SIEGE au sein de la Normandie dans une logique collaborative avec la Région éponyme et les 4 autres syndicats. Le bilan proposé aux points 256 et 257 n'est pas partagé en ce que l'annexe 5 présente une anomalie : les investissements consentis par le SDEM et le TE 61 sur les installations EnR de puissance supérieure à 500 KW sont portés par la SEM West Energies d'un côté et projetés par la SEM de l'Orne de l'autre côté. Si ce point est partagé, le classement de l'effort financier du SIEGE 27 doit être revu. A noter que l'éclairage public est un élément central des politiques de transition énergétique, rappelé en 2022 par le Gouvernement à travers le Fonds Vert, ouvert aux syndicats d'énergie compétents en la matière.

Restant à votre disposition, je vous prie, Monsieur le Président, d'agréer l'expression de mes salutations respectueuses.

Xavier HUBERT
Président du SIEGE 27



6

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-03-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2024-C-03

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ DE L'EURE

Séance du 1er Juin 2024	**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL**
Convocation : 17 Mai 2024 Nombre de membres : - en exercice 585 - présents 340 Délibération n° : **2024-C-03** Objet : **Election d'un membre du Bureau Syndical**	L'An DEUX MILLE VINGT QUATRE, le 1ER Juin à 9h30, le comité du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure (SIEGE), légalement convoqué, s'est réuni au Cadran à Evreux sous la présidence de Monsieur Xavier HUBERT. Etaient présents 340 membres formant la majorité des membres en exercice et pouvant valablement délibérer. Monsieur Roger WALLART, délégué de Tournedos Bois Hubert, a été désigné secrétaire de séance.

POUVOIRS

M. DESHAYES Edmond, délégué de la commune de BOISNEY, a donné pouvoir à Mme FREBERT Martine, déléguée de la commune de VALAILLES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PRESLES Gwendoline, déléguée de la commune de BOURNEVILLE STE CROIX, a donné pouvoir à M. CAUCHE Pascal, délégué de la commune de CORMEILLES, pour la représenter lors des délibérations.
M. CITHER Michel, délégué de la commune de BUEIL, a donné pouvoir à Mme LEMONNE Christine, déléguée de la commune de BRETAGNOLLES, pour le représenter lors des délibérations.
M. CAILLET Frédéric, délégué de la commune d'ETREPAGNY, a donné pouvoir à M. MOGLIA Jean Marc, délégué de la commune d'ANDE, pour le représenter lors des délibérations.
M. RIHAL Benoît, délégué de la commune de FARCEAUX, a donné pouvoir à M. HUBERT Xavier, délégué de la commune des BAUX STE CROIX, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PIEDNOEL Frédérique, déléguée de la commune d'HEUDEBOUVILLE, a donné pouvoir à M. JAMMET Eric, délégué de la commune de ST ETIENNE DU VAUVRAY, pour la représenter lors des délibérations.
M. LE DENMAT Christian, délégué de la commune de PACY SUR EURE, a donné pouvoir à M. GARREAU Cyril, délégué de la commune de CROISY SUR EURE, pour le représenter lors des délibérations.
M. HUTIN Alain, délégué de la commune de ST AGNAN DE CERNIERES a donné pouvoir à M. ROULOIS Jean Louis, délégué de la commune de VERNEUSSES, pour le représenter lors des délibérations.
M. LECOEUR Philippe, délégué de la commune de ST VICTOR DE CHRETIENVILLE a donné pouvoir à M. COINDARD Robert, délégué de la commune de PLAINVILLE, pour le représenter lors des délibérations.
M. BEAURAIN Eric, délégué de la commune de LA TRINITE DE REVILLE, a donné pouvoir à M. SPOHR Claude, délégué de la commune de ST PIERRE DE CERNIERES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme DENIZE Florence, déléguée de la commune de ST MARTIN ST FIRMIN, a donné pouvoir à M. BEAUCHE Jean Charles, délégué de la commune de ST ETIENNE L'ALLIER, pour la représenter lors des délibérations.

Exposé des motifs

Afin de procéder au remplacement de Monsieur Francis COUREL, membre démissionnaire au sein du Bureau Syndical, délégué de la commune de Saint Philbert-sur-Risle, il est proposé au Comité Syndical de procéder à la désignation d'un nouveau membre permettant de compléter la composition du Bureau Syndical fixée à 26 membres dont le président et les 3 vice-présidents, conformément à la délibération du Comité Syndical du 18 juillet 2020.

Monsieur le Président propose la candidature de Madame DE ANDRES Carole, Maire et déléguée de la commune d'APPEVILLE DIT ANNEBAULT, commune située dans la Communauté de Communes Pont-Audemer Val de Risle. Un appel à candidature est réalisé en séance.

Délibération

A défaut d'autre candidature et après délibération, le Comité Syndical désigne Mme DE ANDRES membre du Bureau Syndical.

Délibération adoptée à l'unanimité.

Pour extrait conforme,

Le Président, Xavier HUBERT	Le secrétaire de séance, Roger WALLART
	

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-04-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2024-C-04

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ DE L'EURE

Séance du 1er Juin 2024	**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL**
Convocation : 17 Mai 2024 Nombre de membres : - en exercice 585 - présents 340 Délibération n° : **2024-C-04** Objet : **Désignation des membres de la Commission Consultative des Services Publics Locaux**	L'An DEUX MILLE VINGT QUATRE, le 1ER Juin à 9h30, le comité du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure (SIEGE), légalement convoqué, s'est réuni au Cadran à Evreux sous la présidence de Monsieur Xavier HUBERT. Etaient présents 340 membres formant la majorité des membres en exercice et pouvant valablement délibérer. Monsieur Roger WALLART, délégué de Tournedos Bois Hubert, a été désigné secrétaire de séance.

POUVOIRS

M. DESHAYES Edmond, délégué de la commune de BOISNEY, a donné pouvoir à Mme FREBERT Martine, déléguée de la commune de VALAILLES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PRESLES Gwendoline, déléguée de la commune de BOURNEVILLE STE CROIX, a donné pouvoir à M. CAUCHE Pascal, délégué de la commune de CORMEILLES, pour la représenter lors des délibérations.
M. CITHER Michel, délégué de la commune de BUEIL, a donné pouvoir à Mme LEMONNE Christine, déléguée de la commune de BRETAGNOLLES, pour le représenter lors des délibérations.
M. CAILLET Frédéric, délégué de la commune d'ETREPAGNY, a donné pouvoir à M. MOGLIA Jean Marc, délégué de la commune d'ANDE, pour le représenter lors des délibérations.
M. RIHAL Benoît, délégué de la commune de FARCEAUX, a donné pouvoir à M. HUBERT Xavier, délégué de la commune des BAUX STE CROIX, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PIEDNOEL Frédérique, déléguée de la commune d'HEUDEBOUVILLE, a donné pouvoir à M. JAMMET Eric, délégué de la commune de ST ETIENNE DU VAUVRAY, pour la représenter lors des délibérations.
M. LE DENMAT Christian, délégué de la commune de PACY SUR EURE, a donné pouvoir à M. GARREAU Cyril, délégué de la commune de CROISY SUR EURE, pour le représenter lors des délibérations.
M. HUTIN Alain, délégué de la commune de ST AGNAN DE CERNIERES a donné pouvoir à M. ROULOIS Jean Louis, délégué de la commune de VERNEUSSES, pour le représenter lors des délibérations.
M. LECOEUR Philippe, délégué de la commune de ST VICTOR DE CHRETIENVILLE a donné pouvoir à M. COINDARD Robert, délégué de la commune de PLAINVILLE, pour le représenter lors des délibérations.
M. BEAURAIN Eric, délégué de la commune de LA TRINITE DE REVILLE, a donné pouvoir à M. SPOHR Claude, délégué de la commune de ST PIERRE DE CERNIERES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme DENIZE Florence, déléguée de la commune de ST MARTIN ST FIRMIN, a donné pouvoir à M. BEAUCHE Jean Charles, délégué de la commune de ST ETIENNE L'ALLIER, pour la représenter lors des délibérations.

Exposé des motifs

Conformément aux dispositions de l'article L 1413-1 du Code général des collectivités locales et afin de répondre à la demande formulée par la Chambre Régionale des Comptes dans son rapport définitif, le SIEGE doit compléter la Commission Consultative des Services Publics Locaux d'un nouveau membre.

Pour mémoire, à ce jour et à défaut de dispositions législatives, le nombre de ces membres est librement déterminé par l'assemblée ainsi que les modalités de désignation :

- Un membre de droit : le Président ou son représentant en l'occurrence Mme PRESLES, Vice-Présidente
- Un membre de l'organe délibérant avec pour candidature, sur proposition du Bureau Syndical, Mme LEMONNE, maire de Bretagnolles
- Trois représentants d'associations locales ou chambres consulaires nommés par le Comité Syndical selon les propositions suivantes :
  - **UFC QUE CHOISIR**
  - **Fédération Départementale Familles Rurales**
  - **Chambre d'Agriculture de l'Eure**

Il est proposé au Comité Syndical de procéder à la désignation d'un membre supplémentaire permettant ainsi de compléter la composition de la Commission de Consultation des Services Publics Locaux désigné au sein de l'assemblée.

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur CITHER Michel, délégué et maire de la commune de Bueil. Un appel à candidature est réalisé en séance.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-04-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Délibération

A défaut d'autre candidature et après délibération, le Comité Syndical désigne M. CITHER membre de la Commission Consultative des Services Publics Locaux en sus des membres actuels.

Délibération adoptée à l'unanimité.

Pour extrait conforme,

Le Président, Xavier HUBERT	Le secrétaire de séance, Roger WALLART

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-05-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2024-C-05

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ DE L'EURE

Séance du 1er Juin 2024	**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL**
Convocation : 17 Mai 2024 Nombre de membres : - en exercice 585 - présents 340 Délibération n° : **2024-C-05** Objet : **Modification du règlement intérieur du SIEGE 27**	L'An DEUX MILLE VINGT QUATRE, le 1ER Juin à 9h30, le comité du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure (SIEGE), légalement convoqué, s'est réuni au Cadran à Evreux sous la présidence de Monsieur Xavier HUBERT. Etaient présents 340 membres formant la majorité des membres en exercice et pouvant valablement délibérer. Monsieur Roger WALLART, délégué de Tournedos Bois Hubert, a été désigné secrétaire de séance.

POUVOIRS

M. DESHAYES Edmond, délégué de la commune de BOISNEY, a donné pouvoir à Mme FREBERT Martine, déléguée de la commune de VALAILLES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PRESLES Gwendoline, déléguée de la commune de BOURNEVILLE STE CROIX, a donné pouvoir à M. CAUCHE Pascal, délégué de la commune de CORMEILLES, pour la représenter lors des délibérations.
M. CITHER Michel, délégué de la commune de BUEIL, a donné pouvoir à Mme LEMONNE Christine, déléguée de la commune de BRETAGNOLLES, pour le représenter lors des délibérations.
M. CAILLET Frédéric, délégué de la commune d'ETREPAGNY, a donné pouvoir à M. MOGLIA Jean Marc, délégué de la commune d'ANDE, pour le représenter lors des délibérations.
M. RIHAL Benoît, délégué de la commune de FARCEAUX, a donné pouvoir à M. HUBERT Xavier, délégué de la commune des BAUX STE CROIX, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PIEDNOEL Frédérique, déléguée de la commune d'HEUDEBOUVILLE, a donné pouvoir à M. JAMMET Eric, délégué de la commune de ST ETIENNE DU VAUVRAY, pour la représenter lors des délibérations.
M. LE DENMAT Christian, délégué de la commune de PACY SUR EURE, a donné pouvoir à M. GARREAU Cyril, délégué de la commune de CROISY SUR EURE, pour le représenter lors des délibérations.
M. HUTIN Alain, délégué de la commune de ST AGNAN DE CERNIERES a donné pouvoir à M. ROULOIS Jean Louis, délégué de la commune de VERNEUSSES, pour le représenter lors des délibérations.
M. LECOEUR Philippe, délégué de la commune de ST VICTOR DE CHRETIENVILLE a donné pouvoir à M. COINDARD Robert, délégué de la commune de PLAINVILLE, pour le représenter lors des délibérations.
M. BEAURAIN Eric, délégué de la commune de LA TRINITE DE REVILLE, a donné pouvoir à M. SPOHR Claude, délégué de la commune de ST PIERRE DE CERNIERES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme DENIZE Florence, déléguée de la commune de ST MARTIN ST FIRMIN, a donné pouvoir à M. BEAUCHE Jean Charles, délégué de la commune de ST ETIENNE L'ALLIER, pour la représenter lors des délibérations.

Exposé des motifs

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-8 du CGCT applicable au SIEGE, il appartient à l'organe délibérant du SIEGE de voter son règlement intérieur pour la mandature.

En effet, il convient de mettre en cohérence ledit règlement avec les remarques formulées par la Chambre Régionale des Comptes dans son rapport sur la gestion du Syndicat pour la période 2018-2022 présenté lors de la présente séance du Comité.

Les modifications apportées au règlement tel qu'adopté lors de la réunion du 22 mai 2022 concernent :
- La qualification du SIEGE en tant que Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple (SIVOM) du fait de l'adoption progressive depuis plusieurs années de compétences diversifiées, et, par incidence, la nécessité requise pour ce type d'établissements de réunir l'assemblée délibérante a minima 1 fois par trimestre,
- La clarification du régime des délégations de signature du Président aux directeurs et responsables de service du syndicat, en conformité avec les dispositions du CGCT,

Le reste du document précédemment adopté reste inchangé.

Il est proposé au Comité Syndical d'adapter le règlement intérieur adopté en Mai 2022 en fonction des éléments ci-dessus précités, et tel que reproduit en annexe à la présente.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-05-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Délibération
Après délibération, le Comité Syndical valide la mise à jour du règlement intérieur du SIEGE 27.

Délibération adoptée à l'unanimité.
Pour extrait conforme,

Le Président, Xavier HUBERT	Le secrétaire de séance, Roger WALLART

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-05-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

REGLEMENT INTERIEUR

TITRE I - ORGANISATION DU SYNDICAT

Le Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure (S.I.E.G.E) a été créé par arrêté préfectoral du 2 mai 1949 modifié par divers arrêtés préfectoraux dont le dernier en date est du 3 mai 2017.
Il regroupe l'intégralité des 585 communes du département de l'Eure.
Des communes autres que celles primitivement syndiquées peuvent être admises à faire partie du syndicat, avec le consentement du comité du syndicat.
Une commune peut se retirer du syndicat avec le consentement du comité.
L'objet du SIEGE est de représenter les communes, de défendre leurs intérêts, d'étudier toutes les questions intéressant la distribution de l'électricité et du gaz, de réaliser les travaux d'électrification et, en application des dispositions législatives et statutaires en vigueur, de mettre en œuvre les politiques et d'investir en faveur de la transition énergétique, de la production d'énergie renouvelable et de mobilité durable.
Dans ce but, les communes lui ont transféré leurs compétences d'autorités concédantes.
La durée du syndicat est illimitée. Son siège est fixé à GUICHAINVILLE (27930).
Le syndicat est administré par un comité.

CHAPITRE I - LE COMITE SYNDICAL

1°) Composition du comité syndical

Les membres du comité syndical sont élus par les conseils municipaux des communes affiliées.
En vertu des dispositions de l'article 9 des statuts, chaque commune adhérente est représentée par un délégué titulaire remplacé le cas échéant par un délégué suppléant.

2°) Attributions du comité syndical

Le comité syndical,
- Règle par ses délibérations, les affaires relevant de la compétence du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure.
- Donne son avis toutes les fois qu'il est requis par les lois et règlements, ou qu'il est demandé par les représentants de l'Etat dans le département.
- Participe, dans les conditions prévues par le présent règlement, au débat sur les orientations générales du budget.
- Peut émettre des vœux sur toutes les questions d'intérêt local.
- Procède à l'élection du président, des vice-présidents et des membres du bureau.
- Désigne le cas échéants ses membres ou délégués appelés à siéger au sein d'organismes extérieurs.
- Forme en tant que de besoin et pour l'exercice de ses compétences, des commissions chargées d'étudier et de préparer ses décisions.
- Délibère sur le compte administratif qui lui est annuellement présenté par le président.
- Fixe, par délibération, la liste de emplois dont la création est nécessaire au bon fonctionnement du syndicat. Le président nomme par arrêtés aux emplois créés.

Au cours de la première réunion suivant le renouvellement des conseils municipaux, le comité syndical élit son président.
Il fixe la composition du bureau et procède à l'élection de ses membres.

CHAPITRE II - LE BUREAU DU SYNDICAT

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-05-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

La composition du Bureau syndical et le nombre de vice-Présidents sont arrêtés par délibération du Comité syndical, en application des articles 10 et 11 des statuts.

1°) <u>Election du président</u>

Le comité syndical élit son président au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages exprimés.
L'élection est présidée par le plus âgé des membres du comité.
Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative.
En cas d'égalité des suffrages, le candidat le plus âgé est élu.

Le président est élu pour la durée de mandat du comité sauf dispositions législatives contraires.

2°) <u>Attributions du président</u>

Le président est l'organe exécutif du syndicat. A ce titre, il :
- Prépare et exécute les décisions du comité syndical et du bureau procédant par délégation de celui-ci.
- Est l'ordonnateur des dépenses et prescrit l'exécution des recettes du syndicat.
- Peut cependant, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer une partie de ses fonctions aux vice-présidents ou, en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers, à d'autres membres du bureau.
- Peut également donner délégation de signature au directeur du syndicat, au directeur des services techniques et aux responsables de services dans les conditions définies à l'article L5211-9 du Code Général des Collectivités territoriales.

Ces délégations se font par arrêté et subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées.

3°) <u>Election du bureau</u>
Les membres du bureau sont élus par le comité au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages exprimés.
Si, après deux tours de scrutin aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative.
En cas d'égalité des suffrages, le candidat le plus âgé est élu.

4°) <u>Attributions du bureau</u>
Le comité syndical peut déléguer une partie de ses attributions au bureau, à l'exception de celles-ci :
- Vote du budget,
- Approbation du compte administratif,
- Modification de la composition, du fonctionnement et de la durée du syndicat,
- Adhésion du syndicat à un établissement public ou à tout autre organisme,
- Délégation de la gestion d'un service public,

Le Bureau Syndical est en outre amené à :
- Agir en tant que commission des finances du syndicat proposant au comité les orientations et actes budgétaires.
- Confirmer les principes d'action décentralisés de la collectivité :
    - Réunions intercommunales chargées sous l'autorité du Président ou son représentant de hiérarchiser les projets d'investissements du territoire concerné. Ces réunions se tiennent une fois l'an et rassemblent les communes de l'EPCI à fiscalité propre.
    - Commission villes B chargées sous l'autorité du Président ou son représentant de hiérarchiser les projets d'investissement recensés sur le territoire des villes B. Elle se réunit au moins une fois l'an et rassemble l'ensemble des villes B concernées.
    - Commission villes A chargées sous l'autorité du Président ou son représentant de hiérarchiser les projets d'investissement recensés sur le territoire des villes A. Elle se réunit au moins une fois l'an et rassemble l'ensemble des villes A concernées.

CHAPITRE III - GROUPES POLITIQUES

Les délégués peuvent se constituer en groupes politiques sous l'étiquette qu'ils choisissent. Chaque groupe informe le président de sa composition et de sa direction. Toute modification ultérieure doit être portée à sa connaissance de la même façon.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-05-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

CHAPITRE IV - COMMISSIONS DU SYNDICAT

Le comité syndical forme, autant que de besoins des commissions syndicales spécialisées chargées d'étudier et de préparer ses décisions.

Ces commissions sont formées réglementairement par le comité ou par le bureau en fonction de nécessités particulières.
En général, elles sont permanentes et fonctionnent pour la durée du mandat du comité syndical. Cependant, elles peuvent être constituées pour une durée limitée à l'étude d'un dossier particulier. Elles se réunissent à l'initiative du président du syndicat ou du président de la commission. A leur demande, toute personne peut être appelée à participer aux travaux en raison de sa technicité ou de sa spécialité.

CHAPITRE V - COMMISSION CONSULTATIVE POUR LES SERVICES PULICS LOCAUX

La commission consultative pour les services publics locaux dont le SIEGE a la responsabilité a pour objet de permettre l'expression des usagers de ces services.

La commission est présidée par le président du SIEGE ***ou son représentant***.

CHAPITRE VI - COMMISSION CONSULTATIVE PARITAIRE SUR L'ENERGIE

La commission consultative paritaire sur l'énergie créée en application des dispositions de l'article L2224-37-1 du Code Général des Collectivités Territoriales est constituée entre le SIEGE et les EPCI à fiscalité propre du Département.

La commission est présidée par le président du SIEGE ***ou son représentant***.

Elle dispose de son propre règlement intérieur adopté lors de sa première réunion.

CHAPITRE VI - DELEGUE SYNDICAL

1°) <u>Démission</u>

La démission d'un membre du comité est adressée au président.
La commune concernée pourvoit au remplacement de son représentant dans le délai d'un mois.
Si un conseil municipal néglige ou refuse de nommer ses délégués, le maire représente la commune au comité.

2°) <u>Incompatibilité</u>

Les agents salariés du syndicat ne peuvent être désignés par une des communes adhérentes, pour la représenter au sein du comité syndical.

TITRE II - ORGANISATION DES REUNIONS DU COMITE

CHAPITRE I - PERIODICITE DES SEANCES

Le comité syndical se réunit à l'initiative du président, à EVREUX ou dans l'une des communes adhérentes choisies par le comité :
- chaque fois qu'il le juge utile,
- au minimum une fois par trimestre,
- à la demande motivée du tiers de ses membres en exercice,
- à la demande du représentant de l'Etat, dans un délai de trente jours après réception de sa demande.

CHAPITRE II - CONVOCATION

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-05-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Toute convocation est :
- faite par le président,
- mentionnée au registre des délibérations,
- affichée ou publiée,
- adressée par écrit et par voie dématérialisée sauf refus expresse formulé à l'adresse personnelle des délégués , au moins cinq jours francs avant la date de la réunion, le jour de l'envoi et le jour de la réunion n'étant pas comptés, sauf en cas d'application d'un délai différent prescrit par les lois et règlements en vigueur.

En cas d'urgence, ce délai peut être abrégé par le président, sans toutefois pouvoir être inférieur à un jour franc. Dès l'ouverture de la séance, le président rend compte au comité syndical qui se prononce définitivement sur l'urgence. Il peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou pour partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

Une note explicative de synthèse des affaires soumises à délibération, pouvant avoir la forme d'un projet de délibération, accompagne la convocation.

Les projets concernant un contrat de service public peuvent être consultés, ainsi que les pièces annexes, au siège du syndicat par tout délégué qui en fait la demande auprès du secrétariat.

CHAPITRE III - ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour est établi par le président.
Il est communiqué aux délégués avec la convocation.
Le comité syndical ne peut délibérer sur un sujet qui n'était pas, au préalable, inscrit à l'ordre du jour porté sur la convocation.
Si la rubrique « questions diverses » est prévue à l'ordre du jour, le comité ne peut examiner que des questions d'une importance mineure et ne donnant pas lieu à vote de l'assemblée.

CHAPITRE IV - ACCES AUX DOSSIERS

Les documents relatifs à l'exploitation des services publics délégués, qui doivent être remis au syndicat en application de conventions de concessions sont mis à la disposition du public sur place au syndicat et, le cas échéant, dans les mairies des communes affiliées, dans les quinze jours qui suivent leur réception.

Toute personne physique ou morale désireuse de se faire communiquer la copie des budgets ou des comptes du syndicat, peut l'obtenir à ses frais, aussi bien du président du SIEGE que des services extérieurs de l'Etat.

CHAPITRE V - QUESTIONS ECRITES

Les délégués peuvent adresser au président au moins trois jours francs avant la séance, des questions écrites concernant les affaires inscrites à l'ordre du jour.
Le président décide s'il y a lieu de soumettre la question au comité.

CHAPITRE VI - QUESTIONS ORALES

Les délégués peuvent, après examens des délibérations inscrites à l'ordre du jour, exposer en séance du comité, des questions orales ayant trait aux affaires du syndicat.

CHAPITRE VII - PUBLICITE DES SEANCES

Les séances du comité syndical sont publiques. Néanmoins, à la demande du président ou de cinq délégués, le comité peut décider, sans débat et à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunisse à huis clos.
Lorsqu'il siège à huis clos, le comité peut exercer de plein droit la totalité de ses compétences, dans les mêmes conditions que lorsqu'il siège en séance publique.

CHAPITRE VIII - PROCURATIONS

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-05-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Tout délégué syndical, empêché de siéger à une séance du comité, doit en aviser le président, si possible par écrit.
Un délégué empêché peut se faire remplacer par son suppléant.
Il peut éventuellement, donner pouvoir écrit de voter en son nom, à un autre délégué de son choix, mais un même délégué ne peut être ***porteur de plus d'un mandat.***
Les procurations de vote sont déposées, avant le vote, au bureau de pointage du délégué empêché.

CHAPITRE IX - QUORUM

Après avoir déclaré la séance ouverte, le président constate que plus de la moitié des membres du comité en exercice est présente pour délibérer.
Pour la détermination du quorum, les procurations de vote ne sont pas prises en considération.
Si le quorum n'est pas atteint, une deuxième convocation avec le même ordre du jour est adressée aux membres du comité.
A cette seconde séance, le comité peut valablement délibérer quel que soit le nombre des présents.

CHAPITRE X - PRESIDENCE ET SECRETARIAT DE SEANCE

Le président du SIEGE ou son remplaçant préside le comité syndical.
Dans les séances ou le compte administratif est débattu, le comité désigne le délégué qui préside le vote du compte. Le président peut assister à la discussion, mais il se retire avant le vote.
Le comité syndical élit un secrétaire de séance.

CHAPITRE XI - VISIOCONFERENCE

Conformément aux dispositions de l'article L.5211-11-1 du Code Général des collectivités territoriales, le Président pourra décider de réunir le Comité en plusieurs lieux et par visioconférence.
Si la réunion de l'assemblée se tient par visioconférence, le quorum sera apprécié en fonction de la présence des conseillers dans les différents lieux par visioconférence. Les votes ne pourront avoir lieu qu'au scrutin public. En cas d'adoption d'une demande de vote secret, le président reportera le point de l'ordre du jour à une séance ultérieure, qui ne pourra se tenir par visioconférence.
Ces modalités ne seront pas possibles pour l'élection du président, des vice-présidents et des membres du Bureau Syndical, pour l'adoption du budget primitif ni pour la désignation de délégués dans les organismes extérieurs. Le Comité se réunira en un seul et même lieu au moins une fois par semestre.

Pour les réunions en visioconférence, il est prévu de retenir les modalités pratiques d'organisation suivantes afin de garantir le respect des règles applicables aux réunions du Comité Syndical, notamment en termes de scrutin et de quorum :

- Utilisation d'une plateforme de visioconférence permettant l'accès simultané de plus de 600 participants, par audio ou visioconférence,
- identification des candidats par accès personnel fourni à l'adresse mail personnelle du délégué ou téléphone personnel, participation à la réunion avec identification par nom et commune,
- enregistrement des débats audio et messages échangés via la plateforme et conservation jusqu'à consignation dans le procès-verbal de réunion et diffusion aux communes adhérentes,
- diffusion en direct à l'attention du public sur le site internet de l'EPCI,
- appréciation du quorum au moyen du dispositif de vote à distance,
- scrutin à distance organisé permettant de recueillir le vote individuel sur chaque point soumis à délibération.

TITRE III - ORGANISATION DES DEBATS

Le président dirige les débats. Il ouvre et clôture les séances.

CHAPITRE I - DEBATS ORDINAIRES

Tout délégué, désigné réglementairement par sa commune pour le représenter au comité syndical, qui désire prendre part au débat, doit demander la parole au président.

Le président donne la parole aux délégués, chronologiquement à leur demande. Si plusieurs orateurs demandent la parole en même temps, le président fixe l'ordre des interventions.
Compte tenu du nombre de délégués (585), chaque orateur se présente et micro ouvert est tendu, préalablement à son intervention.
Le président peut retirer la parole à un délégué qui s'écarte du sujet traité ou qui se livre à des attaques personnelles.
Après cinq minutes d'audition, le président peut demander à l'orateur de conclure. Cependant, si l'importance du sujet le justifie et que la discussion se déroule dans de bonnes conditions, les délégués peuvent s'exprimer librement sans limitations de durée.
Le président met fin aux débats, à son initiative ou à la demande d'un délégué, lorsque la discussion s'enlise et paralyse la réunion. Il peut alors interrompre l'orateur en lui demandant de conclure brièvement. Eventuellement, il peut lui retirer la parole.

Accusé de réception en préfecture
027-252701574-20240601-2024-C-05-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

CHAPITRE II - DEBATS BUDGETAIRES

Le président ou un vice-président fait un résumé des points essentiels caractérisant le document budgétaire soumis au vote du comité.
Une lecture complète du document est donnée à l'assemblée et le président ouvre les débats sur chaque document ainsi présenté.

CHAPITRE III - DEBATS D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES

Dans un délai de deux mois avant qu'il ne soit voté, une séance du comité syndical est consacrée aux orientations générales du budget de l'exercice à venir. Le débat est introduit par un rapport du président.
Chaque délégué peut intervenir dans le débat, sachant que toute proposition nouvelle entraînant une augmentation des dépenses ou une diminution des recettes doit être assortie de mesures compensatoires.
Le président n'est pas tenu légalement de modifier son projet de budget.

CHAPITRE IV - SUSPENSION DE SEANCE

Le président suspend la séance, à son initiative, ou à la demande d'un délégué, ou après un vote à mains levées.
Il fixe la durée des suspensions de séance en veillant à ce qu'elles n'entravent pas le bon déroulement des travaux du comité syndical.
Le président de séance peut demander à toute personne qualifiée, même étrangère à l'administration, de donner des renseignements sur un ou plusieurs points faisant l'objet d'une délibération, dans le cadre momentané d'une interruption de séance.

CHAPITRE V - AMENDEMENTS

Tout membre du comité syndical a le droit de proposer des amendements aux délibérations inscrites à l'ordre du jour.
Les amendements aux projets inscrits à l'ordre du jour sont rédigés par écrit et remis au président préalablement aux débats.
Ils sont mis aux voix par le président, avant la question principale.

CHAPITRE VI - VŒUX

Tout délégué peut présenter une proposition ou un vœu d'intérêt syndical.
Le texte signé par son auteur est remis au président à l'ouverture de la séance publique du comité syndical.
Les propositions et vœux déclarés recevables par le président sont, si nécessaire, envoyés en commission compétente avant d'être rapportés en séance publique.

TITRE IV - VOTE DU COMITE SYNDICAL

CHAPITRE I - SCRUTIN ORDINAIRE

Lorsque les projets de délibération sont mis aux voix, il est procédé au vote à mains levées, à moins qu'un autre mode de scrutin ne soit légalement prescrit ou décidé par le comité.
Si le projet de délibération ne rencontre pas d'opposition, le président constate que la décision est adoptée à l'unanimité.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés, y compris le cas échéant, les votes par procuration.
Pour le calcul de la majorité, il n'est tenu compte ni des absents, ni des bulletins blancs, ni des bulletins nuls.
En cas de partage des voix, sauf en cas de bulletin secret, la voix du président est prépondérante.

Accusé de réception préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-05-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Si le délégué suppléant accompagne le délégué titulaire, il ne peut pas prendre part au vote.

CHAPITRE II - SCRUTIN SECRET

Toutes les fois que le tiers des membres présents le réclame, le vote se fait au scrutin secret.
Le scrutin secret est obligatoire lorsqu'il s'agit de procéder à une nomination ou une représentation.
Dans ce cas, si après deux tours de scrutin aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative.
En cas d'égalité de voix, l'élection est alors acquise au candidat le plus âgé.

CHAPITRE III - SCRUTIN DANS DES MATIERES RELATIVES AUX COMPETENCES OPTIONNELLES EXERCEES PAR LE SIEGE

Pour les délibérations relatives aux compétences optionnelles exercées par le syndicat et n'intéressant qu'une partie des communes adhérentes, seuls peuvent prendre part au vote les délégués des communes ayant effectivement transféré cette compétence optionnelle au SIEGE.

TITRE V - COMPTE-RENDU DE LA SEANCE

Les débats sont retranscrits dans un compte-rendu adressé à chaque délégué syndical.
Les observations ou demandes de rectification peuvent être faites à l'occasion du comité syndical suivant.

TITRE VI- MODIFICATION DU REGLEMENT

Le présent règlement peut faire l'objet de modifications à la demande et sur proposition du président ou du quart de l'assemblée en exercice.
Il sera soumis à l'approbation de l'assemblée à chaque renouvellement de mandat.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-06-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2024-C-06

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ DE L'EURE

Séance du 1er Juin 2024	**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL**
Convocation : 17 Mai 2024 Nombre de membres : - en exercice 585 - présents 338 Délibération n° : **2024-C-06** Objet : **Approbation du compte de gestion du receveur**	L'An DEUX MILLE VINGT QUATRE, le 1ER Juin à 9h30, le comité du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure (SIEGE), légalement convoqué, s'est réuni au Cadran à Evreux sous la présidence de Monsieur Xavier HUBERT. Etaient présents 338 membres formant la majorité des membres en exercice et pouvant valablement délibérer. Monsieur Roger WALLART, délégué de Tournedos Bois Hubert, a été désigné secrétaire de séance.

POUVOIRS

M. DESHAYES Edmond, délégué de la commune de BOISNEY, a donné pouvoir à Mme FREBERT Martine, déléguée de la commune de VALAILLES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PRESLES Gwendoline, déléguée de la commune de BOURNEVILLE STE CROIX, a donné pouvoir à M. CAUCHE Pascal, délégué de la commune de CORMEILLES, pour la représenter lors des délibérations.
M. CITHER Michel, délégué de la commune de BUEIL, a donné pouvoir à Mme LEMONNE Christine, déléguée de la commune de BRETAGNOLLES, pour le représenter lors des délibérations.
M. CAILLET Frédéric, délégué de la commune d'ETREPAGNY, a donné pouvoir à M. MOGLIA Jean Marc, délégué de la commune d'ANDE, pour le représenter lors des délibérations.
M. RIHAL Benoît, délégué de la commune de FARCEAUX, a donné pouvoir à M. HUBERT Xavier, délégué de la commune des BAUX STE CROIX, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PIEDNOEL Frédérique, déléguée de la commune d'HEUDEBOUVILLE, a donné pouvoir à M. JAMMET Eric, délégué de la commune de ST ETIENNE DU VAUVRAY, pour la représenter lors des délibérations.
M. LE DENMAT Christian, délégué de la commune de PACY SUR EURE, a donné pouvoir à M. GARREAU Cyril, délégué de la commune de CROISY SUR EURE, pour le représenter lors des délibérations.
M. HUTIN Alain, délégué de la commune de ST AGNAN DE CERNIERES a donné pouvoir à M. ROULOIS Jean Louis, délégué de la commune de VERNEUSSES, pour le représenter lors des délibérations.
M. LECOEUR Philippe, délégué de la commune de ST VICTOR DE CHRETIENVILLE a donné pouvoir à M. COINDARD Robert, délégué de la commune de PLAINVILLE, pour le représenter lors des délibérations.
M. BEAURAIN Eric, délégué de la commune de LA TRINITE DE REVILLE, a donné pouvoir à M. SPOHR Claude, délégué de la commune de ST PIERRE DE CERNIERES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme DENIZE Florence, déléguée de la commune de ST MARTIN ST FIRMIN, a donné pouvoir à M. BEAUCHE Jean Charles, délégué de la commune de ST ETIENNE L'ALLIER, pour la représenter lors des délibérations.

Exposé des motifs

Le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur. Il doit être voté préalablement au compte administratif.

Après s'être assuré auprès du comptable qu'il a repris dans ses écritures le montant des résultats figurant au bilan de l'exercice 2023, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures, il est proposé au Comité Syndical d'approuver le compte de gestion du receveur municipal.

Délibération

Après délibération, le Comité Syndical approuve le compte de gestion 2023 du receveur syndical.

Délibération adoptée à l'unanimité.
Pour extrait conforme,

Le Président, Xavier HUBERT	Le secrétaire de séance, Roger WALLART
	

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2024-C-07

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ DE L'EURE

Séance du 1er Juin 2024	**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL**
Convocation : 17 Mai 2024 Nombre de membres : - en exercice 585 - présents 338 Délibération n° : **2024-C-07** Objet : **Compte Administratif 2023 et Affectation des résultats – Budget Principal**	L'An DEUX MILLE VINGT QUATRE, le 1ER Juin à 9h30, le comité du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure (SIEGE), légalement convoqué, s'est réuni au Cadran à Evreux sous la présidence de Monsieur Xavier HUBERT. Etaient présents 338 membres formant la majorité des membres en exercice et pouvant valablement délibérer. Monsieur Roger WALLART, délégué de Tournedos Bois Hubert, a été désigné secrétaire de séance.

POUVOIRS

M. DESHAYES Edmond, délégué de la commune de BOISNEY, a donné pouvoir à Mme FREBERT Martine, déléguée de la commune de VALAILLES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PRESLES Gwendoline, déléguée de la commune de BOURNEVILLE STE CROIX, a donné pouvoir à M. CAUCHE Pascal, délégué de la commune de CORMEILLES, pour la représenter lors des délibérations.
M. CITHER Michel, délégué de la commune de BUEIL, a donné pouvoir à Mme LEMONNE Christine, déléguée de la commune de BRETAGNOLLES, pour le représenter lors des délibérations.
M. CAILLET Frédéric, délégué de la commune d'ETREPAGNY, a donné pouvoir à M. MOGLIA Jean Marc, délégué de la commune d'ANDE, pour le représenter lors des délibérations.
M. RIHAL Benoît, délégué de la commune de FARCEAUX, a donné pouvoir à M. HUBERT Xavier, délégué de la commune des BAUX STE CROIX, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PIEDNOEL Frédérique, déléguée de la commune d'HEUDEBOUVILLE, a donné pouvoir à M. JAMMET Eric, délégué de la commune de ST ETIENNE DU VAUVRAY, pour la représenter lors des délibérations.
M. LE DENMAT Christian, délégué de la commune de PACY SUR EURE, a donné pouvoir à M. GARREAU Cyril, délégué de la commune de CROISY SUR EURE, pour le représenter lors des délibérations.
M. HUTIN Alain, délégué de la commune de ST AGNAN DE CERNIERES a donné pouvoir à M. ROULOIS Jean Louis, délégué de la commune de VERNEUSSES, pour le représenter lors des délibérations.
M. LECOEUR Philippe, délégué de la commune de ST VICTOR DE CHRETIENVILLE a donné pouvoir à M. COINDARD Robert, délégué de la commune de PLAINVILLE, pour le représenter lors des délibérations.
M. BEAURAIN Eric, délégué de la commune de LA TRINITE DE REVILLE, a donné pouvoir à M. SPOHR Claude, délégué de la commune de ST PIERRE DE CERNIERES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme DENIZE Florence, déléguée de la commune de ST MARTIN ST FIRMIN, a donné pouvoir à M. BEAUCHE Jean Charles, délégué de la commune de ST ETIENNE L'ALLIER, pour la représenter lors des délibérations.

Exposé des motifs

Les mouvements et résultats du Compte Administratif 2023 tel qu'annexé à la présente délibération, peuvent être synthétisés comme suit :

	Dépenses	**Recettes**
Investissement	41 045 070.25 €	36 829 506.45 €
(y compris résultat antérieur)		
Fonctionnement	15 294 905.60 €	31 066 001.88 €
(y compris résultat antérieur)		
Résultats section Investissement	4 215 563.80 €	
Résultats section Fonctionnement		15 771 096.28 €
Résultat de clôture		11 555 532.48 €
RAR	9 592 216.70 €	5 079 608.84 €
Résultat global (RAR compris)		**7 042 924.62 €**

L'instruction comptable M57 reprend la plupart des grands principes de la comptabilité. A ce titre, l'assemblée délibérante doit voter le Compte Administratif de l'exercice comptable, constater les résultats et décider simultanément, en cas de soldes positifs, de leurs affectations qui doivent couvrir prioritairement les éventuels déficits des exercices antérieurs, ensuite le besoin de financement dégagé par la section d'investissement, le solde étant affecté en excédent de fonctionnement reporté ou en dotation complémentaire d'investissement en réserve.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Tel qu'il résulte du projet du Compte Administratif, le résultat de fonctionnement couvre suffisamment les besoins de financement de la section d'investissement et permet ainsi d'affecter à la couverture de ladite section les virements prévus au Budget Supplémentaire 2024 conformément au tableau suivant :

		Proposition d'affectation du résultat 2023-BS 2024	
Solde de fonctionnement	**Solde d'investissement (D001)**	**Couverture du besoin de financement de la section d'investissement (1068), RAR compris**	**Résultat de l'exercice, RAR compris (R002)**
15 771 096.28 €	- 4 215 563.80 €	8 728 171.66 €	7 042 924.62 €

Il est proposé au Comité Syndical de valider le Compte Administratif 2023 et l'affectation des résultats 2023 du Budget Principal.

Délibération

Après délibération, le Comité Syndical adopte le Compte Administratif 2023 et l'affectation des résultats 2023 du Budget Principal.

Délibération adoptée à l'unanimité.
Pour extrait conforme,

Le Président, Xavier HUBERT	Le secrétaire de séance, Roger WALLART

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTES - EXERCICE 2023

Etablissement : SYND INTERCOMM ELECTRICITE GAZ 27

Budget : SIEGE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant engagé
2051	2023002728	renouvellement ADOBE 2 postes devis DE200002744	QBS SOFTWARE	02/10/2023		2 548,37
20511	2023003486	PC SOFT mise a jour logicielle Windev	PC SOFT	14/12/2023	2023003486	3 885,60
20511	2022000915	2022 LOGICIEL SIRAO-DONN2ES CARTOGRAPHIQUES	ROSEAU TECHNOLOGIES	05/01/2023		13 160,55
20512	2023003177	AVIRON	TOPO ETUDES	14/11/2023	21SBE09	127,52
20512	2023003423	SAUSSAYE (LA)	ETUDIS	08/12/2023	2022SGREP02	187,12
20512	2023003448	CONTEVILLE	ETUDIS	12/12/2023	2022SGREP03	424,19
20512	2023003415	HAUVILLE	ETUDIS	08/12/2023	2022SGREP03	187,12
20512	2023003197	DAMPS (LES)	ETUDIS	15/11/2023	2022SGREP02	4 964,75
2158	2023002469	BARRE EN OUCHE (LA)	SGA MOBILITY - SGA INDUSTRIES	07/09/2023	2023SMSBE1	780,00
2182	2023002569	ugap commande 302374918 du 01092023 2 vehicules	UGAP/AGENCE NORD	20/09/2023		55 985,52
2183	2023003520	TABLETTES NUMERIQUES ET ACCESSOIRES	ARATICE	18/12/2023	2023003520 2023FMI.2	9 673,20
2183	2023003531	DEVIS 5459152 DU 14/12/2023	CYBERTECH COMPUTER	20/12/2023	2023003531	2 134,80
2183	2023003530	devis ABC1823/0286 DU 19/12/2023	KOESIO NORD OUEST	20/12/2023	2023003530	2 844,89
2183	2023003490	MATERIEL INFORMATIQUE MARCHE 2023 FMI	MEDIACOM SYSTEME DISTRIBUTION	14/12/2023	2023003490 2023FMI.1	43 987,69
2184	2023003229	DEVIS 2023-384 DU 10/11/2023	ANL BURO	17/11/2023	2023003229	1 707,47
2313	2023003213	DEVIS 23643-CHANGEMENT ECLAIRAGES SIEGE	TEAM RESEAUX SAS	16/11/2023	2023003213	13 528,56
2315	2023003388	2023 ALIZAY MOE BOIS ARCHITECTE RICCI	ARCHITECTE RICCI JEAN BAPTISTE	05/12/2023	2023003388 2023SBOIS2.2	4 200,00
2315	2022003336	2022 SURTAUVILLE-RENOV THERMIQUE CHAUFFERIE BOIS	EP2C	05/01/2023	2022TBOIS07	1 061,40
2315	2023002885	2023 TEAM RESEAUX 2023HM38 DEVIS 23629 DU 10/10/23	TEAM RESEAUX SAS	19/10/2023	2023002885 2023HM38	5 400,00
2315	2021003744	2021 ATELIER AURA SURTAUVILLE BOIS	ATELIER AURA	05/01/2023	2021SBOIS1	1 045,52
2315	2021004103	2020 TRANSENERGIE 18SETPV23L3	TRANSENERGIE	05/01/2023	18SETPV23L3	300,00
2315	2023003387	2023 ALIZAY MOE BOIS BERIM	BERIM	05/12/2023	2023003387 2023SBOIS2.2	54 111,07
2315	2023000843	CTO DECEMBRE 2022	APAVE EXPLOITATION FRANCE	13/03/2023	2023000843 21SCTO01	2 520,00
2315	2020000467	2020 - PHOTOVOLTAIQUE-LIEUREY ECOLE PRIMAIRE	TRANSENERGIE	05/01/2023	18SETPV22L3	5 040,00
2315	2023003389	2023 NOTRE DAME DE L ISLE MOE BOIS BERIM	BERIM	05/12/2023	2023003389 2023SBOIS2.1	30 131,35
23151	2023002392	VILLERS EN VEXIN	STPEE	21/08/2023	2023TDP.15	38 264,12
23151	2023003410	HECOURT	TOPO ETUDES	07/12/2023	21SBE07	1 000,00
23151	2023001074	GOUPILLIERES	GAGNERAUD CONSTRUCTION	04/04/2023	2023TDP.4	22 878,82
23151	2023003157	BOURTH	RESEAUX ENVIRONNEMENT	13/11/2023	2023TDP.8	65 000,00
23151	2023003463	THIBOUVILLE	TOPO ETUDES	14/12/2023	21SBE04	2 000,00

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTES - EXERCICE 2023

Etablissement : SYND INTERCOMM ELECTRICITE GAZ 27

Budget : SIEGE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant engagé
23151	2023001011	EPREVILLE PRES LE NEUBOURG	TEAM RESEAUX SAS	29/03/2023	2023TDP.6	13 010,50
23151	2023002380	ST MARDS DE BLACARVILLE	ETUDIS	16/08/2023	21SBE02	2 000,00
23151	2023000854	LANDEPEREUSE	TOPO ETUDES	13/03/2023	21SBE04	450,00
23151	2023002192	FOURGES	STPEE	21/07/2023	2023TDP.14	41 365,75
23151	2023003093	PERRIERS SUR ANDELLE	STPEE	09/11/2023	2023TDP.15	80 831,58
23151	2023003267	REUILLY	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	22/11/2023	2023TDP.10	16 000,00
23151	2023001887	SAUSSAYE (LA)	TEAM RESEAUX SAS	21/06/2023	2023TDP.6	37 207,06
23151	2023001529	CROIX SAINT LEUFROY (LA)	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	25/05/2023	2023TDP.13	20 993,43
23151	2023002502	VESLY	STPEE	14/09/2023	2023TDP.14	24 813,74
23151	2023002972	MEZIERES EN VEXIN	COTTREAU	26/10/2023	2023HM39	3 540,00
23151	2023003056	HONGUEMARE GUENOUVILLE	SYND D'EAU DU ROUMOIS ET DU PLATEAU	03/11/2023	2023HM40	4 793,98
23151	2021003425	STE GENEVIEVE LES GASNY	REMATELEC	05/01/2023	2021FTR3AL3	9 226,80
23151	2022003998	BOSGOUET	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	05/01/2023	19TDP02	16 104,42
23151	2022003659	ST VIGOR	TEAM RESEAUX SAS	05/01/2023	19TDP10	19 237,13
23151	2023000778	BOURG ACHARD	GAGNERAUD CONSTRUCTION	08/03/2023	2023TDP.2	11 561,19
23151	2022003961	VENTES (LES)	TEAM RESEAUX SAS	05/01/2023	19TDP10	27 416,07
23151	2023001385	DT 192388 LA COUTURE BOUSSEY RUE D'EZY TR1 D613	LDTP	10/05/2023	2023TDP.9	19 700,00
23151	2022003494	BOSQUENTIN	STPEE	05/01/2023	19TDP15	9 000,00
23151	2022003978	ECAQUELON	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	05/01/2023	19TDP02	8 586,92
23151	2022002564	ST OUEN DU TILLEUL	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	05/01/2023	19TDP02	11 565,10
23151	2023003256	BOURG BEAUDOUIN	ETUDIS	21/11/2023	21SBE03	1 500,00
23151	2023003399	GAILLARDBOIS CRESSENVILLE	ETUDIS	06/12/2023	21SBE03	1 500,00
23151	2023003211	BOUQUELON	ETUDIS	16/11/2023	21SBE02	2 500,00
23151	2023003385	ST AUBIN DU THENNEY	TOPO ETUDES	05/12/2023	21SBE04	2 000,00
23151	2023003276	MARTAINVILLE	ETUDIS	23/11/2023	21SBE01	2 000,00
23151	2023003258	HENNEZIS	TOPO ETUDES	21/11/2023	21SBE07	1 500,00
23151	2023003201	BOURNEVILLE	ETUDIS	16/11/2023	21SBE02	2 500,00
23151	2023003125	HERQUEVILLE	ETUDIS	10/11/2023	21SBE06	2 000,00
23151	2023003355	CHAVIGNY BAILLEUL	TOPO ETUDES	30/11/2023	21SBE09	1 800,00
23151	2023003171	GAUDREVILLE LA RIVIERE	TOPO ETUDES	14/11/2023	21SBE05	1 000,00
23151	2023003451	NOE POULAIN (LA)	ETUDIS	12/12/2023	21SBE01	1 500,00
23151	2023002763	DT 550085 LE BOULAY MORIN LE MESNIL DOUCERAIN TR1	DMTP	10/09/2023	2023TDP.10	6 100,00
23151	2023002178	BEZU LA FORET	STPEE	21/07/2023	2023TDP.15	20 502,46
23151	2023001329	DAMVILLE	TEAM RESEAUX SAS	04/05/2023	2023TDP.7	19 762,43
23151	2023001993	FEUGUEROLLES	TEAM RESEAUX SAS	03/07/2023	2023TDP.6	25 482,99

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTES - EXERCICE 2023

Etablissement : SYND INTERCOMM ELECTRICITE GAZ 27

Budget : SIEGE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant engagé
23151	2023003198	ST JEAN DU THENNEY	RESEAUX ENVIRONNEMENT	15/11/2023	2023TDP.5	60 000,00
23151	2023002691	FONTAINE SOUS JOUY	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	29/09/2023	2023TDP.11	67 656,77
23151	2023003076	TOURVILLE SUR Pt AUDEMER	RESEAUX ENVIRONNEMENT	07/11/2023	2023TDP.1	12 300,00
23151	2023001065	LIEUREY	RESEAUX ENVIRONNEMENT	04/04/2023	2023TDP.3	28 060,15
23151	2023000916	ST ELOI DE FOURQUES	ENEDIS D	22/03/2023	2022TSTHT01	3 600,00
23151	2023002420	ROUGEMONTIERS	ENEDIS D	29/08/2023	2022TSTHT01	3 600,00
23151	2023003023	SUZAY	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	27/10/2023	2023TDP.13	32 730,94
23151	2023002564	BOISEMONT	ENEDIS D	19/09/2023	2022TSTHT01	7 200,00
23151	2023000175	ST GERMAIN LA CAMPAGNE	RESEAUX ENVIRONNEMENT	19/01/2023	2023TDP.3	48 016,70
23151	2022003068	NORMANVILLE	TEAM RESEAUX SAS	05/01/2023	19TDP10	31 386,64
23151	2023000831	DT 192360 NEUILLY RUE DENIS TARDIF GF1	TPERRIN	10/03/2023	2023TDP.11	915,61
23151	2023002892	DAMPS (LES)	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	20/10/2023	2023TDP.12	115 000,01
23151	2023003370	DT 118947 LES DAMPS RUE DES PEUPLIERS	LDTP	05/12/2023	2023TDP.12	76 925,00
23151	2023002125	MISEREY	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	17/07/2023	2023TDP.10	37 928,10
23151	2023003416	BEZU SAINT ELOI	ETUDIS	08/12/2023	21SBE03	1 500,00
23151	2023002547	BOURG ACHARD	ETUDIS	18/09/2023	21SBE02	2 100,00
23151	2023003395	DAUBEUF PRES VATTEVILLE	TOPO ETUDES	06/12/2023	21SBE07	1 500,00
23151	2023003064	COUDRAY EN VEXIN	ETUDIS	07/11/2023	21SBE03	2 000,00
23151	2023003439	DANGU	ETUDIS	11/12/2023	21SBE03	1 000,00
23151	2023003292	STE GENEVIEVE LES GASNY	CHEVALIER DIAG CM	24/11/2023	2021SCTAM01	258,00
23151	2023003140	THUIT ANGER	ETUDIS	13/11/2023	21SBE02	2 500,00
23151	2023000678	AMFREVILLE LA CAMPAGNE	TEAM RESEAUX SAS	27/02/2023	2023TDP.6	51 316,75
23151	2023002266	MEZIERES EN VEXIN	STPEE	01/08/2023	2023TDP.14	26 823,62
23151	2023001189	CONDE SUR ITON	TOPO ETUDES	18/04/2023	21SBE08	10,00
23151	2023003144	ILLIERS L'EVEQUE	TOPO ETUDES	13/11/2023	21SBE09	2 000,00
23151	2023003160	MENESQUEVILLE	ETUDIS	13/11/2023	21SBE03	1 500,00
23151	2023003358	BRAY	TOPO ETUDES	01/12/2023	21SBE04	800,00
23151	2023003134	THOMER LA SOGNE	TOPO ETUDES	10/11/2023	21SBE08	1 800,00
23151	2023003293	BREUX SUR AVRE	TOPO ETUDES	24/11/2023	21SBE08	500,00
23151	2023002548	BOURG ACHARD	ETUDIS	18/09/2023	21SBE02	3 300,00
23151	2023003294	TILLIERES SUR AVRE	TOPO ETUDES	24/11/2023	21SBE08	1 200,00
23151	2023003274	LIEUREY	ETUDIS	23/11/2023	21SBE01	2 000,00
23151	2023003367	COUDRES	CHEVALIER DIAG CM	04/12/2023	2021SCTAM01	1 000,00
23151	2023003285	HOULBEC COCHEREL	CHEVALIER DIAG CM	24/11/2023	2021SCTAM01	258,00
23151	2023002499	BOISEMONT	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	14/09/2023	2023TDP.13	40 054,05

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTES - EXERCICE 2023

Etablissement : SYND INTERCOMM ELECTRICITE GAZ 27

Budget : SIEGE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant engagé
23151	2022003983	HONGUEMARE GUENOUVILLE	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	05/01/2023	19TDP02	81 631,88
23151	2023002220	CORMEILLES	RESEAUX ENVIRONNEMENT	25/07/2023	2023TDP.3	40 024,64
23151	2023002454	VERNEUSSES	ENEDIS D	05/09/2023	2022TSTHT01	3 600,00
23151	2023002049	VERNEUSSES	RESEAUX ENVIRONNEMENT	10/07/2023	2023TDP.5	17 238,46
23151	2023001690	MANOIR SUR SEINE (LE)	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	07/06/2023	2023TDP.12	16 109,48
23151	2023001801	HONDOUVILLE	TEAM RESEAUX SAS	15/06/2023	2023TDP.6	44 820,35
23151	2023000800	ST LUC	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	09/03/2023	2023TDP.10	49 652,40
23151	2023003445	VILLIERS EN DESOEUVRE	EPSYS	12/12/2023	2023FTR.1	28 110,43
23151	2023002526	FORET LA FOLIE	STPEE	15/09/2023	2023TDP.14	75 500,00
23151	2022003508	MANNEVILLE LA RAOULT	RESEAUX ENVIRONNEMENT	05/01/2023	19TDP01	40 806,83
23151	2023002779	ST PIERRE DU VAL	ETUDIS	09/10/2023	21SBE01	2 400,00
23151	2023000173	ST GERMAIN LA CAMPAGNE	RESEAUX ENVIRONNEMENT	19/01/2023	2023TDP.3	23 451,73
23151	2023003535	FRESNE CAUVERVILLE	HURE CANALISATIONS	22/12/2023	2023TFDS1.1	25 002,00
23151	2023001512	ROUGEMONTIERS	GAGNERAUD CONSTRUCTION	25/05/2023	2023TDP.2	12 405,28
23151	2023001053	ST PHILBERT SUR BOISSEY	APAVE NORD OUEST	31/03/2023	21SCSPS01	360,00
23151	2023002889	ST VIGOR	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	20/10/2023	2023TDP.10	30 000,00
23151	2023003449	SUZAY	ENEDIS D	12/12/2023	2022TSTHT01	2 316,31
23151	2023003408	BROGLIE	TOPO ETUDES	07/12/2023	21SBE04	1 000,00
23151	2023002807	MANDEVILLE	TEAM RESEAUX SAS	11/10/2023	2023TDP.6	108 318,35
23151	2023002796	BOIS JEROME SAINT OUEN	STPEE	10/10/2023	2023TDP.14	35 000,00
23151	2023003074	COURCELLES SUR SEINE	ETUDIS	07/11/2023	21SBE06	2 000,00
23151	2023003070	MAINNEVILLE	ETUDIS	07/11/2023	21SBE03	2 000,00
23151	2023003208	ST PIERRE DU VAL	ETUDIS	16/11/2023	21SBE01	600,00
23151	2023003204	FATOUVILLE GRESTAIN	ETUDIS	16/11/2023	21SBE01	2 000,00
23151	2023002480	TRINITE DE THOUBERVILLE	GAGNERAUD CONSTRUCTION	11/09/2023	2023TDP.2	8 000,00
23151	2023000918	ST PHILBERT SUR BOISSEY	GAGNERAUD CONSTRUCTION	22/03/2023	2023TDP.2	26 312,03
23151	2022003501	ST PIERRE DU VAL	RESEAUX ENVIRONNEMENT	05/01/2023	19TDP01	41 480,83
23151	2022003898	SAUSSAY LA CAMPAGNE	STPEE	05/01/2023	19TDP15	64 414,11
23151	2023002665	DT 550041 PINTERVILLE RUE PASTEUR	LDTP	27/09/2023	2023TDP.12	4 630,36
23151	2023003397	ST SIMEON	ETUDIS	06/12/2023	21SBE01	1 000,00
23151	2023002913	DT 422253 MISEREY RUE ST BLAISE	DMTP	23/10/2023	2023TDP.10	2 500,00
23151	2023001323	MISEREY	EPSYS	03/05/2023	2023FTR6.1	18 791,62
23151	2023002668	DT 422253 MISEREY RUE DE PACY	DMTP	27/09/2023	2023TDP.10	6 400,00
23151	2023002150	ST ETIENNE L'ALLIER	ETUDIS	19/07/2023	21SBE01	2 000,00
23151	2023003227	STE MARGUERITE DE L'AUTEL	TOPO ETUDES	17/11/2023	21SBE08	1 000,00

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTES - EXERCICE 2023

Etablissement : SYND INTERCOMM ELECTRICITE GAZ 27

Budget : SIEGE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant engagé
23151	2023003458	GOUPILLIERES	TOPO ETUDES	13/12/2023	21SBE04	2 000,00
23151	2023003138	THUIT ANGER	ETUDIS	13/11/2023	21SBE02	3 000,00
23151	2023003286	STE GENEVIEVE LES GASNY	TOPO ETUDES	24/11/2023	21SBE07	1 200,00
23151	2023003175	NOGENT LE SEC	TOPO ETUDES	14/11/2023	21SBE05	1 500,00
23151	2022003709	TILLY	STPEE	05/01/2023	19TDP14	10 648,44
23151	2023003057	LIGNEROLLES	ENEDIS D	06/11/2023	2022TSTHT01	3 600,00
23151	2023002141	VALAILLES	RESEAUX ENVIRONNEMENT	19/07/2023	2023TDP.5	9 502,78
23151	2023003278	NOTRE DAME DE L'ISLE	TOPO ETUDES	24/11/2023	21SBE07	1 000,00
23151	2023002426	THUIT SIMER	TEAM RESEAUX SAS	31/08/2023	2023TDP.6	38 242,56
23151	2023002088	COUTURE BOUSSEY (LA)	LESENS-OMEXOM	13/07/2023	2023TDP.9	62 218,53
23151	2023002941	FOUCRAINVILLE	LESENS-OMEXOM	25/10/2023	2023TDP.9	16 857,92
23151	2023002601	VENABLES	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	22/09/2023	2023TDP.13	157 387,56
23151	2023003017	ST PIERRE LA GARENNE	ETUDIS	27/10/2023	21SBE06	1 500,00
23151	2023000643	GROS THEIL (LE)	TEAM RESEAUX SAS	22/02/2023	2023TDP.6	50 277,82
23151	2023001796	HONDOUVILLE	TEAM RESEAUX SAS	15/06/2023	2023TDP.6	14 453,98
23151	2023003515	HAYE MALHERBE (LA)	ETUDIS	15/12/2023	21SBE06	518,00
23151	2023000745	ST OUEN DU TILLEUL	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	03/03/2023	19TDP02	24 942,38
23151	2022002850	ST VICTOR D'EPINE	TEAM RESEAUX SAS	05/01/2023	19TDP04	39 682,10
23151	2023001558	JOUY SUR EURE	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	26/05/2023	2023TDP.11	37 810,95
23151	2023002262	JOUY SUR EURE DT 550087 CDE 202317111 GF 123358001	DMTP	31/07/2023	2023TDP.11	2 700,00
23151	2023003360	CHAVIGNY BAILLEUL	LESENS-OMEXOM	04/12/2023	2023TDP.9	124 999,99
23151	2022003009	HONGUEMARE GUENOUVILLE	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	05/01/2023	19TDP02	4 231,26
23151	2022002567	ST OUEN DU TILLEUL	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	05/01/2023	19TDP02	23 931,94
23151	2023003218	CARSIX	TOPO ETUDES	16/11/2023	21SBE04	1 000,00
23151	2023002263	NORMANVILLE DT 550084 CDE 202317121 GF 123439001	DMTP	31/07/2023	2023TDP.10	3 600,00
23151	2023001555	NORMANVILLE	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	26/05/2023	2023TDP.10	46 833,57
23151	2023003477	DT 550089 ST VIGOR D71 LE MOULIN DE LA COTE	DMTP	14/12/2023	2023TDP.10	18 600,00
23151	2023001882	ST DIDIER DES BOIS	TEAM RESEAUX SAS	21/06/2023	2023TDP.6	71 498,08
23151	2023003083	CHATEAU SUR EPTE	ENEDIS D	09/11/2023	2022TSTHT01	12 821,86
23151	2023001709	ROUGEMONTIERS	EPSYS	08/06/2023	2023FTR6.1	18 512,44
23151	2023002044	BOISSEY LE CHATEL	GAGNERAUD CONSTRUCTION	07/07/2023	2023TDP.2	21 000,50
23151	2023001468	BOISEMONT	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	22/05/2023	2023TDP.13	29 992,66
23151	2022002690	ST GERMAIN SUR AVRE	LESENS-OMEXOM	05/01/2023	19TDP09	5 867,96
23151	2023002409	CAILLOUET ORGEVILLE	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	23/08/2023	2023TDP.11	28 371,70
23151	2023002197	PINTERVILLE	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	21/07/2023	2023TDP.12	121 891,02

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTES - EXERCICE 2023

Etablissement : SYND INTERCOMM ELECTRICITE GAZ 27

Budget : SIEGE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant engagé
23151	2023002969	CRESTOT	TEAM RESEAUX SAS	26/10/2023	2023TDP.6	139 999,99
23151	2023003365	THIBOUVILLE	TOPO ETUDES	04/12/2023	21SBE04	2 000,00
23151	2023003154	BACQUEVILLE	ETUDIS	13/11/2023	21SBE03	1 500,00
23151	2023003288	MUZY	TOPO ETUDES	24/11/2023	21SBE09	1 200,00
23151	2023003283	HOULBEC COCHEREL	TOPO ETUDES	24/11/2023	21SBE07	1 300,00
23151	2023003206	FIQUEFLEUR EQUAINVILLE	ETUDIS	16/11/2023	21SBE01	2 000,00
23151	2023003381	CAORCHES SAINT NICOLAS	TOPO ETUDES	05/12/2023	21SBE04	2 000,00
23151	2023000859	TOURVILLE SUR Pt AUDEMER	EPSYS	13/03/2023	2023FTR6.1	16 962,91
23151	2023002864	THUIT SIGNOL	TEAM RESEAUX SAS	18/10/2023	2023TDP.6	71 376,27
23151	2023001476	VALAILLES	EPSYS	22/05/2023	2023FTR6.1	19 363,04
23151	2023002050	CAPELLE LES GRANDS	RESEAUX ENVIRONNEMENT	10/07/2023	2023TDP.5	13 429,24
23151	2023003009	CORMIER (LE)	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	27/10/2023	2023TDP.11	105 000,00
23151	2023001352	NASSANDRES	GAGNERAUD CONSTRUCTION	05/05/2023	2023TDP.4	28 281,14
23151	2023002998	ST MARDS DE BLACARVILLE	RESEAUX ENVIRONNEMENT	26/10/2023	2023TDP.1	86 500,01
23151	2023003194	ST VICTOR DE CHRETIENVILLE	RESEAUX ENVIRONNEMENT	15/11/2023	2023TDP.5	25 000,00
23151	2023003485	COUDRES	EPSYS	14/12/2023	2023FTR.1	20 112,86
23151	2023002430	BEAUMONTEL	GAGNERAUD CONSTRUCTION	31/08/2023	2023TDP.4	17 000,00
23151	2023003029	DT 550090 FONTAINE SOUS JOUY RUE DE L'AULNAIE TR1	DMTP	30/10/2023	2023TDP.11	5 200,00
23151	2023001995	MEZIERES EN VEXIN	STPEE	03/07/2023	2023TDP.14	52 910,35
23151	2023002431	BEAUMONTEL	GAGNERAUD CONSTRUCTION	31/08/2023	2023TDP.4	16 000,00
23151	2023001596	ST PIERRE DE CORMEILLES	RESEAUX ENVIRONNEMENT	01/06/2023	2023TDP.3	28 324,78
23151	2023000639	GROS THEIL (LE)	TEAM RESEAUX SAS	22/02/2023	2023TDP.6	54 082,62
23151	2023002244	MONTREUIL L'ARGILLE	RESEAUX ENVIRONNEMENT	27/07/2023	2023TDP.5	79 228,44
23151	2023003391	ST ETIENNE L'ALLIER	ETUDIS	06/12/2023	21SBE01	1 000,00
23151	2023001314	ST ELIER	TEAM RESEAUX SAS	03/05/2023	2023TDP.7	5 529,16
23151	2023002702	FRESNE CAUVERVILLE	RESEAUX ENVIRONNEMENT	29/09/2023	2023TDP.3	120 000,00
23151	2023003077	TOURVILLE SUR Pt AUDEMER	RESEAUX ENVIRONNEMENT	07/11/2023	2023TDP.1	29 000,00
23151	2022003877	ST AUBIN DU THENNEY	TOPO ETUDES	05/01/2023	21SBE04	1 000,00
23151	2023001547	STE MARTHE	TEAM RESEAUX SAS	26/05/2023	2023TDP.7	23 213,86
23151	2023000900	ST OUEN DU TILLEUL	ETUDIS	17/03/2023	21SBE02	99,52
23151	2022001212	VILLEZ SUR LE NEUBOURG	SYND D'EAU DU ROUMOIS ET DU PLATEAU	05/01/2023	2022MOA02	16 000,00
23151	2023000739	HENNEZIS	TOPO ETUDES	03/03/2023	21SBE07	300,00
23151	2023001682	SYLVAINS LES MOULINS	TEAM RESEAUX SAS	07/06/2023	2023TDP.7	24 506,39
23151	2023003466	MOISVILLE	TOPO ETUDES	14/12/2023	21SBE09	1 500,00
23151	2023003468	MOISVILLE	CHEVALIER DIAG CM	14/12/2023	2021SCTAM01	300,00

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTES - EXERCICE 2023

Etablissement : SYND INTERCOMM ELECTRICITE GAZ 27

Budget : SIEGE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant engagé
23151	2023003128	AILLY	ETUDIS	10/11/2023	21SBE06	2 000,00
23151	2023003404	THUIT (LE)	TOPO ETUDES	06/12/2023	21SBE07	1 500,00
23151	2023003260	ACQUIGNY	ETUDIS	22/11/2023	21SBE06	2 000,00
23151	2023003371	ST PIERRE DU VAL	ETUDIS	05/12/2023	21SBE01	1 000,00
23151	2023002744	LANDE SAINT LEGER (LA)	RESEAUX ENVIRONNEMENT	03/10/2023	2023TDP.3	99 572,99
23151	2023000157	LIGNEROLLES	LESENS-OMEXOM	18/01/2023	2023TDP.9	20 289,27
23151	2023001614	DT 171762 HOULBEC COCHEREL RUE NEUVE GF 123343001	TPERRIN	02/06/2023	2023TDP.11	672,81
23151	2023001401	LIEUREY	RESEAUX ENVIRONNEMENT	11/05/2023	2023TDP.3	28 003,61
23151	2023000805	FIDELAIRE (LE)	TEAM RESEAUX SAS	09/03/2023	2023TDP.7	5 591,09
23151	2023003080	DT 118946 LES TROIS LACS/VENABLES RUE DE LA MARE	TPERRIN	08/11/2023	2023TDP.13	7 500,00
23151	2023002811	ST GERMAIN SUR AVRE	LESENS-OMEXOM	11/10/2023	2023TDP.9	5 485,36
23151	2023001350	STE MARGUERITE DE L'AUTEL	EPSYS	05/05/2023	2023FTR6.1	18 423,52
23151	2023002820	CANAPPEVILLE	TEAM RESEAUX SAS	13/10/2023	2023TDP.6	29 741,64
23151	2023000798	HONDOUVILLE	EPSYS	09/03/2023	2023FTR6.1	19 647,38
23151	2023002466	ST PIERRE DU VAL	EPSYS	07/09/2023	2023FTR.1	20 956,80
23151	2023003432	HAYE MALHERBE (LA)	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	11/12/2023	2023TDP.12	78 000,00
23151	2023000507	LIEUREY	RESEAUX ENVIRONNEMENT	10/02/2023	2023TDP.3	28 965,70
23151	2023002204	BOULAY MORIN (LE)	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	21/07/2023	2023TDP.10	83 523,19
23151	2023002924	BOULLEVILLE	RESEAUX ENVIRONNEMENT	25/10/2023	2023TDP.1	63 000,00
23151	2023002508	DT 192404 LA COUTURE BOUSSEY RUE D'EZY TR2	LDTP	19/09/2023	2023TDP.9	8 800,00
23151	2023001736	DT 422252 ST LUC RUE DE LA CHAPELLE GF 123560001	DMTP	12/06/2023	2023TDP.10	4 400,00
23151	2023002824	THEVRAY	RESEAUX ENVIRONNEMENT	13/10/2023	2023TDP.5	50 000,00
23151	2023001964	STE MARGUERITE DE L'AUTEL	RESEAUX ENVIRONNEMENT	28/06/2023	2023TDP.8	79 999,99
23151	2023001592	BEAUFICEL EN LYONS	STPEE	31/05/2023	2023TDP.15	12 971,92
23151	2023002161	BALINES	RESEAUX ENVIRONNEMENT	20/07/2023	2023TDP.8	16 568,56
23151	2023001130	CHATEAU SUR EPTE	STPEE	12/04/2023	2023TDP.14	73 282,35
23151	2023003483	BROGLIE	RESEAUX ENVIRONNEMENT	14/12/2023	2023TDP.5	52 000,00
23151	2023002827	ST LEGER DE ROSTES	RESEAUX ENVIRONNEMENT	13/10/2023	2023TDP.5	145 000,01
23151	2023000867	COUTURE BOUSSEY (LA)	LESENS-OMEXOM	15/03/2023	2023TDP.9	129 750,13
23151	2023002122	MISEREY	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	17/07/2023	2023TDP.10	87 547,68
23151	2023003493	ST PIERRE DE SALERNE	GAGNERAUD CONSTRUCTION	14/12/2023	2023TDP.4	71 000,00
23151	2023003503	BONCOURT	CHEVALIER DIAG CM	15/12/2023	2021SCTAM01	500,00
23151	2023003262	FONTAINE SOUS JOUY	TOPO ETUDES	22/11/2023	21SBE09	2 000,00
23151	2023003254	HONDOUVILLE	TOPO ETUDES	21/11/2023	21SBE05	3 000,00
23151	2023003235	ST PIERRE DE CORMEILLES	ETUDIS	20/11/2023	21SBE01	2 800,00

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTES - EXERCICE 2023

Etablissement : SYND INTERCOMM ELECTRICITE GAZ 27

Budget : SIEGE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant engagé
23151	2023003460	HARCOURT	TOPO ETUDES	13/12/2023	21SBE04	2 000,00
23151	2023003225	CLAVILLE	TOPO ETUDES	17/11/2023	21SBE05	1 200,00
23151	2023003290	ACON	TOPO ETUDES	24/11/2023	21SBE09	1 200,00
23151	2023003237	ST SYLVESTRE DE CORMEILLES	ETUDIS	20/11/2023	21SBE01	2 400,00
23151	2023002495	VESLY	STPEE	13/09/2023	2023TDP.14	95 362,63
23151	2023002405	CHAMPIGNY LA FUTELAYE	LESENS-OMEXOM	23/08/2023	2023TDP.9	24 094,02
23151	2023002498	VALAILLES	ENEDIS D	13/09/2023	2022TSTHT01	1 969,51
23151	2023002453	VERNEUSSES	ENEDIS D	05/09/2023	2022TSTHT01	3 600,00
23152	2023001357	ST PHILBERT SUR BOISSEY	METALOGALVA FRANCE	05/05/2023	2023FEP.4	6 505,20
23152	2023002045	BOISSEY LE CHATEL	GAGNERAUD CONSTRUCTION	07/07/2023	2023TDP.2	3 888,38
23152	2023001683	SYLVAINS LES MOULINS	TEAM RESEAUX SAS	07/06/2023	2023TDP.7	3 663,16
23152	2023003437	TOUTAINVILLE	PETITJEAN	11/12/2023	2023FEP.2	2 422,08
23152	2023002968	CRESTOT	COMATELEC SCHREDER SAS	26/10/2023	2023FEP.6	1 718,40
23152	2023003414	BROGLIE	TEAM RESEAUX SAS	08/12/2023	2022TEP05	7 000,00
23152	2023003273	ST PIERRE DE SALERNE	FONROCHE LIGHTING	23/11/2023	2023FEP.9	9 024,00
23152	2023002496	VESLY	STPEE	13/09/2023	2023TDP.14	16 104,24
23152	2023002500	BOISEMONT	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	14/09/2023	2023TDP.13	10 130,06
23152	2023002051	CAPELLE LES GRANDS	RESEAUX ENVIRONNEMENT	10/07/2023	2023TDP.5	4 500,00
23152	2023002917	BOURTH	COMATELEC SCHREDER SAS	23/10/2023	2023FEP.6	3 938,78
23152	2023002048	VERNEUSSES	RESEAUX ENVIRONNEMENT	10/07/2023	2023TDP.5	700,00
23152	2023002942	FOUCRAINVILLE	LESENS-OMEXOM	25/10/2023	2023TDP.9	4 320,93
23152	2023001860	DOUAINS	COMATELEC SCHREDER SAS	20/06/2023	2023FEP.6	15 980,40
23152	2023001861	DOUAINS	LEBRUN MARIE	20/06/2023	2022TEP11	4 500,00
23152	2023002559	THUIT SIMER	COMATELEC SCHREDER SAS	19/09/2023	2023FEP.6	2 148,00
23152	2023001012	EPREVILLE PRES LE NEUBOURG	TEAM RESEAUX SAS	29/03/2023	2023TDP.6	4 814,46
23152	2023001402	LIEUREY	RESEAUX ENVIRONNEMENT	11/05/2023	2023TDP.3	10 000,00
23152	2023001353	NASSANDRES	GAGNERAUD CONSTRUCTION	05/05/2023	2023TDP.4	5 814,91
23152	2023000971	COURDEMANCHE	COMATELEC SCHREDER SAS	28/03/2023	2023FEP.7	620,62
23152	2023001802	HONDOUVILLE	TEAM RESEAUX SAS	15/06/2023	2023TDP.6	14 176,82
23152	2023000806	FIDELAIRE (LE)	TEAM RESEAUX SAS	09/03/2023	2023TDP.7	1 800,00
23152	2023003028	ST PIERRE LA GARENNE	PETITJEAN	27/10/2023	2023FEP.1	8 198,40
23152	2023003091	ST PIERRE LA GARENNE	COMATELEC SCHREDER SAS	09/11/2023	2023FEP.6	10 915,58
23152	2023003053	CROISY SUR EURE	LEBRUN MARIE	02/11/2023	2022TEP11	5 000,00
23152	2023002397	PERRIERS SUR ANDELLE	METALOGALVA FRANCE	22/08/2023	2023FEP.4	8 160,00
23152	2023002830	BOUAFLES	BLONDEL ELECTRICITE	13/10/2023	2022TEP13	4 000,00

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTES - EXERCICE 2023

Etablissement : SYND INTERCOMM ELECTRICITE GAZ 27

Budget : SIEGE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant engagé
23152	2023002837	CANAPPEVILLE	PETITJEAN	16/10/2023	2023FEP.2	2 004,00
23152	2023002592	ROQUETTE (LA)	BLONDEL ELECTRICITE	21/09/2023	2022TEP13	6 378,00
23152	2023003491	AMFREVILLE SUR ITON	BLONDEL ELECTRICITE	14/12/2023	2022TEP12	19 000,00
23152	2023003473	PLESSIS HEBERT	LEBRUN MARIE	14/12/2023	2022TEP11	1 500,00
23152	2023002293	TRIQUEVILLE	RESEAUX ENVIRONNEMENT	04/08/2023	2023TDP.1	7 362,90
23152	2023000868	COUTURE BOUSSEY (LA)	LESENS-OMEXOM	15/03/2023	2023TDP.9	7 174,32
23152	2023001066	LIEUREY	RESEAUX ENVIRONNEMENT	04/04/2023	2023TDP.3	3 007,06
23152	2023003078	ST PIERRE DES FLEURS	TEAM RESEAUX SAS	08/11/2023	2022TEP06	9 700,00
23152	2023000801	ST LUC	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	09/03/2023	2023TDP.10	7 643,42
23152	2023002812	ST GERMAIN SUR AVRE	LESENS-OMEXOM	11/10/2023	2023TDP.9	1 446,99
23152	2023001530	CROIX SAINT LEUFROY (LA)	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	25/05/2023	2023TDP.13	5 323,76
23152	2023003196	ST VICTOR DE CHRETIENVILLE	RESEAUX ENVIRONNEMENT	15/11/2023	2023TDP.5	3 000,00
23152	2023001513	ROUGEMONTIERS	GAGNERAUD CONSTRUCTION	25/05/2023	2023TDP.2	463,55
23152	2023001883	ST DIDIER DES BOIS	TEAM RESEAUX SAS	21/06/2023	2023TDP.6	17 632,49
23152	2023003361	CHAVIGNY BAILLEUL	LESENS-OMEXOM	04/12/2023	2023TDP.9	30 000,00
23152	2023000779	BOURG ACHARD	GAGNERAUD CONSTRUCTION	08/03/2023	2023TDP.2	1 508,46
23152	2023001870	HEUBECOURT HARICOURT	HD PAYSAGE	20/06/2023	2023HM24	2 220,12
23152	2023002828	ST LEGER DE ROSTES	RESEAUX ENVIRONNEMENT	13/10/2023	2023TDP.5	7 000,00
23152	2023001297	MENESQUEVILLE	STPEE	02/05/2023	2023TDP.15	3 878,97
23152	2023003435	TOUTAINVILLE	COMATELEC SCHREDER SAS	11/12/2023	2023FEP.7	3 970,94
23152	2023003494	ST PIERRE DE SALERNE	GAGNERAUD CONSTRUCTION	14/12/2023	2023TDP.4	8 000,00
23152	2023003512	MARAIS VERNIER	PETITJEAN	15/12/2023	2023FEP.2	792,00
23152	2023003368	LANDE SAINT LEGER (LA)	COMATELEC SCHREDER SAS	05/12/2023	2023FEP.6	2 713,68
23152	2023000158	LIGNEROLLES	LESENS-OMEXOM	18/01/2023	2023TDP.9	4 189,74
23152	2023002797	BOIS JEROME SAINT OUEN	STPEE	10/10/2023	2023TDP.14	17 000,00
23152	2023003508	STE OPPORTUNE LA MARE	SPIE CITYNETWORKS	15/12/2023	2022TEP01	3 000,00
23152	2023001965	STE MARGUERITE DE L'AUTEL	RESEAUX ENVIRONNEMENT	28/06/2023	2023TDP.8	15 000,00
23152	2023002701	MALOUY	TEAM RESEAUX SAS	29/09/2023	2022TEP05	4 500,00
23152	2023003131	QUILLEBEUF SUR SEINE	SPIE CITYNETWORKS	10/11/2023	2022TEP01	1 700,00
23152	2023002999	ST MARDS DE BLACARVILLE	RESEAUX ENVIRONNEMENT	26/10/2023	2023TDP.1	35 000,00
23152	2023003424	GUISENIERS	FONTES DE PARIS	08/12/2023	2023FEP.8	10 610,50
23152	2023003051	CORMIER (LE)	PETITJEAN	02/11/2023	2023FEP.2	7 211,76
23152	2023002825	THEVRAY	RESEAUX ENVIRONNEMENT	13/10/2023	2023TDP.5	800,00
23152	2023003166	BOISNEY	TEAM RESEAUX SAS	14/11/2023	2022TEP04	7 000,00
23152	2023002506	PRESSAGNY L'ORGUEILLEUX	BLONDEL ELECTRICITE	14/09/2023	2022TEP14	3 000,00

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTES - EXERCICE 2023

Etablissement : SYND INTERCOMM ELECTRICITE GAZ 27

Budget : SIEGE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant engagé
23152	2023002838	CANAPPEVILLE	COMATELEC SCHREDER SAS	16/10/2023	2023FEP.6	1 074,00
23152	2023002503	VESLY	STPEE	14/09/2023	2023TDP.14	13 905,88
23152	2023002386	ETURQUERAYE	TEAM RESEAUX SAS	16/08/2023	2022TEP02	2 000,00
23152	2023002003	ETURQUERAYE	TEAM RESEAUX SAS	03/07/2023	2022TEP02	9 000,00
23152	2023002745	LANDE SAINT LEGER (LA)	RESEAUX ENVIRONNEMENT	03/10/2023	2023TDP.3	9 362,88
23152	2023002406	CHAMPIGNY LA FUTELAYE	LESENS-OMEXOM	23/08/2023	2023TDP.9	3 871,78
23152	2023003412	HECOURT	PETITJEAN	08/12/2023	2023FEP.2	1 239,84
23152	2023003158	BOURTH	RESEAUX ENVIRONNEMENT	13/11/2023	2023TDP.8	15 000,00
23152	2023002793	TILLY	BLONDEL ELECTRICITE	10/10/2023	2022TEP14	3 500,00
23152	2023002558	MORGNY	METALOGALVA FRANCE	19/09/2023	2023FEP.4	8 208,00
23152	2023002553	FOUCRAINVILLE	PETITJEAN	19/09/2023	2023FEP.2	4 324,08
23152	2023002681	DT 192404 LA COUTURE BOUSSEY RUE D'EZY TR2	LDTP	28/09/2023	2023TDP.9	1 800,00
23152	2023002207	PONT AUTHOU	COMATELEC SCHREDER SAS	21/07/2023	2023FEP.6	6 533,42
23152	2023001691	MANOIR SUR SEINE (LE)	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	07/06/2023	2023TDP.12	6 766,51
23152	2023002152	HOGUES (LES)	COMATELEC SCHREDER SAS	20/07/2023	2023FEP.6	10 267,99
23152	2023003492	LERY	BLONDEL ELECTRICITE	14/12/2023	2022TEP12	2 000,00
23152	2022002969	BERNIENVILLE	TEAM RESEAUX SAS	06/01/2023	19TDP06	11 279,49
23152	2023003199	ST JEAN DU THENNEY	RESEAUX ENVIRONNEMENT	15/11/2023	2023TDP.5	2 000,00
23152	2023003462	HAYE MALHERBE (LA)	PETITJEAN	14/12/2023	2023FEP.2	2 429,76
23152	2023002432	BEAUMONTEL	GAGNERAUD CONSTRUCTION	31/08/2023	2023TDP.4	1 000,00
23152	2023002865	THUIT SIGNOL	TEAM RESEAUX SAS	18/10/2023	2023TDP.6	13 861,81
23152	2023002123	MISEREY	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	17/07/2023	2023TDP.10	4 214,88
23152	2023003518	MARAIS VERNIER	SPIE CITYNETWORKS	15/12/2023	2022TEP01	3 000,00
23152	2023002863	AMECOURT	BLONDEL ELECTRICITE	18/10/2023	2022TEP14	3 000,00
23152	2023003506	STE OPPORTUNE LA MARE	FONTES DE PARIS	15/12/2023	2023FEP.8	1 419,37
23152	2023002208	PONT AUTHOU	TEAM RESEAUX SAS	21/07/2023	2022TEP02	5 000,00
23152	2023000881	CONDE SUR ITON	COMATELEC SCHREDER SAS	16/03/2023	2023FEP.6	1 495,20
23152	2023002527	FORET LA FOLIE	STPEE	15/09/2023	2023TDP.14	11 000,00
23152	2023002203	BOULAY MORIN (LE)	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	21/07/2023	2023TDP.10	3 978,34
23152	2023002855	AIGLEVILLE	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	17/10/2023	2023TDP.11	4 702,43
23152	2023002755	AIGLEVILLE	GHM	05/10/2023	2023FEP.3	1 245,42
23152	2023001315	ST ELIER	TEAM RESEAUX SAS	03/05/2023	2023TDP.7	4 291,17
23152	2023002162	BALINES	RESEAUX ENVIRONNEMENT	20/07/2023	2023TDP.8	11 000,00
23152	2023002834	FRESNE CAUVERVILLE	PETITJEAN	16/10/2023	2023FEP.2	2 581,20
23152	2023002429	BEAUMONTEL	GAGNERAUD CONSTRUCTION	31/08/2023	2023TDP.4	1 000,00

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTES - EXERCICE 2023

Etablissement : SYND INTERCOMM ELECTRICITE GAZ 27

Budget : SIEGE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant engagé
23152	2023002890	ST VIGOR	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	20/10/2023	2023TDP.10	16 000,00
23152	2023001700	BOURG ACHARD	COMATELEC SCHREDER SAS	07/06/2023	2023FEP.6	5 043,06
23152	2023001469	BOISEMONT	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	22/05/2023	2023TDP.13	4 425,86
23152	2023002806	MANDEVILLE	COMATELEC SCHREDER SAS	11/10/2023	2023FEP.6	2 349,60
23152	2023002267	MEZIERES EN VEXIN	STPEE	01/08/2023	2023TDP.14	4 914,40
23152	2022002851	ST VICTOR D'EPINE	TEAM RESEAUX SAS	06/01/2023	19TDP04	2 000,00
23152	2023001548	STE MARTHE	TEAM RESEAUX SAS	26/05/2023	2023TDP.7	1 292,62
23152	2022003383	RONCENAY AUTHENAY (LE)	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	06/01/2023	19TDP07	35 000,00
23152	2023002198	PINTERVILLE	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	21/07/2023	2023TDP.12	5 108,70
23152	2023000679	AMFREVILLE LA CAMPAGNE	TEAM RESEAUX SAS	27/02/2023	2023TDP.6	7 704,26
23152	2023002893	DAMPS (LES)	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	20/10/2023	2023TDP.12	22 000,00
23152	2023003436	TOUTAINVILLE	METALOGALVA FRANCE	11/12/2023	2023FEP.4	936,00
23152	2023003297	MARTAGNY	COMATELEC SCHREDER SAS	27/11/2023	2023FEP.7	5 769,25
23152	2023003300	CLAVILLE	TOPO ETUDES	27/11/2023	21SBE05	500,00
23152	2023002206	ETURQUERAYE	TEAM RESEAUX SAS	21/07/2023	2022TEP02	4 000,00
23152	2023003511	MARAIS VERNIER	COMATELEC SCHREDER SAS	15/12/2023	2023FEP.6	465,77
23152	2023002142	VALAILLES	RESEAUX ENVIRONNEMENT	19/07/2023	2023TDP.5	1 000,00
23152	2023003268	REUILLY	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	22/11/2023	2023TDP.10	5 500,00
23152	2023003185	REUILLY	FONTES DE PARIS	14/11/2023	2023FEP.8	4 167,84
23152	2023003499	STE OPPORTUNE LA MARE	PETITJEAN	15/12/2023	2023FEP.2	286,80
23152	2023003130	QUILLEBEUF SUR SEINE	FONTES DE PARIS	10/11/2023	2023FEP.8	3 040,32
23152	2023003052	CORMIER (LE)	COMATELEC SCHREDER SAS	02/11/2023	2023FEP.6	6 211,08
23152	2023003069	ST PIERRE DES FLEURS	COMATELEC SCHREDER SAS	07/11/2023	2023FEP.6	10 268,40
23152	2023001972	FOURMETOT	SPIE CITYNETWORKS	28/06/2023	2022TEP01	6 000,00
23152	2023002580	GUISENIERS	BLONDEL ELECTRICITE	21/09/2023	2022TEP13	2 000,00
23152	2023002875	PERRIERS SUR ANDELLE	COMATELEC SCHREDER SAS	18/10/2023	2023FEP.6	7 760,66
23152	2023003108	LERY	PETITJEAN	10/11/2023	2023FEP.2	789,60
23152	2023002853	ST PHILBERT SUR RISLE	TEAM RESEAUX SAS	17/10/2023	2022TEP02	3 000,00
23152	2023002582	ROQUETTE (LA)	COMATELEC SCHREDER SAS	21/09/2023	2023FEP.6	5 121,60
23152	2023002925	BOULLEVILLE	RESEAUX ENVIRONNEMENT	25/10/2023	2023TDP.1	30 000,00
23152	2023002396	PERRIERS SUR ANDELLE	BLONDEL ELECTRICITE	21/08/2023	2022TEP15	3 000,00
23152	2023003456	FOURGES	FONTES DE PARIS	13/12/2023	2023FEP.8	2 946,53
23152	2023001559	JOUY SUR EURE	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	26/05/2023	2023TDP.11	2 076,93
23152	2022002691	ST GERMAIN SUR AVRE	LESENS-OMEXOM	06/01/2023	19TDP09	1 962,51
23152	2023003221	BOISSEY LE CHATEL	COMATELEC SCHREDER SAS	16/11/2023	2023FEP.6	861,60

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTES - EXERCICE 2023

Etablissement : SYND INTERCOMM ELECTRICITE GAZ 27

Budget : SIEGE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant engagé
23152	2022002162	BOURTH	LEBRUN MARIE	06/01/2023	2022TEP08	1 400,00
23152	2022003069	NORMANVILLE	TEAM RESEAUX SAS	06/01/2023	19TDP10	6 509,22
23152	2023002462	ST ANTONIN DE SOMMAIRE	LEBRUN MARIE	06/09/2023	2022TEP08	2 500,00
23152	2023001681	BOURG BEAUDOUIN	STPEE	07/06/2023	2023TDP.15	1 000,00
23152	2022003660	ST VIGOR	TEAM RESEAUX SAS	18/01/2023	19TDP10	9 470,89
23152	2023000176	ST GERMAIN LA CAMPAGNE	RESEAUX ENVIRONNEMENT	19/01/2023	2023TDP.3	4 000,00
23152	2023001131	CHATEAU SUR EPTE	STPEE	12/04/2023	2023TDP.14	10 923,67
23152	2023003484	BROGLIE	RESEAUX ENVIRONNEMENT	14/12/2023	2023TDP.5	12 000,00
23152	2023003488	HABIT (L')	LEBRUN MARIE	14/12/2023	2022TEP09	15 000,00
23152	2023002967	CRESTOT	PETITJEAN	26/10/2023	2023FEP.2	3 206,40
23152	2023002881	LANDE SAINT LEGER (LA)	METALOGALVA FRANCE	19/10/2023	2023FEP.4	7 438,86
23152	2023002437	BOISEMONT	BLONDEL ELECTRICITE	01/09/2023	2022TEP13	8 000,00
23152	2023002221	CORMEILLES	RESEAUX ENVIRONNEMENT	25/07/2023	2023TDP.3	6 005,57
23152	2023002387	NASSANDRES	METALOGALVA FRANCE	16/08/2023	2023FEP.4	8 353,80
23152	2022003734	ST PIERRE DES FLEURS	TEAM RESEAUX SAS	06/01/2023	2022TEP06	16 500,00
23152	2023002126	MISEREY	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	17/07/2023	2023TDP.10	1 378,75
23152	2023001075	GOUPILLIERES	GAGNERAUD CONSTRUCTION	04/04/2023	2023TDP.4	3 172,74
23152	2023002914	BOURTH	PETITJEAN	23/10/2023	2023FEP.2	2 851,20
23152	2023003507	STE OPPORTUNE LA MARE	COMATELEC SCHREDER SAS	15/12/2023	2023FEP.6	640,80
23152	2023002521	STE MARGUERITE DE L'AUTEL	PETITJEAN	15/09/2023	2023FEP.2	3 036,00
23152	2023002427	THUIT SIMER	TEAM RESEAUX SAS	31/08/2023	2023TDP.6	7 167,06
23152	2023003302	CROISY SUR EURE	FONTES DE PARIS	28/11/2023	2023FEP.8	522,29
23152	2023002193	FOURGES	STPEE	21/07/2023	2023TDP.14	9 109,18
23152	2023002515	MUZY	COMATELEC SCHREDER SAS	14/09/2023	2023FEP.6	202,36
23152	2023000640	GROS THEIL (LE)	TEAM RESEAUX SAS	22/02/2023	2023TDP.6	5 522,59
23152	2023002576	MONTREUIL L'ARGILLE	TEAM RESEAUX SAS	20/09/2023	2022TEP05	7 000,00
23152	2023001810	ST VICTOR DE CHRETIENVILLE	COMATELEC SCHREDER SAS	15/06/2023	2023FEP.6	2 704,07
23152	2023001868	GIVERNY	LEBRUN MARIE	20/06/2023	2022TEP11	5 800,00
23152	2023002692	FONTAINE SOUS JOUY	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	29/09/2023	2023TDP.11	6 614,14
23152	2023002703	FRESNE CAUVERVILLE	RESEAUX ENVIRONNEMENT	29/09/2023	2023TDP.3	12 000,00
23152	2023003450	ACQUIGNY	BLONDEL ELECTRICITE	12/12/2023	2022TEP12	11 000,00
23152	2023002460	BAUX DE BRETEUIL (LES)	LEBRUN MARIE	06/09/2023	2022TEP08	3 000,00
23152	2023001996	MEZIERES EN VEXIN	STPEE	03/07/2023	2023TDP.14	9 049,39
23152	2022000414	BERVILLE SUR MER	RESEAUX ENVIRONNEMENT	06/01/2023	19TDP01	6 000,00
23152	2022002565	ST OUEN DU TILLEUL	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	06/01/2023	19TDP02	2 879,03

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTES - EXERCICE 2023

Etablissement : SYND INTERCOMM ELECTRICITE GAZ 27

Budget : SIEGE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant engagé
23152	2023003457	FOURGES	BLONDEL ELECTRICITE	13/12/2023	2022TEP14	15 500,00
23152	2023002808	MANDEVILLE	TEAM RESEAUX SAS	11/10/2023	2023TDP.6	28 927,42
23152	2023003296	MARTAGNY	METALOGALVA FRANCE	27/11/2023	2023FEP.4	5 540,40
23152	2023001643	THEILLEMENT (LE)	METALOGALVA FRANCE	05/06/2023	2023FEP.4	714,00
23152	2023001999	ETURQUERAYE	TEAM RESEAUX SAS	03/07/2023	2022TEP02	6 000,00
23152	2023003411	HECOURT	COMATELEC SCHREDER SAS	08/12/2023	2023FEP.6	2 997,60
23152	2023001670	CLAVILLE	PETITJEAN	06/06/2023	2023FEP.2	1 518,00
23152	2023003183	REUILLY	PETITJEAN	14/11/2023	2023FEP.2	1 252,80
23152	2023003189	NASSANDRES	METALOGALVA FRANCE	14/11/2023	2023FEP.4	464,10
23152	2023003184	NASSANDRES	COMATELEC SCHREDER SAS	14/11/2023	2023FEP.6	219,60
23152	2023001888	SAUSSAYE (LA)	TEAM RESEAUX SAS	21/06/2023	2023TDP.6	12 538,29
23152	2023002089	COUTURE BOUSSEY (LA)	LESENS-OMEXOM	13/07/2023	2023TDP.9	10 008,35
23152	2023002212	HOGUES (LES)	BLONDEL ELECTRICITE	24/07/2023	2022TEP15	2 730,00
23152	2023003421	GUISENIERS	PETITJEAN	08/12/2023	2023FEP.2	3 758,40
23152	2023003010	CORMIER (LE)	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	27/10/2023	2023TDP.11	40 000,00
23152	2023001330	DAMVILLE	TEAM RESEAUX SAS	04/05/2023	2023TDP.7	5 828,67
23152	2023002602	VENABLES	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	22/09/2023	2023TDP.13	17 331,29
23152	2022003984	HONGUEMARE GUENOUVILLE	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	06/01/2023	19TDP02	626,20
23152	2023000644	GROS THEIL (LE)	TEAM RESEAUX SAS	22/02/2023	2023TDP.6	12 728,69
23152	2023002821	CANAPPEVILLE	TEAM RESEAUX SAS	13/10/2023	2023TDP.6	10 393,88
23152	2023002032	MONTREUIL L'ARGILLE	TEAM RESEAUX SAS	06/07/2023	2022TEP05	4 300,00
23152	2023002245	MONTREUIL L'ARGILLE	RESEAUX ENVIRONNEMENT	27/07/2023	2023TDP.5	3 000,00
23152	2023003465	HAYE MALHERBE (LA)	FONTES DE PARIS	14/12/2023	2023FEP.8	6 851,52
23152	2023003433	HAYE MALHERBE (LA)	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	11/12/2023	2023TDP.12	15 000,00
23152	2023000508	LIEUREY	RESEAUX ENVIRONNEMENT	10/02/2023	2023TDP.3	6 139,20
23152	2023002810	ACQUIGNY	COMATELEC SCHREDER SAS	11/10/2023	2023FEP.6	7 920,00
23152	2022004137	ST OUEN DU TILLEUL	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	05/01/2023	19TDP02	6 117,48
23152	2022003999	BOSGOUET	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	06/01/2023	19TDP02	2 452,77
23152	2023001556	NORMANVILLE	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	26/05/2023	2023TDP.10	3 860,29
23152	2022001609	TOSNY	STPEE	06/01/2023	19TDP13	25 291,02
23152	2023003219	BOISSEY LE CHATEL	PETITJEAN	16/11/2023	2023FEP.2	303,60
23152	2023002856	BOISSEY LE CHATEL	PETITJEAN	17/10/2023	2023FEP.2	2 732,40
23152	2022003962	VENTES (LES)	TEAM RESEAUX SAS	06/01/2023	19TDP10	6 579,10
23152	2022002164	BOURTH	LEBRUN MARIE	06/01/2023	2022TEP08	2 000,00
23152	2022003331	BOISSEY LE CHATEL	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	06/01/2023	19TDP02	2 917,35

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTES - EXERCICE 2023

Etablissement : SYND INTERCOMM ELECTRICITE GAZ 27

Budget : SIEGE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant engagé
23152	2023003203	PONT SAINT PIERRE	FONTES DE PARIS	16/11/2023	2023FEP.8	798,56
23152	2023002399	BOULLEVILLE	SPIE CITYNETWORKS	22/08/2023	2022TEP01	3 600,00
23152	2023003344	CHARLEVAL	STPEE	29/11/2023	2023TDP.15	2 000,00
23152	2023003346	BUEIL	COMATELEC SCHREDER SAS	29/11/2023	2023FEP.7	16 554,76
23152	2023003438	TOUTAINVILLE	SPIE CITYNETWORKS	11/12/2023	2022TEP01	2 400,00
23152	2022003351	QUILLEBEUF SUR SEINE	SPIE CITYNETWORKS	06/01/2023	2022TEP01	6 840,00
23152	2023003272	PONT SAINT PIERRE	BLONDEL ELECTRICITE	23/11/2023	2022TEP15	1 000,00
23152	2023002970	CRESTOT	TEAM RESEAUX SAS	26/10/2023	2023TDP.6	29 000,00
23154	2023003413	ST QUENTIN DES ISLES	TOPO ETUDES	08/12/2023	21SBE04	600,00
23154	2023003357	TILLY	TOPO ETUDES	01/12/2023	21SBE07	1 200,00
23154	2023001703	BOSGOUET	ETUDIS	08/06/2023	21SBE02	800,00
23154	2023000011	HAYE MALHERBE (LA)	ETUDIS	04/01/2023	21SBE06	600,00
23154	2023001659	DANGU	REMATELEC	06/06/2023	2023FTR6.3	13 649,15
23154	2023002785	FAUVILLE	GB FORAGES DIRIGES	09/10/2023	2023HM34	12 480,00
23154	2023003472	BREUILPONT	BLONDEL ELECTRICITE	14/12/2023	2023TDX.11	7 500,00
23154	2023003122	FLANCOURT CATELON	REMATELEC	10/11/2023	2023FTR.2	14 042,95
23154	2023002529	BROGLIE	EPSYS	15/09/2023	2023FTR.1	22 250,27
23154	2023001057	APPEVILLE DIT ANNEBAULT	GAGNERAUD CONSTRUCTION	03/04/2023	2023TDP.2	7 229,38
23154	2023002053	NASSANDRES	TEAM RESEAUX SAS	10/07/2023	2023TDX.4	6 400,00
23154	2023003024	FRESNE L'ARCHEVEQUE	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	27/10/2023	2023TDP.13	20 000,00
23154	2023003427	HAYE DE ROUTOT (LA)	ETUDIS	08/12/2023	21SBE02	800,00
23154	2023003534	PLESSIS GROHAN (LE)	TOPO ETUDES	22/12/2023	21SBE09	1 000,00
23154	2023003231	ST OUEN DE THOUBERVILLE	ETUDIS	17/11/2023	21SBE02	1 500,00
23154	2023001081	CRESTOT	TOPO ETUDES	05/04/2023	21SBE05	264,84
23154	2023002815	BOSROBERT	TEAM RESEAUX SAS	12/10/2023	2023TDX.4	15 000,00
23154	2023002854	AIGLEVILLE	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	17/10/2023	2023TDP.11	10 187,12
23154	2023002772	TILLIERES SUR AVRE	RESEAUX ENVIRONNEMENT	06/10/2023	2023TDP.8	11 000,00
23154	2023003062	GRANDCAMP	RESEAUX ENVIRONNEMENT	07/11/2023	2023TDX.5	6 000,00
23154	2023003265	CHARLEVAL	ETUDIS	22/11/2023	21SBE03	800,00
23154	2023003420	CHARLEVAL	ETUDIS	08/12/2023	21SBE03	800,00
23154	2023003059	CLAVILLE	TOPO ETUDES	06/11/2023	21SBE05	195,19
23154	2023003271	EPINAY	TOPO ETUDES	23/11/2023	21SBE04	71,57
23154	2023002653	BACQUEPUIS	TEAM RESEAUX SAS	25/09/2023	2023TDX.6	15 640,86
23154	2022003533	NORMANVILLE	TEAM RESEAUX SAS	06/01/2023	19TDP10	2 194,81
23154	2023003270	TILLIERES SUR AVRE	TOPO ETUDES	22/11/2023	21SBE08	214,72

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTES - EXERCICE 2023

Etablissement : SYND INTERCOMM ELECTRICITE GAZ 27

Budget : SIEGE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant engagé
23154	2023003266	BERNOUVILLE	STPEE	22/11/2023	2023TDP.14	38 000,00
23154	2023002788	VRAIVILLE	TEAM RESEAUX SAS	10/10/2023	2023TDP.6	7 324,92
23154	2023002839	BROGLIE	RESEAUX ENVIRONNEMENT	16/10/2023	2023TDX.5	13 503,61
23154	2023002816	GUICHAINVILLE	TEAM RESEAUX SAS	12/10/2023	2023TDX.10	5 959,76
23154	2023002375	GOUPILLIERES	TEAM RESEAUX SAS	11/08/2023	2023TDX.4	20 000,00
23154	2023003487	ROUTOT	ETUDIS	14/12/2023	21SBE02	1 000,00
23154	2023003526	TRINITE DE REVILLE (LA)	TOPO ETUDES	18/12/2023	21SBE04	1 000,00
23154	2023003210	ETREVILLE	ETUDIS	16/11/2023	21SBE02	1 000,00
23154	2023002770	BOSROBERT	TOPO ETUDES	06/10/2023	21SBE04	200,00
23154	2023003430	AMECOURT	BLONDEL ELECTRICITE	11/12/2023	2023TDX.14	11 000,00
23154	2023002994	BARQUET	TEAM RESEAUX SAS	26/10/2023	2023TDX.4	10 000,00
23154	2023001220	ST PIERRE DE CERNIERES	RESEAUX ENVIRONNEMENT	20/04/2023	2023TDX.5	7 800,00
23154	2023001170	BERNOUVILLE	EPSYS	17/04/2023	2023FTR6.1	16 681,37
23154	2023002823	BROSVILLE	TEAM RESEAUX SAS	13/10/2023	2023TDX.6	5 061,76
23154	2023003384	MOUSSEAUX NEUVILLE	TOPO ETUDES	05/12/2023	21SBE09	800,00
23154	2023003301	GAILLARDBOIS CRESSENVILLE	ETUDIS	27/11/2023	21SBE03	1 000,00
23154	2023003303	BROSVILLE	TOPO ETUDES	28/11/2023	21SBE05	1 000,00
23154	2023001660	DANGU	EPSYS	06/06/2023	2023FTR6.8	26 306,41
23154	2023003428	JOUY SUR EURE	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	11/12/2023	2023TDP.11	30 500,00
23154	2023003153	JOUY SUR EURE	TOPO ETUDES	13/11/2023	21SBE09	500,00
23154	2023003359	THOMER LA SOGNE	TOPO ETUDES	01/12/2023	21SBE08	200,00
23154	2023002450	COUTURE BOUSSEY (LA)	LESENS-OMEXOM	05/09/2023	2023TDP.9	8 500,00
23154	2023001414	BERVILLE SUR MER	RESEAUX ENVIRONNEMENT	11/05/2023	2023TDP.1	16 000,00
23154	2023002867	ROUTOT	EPSYS	18/10/2023	2023FTR.1	21 631,60
23154	2022000043	FLEURY LA FORET	AVENEL	06/01/2023	19TDX15	4 909,60
23154	2023001522	AILLY	SAPN	25/05/2023	2023HM16	948,00
23154	2023003533	MAINNEVILLE	ETUDIS	22/12/2023	21SBE03	700,00
23154	2023003453	VIEIL EVREUX	TOPO ETUDES	13/12/2023	21SBE09	1 500,00
23154	2023003063	MAINNEVILLE	ETUDIS	07/11/2023	21SBE03	1 000,00
23154	2023003469	BREUILPONT	TOPO ETUDES	14/12/2023	21SBE07	800,00
23154	2023002554	DT 192436 LA COUTURE BOUSSEY EXT RUE D'EZY	LDTP	19/09/2023	2023TDP.9	4 350,00
23154	2023002541	BROGLIE	TOPO ETUDES	18/09/2023	21SBE04	400,00
23154	2023003124	AUTHOU	SAS DR	10/11/2023	2023TDX.2	7 000,00
23154	2023002771	COUTURE BOUSSEY (LA)	LESENS-OMEXOM	06/10/2023	2023TDP.9	33 000,00
23154	2023003086	GUICHAINVILLE	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	09/11/2023	2023TDP.10	13 000,00

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTES - EXERCICE 2023

Etablissement : SYND INTERCOMM ELECTRICITE GAZ 27

Budget : SIEGE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant engagé
23154	2023003343	CHARLEVAL	STPEE	29/11/2023	2023TDP.15	7 000,00
23154	2023003305	COURBEPINE	RESEAUX ENVIRONNEMENT	28/11/2023	2023TDX.5	11 000,00
23154	2023003372	ST PIERRE DE CERNIERES	TOPO ETUDES	05/12/2023	21SBE04	600,00
23154	2023003304	SURTAUVILLE	ETUDIS	28/11/2023	21SBE06	600,00
23154	2023003247	CONDE SUR ITON	TOPO ETUDES	20/11/2023	21SBE08	1 000,00
23154	2023003250	BOURG BEAUDOUIN	ETUDIS	21/11/2023	21SBE03	1 500,00
23154	2023001174	DANGU	ETUDIS	17/04/2023	21SBE03	600,00
23154	2023002833	ST ETIENNE L'ALLIER	RESEAUX ENVIRONNEMENT	16/10/2023	2023TDP.3	35 000,00
23154	2023003407	THOMER LA SOGNE	SAS DR	07/12/2023	2023TDX.7	6 000,00
23154	2023003354	MANTHELON	SAS DR	30/11/2023	2023TDX.7	15 000,00
23154	2023002920	LIEUREY	RESEAUX ENVIRONNEMENT	24/10/2023	2023TDX.3	9 000,00
23154	2023001632	BOULAY MORIN (LE)	TEAM RESEAUX SAS	05/06/2023	2023TDX.10	1 297,12
23154	2023003264	CLAVILLE	TEAM RESEAUX SAS	22/11/2023	2023TDP.7	6 096,07
23154	2023003441	FRESNE L'ARCHEVEQUE	ENEDIS D	12/12/2023	2022TSTHT01	3 600,00
23154	2023002981	BAUX DE BRETEUIL (LES)	RESEAUX ENVIRONNEMENT	26/10/2023	2023TDX.8	6 000,00
23154	2023003321	CESSEVILLE	TOPO ETUDES	29/11/2023	21SBE05	300,00
23154	2023003455	ROMILLY LA PUTHENAYE	TOPO ETUDES	13/12/2023	21SBE04	500,00
23154	2023002039	FRESNE L'ARCHEVEQUE	TOPO ETUDES	07/07/2023	21SBE07	759,58
23154	2023000013	HAYE MALHERBE (LA)	ETUDIS	04/01/2023	21SBE06	600,00
23154	2023000012	HAYE MALHERBE (LA)	ETUDIS	04/01/2023	21SBE06	600,00
23154	2023001665	DOUAINS	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	06/06/2023	2023TDP.11	24 885,62
23154	2023003394	FAUVILLE	HURE CANALISATIONS	06/12/2023	2023TFDS1.1	5 232,00
23154	2023002927	ST SYMPHORIEN	RESEAUX ENVIRONNEMENT	25/10/2023	2023TDX.1	7 000,00
23154	2023003123	FLANCOURT CATELON	EPSYS	10/11/2023	2023FTR.5	31 527,54
23154	2023003249	CONTEVILLE	RESEAUX ENVIRONNEMENT	20/11/2023	2023TDX.1	13 500,00
23154	2023002388	APPEVILLE DIT ANNEBAULT	ENEDIS D	17/08/2023	2022TSTHT01	3 600,00
23154	2023003527	ECOUIS	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	19/12/2023	2023TDP.13	15 000,00
23154	2023000926	ECOUIS	EPSYS	22/03/2023	2023FTR6.1	19 647,38
23154	2023001269	VRAIVILLE	ETUDIS	26/04/2023	21SBE06	663,37
23154	2023002251	ST PIERRE DES FLEURS	TEAM RESEAUX SAS	28/07/2023	2023TDX.6	7 066,88
23154	2023003027	BERNIERES SUR SEINE	BLONDEL ELECTRICITE	27/10/2023	2023TDX.13	16 000,00
23154	2023001307	GAUVILLE LA CAMPAGNE	TEAM RESEAUX SAS	02/05/2023	2023TDX.10	1 349,46
23154	2023002851	EPINAY	RESEAUX ENVIRONNEMENT	16/10/2023	2023TDX.5	10 000,00
23154	2023002884	BAUX DE BRETEUIL (LES)	TOPO ETUDES	19/10/2023	21SBE08	160,06
23155	2023003035	ST JUST	PETITJEAN	30/10/2023	2023FEP.2	1 200,00

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTES - EXERCICE 2023

Etablissement : SYND INTERCOMM ELECTRICITE GAZ 27

Budget : SIEGE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant engagé
23155	2023002377	MADELEINE DE NONANCOURT (LA)	LEBRUN MARIE	11/08/2023	2022TEP09	5 400,00
23155	2023003504	PACY SUR EURE	COMATELEC SCHREDER SAS	15/12/2023	2023FEP.6	8 055,10
23155	2023002575	BONNEVILLE SUR ITON (LA)	LEBRUN MARIE	20/09/2023	2022TEP07	3 000,00
23155	2023003021	ST SEBASTIEN DE MORSENT	LEBRUN MARIE	27/10/2023	2022TEP10	82 500,00
23155	2023002922	MANNEVILLE SUR RISLE	RESEAUX ENVIRONNEMENT	25/10/2023	2023TDP.1	3 600,00
23155	2023003048	ST MARCEL	LEBRUN MARIE	31/10/2023	2022TEP11	3 000,00
23155	2023003045	ST MARCEL	COMATELEC SCHREDER SAS	31/10/2023	2023FEP.6	3 398,40
23155	2023003106	GASNY	PETITJEAN	10/11/2023	2023FEP.2	7 672,32
23155	2023003168	VERNEUIL SUR AVRE	PETITJEAN	14/11/2023	2023FEP.2	1 214,40
23155	2023003180	VERNEUIL SUR AVRE	RESEAUX ENVIRONNEMENT	14/11/2023	2023TDP.8	5 000,00
23155	2023003476	VERNEUIL SUR AVRE	COMATELEC SCHREDER SAS	14/12/2023	2023FEP.6	7 016,87
23155	2023001836	PITRES	COMATELEC SCHREDER SAS	16/06/2023	2023FEP.6	3 198,00
23155	2023003281	RUGLES	RESEAUX ENVIRONNEMENT	24/11/2023	2023TDP.8	21 000,00
23155	2023002647	BONNEVILLE SUR ITON (LA)	LEBRUN MARIE	25/09/2023	2022TEP07	5 000,00
23155	2023002255	FLEURY SUR ANDELLE	COMATELEC SCHREDER SAS	28/07/2023	2023FEP.6	3 168,00
23155	2023003105	ST MARCEL	LEBRUN MARIE	10/11/2023	2022TEP11	11 500,00
23155	2023003103	ST MARCEL	LEBRUN MARIE	10/11/2023	2022TEP11	4 500,00
23155	2023003101	ST MARCEL	LEBRUN MARIE	10/11/2023	2022TEP11	5 500,00
23155	2023003353	ANDELYS (LES)	FONTES DE PARIS	30/11/2023	2023FEP.8	544,33
23155	2023003352	ANDELYS (LES)	PETITJEAN	30/11/2023	2023FEP.2	313,20
23155	2023002447	THUIT HEBERT	TEAM RESEAUX SAS	04/09/2023	2022TEP02	10 000,00
23155	2023003119	LOUVIERS	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	10/11/2023	2023TDP.12	7 500,00
23155	2023003133	LOUVIERS	PETITJEAN	10/11/2023	2023FEP.2	1 214,40
23155	2023003115	LOUVIERS	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	10/11/2023	2023TDP.12	5 000,00
23155	2023002071	GAILLON	BLONDEL ELECTRICITE	11/07/2023	2022TEP13	6 000,00
23155	2022003504	BEUZEVILLE	RESEAUX ENVIRONNEMENT	06/01/2023	19TDP01	5 897,36
23155	2023003046	ST MARCEL	LEBRUN MARIE	31/10/2023	2022TEP11	3 000,00
23155	2022004134	BEUZEVILLE	SPIE CITYNETWORKS	05/01/2023	2022TEP01	3 900,00
23155	2023001119	VERNEUIL SUR AVRE	RESEAUX ENVIRONNEMENT	11/04/2023	2023TDP.8	23 400,20
23155	2023003252	VERNEUIL SUR AVRE	COMATELEC SCHREDER SAS	21/11/2023	2023FEP.7	2 814,72
23155	2023000528	GISORS	STPEE	13/02/2023	2023TDP.14	1 185,22
23155	2023002485	FLEURY SUR ANDELLE	STPEE	12/09/2023	2023TDP.15	15 078,42
23155	2023003033	ST JUST	COMATELEC SCHREDER SAS	30/10/2023	2023FEP.6	5 280,00
23155	2023003034	ST JUST	FONTES DE PARIS	30/10/2023	2023FEP.8	5 290,27
23155	2023003030	ST JUST	FONTES DE PARIS	30/10/2023	2023FEP.8	8 680,80

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTES - EXERCICE 2023

Etablissement : SYND INTERCOMM ELECTRICITE GAZ 27

Budget : SIEGE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant engagé
23155	2023003089	ST MARCEL	COMATELEC SCHREDER SAS	09/11/2023	2023FEP.6	4 147,20
23155	2023003132	LOUVIERS	PETITJEAN	10/11/2023	2023FEP.2	1 821,60
23155	2023002100	GAILLON	BLONDEL ELECTRICITE	13/07/2023	2022TEP13	20 000,00
23155	2023003042	ST MARCEL	PETITJEAN	31/10/2023	2023FEP.2	2 160,00
23155	2023001668	ST PIERRE D'AUTILS	LEBRUN MARIE	06/06/2023	2022TEP11	2 000,00
23155	2023003107	GASNY	LEBRUN MARIE	10/11/2023	2022TEP11	6 000,00
23155	2023002685	VERNEUIL SUR AVRE	PETITJEAN	28/09/2023	2023FEP.2	303,60
23155	2023003174	VERNEUIL SUR AVRE	METALOGALVA FRANCE	14/11/2023	2023FEP.4	3 201,60
23155	2023001545	GUEROULDE (LA)	RESEAUX ENVIRONNEMENT	26/05/2023	2023TDP.8	2 689,42
23155	2023002439	FLEURY SUR ANDELLE	BLONDEL ELECTRICITE	01/09/2023	2022TEP15	14 000,00
23155	2023003036	ST JUST	COMATELEC SCHREDER SAS	30/10/2023	2023FEP.6	1 200,00
23155	2023003088	ST MARCEL	COMATELEC SCHREDER SAS	09/11/2023	2023FEP.6	5 280,00
23155	2023003044	ST MARCEL	COMATELEC SCHREDER SAS	31/10/2023	2023FEP.6	6 336,00
23155	2023002391	BEAUMONT LE ROGER	COMATELEC SCHREDER SAS	18/08/2023	2023FEP.6	6 012,00
23155	2023000910	VERNON	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	21/03/2023	2023TDP.11	921,79
23155	2023002512	GASNY	LEBRUN MARIE	14/09/2023	2022TEP11	7 500,00
23155	2023003474	VERNEUIL SUR AVRE	PETITJEAN	14/12/2023	2023FEP.2	2 918,40
23155	2023003079	GRAVIGNY	LEBRUN MARIE	08/11/2023	2022TEP10	3 300,00
23155	2023002482	FLEURY SUR ANDELLE	METALOGALVA FRANCE	12/09/2023	2023FEP.4	5 015,40
23155	2023003041	ST JUST	LEBRUN MARIE	31/10/2023	2022TEP11	3 700,00
23155	2023003031	ST JUST	FONTES DE PARIS	30/10/2023	2023FEP.8	744,00
23155	2023003090	ST MARCEL	COMATELEC SCHREDER SAS	09/11/2023	2023FEP.6	8 236,80
23155	2023003102	ST MARCEL	LEBRUN MARIE	10/11/2023	2022TEP11	4 500,00
23155	2023003097	ST MARCEL	PETITJEAN	10/11/2023	2023FEP.2	7 271,04
23155	2023003043	ST MARCEL	COMATELEC SCHREDER SAS	31/10/2023	2023FEP.6	1 922,40
23155	2023001797	DT 211559 VERNEUIL SUR AVRE RN12 RUE AVRE ET BOULL	SPIE CITYNETWORKS	15/06/2023	2023TDP.8	4 519,00
23155	2023003162	MENNEVAL	TEAM RESEAUX SAS	13/11/2023	2022TEP05	9 600,00
23155	2023003032	ST JUST	COMATELEC SCHREDER SAS	30/10/2023	2023FEP.6	11 280,00
23155	2023002080	MADELEINE DE NONANCOURT (LA)	LEBRUN MARIE	12/07/2023	2022TEP09	3 200,00
23155	2023002186	NONANCOURT	METALOGALVA FRANCE	21/07/2023	2023FEP.4	1 250,40
23155	2023003501	PACY SUR EURE	PETITJEAN	15/12/2023	2023FEP.2	5 933,76
23155	2023003092	ST MARCEL	COMATELEC SCHREDER SAS	09/11/2023	2023FEP.6	5 040,00
23155	2023002042	BERNAY	RESEAUX ENVIRONNEMENT	07/07/2023	2023TDP.5	6 238,72
23155	2022000469	PACY SUR EURE	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	06/01/2023	19TDP11	3 783,75
23155	2023003248	VERNEUIL SUR AVRE	COMATELEC SCHREDER SAS	20/11/2023	2023FEP.7	760,32

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTES - EXERCICE 2023

Etablissement : SYND INTERCOMM ELECTRICITE GAZ 27

Budget : SIEGE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant engagé
23155	2023003475	VERNEUIL SUR AVRE	METALOGALVA FRANCE	14/12/2023	2023FEP.4	7 203,60
23155	2023001207	ROMILLY SUR ANDELLE	BLONDEL ELECTRICITE	19/04/2023	2022TEP15	35 000,00
23155	2023003528	IVRY LA BATAILLE	LEBRUN MARIE	20/12/2023	2022TEP09	1 800,00
23155	2023002645	BONNEVILLE SUR ITON (LA)	COMATELEC SCHREDER SAS	25/09/2023	2023FEP.6	5 280,00
23155	2023003039	ST JUST	LEBRUN MARIE	31/10/2023	2022TEP11	10 500,00
23155	2023003104	ST MARCEL	LEBRUN MARIE	10/11/2023	2022TEP11	7 500,00
23155	2023002535	ANDELYS (LES)	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	15/09/2023	2023TDP.13	15 211,55
23155	2023003019	ST SEBASTIEN DE MORSENT	COMATELEC SCHREDER SAS	27/10/2023	2023FEP.6	40 128,00
23155	2023002990	MANNEVILLE SUR RISLE	PETITJEAN	26/10/2023	2023FEP.2	286,80
23155	2023003047	ST MARCEL	LEBRUN MARIE	31/10/2023	2022TEP11	6 000,00
23155	2022002828	PACY SUR EURE	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	06/01/2023	19TDP11	4 205,70
23155	2023003253	VERNEUIL SUR AVRE	COMATELEC SCHREDER SAS	21/11/2023	2023FEP.6	1 966,99
23155	2023003478	VERNEUIL SUR AVRE	COMATELEC SCHREDER SAS	14/12/2023	2023FEP.7	7 536,00
23155	2023002570	IVRY LA BATAILLE	COMATELEC SCHREDER SAS	20/09/2023	2023FEP.6	1 944,00
23155	2023003037	ST JUST	COMATELEC SCHREDER SAS	30/10/2023	2023FEP.6	8 400,00
23155	2023003040	ST JUST	LEBRUN MARIE	31/10/2023	2022TEP11	7 500,00
23155	2023003100	ST MARCEL	COMATELEC SCHREDER SAS	10/11/2023	2023FEP.6	4 646,40
23155	2023003016	ST SEBASTIEN DE MORSENT	PETITJEAN	27/10/2023	2023FEP.2	54 492,00
23155	2023002776	VERNON	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	09/10/2023	2023TDP.11	7 037,04
23156	2022003503	BEUZEVILLE	RESEAUX ENVIRONNEMENT	06/01/2023	19TDP01	19 483,60
23156	2023003245	RUGLES	TOPO ETUDES	20/11/2023	21SBE08	2 121,65
23156	2023003179	VERNEUIL SUR AVRE	RESEAUX ENVIRONNEMENT	14/11/2023	2023TDP.8	28 000,00
23156	2023003192	VERNEUIL SUR AVRE	TOPO ETUDES	15/11/2023	21SBE08	2 000,00
23156	2023001544	GUEROULDE (LA)	RESEAUX ENVIRONNEMENT	26/05/2023	2023TDP.8	14 133,28
23156	2023003470	BONNEVILLE SUR ITON (LA)	TOPO ETUDES	14/12/2023	21SBE05	1 700,00
23156	2023002921	MANNEVILLE SUR RISLE	RESEAUX ENVIRONNEMENT	25/10/2023	2023TDP.1	34 000,00
23156	2023001118	VERNEUIL SUR AVRE	RESEAUX ENVIRONNEMENT	11/04/2023	2023TDP.8	106 598,86
23156	2023003280	RUGLES	RESEAUX ENVIRONNEMENT	24/11/2023	2023TDP.8	65 000,00
23156	2023002484	FLEURY SUR ANDELLE	STPEE	12/09/2023	2023TDP.15	46 717,31
23156	2023002534	ANDELYS (LES)	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	15/09/2023	2023TDP.13	121 223,21
23156	2022000468	PACY SUR EURE	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	06/01/2023	19TDP11	29 062,16
23156	2023002814	DT 211523 LES ANDELYS RUE DES DEPORTES MARTYRS	LDTP	12/10/2023	2023TDP.13	58 806,00
23156	2023002440	FLEURY SUR ANDELLE	ETUDIS	01/09/2023	21SBE03	1 500,00
23156	2023002228	ANDELYS (LES)	TOPO ETUDES	25/07/2023	21SBE07	2 000,00
23156	2023003298	DT 211566 VERNEUIL SUR AVRE CARREFOUR RUE PASTEUR	SPIE CITYNETWORKS	27/11/2023	2023TDP.8	33 000,00

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTES - EXERCICE 2023

Etablissement : SYND INTERCOMM ELECTRICITE GAZ 27

Budget : SIEGE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant engagé
23157	2023002041	BERNAY	RESEAUX ENVIRONNEMENT	07/07/2023	2023TDP.5	18 823,35
23157	2023000909	VERNON	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	21/03/2023	2023TDP.11	105 298,21
23157	2023002775	VERNON	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	09/10/2023	2023TDP.11	87 468,43
23157	2023001615	DT 192374 VERNON AVENUE DE PARIS TR2 GF 722681002	TPERRIN	02/06/2023	2023TDP.11	914,23
23157	2023002673	VERNON	TOPO ETUDES	27/09/2023	21SBE07	3 500,00
23157	2023003118	LOUVIERS	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	10/11/2023	2023TDP.12	54 000,00
23157	2023003114	LOUVIERS	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	10/11/2023	2023TDP.12	40 000,00
23157	2023001204	PONT AUDEMER	ETUDIS	19/04/2023	21SBE02	1 000,00
23158	2023002633	GAILLON	BLONDEL ELECTRICITE	22/09/2023	2023SMEP.2	820,00
23158	2023002631	GAILLON	BLONDEL ELECTRICITE	22/09/2023	2023SMEP.2	360,00
23158	2022001115	NONANCOURT	LEBRUN MARIE	06/01/2023	19MEP01	145,00
23158	2023003332	PITRES	PETITJEAN	29/11/2023	2023FEP.2	284,16
23158	2023003216	FRANQUEVILLE	COMATELEC SCHREDER SAS	16/11/2023	2023FEP.6	211,20
23158	2023003523	DAMVILLE	PETITJEAN	18/12/2023	2023FEP.2	301,92
23158	2023003522	BEMECOURT	LEBRUN MARIE	18/12/2023	2023SMEP.1	150,00
23158	2023003317	BOURGTHEROULDE INFREVILLE	COMATELEC SCHREDER SAS	29/11/2023	2023FEP.7	392,72
23158	2023003325	PITRES	BLONDEL ELECTRICITE	29/11/2023	2023SMEP.2	100,00
23158	2023002742	FRANCHEVILLE	RAGNI	03/10/2023	2023HM37	222,00
23158	2023003330	PITRES	COMATELEC SCHREDER SAS	29/11/2023	2023FEP.6	422,40
23158	2023003338	PITRES	COMATELEC SCHREDER SAS	29/11/2023	2023FEP.6	211,20
23158	2023003341	PITRES	COMATELEC SCHREDER SAS	29/11/2023	2023FEP.6	211,20
23158	2023002957	BOSC ROGER EN ROUMOIS	COMATELEC SCHREDER SAS	26/10/2023	2023FEP.6	441,60
23158	2023003214	VERNEUIL SUR AVRE	COMATELEC SCHREDER SAS	16/11/2023	2023FEP.7	392,72
23158	2023003425	CHENNEBRUN	TOPO ETUDES	08/12/2023	21SBE08	127,52
23158	2023000205	NONANCOURT	COMATELEC SCHREDER SAS	20/01/2023	2023FEP.6	211,20
23158	2023000189	BEMECOURT	COMATELEC SCHREDER SAS	19/01/2023	2023FEP.6	211,20
23158	2023000183	THUIT SIGNOL	COMATELEC SCHREDER SAS	19/01/2023	2023FEP.6	211,20
23158	2023002661	VERNEUIL SUR AVRE	COMATELEC SCHREDER SAS	25/09/2023	2023FEP.7	2 478,66
23158	2023002659	VERNEUIL SUR AVRE	LEBRUN MARIE	25/09/2023	2023SMEP.1	1 850,00
23158	2023002951	GASNY	BLONDEL ELECTRICITE	25/10/2023	2023SMEP.2	580,00
23158	2023002977	GASNY	COMATELEC SCHREDER SAS	26/10/2023	2023FEP.6	230,40
23158	2023000418	ANDELYS (LES)	COMATELEC SCHREDER SAS	02/02/2023	2023FEP.6	211,20
23158	2022002905	GOUVILLE	LEBRUN MARIE	06/01/2023	19MEP01	300,00
23158	2023002629	GAILLON	BLONDEL ELECTRICITE	22/09/2023	2023SMEP.2	475,00
23158	2022000395	GRAVIGNY	TEAM RESEAUX SAS	06/01/2023	19MEP06	411,97

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTES - EXERCICE 2023

Etablissement : SYND INTERCOMM ELECTRICITE GAZ 27

Budget : SIEGE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant engagé
23158	2022001577	SAUSSAYE (LA)	BLONDEL ELECTRICITE	06/01/2023	19MEP03	730,00
23158	2023003328	PITRES	COMATELEC SCHREDER SAS	29/11/2023	2023FEP.6	844,80
23158	2023003419	GRAVIGNY	TEAM RESEAUX SAS	08/12/2023	2023SMEP.6	140,00
23158	2023003418	GRAVIGNY	COMATELEC SCHREDER SAS	08/12/2023	2023FEP.6	211,20
23158	2023003336	PITRES	BLONDEL ELECTRICITE	29/11/2023	2023SMEP.2	230,00
23158	2023003342	PITRES	BLONDEL ELECTRICITE	29/11/2023	2023SMEP.2	1 160,00
23158	2023003517	FATOUVILLE GRESTAIN	BLONDEL ELECTRICITE	15/12/2023	2023SMEP.4	160,00
23158	2023003502	GUICHAINVILLE	TEAM RESEAUX SAS	15/12/2023	2023SMEP.6	120,00
23158	2023002958	BOSC ROGER EN ROUMOIS	BLONDEL ELECTRICITE	26/10/2023	2023SMEP.4	200,00
23158	2023003440	BONNEVILLE SUR ITON (LA)	TEAM RESEAUX SAS	11/12/2023	2023SMEP.6	1 550,00
23158	2023001877	BONNEVILLE SUR ITON (LA)	TEAM RESEAUX SAS	20/06/2023	19MEP06	1 300,00
23158	2023002950	GASNY	COMATELEC SCHREDER SAS	25/10/2023	2023FEP.6	1 286,40
23158	2023002347	ST MARCEL	BLONDEL ELECTRICITE	08/08/2023	2023SMEP.2	90,00
23158	2023002291	ST MARCEL	BLONDEL ELECTRICITE	03/08/2023	2023SMEP.2	1 000,00
23158	2023002281	ST MARCEL	BLONDEL ELECTRICITE	03/08/2023	2023SMEP.2	1 000,00
23158	2023002722	TOUTAINVILLE	COMATELEC SCHREDER SAS	02/10/2023	2023FEP.6	453,12
23158	2022001123	ST GERMAIN SUR AVRE	LEBRUN MARIE	06/01/2023	19MEP01	135,00
23158	2023003327	PITRES	BLONDEL ELECTRICITE	29/11/2023	2023SMEP.2	100,00
23158	2022001603	ANDELYS (LES)	BLONDEL ELECTRICITE	06/01/2023	19MEP02	355,00
23158	2023002743	FRANCHEVILLE	LEBRUN MARIE	03/10/2023	2023SMEP.1	80,00
23158	2023003349	BOSC ROGER EN ROUMOIS	BLONDEL ELECTRICITE	29/11/2023	2023SMEP.4	100,00
23158	2023003340	PITRES	PETITJEAN	29/11/2023	2023FEP.2	551,04
23158	2023003308	MAINNEVILLE	BLONDEL ELECTRICITE	28/11/2023	2023SMEP.2	85,00
23158	2023003217	FRANQUEVILLE	BLONDEL ELECTRICITE	16/11/2023	2023SMEP.3	100,00
23158	2023003524	DAMVILLE	FONTES DE PARIS	18/12/2023	2023FEP.8	454,27
23158	2023001719	RONCENAY AUTHENAY (LE)	LEBRUN MARIE	09/06/2023	19MEP01	590,00
23158	2023002931	BUIS SUR DAMVILLE	LEBRUN MARIE	25/10/2023	2023SMEP.1	150,00
23158	2023002657	VERNEUIL SUR AVRE	LEBRUN MARIE	25/09/2023	2023SMEP.1	150,00
23158	2023002947	GASNY	BLONDEL ELECTRICITE	25/10/2023	2023SMEP.2	300,00
23158	2023002963	GASNY	COMATELEC SCHREDER SAS	26/10/2023	2023FEP.6	230,40
23158	2023002978	GASNY	BLONDEL ELECTRICITE	26/10/2023	2023SMEP.2	230,00
23158	2023002991	GASNY	BLONDEL ELECTRICITE	26/10/2023	2023SMEP.2	900,00
23158	2023002350	ST MARCEL	BLONDEL ELECTRICITE	08/08/2023	2023SMEP.2	1 980,00
23158	2023000571	GOUVILLE	COMATELEC SCHREDER SAS	14/02/2023	2023FEP.6	211,20
23158	2023002286	ST MARCEL	BLONDEL ELECTRICITE	03/08/2023	2023SMEP.2	295,00

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTES - EXERCICE 2023

Etablissement : SYND INTERCOMM ELECTRICITE GAZ 27

Budget : SIEGE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant engagé
23158	2023000244	EZY SUR EURE	LEBRUN MARIE	23/01/2023	19MEP01	350,00
23158	2023002605	GASNY	BLONDEL ELECTRICITE	22/09/2023	2023SMEP.2	100,00
23158	2022003979	THIBERVILLE	TEAM RESEAUX SAS	06/01/2023	19MEP05	446,40
23158	2023003331	PITRES	BLONDEL ELECTRICITE	29/11/2023	2023SMEP.2	450,00
23158	2023003348	BOSC ROGER EN ROUMOIS	COMATELEC SCHREDER SAS	29/11/2023	2023FEP.6	230,40
23158	2023003334	PITRES	BLONDEL ELECTRICITE	29/11/2023	2023SMEP.2	400,00
23158	2023003310	ST CYR LA CAMPAGNE	BLONDEL ELECTRICITE	28/11/2023	2023SMEP.3	2 410,00
23158	2023003516	FATOUVILLE GRESTAIN	COMATELEC SCHREDER SAS	15/12/2023	2023FEP.6	230,40
23158	2023003514	FATOUVILLE GRESTAIN	BLONDEL ELECTRICITE	15/12/2023	2023SMEP.4	90,00
23158	2023003143	ST PIERRE DES FLEURS	BLONDEL ELECTRICITE	13/11/2023	2023SMEP.3	710,00
23158	2023003215	VERNEUIL SUR AVRE	LEBRUN MARIE	16/11/2023	2023SMEP.1	150,00
23158	2023002662	VERNEUIL SUR AVRE	LEBRUN MARIE	25/09/2023	2023SMEP.1	720,00
23158	2023002980	GASNY	BLONDEL ELECTRICITE	26/10/2023	2023SMEP.2	620,00
23158	2023003444	SERQUIGNY	TEAM RESEAUX SAS	12/12/2023	2023SMEP.5	290,00
23158	2023002669	GAILLON	BLONDEL ELECTRICITE	27/09/2023	2023SMEP.2	100,00
23158	2022002754	BONNEVILLE SUR ITON (LA)	TEAM RESEAUX SAS	06/01/2023	19MEP06	1 840,00
23158	2023003335	PITRES	COMATELEC SCHREDER SAS	29/11/2023	2023FEP.6	211,20
23158	2023003307	MAINNEVILLE	FONTES DE PARIS	28/11/2023	2023FEP.8	414,00
23158	2023002985	GASNY	BLONDEL ELECTRICITE	26/10/2023	2023SMEP.2	605,00
23158	2023003164	ST PIERRE DES FLEURS	BLONDEL ELECTRICITE	14/11/2023	2023SMEP.3	360,00
23158	2023003142	ST PIERRE DES FLEURS	PETITJEAN	13/11/2023	2023FEP.2	1 272,00
23158	2023003521	BEMECOURT	COMATELEC SCHREDER SAS	18/12/2023	2023FEP.6	230,40
23158	2023003429	CHAPELLE HARENG	ETUDIS	11/12/2023	21SBE01	136,63
23158	2023002658	VERNEUIL SUR AVRE	LEBRUN MARIE	25/09/2023	2023SMEP.1	800,00
23158	2023002964	GASNY	BLONDEL ELECTRICITE	26/10/2023	2023SMEP.2	230,00
23158	2023002987	GASNY	BLONDEL ELECTRICITE	26/10/2023	2023SMEP.2	680,00
23158	2023002932	GOUVILLE	COMATELEC SCHREDER SAS	25/10/2023	2023FEP.6	211,20
23158	2023002320	ST MARCEL	BLONDEL ELECTRICITE	08/08/2023	2023SMEP.2	290,00
23158	2023002339	ST MARCEL	BLONDEL ELECTRICITE	08/08/2023	2023SMEP.2	990,00
23158	2023001848	ANDELYS (LES)	BLONDEL ELECTRICITE	19/06/2023	19MEP02	1 150,00
23158	2023000410	ANDELYS (LES)	COMATELEC SCHREDER SAS	02/02/2023	2023FEP.6	211,20
23158	2022002735	ST DIDIER DES BOIS	BLONDEL ELECTRICITE	06/01/2023	19MEP03	51,30
23158	2023002621	GAILLON	BLONDEL ELECTRICITE	22/09/2023	2023SMEP.2	100,00
23158	2022000612	BOURGTHEROULDE INFREVILLE	BLONDEL ELECTRICITE	06/01/2023	21MEP02	635,00
23158	2023003324	PITRES	COMATELEC SCHREDER SAS	29/11/2023	2023FEP.6	211,20

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTES - EXERCICE 2023

Etablissement : SYND INTERCOMM ELECTRICITE GAZ 27

Budget : SIEGE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant engagé
23158	2023003329	PITRES	BLONDEL ELECTRICITE	29/11/2023	2023SMEP.2	900,00
23158	2023003347	EPEGARD	BLONDEL ELECTRICITE	29/11/2023	2023SMEP.3	1 140,00
23158	2023003333	PITRES	COMATELEC SCHREDER SAS	29/11/2023	2023FEP.6	422,40
23158	2023003339	PITRES	BLONDEL ELECTRICITE	29/11/2023	2023SMEP.2	100,00
23158	2023003513	FATOUVILLE GRESTAIN	FONTES DE PARIS	15/12/2023	2023FEP.8	414,00
23158	2023003167	ST PIERRE DES FLEURS	BLONDEL ELECTRICITE	14/11/2023	2023SMEP.3	360,00
23158	2023003525	DAMVILLE	LEBRUN MARIE	18/12/2023	2023SMEP.1	310,00
23158	2022003435	HAUVILLE	BLONDEL ELECTRICITE	06/01/2023	21MEP02	600,00
23158	2023003406	AVIRON	TOPO ETUDES	06/12/2023	21SBE09	129,40
23158	2023000132	CONTEVILLE	BLONDEL ELECTRICITE	13/01/2023	21MEP02	4 300,00
23158	2023000128	NONANCOURT	LEBRUN MARIE	13/01/2023	19MEP01	1 600,00
23158	2023002949	GASNY	BLONDEL ELECTRICITE	25/10/2023	2023SMEP.2	1 200,00
23158	2023002960	GASNY	BLONDEL ELECTRICITE	26/10/2023	2023SMEP.2	100,00
23158	2023002962	GASNY	BLONDEL ELECTRICITE	26/10/2023	2023SMEP.2	230,00
23158	2023002996	MONTAURE	BLONDEL ELECTRICITE	26/10/2023	2023SMEP.2	220,00
23158	2023002345	ST MARCEL	BLONDEL ELECTRICITE	08/08/2023	2023SMEP.2	365,00
23158	2023002273	ST MARCEL	BLONDEL ELECTRICITE	03/08/2023	2023SMEP.2	295,00
23158	2023002284	ST MARCEL	BLONDEL ELECTRICITE	03/08/2023	2023SMEP.2	1 000,00
23158	2023003446	GRAVIGNY	COMATELEC SCHREDER SAS	12/12/2023	2023FEP.6	231,60
23158	2023002624	GAILLON	BLONDEL ELECTRICITE	22/09/2023	2023SMEP.2	605,00
23158	2021002510	ST GERMAIN SUR AVRE	LEBRUN MARIE	06/01/2023	19MEP01	280,00
23158	2023003426	ARMENTIERES SUR AVRE	TOPO ETUDES	08/12/2023	21SBE08	127,52
23158	2023003148	ST PIERRE DES FLEURS	PETITJEAN	13/11/2023	2023FEP.2	5 724,00
23158	2023003149	ST PIERRE DES FLEURS	COMATELEC SCHREDER SAS	13/11/2023	2023FEP.6	422,40
23158	2023003151	ST PIERRE DES FLEURS	BLONDEL ELECTRICITE	13/11/2023	2023SMEP.3	4 200,00
23158	2023002993	GASNY	BLONDEL ELECTRICITE	26/10/2023	2023SMEP.2	94,44
23158	2023001847	ANDELYS (LES)	COMATELEC SCHREDER SAS	19/06/2023	2023FEP.6	230,40
23158	2023000243	EZY SUR EURE	LEBRUN MARIE	23/01/2023	19MEP01	1 250,00
23158	2023002726	TOURNEVILLE	TEAM RESEAUX SAS	02/10/2023	2023SMEP.6	1 360,00
23158	2023002724	TOUTAINVILLE	BLONDEL ELECTRICITE	02/10/2023	2023SMEP.4	155,00
23158	2023002618	GAILLON	BLONDEL ELECTRICITE	22/09/2023	2023SMEP.2	100,00
23158	2023002607	GASNY	BLONDEL ELECTRICITE	22/09/2023	2023SMEP.2	660,00
23158	2022001874	EPEGARD	TOPO ETUDES	06/01/2023	21SBE05	197,72
23158	2023002516	DAMPS (LES)	BLONDEL ELECTRICITE	14/09/2023	2023SMEP.2	230,00
23158	2023003318	BOURGTHEROULDE INFREVILLE	BLONDEL ELECTRICITE	29/11/2023	2023SMEP.4	85,00

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTES - EXERCICE 2023

Etablissement : SYND INTERCOMM ELECTRICITE GAZ 27

Budget : SIEGE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant engagé
23158	2023003309	ST CYR LA CAMPAGNE	PETITJEAN	28/11/2023	2023FEP.2	1 928,64
23158	2023003496	GASNY	BLONDEL ELECTRICITE	15/12/2023	2023SMEP.2	570,00
23158	2023002984	GASNY	PETITJEAN	26/10/2023	2023FEP.2	488,64
23158	2023003165	ST PIERRE DES FLEURS	PETITJEAN	14/11/2023	2023FEP.2	350,88
23158	2023003163	ST PIERRE DES FLEURS	PETITJEAN	14/11/2023	2023FEP.2	636,00
23158	2023000254	VERNEUIL SUR AVRE	COMATELEC SCHREDER SAS	24/01/2023	2023FEP.6	422,40
23158	2023002930	BUIS SUR DAMVILLE	COMATELEC SCHREDER SAS	25/10/2023	2023FEP.6	211,20
23158	2023002937	GRAVIGNY	TEAM RESEAUX SAS	25/10/2023	2023SMEP.6	420,00
23158	2023002979	GASNY	COMATELEC SCHREDER SAS	26/10/2023	2023FEP.6	921,60
23158	2023003003	NASSANDRES	BLONDEL ELECTRICITE	26/10/2023	2023SMEP.3	100,00
23158	2023002933	GOUVILLE	LEBRUN MARIE	25/10/2023	2023SMEP.1	150,00
23158	2023002351	ST MARCEL	METALOGALVA FRANCE	08/08/2023	2023FEP.4	678,60
23158	2023002353	ST MARCEL	BLONDEL ELECTRICITE	08/08/2023	2023SMEP.2	430,00
23158	2023002283	ST MARCEL	COMATELEC SCHREDER SAS	03/08/2023	2023FEP.6	240,00
23158	2023003447	GRAVIGNY	TEAM RESEAUX SAS	12/12/2023	2023SMEP.6	145,00
23158	2023003443	SERQUIGNY	PETITJEAN	12/12/2023	2023FEP.2	260,64
23158	2023002110	RONCENAY AUTHENAY (LE)	LEBRUN MARIE	13/07/2023	2023SMEP.1	520,00
23158	2023002632	GAILLON	PETITJEAN	22/09/2023	2023FEP.2	845,76
23158	2023003326	PITRES	COMATELEC SCHREDER SAS	29/11/2023	2023FEP.6	211,20
45813	2023003529	ST PHILBERT SUR BOISSEY	GAGNERAUD CONSTRUCTION	20/12/2023	2023TDP.2	18 000,00
45813	2023002895	DAMPS (LES)	BOUYGUES ENERGIE SERVICES	20/10/2023	2023TDP.12	2 500,00
45813	2023002732	NASSANDRES	GAGNERAUD CONSTRUCTION	02/10/2023	2023TDP.4	18 000,00
TOTAL						**9 577 326,24**

Désignation de l'établissement	**ARRETE A LA SOMME**	**Signature**
SYND INTERCOMM ELECTRICITE GAZ 27	**DE** neuf millions cinq cent quatre vingt douze mille deux cent seize Euros et 70 centimes	Le Président, Xavier HUBERT
Comptable assignataire		

+14 890.46
= 9 592 216.70

RECTIFICATION/ PRISE EN COMPTE DE L'ENGAGEMENT 2023001812 : 14 890.46€ soit montant a prendre en compte ci dessus

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

- SYND INTERCOMM ELECTRICITE GAZ 27 (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 25270197400021

POSTE COMPTABLE : SGC D EVREUX MUNICIPALE

M 14

Compte administratif

voté par nature

BUDGET : SIEGE (3)

ANNEE 2023

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières

B - Modalités de vote du budget

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser

A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres

A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres

B1 - Balance générale du budget - Dépenses

B2 - Balance générale du budget - Recettes

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses

A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes

B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses

B2 - Section d'investissement - Détail des recettes

B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles

IV - Annexes (6)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1)

A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie

A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette

A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux

A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours

A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture

A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement

A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N

A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme

A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes

A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements

A4 - Etat des provisions

A5 - Etalement des provisions

A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses

A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes

A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)

A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)

A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3)

A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3)

A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4)

A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4)

A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet

A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet

A8 - Etat des charges transférées

A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers

A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées

A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties

A10.3 - Opérations liées aux cessions

A10.4- Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées

A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties

A11 - Etat des travaux en régie

A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement

B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt

B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail

B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé

B1.5 - Etat des autres engagements donnés

B1.6 - Etat des engagements reçus

B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents

B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel

C1.2 - Actions de formation des élus

C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier

C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement

C3.2 - Liste des établissements publics créés

C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe

C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe

C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes

C3.6 - Identification des flux croisés

C4 - Suivi des opérations au titre du nouveau programme national de renouvellement urbain — Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes

D2 - Arrêté et signatures

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE		
229	SYND INTERCOMM ELECTRICITE GAZ 27 SIEGE	CA 2023

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population		
2	Produit des impositions directes/population		
3	Recettes réelles de fonctionnement/population		
4	Dépenses d'équipement brut/population		
5	Encours de dette/population		
6	DGF/population		
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)		
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)		
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)		
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)		

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, …) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES
MODALITES DE VOTE DU BUDGET

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-01-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

I
B

POUR MEMOIRE(1)

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - avec (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) budgétaires .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE

II

A1

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	15 294 905,60	G	28 229 063,33
	Section d'investissement	B	34 101 971,62	H	36 829 506,45
			+		+
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	2 836 938,55 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	6 943 098,63 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)
			=		=
	TOTAL (réalisations + reports)	= A+B+C+D	56 339 975,85	= G+H+I+J	67 895 508,33
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	9 592 216,70	L	5 079 608,84
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	9 592 216,70	= K+L	5 079 608,84
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	15 294 905,60	= G+I+K	31 066 001,88
	Section d'investissement	= B+D+F	50 637 286,95	= H+J+L	41 909 115,29
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	65 932 192,55	= G+H+I+J+K+L	72 975 117,17

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 9 592 216,70	L 5 079 608,84
010	Stocks (4)	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	4 825 408,84
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	25 485,22	0,00

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	117 113,57	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	9 411 117,91	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00
45813	Opération pour compte de tiers n° 3 - operations cpte de tiers coord. (2)	38 500,00	0,00
45823	Opération pour compte de tiers n° 3 - Operations cpte de tiers coord. (2)	0,00	254 200,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES — A2

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	9 433 500,00	8 200 877,22	0,00	0,00	1 232 622,78
012	Charges de personnel, frais assimilés	2 767 500,00	2 652 222,01	0,00	0,00	115 277,99
014	Atténuations de produits	3 400 000,00	3 234 237,58	0,00	0,00	165 762,42
65	Autres charges de gestion courante	655 700,00	430 945,52	0,00	0,00	224 754,48
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**16 256 700,00**	**14 518 282,33**	**0,00**	**0,00**	**1 738 417,67**
66	Charges financières	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
67	Charges exceptionnelles	20 000,00	832,17	0,00	0,00	19 167,83
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	1 500,00	1 011,77			488,23
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**16 280 200,00**	**14 520 126,27**	**0,00**	**0,00**	**1 760 073,73**
023	*Virement à la section d'investissement (2)*	*14 724 238,55*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*788 800,00*	*774 779,33*			*14 020,67*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***15 513 038,55***	***774 779,33***			***14 738 259,22***
TOTAL		**31 793 238,55**	**15 294 905,60**	**0,00**	**0,00**	**16 498 332,95**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		(3) **0,00**				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	45 000,00	59 709,20	0,00	0,00	-14 709,20
70	Produits services, domaine et ventes div	1 014 000,00	1 065 647,25	0,00	0,00	-51 647,25
73	Impôts et taxes	15 800 000,00	16 513 971,05	0,00	0,00	-713 971,05
74	Dotations et participations	6 945 000,00	5 555 238,02	0,00	0,00	1 389 761,98
75	Autres produits de gestion courante	4 950 500,00	4 904 686,29	0,00	0,00	45 813,71
Total des recettes de gestion courante		**28 754 500,00**	**28 099 251,81**	**0,00**	**0,00**	**655 248,19**
76	Produits financiers	30 000,00	5 969,86	0,00	0,00	24 030,14
77	Produits exceptionnels	171 800,00	123 841,66	0,00	0,00	47 958,34
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**28 956 300,00**	**28 229 063,33**	**0,00**	**0,00**	**727 236,67**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*0,00*	0,00			0,00
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL		**28 956 300,00**	**28 229 063,33**	**0,00**	**0,00**	**727 236,67**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		(3) **2 836 938,55**				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

II

A3

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	288 903,34	122 984,28	25 485,22	140 433,84
204	Subventions d'équipement versées	130 000,00	46 814,75	0,00	83 185,25
21	Immobilisations corporelles	730 193,89	579 567,71	117 113,57	33 512,61
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	43 699 703,94	30 671 956,33	9 411 117,91	3 616 629,70
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**44 848 801,17**	**31 421 323,07**	**9 553 716,70**	**3 873 761,40**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	400 000,00	252 263,13	0,00	147 736,87
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	2 855 000,00	2 268 047,86	0,00	586 952,14
27	Autres immobilisations financières	1 000,00	360,00	0,00	640,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**3 256 000,00**	**2 520 670,99**	**0,00**	**735 329,01**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers (6)**	**469 596,77**	**159 977,56**	**38 500,00**	**271 119,21**
Total des dépenses réelles d'investissement		**48 574 397,94**	**34 101 971,62**	**9 592 216,70**	**4 880 209,62**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***	***0,00***		***0,00***
TOTAL		**48 574 397,94**	**34 101 971,62**	**9 592 216,70**	**4 880 209,62**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		(2) **6 943 098,63**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	13 561 004,39	11 579 791,20	4 825 408,84	-2 844 195,65
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	1 572 500,00	0,00	0,00	1 572 500,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	35 000,00	19 484,86	0,00	15 515,14
Total des recettes d'équipement		**15 168 504,39**	**11 599 276,06**	**4 825 408,84**	**-1 256 180,51**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	5 700 000,00	5 618 831,33	0,00	81 168,67
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	17 643 173,63	17 643 173,63	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	68 511,12	0,00	-68 511,12
27	Autres immobilisations financières	750 000,00	788 001,01	0,00	-38 001,01
024	Produits des cessions d'immobilisations	16 200,00		0,00	
Total des recettes financières		**24 109 373,63**	**24 118 517,09**	**0,00**	**-9 143,46**
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (6)**	**726 580,00**	**336 933,97**	**254 200,00**	**135 446,03**
Total des recettes réelles d'investissement		**40 004 458,02**	**36 054 727,12**	**5 079 608,84**	**-1 129 877,94**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (1)*	*14 724 238,55*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*788 800,00*	*774 779,33*		*14 020,67*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***15 513 038,55***	***774 779,33***		***14 738 259,22***
TOTAL		**55 517 496,57**	**36 829 506,45**	**5 079 608,84**	**13 608 381,28**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
	Pour information **R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1**	(2) **0,00**			

Accusé de réception en préfecture
027-250100316-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

(1) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

II

B1

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfectorale : 05/06/2024

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	8 200 877,22		8 200 877,22
012	Charges de personnel, frais assimilés	2 652 222,01		2 652 222,01
014	Atténuations de produits	3 234 237,58		3 234 237,58
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	430 945,52		430 945,52
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	832,17	*3 800,00*	4 632,17
68	Dot. aux amortissements et provisions	1 011,77	*770 979,33*	771 991,10
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		**14 520 126,27**	***774 779,33***	**15 294 905,60**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1				**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	252 263,13	*0,00*	252 263,13
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations (5)*		*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	122 984,28	*0,00*	122 984,28
204	Subventions d'équipement versées	46 814,75	*0,00*	46 814,75
21	Immobilisations corporelles (6)	579 567,71	*0,00*	579 567,71
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	30 671 956,33	*0,00*	30 671 956,33
26	Participations et créances rattachées	2 268 047,86	*0,00*	2 268 047,86
27	Autres immobilisations financières	360,00	*0,00*	360,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	159 977,56	*0,00*	159 977,56
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
Dépenses d'investissement –Total		**34 101 971,62**	***0,00***	**34 101 971,62**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				**6 943 098,63**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

II

B2

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfectorale : 05/06/2024

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	59 709,20		59 709,20
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Produits services, domaine et ventes div	1 065 647,25		1 065 647,25
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	16 513 971,05		16 513 971,05
74	Dotations et participations	5 555 238,02		5 555 238,02
75	Autres produits de gestion courante	4 904 686,29	*0,00*	4 904 686,29
76	Produits financiers	5 969,86	*0,00*	5 969,86
77	Produits exceptionnels	123 841,66	*0,00*	123 841,66
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
Recettes de fonctionnement – Total		**28 229 063,33**	***0,00***	**28 229 063,33**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				**2 836 938,55**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	5 618 831,33	0,00	5 618 831,33
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	17 643 173,63		17 643 173,63
13	Subventions d'investissement	11 579 791,20	0,00	11 579 791,20
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations*		*3 800,00*	3 800,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	19 484,86	*0,00*	19 484,86
26	Participations et créances rattachées	68 511,12	*0,00*	68 511,12
27	Autres immobilisations financières	788 001,01	*0,00*	788 001,01
28	*Amortissement des immobilisations*		*770 979,33*	*770 979,33*
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	336 933,97	0,00	336 933,97
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	*0,00*
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	*0,00*
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	*0,00*
3…	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		**36 054 727,12**	**774 779,33**	**36 829 506,45**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES

III
A1

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général**	**9 433 500,00**	**8 200 877,22**	**0,00**	**0,00**	**1 232 622,78**
605	Achats matériel, équipements et travaux	4 600 000,00	4 467 188,32	0,00	0,00	132 811,68
60611	Eau et assainissement	35 000,00	32 056,59	0,00	0,00	2 943,41
60612	Energie - Electricité	2 420 000,00	1 754 164,78	0,00	0,00	665 835,22
60622	Carburants	55 000,00	39 523,88	0,00	0,00	15 476,12
60623	Alimentation	2 000,00	729,64	0,00	0,00	1 270,36
60631	Fournitures d'entretien	500,00	125,52	0,00	0,00	374,48
60632	Fournitures de petit équipement	20 000,00	3 908,54	0,00	0,00	16 091,46
60636	Vêtements de travail	2 500,00	370,67	0,00	0,00	2 129,33
6064	Fournitures administratives	12 000,00	6 710,14	0,00	0,00	5 289,86
611	Contrats de prestations de services	15 000,00	5 423,62	0,00	0,00	9 576,38
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	20 000,00	7 428,88	0,00	0,00	12 571,12
615232	Entretien, réparations réseaux	450 000,00	274 778,27	0,00	0,00	175 221,73
61551	Entretien matériel roulant	30 000,00	35 124,04	0,00	0,00	-5 124,04
61558	Entretien autres biens mobiliers	600 000,00	348 511,62	0,00	0,00	251 488,38
6156	Maintenance	440 000,00	760 231,53	0,00	0,00	-320 231,53
6161	Multirisques	55 000,00	48 915,61	0,00	0,00	6 084,39
617	Etudes et recherches	300 000,00	168 164,45	0,00	0,00	131 835,55
6182	Documentation générale et technique	35 000,00	7 194,29	0,00	0,00	27 805,71
6184	Versements à des organismes de formation	18 000,00	21 006,40	0,00	0,00	-3 006,40
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6226	Honoraires	3 000,00	80,00	0,00	0,00	2 920,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	3 000,00	1 503,84	0,00	0,00	1 496,16
6231	Annonces et insertions	20 000,00	15 543,80	0,00	0,00	4 456,20
6236	Catalogues et imprimés	12 000,00	3 572,32	0,00	0,00	8 427,68
6256	Missions	4 000,00	3 147,55	0,00	0,00	852,45
6257	Réceptions	45 000,00	44 427,52	0,00	0,00	572,48
6261	Frais d'affranchissement	28 000,00	14 235,64	0,00	0,00	13 764,36
6262	Frais de télécommunications	45 000,00	29 478,79	0,00	0,00	15 521,21
627	Services bancaires et assimilés	1 000,00	1 081,61	0,00	0,00	-81,61
6281	Concours divers (cotisations)	110 000,00	70 942,00	0,00	0,00	39 058,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	35 000,00	33 125,00	0,00	0,00	1 875,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	1 000,00	147,76	0,00	0,00	852,24
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	16 000,00	2 034,60	0,00	0,00	13 965,40
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**2 767 500,00**	**2 652 222,01**	**0,00**	**0,00**	**115 277,99**
6218	Autre personnel extérieur	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	26 000,00	26 012,97	0,00	0,00	-12,97
6411	Personnel titulaire	1 543 000,00	1 534 279,07	0,00	0,00	8 720,93
6413	Personnel non titulaire	475 000,00	374 791,47	0,00	0,00	100 208,53
6417	Rémunérations des apprentis	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	280 000,00	282 928,00	0,00	0,00	-2 928,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	334 000,00	334 621,88	0,00	0,00	-621,88
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
64731	Allocations chômage versées directement	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	95 000,00	96 786,12	0,00	0,00	-1 786,12
6475	Médecine du travail, pharmacie	2 500,00	2 802,50	0,00	0,00	-302,50
6488	Autres charges	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
014	**Atténuations de produits**	**3 400 000,00**	**3 234 237,58**	**0,00**	**0,00**	**165 762,42**
739113	Reversements conventionnels de fiscalité	3 400 000,00	3 234 237,58	0,00	0,00	165 762,42
65	**Autres charges de gestion courante**	**655 700,00**	**430 945,52**	**0,00**	**0,00**	**224 754,48**
6512	Droits d'utilisat° - informatique nuage	40 000,00	21 859,50	0,00	0,00	18 140,50
6531	Indemnités	56 700,00	45 505,39	0,00	0,00	11 194,61
6532	Frais de mission	33 600,00	17 805,90	0,00	0,00	15 794,10
6533	Cotisations de retraite	5 200,00	4 868,20	0,00	0,00	331,80
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	14 500,00	13 499,00	0,00	0,00	1 001,00
6541	Créances admises en non-valeur	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	35 100,00	35 067,50	0,00	0,00	32,50
65888	Autres	470 100,00	292 340,03	0,00	0,00	177 759,97
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		**16 256 700,00**	**14 518 282,33**	**0,00**	**0,00**	**1 738 417,67**
66	**Charges financières (b)**	**2 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 000,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6688	Autres	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**20 000,00**	**832,17**	**0,00**	**0,00**	**19 167,83**

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240604-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	20 000,00	832,17	0,00	0,00	19 167,83
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)**	**1 500,00**	**1 011,77**	**0,00**	**0,00**	**488,23**
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	1 500,00	1 011,77	0,00	0,00	488,23
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		**16 280 200,00**	**14 520 126,27**	**0,00**	**0,00**	**1 760 073,73**
023	***Virement à la section d'investissement***	***14 724 238,55***	***0,00***			***14 724 238,55***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)***	***788 800,00***	***774 779,33***			***14 020,67***
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*3 800,00*	*3 800,00*			*0,00*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*785 000,00*	*770 979,33*			*14 020,67*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***15 513 038,55***	***774 779,33***			***14 738 259,22***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (7)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***15 513 038,55***	***774 779,33***			***14 738 259,22***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**31 793 238,55**	**15 294 905,60**	**0,00**	**0,00**	**16 498 332,95**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(5) Dont 675 et 676.

(6)Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES

III
A2

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfectorale : 05/06/2024

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges**	**45 000,00**	**59 709,20**	**0,00**	**0,00**	**-14 709,20**
6419	Remboursements rémunérations personnel	15 000,00	14 726,20	0,00	0,00	273,80
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	30 000,00	44 983,00	0,00	0,00	-14 983,00
70	**Produits services, domaine et ventes div**	***1 014 000,00***	***1 065 647,25***	***0,00***	***0,00***	***-51 647,25***
70323	Redev. occupat° domaine public communal	*240 000,00*	*246 292,00*	*0,00*	*0,00*	*-6 292,00*
70388	Autres redevances et recettes diverses	*604 000,00*	*603 671,30*	*0,00*	*0,00*	*328,70*
70688	Autres prestations de services	*170 000,00*	*215 683,95*	*0,00*	*0,00*	*-45 683,95*
73	**Impôts et taxes**	**15 800 000,00**	**16 513 971,05**	**0,00**	**0,00**	**-713 971,05**
7351	Taxe consommation finale d'électricité	15 800 000,00	16 513 971,05	0,00	0,00	-713 971,05
74	**Dotations et participations**	**6 945 000,00**	**5 555 238,02**	**0,00**	**0,00**	**1 389 761,98**
7472	Participat° Régions	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
74748	Participat° Autres communes	6 360 000,00	5 325 229,22	0,00	0,00	1 034 770,78
7478	Participat° Autres organismes	565 000,00	230 008,80	0,00	0,00	334 991,20
75	**Autres produits de gestion courante**	**4 950 500,00**	**4 904 686,29**	**0,00**	**0,00**	**45 813,71**
757	Redevances versées par fermiers, conces.	4 950 000,00	4 899 500,65	0,00	0,00	50 499,35
7588	Autres produits div. de gestion courante	500,00	5 185,64	0,00	0,00	-4 685,64
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**28 754 500,00**	**28 099 251,81**	**0,00**	**0,00**	**655 248,19**
76	**Produits financiers (b)**	**30 000,00**	**5 969,86**	**0,00**	**0,00**	**24 030,14**
7621	Prod. Immo. fin. - encaissées à échéance	30 000,00	5 969,86	0,00	0,00	24 030,14
77	**Produits exceptionnels (c)**	**171 800,00**	**123 841,66**	**0,00**	**0,00**	**47 958,34**
7711	Dédits et pénalités perçus	55 000,00	82 664,31	0,00	0,00	-27 664,31
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	60 000,00	1 144,50	0,00	0,00	58 855,50
775	Produits des cessions d'immobilisations	3 800,00	3 800,00	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	53 000,00	36 232,85	0,00	0,00	16 767,15
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**28 956 300,00**	**28 229 063,33**	**0,00**	**0,00**	**727 236,67**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (6)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**28 956 300,00**	**28 229 063,33**	**0,00**	**0,00**	**727 236,67**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**2 836 938,55**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

III
B1

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfectorale : 05/06/2024

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**288 903,34**	**122 984,28**	**25 485,22**	**140 433,84**
2051	Concessions, droits similaires	288 903,34	122 984,28	25 485,22	140 433,84
204	**Subventions d'équipement versées (sauf opérations)**	**130 000,00**	**46 814,75**	**0,00**	**83 185,25**
2041482	Subv.Cne : Bâtiments, installations	110 000,00	30 000,00	0,00	80 000,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	20 000,00	16 814,75	0,00	3 185,25
21	**Immobilisations corporelles (sauf opérations)**	**730 193,89**	**579 567,71**	**117 113,57**	**33 512,61**
21318	Autres bâtiments publics	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
2158	Autres installat°, matériel et outillage	541 040,00	504 513,72	780,00	35 746,28
2182	Matériel de transport	124 153,89	54 153,89	55 985,52	14 014,48
2183	Matériel de bureau et informatique	40 000,00	18 171,06	58 640,58	-36 811,64
2184	Mobilier	15 000,00	2 729,04	1 707,47	10 563,49
22	**Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf opérations)**	**43 699 703,94**	**30 671 956,33**	**9 411 117,91**	**3 616 629,70**
2313	Constructions	0,00	552,04	13 528,56	-14 080,60
2315	Installat°, matériel et outillage techni	43 699 703,94	30 671 404,29	9 397 589,35	3 630 710,30
	Total des dépenses d'équipement	**44 848 801,17**	**31 421 323,07**	**9 553 716,70**	**3 873 761,40**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**400 000,00**	**252 263,13**	**0,00**	**147 736,87**
13248	Subv. non transf. Autres communes	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	390 000,00	252 263,13	0,00	137 736,87
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**2 855 000,00**	**2 268 047,86**	**0,00**	**586 952,14**
266	Autres formes de participation	2 855 000,00	2 268 047,86	0,00	586 952,14
27	**Autres immobilisations financières**	**1 000,00**	**360,00**	**0,00**	**640,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	1 000,00	360,00	0,00	640,00
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**			
	Total des dépenses financières	**3 256 000,00**	**2 520 670,99**	**0,00**	**735 329,01**
45813	operations cpte de tiers coord. (3)	469 596,77	159 977,56	38 500,00	271 119,21
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**469 596,77**	**159 977,56**	**38 500,00**	**271 119,21**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**48 574 397,94**	**34 101 971,62**	**9 592 216,70**	**4 880 209,62**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	Charges transférées (6)	***0,00***	***0,00***		***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**48 574 397,94**	**34 101 971,62**	**9 592 216,70**	**4 880 209,62**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	**6 943 098,63**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040=RF 042.*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

III
B2

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfectorale : 05/06/2024

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**13 561 004,39**	**11 579 791,20**	**4 825 408,84**	**-2 844 195,65**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	300 000,00	137 532,81	0,00	162 467,19
1322	Subv. non transf. Régions	25 000,00	38 026,62	0,00	-13 026,62
13248	Subv. non transf. Autres communes	6 478 949,00	5 227 250,16	1 228 248,84	23 450,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	6 757 055,39	6 176 981,61	3 597 160,00	-3 017 086,22
16	**Emprunts et dettes assimilées**(hors 165)	**1 572 500,00**	**0,00**	**0,00**	**1 572 500,00**
1641	Emprunts en euros	1 572 500,00	0,00	0,00	1 572 500,00
20	**Immobilisations incorporelles**(sauf 204)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**35 000,00**	**19 484,86**	**0,00**	**15 515,14**
2313	Constructions	0,00	360,00	0,00	-360,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	35 000,00	19 124,86	0,00	15 875,14
	Total des recettes d'équipement	**15 168 504,39**	**11 599 276,06**	**4 825 408,84**	**-1 256 180,51**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**23 343 173,63**	**23 262 004,96**	**0,00**	**81 168,67**
10222	FCTVA	5 700 000,00	5 618 831,33	0,00	81 168,67
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	17 643 173,63	17 643 173,63	0,00	0,00
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**68 511,12**	**0,00**	**-68 511,12**
266	Autres formes de participation	0,00	68 511,12	0,00	-68 511,12
27	**Autres immobilisations financières**	**750 000,00**	**788 001,01**	**0,00**	**-38 001,01**
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	360,00	0,00	-360,00
276348	Créance Autres communes	250 000,00	287 641,01	0,00	-37 641,01
276358	Créance Autres groupements	500 000,00	500 000,00	0,00	0,00
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**16 200,00**		**0,00**	
	Total des recettes financières	**24 109 373,63**	**24 118 517,09**	**0,00**	**-9 143,46**
45813	operations cpte de tiers coord. (2)	0,00	42 666,31	0,00	-42 666,31
45823	Operations cpte de tiers coord. (2)	726 580,00	294 267,66	254 200,00	178 112,34
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**726 580,00**	**336 933,97**	**254 200,00**	**135 446,03**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**40 004 458,02**	**36 054 727,12**	**5 079 608,84**	**-1 129 877,94**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***14 724 238,55***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)***	***788 800,00***	***774 779,33***		***14 020,67***
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*3 800,00*	*3 800,00*		*0,00*
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*5 000,00*	*1 298,28*		*3 701,72*
28051	*Concessions et droits similaires*	*115 000,00*	*113 481,09*		*1 518,91*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*530 000,00*	*527 842,71*		*2 157,29*
28182	*Matériel de transport*	*65 000,00*	*55 115,92*		*9 884,08*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*50 000,00*	*56 143,60*		*-6 143,60*
28184	*Mobilier*	*20 000,00*	*17 097,73*		*2 902,27*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	***15 513 038,55***	***774 779,33***		***14 738 259,22***
041	***Opérations patrimoniales (5)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***15 513 038,55***	***774 779,33***		***14 738 259,22***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**55 517 496,57**	**36 829 506,45**	**5 079 608,84**	**13 608 381,28**
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042*.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041*.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE

IV
A2.1

A2.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-0F-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

IV
A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240606-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV
A2.5

A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV
A2.5

A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

A2.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					**0,00**	**0,00**							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					**0,00**	**0,00**								**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

A2.7 – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-0F-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE

DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME

IV

A2.8

A2.8 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 31/12 de l'exercice	Annuité payée au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la commune.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	A2.9

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfectorale : 05/06/2024

A2.9 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A3

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €			
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	**Catégories de biens amortis**	**Durée (en années)**	

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
ETAT DES PROVISIONS

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV

A4

A4 – ETAT DES PROVISIONS

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
PROVISIONS BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A5

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

A5 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-01-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**0,00**	**I 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**0,00**	**9 592 216,70**	**6 943 098,63**	**16 535 315,33**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**21 975 438,55**	**III**	**7 246 322,79**
Ressources propres externes de l'année (a)		**6 450 000,00**		**6 475 343,46**
10222	FCTVA	5 700 000,00		5 618 831,33
10223	TLE	0,00		0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00		0,00
10228	Autres fonds	0,00		0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
266	Autres formes de participation	0,00		68 511,12
27…	Autres immobilisations financières			
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00		360,00
276348	Créance Autres communes	250 000,00		287 641,01
276358	Créance Autres groupements	500 000,00		500 000,00
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**15 525 438,55**		**770 979,33**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*5 000,00*		*1 298,28*
28051	*Concessions et droits similaires*	*115 000,00*		*113 481,09*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*530 000,00*		*527 842,71*
28182	*Matériel de transport*	*65 000,00*		*55 115,92*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*50 000,00*		*56 143,60*
28184	*Mobilier*	*20 000,00*		*17 097,73*
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	16 200,00		0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*14 724 238,55*		*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**7 246 322,79**	**5 079 608,84**	**0,00**	**17 643 173,63**	**29 969 105,26**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**16 535 315,33**
Ressources propres disponibles	IV	**29 969 105,26**
Solde	V = IV – II (3)	**13 433 789,93**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.1.1

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-01-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.1.2

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-01-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-01-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ~~ASSUJETTIS A LA~~ TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV

A8

A8 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étale-ment (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étale-ment (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS

IV
A9

A9 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 3 **Intitulé de l'opération : Operations cpte de tiers coord. operations cpte de tiers coord.** **Date de la délibération : 01/01/2023**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	**23 471 091,20**	**469 596,77**	**159 977,56**	**38 500,00**	**271 119,21**	**23 631 068,76**
4581 operations cpte de tiers coord. (2)	1 466 943,20	0,00	0,00	18 000,00	-18 000,00	1 466 943,20
4581 operations cpte de tiers coord. (2)	1 466 943,20	7 499,20	28 849,27	0,00	-21 350,07	1 495 792,47
4581 operations cpte de tiers coord. (2)	1 466 943,20	22 076,40	24 526,85	0,00	-2 450,45	1 491 470,05
4581 operations cpte de tiers coord. (2)	1 466 943,20	1 792,85	3 635,93	0,00	-1 843,08	1 470 579,13
4581 operations cpte de tiers coord. (2)	1 466 943,20	0,00	1 775,23	0,00	-1 775,23	1 468 718,43
4581 operations cpte de tiers coord. (2)	1 466 943,20	0,00	0,00	18 000,00	-18 000,00	1 466 943,20
4581 operations cpte de tiers coord. (2)	1 466 943,20	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00	1 466 943,20
4581 operations cpte de tiers coord. (2)	1 466 943,20	400 000,00	0,00	0,00	400 000,00	1 466 943,20
4581 operations cpte de tiers coord. (2)	1 466 943,20	8 628,32	18 150,29	0,00	-9 521,97	1 485 093,49
4581 operations cpte de tiers coord. (2)	1 466 943,20	0,00	842,54	0,00	-842,54	1 467 785,74
4581 operations cpte de tiers coord. (2)	1 466 943,20	0,00	37 115,30	0,00	-37 115,30	1 504 058,50
4581 operations cpte de tiers coord. (2)	1 466 943,20	0,00	0,00	2 500,00	-2 500,00	1 466 943,20
4581 operations cpte de tiers coord. (2)	1 466 943,20	10 600,00	7 633,76	0,00	2 966,24	1 474 576,96
4581 operations cpte de tiers coord. (2)	1 466 943,20	15 000,00	14 228,56	0,00	771,44	1 481 171,76
4581 operations cpte de tiers coord. (2)	1 466 943,20	0,00	19 155,41	0,00	-19 155,41	1 486 098,61
4581 operations cpte de tiers coord. (2)	1 466 943,20	0,00	4 064,42	0,00	-4 064,42	1 471 007,62
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**23 471 091,20**	**469 596,77**	**159 977,56**	**38 500,00**	**271 119,21**	**23 631 068,76**
RECETTES (b)	**25 638 487,20**	**726 580,00**	**336 933,97**	**254 200,00**	**135 446,03**	**25 975 421,17**
4581 4582 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	25 638 487,20	726 580,00	336 933,97	254 200,00	135 446,03	25 975 421,17
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**25 638 487,20**	**726 580,00**	**336 933,97**	**254 200,00**	**135 446,03**	**25 975 421,17**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-01-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV

A10.1

A10.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
02/01/2023	ABC INFORMATIQUE/MICROSOFT SERVER STD	1 246,20	0,00	3
09/01/2023	ENEDIS/ IRVE LES ANDELYS BRANCHEMENT	1 754,70	0,00	5
23/01/2023	SOGELINK/ LOG GEOREFERENCEMENT	14 448,00	0,00	3
25/01/2023	TOPO ETUDE GEOREF GRAVIGNY DT261514	6 582,24	0,00	5
26/01/2023	SETICO REF CDE 38 - FAUTEUIL	471,44	0,00	10
02/02/2023	QBS SOFTWARE RENOUVELLEMENT ANTIVIRUS	1 330,20	0,00	3
15/02/2023	AVENEL/RALENTISSEUR STATION HYD	1 176,00	0,00	5
16/02/2023	LEBRUN MARIE GEORF LE SACQ DT261617	628,07	0,00	5
16/02/2023	LEBRUN MARIE GEORF MOUETTES DT261614	1 219,19	0,00	5
16/02/2023	LEBRUN MARIE GEORF ST LAURENT DT261613	523,39	0,00	5
16/02/2023	LEBRUN MARIE GEOREF LHABIT DT261615	923,63	0,00	5
22/02/2023	ANL BURO /BUREAU FAUTEUIL CAISSON CHAISE	1 338,50	0,00	10
23/02/2023	AVENEL/GENIE CIVIL ST HYD VAL DE REUIL	34 533,60	0,00	5
07/03/2023	ABC INFORMATIQUE - 5 DISQUES DUR SERVEUR	6 692,40	0,00	3
21/03/2023	TOPO ETUDES GEOREF ARNIERES DT261605	90,00	0,00	5
21/03/2023	TOPO ETUDES GEOREF GRAVIGNY DT261514	3 862,15	0,00	5
22/03/2023	LEBRUN MARIE GEORF PISEUX DT261612	860,80	0,00	5
22/03/2023	LEBRUN MARIE GEORF ROMAN DT261616	464,46	0,00	5
23/03/2023	LEPONT EQUIPEMENT/TOPOMETRES	501,60	0,00	5
23/03/2023	ABC INFORM/LOGICIELS MICROSOFT 365	12 161,24	0,00	3
23/03/2023	AMAZON B/DISQUES DURS SERVEURS	987,08	0,00	3
30/03/2023	GROSBILL SERVEUR/DISQUES DURS	5 856,00	0,00	3
18/04/2023	ENEDIS/BCHMT BORNE PACY SUR EURE	2 531,28	0,00	5
19/04/2023	EKSAE RH/ LICENCE LOGICIEL	31 332,00	0,00	3
03/05/2023	TOPO ETUDE BONNEVILLE/ITON DT 261633	93,55	0,00	5
09/05/2023	INMAC STORE / ECRANS	331,20	0,00	3
12/05/2023	CNC/PORTAIL STATION HYDRO VIEIL EVX	9 566,40	0,00	5
25/05/2023	ENEDIS/TVX DT 202739 BOURGTHEROULDE	322,02	0,00	1
31/05/2023	SGA MOBILITY/DT 430096 PRISE T2 01/23	780,00	0,00	5
31/05/2023	SGA MOBILITY IRVE DT 430097 PRISE T2 02/	936,00	0,00	5
31/05/2023	SGA MOBILITY/DT 430098 PRISE T2 03/23	936,00	0,00	5
31/05/2023	SGA MOBILITY/DT 430099 PRISE T2 04/23	1 092,00	0,00	5
31/05/2023	SGA MOBILITY/ DT 430095 PRISE T2 12/22	1 092,00	0,00	5
01/06/2023	ENEDIS/IRVE VERNON PLACE PARIS BCHMT	2 531,28	0,00	5
06/06/2023	SGA MOBILITY/ IRVE BARRE EN OUCHE (LA)	40 560,00	0,00	5
06/06/2023	SGA MOBILITY/IRVE COURBEPINE	50 160,00	0,00	5
06/06/2023	SGA MOBILITY/IRVE STE COLOMBE LA COMM	45 360,00	0,00	5
06/06/2023	SGA MOBILITY/IRVE ST AUBIN SUR G.	45 360,00	0,00	5
14/06/2023	ABC INFORMATIQUE/MAT ET LOGICIELS	3 502,78	0,00	3
14/06/2023	GEOREF BONNEVILLE SUR ITON 261633	6 338,24	0,00	5
20/06/2023	TOPO ETUDES/GEOREF LOT1 DAMVILLE	841,99	0,00	5
11/07/2023	ATAWEY/offre 388 viel Evreux	5 460,00	0,00	5
11/07/2023	ATAWEY /devis 388 Vieil Evreux	17 690,98	0,00	5
11/07/2023	GEOREF ARNIERES SUR ITON 261605	4 118,44	0,00	5
21/07/2023	SGA F2306-09279 ADVENIR 128105	12 161,40	0,00	5
21/07/2023	SGA F2306-09271 ADVENIR 126917	12 161,40	0,00	5
21/07/2023	SGA F2306-09280 ADVENIR 128119	12 161,40	0,00	5
24/07/2023	SGA F2306-09281ADVENIR 128601	12 161,40	0,00	5
24/07/2023	SGA F2306-09293 ADVENIR 128734	7 296,84	0,00	5
24/07/2023	SGA F2306-09283 ADVENIR 128611	12 161,40	0,00	5
24/07/2023	SGA F2306-09284 ADVENIR 128619	12 161,40	0,00	5
24/07/2023	SGA F2306-09285 ADVENIR 128663	12 161,40	0,00	5
24/07/2023	SGA F2306-09286 ADVENIR 128710	7 296,84	0,00	5
24/07/2023	SGA F2306-09287ADVENIR 128726	4 864,56	0,00	5
24/07/2023	SGA F2306-09288 ADVENIR 128732	7 296,84	0,00	5
24/07/2023	SGA F2306-09289 ADVENIR 128739	9 729,12	0,00	5
24/07/2023	SGA F2306-09290ADVENIR 128747	9 729,12	0,00	5
24/07/2023	SGA F2306-09291 ADVENIR 128749	12 161,40	0,00	5
24/07/2023	SGA F2306-09292 ADVENIR 128118	9 729,12	0,00	5
24/07/2023	SGA F2306-09294 ADVENIR 128670	9 729,12	0,00	5
24/07/2023	SGA F2306-09295 ADVENIR 128678	12 161,40	0,00	5
24/07/2023	SGA F2306-09296 ADVENIR 128706	12 161,40	0,00	5
24/07/2023	SGA F2306-09297 ADVENIR 128716	12 161,40	0,00	5

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
24/07/2023	SGA F2306-09298 ADVENIR 128724	7 296,84	0,00	5
24/07/2023	SGA F2306-09299 ADVENIR 128730	9 729,12	0,00	5
24/07/2023	SGA F2306-09300 ADVENIR 128742	9 729,12	0,00	5
08/08/2023	UGAP/ VEH HYBRIDE GN-163-PK	27 076,95	0,00	5
08/08/2023	UGAP/ VEH HYBRIDE GM-004-BB	27 076,94	0,00	5
10/08/2023	ETUDIS/GEOREF MEP LOT 2 LES DAMPS	187,12	0,00	5
31/08/2023	SGA MOBILITY/BORNE STE COLOMBE LA C.	780,00	0,00	5
04/09/2023	GEOREF GRANDVILLIERS HELL 261692	776,40	0,00	5
07/09/2023	CPES TERRES NEUVES 3000 TITRES	238 710,00	0,00	0
14/09/2023	ROSEAU TECH/LOG SIRAO DONNEES CARTO	13 160,55	0,00	3
14/09/2023	CYBERTEH COMP./ 1 DISQUE DUR EXTERNE	300,00	0,00	3
28/09/2023	TVX COORENEDIS45-ECOS-GF322213	0,00	0,00	1
28/09/2023	ENEDIS45 ECOS DT171735-GF322213001	1 843,08	0,00	1
04/10/2023	FONDS DE CONCOURS MUIDS MAIRIE	10 000,00	0,00	1
12/10/2023	2022 GEOREF MESNIL/ITON-DAMVILLE	2 734,27	0,00	5
08/11/2023	ENEDIS/IRVE COURBEPINE RACCORDEMENT	6 415,44	0,00	5
08/11/2023	ENEDIS/IRVE ST AUBIN/GAILLON RCDT	913,45	0,00	5
08/11/2023	OXYAD/ PROJET CONVOCATION ELUS	7 320,00	0,00	3
09/11/2023	ENEDIS/IRVE STE COLOMBE LA COM RCDT	8 682,55	0,00	5
16/11/2023	2023 SIRAO MISE A JOUR	7 086,46	0,00	3
20/11/2023	ENEDIS45 ECOS DT 171736 GF322312002	14 649,65	0,00	1
20/11/2023	GEOREF RONCENAY AUTHENAY 261690	770,09	0,00	5
15/12/2023	FONDS DE CONCOURS MARBEUF SDFETES	10 000,00	0,00	1
15/12/2023	FONDS DE CONCOURS MARBEUF MAIRIE	10 000,00	0,00	1
18/12/2023	PC SOFT MISE A JOUR LOGICIEL W	3 885,60	0,00	3
18/12/2023	SETICO/FAUTEUIL	919,10	0,00	10
31/12/2023	TVX COORENEDIS45 ECOS-GF322213	0,00	0,00	0
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		**988 076,74**	**0,00**	

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-01-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES

A10.2

A10.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
20/09/2023	UGAP/RENAULT DR-290-MB	13 386,04	5	0,00	0,00	3 800,00	3 800,00
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
31/12/2023	ENEDIS/TVX COOR4503-318126002	1 374,96	1	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	ENEDIS/COOR 4503-317508001	3 149,94	1	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	ENEDIS/COORD[319233001]	1 100,86	1	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	SERPN/COORD 318224001	285,00	1	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	TVX COOR45 ENEDIS/18[318483002	891,55	1	0,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2023	TVX COORD DT 202670 GD BOURGTHEROULDE	8 265,28	1	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		**28 453,63**					**3 800,00**

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV

A10.3

A10.3 – OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	16 200,00

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	3 800,00
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – ENTREES	A10.4

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-01-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

A10.4 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		**0,00**	**0,00**	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – SORTIES	A10.5

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-01-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

A10.5 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		**0,00**					**0,00**

IV – ANNEXES

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV

ELEMENTS DU BILAN
ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)

A11

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
72	*Travaux en régie*		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00	0,00

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	*Immobilisations incorporelles*	*0,00*
21	*Immobilisations corporelles*	*0,00*
23	*Immobilisations en cours*	*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, …) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DF
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	A11

RATIO

	Montant
Recettes 72 (I)	0,00
Recettes réelles de fonctionnement	0,00
Recettes 72 / Recettes réelles de fonctionnement	0,00 %

IV – ANNEXES

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV

ELEMENTS DU BILAN

EMPLOI DES CREDITS COMMUNAUTAIRES DANS LE CADRE DE LA SUBVENTION GLOBALE

A12

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

B1.1 – 8015 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-01-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

B1.3 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

B1.4 – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

(1) Somme des rémunérations relatives à l'investissement restant à verser au cocontractant pour la durée restante du contrat de PPP au 31/12/N.

(2) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite de la somme des participations reçues d'autres collectivités publiques au titre de la part investissement.

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET REÇUS
ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

B1.5 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS
ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

B1.6 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET REÇUS LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B1.7

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

B1.7 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS (Article L. 2313-1 du CGCT)

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Personnes de droit privé		
Associations		
Entreprises		
Personnes physiques		
Autres		
Personnes de droit public		
Etat		
Régions		
Départements		
Communes		
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)		
Autres		
TOTAL GENERAL	**0,00**	

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN
AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Crédits de paiement réalisés durant l'exercice N	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
000003 CAPITALISATION SEM PROJETS ENR	3 750 000,00	3 750 000,00	7 500 000,00	0,00	0,00	1 875 000,00	2 950 000,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN
ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV

B3

TOTAL Reste à employer au 01/01/N :		**0,00**	
TOTAL Recettes	**0,00**	**Total Dépenses**	**0,00**
TOTAL Reste à employer au 31/12/N :		**0,00**	

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

IV
C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

IV
C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

C1.2 – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N (1)

(1) Articles L. 2123-12 et L. 2123-14-1 du CGCT.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat etc… et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée …).

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS
LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
Etablissements publics de coopération intercommunale			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

C3.2 – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES (1)

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

C3.3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

C3.4 – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

C3.5 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

(1) Ne sont pas pris en compte les CCAS et caisses des écoles, régies personnalisées …qui sont des personnes morales distinctes de la commune ou de l'établissement de rattachement juridique.
(2) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Y compris les rattachements.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION
PRESENTATION AGREGÉE ET CONSOLIDÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

C3.5

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (Cf. liste des principales opérations en annexe de la M14) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

C3.6 – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. liste des opérations en annexe de la M14)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

C – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SUIVI DES OPERATIONS AU TITRE DU NOUVEAU PROGRAMME NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN

C4

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV - Annexe « Suivi des opérations au titre du nouveau programme national de renouvellement urbain »

Nature de l'opération (selon la nomenclature)	Dépenses / Recettes	Chapitre	Article	Maîtrise d'œuvre assurée par la collectivité	Financeurs (Etat, Collectivités, Caisse des dépôts,....)	Total des engagements juridiques année N	Total des Crédits de paiement année N
					Total Recettes	0,00	0,00
					Total Dépenses	0,00	0,00

NOMENCLATURE :

14-Etudes et conduite de projet
15-Relogement des ménages avec minoration de loyer
21-Démolition de logements locatifs sociaux
22-Recyclage de copropriétés dégradées
23-Recyclage de l'habitat ancien dégradé
24-Aménagement d'ensemble
31-Reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux
32-Production d'une offre de relogement temporaire
33-Requalification de logements locatifs sociaux
34-Résidentialisation de logements
35-Actions de portage massif en copropriétés dégradées
36-Accession à la propriété
37-Equipement public de proximité
38-Immobilier à vocation économique
39-Autres investissements
41-Quartiers Fertiles-Opérations d'ingénierie et dépenses de personnel
42-Quartiers Fertiles-Opérations d'investissement

IV – ANNEXES	IV
DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES	D1

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-07-DE
Date de transmission : 05/06/2024
Date de réception préfectorale : 05/06/2024

D1 – TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Variation des bases/N-1 (%)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%)	Variation de taux/N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit/N-1 (%)
TFPB	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CFE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

12600 - Recettes I

Accusé de réception préfecture
027-252701241-20240108-05-DE
Date de télétransmission : 08/01/2024
Date de réception préfecture : 08/01/2024

ETAT DES ENGAGEMENTS DE RECETTES REPORTES - EXERCICE 2023

Etablissement : SYND INTERCOMM ELECTRICITE GAZ 27

Budget : SIEGE

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant engagé
13248	2023000026	RESTE A RECOUVRER EN 2023 COMPTE 13248	SIEGE	22/12/2023		1 228 248,84
13283	2023000018	FACE AP 2023	FONDS D'AMORT.CHARG.ELECTRIF.	04/12/2023		1 741 120,00
13283	2023000019	FACE CE 2023	FONDS D'AMORT.CHARG.ELECTRIF.	04/12/2023		508 320,00
13283	2023000021	FACE SN 2022 SOLDE	FONDS D'AMORT.CHARG.ELECTRIF.	04/12/2023		156 200,00
13283	2023000020	FACE SN 2023	FONDS D'AMORT.CHARG.ELECTRIF.	04/12/2023		1 191 520,00
45823	2023000014	LES DAMPS DT 118947 GF 323196001	ENEDIS ELECTRICITE EN RESEAU	19/10/2023		2 200,00
45823	2023000009	ST ETIENNE L ALLIER DT 500108 COORD45	ENEDIS ELECTRICITE EN RESEAU	21/08/2023		20 000,00
45823	2022000002	ST CLAIR D ARCEY DT233194-320523001	ENEDIS ELECTRICITE EN RESEAU	06/01/2023		4 000,00
45823	2023000022	ST PHILBERT SUR BOISSEY DT202773 SERPN 322586001	SYND D'EAU DU ROUMOIS ET DU PLATEAU	14/12/2023		22 000,00
45823	2023000005	SEREZ DT 192351 322621001 COORD45ENEDIS	ENEDIS ELECTRICITE EN RESEAU	12/07/2023		38 000,00
45823	2023000004	NASSANDRES COORD ENEDIS 323425001 DT 189087	ENEDIS ELECTRICITE EN RESEAU	08/06/2023		33 000,00
45823	2023000002	GASNY DY 171730 AVE DU GAL DE GAULLE TRX COORD	ENEDIS ELECTRICITE EN RESEAU	06/03/2023		70 000,00
45823	2022000006	THIL EN VEXIN DT 422165-321632001	ENEDIS ELECTRICITE EN RESEAU	06/01/2023		35 000,00
45823	2023000010	ST SIMEON DT 500106 GF 323603001	ENEDIS ELECTRICITE EN RESEAU	28/08/2023		30 000,00
TOTAL						**5 079 608,84**

Désignation de l'établissement	ARRETE A LA SOMME	Signature
SYND INTERCOMM ELECTRICITE GAZ 27 Comptable assignataire	DE Cinq millions soixante dix neuf Mille Six cent huit euros et 84 Centimes	Le Président SIEGE Xavier HUBERT

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Compte administratif 2023- budget supplémentaire 2024-Reports

LIBELLE	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		TOTAL		
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	
n-1		R002	D001				
		2 836 938,55	6 943 098,63		6 943 098,63	2 836 938,55	
opérations de l'exercice	15 294 905,60	28 229 063,33	34 101 971,62	36 829 506,45	49 396 877,22	65 058 569,78	
Résultats de l'exercice		12 934 157,73		2 727 534,83		15 661 692,56	compte de gestion 2023
Totaux(y compris résultats antérieurs) soit Résultats de clôture de l'exercice	15 294 905,60	31 066 001,88	41 045 070,25	36 829 506,45	56 339 975,85	67 895 508,33	
		15 771 096,28	4 215 563,80			11 555 532,48	D001
Restes à réaliser			9 592 216,70	5 079 608,84	9 592 216,70	5 079 608,84	
RESULTATS GLOBAUX	15 294 905,60	31 066 001,88	50 637 286,95	41 909 115,29	65 932 192,55	72 975 117,17	
soit		15 771 096,28	8 728 171,66			7 042 924,62	R002
		7 042 924,62		RESULTAT DE L EXERCICE (RAR compris)= R002			

BS 2023 REPORTS	FONCTIONNEMENT	
	DEPENSES	RECETTES
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	0,00	15 771 096,28
1068/SECTION D INVEST.	8 728 171,66	
SOIT= R002		7 042 924,62

BS 2023 REPORTS	INVESTISSEMENT	
	DEPENSES	RECETTES
1068		8 728 171,66
RAR	9 592 216,70	5 079 608,84
SOLDE D EXECUTION DE LA SECTION=D001	4 215 563,80	0,00
	13 807 780,50	13 807 780,50

AFFECTATION AU 1068	8 728 171,66

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-07-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

TABLEAU DES EFFECTIFS 31/12/2023

CADRE D'EMPLOI	GRADES OU EMPLOIS	CAT.	EFFECTIFS BUDGETAIRES	EFFECTIFS POURVUS	Dont : TEMPS PARTIEL
FILIERE TECHNIQUE					
Ingénieur chef hors classe	- Directeur Général des Services	A+	1	1	
Ingénieur Principal	- Responsable Service Transition Energétique	A	1	1	
Ingénieur	- Directeur des Services Techniques - Responsable Service Maintenance - Chargée de Mission Energie - Responsable du Service Informatique - Chargé de Mission PCRS / SIG - Ingénieur Système - Conseiller rénovation bâtimentaire	A	7	6	
Technicien principal 1ère classe	- Directeur Adjoint des Services Techniques - Directeur de travaux - Technicien Informatique - Technicien maintenance	B	11	11	
Technicien principal 2ème classe	- Directeur de travaux - Conseillé en Energie Partagé - Chargé de Mission Energie	B	7	7	
FILIERE ADMINISTRATIVE					
Attaché Hors Classe	- Directeur des Services Fonctionnels	A	1	1	
Attaché	- Directeur Adjoint des Services Fonctionnels - Chargé de Missions Concessions - Chargé de Missions Communication	A	2	2	
Rédacteur Principal 1ère classe	- Responsable Service Financier - Responsable du Personnel	B	2	2	1
Adjoint administratif principal 1ère classe	- Assistant Direction - Assistant Direction SF - Assistant Directeur Service Technique - Assistant pôle MOA - Assistant RH - Assistant DT - Comptabilité Recettes	C	8	8	4
Adjoint administratif principal 2ème classe	- Accueil - Assistant Maintenance	C	2	2	
Adjoint administratif	- Comptabilité Dépenses - Assistant DT - Assistant Maintenance	C	4	4	
TOTAL GENERAL			**46**	**45**	**5**

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION : AGENTS NON TITULAIRES
(effectifs déjà inclus ci-dessus)

AGENTS NON TITULAIRES	CATEGORIES	EFFECTIFS POURVUS	POSTE PERMANENT OUI/NON
FILIERE TECHNIQUE			
Ingénieurs	A	4	OUI
Technicien Principal 2ème classe	B	4	OUI
FILIERE ADMINISTRATIVE			
Attaché	A	1	OUI

TABLEAU DES EFFECTIFS projeté au 01/02/24 (BP 2024)

CADRE D'EMPLOI	GRADES OU EMPLOIS	CAT.	EFFECTIFS BUDGETAIRES	EFFECTIFS POURVUS	Dont : TEMPS PARTIEL
FILIERE TECHNIQUE					
Ingénieur chef hors classe	- Directeur Général des Services	A+	1	1	
Ingénieur Principal	- Responsable Service Transition Energétique	A	1	1	
Ingénieur	- Directeur des Services Techniques - Responsable Service Maintenance - Chargée de Mission Energie - Responsable du Service Informatique - Chargé de Mission PCRS / SIG - Ingénieur Système - Conseiller rénovation bâtimentaire	A	7	6	
Technicien principal 1ère classe	- Directeur Adjoint des Services Techniques - Directeur de travaux - Technicien Informatique - Technicien maintenance	B	11	11	
Technicien principal 2ème classe	- Directeur de travaux - Conseillé en Energie Partagé - Chargé de Mission Energie	B	8	7	
FILIERE ADMINISTRATIVE					
Attaché Hors Classe	- Directeur des Services Fonctionnels	A	1	1	
Attaché	- Directeur Adjoint des Services Fonctionnels - Chargé de Missions Concessions - Chargé de Missions Communication	A	2	2	
Rédacteur Principal 1ère classe	- Responsable Service Financier - Responsable du Personnel	B	2	2	1
Rédacteur Principal 2ème classe	- Responsable du Personnel	B	1	0	
Adjoint administratif principal 1ère classe	- Assistant Direction - Assistant Direction SF - Assistant Directeur Service Technique - Assistant pôle MOA - Assistant RH - Assistant DT - Comptabilité Recettes	C	8	8	4
Adjoint administratif principal 2ème classe	- Accueil - Assistant Maintenance	C	2	2	
Adjoint administratif	- Comptabilité Dépenses - Assistant DT - Assistant Maintenance	C	4	4	
TOTAL GENERAL			**48**	**45**	**5**

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION : AGENTS NON TITULAIRES
(effectifs déjà inclus ci-dessus)

AGENTS NON TITULAIRES	CATEGORIES	EFFECTIFS POURVUS	POSTE PERMANENT OUI/NON
FILIERE TECHNIQUE			
Ingénieurs	A	4	OUI
Technicien Principal 2ème classe	B	4	OUI
FILIERE ADMINISTRATIVE			
Attaché	A	1	OUI

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2024-C-08

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ DE L'EURE

Séance du 1er Juin 2024	**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL**
Convocation : 17 Mai 2024 Nombre de membres : - en exercice 585 - présents 338 Délibération n° : **2024-C-08** Objet : **Compte Administratif 2023 et Affectation des résultats – Budget Annexe Production d'EnR**	L'An DEUX MILLE VINGT QUATRE, le 1ER Juin à 9h30, le comité du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure (SIEGE), légalement convoqué, s'est réuni au Cadran à Evreux sous la présidence de Monsieur Xavier HUBERT. Etaient présents 338 membres formant la majorité des membres en exercice et pouvant valablement délibérer. Monsieur Roger WALLART, délégué de Tournedos Bois Hubert, a été désigné secrétaire de séance.

POUVOIRS

M. DESHAYES Edmond, délégué de la commune de BOISNEY, a donné pouvoir à Mme FREBERT Martine, déléguée de la commune de VALAILLES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PRESLES Gwendoline, déléguée de la commune de BOURNEVILLE STE CROIX, a donné pouvoir à M. CAUCHE Pascal, délégué de la commune de CORMEILLES, pour la représenter lors des délibérations.
M. CITHER Michel, délégué de la commune de BUEIL, a donné pouvoir à Mme LEMONNE Christine, déléguée de la commune de BRETAGNOLLES, pour le représenter lors des délibérations.
M. CAILLET Frédéric, délégué de la commune d'ETREPAGNY, a donné pouvoir à M. MOGLIA Jean Marc, délégué de la commune d'ANDE, pour le représenter lors des délibérations.
M. RIHAL Benoît, délégué de la commune de FARCEAUX, a donné pouvoir à M. HUBERT Xavier, délégué de la commune des BAUX STE CROIX, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PIEDNOEL Frédérique, déléguée de la commune d'HEUDEBOUVILLE, a donné pouvoir à M. JAMMET Eric, délégué de la commune de ST ETIENNE DU VAUVRAY, pour la représenter lors des délibérations.
M. LE DENMAT Christian, délégué de la commune de PACY SUR EURE, a donné pouvoir à M. GARREAU Cyril, délégué de la commune de CROISY SUR EURE, pour le représenter lors des délibérations.
M. HUTIN Alain, délégué de la commune de ST AGNAN DE CERNIERES a donné pouvoir à M. ROULOIS Jean Louis, délégué de la commune de VERNEUSSES, pour le représenter lors des délibérations.
M. LECOEUR Philippe, délégué de la commune de ST VICTOR DE CHRETIENVILLE a donné pouvoir à M. COINDARD Robert, délégué de la commune de PLAINVILLE, pour le représenter lors des délibérations.
M. BEAURAIN Eric, délégué de la commune de LA TRINITE DE REVILLE, a donné pouvoir à M. SPOHR Claude, délégué de la commune de ST PIERRE DE CERNIERES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme DENIZE Florence, déléguée de la commune de ST MARTIN ST FIRMIN, a donné pouvoir à M. BEAUCHE Jean Charles, délégué de la commune de ST ETIENNE L'ALLIER, pour la représenter lors des délibérations.

Exposé des motifs

S'agissant du Budget Annexe dédié au SPIC « Production d'Energie Renouvelable », le Compte Administratif soumis à l'Assemblée retracera les résultats suivants :

	Dépenses	**Recettes**
Investissement	975 867.89 €	1 684 575.84 €
Exploitation	35 799.70 €	32 437.13 €
Résultats section Investissement		708 707.95 €
Résultats section Exploitation	3 362.57 €	
Résultat de clôture		705 345.38 €
RAR	241 882.19 €	
Résultat global (RAR compris)		**463 463.19 €**

Il est proposé au Comité Syndical de valider le Compte Administratif 2023 et l'affectation des résultats 2023 du Budget Annexe Production d'EnR.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Délibération

Après délibération, le Comité Syndical adopte le Compte Administratif 2023 et l'affectation des résultats 2023 du Budget Annexe Production d'EnR.

Délibération adoptée à l'unanimité.

Pour extrait conforme,

Le Président, Xavier HUBERT	Le secrétaire de séance, Roger WALLART

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

CERTIFICAT ADMINISTRATIF

Exercice 2023

Objet : comptabilisation des rattachements sur la section de fonctionnement

Le SIEGE27 certifie qu'il n'y a a pas de rattachement concernant la section de fonctionnement en dépenses

Fait à Guichainville 31/12/2023

Le président

Le Président,
SIEGE
Xavier HUBERT

Xavier HUBERT

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 25270197400039	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT SYND INTERCOMM ELECTRICITE GAZ 27

POSTE COMPTABLE DE : SGC D EVREUX MUNICIPALE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Compte administratif

BUDGET : PRODUCTION D'ENERGIES RENOUVELABLES (2)

ANNEE 2023

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.
(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

I - Informations générales

Modalités de vote du budget

II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres
B1 - Balance générale du budget - Dépenses
B2 - Balance générale du budget - Recettes

III - Vote du compte administratif

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture
A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement
A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N
A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations
A3.2 - Etalement des provisions
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1)
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1)
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1)
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1)
A5.3.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A5.3.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées
A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers
A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées
A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties
A8.3 - Opérations liées aux cessions
A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées
A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties
A10 - Etat des travaux en régie

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé
B1.6 - Etat des autres engagements donnés
B1.7 - Etat des engagements reçus
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2)
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3)

C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

I

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

Actes de transmission en préfecture
027-200040301-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II
VUE D'ENSEMBLE — A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A 23 103,65	G 32 437,13	G-A 9 333,48
	Section d'investissement	B 975 867,89	H 40 153,97	H-B -935 713,92
		+	+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C 12 696,05 (si déficit)	I 0,00 (si excédent)	
	Report en section d'investissement (001)	D 0,00 (si déficit)	J 1 644 421,87 (si excédent)	
		=	=	
		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D 1 011 667,59	Q= G+H+I+J 1 717 012,97	=Q-P 705 345,38

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 241 882,19	L 0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F 241 882,19	= K+L 0,00

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E 35 799,70	= G+I+K 32 437,13	-3 362,57
	Section d'investissement	= B+D+F 1 217 750,08	= H+J+L 1 684 575,84	466 825,76
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 1 253 549,78	= G+H+I+J+K+L 1 717 012,97	463 463,19

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	
70	Ventes produits fabriqués, prestations		0,00
73	Produits issus de la fiscalité		0,00
74	Subventions d'exploitation		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 241 882,19	L 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	241 882,19	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.
(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

Accusé de réception en préfecture
027-252701024-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	134 500,00	4 037,24	0,00	0,00	130 462,76
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
Total des dépenses de gestion courante		**135 000,00**	**4 037,24**	**0,00**	**0,00**	**130 962,76**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles d'exploitation		**135 000,00**	**4 037,24**	**0,00**	**0,00**	**130 962,76**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*40 000,00*	*19 066,41*			*20 933,59*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***40 000,00***	***19 066,41***			***20 933,59***
TOTAL		**175 000,00**	**23 103,65**	**0,00**	**0,00**	**151 896,35**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**12 696,05**				

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	185 696,05	30 633,21	0,00	0,00	155 062,84
73	Produits issus de la fiscalité(4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,21	0,00	0,00	-0,21
Total des recettes de gestion courante		**185 696,05**	**30 633,42**	**0,00**	**0,00**	**155 062,63**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**185 696,05**	**30 633,42**	**0,00**	**0,00**	**155 062,63**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*2 000,00*	1 803,71			196,29
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***2 000,00***	***1 803,71***			***196,29***
TOTAL		**187 696,05**	**32 437,13**	**0,00**	**0,00**	**155 258,92**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(4) Ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
21	Immobilisations corporelles	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	778 821,87	455 529,98	241 882,19	81 409,70
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**823 821,87**	**455 529,98**	**241 882,19**	**126 409,70**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	17 100,00	17 094,20	0,00	5,80
16	Emprunts et dettes assimilées	500 000,00	500 000,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 500,00	1 440,00	0,00	60,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**518 600,00**	**518 534,20**	**0,00**	**65,80**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**1 342 421,87**	**974 064,18**	**241 882,19**	**126 475,50**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*2 000,00*	*1 803,71*		*196,29*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*300 000,00*	*0,00*		*300 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***302 000,00***	***1 803,71***		***300 196,29***
TOTAL		**1 644 421,87**	**975 867,89**	**241 882,19**	**426 671,79**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		**0,00**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	0,00	18 173,92	0,00	-18 173,92
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	100,00	33,64	0,00	66,36
Total des recettes d'équipement		**100,00**	**18 207,56**	**0,00**	**-18 107,56**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 400,00	1 440,00	0,00	-40,00
Total des recettes financières		**1 400,00**	**1 440,00**	**0,00**	**-40,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**1 500,00**	**19 647,56**	**0,00**	**-18 147,56**
021	*Virement de la section d'exploitation (2)*	*0,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*40 000,00*	*19 066,41*		*20 933,59*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*300 000,00*	*1 440,00*		*298 560,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***340 000,00***	***20 506,41***		***319 493,59***
TOTAL		**341 500,00**	**40 153,97**	**0,00**	**301 346,03**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		**1 644 421,87**			

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2)*DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfectorale : 05/06/2024

1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	4 037,24		4 037,24
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*19 066,41*	19 066,41
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**4 037,24**	***19 066,41***	**23 103,65**

\+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**12 696,05**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**35 799,70**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	17 094,20	*1 803,71*	18 897,91
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	500 000,00	*0,00*	500 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	455 529,98	0,00	455 529,98
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 440,00	*0,00*	1 440,00
28	*Amortissement des immobilisations(reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**974 064,18**	***1 803,71***	**975 867,89**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE	**975 867,89**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture
027-252701774-20240601-2024-C-00-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Ventes produits fabriqués, prestations	30 633,21		30 633,21
71	*Production stockée (ou déstockage)(3)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,21		0,21
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*1 803,71*	1 803,71
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
	Recettes d'exploitation – Total	**30 633,42**	***1 803,71***	**32 437,13**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**32 437,13**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	18 173,92	0,00	18 173,92
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*360,00*	360,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	33,64	*1 080,00*	1 113,64
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 440,00	*0,00*	1 440,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*19 066,41*	*19 066,41*
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	*0,00*
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	*0,00*
3…	Stocks	0,00	0,00	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**19 647,56**	***20 506,41***	**40 153,97**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1	**1 644 421,87**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 684 575,84**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général (2) (3)**	**134 500,00**	**4 037,24**	**0,00**	**0,00**	**130 462,76**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	1 000,00	272,89	0,00	0,00	727,11
6156	Maintenance	60 000,00	2 552,41	0,00	0,00	57 447,59
617	Etudes et recherches	49 000,00	0,00	0,00	0,00	49 000,00
6231	Annonces et insertions	23 500,00	1 211,94	0,00	0,00	22 288,06
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
014	**Atténuations de produits (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**500,00**
658	Charges diverses de gestion courante	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)		**135 000,00**	**4 037,24**	**0,00**	**0,00**	**130 962,76**
66	**Charges financières (b) (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f		**135 000,00**	**4 037,24**	**0,00**	**0,00**	**130 962,76**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***				
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)***	***40 000,00***	***19 066,41***			***20 933,59***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*40 000,00*	*19 066,41*			*20 933,59*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***40 000,00***	***19 066,41***			***20 933,59***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***40 000,00***	***19 066,41***			***20 933,59***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**175 000,00**	**23 103,65**	**0,00**	**0,00**	**151 896,35**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**12 696,05**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43.
(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.
(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES

III
A2

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-00-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfectorale : 05/06/2024

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	***Ventes produits fabriqués, prestations***	***185 696,05***	***30 633,21***	***0,00***	***0,00***	***155 062,84***
701	*Ventes produits finis et intermédiaires*	*185 696,05*	*30 633,21*	*0,00*	*0,00*	*155 062,84*
73	**Produits issus de la fiscalité (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,21**	**0,00**	**0,00**	**-0,21**
7588	Autres	0,00	0,21	0,00	0,00	-0,21
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**185 696,05**	**30 633,42**	**0,00**	**0,00**	**155 062,63**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**185 696,05**	**30 633,42**	**0,00**	**0,00**	**155 062,63**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6)***	***2 000,00***	***1 803,71***			***196,29***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*2 000,00*	*1 803,71*			*196,29*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***2 000,00***	***1 803,71***			***196,29***
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**187 696,05**	**32 437,13**	**0,00**	**0,00**	**155 258,92**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.
(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et M. 43.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.*
(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-00-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfectorale : 05/06/2024

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**30 000,00**	**0,00**	**0,00**	**30 000,00**
2031	Frais d'études	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
2051	Concessions et droits assimilés	20 000,00	0,00	0,00	20 000,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**15 000,00**	**0,00**	**0,00**	**15 000,00**
2183	Matériel de bureau et informatique	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**778 821,87**	**455 529,98**	**241 882,19**	**81 409,70**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	778 821,87	455 529,98	241 882,19	81 409,70
	Total des dépenses d'équipement	**823 821,87**	**455 529,98**	**241 882,19**	**126 409,70**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**17 100,00**	**17 094,20**	**0,00**	**5,80**
1312	Subv. équipt Régions	17 100,00	17 094,20	0,00	5,80
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**500 000,00**	**500 000,00**	**0,00**	**0,00**
1687	Autres dettes	500 000,00	500 000,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**1 500,00**	**1 440,00**	**0,00**	**60,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	1 500,00	1 440,00	0,00	60,00
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**			
	Total des dépenses financières	**518 600,00**	**518 534,20**	**0,00**	**65,80**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**1 342 421,87**	**974 064,18**	**241 882,19**	**126 475,50**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (5)***	***2 000,00***	***1 803,71***		***196,29***
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	***2 000,00***	***1 803,71***		***196,29***
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*2 000,00*	*1 803,71*		*196,29*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***		***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***300 000,00***	***0,00***		***300 000,00***
2153	*Installations à caractère spécifique*	*300 000,00*	*0,00*		*300 000,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***302 000,00***	***1 803,71***		***300 196,29***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**1 644 421,87**	**975 867,89**	**241 882,19**	**426 671,79**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

III

B2

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-00-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfectorale : 05/06/2024

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**18 173,92**	**0,00**	**-18 173,92**
1312	Subv. équipt Régions	0,00	18 173,92	0,00	-18 173,92
16	**Emprunts et dettes assimilées(hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**100,00**	**33,64**	**0,00**	**66,36**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	100,00	33,64	0,00	66,36
	Total des recettes d'équipement	**100,00**	**18 207,56**	**0,00**	**-18 107,56**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**1 400,00**	**1 440,00**	**0,00**	**-40,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	1 400,00	1 440,00	0,00	-40,00
	Total des recettes financières	**1 400,00**	**1 440,00**	**0,00**	**-40,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**1 500,00**	**19 647,56**	**0,00**	**-18 147,56**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***0,00***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)***	***40 000,00***	***19 066,41***		***20 933,59***
28153	*Installations à caractère spécifique*	*40 000,00*	*19 066,41*		*20 933,59*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***40 000,00***	***19 066,41***		***20 933,59***
041	***Opérations patrimoniales (6)***	***300 000,00***	***1 440,00***		***298 560,00***
2153	*Installations à caractère spécifique*	*0,00*	*360,00*		*-360,00*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*300 000,00*	*1 080,00*		*298 920,00*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***340 000,00***	***20 506,41***		***319 493,59***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**341 500,00**	**40 153,97**	**0,00**	**301 346,03**
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	**1 644 421,87**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

III
B3

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE

IV
A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

IV
A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV
A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

A1.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinance-ment	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résidu-elle	Pério-dicité des rem-bour-se-ments (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					**0,00**	**0,00**							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					**0,00**	**0,00**								**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N

A1.7 – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ANNEXES		IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE AUTRES DETTES		A1.8

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-06-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

A1.8 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €	

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès … ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
ETALEMENT DES PROVISIONS

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-09-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

Nature	Objet	Montant total à constituer	Durée (année)	Montant des provisions constituées au 31/12/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN

EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A4.1

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**502 000,00**	**I**	**501 803,71**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**500 000,00**		**500 000,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	0,00		0,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	500 000,00		500 000,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**2 000,00**		**1 803,71**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*2 000,00*		*1 803,71*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**501 803,71**	**241 882,19**	**0,00**	**743 685,90**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**41 400,00**	**III**	**20 506,41**
Ressources propres externes de l'année (a)		**1 400,00**		**1 440,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
275	Dépôts et cautionnements versés	1 400,00		1 440,00
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**40 000,00**		**19 066,41**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28153	*Installations à caractère spécifique*	*40 000,00*		*19 066,41*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*		*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R106 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**20 506,41**	**0,00**	**1 644 421,87**	**0,00**	**1 664 928,28**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**743 685,90**
Ressources propres disponibles	IV	**1 664 928,28**
Solde	V = IV – II (3)	**921 242,38**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	IV A6

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-06-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

A6 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240606-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS

IV
A7

A7 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A8.1

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

A8.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
19/04/2023	2023 NASSANDRES RESTAURANT SCOLAIRE	58 100,29	153,32	20
29/06/2023	2023 THUIT DE L OISON ECOLE	1 750,00	36,94	20
04/09/2023	2023 ST ANDRE DE L EURE ECOLE CHATEAU	9 381,25	113,36	20
18/09/2023	2023 ST ANDRE DE L EURE ECOLE CHATEAU	592,50	7,16	20
04/10/2023	2023 ST ANDRE DE L EURE ECOLE CHATEAU	800,00	9,67	20
19/10/2023	2023/IVILLE OMBRIERE	121 310,20	1 179,40	20
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		**191 934,24**	**1 499,85**	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES	A8.2

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

A8.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		**0,00**					**0,00**

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	A8.3

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

A8.3 –OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'éléments d'actif	0,00
Compte 675	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – ENTREES	A9.1

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

A9.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		**0,00**	**0,00**	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) – SORTIES	A9.2

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

A9.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (L. 300-5 du code de l'urbanisme)

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		**0,00**					**0,00**

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)

A10

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

SECTION D'EXPLOITATION

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
72	*Travaux en régie*		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00	I 0,00

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	*Immobilisations incorporelles*	*0,00*
21	*Immobilisations corporelles*	*0,00*
23	*Immobilisations en cours*	*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, …) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par l'établissement.
(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-08-DF
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	A10

RATIO

	Montant
Recettes 72 (I)	0,00
Recettes réelles d'exploitation	0,00
Recettes 72 / Recettes réelles d'exploitation	0,00 %

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

IV

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS
EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

B1.1

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-06-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT		Valeur en euros
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET REÇUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B1.3

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

B1.3 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versé la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET REÇUS ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	B1.4

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-06-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

B1.4 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

Exercice d'origine du contrat	Nature du bien ayant fait l'objet du contrat (1)	Montant de la redevance de l'exercice	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat	Montant des redevances restant à courir					
					N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant	Total (2)

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

B1.5 – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

Libellé du contrat	Année de signature du contrat de PPP	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le contrat de PPP	Montant total prévu au titre du contrat de PPP (TTC)	Montant de la rémunération du cocontractant	Durée du contrat de PPP (en mois)	Date de fin du contrat de PPP

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET REÇUS
ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-06-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

B1.6 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

B1.7 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-06-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de l'exercice N (3)	CP réalisés durant l'exercice N

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AE	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de l'exercice N (3)	CP réalisés durant l'exercice N

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

IV
C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	C1.2

C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc… et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif) .

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, …).

IV – ANNEXES AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	IV C3

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

C3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE (1)

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Seulement valable pour les régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

IV

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION

PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL DU SPIC ET DES BUDGETS ANNEXES

(uniquement pour les SPIC dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale)

C4

C4 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL DU SPIC ET DES BUDGETS ANNEXES

1 – BUDGET PRINCIPAL DU SPIC

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE

SECTION	Crédits ouverts (1)	Réalisations	Restes à réaliser	Total (2)
EXPLOITATION				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL AGREGE DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL AGREGE DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cumul du BP, BS et DM.

(2) Cumul des réalisations et restes à réaliser.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-0-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

BUDGET 12601 PRODUCTION ENERGIES RENOUVELABLES
SIRET 252 701 974 00039

CERTIFICAT ADMINISTRATIF

Objet: Exercice 2023

Sortie inventaire : 2315/2153

Durée amortissement : 20 ans

Montant des immobilisations PASSANT DU C/2315 VERS LE C/2153 / 403 532.59€

Liste jointe avec n° d'inventaire
Amortissement en dépenses c/6811 avec reprise de l'antériorité
Amortissement en recettes c/28153 avec reprise de l'antériorité

fait à Guichainville LE 28/11/2023

Le président

Xavier HUBERT

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

N° d'inventaire projet	Commune	COMPTE	Clôture comptable	sortie 2315 vers 2135 amortissable	fin exercice	Nb de jours(360 jours)	AMT 2021	AMT 2022	AMT 2023	AMT 2021+2022+2023
202110401	BOURG BEAUDOUIN	2153	16/06/2022	860,00	31/12/2022	195		23,29	43,00	66,29
202110401	BOURG BEAUDOUIN	2153	16/06/2022	1 246,70	31/12/2022	195		33,76	62,34	96,10
202110401	BOURG BEAUDOUIN	2153	16/06/2022	404,25	31/12/2022	195		10,95	20,21	31,16
202110401	BOURG BEAUDOUIN	2153	16/06/2022	2 520,00	31/12/2022	195		68,25	126,00	194,25
202110401	BOURG BEAUDOUIN	2153	16/06/2022	1 429,10	31/12/2022	195		38,70	71,45	110,15
202110401	BOURG BEAUDOUIN	2153	16/06/2022	1 512,00	31/12/2022	195		40,95	75,60	116,55
202110401	BOURG BEAUDOUIN	2153	16/06/2022	11 570,90	31/12/2022	195		313,38	578,54	891,92
202110401	BOURG BEAUDOUIN	2153	16/06/2022	300,00	31/12/2022	195		8,13	15,00	23,13
202110401	BOURG BEAUDOUIN	2153	16/06/2022	26 578,90	31/12/2022	195		719,85	1 328,95	2 048,80
202110401	BOURG BEAUDOUIN	2153	16/06/2022	1 127,61	31/12/2022	195		30,54	56,38	86,92
202110401	BOURG BEAUDOUIN	2153	16/06/2022	330,75	31/12/2022	195		8,96	16,54	25,50
202110401	BOURG BEAUDOUIN	2153	16/06/2022	1 008,00	31/12/2022	195		27,30	50,40	77,70
202113501	CESSEVILLE	2153	16/06/2022	2 350,00	31/12/2022	195		63,65	117,50	181,15
202113501	CESSEVILLE	2153	16/06/2022	640,00	31/12/2022	195		17,33	32,00	49,33
202113501	CESSEVILLE	2153	16/06/2022	1 038,92	31/12/2022	195		28,14	51,95	80,09
202113501	CESSEVILLE	2153	16/06/2022	3 200,00	31/12/2022	195		86,67	160,00	246,67
202113501	CESSEVILLE	2153	16/06/2022	32 458,41	31/12/2022	195		879,08	1 622,92	2 502,00
202113501	CESSEVILLE	2153	16/06/2022	404,25	31/12/2022	195		10,95	20,21	31,16
202113501	CESSEVILLE	2153	16/06/2022	30 904,59	31/12/2022	195		837,00	1 545,23	2 382,23
202113501	CESSEVILLE	2153	16/06/2022	850,00	31/12/2022	195		23,02	42,50	65,52
202113501	CESSEVILLE	2153	16/06/2022	300,00	31/12/2022	195		8,13	15,00	23,13
202113501	CESSEVILLE	2153	16/06/2022	800,00	31/12/2022	195		21,67	40,00	61,67
202113501	CESSEVILLE	2153	16/06/2022	330,75	31/12/2022	195		8,96	16,54	25,50
202113501	CESSEVILLE	2153	16/06/2022	2 350,00	31/12/2022	195		63,65	117,50	181,15
202113501	CESSEVILLE	2153	16/06/2022	1 151,61	31/12/2022	195		31,19	57,58	88,77
202235401	IVILLE	2153	21/10/2021	1 127,53	31/12/2021	70			10,96	10,96
202235401	IVILLE	2153	21/10/2021	121 310,20	31/12/2021	70			1 179,40	1 179,40
202150701	ST ANDRE DE L EURE ECOLE CHATEAU	2153	04/10/2023	9 381,25	31/12/2023	87			113,36	113,36
202150701	ST ANDRE DE L EURE ECOLE CHATEAU	2153	04/10/2023	592,50	31/12/2023	87			7,16	7,16
202150701	ST ANDRE DE L EURE ECOLE CHATEAU	2153	04/10/2023	800,00	31/12/2023	87			9,67	9,67
202150701	ST ANDRE DE L'EURE ECOLE DU CHÂTEAU	2153	04/10/2023	860,00	31/12/2023	87			10,39	10,39
202150701	ST ANDRE DE L'EURE ECOLE DU CHÂTEAU	2153	04/10/2023	404,25	31/12/2023	87			4,88	4,88
202150701	ST ANDRE DE L'EURE ECOLE DU CHÂTEAU	2153	04/10/2023	3 200,00	31/12/2023	87			38,67	38,67
202150701	ST ANDRE DE L'EURE ECOLE DU CHÂTEAU	2153	04/10/2023	33 368,75	31/12/2023	87			403,21	403,21
202150701	ST ANDRE DE L'EURE ECOLE DU CHÂTEAU	2153	04/10/2023	2 107,50	31/12/2023	87			25,47	25,47
202150701	ST ANDRE DE L'EURE ECOLE DU CHÂTEAU	2153	04/10/2023	300,00	31/12/2023	87			3,63	3,63
202150701	ST ANDRE DE L'EURE ECOLE DU CHÂTEAU	2153	04/10/2023	1 151,61	31/12/2023	87			13,92	13,92
202150701	ST ANDRE DE L'EURE ECOLE DU CHÂTEAU	2153	04/10/2023	330,75	31/12/2023	87			4,00	4,00
202058201	ST OUEN DU TILLEUL	2153	23/08/2022	1 500,00	31/12/2022	128		26,67	75,00	101,67
202058201	ST OUEN DU TILLEUL	2153	23/08/2022	879,71	31/12/2022	128		15,64	43,99	59,63

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

N° d'inventaire projet	Commune	COMPTE	Clôture comptable	sortie 2315 vers 2135 amortissable	fin exercice	Nb de jours(360 jours)	AMT 2021	AMT 2022	AMT 2023	AMT 2021+2022+2023
202058201	ST OUEN DU TILLEUL	2153	23/08/2022	415,00	31/12/2022	128		7,38	20,75	28,13
202063801	THUIT DE L OISON ECOLE	2153	29/07/2023	39 899,01	31/12/2023	152			842,31	842,31
202063801	THUIT DE L OISON ECOLE	2153	29/07/2023	1 127,53	31/12/2023	152			23,80	23,80
202063801	THUIT DE L OISON ECOLE	2153	29/07/2023	5 856,09	31/12/2023	152			123,63	123,63
202063801	THUIT DE L OISON ECOLE	2153	29/07/2023	1 750,00	31/12/2023	152			36,94	36,94
202164301	TILLIERES SUR AVRE	2153	06/04/2021	1 127,53	31/12/2021	265	41,50	56,38	56,38	154,26
202164301	TILLIERES SUR AVRE	2153	06/04/2021	39 674,11	31/12/2021	265	1 460,23	1 983,71	1 983,71	5 427,65
202168001	VERNEUSSES	2153	17/11/2022	2 625,00	31/12/2022	44		16,04	131,25	147,29
202168001	VERNEUSSES	2153	17/11/2022	1 750,00	31/12/2022	44		10,69	87,50	98,19
202168001	VERNEUSSES	2153	17/11/2022	1 127,53	31/12/2022	44		6,89	56,38	63,27
202168001	VERNEUSSES	2153	17/11/2022	4 610,00	31/12/2022	44		28,17	230,50	258,67
				590,00	31/12/2022	44		3,61	29,50	33,11
				403 532,59			**1 501,73**	**5 558,68**	**11 849,70**	**18 910,11**
				403 532,59			**7 060,41**			

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

BUDGET 12601 PRODUCTION ENERGIES RENOUVELABLES
SIRET 252 701 974 00039

CERTIFICAT ADMINISTRATIF

Objet : Exercice 2023

Immobilisations des travaux photovoltaïques basculées du c/2315 vers le c/2031 : Etudes non suivies de travaux, closes au 31/12/2023
Du c/2315 vers le c/ 2031
Prorata temporis-Durée amortissement : 5 ans

Amortissement en dépenses c/6811 : 0 €
Amortissement en recettes c/28031 : 0 €

(Tableau joint)

fait à Guichainville LE 31/12/2023

Le président

Xavier HUBERT

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

252 701 974 00039

N° immobilisation logiciel	Commune	DÉSIGNATION DU BIEN	DATE ACQUISITION	VALEUR	N° IMMOBILISATION	bord/mandat	date Mandat	OS correspondant Clos/En Cours	sortie comptable	sortie 2031 amortissable 5 ans prorata 2023	sortie 2031 amortissable 5 ans prorata 2024
20	CONCHES	2021 CONCHES EN OUCHEAFF N° TRE.IN.MO057 TRANCHE CONDITIONELLE 1	28/04/2021	2 800,00	2021-PER-2315/18	6/18	14/04/2021	clos	31/12/2023	0,00	560,00
21	CORNEVILLE SUR RISLE	2021 CORNEVILLE SUR RISLE COM N° 2020000025 ETUDE PHOTOVOLTAIQUE ECOLE	15/04/2021	725,00	2021-PER-2315/12	5/12	14/04/2021	clos	31/12/2023	0,00	145,00
28	CORNEVILLE SUR RISLE	2021 CORNEVILLE SUR RISLE ECOLE SOCOTEC 2021 CORNEVILLE SUR RISLE	02/06/2021	720,00	2021-PER-2315/29	12/29	28/05/2021	clos	31/12/2023	0,00	144,00
4	COUTURE BOUSSEY	2020 LA COUTURE BOUSSEY TRE20110025 AFFAIRE TRE.IN.MO044 BPMS6MOEPV	17/12/2020	2 167,00	2020-PER-2315/3	3/3	11/12/2020	clos	31/12/2023	0,00	433,40
30	FRENEUSE SUR RISLE	2021FRENEUSE/RISLE CT PHOTOVOL SALLE FETE BDC CHORUS : 2020000028	02/06/2021	1 175,00	2021-PER-2315/28	12/28	28/05/2021	clos	31/12/2023	0,00	235,00
56	LES HOGUES	2021 LES HOGUES SALLE DES FETES DIAG AMIANTE	16/07/2021	640,00	2021-PER-2315/40	16/40	09/07/2021	clos	31/12/2023	0,00	128,00
66	LES HOGUES	2021 LES HOGUES DIAG AMIANTE PHOTOVOLTAIQU 2021 SOCOTEC	29/03/2022	725,00	2022-PER-2315/14	3/14	24/03/2022	clos	31/12/2023	0,00	145,00
70	MOUETTES	2021 MOUETTES ECOLE DIAG AMIANTE PHOTOVOL	29/03/2022	725,00	2022-PER-2315/15	3/15	24/03/2022	clos	31/12/2023	0,00	145,00
78	PRESSAGNY L'ORGUEILLEUX	2022 PRESSAGNY LORG DIAG AMIANTE ET CSPS PHOTOVOL	30/05/2022	1 175,00	2022-PER-2315/31	7/31	20/05/2022	clos	31/12/2023	0,00	235,00
95	ST ANTONIN DE SOMMAIRE	2022 ST ANTONIN DE SOMMAIRE SOCOTEC ETUDE STRUCT	21/09/2022	725,00	2022-PER-2315/56	18/56	19/09/2022	clos	31/12/2023	0,00	145,00
37	TOURNEVILLE	2021 TOURNEVILLE SALLE COMMUNALE DIAG AMIANTE 2020	10/08/2021	820,00	2021-PER-2315/42	17/42	13/07/2021	clos	31/12/2023	0,00	164,00
68	TOURNEVILLE	2021 TOURNEVILLE DIAG AMIANTE PHOTOVOL	29/03/2022	725,00	2022-PER-2315/16	3/16	24/03/2022	clos	31/12/2023	0,00	145,00
				13 122,00						**0,00**	**2 624,40**

12601 PER

Accusé de réception préfecture
027-270170174-20240105-d6015-DE
Date de télétransmission : 05/01/2024
Date de réception préfecture : 05/01/2024

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTES - EXERCICE 2023

Etablissement : SYND INTERCOMM ELECTRICITE GAZ 27

Budget : PRODUCTION D'ENERGIES RENOUVELABLES

Compte	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande / Marché / Contrat	Montant engagé
2315	2023000025	2023 ARNIERES SUR ITON ECOLE PRIMAIRE-ETUDES	SOCOTEC CONSTRUCTION	17/11/2023	2023000025 20CTSPSDAT01	725,00
2315	2023000005	2023 ST GEORGES DU VIEVRE PARKING AVENEL	AVENEL	28/03/2023	2023000005 2022TPV1L3	37 528,25
2315	2023000004	2023 MISSION LONGCHAMPS ECOLE SOCOTEC	SOCOTEC CONSTRUCTION	02/03/2023	2023000004 20CTSPSDAT02	367,50
2315	2023000021	2023 ETUDE CHAMBOIS ATELIER COMMUNAL	SOCOTEC CONSTRUCTION	10/10/2023	2023000021 20CTSPSDAT01	1 175,00
2315	2023000024	2023 ARNIERES SUR ITON VESTAIRES-ETUDES	SOCOTEC CONSTRUCTION	17/11/2023	2023000024 20CTSPSDAT01	725,00
2315	2023000009	2023 ST SEBASTIEN DE MORSENT MAIRIE RESO	RESO	04/04/2023	2023000009 21SETPV01	3 100,00
2315	2020000030	2020 CDE 202001593 TRFERT BA	TRANSENERGIE	05/01/2023	20SETPV26L1	1 030,00
2315	2023000023	2023 ST VINCENT DU BOULAY ETUDES INV 202361301	SOCOTEC CONSTRUCTION	17/11/2023	2023000023 20CTSPSDAT01	720,00
2315	2023000006	2023 LONGCHAMPS ECOLE GARCZYNSKI YVETOT	GARCZYNSKI TRAPLOIR YVETOT	28/03/2023	2023000006 2022TPV1L2	60 378,90
2315	2020000006	2020C CDE 2020000973 TRFERT BA	TRANSENERGIE	05/01/2023	18SETPV23L2	1 750,00
2315	2022000005	2022 CLEF VALLEE D EURE ECR ENVIRONNEMENT	ECR ENVIR NORD OUEST	05/01/2023	20CTSPSDAT04	3 300,00
2315	2020000029	2020 CDE 202001592 TRFERT BA	TRANSENERGIE	05/01/2023	20SETPV26L3	433,40
2315	2023000003	2023 MISSION BRETEUIL SUR ITON ECOLE SOCOTEC	SOCOTEC CONSTRUCTION	23/02/2023	2023000003 20CTSPSDAT02	367,50
2315	2021000024	2021 BOURG BEAUDOUIN TRAVAUX	GARCZYNSKI TRAPLOIR YVETOT	05/01/2023	21TTPV05	26 086,40
2315	2023000026	2023 ST MARCEL-RACCORDEMENT RESEAU PUBLIC	ENEDIS ELECTRICITE EN RESEAU	17/11/2023	2023000026	1 747,02
2315	2023000002	2023 RESO-ST GEORGES DU VIEVRE-PARKING	RESO	25/01/2023	2023000002 21SETPV01	3 800,00
2315	2023000008	2023 BRETEUIL ECOLE SAS DELVALLE ENERGIE	DELVALLE ENERGIE	28/03/2023	2023000008 2022TPV1L1	19 189,00
2315	2020000031	2020 CDE 202001594 TRFERT BA	TRANSENERGIE	05/01/2023	20SETPV26L2	833,00
2315	2020000018	2020 SOCOTEC BEUZEVILLE CT PHOTOV.ECOLE	SOCOTEC CONSTRUCTION	05/01/2023	20CTSPSDAT02	330,75
2315	2020000038	2020 BEUZEVILLE TC2 PER	TRANSENERGIE	05/01/2023	19SETPV24L1	5 040,00
2315	2023000028	2023 ST GEORGES DU VIEVRE PARKING ENEDIS RACCORD	ENEDIS ELECTRICITE EN RESEAU	05/12/2023	2023000028	1 936,40
2315	2023000027	2023 BUEIL MUSEE CINEMA ETUDE	SOCOTEC CONSTRUCTION	17/11/2023	2023000027 20CTSPSDAT01	875,00
2315	2023000010	2023 CLEF VALLEE D'EURE RESO	RESO	04/04/2023	2023000010	7 400,00
2315	2021000037	2021 RESO ST DIDIER DES BOIS PHASE PRO/ACT	RESO	05/01/2023	21SETPV01	400,00
2315	2020000033	2020 TC2 LONGCHAMPS ECOLE	TRANSENERGIE	05/01/2023	20SETPV26L2	5 610,00
2315	2023000020	2023 AVENEL PHOTOVOLTAIQUE TOITURE ECOLE MISERE	AVENEL	27/09/2023	2023000020 2023TPV1	57 034,07

Accusé de réception en préfecture
027-200070175-20240108-2024-1-DE
Date de télétransmission : 08/01/2024
Date de réception préfecture : 08/01/2024

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTES - EXERCICE 2023

Etablissement : SYND INTERCOMM ELECTRICITE GAZ 27

Budget : PRODUCTION D'ENERGIES RENOUVELABLES

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant engagé
TOTAL						241 882,19

Désignation de l'établissement	ARRETE A LA SOMME	Signature
SYND INTERCOMM ELECTRICITE GAZ 27 Comptable assignataire	DE Deux cent quarante et un mille huit cent quatre vingt deux euros et 19 centimes	Le Président, SIEGE Xavier HUBERT

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

BUDGET 12601 PRODUCTION ENERGIES RENOUVELABLES
SIRET 252 701 974 00039

CERTIFICAT ADMINISTRATIF

Objet: Exercice 2023

Reprise au compte de résultat des subventions reçues pour financer la réalisation des travaux photovoltaïques

Immobilisations des travaux photovoltaïques basculées du c/2315 vers le c/2153 (voir tableau joint)

Durée amortissement : 20 ans

Liste jointe avec n° d'inventaire pour 2023 (avec rattrapage des amortissements 2021 et 2022 si il ya lieu)
- Amortissement en dépenses c/13912 avec reprise de l'antériorité : 1 803.71€
- Amortissement en recettes c/777 avec reprise de l'antériorité : 1 803.71€

fait à Guichainville LE 28/11/2023

Le président

Xavier HUBERT

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

REPRISE AU COMPTE DE RESULTAT DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT-EXERCICE 2023

N° INVENTAIRE	MONTANT DE LA SUBVENTION	N°titre	TRAVAUX CONCERNES	reception de chantier	fin exercice	Nb de jours(360 jours)	amortissement 2021	amortissement 2022	amortissement 2023
202113501	8 308,98 €	2022/bord1/T1	CESSEVILLE ECOLE PHOTOVOLTAIQUE EN TOITURE	20/05/2022	30/12/2022	220		253,89 €	415,45 €
202110401	7 889,00 €	2023/bord2/T2	BOURG BEAUDOUIN PANNEAUX PHOTOVOLTAIQUES	20/05/2022	30/12/2022	220		241,05 €	394,45 €
202164301	1 795,49 €	2023/bord3/T4	TILLIERES SUR AVRE CENTRALE PHOTOVOLTAIQUE	06/04/2021	30/12/2021	264	65,83 €	89,77 €	89,77 €
202063801	8 489,43 €	2023/bord3/T3	THUIT DE L OISON PANNEAUX PHOTOVOLTAIQUES	25/05/2023	30/12/2023	215			253,50 €
							65,83 €	**584,71 €**	**1 153,17 €**

EXERCICES 2021-2022-2023	**1 803,71 €**

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

BUDGET 12601 PRODUCTION ENERGIES RENOUVELABLES
SIRET 252 701 974 00039

CERTIFICAT ADMINISTRATIF

Objet: Exercice 2023

Sortie Inventaire : opération close NASSANDRES n°inventaire : 202242501 au 12/12/2023

Immobilisations des travaux photovoltaïques basculées du c/2315 vers le c/2153 (voir tableau joint)

N° inventaire	Commune	Tiers concerné	Date Mandatement	Montant	Immobilisation	N°bord/mandat	Date début calcul	Fin exercice	Nd de jours	Amt prorata temporis
202242501	NASSANDRES SUR RISLE	SGC Bernay Restaurant scolaire	19/04/2023	58 100,29	108	6/15	12/12/2023	31/12/2023	19	153,32
202242501	NASSANDRES SUR RISLE	ENEDIS-raccordement	22/08/2022	1 127,61	92	14/48	12/12/2023	31/12/2023	19	2,98

durée amortissement : 20 ans

C/28153 : 156.30
C/6811 : 156.30

fait à Guichainville LE 12/12/2023

Le président

Xavier HUBERT

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-08-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

SIEGE 27 BUDGET ANNEXE(12601) - PRODUCTION ENERGIES RENOUVELABLES

Compte administratif 2023

LIBELLE	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		TOTAL	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
N-1	D002	R002	D001	R001		
	12 696,05			1 644 421,87		1 631 725,82
opérations de l'exercice	23 103,65	32 437,13	975 867,89	40 153,97	998 971,54	72 591,10
Résultats de l'exercice		9 333,48	935 713,92		926 380,44	
Totaux(y compris résultats antérieurs) soit Résultats de clôture de l'exercice	35 799,70	32 437,13	975 867,89	1 684 575,84	1 011 667,59	1 717 012,97
	3 362,57			708 707,95		705 345,38
Restes à réaliser			241 882,19	0,00	241 882,19	0,00
RESULTATS GLOBAUX	35 799,70	32 437,13	1 217 750,08	1 684 575,84	1 253 549,78	1 717 012,97
soit	3 362,57			466 825,76		463 463,19
		463 463,19		RESULTAT DE L EXERCICE (RAR compris)= R002		

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-09-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2024-C-09

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ DE L'EURE

Séance du 1er Juin 2024	**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL**
Convocation : 17 Mai 2024 Nombre de membres : - en exercice 585 - présents 337 Délibération n° : **2024-C-09** Objet : **Autorisation de Programme Capitalisation SEM Adaptation de l'Autorisation de Programme et des crédits de paiement 2024**	L'An DEUX MILLE VINGT QUATRE, le 1ER Juin à 9h30, le comité du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure (SIEGE), légalement convoqué, s'est réuni au Cadran à Evreux sous la présidence de Monsieur Xavier HUBERT. Etaient présents 337 membres formant la majorité des membres en exercice et pouvant valablement délibérer. Monsieur Roger WALLART, délégué de Tournedos Bois Hubert, a été désigné secrétaire de séance.

POUVOIRS

M. DESHAYES Edmond, délégué de la commune de BOISNEY, a donné pouvoir à Mme FREBERT Martine, déléguée de la commune de VALAILLES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PRESLES Gwendoline, déléguée de la commune de BOURNEVILLE STE CROIX, a donné pouvoir à M. CAUCHE Pascal, délégué de la commune de CORMEILLES, pour la représenter lors des délibérations.
M. CITHER Michel, délégué de la commune de BUEIL, a donné pouvoir à Mme LEMONNE Christine, déléguée de la commune de BRETAGNOLLES, pour le représenter lors des délibérations.
M. CAILLET Frédéric, délégué de la commune d'ETREPAGNY, a donné pouvoir à M. MOGLIA Jean Marc, délégué de la commune d'ANDE, pour le représenter lors des délibérations.
M. RIHAL Benoît, délégué de la commune de FARCEAUX, a donné pouvoir à M. HUBERT Xavier, délégué de la commune des BAUX STE CROIX, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PIEDNOEL Frédérique, déléguée de la commune d'HEUDEBOUVILLE, a donné pouvoir à M. JAMMET Eric, délégué de la commune de ST ETIENNE DU VAUVRAY, pour la représenter lors des délibérations.
M. LE DENMAT Christian, délégué de la commune de PACY SUR EURE, a donné pouvoir à M. GARREAU Cyril, délégué de la commune de CROISY SUR EURE, pour le représenter lors des délibérations.
M. HUTIN Alain, délégué de la commune de ST AGNAN DE CERNIERES a donné pouvoir à M. ROULOIS Jean Louis, délégué de la commune de VERNEUSSES, pour le représenter lors des délibérations.
M. LECOEUR Philippe, délégué de la commune de ST VICTOR DE CHRETIENVILLE a donné pouvoir à M. COINDARD Robert, délégué de la commune de PLAINVILLE, pour le représenter lors des délibérations.
M. BEAURAIN Eric, délégué de la commune de LA TRINITE DE REVILLE, a donné pouvoir à M. SPOHR Claude, délégué de la commune de ST PIERRE DE CERNIERES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme DENIZE Florence, déléguée de la commune de ST MARTIN ST FIRMIN, a donné pouvoir à M. BEAUCHE Jean Charles, délégué de la commune de ST ETIENNE L'ALLIER, pour la représenter lors des délibérations.

Exposé des motifs

Par délibération du 26 mai 2023, le Comité autorisait la création d'une autorisation de programme (AP) de 3 750 000 € pour la mise en œuvre de la capitalisation du SIEGE au sein de la SEM Transition Euroise Energies en charge du développement de projets de production d'énergie renouvelable dont le SIEGE est actionnaire majoritaire.

La délibération susmentionnée prévoyait donc la répartition prévisionnelle des crédits de paiement, modifiée comme suit par délibération du comité syndical du 25 novembre 2023 :

	2023	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**TOTAL € TTC**
Crédit budgétaire	1 875 000	800 000	358 333	358 333	358 333	3 750 000
Recettes : - **emprunt**		800 000	0	0	0	800 000
- **autofinancement**	1 875 000	0	358 333	358 333	358 333	2 950 000

Conformément aux dispositions de l'article R2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'assemblée vote annuellement les autorisations de programmes et leurs révisions, et adopte les crédits de paiement pour l'exercice budgétaire.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-09-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Au regard des besoins en capitalisation exprimés par la SEM TEE, il est nécessaire, sans modifier le montant global de l'autorisation de programme de 3 750 000 €, d'adapter le versement des crédits de paiement, selon la répartition suivante :

	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL € TTC
Crédit budgétaire	1 875 000	1 875 000				3 750 000
Recettes :						
- **emprunt**	0	1 100 000				1 100 000
- **autofinancement**	1 875 000	775 000				2 650 000

Eu égard à ce qui précède, il est proposé de solder dès l'exercice 2024 l'autorisation de programme susmentionnée et de prévoir au Budget supplémentaire 2024 les crédits supplémentaires pour permettre le versement du solde des crédits de paiement correspondants soit 1 875 000 € dans l'exercice.

Il est proposé au Comité Syndical de modifier la répartition des crédits de paiement 2024 dans le cadre de l'autorisation de programme Capitalisation SEM selon le détail du tableau ci-dessus et portant à 1 875 000 € les crédits de paiement à inscrire au Budget 2024.

Délibération

Après délibération, le Comité Syndical adopte la répartition des crédits de paiement 2024 dans le cadre de l'autorisation de programme Capitalisation SEM et portant à 1 875 000 € les crédits de paiement à inscrire au Budget 2024.

Délibération adoptée à l'unanimité.
Pour extrait conforme,

Le Président, Xavier HUBERT	Le secrétaire de séance, Roger WALLART

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2024-C-10

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ DE L'EURE

Séance du 1er Juin 2024	**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL**
Convocation : 17 Mai 2024 Nombre de membres : - en exercice 585 - présents 335 Délibération n° : **2024-C-10** Objet : **Vote du Budget supplémentaire 2024 – Budget Principal**	L'An DEUX MILLE VINGT QUATRE, le 1ER Juin à 9h30, le comité du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure (SIEGE), légalement convoqué, s'est réuni au Cadran à Evreux sous la présidence de Monsieur Xavier HUBERT. Etaient présents 335 membres formant la majorité des membres en exercice et pouvant valablement délibérer. Monsieur Roger WALLART, délégué de Tournedos Bois Hubert, a été désigné secrétaire de séance.

POUVOIRS

M. DESHAYES Edmond, délégué de la commune de BOISNEY, a donné pouvoir à Mme FREBERT Martine, déléguée de la commune de VALAILLES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PRESLES Gwendoline, déléguée de la commune de BOURNEVILLE STE CROIX, a donné pouvoir à M. CAUCHE Pascal, délégué de la commune de CORMEILLES, pour la représenter lors des délibérations.
M. CITHER Michel, délégué de la commune de BUEIL, a donné pouvoir à Mme LEMONNE Christine, déléguée de la commune de BRETAGNOLLES, pour le représenter lors des délibérations.
M. CAILLET Frédéric, délégué de la commune d'ETREPAGNY, a donné pouvoir à M. MOGLIA Jean Marc, délégué de la commune d'ANDE, pour le représenter lors des délibérations.
M. RIHAL Benoît, délégué de la commune de FARCEAUX, a donné pouvoir à M. HUBERT Xavier, délégué de la commune des BAUX STE CROIX, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PIEDNOEL Frédérique, déléguée de la commune d'HEUDEBOUVILLE, a donné pouvoir à M. JAMMET Eric, délégué de la commune de ST ETIENNE DU VAUVRAY, pour la représenter lors des délibérations.
M. LE DENMAT Christian, délégué de la commune de PACY SUR EURE, a donné pouvoir à M. GARREAU Cyril, délégué de la commune de CROISY SUR EURE, pour le représenter lors des délibérations.
M. HUTIN Alain, délégué de la commune de ST AGNAN DE CERNIERES a donné pouvoir à M. ROULOIS Jean Louis, délégué de la commune de VERNEUSSES, pour le représenter lors des délibérations.
M. LECOEUR Philippe, délégué de la commune de ST VICTOR DE CHRETIENVILLE a donné pouvoir à M. COINDARD Robert, délégué de la commune de PLAINVILLE, pour le représenter lors des délibérations.
M. BEAURAIN Eric, délégué de la commune de LA TRINITE DE REVILLE, a donné pouvoir à M. SPOHR Claude, délégué de la commune de ST PIERRE DE CERNIERES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme DENIZE Florence, déléguée de la commune de ST MARTIN ST FIRMIN, a donné pouvoir à M. BEAUCHE Jean Charles, délégué de la commune de ST ETIENNE L'ALLIER, pour la représenter lors des délibérations.

Exposé des motifs

La décision modificative est prioritairement destinée à prendre en compte l'inscription des affectations de résultats de fin d'exercice 2023 entérinée à l'issue du vote du Compte Administratif.
Elle permet ensuite de porter des inscriptions indispensables et non intégrées au Budget Primitif. Les mouvements budgétaires sont résumés comme suit :

	Opérations réelles	**Opérations d'ordre**	**Total**
Investissement			
Dépenses	13 310 141.32 €	4 240 563.80 €	**17 550 705.12€**
Recettes	11 202 780.50 €	6 347 924.62 €	**17 550 705.12€**
Fonctionnement			
Dépenses	870 000.00 €	6 347 924.62 €	**7 217 924.62 €**
Recettes	150 000.00 €	7 067 924.62 €	**7 217 924.62 €**

Fonctionnement

La section de fonctionnement prend en compte les dépenses supplémentaires imputées au chapitre 011 (Charges à caractère général) liées principalement :

- à une légère augmentation des crédits ouverts au titre des travaux réalisés en coordination sur les réseaux de télécommunication (+ 100 000 €), du fait des mandatements attendus sur l'exercice,
- à l'augmentation des coûts prévus pour l'exploitation des stations hydrogène et principalement de celle du Vieil Evreux qui accueille depuis le 22 avril dernier le car Transdev assurant 3 fois par semaine la liaison Evreux-Rouen (+225 000€ dont 200 000 € au titre de la fourniture d'hydrogène et 25 000€ pour l'alimentation électrique de la station),

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

- à l'augmentation des coûts prévus pour la réalisation des prestations de maintenance de l'éclairage public (+247 000€ dont 200 000€ pour les forfaits de maintenance et 47 000€ pour les prestations réalisées hors forfait) du fait de l'augmentation des coûts de l'actuel marché en cours depuis le 1er juillet 2023, du rythme de paiement des forfaits aux entreprises, et de la demande croissante des prestations réalisés hors forfait,
- à la réimputation dans ce chapitre des études juridiques réalisées préalablement à la constitution de la SEM, compensée dans le présent budget supplémentaire (+70 000 €),
- les autres mouvements mineurs procèdent d'ajustements de comptes à l'intérieur du chapitre sans impact sur le niveau de dépenses.

Le chapitre 012 concernant les charges de personnel connaîtra quant à lui une augmentation de l'ordre de 135 000€ (+5%) afin de tenir compte de l'évolution des carrières des agents en poste, de la nécessité de doubler les postes de plusieurs agents en mutation ou arrêt maladie et d'augmentations diverses des cotisations.

Les crédits ouverts au chapitre 65 (autres charges de gestion courante) seront majorés de 100 000 € pour permettre l'ajustement des crédits permettant le reversement aux communes des fonds liés au dispositif ACTEE pour les opérations de rénovation énergétique dont le SIEGE est bénéficiaire.

Enfin, le chapitre 042 en opérations d'ordre correspondant aux dotations aux amortissements sera augmenté de +85 000€ (+9%) pour ajuster les crédits ouverts aux besoins nés de l'adoption du calcul des amortissements au prorata temporis depuis la mise en œuvre de la nomenclature M57.

Le virement de la section de fonctionnement à l'investissement s'élève à 6 262 924.62€.

Concernant les recettes de la section, celles-ci sont complétées par l'inscription de 280 000€ supplémentaires au chapitre 70 afin de tenir compte de l'évolution des recettes d'exploitation du service de bornes de recharge pour véhicules électriques. L'augmentation des tarifs du service courant 2023 a légèrement freiné la fréquentation des installations, et le développement de l'usage de ces bornes via des opérateurs de mobilité permettent d'estimer à 300 000 € (+150 000€) le produit du service. Les 130 000 € restants correspondent à l'imputation dans ce chapitre du produit de la revente d'une partie du capital-compte courant d'associés des SA de projets de production d'énergie renouvelable.

A l'inverse, les crédits initialement prévus pour le reversement conventionnel des coûts d'exploitation de la station hydrogène du Vieil Evreux du fait de la mise en circulation du car rétrofité sont revus à la baisse du fait de la mise en service tardive de la ligne (avril au lieu de janvier) et de l'ajustement des besoins en hydrogène dudit car (-130 000 €).

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et recettes à 7 217 924.62 €.

Investissement

S'agissant des dépenses d'investissement, les principales mesures portées dans cette décision modificative concernent la part réservée à la réalisation des travaux sur les réseaux antérieurs dont l'exécution a été reportée en 2024 (9 592 216.70 € de restes à réaliser) et l'abondement des crédits ouverts au titre des projets de production d'énergie renouvelable.

Le compte d'équilibre de la section, imputé sur le chapitre 23 dédié aux travaux s'élèverait à 2 421 424.62 €.

Les autres modifications d'ampleur concernent :
- l'abandon des reports des crédits 2023 au chapitre 20 concernant les logiciels, les crédits ouverts au budget primitif étant suffisants (-25 485.22€) et la réduction des crédits ouverts à titre préventif pour la mise en œuvre du PCRS (-150 000 €). Sans être abandonné, ce projet est reporté à 2025 sous réserve de la compensation des dépenses engagées par le SIEGE comme porteur du projet par les partenaires intéressés (CD27, Gestionnaires de Réseaux...).
- la réaffectation des crédits ouverts au sein du chapitre 21 et leur réduction de – 24 514.78€ avec la réduction des crédits ouverts au titre du projet de déploiement d'IRVE du fait de l'obtention de tarifs attractifs dans le marché attribué récemment (-50 000€) et le redéploiement partiel de ces crédits pour assurer le renouvellement de la flotte de véhicules du SIEGE (+25 485.22€),

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

- l'augmentation des crédits ouverts au chapitre 26 (+1 075 000€) afin d'ajuster les crédits ouverts dans le cadre de la prise de participation du SIEGE au sein de la SEM en charge des projets de production d'énergie renouvelable, conduisant à solder dès l'exercice 2024 l'autorisation de programme ouverte en 2023 pour la capitalisation initiale. Cet ajout de crédit conduit à verser à la SEM 1 875 000 € en 2024, comme en 2023, et solder l'engagement initial maximum de 3 750 000 €,
- le versement depuis le budget principal vers le budget annexe du SPIC en charge des projets photovoltaïques sur bâtiments publics des collectivités du département augmenterait de 400 000 € pour permettre de poursuivre ces investissements, alors que les recettes actuelles dudit budget annexe, en cours d'augmentation mais encore très réduites, ne permettent de financer les investissements nouveaux.

S'agissant enfin des recettes d'investissement, celles-ci seront majorées de 150 000€ au chapitre 13 afin de tenir compte des subventions vraisemblablement perçues dans l'exercice au titre du Fonds vert 2024 sur la base des projets déposés auprès des services de l'Etat et des subventions versées au titre du programme Advenir qui aide à l'installation de nouvelles bornes ou à leur rétrofit.

A l'inverse, les crédits ouverts au titre du FCTVA sont revues à la baisse par rapport aux prévisions eu égard aux données consolidées du Compte administratif 2023 (-500 000€).

Le projet d'emprunt prévu au Budget Primitif à hauteur de 4 000 000 € est quant à lui réduit à hauteur de 1 500 000 €, permettant de faire financer par la dette le reliquat de capitalisation auprès de la SEM et le versement au SPIC évoqués ci-avant.

Le virement depuis la section de fonctionnement vient abonder le compte 021 de 6 262 924.62 € et l'affectation des résultats du Compte administratif 2023 (affectation au compte 1068) à hauteur de 8 728 171.66 € portent l'équilibre de la section d'investissement en dépenses et recettes à 17 550 705.12 €.

Les reports et les nouvelles propositions de la section d'investissement du budget supplémentaire 2024 s'équilibrent en dépenses et recettes comme suit :

	Dépenses	**Recettes**
RAR N-1	9 592 216.70 €	5 079 608.84 €
Propositions nouvelles	742 924.62 €	- 2 520 000 €
Affectation au 1068		8 728 171.66 €
Solde d'exécution reporté D001	4 215 563.80 €	
Virement de la section de fonctionnement		6 262 924.62 €
Total	**17 550 705.12 €**	**17 550 705.12 €**

Il est proposé au Comité Syndical de valider le Budget Principal Supplémentaire 2024.

Délibération

Après délibération, le Comité Syndical adopte le Budget Principal Supplémentaire 2024.

Délibération adoptée à l'unanimité.
Pour extrait conforme,

Le Président, Xavier HUBERT	Le secrétaire de séance, Roger WALLART

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

: **SYND INTERCOMM ELECTRICITE GAZ 27 (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 25270197400021

POSTE COMPTABLE : SGC D EVREUX MUNICIPALE

M. 57

Budget supplémentaire (3)
Voté par nature

BUDGET : SIEGE (4)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 41
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 43
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 46
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 50

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 52
A1.01 - Opérations non ventilables 54
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 55
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 58
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 59
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 60
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 63
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 66
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 69
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 70
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 73
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 75
A1.908 - Fonction 8 - Transports 78
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 82
A2.01 - Opérations non ventilables 84
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 85
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 88
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 89
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 90
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 93
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 96
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 99
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 100
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 101
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 104
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 106
A2.938 - Fonction 8 - Transports 109

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 113
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 114
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 118
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 119

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 120
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme 122
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes 123
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 124
B3.1 - Etat des provisions constituées 125
B3.2 - Etalement des provisions 127
B4 - Etat des charges transférées 128
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers 129
B6 - Prêts 130
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés 131
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus 132
B7.3 - Etat des emprunts garantis Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus Sans Objet
B8 - Subventions versées Sans Objet
B9 - Etat du personnel 133
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier 135
B11.1 - Liste des organismes de regroupement 136
B11.2 - Liste des établissements publics créés 137
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 138

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 139
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 140
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 141

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 143
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) 144
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) 145

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures 146

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

Accusé de réception en préfecture
027-252701574-20240601-4824-C-1B-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

I – INFORMATIONS GENERALES

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

I A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2) (3)	
5	DGF / population	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Accusé de réception en préfecture
027-252701374-20240601-2024-C-18-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

I – INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- avec (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Accusé de réception en préfecture
027-252701574-20240606-2024-C-18-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1)

I

C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	48 753 093,09	65 012 103,47	-4 106 160,08	A1	12 152 850,30
Investissement	33 550 625,69	36 786 840,14	(3) -6 943 098,63	A2	-3 706 884,18
Fonctionnement	15 202 467,40	28 225 263,33	(4) 2 836 938,55	A3	15 859 734,48

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	9 592 216,70	III + IV	5 079 608,84	B1	-4 512 607,86
Investissement	I	9 592 216,70	III	5 079 608,84	B2	-4 512 607,86
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	7 640 242,44
Investissement	**A2 + B2**	-8 219 492,04
Fonctionnement	**A3 + B3**	15 859 734,48

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

Le changement de NOMENCLATURE M14 VERS M57 et la transposition des articles budgetaires occasionnent des erreurs sur la reprise de certains montants liés à des codes opérations. En accord avec le compte de gestion 2023, l'annexe I-C1rectifiée est en piece jointe.

I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES

I

C2

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL	(I)	**9 592 216,70**
018	**RSA**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (3)**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**	**0,00**
2051	**Opération d'équipement n° 2051**	**5 890,70**
2158	**Opération d'équipement n° 2158**	**780,00**
23151	**Opération d'équipement n° 23151**	**5 513 439,12**
23152	**Opération d'équipement n° 23152**	**1 380 327,67**
23154	**Opération d'équipement n° 23154**	**747 682,97**
23155	**Opération d'équipement n° 23155**	**689 447,29**
23156	**Opération d'équipement n° 23156**	**565 346,07**
23157	**Opération d'équipement n° 23157**	**311 004,22**
23158	**Opération d'équipement n° 23158**	**86 532,67**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)**	**19 594,52**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**	**129 862,13**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**	**103 809,34**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**38 500,00**
45813	Operation compte de tiers coordination	38 500,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL	(II)	**0,00**
011	**Charges à caractère général (4)**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés (4)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante (4)**	**0,00**
6586	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques (4)**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES

I

C3

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL	(III)	**5 079 608,84**
018	**RSA**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (3)**	**4 825 408,84**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**254 200,00**
45823	Opération compte de tiers coordination	254 200,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL	(IV)	**0,00**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations (4)**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante (4)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges (4)**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques (4)**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
027-252701574-20240606-2024-C-18-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE

II A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	3 742 924,62	12 471 096,28
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	9 592 216,70	5 079 608,84
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 4 215 563,80	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	17 550 705,12	17 550 705,12

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	7 217 924,62	175 000,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 7 042 924,62
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	7 217 924,62	7 217 924,62

TOTAL DU BUDGET (5)	24 768 629,74	24 768 629,74

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
027-252701574-20240601-2024-C-18-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

PRESENTATION DES AP VOTEES

II
B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
000003	CAPITALISATION SEM PROJETS ENR		0,00
TOTAL			**0,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

Accusé de réception en préfecture
027-252701574-20240601-2024_C_18-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

PRESENTATION DES AE VOTEES

II
B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024_C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	440 000,00	25 485,22	-175 485,22	-175 485,22	290 000,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	130 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00	150 000,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	615 000,00	130 642,13	-24 514,78	-24 514,78	721 127,35
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	30 540 900,00	9 397 589,35	2 421 424,62	2 421 424,62	42 359 913,97
Total des dépenses d'équipement		**31 725 900,00**	**9 553 716,70**	**2 241 424,62**	**2 241 424,62**	**43 521 041,32**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	460 000,00	0,00	0,00	0,00	460 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	1 050 000,00	0,00	1 075 000,00	1 075 000,00	2 125 000,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	401 500,00	401 500,00	401 500,00
Total des dépenses financières		**1 510 000,00**	**0,00**	**1 476 500,00**	**1 476 500,00**	**2 986 500,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	400 000,00	38 500,00	0,00	0,00	438 500,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**33 635 900,00**	**9 592 216,70**	**3 717 924,62**	**3 717 924,62**	**46 946 041,32**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*0,00*		*25 000,00*	*25 000,00*	*25 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***		***25 000,00***	***25 000,00***	***25 000,00***
TOTAL		**33 635 900,00**	**9 592 216,70**	**3 742 924,62**	**3 742 924,62**	**46 971 041,32**
						+
					D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**4 215 563,80**
						=
					TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**51 186 605,12**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	11 400 000,00	4 825 408,84	150 000,00	150 000,00	16 375 408,84
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	4 000 000,00	0,00	-2 500 000,00	-2 500 000,00	1 500 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	35 000,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
Total des recettes d'équipement		**15 435 000,00**	**4 825 408,84**	**-2 350 000,00**	**-2 350 000,00**	**17 910 408,84**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	5 700 000,00	0,00	-500 000,00	-500 000,00	5 200 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	8 728 171,66	8 728 171,66	8 728 171,66
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	1 500 000,00	0,00	245 000,00	245 000,00	1 745 000,00
27	Autres immobilisations financières (4)	200 000,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
Total des recettes financières		**7 420 000,00**	**0,00**	**8 473 171,66**	**8 473 171,66**	**15 893 171,66**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	400 000,00	254 200,00	0,00	0,00	654 200,00
Total des recettes réelles d'investissement		**23 255 000,00**	**5 079 608,84**	**6 123 171,66**	**6 123 171,66**	**34 457 780,50**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*9 395 900,00*		*6 262 924,62*	*6 262 924,62*	*15 658 824,62*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*985 000,00*		*85 000,00*	*85 000,00*	*1 070 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***10 380 900,00***		***6 347 924,62***	***6 347 924,62***	***16 728 824,62***
TOTAL		**33 635 900,00**	**5 079 608,84**	**12 471 096,28**	**12 471 096,28**	**51 186 605,12**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**51 186 605,12**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**16 703 824,62**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	9 202 500,00	0,00	635 000,00	635 000,00	9 837 500,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	2 838 000,00	0,00	135 000,00	135 000,00	2 973 000,00
014	Atténuations de produits	3 300 000,00	0,00	0,00	0,00	3 300 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	559 100,00	0,00	100 000,00	100 000,00	659 100,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**15 899 600,00**	**0,00**	**870 000,00**	**870 000,00**	**16 769 600,00**
66	Charges financières	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
67	Charges spécifiques (4)	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**15 921 600,00**	**0,00**	**870 000,00**	**870 000,00**	**16 791 600,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*9 395 900,00*		*6 262 924,62*	*6 262 924,62*	*15 658 824,62*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*985 000,00*		*85 000,00*	*85 000,00*	*1 070 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***10 380 900,00***		***6 347 924,62***	***6 347 924,62***	***16 728 824,62***
TOTAL		**26 302 500,00**	**0,00**	**7 217 924,62**	**7 217 924,62**	**33 520 424,62**
						+
					D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**33 520 424,62**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DF
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	35 000,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	440 000,00	0,00	280 000,00	280 000,00	720 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	13 000 000,00	0,00	0,00	0,00	13 000 000,00
74	Dotations et participations (4)	7 242 500,00	0,00	-130 000,00	-130 000,00	7 112 500,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	5 505 000,00	0,00	0,00	0,00	5 505 000,00
Total des recettes de gestion courante		**26 222 500,00**	**0,00**	**150 000,00**	**150 000,00**	**26 372 500,00**
76	Produits financiers	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
77	Produits spécifiques (4)	60 000,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**26 302 500,00**	**0,00**	**150 000,00**	**150 000,00**	**26 452 500,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*0,00*		*25 000,00*	*25 000,00*	*25 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***0,00***		***25 000,00***	***25 000,00***	***25 000,00***
TOTAL		**26 302 500,00**	**0,00**	**175 000,00**	**175 000,00**	**26 477 500,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**7 042 924,62**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**33 520 424,62**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**16 703 824,62**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*
(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
BALANCE GENERALE – DEPENSES

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

II
D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*25 000,00*	25 000,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		9 300 450,71		9 300 450,71
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		-155 890,70	*0,00*	-155 890,70
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		20 000,00	*0,00*	*20 000,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		105 347,35	*0,00*	105 347,35
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		2 525 233,96	*0,00*	*2 525 233,96*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		1 075 000,00	*0,00*	1 075 000,00
27	Autres immobilisations financières (3)		401 500,00	*0,00*	401 500,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		38 500,00	*0,00*	38 500,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**13 310 141,32**	***25 000,00***	**13 335 141,32**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**4 215 563,80**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**17 550 705,12**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	635 000,00		635 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	135 000,00		135 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	100 000,00	*0,00*	100 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*85 000,00*	85 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*6 262 924,62*	6 262 924,62
	Dépenses de fonctionnement – Total	**870 000,00**	***6 347 924,62***	**7 217 924,62**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**7 217 924,62**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE – RECETTES

II

D2

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		-500 000,00	*0,00*	-500 000,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		4 975 408,84	*0,00*	4 975 408,84
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		-2 500 000,00	*0,00*	-2 500 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		245 000,00	*0,00*	245 000,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*85 000,00*	85 000,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		254 200,00	*0,00*	254 200,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*6 262 924,62*	6 262 924,62
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**2 474 608,84**	***6 347 924,62***	**8 822 533,46**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**8 728 171,66**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**17 550 705,12**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	280 000,00		280 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	-130 000,00		-130 000,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*25 000,00*	25 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**150 000,00**	***25 000,00***	**175 000,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**7 042 924,62**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**7 217 924,62**

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

III A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**33 635 900,00**	**9 592 216,70**	**0,00**	**3 742 924,62**	**3 742 924,62**	**0,00**	**3 742 924,62**	**13 335 141,32**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	440 000,00	19 594,52	0,00	-175 485,22	-175 485,22	0,00	-175 485,22	-155 890,70
204	Subventions d'équipement versées (10)	130 000,00	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00
21	Immobilisations corporelles	615 000,00	129 862,13	0,00	-24 514,78	-24 514,78	0,00	-24 514,78	105 347,35
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	340 900,00	103 809,34	0,00	2 421 424,62	2 421 424,62	0,00	2 421 424,62	2 525 233,96
	Total des opérations d'équipement (4)	30 200 000,00	9 300 450,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 300 450,71
Total des dépenses d'équipement		**31 725 900,00**	**9 553 716,70**	**0,00**	**2 241 424,62**	**2 241 424,62**	**0,00**	**2 241 424,62**	**11 795 141,32**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	460 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	1 050 000,00	0,00	0,00	1 075 000,00	1 075 000,00	0,00	1 075 000,00	1 075 000,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	401 500,00	401 500,00	0,00	401 500,00	401 500,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**1 510 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 476 500,00**	**1 476 500,00**	**0,00**	**1 476 500,00**	**1 476 500,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	400 000,00	38 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 500,00
Total des dépenses réelles		**33 635 900,00**	**9 592 216,70**	**0,00**	**3 717 924,62**	**3 717 924,62**	**0,00**	**3 717 924,62**	**13 310 141,32**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*0,00*			*25 000,00*	*25 000,00*		*25 000,00*	*25 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**25 000,00**	**25 000,00**		**25 000,00**	**25 000,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)	**4 215 563,80**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**17 550 705,12**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES

III A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		**33 635 900,00**	**5 079 608,84**	**3 742 924,62**	**3 742 924,62**	**8 822 533,46**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	11 400 000,00	4 825 408,84	150 000,00	150 000,00	4 975 408,84
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	4 000 000,00	0,00	-2 500 000,00	-2 500 000,00	-2 500 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**15 435 000,00**	**4 825 408,84**	**-2 350 000,00**	**-2 350 000,00**	**2 475 408,84**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	5 700 000,00	0,00	-500 000,00	-500 000,00	-500 000,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	1 500 000,00	0,00	245 000,00	245 000,00	245 000,00
27	Autres immobilisations financières	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**7 420 000,00**	**0,00**	**-255 000,00**	**-255 000,00**	**-255 000,00**

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024100-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	400 000,00	254 200,00	0,00	0,00	254 200,00
Total des recettes réelles		**23 255 000,00**	**5 079 608,84**	**-2 605 000,00**	**-2 605 000,00**	**2 474 608,84**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*9 395 900,00*		*6 262 924,62*	*6 262 924,62*	*6 262 924,62*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*985 000,00*		*85 000,00*	*85 000,00*	*85 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***10 380 900,00***		***6 347 924,62***	***6 347 924,62***	***6 347 924,62***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)	**0,00**
Affectation au compte 1068 (9)	**8 728 171,66**
Total des recettes d'investissement cumulées	**17 550 705,12**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

III
A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**33 635 900,00**	**9 592 216,70**	**0,00**	**3 742 924,62**	**3 742 924,62**	**0,00**	**3 742 924,62**	**13 335 141,32**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	440 000,00	19 594,52	0,00	-175 485,22	-175 485,22	0,00	-175 485,22	-155 890,70
2051	Concessions, droits similaires	440 000,00	19 594,52		-175 485,22	-175 485,22	0,00	-175 485,22	-155 890,70
204	Subventions d'équipement versées (10)	130 000,00	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00
2041482	Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations	110 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	20 000,00	0,00		20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00
21	Immobilisations corporelles	615 000,00	129 862,13	0,00	-24 514,78	-24 514,78	0,00	-24 514,78	105 347,35
21318	Autres bâtiments publics	10 000,00	13 528,56		0,00	0,00	0,00	0,00	13 528,56
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	500 000,00	0,00		-50 000,00	-50 000,00	0,00	-50 000,00	-50 000,00
21828	Autres matériels de transport	60 000,00	55 985,52		25 485,22	25 485,22	0,00	25 485,22	81 470,74
21838	Autre matériel informatique	30 000,00	58 640,58		0,00	0,00	0,00	0,00	58 640,58
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	15 000,00	1 707,47		0,00	0,00	0,00	0,00	1 707,47
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	340 900,00	103 809,34	0,00	2 421 424,62	2 421 424,62	0,00	2 421 424,62	2 525 233,96
2313	Constructions	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	340 900,00	103 809,34		2 421 424,62	2 421 424,62	0,00	2 421 424,62	2 525 233,96
	Total des opérations d'équipement (5)	30 200 000,00	9 300 450,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 300 450,71
Total des dépenses d'équipement		**31 725 900,00**	**9 553 716,70**	**0,00**	**2 241 424,62**	**2 241 424,62**	**0,00**	**2 241 424,62**	**11 795 141,32**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	460 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13248	Subv. non transf. Autres communes	10 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	450 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
027-200067874-20240605-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
		I				II			III = I + II
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	1 050 000,00	0,00	0,00	1 075 000,00	1 075 000,00	0,00	1 075 000,00	1 075 000,00
266	Autres formes de participation	1 050 000,00	0,00		1 075 000,00	1 075 000,00	0,00	1 075 000,00	1 075 000,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	401 500,00	401 500,00	0,00	401 500,00	401 500,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276348	Créance Autres communes	0,00	0,00		1 500,00	1 500,00	0,00	1 500,00	1 500,00
276358	Créance Autres groupements	0,00	0,00		400 000,00	400 000,00	0,00	400 000,00	400 000,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**1 510 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 476 500,00**	**1 476 500,00**	**0,00**	**1 476 500,00**	**1 476 500,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	400 000,00	38 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 500,00
45813	Operation compte de tiers coordination	400 000,00	38 500,00		0,00	0,00	0,00	0,00	38 500,00
Total des dépenses réelles		**33 635 900,00**	**9 592 216,70**	**0,00**	**3 717 924,62**	**3 717 924,62**	**0,00**	**3 717 924,62**	**13 310 141,32**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*0,00*			*25 000,00*	*25 000,00*		*25 000,00*	*25 000,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*25 000,00*	*25 000,00*		*25 000,00*	*25 000,00*
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*0,00*			*25 000,00*	*25 000,00*		*25 000,00*	*25 000,00*
	Charges transférées (8)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**0,00**			**25 000,00**	**25 000,00**		**25 000,00**	**25 000,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

III

A2.1

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
202302	2023 SEM ENR		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051			0,00	5 890,70	0,00	0,00	0,00	0,00
2158			0,00	780,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23151			0,00	5 513 439,12	0,00	0,00	0,00	0,00
23152			0,00	1 380 327,67	0,00	0,00	0,00	0,00
23154			0,00	747 682,97	0,00	0,00	0,00	0,00
23155			0,00	689 447,29	0,00	0,00	0,00	0,00
23156			0,00	565 346,07	0,00	0,00	0,00	0,00
23157			0,00	311 004,22	0,00	0,00	0,00	0,00
23158			0,00	86 532,67	0,00	0,00	0,00	0,00
823503001			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL			**0,00**	**9 300 450,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfectorale : 05/06/2024

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de transmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT — A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 202302
LIBELLE : 2023 SEM ENR
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

III
A2.3

Accusé de réception en préfecture
027-200070974-20240601-2024-C-1-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2051
LIBELLE :
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 5 890,70**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**5 890,70**	**0,00**	**0,00**
2051	Concessions, droits similaires	0,00	5 890,70	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**-5 890,70**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Accusé de réception en préfecture
027-200070974-20240601-2024-C-1-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2158
LIBELLE :
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 780,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	780,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	780,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-780,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT — A2.3

Accusé de réception en préfecture
027-200070974-20240601-2024-C-1-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 23151
LIBELLE :
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 5 513 439,12	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	5 513 439,12	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	5 513 439,12	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-5 513 439,12

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT — A2.3

Accusé de réception en préfecture
027-462700974-20240601-2024-C-1-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 231511
LIBELLE :
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT — A2.3

Accusé de réception en préfecture
027-200070974-20240601-2024-C-1-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 23152
LIBELLE :
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 1 380 327,67	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	1 380 327,67	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	1 380 327,67	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-1 380 327,67

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT — A2.3

Accusé de réception en préfecture
027-200070974-20240601-2024-C-1-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 23154
LIBELLE :
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 747 682,97	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	747 682,97	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	747 682,97	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-747 682,97

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT — A2.3

Accusé de réception en préfecture
027-200070974-20240601-2024-C-1-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 23155
LIBELLE :
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 689 447,29	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	689 447,29	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	689 447,29	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-689 447,29

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT — A2.3

Accusé de réception en préfecture
027-200070974-20240601-2024-C-1-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 23156
LIBELLE :
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 565 346,07	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	565 346,07	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	565 346,07	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-565 346,07

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT — A2.3

Accusé de réception en préfecture
027-200070974-20240601-2024-C-1-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 23157
LIBELLE :
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 311 004,22	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	311 004,22	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	311 004,22	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-311 004,22

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT — A2.3

Accusé de réception en préfecture
027-200070974-20240601-2024-C-1-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 23158
LIBELLE :
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		0,00	a 86 532,67	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(sauf 2324)	0,00	86 532,67	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	86 532,67	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-86 532,67

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

III
A2.3

Accusé de réception en préfecture
027-200070974-20240601-2024-C-1-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 823503001
LIBELLE :
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

III

A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		**33 635 900,00**	**5 079 608,84**	**3 742 924,62**	**3 742 924,62**	**8 822 533,46**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	11 400 000,00	4 825 408,84	150 000,00	150 000,00	4 975 408,84
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	300 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13248	Subv. non transf. Autres communes	4 800 000,00	1 228 248,84	0,00	0,00	1 228 248,84
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	6 300 000,00	3 597 160,00	0,00	0,00	3 597 160,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	4 000 000,00	0,00	-2 500 000,00	-2 500 000,00	-2 500 000,00
1641	Emprunts en euros	4 000 000,00	0,00	-2 500 000,00	-2 500 000,00	-2 500 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**15 435 000,00**	**4 825 408,84**	**-2 350 000,00**	**-2 350 000,00**	**2 475 408,84**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	5 700 000,00	0,00	-500 000,00	-500 000,00	-500 000,00
10222	FCTVA	5 700 000,00	0,00	-500 000,00	-500 000,00	-500 000,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	1 500 000,00	0,00	245 000,00	245 000,00	245 000,00
266	Autres formes de participation	1 500 000,00	0,00	245 000,00	245 000,00	245 000,00
27	Autres immobilisations financières	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276348	Créance Autres communes	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276358	Créance Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**7 420 000,00**	**0,00**	**-255 000,00**	**-255 000,00**	**-255 000,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	400 000,00	254 200,00	0,00	0,00	254 200,00
Total des recettes réelles		**23 255 000,00**	**5 079 608,84**	**-2 605 000,00**	**-2 605 000,00**	**2 474 608,84**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*9 395 900,00*		*6 262 924,62*	*6 262 924,62*	*6 262 924,62*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*985 000,00*		*85 000,00*	*85 000,00*	*85 000,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041482	*Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations*	*0,00*		*5 000,00*	*5 000,00*	*5 000,00*

Accusé de réception en préfecture
027-252700019-20240601-2024-CS-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*7 000,00*		*20 000,00*	*20 000,00*	*20 000,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*138 000,00*		*20 000,00*	*20 000,00*	*20 000,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*650 000,00*		*10 000,00*	*10 000,00*	*10 000,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*100 000,00*		*10 000,00*	*10 000,00*	*10 000,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*70 000,00*		*20 000,00*	*20 000,00*	*20 000,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*20 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***10 380 900,00***		***6 347 924,62***	***6 347 924,62***	***6 347 924,62***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

III B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**26 302 500,00**	**0,00**	**0,00**	**7 217 924,62**	**7 217 924,62**	**0,00**	**7 217 924,62**	**7 217 924,62**
011	Charges à caractère général (4)	9 202 500,00	0,00	0,00	635 000,00	635 000,00	0,00	635 000,00	635 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	2 838 000,00	0,00		135 000,00	135 000,00		135 000,00	135 000,00
014	Atténuations de produits	3 300 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	559 100,00	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**15 899 600,00**	**0,00**	**0,00**	**870 000,00**	**870 000,00**	**0,00**	**870 000,00**	**870 000,00**
66	Charges financières	2 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	20 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**22 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**15 921 600,00**	**0,00**	**0,00**	**870 000,00**	**870 000,00**	**0,00**	**870 000,00**	**870 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*9 395 900,00*			*6 262 924,62*	*6 262 924,62*		*6 262 924,62*	*6 262 924,62*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*985 000,00*			*85 000,00*	*85 000,00*		*85 000,00*	*85 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**10 380 900,00**			**6 347 924,62**	**6 347 924,62**		**6 347 924,62**	**6 347 924,62**

D002 Résultat reporté ou anticipé (6)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**7 217 924,62**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**26 302 500,00**	**0,00**	**175 000,00**	**175 000,00**	**175 000,00**
013	Atténuations de charges (3)	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	440 000,00	0,00	280 000,00	280 000,00	280 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	13 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	7 242 500,00	0,00	-130 000,00	-130 000,00	-130 000,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	5 505 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**26 222 500,00**	**0,00**	**150 000,00**	**150 000,00**	**150 000,00**
76	Produits financiers	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**80 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**26 302 500,00**	**0,00**	**150 000,00**	**150 000,00**	**150 000,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*0,00*		*25 000,00*	*25 000,00*	*25 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**0,00**		**25 000,00**	**25 000,00**	**25 000,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (8)	**7 042 924,62**
Total des recettes de fonctionnement cumulées	**7 217 924,62**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Accusé de réception en préfecture
027-252701374-20240601-2024-C-18-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

III
B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**26 302 500,00**	**0,00**	**0,00**	**7 217 924,62**	**7 217 924,62**	**0,00**	**7 217 924,62**	**7 217 924,62**
011	Charges à caractère général (5)	9 202 500,00	0,00	0,00	635 000,00	635 000,00	0,00	635 000,00	635 000,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	4 500 000,00	0,00		100 000,00	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00
60611	Eau et assainissement	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	2 415 000,00	0,00		25 000,00	25 000,00	0,00	25 000,00	25 000,00
60622	Carburants	55 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	2 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	20 000,00	0,00		-5 000,00	-5 000,00	0,00	-5 000,00	-5 000,00
60636	Habillement et vêtements de travail	2 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	12 000,00	0,00		-2 000,00	-2 000,00	0,00	-2 000,00	-2 000,00
611	Contrats de prestations de services	15 000,00	0,00		2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	150 000,00	0,00		47 000,00	47 000,00	0,00	47 000,00	47 000,00
61551	Entretien matériel roulant	30 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	580 000,00	0,00		200 000,00	200 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00
6156	Maintenance	710 000,00	0,00		200 000,00	200 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00
6161	Multirisques	55 000,00	0,00		-10 000,00	-10 000,00	0,00	-10 000,00	-10 000,00
617	Etudes et recherches	250 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	30 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	18 000,00	0,00		8 000,00	8 000,00	0,00	8 000,00	8 000,00
62268	Autres honoraires, conseils	8 000,00	0,00		70 000,00	70 000,00	0,00	70 000,00	70 000,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	7 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	40 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	5 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	28 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	45 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	1 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	120 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	36 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
027-252701911-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	2 838 000,00	0,00		135 000,00	135 000,00		135 000,00	135 000,00
6218	Autre personnel extérieur	5 000,00	0,00		11 000,00	11 000,00		11 000,00	11 000,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	29 000,00	0,00		1 000,00	1 000,00		1 000,00	1 000,00
64111	Rémunération principale titulaires	1 015 000,00	0,00		35 000,00	35 000,00		35 000,00	35 000,00
64112	SFT, indemnité de résidence	30 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64113	NBI	12 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64118	Autres indemnités	535 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64131	Rémunérations	310 000,00	0,00		10 000,00	10 000,00		10 000,00	10 000,00
64138	Primes et autres indemnités	140 000,00	0,00		20 000,00	20 000,00		20 000,00	20 000,00
6417	Rémunérations des apprentis	5 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	310 000,00	0,00		30 000,00	30 000,00		30 000,00	30 000,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	342 000,00	0,00		28 000,00	28 000,00		28 000,00	28 000,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	1 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	100 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	3 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6488	Autres	500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	3 300 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
739118	Autres revers, restit. contrib. directes	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
739215	Reversements conventionnels de fiscalité	3 300 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	559 100,00	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00
65311	Indemnités de fonction	51 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	32 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	5 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	14 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653188	Autres frais divers	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65322	Frais de mission et de déplacement	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6562	Au titre de la coopération décentralisée	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
027-252701911-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	36 900,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	17 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	400 100,00	0,00		100 000,00	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**15 899 600,00**	**0,00**	**0,00**	**870 000,00**	**870 000,00**	**0,00**	**870 000,00**	**870 000,00**
66	Charges financières	2 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6688	Autres	1 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	20 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	20 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**22 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**15 921 600,00**	**0,00**	**0,00**	**870 000,00**	**870 000,00**	**0,00**	**870 000,00**	**870 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*9 395 900,00*			*6 262 924,62*	*6 262 924,62*		*6 262 924,62*	*6 262 924,62*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*985 000,00*			*85 000,00*	*85 000,00*		*85 000,00*	*85 000,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*985 000,00*			*85 000,00*	*85 000,00*		*85 000,00*	*85 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**10 380 900,00**			**6 347 924,62**	**6 347 924,62**		**6 347 924,62**	**6 347 924,62**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

III
B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**26 302 500,00**	**0,00**	**175 000,00**	**175 000,00**	**175 000,00**
013	Atténuations de charges (4)	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	35 000,00	0,00	-30 000,00	-30 000,00	-30 000,00
6479	Rembourst sur autres charges sociales	0,00	0,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	440 000,00	0,00	280 000,00	280 000,00	280 000,00
70323	Red. occupation dom. public	260 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706888	Autres	150 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	130 000,00	130 000,00	130 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7351	Fract° compens. TFPB, taxe rés. princi.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	13 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	13 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	7 242 500,00	0,00	-130 000,00	-130 000,00	-130 000,00
7472	Participation régions	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74748	Participation autres communes	6 822 500,00	0,00	-130 000,00	-130 000,00	-130 000,00
747818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	5 505 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	55 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	5 420 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**26 222 500,00**	**0,00**	**150 000,00**	**150 000,00**	**150 000,00**
76	Produits financiers	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7621	Prod. Immo. fin. - encaissées à échéance	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**26 302 500,00**	**0,00**	**150 000,00**	**150 000,00**	**150 000,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*0,00*		*25 000,00*	*25 000,00*	*25 000,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*0,00*		*25 000,00*	*25 000,00*	*25 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*

Accusé de réception en préfecture
027-253100016-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des recettes d'ordre		**0,00**		**25 000,00**	**25 000,00**	**25 000,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV
A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		0,00
RECETTES		0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701574-20240601-2024-C-18-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701574-20240601-2024-C-18-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701574-20240601-2024-C-18-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701574-20240601-2024-C-18-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701574-20240601-2024-C-18-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701574-20240601-2024-C-18-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701574-20240601-2024-C-18-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701574-20240601-2024-C-18-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
		50 Services communs	510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701574-20240601-2024-C-18-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701574-20240601-2024-C-18-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701574-20240601-2024-C-18-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV
A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		0,00
RECETTES		0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701574-20240601-2024-C-18-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701574-20240601-2024-C-18-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701574-20240601-2024-C-18-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701574-20240601-2024-C-18-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701574-20240601-2024-C-18-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701574-20240601-2024-C-18-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701574-20240601-2024-C-18-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701574-20240601-2024-C-18-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701574-20240601-2024-C-18-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
		50 Services communs	510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701574-20240601-2024-C-18-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701574-20240601-2024-C-18-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV
A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701574-20240601-2024-C-18-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

B1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle , B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

B1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

B1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

B1.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)

REPARTITION PAR PRÊTEUR	Dette en capital à l'origine (2)	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts (3)	Capital
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Auprès des organismes de droit public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.
(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la collectivité.
(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

Accusé de réception en préfecture
027-252701914-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – AUTRES DETTES	B1.7

B1.7 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240606-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

IV
B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
027-252700601-20240601-2024-C-1-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises D	SOLDE de l'exercice E = C - D
TOTAL PROVISIONS	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

B3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision à constituer	Durée	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

IV
B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS

IV
B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 3 | **Intitulé de l'opération : Opération n°3** | **Date de la délibération : 01/01/2024**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1 (3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**0,00**	**18 000,00**	**0,00**	**18 000,00**
4581 Operation compte de tiers coordination (5)	0,00	18 000,00	0,00	18 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**18 000,00**	**0,00**	**18 000,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**70 000,00**	**0,00**	**70 000,00**
4582 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	70 000,00	0,00	70 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**70 000,00**	**0,00**	**70 000,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PRETS

IV
B6

Prêts (compte 274)

Bénéficiaires	Date de la délibération	Encours restant dû au 01/01/N	Montant de l'annuité à recouvrer		ICNE de l'exercice
			Capital	Intérêts	
Assortis d'intérêts (total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Non assortis d'intérêts (total)		**0,00**	**0,00**		

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV
B7.1

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS DONNES

Article		Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 01/01/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8015	**Emprunts garantis (1)**	0,00	0,00	
8016	**Contrats de crédit-bail (2)**	0,00	0,00	0,00
8017	**Subvention à verser en annuité (3)**	0,00	0,00	0,00
8018	**Autres engagements donnés**			
	Marchés de partenariat (4)		0,00	0,00
	Au profit d'organismes publics (3)	0,00	0,00	0,00
	Au profit d'organismes privés (3)	0,00	0,00	0,00
	Dans le cadre d'une délégation de service public (3)	0,00	0,00	0,00
	Engagements liés à des opérations d'urbanisme et d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00

(1) A compléter depuis l'état des emprunts garantis.

(2) A compléter depuis l'état des contrats de crédit-bail.

(3) A compléter depuis l'état des autres engagements données.

(4) A compléter depuis l'état des marchés de partenariat.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV
B7.2

ETAT SYNTHETIQUE DES ENGAGEMENTS RECUS (1)

Article		Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 01/01/N	Annuité à recevoir au cours de l'exercice
8026	**Redevance de crédit-bail à recevoir (crédit-bail immobilier)**	0,00	0,00	0,00
8027	**Subvention à recevoir par annuité**	0,00	0,00	0,00
8028	**Autres engagements reçus**			
	Recette grevée d'affectation spéciale (2)		0,00	
	Engagements reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00
	A l'exception de ceux reçus des entreprises	0,00	0,00	0,00

(1) A remplir depuis l'état relatif aux autres engagements reçus.

(2) A remplir depuis l'état relatif aux recettes grevées d'affectation spéciale. Le montant de la créance en capital au 01/01/N correspond au reste à employer au 01/01/N, l'annuité à recevoir au cours de l'exercice correspond au solde entre les restes à employer au 01/01/N et les restes à employer au 31/12/N.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	B9

B9 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).

(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT

IV
B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

DESIGNATION DES ORGANISMES	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

IV – ANNEXES

ANNEXES BUDGETAIRES
EQUILIBRE BUDGETAIRE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV

C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**-4 215 563,80**	**-4 215 563,80**	**-4 215 563,80**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**4 512 607,86**	**-4 512 607,86**	**-4 512 607,86**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**4 512 607,86**	**0,00**	**0,00**	**-4 215 563,80**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**8 728 171,66**	**8 728 171,66**	**8 728 171,66**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**4 512 607,86**	**0,00**	**0,00**	**-4 215 563,80**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**4 512 607,86**	**8 728 171,66**	**8 728 171,66**	**13 240 779,52**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**0,00**	**25 000,00**	**25 000,00**	**25 000,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**17 800 900,00**	**6 092 924,62**	**6 092 924,62**	**23 893 824,62**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**17 800 900,00**	**6 067 924,62**	**6 067 924,62**	**23 868 824,62**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES

ANNEXES BUDGETAIRES
EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV

C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 0,00**	**25 000,00**	**II 25 000,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**25 000,00**	**25 000,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*25 000,00*	*25 000,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV

ANNEXES BUDGETAIRES
EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES

C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 17 800 900,00**	**6 092 924,62**	**VI 6 092 924,62**
Ressources propres externes de l'année (a)		**7 400 000,00**	**-255 000,00**	**-255 000,00**
10222	FCTVA	5 700 000,00	-500 000,00	-500 000,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
266	Autres formes de participation	1 500 000,00	245 000,00	245 000,00
27…	Autres immobilisations financières			
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00
276348	Créance Autres communes	200 000,00	0,00	0,00
276358	Créance Autres groupements	0,00	0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**10 400 900,00**	**6 347 924,62**	**6 347 924,62**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28041482	*Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations*	*0,00*	*5 000,00*	*5 000,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*7 000,00*	*20 000,00*	*20 000,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*138 000,00*	*20 000,00*	*20 000,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*650 000,00*	*10 000,00*	*10 000,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*100 000,00*	*10 000,00*	*10 000,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*70 000,00*	*20 000,00*	*20 000,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*20 000,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	20 000,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*9 395 900,00*	*6 262 924,62*	*6 262 924,62*

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	D1

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie de services	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT	D5.1

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	D5.2

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Cet état ne contient pas d'information.

V – ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

V
A

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

.

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de …, de la Collectivité territoriale unique de …, de la métropole de …, du Conseil syndical de …
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

TABLEAU DES EFFECTIFS au 01/07/24

CADRE D'EMPLOI	GRADES OU EMPLOIS	CAT.	EFFECTIFS BUDGETAIRES	EFFECTIFS POURVUS	Dont : TEMPS PARTIEL
FILIERE TECHNIQUE					
Ingénieur chef hors classe	- Directeur Général des Services	A+	1	1	
Ingénieur Principal	- Responsable Service Maintenance - Responsable Service Transition Energétique	A	2	2	
Ingénieur	- Directeur des Services Techniques - Responsable du Service Informatique - Chargé de Mission PCRS / SIG - Ingénieur Système - Conseiller rénovation bâtimentaire	A	5	5	
Technicien principal 1ère classe	- Directeur Adjoint des Services Techniques - Directeur de travaux - Technicien Informatique - Technicien maintenance	B	10	10	
Technicien principal 2ème classe	- Directeur de travaux - Conseillé en Energie Partagé - Chargé de Mission Energie	B	9	9	
FILIERE ADMINISTRATIVE					
Attaché Hors Classe	- Directeur des Services Fonctionnels	A	1	1	
Attaché	- Directeur Adjoint des Services Fonctionnels - Chargé de Missions Concessions - Chargé de Missions Communication	A	2	2	
Rédacteur Principal 1ère classe	- Responsable Service Financier - Responsable du Personnel	B	2	2	1
Rédacteur Principal 2ème classe	- Responsable du Personnel	B	1	1	
Rédacteur	- Assistant Direction SF	B	1	1	
Adjoint administratif principal 1ère classe	- Assistant Direction - Assistant Directeur Service Technique - Assistant pôle MOA - Assistant RH - Assistant DT - Comptabilité Recettes	C	7	7	1
Adjoint administratif principal 2ème classe	- Accueil - Assistant Maintenance	C	2	2	
Adjoint administratif	- Comptabilité Dépenses - Assistant DT - Assistant Maintenance	C	4	4	
TOTAL GENERAL			**47**	**47**	**2**

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION : AGENTS NON TITULAIRES
(effectifs déjà inclus ci-dessus)

AGENTS NON TITULAIRES	CATEGORIES	EFFECTIFS POURVUS	POSTE PERMANENT OUI/NON
FILIERE TECHNIQUE			
Ingénieurs	A	4	OUI
Technicien Principal 2ème classe	B	7	OUI
FILIERE ADMINISTRATIVE			
Attaché	A	1	OUI

TABLEAU DES EFFECTIFS au 01/08/24

CADRE D'EMPLOI	GRADES OU EMPLOIS	CAT.	EFFECTIFS BUDGETAIRES	EFFECTIFS POURVUS	Dont : TEMPS PARTIEL
FILIERE TECHNIQUE					
Ingénieur chef hors classe	- Directeur Général des Services	A+	1	1	
Ingénieur Principal	- Responsable Service Maintenance - Responsable Service Transition Energétique	A	2	2	
Ingénieur	- Directeur des Services Techniques - Responsable du Service Informatique - Chargé de Mission PCRS / SIG - Ingénieur Système - Conseiller rénovation bâtimentaire	A	5	5	
Technicien principal 1ère classe	- Directeur Adjoint des Services Techniques - Directeur de travaux - Technicien Informatique - Technicien maintenance	B	10	10	
Technicien principal 2ème classe	- Directeur de travaux - Conseillé en Energie Partagé - Chargé de Mission Energie	B	9	9	
FILIERE ADMINISTRATIVE					
Attaché Hors Classe	- Directeur des Services Fonctionnels	A	1	1	
Attaché	- Directeur Adjoint des Services Fonctionnels - Chargé de Missions Concessions - Chargé de Missions Communication	A	2	2	
Rédacteur Principal 1ère classe	- Responsable Service Financier	B	1	1	
Rédacteur Principal 2ème classe	- Gestionnaire du Personnel	B	1	1	
Rédacteur	- Assistant Direction SF	B	1	1	
Adjoint administratif principal 1ère classe	- Assistant Direction - Assistant Directeur Service Technique - Assistant pôle MOA - Assistant RH - Assistant DT - Comptabilité Recettes	C	7	7	1
Adjoint administratif principal 2ème classe	- Accueil - Assistant Maintenance	C	2	2	
Adjoint administratif	- Comptabilité Dépenses - Assistant DT - Assistant Maintenance	C	4	4	
TOTAL GENERAL			**46**	**46**	**1**

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION : AGENTS NON TITULAIRES
(effectifs déjà inclus ci-dessus)

AGENTS NON TITULAIRES	CATEGORIES	EFFECTIFS POURVUS	POSTE PERMANENT OUI/NON
FILIERE TECHNIQUE			
Ingénieurs	A	4	OUI
Technicien Principal 2ème classe	B	7	OUI
FILIERE ADMINISTRATIVE			
Attaché	A	1	OUI

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

ETAT DES IMMOBILISATIONS
Constructions-non amortissables
Chapitre 21-article 21318
2024

N=	2024

Edition du
14/05/2024

	Désignation des ensembles	Année d'acquisition	Valeur de l'acquisition euros
	ACHAT TERRAIN	2003	79 650,95
	ASSURANCE TRAVAUX ET DDE	2003	19 186,57
	AACD	2003	1 023,26
	ICEGEM	2003	3 069,77
	JO	2003	665,55
	GROUPE MONITEUR	2003	1 463,90
	SOCOTEC	2003	1 602,64
	TOPROBAT	2003	1 554,80
	AACD	2003	9 252,32
	ICEGEM	2003	12 187,24
	NORISKO	2003	699,66
	CEBTP	2003	3 528,20
	TOPROBAT	2003	1 554,80
	AACD	2003	17 754,33
	ICEGEM	2003	9 069,27
	DEGROOTE	2003	1 500,00
	travaux entreprises (detail joint)	2004	1 041 151,44
	facturation 2005	2005	7 663,93
	ATISS	2006	1 351,48
	AACD/DEC1 NH 19306	2006	11 758,81
	ICEGEM/DEC1 NH 19306	2006	4 888,37
	APAVE/PLANS	2006	1 028,56
	APAVE/DEC1	2006	2 140,84
	travaux entreprises (detail joint)	2007	295 655,61
	solde AACD	2008	1 566,80
	BINETTE/stores extension	2009	3 481,56
	ROMERO/PORTE GARAGE	2011	1 991,10
	NOVO CONFORT/CUISINE	2012	508,30
	NOVO CONFORT/CUISINE	2012	4 867,73
	ETS GOUINAUD/CUISINE BUREAUX	2012	6 507,02
	A2M BOTTOLIIER	2012	443,00
	A2M BOTTOLIIER	2012	844,00
	LORENOVE-STORE PARE SOLEIL EXT	2012	3 043,28
	LORENOVE POSE CENTRALIS	2012	1 151,76
	LORENOVE POSE BANDEAU	2012	426,25
	GL HABITAT/ VOLET	2013	5 500,00
	GL HABITAT	2013	1 646,72
	TOTAL MANDATE AU 31.12.2015		**1 561 379,82**
2016/846	GL HABITAT	2016	722,64
2016/859	GL HABITAT	2016	6 896,66
2016/887	EGRL	2016	744,00
2016/886	EGRL	2016	1 536,00
	TOTAL MANDATE AU 31.12.2016		**1 571 279,12**
2017/936	EGRL	2017	3 950,10
2017/970	REVETEMENT MODERNE	2017	991,93
	TOTAL MANDATE AU 31.12.2017		**4 942,03**
2018/993	GL HABITAT/LORENOVE-F180223	2018	768,00
2018/996	GL HABITAT/LORENOVE-F180321	2018	2 701,73
2018/1006	EGRL/BORNES WIFI EXT	2018	780,00
	TOTAL MANDATE AU 31.12.2018		**4 249,73**
2019/1051	GL HABITAT/VOLET-VOLET F190402	2019	1 000,00
	TOTAL MANDATE AU 31.12.2019		**1 000,00**
	TOTAL MANDATE AU 31.12.2020		**0,00**
	TOTAL MANDATE AU 31.12.2021		**0,00**
2022/1477	GL HABITAT/VOLET-VOLET F190402	2022	1 435,37
	TOTAL MANDATE AU 31.12.2022		**1 435,37**
	TOTAL MANDATE AU 31.12.2023		**0,00**
2024/1653	TEAM RESEAUX-RENOVATION ECLAIRAGE LOCAUX	2024	13 528,56
	TOTAL MANDATE AU 31.12.2024		**13 528,56**
	TOTAL MANDATE		**1 596 434,81**

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

ETAT DES IMMOBILISATIONS
Constructions-non amortissables
Chapitre 2313- N° INVENTAIRE 2019 LOCAUX SIEGE

N° 2024

Code immo 2018/	N°inventaire	Désignation des ensembles	2018	Valeur de l'acquisition euros
1011	-	AACD NH 08518	12/07/2018	6 480,00
		TOTAL 2018		**6 480,00**
Code immo 2019/	**N°inventaire**	**Désignation des ensembles**	**2019**	**Valeur de l'acquisition euros**
1052	2019/LOCAUX SIEGE	GROUPE3 ARCHT NH1	06/05/2019	5 167,14
1053	2019/LOCAUX SIEGE	GROUPE3- NH1-TECHNICONSULT	06/05/2019	529,97
1054	2019/LOCAUX SIEGE	GROUPE3-NH1-C3EC	06/05/2019	927,43
1057	2019/LOCAUX SIEGE	TOPO ETUDES FLX905345	23/05/2019	3 000,00
1058	2019/LOCAUX SIEGE	FONDOUEST FRO12735	07/06/2019	8 448,00
1076	2019/LOCAUX SIEGE	SAS JPS CONTRÔLE F1915271	20/08/2019	384,00
1077	2019/LOCAUX SIEGE	ESGCB/F19141 AFFAIRE 19BA4704	20/08/2019	3 360,00
1079	2019/LOCAUX SIEGE	FONDOUEST FRO12817	10/09/2019	5 436,00
1081	2019/LOCAUX SIEGE	GPE3ARCHITECTES/NH2/GPE G3	16/09/2019	13 201,25
1083	2019/LOCAUX SIEGE	GPE3ARCHITECTES/NH2/TECHNIC CO	16/09/2019	2 675,78
1084	2019/LOCAUX SIEGE	GPE3ARCHITECTES/NH2/C3EC	16/09/2019	3 347,11
1085	2019/LOCAUX SIEGE	GPE3ARCHITECTES/NH2/ESGCB	16/09/2019	2 337,13
1086	2019/LOCAUX SIEGE	GPE3ARCHITECTES/NH2/VIAMAP	16/09/2019	1 869,71
1103	2019/LOCAUX SIEGE	GROUPE3 ARCHIT.N°3/ LOCAUX	11/10/2019	13 903,06
1104	2019/LOCAUX SIEGE	TECHNIC CONSULT H N°3/LOCAUX	11/10/2019	5 391,89
1105	2019/LOCAUX SIEGE	C3EC NOTE 3 LOCAUX	11/10/2019	4 010,50
1106	2019/LOCAUX SIEGE	ESGCB NOTE 3 LOCAUX	11/10/2019	2 228,05
1107	2019/LOCAUX SIEGE	VIAMAP NOTE 3 LOCAUX	11/10/2019	3 431,21
1111	2019/LOCAUX SIEGE	SAS JPS CONTRÔLE F1923552	26/11/2019	600,00
1116	2019/LOCAUX SIEGE	DEKRA INDUSTRIEL FI4362343	03/12/2019	768,00
1123	2019/LOCAUX SIEGE	GROUPE 3 NOTE HONRAIRE 4	19/12/2019	1 310,04
1124	2019/LOCAUX SIEGE	TECHNIC CONSULT HOTE HONO 4	19/12/2019	2 678,83
1125	2019/LOCAUX SIEGE	C3EC NOTE HONRAIRE 4	19/12/2019	5 854,04
1126	2019/LOCAUX SIEGE	ESGCB NOTE HONORAIRE 4	19/12/2019	6,96
1127	2019/LOCAUX SIEGE	VIAMAP NH N°4 LOCAUX SIEGE	19/12/2019	2 242,74
		TOTAL 2019		**93 108,84**
Code immo 2020/	**N°inventaire**	**Désignation des ensembles**	**2020**	**Valeur de l'acquisition euros**
1148	2019/LOCAUX SIEGE	DEKRA/MISSION CSPS LOCAUX SIEGE	17/03/2020	312,00
1152	2019/LOCAUX SIEGE	GROUPE3 ARCHITECTES F2020 0015 NH 5	07/04/2020	3 722,06
1153	2019/LOCAUX SIEGE	TECH CONSULT NOTE 5	07/04/2020	565,16
1154	2019/LOCAUX SIEGE	C3EC NOTE HONO 5 LOCAUX	23/03/2020	1 019,16
1155	2019/LOCAUX SIEGE	ESGCB NOTE HONOR 5 LOCAUX	23/03/2020	135,13
1156	2019/LOCAUX SIEGE	VIAMAP F20200015 NH5	23/03/2020	504,68
1158	2019/LOCAUX SIEGE	TEAM RESEAUX G1D-LOCAUX SIEGE	18/04/2020	0,00
1159	2019/LOCAUX SIEGE	GAGNERAUD G1D LOCAUX SIEGE	18/04/2020	0,00
1164	2019/LOCAUX SIEGE	DELTAKLIMA G1D LOCAUX SIEGE	04/06/2020	0,00
1165	2019/LOCAUX SIEGE	DEKRA MISSION CSPS LOCAUX SIEGE	30/05/2020	312,00
1180	2019/LOCAUX SIEGE	DEKRA/MISSION CSPS LOCAUX SIEGE	30/06/2020	312,00
1181	2019/LOCAUX SIEGE	EUROVIA/F239300068000206	06/07/2020	80 158,12
1182	2019/LOCAUX SIEGE	EUROVIA/1410119444/	03/07/2020	94 179,68
1183	2019/LOCAUX SIEGE	ABC JARDIN/ ACPTE 2 SST EUROVIA	06/07/2020	754,00
1184	2019/LOCAUX SIEGE	IMMUNIA/ACPTE 2 SST GAGNERAUD	06/07/2020	3 200,00
1185	2019/LOCAUX SIEGE	JPS CONTROLE/CTC LOCAUX SIEGE	08/07/2020	343,20
1195	2019/LOCAUX SIEGE	DELTAKLIMA LOT 7-ACPTE1	21/07/2020	1 610,29
1196	2019/LOCAUX SIEGE	JPS CONTROLE/CTC LOCAUX SIEGE	29/07/2020	343,20
1197	2019/LOCAUX SIEGE	GROUPE3 ARCHITECTES NH6	07/08/2020	3 118,24
1198	2019/LOCAUX SIEGE	GROUPE3 ARCHITECTES NH6 TECHNIC CONSULT	07/08/2020	206,27
1199	2019/LOCAUX SIEGE	GROUPE3 ARCHITECTES NH6-ESGCB	07/08/2020	128,65
1200	2019/LOCAUX SIEGE	GROUPE3 ARCHITECTES NH6-VIAMAP	07/08/2020	154,15
1201	2019/LOCAUX SIEGE	GROUPE 3 ARCHITECTES NH7	07/08/2020	6 227,24
1202	2019/LOCAUX SIEGE	GROUPE3 ARCHITECTES NH7 TECHNIC CONSULT	07/08/2020	1 099,01
1203	2019/LOCAUX SIEGE	GROUPE3 ARCHITECTES NH7-ESGCB	07/08/2020	576,00
1204	2019/LOCAUX SIEGE	GROUPE3 ARCHITECTES NH7-VIAMAP	07/08/2020	154,93
1205	2019/LOCAUX SIEGE	GROUPE 3 ARCHITECTES NH8	31/07/2020	3 106,55
1206	2019/LOCAUX SIEGE	GROUPE3 ARCHITECTES NH8 TECHNIC CONSULT	31/07/2020	207,91
1207	2019/LOCAUX SIEGE	GROUPE3 ARCHITECTES NH8-ESGCB	31/07/2020	129,95
1208	2019/LOCAUX SIEGE	GROUPE3 ARCHITECTES NH8-VIAMAP	07/08/2020	155,93
1209	2019/LOCAUX SIEGE	DEKRA MISSION CSPS LOCAUX SIEGE	31/08/2020	312,00
1210	2019/LOCAUX SIEGE	2020 JPV BATIMENT/ACPTE N°1 /LOT6	01/09/2020	4 892,94
1211	2019/LOCAUX SIEGE	JPS /203716-4 MOIS DE TRAVAUX N°3	21/09/2020	343,20
1217	2019/LOCAUX SIEGE	2020 DELTAKLIMA/ACOMPTE 1	25/09/2020	4 143,88
1218	2019/LOCAUX SIEGE	2020 GPE 3 ARCH/NH 9 EXT LOCAUX	25/09/2020	3 084,95
1219	2019/LOCAUX SIEGE	2020 TECHNIC CONSULT/NH 9 EXTLOCAUX	25/09/2020	206,45
1220	2019/LOCAUX SIEGE	2020 ESGCB/NH 9EXTENSION LOCAUX	25/09/2020	129,02
1221	2019/LOCAUX SIEGE	2020 VIAMAP/NH 9 EXTENSION LOCAUX	25/09/2020	154,84
1222	2019/LOCAUX SIEGE	JPS CONTROLE F20-3978-N°4	22/10/2020	343,20
1223	2019/LOCAUX SIEGE	2020 GPE 3 ARCHIT/NH 10 EXT. LOCAUX	07/10/2020	3 115,82
1224	2019/LOCAUX SIEGE	2020 TECHNIC CONSULT/NH 10 EXT. LOCAUX	07/10/2020	208,52
1225	2019/LOCAUX SIEGE	2020 ESGCB NH 10 EXTENSION LOCAUX	07/10/2020	130,33
1226	2019/LOCAUX SIEGE	2020 VIAMAP/NH 10 EXTENSION LOCAUX	07/10/2020	156,40

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240605-21221-DE
Date de transmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Code immo 2020/	N°inventaire	Désignation des ensembles	2020	Valeur de l'acquisition euros
1228	2019/LOCAUX SIEGE	2020 GAGNERAUD/LOT 01 ACPTE 1	23/10/2020	108 259,46
1230	2019/LOCAUX SIEGE	2020 GAGNERAUD/LOT 01 ACPTE 2	16/10/2020	74 692,54
1231	2019/LOCAUX SIEGE	2020 GAGNERAUD/LOT 01/ACPTE 3	16/10/2020	111 621,16
1232	2019/LOCAUX SIEGE	F-ELECT/F20090322 SITUAT.TRAVAUX 1	12/10/2020	0,00
1233	2019/LOCAUX SIEGE	2020 DELTAKLIMA/ ACOMPTE 3	12/10/2020	23 384,83
1234	2019/LOCAUX SIEGE	JPS CONTROLE F20 4314 7 EXT LOCAUX	10/11/2020	343,20
1235	2019/LOCAUX SIEGE	JPS CONTROLE F20 4615 8 EXT LOCAUX	23/11/2020	343,20
1236	2019/LOCAUX SIEGE	2020 GPE 3 ARCH/NH 11 EXT. LOCAUX	16/11/2020	3 155,89
1237	2019/LOCAUX SIEGE	2020 TECHNIC CONSULT/NH 11 EXT.LOCAUX	16/11/2020	211,22
1238	2019/LOCAUX SIEGE	2020 ESGCB/NH 11 EXTENSION LOCAUX	16/11/2020	132,01
1239	2019/LOCAUX SIEGE	2020 VIAMAP/NH 11 EXTENSION LOCAUX	16/11/2020	158,42
1243	2019/LOCAUX SIEGE	2020 ETS JOLY/ ACOMPTE 1 LOT3	26/11/2020	10 220,83
1244	2019/LOCAUX SIEGE	2020 ETS JOLY/ ACOMPTE 2 LOT3	26/10/2020	14 633,52
1245	2019/LOCAUX SIEGE	2020 ETS JOLY/ACOMPTE 3 LOT3	26/11/2020	71 373,86
1246	2019/LOCAUX SIEGE	2020 ETS CUILLER/ ACOMPTE 1 LOT2	26/11/2020	7 968,00
1247	2019/LOCAUX SIEGE	2020 ETS CUILLER/ ACOMPTE 2 LOT2	26/11/2020	69 015,96
1248	2019/LOCAUX SIEGE	2020 ETS CUILLER/ ACOMPTE 3 LOT2	26/11/2020	24 408,58
1249	2019/LOCAUX SIEGE	TRAVAUX LOCAUX SIEGE ACOMPTE 1 LOT8	26/11/2020	4 209,42
1250	2019/LOCAUX SIEGE	TRAVAUX LOCAUX SIEGE ACOMPTE 1 LOT4	26/11/2020	61 618,71
1251	2019/LOCAUX SIEGE	2020 RETENUE DE GARANTIE	10/12/2020	3 243,09
1262	2019/LOCAUX SIEGE	DEKRA INDUSTRIEL MISSION CSPS	17/12/2020	312,00
1263	2019/LOCAUX SIEGE	DEKRA INDUSTRIEL MISSION CSPS	17/12/2020	312,00
1264	2019/LOCAUX SIEGE	DEKRA INDUSTRIEL MISSION CSPS	17/12/2020	312,00
1269	2019/LOCAUX SIEGE	DEKRA INDUSTRIEL MISSION CSPS	29/12/2020	312,00
1270	2019/LOCAUX SIEGE	ACOMPTE1	29/12/2020	70,68
1271	2019/LOCAUX SIEGE	ACOMPTE 3 LOT1	29/12/2020	16 995,27
1272	2019/LOCAUX SIEGE	ACOMPTE2 LOT7	29/12/2020	401,84
1273	2019/LOCAUX SIEGE	ACOMPTE 3 LOT7	29/12/2020	378,46
1274	2019/LOCAUX SIEGE	ACOMPTE3	29/12/2020	4 848,63
		TOTAL 2020		**832 893,84**

Code immo 2021/	N°inventaire	Désignation des ensembles	2020	Valeur de l'acquisition euros
1281	2019/LOCAUX SIEGE	JPV TVX LOCAUX SIEGE ACOMPTE 2	15/02/2021	36 422,50
1282	2019/LOCAUX SIEGE	VIA BAT/ SIEGE LOT 6 ACPTE 3 ST	17/02/2021	12 000,00
1283	2019/LOCAUX SIEGE	JPV BATIMENT/LOCAUX SIEGE ACOMPTE 3	15/02/2021	34 502,63
1284	2019/LOCAUX SIEGE	JPV BATIMENT/ LOCAUX SIEGE ACOMPTE 4	15/02/2021	14 439,77
1285	2019/LOCAUX SIEGE	DELTAKLIMA/ LOT 1 ACPTE 4 SOUS T	17/02/2021	881,50
1286	2019/LOCAUX SIEGE	TEAM RESEAUX/ LOT 1 ACPTE 4 SOUS T	17/02/2021	650,00
1287	2019/LOCAUX SIEGE	GAGNERAUD/TVX SIEGE LOT 1 ACOMPTE 4	15/02/2021	2 282,36
1288	2019/LOCAUX SIEGE	GAGNERAUD/RECUP. AVANCE ACOMPTE 4	17/02/2021	1 210,97
1289	2019/LOCAUX SIEGE	FAC OUEST/ACPTE 5 SS T GAGNERAUD	17/02/2021	6 430,10
1290	2019/LOCAUX SIEGE	GAGNERAUD/ LOT 1 ACPTE 5 ST AVE	15/02/2021	8 984,60
1291	2019/LOCAUX SIEGE	FAC OUEST/ ACPTE 6 ST GAGNERAUD	17/02/2021	13 122,20
1292	2019/LOCAUX SIEGE	GAGNERAUD/TVX SIEGE LOT 1 ACPTE 6 SOUS T	15/02/2021	9 262,19
1293	2019/LOCAUX SIEGE	F ELEC/SST DELTAKLIMA/ ACPTE 4	19/02/2021	2 317,51
1294	2019/LOCAUX SIEGE	DELTAKLIMA ACOMPTE 4 F20D11017	15/02/2021	14 742,73
1295	2019/LOCAUX SIEGE	CONCEPT ISOL°/SST DELTAKLI/ACPTE5	19/02/2021	4 353,22
1296	2019/LOCAUX SIEGE	F.ELEC/SST DELTAKLIMA/ ACPTE 5	19/02/2021	599,76
1297	2019/LOCAUX SIEGE	DELTAKLIMA/ ACPTE 5	15/02/2021	19 465,28
1298	2019/LOCAUX SIEGE	DELTAKLIMA ACPTE 5 RECUP AVCE	19/02/2021	1 678,42
1299	2019/LOCAUX SIEGE	JOLY ACOMPTE 4 LOT 3	15/02/2021	25 154,70
1300	2019/LOCAUX SIEGE	JOLY LOCAUX SIEGE ACOMPTE 5	15/02/2021	18 920,26
1301	2019/LOCAUX SIEGE	GROUPE 3 NH 12	15/02/2021	3 168,25
1302	2019/LOCAUX SIEGE	TECHNIC CONSULT NH 12	15/02/2021	212,03
1303	2019/LOCAUX SIEGE	ESGCB NH 12	15/02/2021	132,53
1304	2019/LOCAUX SIEGE	VIAMAP NH 12	15/02/2021	159,02
1305	2019/LOCAUX SIEGE	GROUPE 3 NH 13	15/02/2021	3 171,34
1306	2019/LOCAUX SIEGE	TECHNIC CONSULT NH 13	15/02/2021	212,26
1307	2019/LOCAUX SIEGE	ESGCB NH 13	15/02/2021	132,64
1308	2019/LOCAUX SIEGE	GROUPE 3 ARCHITECTE NH 14	15/02/2021	3 152,87
1309	2019/LOCAUX SIEGE	ESGCB NH 14	15/02/2021	131,89
1310	2019/LOCAUX SIEGE	VIAMAP NH14	15/02/2021	158,26
1311	2019/LOCAUX SIEGE	SGM TVX LOCAUX SIEGE ACPTE 1 LOT 5	15/02/2021	3 634,56
1312	2019/LOCAUX SIEGE	SGM TVX LOCAUX SIEGE ACPTE 2 LOT 4	15/02/2021	12 407,10
1314	2019/LOCAUX SIEGE	JPS MOIS TRAVAUX 7	26/02/2021	343,20
1315	2019/LOCAUX SIEGE	JPS MOIS TRAVAUX 8	01/02/2021	343,20
1317	2019/LOCAUX SIEGE	VIAMAP NH13 GPE 3 ARCHITECTE	19/02/2021	159,18
1318	2019/LOCAUX SIEGE	TECHNIC CONSULT NH14 GPE 3 ARCHITECTE	19/02/2021	211,01
1334	2019/LOCAUX SIEGE	GROUPE 3 NOTE HONO 15	02/04/2021	3 168,24
1335	2019/LOCAUX SIEGE	TECHN CONSULT NOTE HONO 15	02/04/2021	212,05
1336	2019/LOCAUX SIEGE	ESGCB NOTE HONO 15	02/04/2021	132,53
1337	2019/LOCAUX SIEGE	VIAMAP NOTE HONO 15	02/04/2021	159,04
1338	2019/LOCAUX SIEGE	GROUPE 3 NOTE HONO 16	02/04/2021	3 180,59
1339	2019/LOCAUX SIEGE	TECHNIC CONSULT NOTE HONO 16	02/04/2021	212,87
1340	2019/LOCAUX SIEGE	ESGCB NOTE HONO 16	02/04/2021	133,06
1341	2019/LOCAUX SIEGE	VIAMAP NOTE HONO 16	02/04/2021	159,66
1342	2019/LOCAUX SIEGE	TEAM RESEAUX LOCAUX SIEGE ACPTE 2	10/04/2021	17 008,94
1343	2019/LOCAUX SIEGE	TEAM RESEAUX/ TVX LOCAUX SIEGE ACPTE 3	10/04/2021	14 262,40
1344	2019/LOCAUX SIEGE	TEAM RESEAUX/TVX LOCAUX SIEGE ACPTE 4	10/04/2021	32 644,49
1345	2019/LOCAUX SIEGE	SOGEP TVX LOCAUX SIEGE ACOMPTE 1 LOT 11	02/04/2021	10 246,48
1346	2019/LOCAUX SIEGE	JOLY/TRAVAUX LOCAUX SIEGE ACPTE 6	02/04/2021	24 183,32
1347	2019/LOCAUX SIEGE	JOLY TVX LOCAUX SIEGE ACOMPTE 7 LOT 3	02/04/2021	891,84

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240605-21221-DE
Date de transmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Code immo 2020/	N°inventaire	Désignation des ensembles	2020	Valeur de l'acquisition euros
1348	2019/LOCAUX SIEGE	JPV TVX LOCAUX SIEGE ACOMPTE 5 LOT 6	02/04/2021	16 368,48
1349	2019/LOCAUX SIEGE	JPV TVX LOCAUX SIEGE ACPTE 6 LOT 6	02/04/2021	16 195,58
1350	2019/LOCAUX SIEGE	CUILLER TVX LOCAUX SIEGE ACOMPTE 4 LOT 2	19/03/2021	5 033,54
1351	2019/LOCAUX SIEGE	SGM TVX LOCAUX SIEGE ACOMPTE 3 LOT 4	26/03/2021	7 754,56
1352	2019/LOCAUX SIEGE	SGM/TVX LOCAUX SIEGE ACPTE 4	26/03/2021	1 028,85
1353	2019/LOCAUX SIEGE	SGM TVX LOCAUX SIEGE ACOMPTE 2 LOT 5	26/03/2021	19 938,03
1354	2019/LOCAUX SIEGE	THYSSENKRUPP/ASCENSEUR LOCAUX ACPTE 1	12/03/2021	24 920,40
1355	2019/LOCAUX SIEGE	SGM TVX ACPTE 3 LOT 4 MDT COMPLEM.	21/04/2021	408,14
1356	2019/LOCAUX SIEGE	SGM TVX ACPTE 4LOT 4 MDT COMPLEM.	21/04/2021	54,15
1357	2019/LOCAUX SIEGE	SGM TVX ACPTE 2 LOT 5 MDT COMPLEM.	21/04/2021	1 049,37
1358	2019/LOCAUX SIEGE	JPS MOIS DE TRAVAUX 9	21/04/2021	343,20
1359	2019/LOCAUX SIEGE	JPS MOIS DE TRAVAUX 10	26/03/2021	343,20
1360	2019/LOCAUX SIEGE	CONCEPT ISOLATION/SST DELTAKLI	19/03/2021	435,32
1361	2019/LOCAUX SIEGE	DELTAKLIMA ACOMPTE 6 LOT 7	19/03/2021	6 283,25
1362	2019/LOCAUX SIEGE	CONCEPT ISOL/ST DELTA ACPTE 7	12/04/2021	870,64
1363	2019/LOCAUX SIEGE	DELTAKLIMA ACPTE 7 LOT 7 ST CONCEPT ISO	09/04/2021	10 936,77
1364	2019/LOCAUX SIEGE	DELTAKLIMA/RECUP AVANCE ACOMPTE 6	26/04/2021	1 858,93
1365	2019/LOCAUX SIEGE	DELTAKLIMA ACPTE 7 AVANCE	26/04/2021	1 608,45
1366	2019/LOCAUX SIEGE	LE REVET MODERNE ACOMPTE 1 LOT 10	15/04/2021	6 465,46
1368	2019/LOCAUX SIEGE	SOGEP TVX LOCAUX SIEGE ACOMPTE 2	28/04/2021	13 503,01
1370	2019/LOCAUX SIEGE	FAC OUEST/ACPTE 7 LOT 1 -ST GAGNERAUD	10/05/2021	3 677,70
1371	2019/LOCAUX SIEGE	GAGNERAUD APTE 7 LOT1 ST FACOUEST	30/04/2021	10 067,89
1372	2019/LOCAUX SIEGE	JPV TVX ACOMPTE 7 LOT 6	23/04/2021	45 113,58
1373	2019/LOCAUX SIEGE	GRPE 3 NOTE HONO 17 LOCAUX SIEGE	04/05/2021	13 369,54
1374	2019/LOCAUX SIEGE	TECHNIC CONSULT NOTE HONO 17	04/05/2021	2 676,88
1375	2019/LOCAUX SIEGE	C3EC NOTE HONO 17 LOCAUX SIEGE	04/05/2021	2 695,00
1376	2019/LOCAUX SIEGE	ESGCB NOTE HONO 17 LOCAUX SIEG	04/05/2021	1 174,49
1377	2019/LOCAUX SIEGE	VIAMAP NOTE HONO 17 LOCAUX SIE	04/05/2021	1 740,64
1378	2019/LOCAUX SIEGE	LE REVETEMENT MODERNE ACPTE 2	10/05/2021	22 630,08
1380	2019/LOCAUX SIEGE	SUN WATT ACPTE 1 LOT 9 SS TRAIT. SUNVIE	20/05/2021	4 890,00
1381	2019/LOCAUX SIEGE	SUNVIE ACPTE 1 LOT9 TITUL. SUNWATT	20/05/2021	17 973,71
1382	2019/LOCAUX SIEGE	SUN WATT ACPTE 2 LOT9 SS TRAIT. SUNVIE	17/05/2021	1 330,00
1383	2019/LOCAUX SIEGE	SUNVIE APTE 2 LOT9 TITUL SUN WATT	17/05/2021	12 206,10
1384	2019/LOCAUX SIEGE	DELTAKLIMA ACPTE 8 LOT7-REJET	17/05/2021	0,00
1385	2019/LOCAUX SIEGE	TEAM RESEAUX ACPTE 5 LOT8	19/05/2021	16 199,16
1386	2019/LOCAUX SIEGE	TEAM RESEAUX RECUP AVANCE ACPTE 5 LOT8	27/05/2021	4 252,60
1391	2019/LOCAUX SIEGE	JPS RAPPORT FINAL	15/06/2021	816,00
1392	2019/LOCAUX SIEGE	CUILLER TVX LOCAUX SIEGE ACOMPTE 5 LOT 2	27/05/2021	2 007,90
1393	2019/LOCAUX SIEGE	JPV TVX LOCAUX ACOMPTE 8 LOT 6	31/05/2021	29 226,37
1394	2019/LOCAUX SIEGE	REVETEMENT MODERNE ACPTE 3 LOT 10	31/05/2021	1 306,33
1395	2019/LOCAUX SIEGE	SGM ACOMPTE 3 LOT 5	04/06/2021	13 894,39
1396	2019/LOCAUX SIEGE	SGM ACOMPTE 5 LOT4	04/06/2021	2 732,04
1397	2019/LOCAUX SIEGE	TEAM RESEAUX ACOMPTE 6 LOT 8	04/06/2021	25 450,91
1398	2019/LOCAUX SIEGE	JOLY ACOMPTE 8 LOT 3	11/06/2021	2 061,31
1399	2019/LOCAUX SIEGE	EUROVIA ACOMPTE 3 LOT 13	11/06/2021	65 267,84
1400	2019/LOCAUX SIEGE	CONCEPT ISOLATION/SST DELTAKLIMA/ACPTE9	21/06/2021	3 047,25
1401	2019/LOCAUX SIEGE	F.ELEC/SST DELTAKLIMA/ ACPTE 9	21/06/2021	434,10
1402	2019/LOCAUX SIEGE	DELTAKLIMA ACOMPTE 9 LOT 7-REJET		0,00
1412	2019/LOCAUX SIEGE	DELTAKLIMA ACOMPTE 8 LOT 7	12/07/2021	23 197,54
1413	2019/LOCAUX SIEGE	DELTAKLIMA ACOMPTE 9 LOT 7	12/07/2021	3 760,28
1415	2019/LOCAUX SIEGE	JPV ACOMPTE 9 LOT 6	05/07/2021	3 421,13
1430	2019/LOCAUX SIEGE	JOLY ACOMPTE 9	16/08/2021	28 925,26
1431	2019/LOCAUX SIEGE	JPV TRAVAUX DECOMPTE GENERAL	06/08/2021	11 666,94
1433	2019/LOCAUX SIEGE	NICOLETA NORMANDIE ACPTE 8 LOT1	07/09/2021	10 915,58
1434	2019/LOCAUX SIEGE	GAGNERAUD TRAVAUX ACPTE 8 LOT1	07/09/2021	27 584,51
1435	2019/LOCAUX SIEGE	THYSSENKRUPP/ASCENSEUR DCTE GENERAL	23/09/2021	1 311,60
1443	2019/LOCAUX SIEGE	GPE3 ARCHITECTES HONO 18	30/10/2021	3 081,13
1444	2019/LOCAUX SIEGE	TECHNIC CONSULT HONO 18	30/11/2021	332,75
1445	2019/LOCAUX SIEGE	ESGCB HONO 18	30/11/2021	80,65
1446	2019/LOCAUX SIEGE	VIAMAP HONO 18	30/11/2021	96,79
1447	2019/LOCAUX SIEGE	DEKRA MISSION COORD	26/11/2021	96,00
1448	2019/LOCAUX SIEGE	PROTECT QUALI SYSTÈME	10/11/2021	1 248,00
1449	2019/LOCAUX SIEGE	TEAM RESEAUX LOT9	30/11/2021	1 997,15
1450		SUNVIE LOT9 DECOMPTE GENERAL-REJET		0,00
1451	2019/LOCAUX SIEGE	JOLY DECOMPTE GENERAL	30/11/2021	4 861,06
1453	2019/LOCAUX SIEGE	SUNVIE LOT9 DECOMPTE GENERAL	09/12/2021	4 563,05
1459	2019/LOCAUX SIEGE	ETS CUILLER DECOMPTE GENERAL	14/12/2021	5 413,72
1466	2019/LOCAUX SIEGE	ECLATEC ECLAIRAGE PARKING	06/12/2021	6 127,22
1467	2019/LOCAUX SIEGE	TEAM RESEAUX TVX CABLAGE /MASSIFS	22/12/2021	4 354,26
1468	2019/LOCAUX SIEGE	PETITJEAN MATERIEL ECLAIRAGE PARKING	24/09/2021	2 452,80
1469	2019/LOCAUX SIEGE	ENEDIS BRNACHEMENT ELECTRICITE	15/11/2021	2 463,35
		TOTAL 2021		**951 337,46**

Code immo 2022/	N°inventaire	Désignation des ensembles	2020	Valeur de l'acquisition euros
1472	2019/LOCAUX SIEGE	SGM TVX LOCAUX DCPTE GENERAL LOT 4	08/02/2022	18 951,36
1473	2019/LOCAUX SIEGE	SGM TVX LOCAUX DCPTE GENERAL LOT 5	08/02/2022	3 066,05
1478	2019/LOCAUX SIEGE	EUROVIA TVX LOCAUX DCPTE GENERAL LOT 13	21/02/2022	73 636,14
1479	2019/LOCAUX SIEGE	ABC JARDIN ST DE EUROVIA TRAVAUX LOCAUX LOT 13	21/02/2022	9 746,00
1480	2019/LOCAUX SIEGE	TEAM RESEAUX TVX LOCAUX SIEGE ACOMPTE 7 LOT 8	21/02/2022	9 320,60
1481	2019/LOCAUX SIEGE	GROUPE 3 NOTE HONO 19 EXT LOCAUX SIEGE	22/02/2022	1 259,21
1482	2019/LOCAUX SIEGE	TECHNIC NOTE HONO 19 EXT LOCAUX SIEGE	22/02/2022	84,76

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240611-21221-DE
Date de transmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Code immo 2020/	N°inventaire	Désignation des ensembles	2020	Valeur de l'acquisition euros
1483	2019/LOCAUX SIEGE	ESGCB NOTE HONO 19 LOCAUX SIEGE	22/02/2022	52,49
1484	2019/LOCAUX SIEGE	VIAMAP NOTE HONO 19 LOCAUX SIEGE	22/02/2022	62,99
1485	2019/LOCAUX SIEGE	SELON DEVIS 22085 ECLAIRAGE PARKING SIEGE 27	24/02/2022	1 915,20
1487	2019/LOCAUX SIEGE	SOGEP TRAVAUX LOCAUX SIEGE DECOMPTE GENERAL LOT11	24/03/2022	10 028,88

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

ETAT DES IMMOBILISATIONS
TROP PERCU TRAVAUX COORDINATION 45
Chapitre 20-article 20421-AMORTISSABLE 1 AN
2024

N=	**2024**

Edition du 14/05/2024

	Désignation des ensembles	Année Acquisition	Valeur de l'acquisition	sortie d'inventaire exercice N	Durée de l'amt années	Année de départ	Cumuls amortissements antérieurs	amortissements de l'exercice N	Total amortissement	valeur nette comptable	
2022/1471	ENEDIS/TVX COORD 4503-320012001	2022	1 131,46	1 131,46							
2022/1552	ENEDIS/TVX COORD 4503-320525001	2022	166,82	166,82							
	TOTAL AMORTI		**0,00**	**1 298,28**			**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
2023/1619	ENEDIS/TVX DT 202739 BOURGTHEROULDE	2023	322,02		1	2024	0,00	322,02	322,02	0,00	
2023/1620	ENEDIS TVX DT 171736 ECOS 322213002	2023	0,00		1	2024	0,00	0,00	0,00	0,00	annulée
2023/1622	ENEDIS TVX DT 171735 ECOS 322213001	2023	1 843,08		1	2024	0,00	1 843,08	1 843,08	0,00	
2023/1629	ENEDIS TVX DT 171736 ECOS 322312002	2023	14 649,65		1	2024	0,00	14 649,65	14 649,65	0,00	
	TOTAL 2023		**16 814,75**				**0,00**	**16 814,75**	**16 814,75**	**0,00**	
2024/1649	ENEDIS TVX COOR45-321615001	15/02/2024	12 949,49		1	15/02/2024	0,00	11 366,77	11 366,77	1 582,72	
2024/1659	ENEDIS TVX COOR45-322621001	22/03/2024	17 775,50		1	22/03/2024	0,00	13 776,01	13 776,01	3 999,49	
2024/1660	ENEDIS TVX COOR45-321632001	29/03/2024	2 615,80		1	29/03/2024	0,00	1 976,38	1 976,38	639,42	
2024/1675	CONTRIBUTION EXTENSION GAZ	16/04/2024	12 725,00		1	16/04/2024	0,00	9 013,54	9 013,54	3 711,46	
2024/1676	CONTRIBUTION EXTENSION GAZ	16/04/2024	3 746,00		1	16/04/2024	0,00	2 653,42	2 653,42	1 092,58	
	TOTAL 2024		**49 811,79**				**0,00**	**38 786,12**	**38 786,12**	**11 025,67**	
	Balance d'entrée au 01/01/N		**16 814,75**				**0,00**	**16 814,75**	**16 814,75**	**0,00**	
	Sorties de matériel sur l'exercice N			**1 298,28**							
	acquisitions -amortissements sur l'exercice N		**0,00**								
	corrections /euros						**0,00**		**0,00**		
	Total au 31/12/N		**16 814,75**				**0,00**	**16 814,75**	**16 814,75**	**0,00**	

ETAT DES IMMOBILISATIONS
Logiciels, Etudes, MAINTENANCE DE L'ECLAIRAGE PUBLIC
Chapitre 20-article 2051
2024

N=	2024
Edition du	14/05/2024

Accusé de réception en préfecture
027-232701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

	Désignation des ensembles	Année Acquisition	Valeur de l'acquisition	sortie d'inventaire exercice N	Durée de l'amt années	Année de départ	Cumuls amortissements antérieurs	amortissements de l'exercice N	Total amortissement	valeur nette comptable	
2007/436	LOGICIEL CARTOSPHERE	2007	3 668,13								
	BASES DE DONNEES MAINTENANCE EP	2007	47 241,24								
2008/547	GENERALE INFOGRAPHIE	2008	38 104,56								
2008/548	GENERALE INFOGRAPHIE	2008	2 200,00								
2008/548	GENERALE INFOGRAPHIE	2008	4 200,00								
	BASES DE DONNEES MAINTENANCE EP	2008	19 118,54								
	BASES DE DONNEES MAINTENANCE EP	2009	123 180,14								
2010/625	BASE DE DONNEES MAINTENANCE EP	2010	3 111,78								
2010/646	MEP/TOPO ETUDES	2010	189,92								
2010/647	MEP/TOPO ETUDES	2010	2 112,26								
2012/701	MEP/TOPO ETUDES	2012	2 360,51								
2012/711	MEP/TOPO ETUDES	2012	1 426,54								
2014/754	TOPO ETUDES/CARTOGRAPHIE BASE DONNEES	2014	7 626,10								
2014/778	RADIODETECTION /GEOREFERENCEMENT	2014	15 576,00								
2017/956	TEAM RESEAUX/MEP/INVENTAIRE	2017	186,62								
2018/1029	MEP INVENTAIRE F 30564	2018	1 486,31								
2019/1100	INVENTAIRE MEP TEAM RESEAUX	2019	1 552,58								
2019/1101	INVENTAIRE MEP TEAM RESEAUX	2019	649,80								
2019/1102	INVENTAIRE MEP TEAM RESEAUX	2019	186,01								
2020/1253	SITDI/LICENCE GEOLOCALISATION	2020	2 400,00								
2020/1216	INVENTAIRE MEP BLONDEL	2020	327,00								
	TOTAL AMORTI		**276 904,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**276 904,04**	**0,00**	**276 904,04**	**0,00**	
2022/1550	TOPO ETUDES/GEOREF GRAVIGNY	2022	90,00		**5**	2023	18,00	18,00	36,00	54,00	
			90,00				**18,00**	**18,00**	**36,00**	**54,00**	
2023/1565	TOPO ETUDE/BONNEVILLE ITON DT 261633	2023	93,55		**5**	2024	0,00	18,71	18,71	74,84	823082002
2023/1566	TOPO ETUDE/GRAVIGNY DT 261514	2023	6 582,24		**5**	2024	0,00	1 316,45	1 316,45	5 265,79	822299005
2023/1567	LEBRUN MARIE/L HABIT DT 261615	2023	923,63		**5**	2024	0,00	184,73	184,73	738,90	823309001
2023/1568	LEBRUN MARIE/MOUETTES DT 261614	2023	1 219,19		**5**	2024	0,00	243,84	243,84	975,35	823419001
2023/1569	LEBRUN MARIE/LE SACQ DT 261617	2023	628,07		**5**	2024	0,00	125,61	125,61	502,46	823503001
2023/1570	LEBRUN MARIE/ST LAURENT DT 261613	2023	523,39		**5**	2024	0,00	104,68	104,68	418,71	823555001
2023/1571	TOPO ETUDE/GRAVIGNY DT 261514	2023	3 862,15		**5**	2024	0,00	772,43	772,43	3 089,72	822299005
2023/1572	TOPO ETUDE/ARNIERES DT 261605	2023	90,00		**5**	2024	0,00	18,00	18,00	72,00	823020001
2023/1573	LEBRUN MARIE/PISEUX DT261612	2023	860,80		**5**	2024	0,00	172,16	172,16	688,64	823457002
2023/1574	LEBRUN MARIE/ROMAN DT 261616	2023	464,46		**5**	2024	0,00	92,89	92,89	371,57	823491001
2023/1588	TOPO ETUDES/GEOREF LOT1 DAMVILLE	2023	841,99		**5**	2024	0,00	168,40	168,40	673,59	
2023/1615	GEOREF MEP LOT 2 LES DAMPS	2023	187,12		**5**	2024	0,00	37,42	37,42	149,70	
2023/1623	GEOREF MESNIL/ITON-DAMVILLE 261658	2023	2 734,27		**5**	2024	0,00	546,85	546,85	2 187,42	
2023/1630	GEOREF BONNEVILLE SUR ITON 261633	2023	6 338,24		**5**	2024	0,00	1 267,65	1 267,65	5 070,59	
2023/1631	GEOREF ARNIERES SUR ITON 261605	2023	4 118,44		**5**	2024	0,00	823,69	823,69	3 294,75	
2023/1632	GEOREF RONCENAY AUTHENAY 261690	2023	770,09		**5**	2024	0,00	154,02	154,02	616,07	
2023/1633	GEOREF GRANDVILLIERS HELLENVDT 261692	2023	776,40		**5**	2024	0,00	155,28	155,28	621,12	
			31 014,03	**0,00**	**85,00**		**0,00**	**6 202,81**	**6 202,81**	**24 811,22**	
			0,00	**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	
	Balance d'entrée au 01/01/N		**308 008,07**				**276 922,04**	**6 220,81**	**283 142,85**	**24 865,22**	
	Sorties de matériel sur l'exercice N			**0,00**							
	acquisitions sur l'exercice N		**0,00**				**0,00**				
	corrections /euros						**0,02**				
	Total au 31/12/N		**308 008,07**	**0,00**			**276 922,06**	**6 220,81**	**283 142,85**	**24 865,22**	

ETAT DES IMMOBILISATIONS
Logiciels, Etudes, MEP
Chapitre 20-article 2051
2024

N=	2024

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Edition du 14/05/2024

	Désignation des ensembles	Année Acquisition	Valeur de l'acquisition	sortie d'inventaire exercice N	DATE DE MISE EN SERV	Durée de l'amt années	Année de départ	Cumuls amortissements antérieurs	amortissements de l'exercice N	Total amortissement	valeur nette comptable
2015/791	CEGID/EPARAPHEUR INTERFACE	2015	1 476,00								
2015/802	CDC FAST/EPARAPHEUR	2015	2 752,80								
2016/840	GISMARTWARE/LOGIEL SMARTGEO EP	2016	11 700,00								
2016/855	GISMARTWARE/LOGICIEL	2016	1 140,00								
2017/915	ENERGIES DEMAIN/LOGICIEL PROSPER	2017	10 087,20								
2017/955	ENERGIES DEMAIN/LOG PROSPER	2017	12 741,48								
2017/978	ENERGIES DEMAIN/PROSPER	2017	10 732,32								
2017/979	ENERGIES DEMAIN/PROSPER	2017	2 678,40								
2018/991	DOCAPOST/LICENCE F18/1726274/1153	2018	1 020,00								
2018/995	ENERGIES DEMAIN/F2018027	2018	7 403,40								
2018/1009	SAS SERVAL/SITE INTERNET	2018	4 828,20								
2018/1023	CEGID/PASRAU LOGICIEL	2018	1 620,00								
2019/1055	SERVAL SITE INTERNET	2019	11 265,80								
2019/1060	CEGID/MODULE PES	2019	2 316,00								
2019/1108	SIENER	2019	996,00								
2019/1112	PROTEC/LOGICIEL ALARME	2019	757,58								
2019/1132	PC SOFT LOG WINDEV	2019	2 322,00								
2020/1141	SIENER	2020	2 275,68								
2020/1160	PCSOFT LICENCE WINDEV	2020	1 188,00								
2020/1162	ABC INFORMATIQUE/SERVEURS	2020	8 865,00								
2020/1163	MGDIS/LICENCE TCCFE	2020	0,00								
2020/1168	EKSAE/LICENCE Y2 GF	2020	2 568,00								
2020/1169	ABC INFORMATIQUE/SERVEURS-AUDIT	2020	1 344,42								
2020/1170	ABC INFROMATIQUE/SERVEURS F38592	2020	24 045,54								
2020/1171	ABC INFORMATIQUE/SERVEURS F38903	2020	2 549,22								
2020/1172	ABC INFORMATIQUE/SERVEURS F38593	2020	11 684,10								
2020/1177	EKSAE/LICENCE Y2 GF	2020	12 863,00								
2020/1178	EKSAE/LICENCE Y2 GF	2020	31 932,00								
2020/1254	EKSAE/Y2 LOGICIEL	2020	18 368,00								
2020/1255	EKSAE Y2 INTERFACE	2020	1 428,00								
2020/1256	EKSAE LOGICIEL ET FORMATION	2020	13 728,00								
2020/1266	BECHTLE LICENCE PERPETUELLE npos	2020	344,74								
2020/1267	ESI/LICENCE	2020	2 458,80								
2020/1268	ESI/LICENCE	2020	1 439,71								
2020/1278	MGDIS/LICENCE TCCFE ANNULE IMMO 2020/1163	2020	9 840,00								
	TOTAL AMORTI		**232 759,39**	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**232 759,39**	**0,00**	**232 759,39**	**0,00**
2019/1094	ORANGE/LICENCES MITEL	2019	6 052,13			**5**	2020	4 841,72	1 210,43	6 052,13	0,00
			6 052,13					**4 841,72**	**1 210,43**	**6 052,13**	**0,00**
2021/1313	PC SOFT LOGICIEL WINDEV 25	2021	3 674,40			3	2022	2 449,60	1 224,80	3 674,40	0,00
2021/1319	EKSAE FC21020082 LICENCE ADUCT	2021	8 100,00			3	2022	5 400,00	2 700,00	8 100,00	0,00
2021/1322	ABC F42264 LICENCES RDS 2019	2021	1 090,26			3	2022	726,84	363,42	1 090,26	0,00
2021/1323	ABC 42263 WINDOWS SERVEUR LOG	2021	982,32			3	2022	654,88	327,44	982,32	0,00
2021/1327	EKSAE FC210110303 LOGICIEL RH	2021	49 092,00			3	2022	32 728,00	16 364,00	49 092,00	0,00
2021/1328	EKSAE FC21010303 LOGICIEL RH	2021	7 950,00			3	2022	5 300,00	2 650,00	7 950,00	0,00
2021/1330	DICT.FR /PACK OPTIMUM SOGELINK	2021	12 384,00			3	2022	8 256,00	4 128,00	12 384,00	0,00
2021/1332	MGDIS/LOGICIEL CONTROLE TCFE	2021	2 280,00			3	2022	1 520,00	760,00	2 280,00	0,00
2021/1333	ABC INFORMATIQUES/LICENCE WINDOWS SERVER	2021	3 868,56			3	2022	2 579,04	1 289,52	3 868,56	0,00
2021/1406	ABC INFORMATIQUE LICENCE VEEM	2021	1 140,72			3	2022	760,48	380,24	1 140,72	0,00
2021/1414	EKSAE/LOGICIEL PAIE	2021	1 356,00			3	2022	904,00	452,00	1 356,00	0,00
2021/1418	ABC INFORMATIQUE/ASSITANCE MIGRATION	2021	2 960,26			3	2022	1 973,50	986,76	2 960,26	0,00
2021/1420	ORANGE BUSINESS/LOGICIEL TELEPHONIE	2021	5 300,22			3	2022	3 533,48	1 766,74	5 300,22	0,00
2021/1442	QBS SOFTWARE/LOGICIEL ADOBE	2021	1 425,60			3	2022	950,40	475,20	1 425,60	0,00
2021/1457	PC SOFT/MAJ WINDEV	2021	3 279,60			3	2022	2 186,40	1 093,20	3 279,60	0,00
			104 883,94					**69 922,62**	**34 961,32**	**104 883,94**	**0,00**
2022/1462	HPE WINDOWS ABC INFORMATIQUE	2022	1 019,70			3	2023	339,90	339,90	679,80	339,90
2022/1465	PACK OPTIMUM 2022 SOGELINK	2022	14 448,00			3	2023	4 816,00	4 816,00	9 632,00	4 816,00
2022/1475	LICENCE OFFICE 365 2022 ABC INFORMATIQUE	2022	11 657,09			3	2023	3 885,70	3 885,70	7 771,40	3 885,69
2022/1476	LICENCE ADOBE QBS SOFTWARE	2022	922,80			3	2023	307,60	307,60	615,20	307,60
2022/1486	LICENCE MICROSOFT ABC INFORMATIQUE	2022	1 942,72			3	2023	647,58	647,58	1 295,16	647,56
2022/1494	MODULE DSN EKSAE	2022	1 080,00			3	2023	360,00	360,00	720,00	360,00
2022/1496	MAILINBLACK/ PROTECTION INFORMATIQUE	2022	1 909,20			3	2023	636,40	636,40	1 272,80	636,40
2022/1499	LICENCE GEOREFERENCEMENT SOGELINK	2022	17 340,00			3	2023	5 780,00	5 780,00	11 560,00	5 780,00
2022/1522	ROSEAU TECH/LOG SIRAO	2022	20 247,00			3	2023	6 749,00	6 749,00	13 498,00	6 749,00
2022/1528	QBS SOFWARE/LICENCE ADOBE	2022	2 548,37			3	2023	849,46	849,46	1 698,92	849,45
2022/1542	PC SOFT /MAJ WINDEV	2022	3 494,40			3	2023	1 164,80	1 164,80	2 329,60	1 164,80
2022/1543	OXYAD/LOGICIEL ELUS	2022	5 490,00			3	2023	1 830,00	1 830,00	3 660,00	1 830,00
2022/1551	QBS ANTIVIRUS ENDPOINT	2022	125,52			3	2023	41,84	41,84	83,68	41,84
			82 224,80					**27 408,28**	**27 408,28**	**54 816,56**	**27 408,24**
2023/1545	ABC INFORMATIQUE/MICROSOFT	2023	1 246,20			3	2024	0,00	415,40	415,40	830,80
2023/1549	QBS SOFWARE ANTIVIRUS RENOUVELLEMENT	2023	1 330,20			3	2024	0,00	443,40	443,40	886,80
2023/1554	LICENCE GEOREFERENCEMENT SOGELINK	2023	14 448,00			3	2024	0,00	4 816,00	4 816,00	9 632,00
2023/1561	ABC INFORMATIQUE/LOGICILE MICROSOFT365	2023	12 161,24			3	2024	0,00	4 053,75	4 053,75	8 107,49
2023/1564	EKSAE/LOGICIEL RH	2023	31 332,00			3	2024	0,00	10 444,00	10 444,00	20 888,00
2023/1617	LOGICIEL SIRAO-DONNEES CARTOGRAPHIQUES	2023	13 160,55			3	2024	0,00	4 386,85	4 386,85	8 773,70
2023/1624	OXYAD/LOGICIEL CONVOCATION	2023	7 320,00			3	2024	0,00	2 440,00	2 440,00	4 880,00
2023/1625	ROSEAU TECH/SIRAO MODULE COMPLEMENTAIRE	2023	7 086,46			3	2024	0,00	2 362,15	2 362,15	4 724,31
2023/1636	PC SOFT MISE A JOUR LOGICIEL	2023	3 885,60			3	2024	0,00	1 295,20	1 295,20	2 590,40
			91 970,25					**0,00**	**30 656,75**	**30 656,75**	**61 313,50**
2024/1639	OXYAD-CONVOCATION ELUS LOGICIEL	2024	5 490,00		10/01/2024	3	2024	0,00	1 784,25	1 784,25	3 705,75
2024/1644	MCMA MODULE SAAS	2024	12 150,00		16/01/2024	3	2024	0,00	3 881,25	3 881,25	8 268,75
2024/1648	EKSAE RH LICENCEM57-CC24000126	2024	828,00		31/01/2024	3	2024	0,00	253,00	253,00	575,00
2024/1657	MAILINBLACK/ PROTECTION INFORMATIQUE	2024	2 291,04		08/03/2024	3	2024		621,55	678,83	1 612,21
2024/1658	KOESIO ABT MICROSOFT	2024	12 237,46		15/03/2024	3	2024		3 240,66	3 240,66	8 996,80
			32 996,50					**0,00**	**9 780,71**	**9 837,99**	**23 158,51**
	Balance d'entrée au 01/01/N		**517 890,51**					**334 932,01**	**94 236,78**	**429 168,77**	**88 721,74**
	Sorties de matériel sur l'exercice N			**0,00**							
	acquisitions sur l'exercice N		**91 970,25**					**0,00**	**40 437,46**	**30 656,75**	**61 313,50**
	corrections /euros							**0,02**			
	Total au 31/12/N		**609 860,76**	**0,00**				**334 932,03**	**134 674,24**	**459 825,52**	**150 035,24**

TOTAL LOGICIELS 2023 1-2	2023	122 984,28	**2805 TOTAL** **140 895,05**

ETAT DES IMMOBILISATIONS
IRVE-signalisation routiere-branchements ERDF
Chapitre 21-article 2158
2024

N=	2024

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-18-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Edition du 14/05/2024

	Désignation des ensembles	Année Acquisition	Valeur de l'acquisition	sortie d'inventaire exercice	Durée de l'amt années	DATE DE MISE EN SERV	Année de départ	Cumuls amortissements antérieurs	amortissements de l'exercice N	Total amortissement (28158)	valeur nette comptable
2016/813	SGA AUTOMATION/IRVE FC7020	2016	46 852,80								
2016/814	SGA AUTOMATION/IRVE FC7032	2016	46 852,80								
2016/815	SGA AUTOMATION/IRVE FC7050	2016	37 482,24								
2016/816	SGA AUTOMATION/BAGDES FC7060	2016	8 160,00								
2016/817	SGA AUTOMATION/IRVE FC7071	2016	46 852,80								
2016/822	SGA AUTOMATION/IRVE FC7091	2016	46 852,80								
2016/827	SGA AUTOMATION/IRVE FC7094	2016	46 852,80								
2016/829	SGA AUTOMATION/IRVE FC7099	2016	46 852,80								
2016/830	SGA AUTOMATION/IRVE FC7110	2016	46 852,80								
2016/834	SGA AUTOMATION/IRVE FC7113	2016	37 482,24								
2016/836	SGA AUTOMATION/IRVE FC7157	2016	46 852,80								
2016/837	SGA AUTOMATION/IRVE FC7158	2016	46 852,80								
2016/841	SGA AUTOMATION/IRVE FC7173	2016	9 370,56								
2016/842	SGA AUTOMATION/IRVE FC7172	2016	18 741,12								
2016//843	SGA AUTOMATION/IRVE FC7172	2016	8 411,52								
2016/844	SGA AUTOMATION/IRVE FC7204	2016	28 111,68								
2016/845	SGA AUTOMATION/IRVE FC7205	2016	18 741,12								
2016/848	SGA AUTOMATION/IRVE FC 7196	2016	37 482,24								
2016/849	SGA AUTOMATION/IRVE FC7196	2016	9 370,56								
2016/862	SGA AUTOMATION/IRVE FC7226	2016	8 411,52								
2016/863	SGA AUTOMATION IRVE FC 7226	2016	5 880,00								
2016/864	SGA AUTOMATION IRVE FC7230	2016	46 852,80								
2016/884	SGA AUTOMATION IRVE FC7248	2016	37 482,24								
2016-885	SGA AUTOMATION IRVE FC7239	2016	56 223,36								
20016-888	SGA AUTOMATION IRVE FC7254	2016	37 482,24								
2016-890	SGA AUTOMATION IRVE FC7262	2016	37 482,24								
2016-891	SGA AUTOMATION IIRVE FC7268	2016	46 852,80								
2016/838	SIGNALISATION ROUTIERE F16/0392	2016	732,00								
2016/866-867	SIGNALISATION ROUTIERE F16/0904	2016	532,80								
2016/868-869-870	SIGNALISATION ROUTIERE F 16/0900	2016	3 389,57								
2016/871-872-873	SIGNALISATION ROUTIERE F 16/0901	2016	4 305,94								
2016/874-875	SIGNALISATION ROUTIERE F 16/0902	2016	516,00								
2016/876-877	SIGNALISATION ROUTIERE F 16/0904	2016	1 738,80								
2016/878-879	SIGNALISATION ROUTIERE F 16/0903	2016	1 032,00								
2016/880-881	SIGNALISATION ROUTIERE F 16/0899	2016	2 131,20								
2016/892	ENEDIS F615479691	2016	5 946,00								
2016/893	ENEDIS F615479695	2016	5 580,00								
2016/894	ENEDIS F615479686	2016	8 730,00								
2016/895	ENEDIS F615479697	2016	2 250,00								
2017/900	SGA AUTOMATION IRVE /3077/DM3	2017	46 852,80								
2017/902	SGA AUTOMATION IRVE/3778	2017	46 852,80								
2017/903	SGA AUTOMATION IRVE/3455	2017	18 741,12								
2017/904	SGA AUTOMATION IRVE/3778	2017	37 482,24								
2017/918	SGA AUTOMATION IRVE/738	2017	46 852,80								
2017/931	SGA/FC7367/CDE 2017/1331 DM1	2017	46 852,80								
2017/942	SGA/FC7405/CDE 2017/1331 DM2	2017	46 852,80								
2017/965	SGA/FC7466/CDE 2017002659	2017	18 741,12								
2017/966	SGA/FC7465/CDE 2017001331	2017	9 370,56								
2017//897	LSR/2992	2017	964,80								
2017//899	LSR/2992	2017	1 283,14								
2017/898	LSR/2992	2017	100,80								
2017/920	LSR/F17/0103-13 EMPLACEMENTS	2017	268,80								
2017/921	LSR/F170103CDE 13 EMPLACEMENTS	2017	3 135,60								
2017/922	LSR/F17-0103-POTELETS	2017	1 603,92								
2017/932	LSR/BORNES CDE 2016003782	2017	1 447,20								
2017/933	LSR/BORNES CDE 2016003782	2017	117,60								
2017/934	LSR/CDE 3779	2017	3 618,00								
2017/935	LSR/CDE 2016003779	2017	252,00								
2017/946	LSR/F170496/IRVE	2017	1 688,40								
2017/947	LSR/F170496/IRVE	2017	134,40								
2017/948	LSR/F170449/IRVE	2017	2 063,81								
2017/949	LSR/F170449/IRVE	2017	1 785,60								
2017/950	LSR/F170464/IRVE	2017	1 929,60								
2017/951	LSR/F170464/IRVE	2017	134,40								
2017/952	LSR/F170503/IRVE	2017	1 688,40								
2017/953	LSR/F170503/IRVE	2017	117,60								
2017/954	LSR/F170503/IRVE	2017	1 603,92								
2017/906	ENEDIS/322615479884	2017	9 594,00								
2017/907	ENEDIS/322615479693	2017	5 850,00								
2017/908	ENEDIS/322615479694	2017	3 900,00								
2017/909	ENEDIS/322615496997	2017	21 954,00								
2017/910	ENEDIS/322615497090	2017	3 984,00								
2017/911	ENEDIS/322615496779	2017	1 950,00								
2017/912	ENEDIS/322615479704	2017	5 340,00								
2017/916	ENEDIS/322615496793	2017	4 260,00								
2017/923	ENEDIS/322615500651	2017	3 900,00								
2017/924	ENEDIS/322615479696	2017	3 900,00								
2017/925	ENEDIS/0322615479699 BORNE	2017	3 900,00								
2017/929	ENEDISF0322615501925/BORNES	2017	3 900,00								
2017/930	ENEDIS/F0322615479701/BORNES	2017	1 950,00								
2017/939	ENEDIS/F615507099/IRVE	2017	3 900,00								
2017/940	ENEDIS/F615507383/IRVE	2017	3 390,00								
2017/941	ENEDIS/F615479692/IRVE	2017	3 900,00								
2017/943	ENEDIS/F615510841/IRVE	2017	4 675,20								
2017/960	ENEDIS/F615519905/IRVE	2017	4 332,00								
2017/961	ENEDIS/F615519923/IRVE	2017	7 800,00								
2017/963	ENEDIS/F615520805/IRVE	2017	5 850,00								
2017/964	ENEDIS/F322615524008/IRVE	2017	5 850,00								
2017/967	ENEDIS/F322615526359/IRVE	2017	5 850,00								
2017/968	ENEDIS/F322615528645/IRVE	2017	1 950,00								
2017/969	ENEDIS/F322615526093/IRVE	2017	3 900,00								
2017/971	ENEDIS/F322615530445/IRVE	2017	16 836,00								
2017/972	ENEDIS/F322615530451/IRVE	2017	2 136,00								
2017/973	ENEDIS/F322615530446/IRVE	2017	22 806,00								
2017/974	ENEDIS/F322615530447/IRVE	2017	4 044,00								
2017/975	ENEDIS/F322615530444/IRVE	2017	4 062,00								
2017/977	ENEDIS/F322615531043/IRVE	2017	12 204,00								
2018/982-983	LSR/17-1263 CDE2017003199	2018	1 963,20								
2018/984-985	LSR/17-1264 CDE 2017002247	2018	3 870,00								
2018/1010	SGA AUTOMATION/ TRAPPES	2018	9 180,00								
2018/1012	SGA AUTOMATION/ TRAPPES	2018	7 020,00								
2018/1014	SGA AUTOMATION/ TRAPPES	2018	4 860,00								
2018/1016	SGA AUTOMATION/ TRAPPES	2018	6 480,00								
2018/1020	SGA AUTOMATION/ TRAPPES	2018	6 480,00								
2018/1021	SGA AUTOMATION/FFC7661	2018	9 370,56								
2018/1022	SGA AUTOMATION/ TRAPPES	2018	4 860,00								

ETAT DES IMMOBILISATIONS
IRVE-signalisation routiere-branchements ERDF
Chapitre 21-article 2158
2024

N=	2024
Edition du	14/05/2024

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-18-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

	Désignation des ensembles	Année Acquisition	Valeur de l'acquisition	sortie d'inventaire exercice	Durée de l'amt années	DATE DE MISE EN SERV	Année de départ	Cumuls amortissements antérieurs	amortissements de l'exercice N	Total amortissement (28158)	valeur nette comptable
2018/1026	SGA AUTOMATION/ TRAPPES	2018	6 480,00								
2018/1027	SGA AUTOMATION/ TRAPPES	2018	6 480,00								
2018/1031	SGA AUTOMATION/ TRAPPES	2018	4 860,00								
2018/1033	SGA AUTOMATION/ TRAPPES	2018	4 860,00								
2018/986	ENEDIS/F322615534743	2018	1 950,00								
2018/987	ENEDIS/F322615535355	2018	10 998,00								
2018/989	ENEDIS/F322615538317	2018	16 346,40								
2018/990	ENEDIS/F322615538908	2018	6 060,00								
2018/994	ENEDIS/F322615540683	2018	8 052,00								
2018/998	ENEDIS/F322615546928	2018	4 068,00								
2018/999	ENEDIS/F322615546959	2018	1 950,00								
2018/1000	ENEDIS/F322615546960	2018	3 294,00								
2018/1001	ENEDIS/F322615547729	2018	7 992,00								
2018/1005	ENEDIS/F322615548595	2018	2 034,00								
2018/1008	ENEDIS/F322615553442	2018	1 950,00								
2018/1013	ENEDIS/F322615558563	2018	1 950,00								
2018/1025	ENEDIS/F322615571426	2018	4 102,46								
2018/1030	ENEDIS/F322615572947	2018	1 950,00								
	TOTAL AMORTI		**1 628 444,84**				**0,00**	**1 628 444,84**	**0,00**	**1 628 444,84**	**0,00**
2019/1037	ENEDIS/F322615579245	2019	2 142,00		5		2020	1 713,60	428,40	2 142,00	0,00
2019/1043	ENEDIS/F322615586756	2019	3 384,00		5		2020	2 707,20	676,80	3 384,00	0,00
2019/1048	ENEDIS/F322615591629	2019	1 950,00		5		2020	1 560,00	390,00	1 950,00	0,00
	TOTAL ENEDIS 2019		**7 476,00**					**5 980,80**	**1 495,20**	**7 476,00**	**0,00**
2019/1036	SGA AUTOMATION/TRAPPES	2019	5 400,00		5		2020	4 320,00	1 080,00	5 400,00	0,00
2019/1130	BORNE LES ANDELYS CDE 19/2846	2019	7 200,00		5		2020	5 760,00	1 440,00	7 200,00	0,00
	TOTAL SGA AUTOMATION BORNES 2019		**12 600,00**					**10 080,00**	**2 520,00**	**12 600,00**	**0,00**
2020/1176	SGA/BORNE LES ANDELYS	2020	7 200,00		5		2021	4 320,00	1 440,00	5 760,00	1 440,00
2020/1212	LSR/ SIGNALETIQUE ANDELYS	2020	253,20		5		2021	151,92	50,64	202,56	50,64
	TOUS INTERVERNANTS-2020		**7 453,20**					**4 471,92**	**1 490,64**	**5 962,56**	**1 490,64**
2021/1388	SGA MOBILITY/IRVE ZELT	2021	7 200,00		5		2022	2 880,00	1 440,00	4 320,00	2 880,00
2021/1440	SGA MOBILITY/IRVE VERNON	2021	7 200,00		5		2022	2 880,00	1 440,00	4 320,00	2 880,00
	TOUS INTERVERNANTS-2021		**14 400,00**					**5 760,00**	**2 880,00**	**8 640,00**	**5 760,00**
2022/1510	TEAM RESEAUX/IRVE SIEGE	2022	4 798,92		5		2023	959,79	959,79	1 919,58	2 879,34
2022/1537	SGA/BORNE VIEIL EVREUX	2022	50 160,00		5		2023	10 032,00	10 032,00	20 064,00	30 096,00
2022/1538	SGA/BORNE BOURNEVILLE	2022	50 160,00		5		2023	10 032,00	10 032,00	20 064,00	30 096,00
2022/1541	SGA/BORNE SIEGE27	2022	7 800,00		5		2023	1 560,00	1 560,00	3 120,00	4 680,00
	TOUS INTERVERNANTS-2022		**112 918,92**					**22 583,79**	**22 583,79**	**45 167,58**	**67 751,34**
2023/1546	ENEDIS/BRANCHEMENT LES ANDELYS	2023	1 754,70		5		2024	0,00	350,94	350,94	1 403,76
2023/1563	ENEDIS/BRANCHEMENT BORNE	2023	2 531,28		5		2024	0,00	506,26	506,26	2 025,02
2023/1577	ENEDIS/IRVE VERNON PLACE PARIS BCHN	2023	2 531,28		5		2024	0,00	506,26	506,26	2 025,02
2023/1578	SGA MOBILITY IRVE DT 430097 PRISE T2 0	2023	936,00		5		2024	0,00	187,20	187,20	748,80
2023/1579	SGA MOBILITY/DT 430098 PRISE T2 03/23	2023	936,00		5		2024	0,00	187,20	187,20	748,80
2023/1580	SGA MOBILITY/DT 430099 PRISE T2 04/23	2023	1 092,00		5		2024	0,00	218,40	218,40	873,60
2023/1581	SGA MOBILITY/ DT 430095 PRISE T2 12/22	2023	1 092,00		5		2024	0,00	218,40	218,40	873,60
2023/1582	SGA MOBILITY/DT 430096 PRISE T2 01/23	2023	780,00		5		2024	0,00	156,00	156,00	624,00
2023/1584	SGA MOBILITY/ IRVE BARRE EN OUCHE (L	2023	40 560,00		5		2024	0,00	8 112,00	8 112,00	32 448,00
2023/1585	SGA MOBILITY/IRVE COURBEPINE	2023	50 160,00		5		2024	0,00	10 032,00	10 032,00	40 128,00
2023/1586	SGA MOBILITY/IRVE STE COLOMBE LA CO	2023	45 360,00		5		2024	0,00	9 072,00	9 072,00	36 288,00
2023/1587	SGA MOBILITY/IRVE ST AUBIN SUR G.	2023	45 360,00		5		2024	0,00	9 072,00	9 072,00	36 288,00
2023/1591	SGA F2306-09271 ADVENIR 126917	2023	12 161,40		5		2024	0,00	2 432,28	2 432,28	9 729,12
2023/1592	SGA F2306-09279 ADVENIR 128105	2023	12 161,40		5		2024	0,00	2 432,28	2 432,28	9 729,12
2023/1593	SGA F2306-09280 ADVENIR 128119	2023	12 161,40		5		2024	0,00	2 432,28	2 432,28	9 729,12
2023/1594	SGA F2306-09281ADVENIR 128601	2023	12 161,40		5		2024	0,00	2 432,28	2 432,28	9 729,12
2023/1595	SGA F2306-09283 ADVENIR 128611	2023	12 161,40		5		2024	0,00	2 432,28	2 432,28	9 729,12
2023/1596	SGA F2306-09284 ADVENIR 128619	2023	12 161,40		5		2024	0,00	2 432,28	2 432,28	9 729,12
2023/1597	SGA F2306-09285 ADVENIR 128663	2023	12 161,40		5		2024	0,00	2 432,28	2 432,28	9 729,12
2023/1598	SGA F2306-09286 ADVENIR 128710	2023	7 296,84		5		2024	0,00	1 459,37	1 459,37	5 837,47
2023/1599	SGA F2306-09287ADVENIR 128726	2023	4 864,56		5		2024	0,00	972,91	972,91	3 891,65
2023/1600	SGA F2306-09288 ADVENIR 128732	2023	7 296,84		5		2024	0,00	1 459,37	1 459,37	5 837,47
2023/1601	SGA F2306-09289 ADVENIR 128739	2023	9 729,12		5		2024	0,00	1 945,82	1 945,82	7 783,30
2023/1602	SGA F2306-09290ADVENIR 128747	2023	9 729,12		5		2024	0,00	1 945,82	1 945,82	7 783,30
2023/1603	SGA F2306-09291 ADVENIR 128749	2023	12 161,40		5		2024	0,00	2 432,28	2 432,28	9 729,12
2023/1604	SGA F2306-09292 ADVENIR 128118	2023	9 729,12		5		2024	0,00	1 945,82	1 945,82	7 783,30
2023/1605	SGA F2306-09293 ADVENIR 128734	2023	7 296,84		5		2024	0,00	1 459,37	1 459,37	5 837,47
2023/1606	SGA F2306-09294 ADVENIR 128670	2023	9 729,12		5		2024	0,00	1 945,82	1 945,82	7 783,30
2023/1607	SGA F2306-09295 ADVENIR 128678	2023	12 161,40		5		2024	0,00	2 432,28	2 432,28	9 729,12
2023/1608	SGA F2306-09296 ADVENIR 128706	2023	12 161,40		5		2024	0,00	2 432,28	2 432,28	9 729,12
2023/1609	SGA F2306-09297 ADVENIR 128716	2023	12 161,40		5		2024	0,00	2 432,28	2 432,28	9 729,12
2023/1610	SGA F2306-09298 ADVENIR 128724	2023	7 296,84		5		2024	0,00	1 459,37	1 459,37	5 837,47
2023/1611	SGA F2306-09299 ADVENIR 128730	2023	9 729,12		5		2024	0,00	1 945,82	1 945,82	7 783,30
2023/1612	SGA F2306-09300 ADVENIR 128742	2023	9 729,12		5		2024	0,00	1 945,82	1 945,82	7 783,30
2023/1616	SGA BORNE STE COLOMBE LA COM	2023	780,00		5		2024	0,00	156,00	156,00	624,00
2023/1626	ENEDIS COURBEPINE RCDT 522DB22/077436	2023	6 415,44		5		2024	0,00	1 283,09	1 283,09	5 132,35
2023/1627	ENEDIS IRVE ST AUBIN/GAILLON RCDT	2023	913,45		5		2024	0,00	182,69	182,69	730,76
2023/1628	IRVE STE COLOMBE LA COM RCDT 5	2023	8 682,55		5		2024	0,00	1 736,51	1 736,51	6 946,04
			436 086,74					**0,00**	**87 217,34**	**87 217,34**	**348 869,40**
2024/1646	ENEDIS BCHT IRVE BOURNEVILLE STE C,	2024	6 415,44			23/01/2024	2024	0,00	1 204,68	1 204,68	5 210,76
2024/1647	ENEDIS BCHT IRVE MESNIL EN OUCHE	2024	6 415,44			23/01/2024	2024	0,00	1 204,68	1 204,68	5 210,76
2024/1655	ENEDIS BCHT IRVE VIEIL EVREUX	2024	6 415,44			22/02/2024	2024	0,00	1 101,32	1 101,32	5 314,12
2024/1656	ENEDIS BCHT IRVE ST AUBIN SUR GAILLON	2024	6 415,44			22/02/2024	2024	0,00	1 101,32	1 101,32	5 314,12
2024/1677	SGA BORNE IRVE PARKING SIEGE27	2024	3 622,80			16/04/2024	2024	0,00	513,23	513,23	3 109,57
			29 284,56					**0,00**	**5 125,23**	**5 125,23**	**24 159,33**
	Balance d'entrée au 01/01/N		**1 783 292,96**					**1 677 321,35**	**30 969,63**	**1 708 290,98**	**75 001,98**
	Sorties de matériel sur l'exercice N										
	acquisitions -amortissements sur l'exercice N		**465 371,30**					**0,00**	**92 342,57**	**92 342,57**	**373 028,73**
	corrections /euros									**0,00**	
	Total au 31/12/N		**2 248 664,26**	**0,00**				**1 677 321,35**	**123 312,20**	**1 800 633,55**	**448 030,71**

ETAT DES IMMOBILISATIONS
Stations hydrogène
Chapitre 21-article 2158
2024

N=	2024

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-5-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Edition du 14/05/2024

	Désignation des ensembles	Année Acquisition	Valeur de l'acquisition	sortie d'inventaire exercice	Durée de l'amt années	DATE DE MISE EN SERV	Année de départ	Cumuls amortissements antérieurs	amortissements de l'exercice N	Total amortissement (28158)	valeur nette comptable
2019/1039	TOPO ETUDES-CASE	2019	778,20		5		2020	622,56	155,64	778,20	0,00
2019/1040	TOPO ETUDES-DOUAINS	2019	816,00		5		2020	652,80	163,20	816,00	0,00
2019/1041	TOPO ETUDES-EVREUX	2019	1 194,00		5		2020	955,20	238,80	1 194,00	0,00
2019/1044	ATAWEY	2019	55 971,54		5		2020	44 777,24	11 194,30	55 971,54	0,00
2019/1047	GECOS	2019	5 166,00		5		2020	4 132,80	1 033,20	5 166,00	0,00
2019/1056	GECOS	2019	2 214,00		5		2020	1 771,20	442,80	2 214,00	0,00
2019/1061	ATAWEY	2019	279 857,70		5		2020	223 886,16	55 971,54	279 857,70	0,00
2019/1062	TOPO ETUDES	2019	438,00		5		2020	350,40	87,60	438,00	0,00
2019/1063	TOPO ETUDES	2019	1 002,20		5		2020	801,76	200,44	1 002,20	0,00
2019/1064	TOPO ETUDES	2019	438,00		5		2020	350,40	87,60	438,00	0,00
2019/1065	TOPO ETUDES	2019	762,05		5		2020	609,64	152,41	762,05	0,00
2019/1066	GECOS	2019	4 920,00		5		2020	3 936,00	984,00	4 920,00	0,00
2019/1068	MCPHY IMPLANTATION	2019	20 880,00		5		2020	16 704,00	4 176,00	20 880,00	0,00
2019/1069	MCPHY IMPLANTATION	2019	1 368,00		5		2020	1 094,40	273,60	1 368,00	0,00
2019/1070	MCPHY IMPLANTATION	2019	205 128,00		5		2020	164 102,40	41 025,60	205 128,00	0,00
2019/1071	MCPHY IMPLANTATION	2019	94 740,00		5		2020	75 792,00	18 948,00	94 740,00	0,00
2019/1072	ATAWEY	2019	391 800,78		5		2020	313 440,64	78 360,16	391 800,78	0,00
2019/1075	GECOS	2019	3 600,00		5		2020	2 880,00	720,00	3 600,00	0,00
2019/1088	GECOS	2019	3 480,00		5		2020	2 784,00	696,00	3 480,00	0,00
2019/1089	GECOS	2019	3 600,00		5		2020	2 880,00	720,00	3 600,00	0,00
2019/1098	MCPHY IMPLANTATION	2019	132 636,00		5		2020	106 108,80	26 527,20	132 636,00	0,00
2019/1110	GECOS	2019	1 230,00		5		2020	984,00	246,00	1 230,00	0,00
2019/1119	ATAWEY	2019	36 000,00		5		2020	28 800,00	7 200,00	36 000,00	0,00
2019/1120	AVENEL	2019	7 200,00		5		2020	5 760,00	1 440,00	7 200,00	0,00
2019/1121	AVENEL	2019	7 200,00		5		2020	5 760,00	1 440,00	7 200,00	0,00
2019/1128	ATAWEY	2019	391 800,78		5		2020	313 440,64	78 360,16	391 800,78	0,00
2019/1129	COLAS	2019	58 456,92		5		2020	46 765,52	11 691,38	58 456,90	0,02
2019/1131	MC PHY	2019	151 584,00		5		2020	121 267,20	30 316,80	151 584,00	0,00
	TOTAL BORNES hydrogéne 2019		**1 864 262,17**	**0,00**				**1 491 409,76**	**372 852,43**	**1 864 262,15**	**0,02**
2019/1090	raccordement DB2222933611	2019	1 293,12		5		2 020	1 034,48	258,64	1 293,12	0,00
2019/1113	raccordement DB22048582	2019	1 930,32		5		2 020	1 544,24	386,06	1 930,30	0,02
	TOTAL ENEDIS branchements 2019		**3 223,44**	**0,00**				**2 578,72**	**644,70**	**3 223,42**	**0,02**
2020/1133	MC PHY 19FV0117 DOUAINS HYDOR	2020	2 280,00		5		2021	1 368,00	456,00	1 824,00	456,00
2020/1134	MC PHY SITE DOUAINS	2020	8 328,00		5		2021	4 996,80	1 665,60	6 662,40	1 665,60
2020/1136	GECOS FC19118566 HYDRO	2020	1 230,00		5		2021	738,00	246,00	984,00	246,00
2020/1137	GECOS TERRAIN CASE	2020	3 480,00		5		2021	2 088,00	696,00	2 784,00	696,00
2020/1138	AVENEL SITE CASE	2020	16 800,00		5		2021	10 080,00	3 360,00	13 440,00	3 360,00
2020/1139	AVENEL SITE EVREUX	2020	16 800,00		5		2021	10 080,00	3 360,00	13 440,00	3 360,00
2020/1140	AVENEL CDE2019001856	2020	9 600,00		5		2021	5 760,00	1 920,00	7 680,00	1 920,00
2020/1145	LCG CONCEPTS SIGNALETIQUE HYDR	2020	1 482,00		5		2021	889,20	296,40	1 185,60	296,40
2020/1146	SECURELECT INSP/STATION HYD	2020	1 020,00		5		2021	612,00	204,00	816,00	204,00
2020/1147	EVX DUPLI SERV SIGNALISATI HYD	2020	2 467,20		5		2021	1 480,32	493,44	1 973,76	493,44
2020/1149	APAVE STATION DOUAINS	2020	840,00		5		2021	504,00	168,00	672,00	168,00
2020/1161	EPN RACCORDEMENT ST.HYD	2020	3 957,39		5		2021	2 374,44	791,48	3 165,92	791,47
2020/1214	AVENEL SITE LOUVIERS	2020	31 500,74		5		2021	18 900,45	6 300,15	25 200,60	6 300,14
2020/1215	AVENEL SITE EVREUX	2020	4 480,90		5		2021	2 688,54	896,18	3 584,72	896,18
2020/1227	GECOS NOUVEAU SITE CASE	2020	2 460,00		5		2021	1 476,00	492,00	1 968,00	492,00
2020/1229	BOUYGUES/LANCE INCENDIE	2020	6 322,80		5		2021	3 793,68	1 264,56	5 058,24	1 264,56
2020/1257	ENEDIS /STATION VAL DE REUIL	2020	651,24		5		2021	390,75	130,25	521,00	130,24
2020/1261	GECOS DOSSIER ADM.	2020	1 740,00		5		2021	1 044,00	348,00	1 392,00	348,00
	TOTAL BORNES hydrogéne 2020		**115 440,27**					**69 264,18**	**23 088,06**	**92 352,24**	**23 088,03**
2021/1316	GECOS/STATION VAL DE REUIL	2021	1 740,00		5		2022	696,00	348,00	1 044,00	696,00
2021/1331	ENEDIS BCHMT STATION VAL DE REUIL	2021	651,24		5		2022	260,50	130,25	390,75	260,49
2021/1389	McPHY IMPLANTATION CASE	2021	151 584,00		5		2022	60 633,60	30 316,80	90 950,40	60 633,60
2021/1403	EDS ET IND visuel station Val de Reuil	2021	2 467,20		5		2022	986,88	493,44	1 480,32	986,88
2021/1404	GNVERT ASSISTANCE CONCEPTION	2021	51 304,80		5		2022	20 521,92	10 260,96	30 782,88	20 521,92
2021/1405	FILLNDRIVE SSTGNVERT	2021	9 900,00		5		2022	3 960,00	1 980,00	5 940,00	3 960,00
2021/1407	ATAWAY-SITE EPN EQUIPEMENT	2021	12 240,00		5		2022	4 896,00	2 448,00	7 344,00	4 896,00
2021/1436	COLAS/STAT DOUAINS	2021	3 600,00		5		2022	1 440,00	720,00	2 160,00	1 440,00
2021/1437	APAVE/CONTRÔLE STAT DOUAINS/EPN	2021	676,80		5		2022	270,72	135,36	406,08	270,72
2021/1438	APAVE/CONTRÔLE STAT DOUAINS/EPN	2021	1 579,20		5		2022	631,68	315,84	947,52	631,68
	TOTAL BORNES hydrogéne 2021		**235 743,24**					**94 297,30**	**47 148,65**	**141 445,95**	**94 297,29**
2022/1498	ATAWAY-SITE EPN EQUIPEMENT	2022	10 029,60		5		2023	2 005,92	2 005,92	4 011,84	6 017,76
2022/1527	ATAWAY-SITE EPN EQUIPEMENT	2022	9 360,00		5		2023	1 872,00	1 872,00	3 744,00	5 616,00
2022/1539	ATAWEY/PIECES STATION HYDROGENE	2022	94 357,73		5		2023	18 871,55	18 871,55	37 743,10	56 614,63
2022/1540	ATAWEY/PIECES STATION HYDROGENE	2022	2 488,24		5		2023	497,65	497,65	995,30	1 492,94
	TOTAL BORNES hydrogéne 2022		**116 235,57**					**23 247,12**	**23 247,12**	**46 494,24**	**69 741,33**
2023/1555	AVENEL/RALENTISSEUR STAT HYD	2023	1 176,00		5		2024	0,00	235,20	235,20	940,80
2023/1557	AVENEL/GENIE CIVIL	2023	34 533,60		5		2024	0,00	6 906,72	6 906,72	27 626,88
2023/1575	CNC/PORTAIL STATION HYDRO VIEIL EVX	2023	9 566,40		5		2024	0,00	1 913,28	1 913,28	7 653,12
2023/1589	ATAWEY/offre 388 viel Evreux	2023	5 460,00		5		2024	0,00	1 092,00	1 092,00	4 368,00
2023/1590	ATAWEY /devis 388 Vieil Evreux	2023	17 690,98		5		2024	0,00	3 538,20	3 538,20	14 152,78
	TOTAL BORNES hydrogéne 2023		**68 426,98**	**0,00**				**0,00**	**13 685,40**	**13 685,40**	**54 741,58**
	Balance d'entrée au 01/01/N		**2 334 904,69**					**1 680 797,08**	**466 980,96**	**2 147 778,00**	**187 126,69**
	Sorties de matériel sur l'exercice N		**0,00**								
	acquisitions -amortissements sur l'exercice N		**68 426,98**	**0,00**				**0,00**	**13 685,40**	**13 685,40**	**54 741,58**
	corrections /euros							**0,00**		**0,00**	
	Total au 31/12/N		**2 403 331,67**	**0,00**				**1 680 797,08**	**480 666,36**	**2 161 463,40**	**241 868,27**

TOTAUX IRVE-STATIONS HYDROGENES	NATURE	EXERCICE	2158	acquisitions 2023				Cumuls amortissements antérieurs (BE)	amortissements de l'exercice N	Total amortissement (28158)	valeur nette comptable
	IRVE	2023	2 248 664,26	436 086,74				1 677 321,35	123 312,20	1 800 633,55	448 030,71
	STATIONS HYDROGENE	2023	2 403 331,67	68 426,98				1 680 797,08	480 666,36	2 161 463,40	241 868,27
	ecart /arrondi							-0,06		-0,09	
	TOTAL 2158		4 651 995,93	504 513,72				3 358 118,37	603 978,56	3 962 096,86	689 898,98

ETAT DES IMMOBILISATIONS
Véhicules
Chapitre 21-article 21828
2024

N=	2024
Edition du	14/05/2024

Accusé de réception en préfecture
027-252701374-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

	Désignation des ensembles	Année d'acquisition	Valeur de l'acquisition	Cessions	sortie inventaire Exercice N	DATE MISE EN SERVICE	Année de départ	Cumuls amortissements antérieurs	amortissements de l'exercice N	Total amortissement	valeur nette comptable	
2015/800	CLIO DR-444-MB	2015	13 386,04									
2015/804	KANGOO DX-504-DM	2015	14 754,50									
2016/831	UGAP/CLIO EB-717-QS	2016	13 353,13									
2016/832	UGAP/CLIO EB-866-QS	2016	13 353,13									
2016/835	UGAP/PEUGEOT EB-439-ZZ	2016	21 210,97									
2016/865	UGAP/PEUGEOT EF-332-FA	2016	21 268,42									
2017/919	MSA RENAULT/CLIO EK-028-XG	2017	14 166,16									
2017/959	MSA RENAULT ZOE EQ-908-FE	2017	17 021,26									
2017/962	UGAP/RENAULT CLIO EQ-704-GZ	2017	14 146,56									
2018/1007	UGAP/RENAULT CLIO EW-528-RY	2018	13 748,54									
	TOTAL AMORTI		**156 408,71**	**0,00**	**156 408,71**			**156 408,71**	**0,00**	**156 408,71**	**0,00**	
2019/1045	UGAP/RENAULT/CLIO FF360 BT	2019	13 654,35		5		2020	10 923,48	2 730,87	13 654,35	0,00	
2019/1046	UGAP/RENAULT/CLIO FF302 BT	2019	13 654,34		5		2020	10 923,48	2 730,87	13 654,35	0,00	
2019/1078	UGAP/RENAULT/CLIO FJ-042-MA	2019	13 934,24		5		2020	11 147,40	2 786,85	13 934,24	0,00	
2019/1097	UGAP/RENAULT/CLIO FJ-389-KW	2019	13 934,24		5		2020	11 147,40	2 786,85	13 934,24	0,00	
2019/1115	UGAP/RENAULT ZOE FK-708-QL	2019	17 626,06	17 626,06	5		2020	14 100,84	3 525,21	17 626,06	0,00	a sortir au 31/12/2024
			72 803,23					**58 242,60**	**14 560,65**	**72 803,24**	**0,00**	
2020/1142	UGAP/RENAULT FP-466-DH	2020	14 024,18		5		2021	8 414,52	2 804,84	11 219,36	2 804,82	
2020/1143	UGAP/RENAULT FP-493-DH	2020	14 024,18		5		2021	8 414,52	2 804,84	11 219,36	2 804,82	
2020/1144	UGAP/RENAULTFP-389-DH	2020	14 024,18		5		2021	8 414,52	2 804,84	11 219,36	2 804,82	
			42 072,54					**25 243,56**	**8 414,52**	**33 658,08**	**8 414,46**	
2021/1329	GUEUDET CLIO FX-996-JV	2021	16 635,76		5		2022	6 654,30	3 327,15	9 981,44	6 654,32	
2021/1379	UGAP/ZOE FY-859-BY	2021	24 313,74		5		2022	9 725,50	4 862,75	14 588,24	9 725,50	
2021/1387	UGAP/ZOE FY-401-HY	2021	24 313,74		5		2022	9 725,50	4 862,75	14 588,24	9 725,50	
2021/1432	RENAULT KANGOO E-TECH	2021	53 742,76		5		2022	21 497,10	10 748,55	32 245,64	21 497,12	
			119 006,00					**47 602,40**	**23 801,20**	**71 403,56**	**47 602,44**	
2022/1530	GUEUDET ZOE GJ-701-LH	2022	27 949,26		5		2023	5 589,85	5 589,85	11 179,70	16 769,56	
			27 949,26	**0,00**				**5 589,85**	**5 589,85**	**11 179,70**	**16 769,56**	
2023/1613	UGAP/ VEH GN-163-PK	2023	27 076,95		5		2024	0,00	5 415,39	5 415,39	21 661,56	
2023/1614	UGAP/ VEH GM-004-BB	2023	27 076,94		5		2024	0,00	5 415,39	5 415,39	21 661,55	
			54 153,89					**0,00**	**10 830,78**	**10 830,78**	**43 323,11**	
2024/1661	UGAP /VEH GV-855-XQ	2024	27 992,76			03/04/2024	2024	0,00	4 167,81	4 167,81	23 824,95	
	Balance d'entrée au 01/01/N		**472 393,63**					**293 087,12**	**52 366,22**	**345 453,29**	**72 786,46**	
	Sorties de matériel sur l'exercice N											
	Acquisitions sur l'exercice N		**0,00**					**0,00**	**10 830,78**	**10 830,78**	**43 323,11**	
	Corrections sur l'exercice/euros											
	Total au 31/12/N		**472 393,63**	**0,00**				**293 087,12**	**63 197,00**	**356 284,07**	**116 109,57**	

ETAT DES IMMOBILISATIONS
informatique -matériels
Chapitre 21-article 2183
2024

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

										N= Exercice 2024	
	Désignation des ensembles	Année d'acquisition	Valeur de l'acquisition	sortie inventaire exercice N	Année de départ	DATE MISE EN SERVICE	Cumuls amortissements antérieurs	amortissements de l'exercice N	Total amortissement	Edition du 14/05/2024 valeur nette comptable	
2008/550	ETIQUETEUSE MEP	2008	6 219,19								
2013/728	PROTEC/CENTRALE ALARME	2013	3 879,76								
2014/745	SETIN ODOMETRE	2014	211,20								
2014/747	TENSIOMETRE MEGGER	2014	1 788,00								
2014/776	D3E ECTRONIC/RADIODETECTION MATERIEL SIG	2014	7 939,20								
2014/780	TOPOCENTER/ODOMETRE	2014	189,60								
2015/786	MURALGAZ/CHAUFFE EAU ELECTRIQUE	2015	801,20								
2015/795	MISCO/SERVEUR PROLIANTDL180	2015	2 422,80								
2015/796	MISCO/ARMOIRE SERVEUR-F93094161	2015	1 137,60								
2015/797	MISCO/RAIL ARMOIRE	2015	281,58								
2015/798	MISCO/SWITCH NETGEAR	2015	648,88								
2015/801	MISCO/DISQUES DURS-F93094161	2015	2 931,18								
2015/803	MISCO/ECRANS/F93303268	2015	2 515,75								
2015/807	DELL SA/SERVEUR POWEREDGE R530	2015	7 802,68								
2015/809	COUSSENS BUREAU/DESTRUCTEUR REX	2015	305,64								
2016/821	PNJ SKILL /DISQUES DURS	2016	362,50								
2016/823	SETICO/COFFRE FORT	2016	206,11								
2016/828	ELEC EURO/RUBAN GEOREFER	2016	403,61								
2016/839	LGC CONCEPT/STAND PARAPLUIE	2016	2 142,00								
2016/856	MISCO DISQUES DURS	2016	759,02								
2016/857	MISCO DISQUES DURS	2016	242,21								
2016/882	MISCO PROJECTEUR	2016	2 135,71								
2017/937	MISCO/F0094147002 MATERIEL INF	2017	22 841,81								
2018/1002	MISCO/F94624219-EXT DE PORTEE WIFI	2018	255,58								
2018/1003	MISCO/F94634372-EXT DE PORTEE WIFI	2018	383,36								
2018/1015	MISCO/DELL INSPIRON 5770	2018	829,99								
2018/1018	MISCO/IMPRIMANTE LASER JET	2018	226,80								
2018/1019	MGME/MICRO FA 36596	2018	899,00								
2018/1024	ORANGE/F60154854-TABLETTE	2018	311,76								
2017/913	LE PONT EQUIPEMENT/ODOMETRES	2017	763,20								
2017/927	CNR/MOTEUR VMC	2017	708,00								
2019/1042	MISCO/ECRANS LED	2019	662,52								
2019/1067	INMAC STORE/F95370723	2019	1 042,02								
2019/1073	INMAC STORE/F95415819	2019	1 120,82								
2019/1074	INMAC STORE/F95417945	2019	660,14								
2019/1095	INMACWSTORE/2 ECRANS	2019	261,65								
2019/1096	DELL/2 PC COMPLETS	2019	6 036,46								
2018/997	REFRIGERATEUR SAMSUNG	2018	500,00								
2020/1166	INMAC WSTORE/DELL OPTIPLEX-ECRANS	2020	1 003,20								
2020/1173	INMAC WSTORE/CLE USB DATASCAN	2020	421,74								
2020/1174	INMAC WSTORE/CLE USB DATASCAN	2020	150,18								
2020/1175	INMAC WSTORE/1 PC LENOVO	2020	2 484,00								
2020/1213	INMAC WSTORE/ECRANS LED	2020	673,20								
2020/1240	CYBERTECH F3173416/ECRANS PC	2020	6 799,28								
2020/1241	CYBERTECH F3175884/ECRANS PC	2020	12 999,84								
2020/1242	DELL/PORTABLE 7740 (ex2020/1179)	2020	2 874,10								
2020/1252	ABC INFORMATIQUE/SWITCH	2020	780,00								
2020/1258	CYBERTECV/PORTABLE ACER	2020	2 370,00								
2020/1259	CYBERTECH/SOURIS PC	2020	189,60								
2020/1260	CYBERTECH/CLAVIERS	2020	504,00								
	TOTAL AMORTI		**114 077,67**	**0,00**	**0,00**		**114 077,67**	**0,00**	**114 077,67**	**0,00**	
2019/1049	MISCO/BAIE RESEAU	2019	739,20	5	2020		591,36	147,84	739,20	0,00	
2019/1087	SYNEL INDUSTRIE/BADGEUSES	2019	800,00	5	2020		640,00	160,00	800,00	0,00	
2019/1093	ORANGE/TERMINAUX TELEPHONIQUES	2019	22 356,25	5	2020		17 885,00	4 471,25	22 356,25	0,00	
2019/1117	LEPONT/TOPOMETRES	2019	572,40	5	2020		457,92	114,48	572,40	0,00	
			24 467,85				**19 574,28**	**4 893,57**	**24 467,85**	**0,00**	
2021/1275	INMAC WSTORE F095839408	2021	1 003,20	3	2022		668,80	334,40	1 003,20	0,00	
2021/1276	CYBERTECH/F3213894	2021	819,94	3	2022		546,62	273,32	819,94	0,00	
2021/1277	CYBERTECH/F3232170	2021	5 704,32	3	2022		3 802,88	1 901,44	5 704,32	0,00	
2021/1279	CYBERTECH/SERVEUR+DISQUE DUR	2021	504,00	3	2022		336,00	168,00	504,00	0,00	
2021/1280	CYBERTECH/PORTABLES ET EQUIPEMENTS	2021	16 178,52	3	2022		10 785,68	5 392,84	16 178,52	0,00	
2021/1324	ABC/SWITCH 48P	2021	955,15	3	2022		636,76	318,39	955,15	0,00	
2021/1325	ABC/MATERIEL INFORMATIQUE	2021	3 053,10	3	2022		2 035,40	1 017,70	3 053,10	0,00	
2021/1367	GPE LDLC/VIDEO PROJECTEUR	2021	3 159,43	3	2022		2 106,28	1 053,15	3 159,43	0,00	
2021/1320	ABC/BORNES ACCES WIFI	2021	785,27	5	2022		314,10	157,05	471,15	314,12	
2021/1321	ABC/ARMOIRE HPE 32GO	2021	3 223,58	5	2022		1 289,44	644,72	1 934,16	1 289,42	
2021/1326	LE PONT EQUIPEMENT/TOPOMETRES	2021	680,40	5	2022		272,16	136,08	408,24	272,16	
2021/1369	SMITI France/TRACEUR DESIGNJET	2021	2 388,00	5	2022		955,20	477,60	1 432,80	955,20	
2021/1390	ABC INFORMATIQUE/DISQUE DUR HPE	2021	1 510,02	3	2022		1 006,68	503,34	1 510,02	0,00	
2021/1408	ABC INFORMATIQUE/SWITCH 44PORTS	2021	829,44	3	2022		552,96	276,48	829,44	0,00	
2021/1409	ABC INFORMATIQUE SERVEUR	2021	7 012,52	3	2022		4 675,02	2 337,50	7 012,52	0,00	
2021/1410	ABC INFORMATIQUE/PORTS SERVEUR	2021	1 307,76	3	2022		871,84	435,92	1 307,76	0,00	
2021/1411	CYBERTECH/STATION ACCEUIL UNIVERSELLE	2021	107,99	3	2022		72,00	35,99	107,99	0,00	
2021/1416	ABC INFORMATIQUE/SWITCH 48 PORTS	2021	1 106,70	3	2022		737,80	368,90	1 106,70	0,00	
2021/1417	ABC INFORMATIQUE/BORNES WIFI	2021	1 134,76	3	2022		756,50	378,24	1 134,74	0,02	
2021/1421	INMAC WSTORE/PC ECRAN ASUS	2021	2 891,38	3	2022		1 927,58	963,80	2 891,38	0,00	
2021/1422	CYBERTECH/PC ECRAN	2021	1 218,00	3	2022		812,00	406,00	1 218,00	0,00	
2021/1439	LEPONT EQUIPEMENT /TOPOMETRES	2021	467,88	5	2022		187,16	93,58	280,74	187,14	
2021/1441	TOSHIBA/PARC PHOTOCOPIEUR	2021	20 820,00	3	2022		13 880,00	6 940,00	20 820,00	0,00	
2021/1454	SPEECHI/ECRAN SUPPORT INFORMATIQUES	2021	1 713,60	3	2022		1 142,40	571,20	1 713,60	0,00	
2021/1455	INMAC STORE/SCANNETTE	2021	1 093,68	3	2022		729,12	364,56	1 093,68	0,00	
2021/1456	INMAC STORE /APC SCANNETTE	2021	630,02	3	2022		420,02	210,00	630,02	0,00	
			80 298,66				**51 520,40**	**25 760,20**	**77 280,60**	**3 018,06**	
2022/1463	AMAZON BUSINESS/DISQUE DUR EXTERNE	2022	359,14	3	2023		119,72	119,72	239,44	119,70	
2022/1474	ABC INFORMATIQUE/ DISQUE DUR DELL	2022	201,60	3	2023		67,20	67,20	134,40	67,20	
2022/1492	AMAZON BUSINESS/SCANNER CANON C230	2022	344,02	3	2023		114,68	114,68	229,36	114,66	
2022/1493	DEKOM SASU/ USB CAMERA-MICROPHONE	2022	3 462,00	3	2023		1 154,00	1 154,00	2 308,00	1 154,00	
2022/1497	CYBERTECH COMPUTER/4 ECRANS PC LIYAMA	2022	744,00	3	2023		248,00	248,00	496,00	248,00	
2022/1501	AMAZON/1 ECRAN LED	2022	141,63	3	2023		47,21	47,21	94,42	47,21	
2022/1502	AMAZON/1 ECRAN LED	2022	141,63	3	2023		47,21	47,21	94,42	47,21	
2022/1503	AMAZON/1 ECRAN LED	2022	141,63	3	2023		47,21	47,21	94,42	47,21	
2022/1504	PYRESCOM/CAPTEURS AIR	2022	1 026,00	5	2023		205,20	205,20	410,40	615,60	
2022/1511	CONRAD/PINCE AMPEREMATRIQUE	2022	165,00	5	2023		33,00	33,00	66,00	99,00	
2022/1512	CONRAD/CAMERA THERMIQUE	2022	815,00	5	2023		163,00	163,00	326,00	489,00	
2022/1520	LEPONT EQUIPEMENT/TOPOMETRES	2022	381,48	5	2023		76,30	76,30	152,60	228,88	
2022/1521	CYBERTECH/2 PORTABLES TOSHIBA	2022	1 485,60	3	2023		495,20	495,20	990,40	495,20	
2022/1532	CYBERTECH/PC PORTABLE LENO	2022	990,00	3	2023		330,00	330,00	660,00	330,00	
2022/1553	ABC /SOLUTION TELE POUR CONFERENCE	2022	59 127,60	5	2023		11 825,52	11 825,52	23 651,04	35 476,56	
			69 526,33				**14 973,45**	**14 973,45**	**29 946,90**	**39 579,43**	
2023/1558	ABC INFORMATIQUE/5 DISQUES DURS SERVEUR	2023	6 692,40	3	2024		0,00	2 230,80	2 230,80	4 461,60	

ETAT DES IMMOBILISATIONS
informatique -matériels
Chapitre 21-article 2183
2024

N=	Exercice 2024
	Edition du 14/05/2024

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

	Désignation des ensembles	Année d'acquisition	Valeur de l'acquisition	sortie inventaire exercice N	Année de départ	DATE MISE EN SERVICE	Cumuls amortissements antérieurs	amortissements de l'exercice N	Total amortissement	valeur nette comptable
2023/1559	AMAZON BUSINESS	2023	987,08	3	2024		0,00	329,03	329,03	658,05
2023/1560	LEPONT EQUIPEMENT/TOPOMETRE	2023	501,60	5	2024		0,00	100,32	100,32	401,28
2023/1562	CYBERTECH COMPUTER/DISQUES SERVER	2023	5 856,00	3	2024		0,00	1 952,00	1 952,00	3 904,00
2023/1576	INMAC STORE / ECRANS	2023	331,20	3	2024		0,00	110,40	110,40	220,80
2023/1583	ABC INFORMATIQUE/MAT ET LOGICIELS	2023	3 502,78	3	2024		0,00	1 167,59	1 167,59	2 335,19
2023/1618	DISQUES DURS	2023	300,00	3	2024		0,00	100,00	100,00	200,00
			18 171,06				**0,00**	**5 990,14**	**5 990,14**	**12 180,92**
2024/1640	CYBERTECH MAT INFORMATIQUE	2024	2 134,80	3		05/01/2024	0,00	703,69	703,69	1 431,11
2024/1642	KOESIO MAT INFORMATIQUE PC	2024	2 844,89	3		31/01/2024	0,00	869,27	869,27	1 975,62
2024/1650	ARATICE-TABLETTES NUMERIQUES	2024	8 705,88	3		15/02/2024	0,00	2 547,27	2 547,27	6 158,61
2024/1652	AMAZON BUSINESS-ECRAN PORTABLE	2024	285,85	3		06/03/2024	0,00	78,08	78,08	207,77
2024/1654	MEDIACOM MATERIEL INFORMATIQUE	2024	43 987,69	3		06/03/2024	0,00	12 015,14	12 015,14	31 972,55
			57 959,11				**0,00**	**16 213,45**	**16 213,45**	**41 745,66**
	Balance d'entrée au 01/01/N		**306 541,57**				**200 145,80**	**51 617,36**	**251 763,16**	**54 778,41**
	Sorties de matériel sur l'exercice N									
	Acquisitions sur l'exercice N		**57 959,11**				**0,00**	**16 213,45**	**16 213,45**	**41 745,66**
	Corrections sur l'exercice/euros						**0,00**		**0,00**	
	Total au 31/12/N		**364 500,68**				**200 145,80**	**67 830,81**	**267 976,61**	**96 524,07**

ETAT DES IMMOBILISATIONS
Mobilier
Chapitre 21-article 21848
2024

N= **Exercice 2024**
Edition du 14/05/2024

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-5-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

	Désignation des ensembles	Année d'acquisition	Valeur de l'acquisition	sortie inventaire exercice N	Année de départ	DATE MISE EN SERVICE	Cumuls amortissements antérieurs	amortissements de l'exercice N	Total amortissement (28184)	valeur nette comptable
1978/ 89	rayonnage	1978	525,89							
1983/100	rayonnages	1983	842,00							
1983/121	bureau palissandre	1983	3 468,01							
1984/130	1 armoire ignifuge	1984	1 567,58							
1986/137	1 armoire 95.*120	1986	433,39							
1994/167	1 armoire rideau	1994	826,82							
1995/170	1 armoire 2 portes	1995	304,29							
1995/171	1 coffre securit	1995	745,46							
1998/174	1 armoire rideau	1998	310,71							
1998/177	1 armoire rideau	1998	365,87							
1999/178	HARDYS SAISSINET/1armoire rideau	1999	365,87							
1999/180	OMB LE HAVRE/1 armoire rideau	1999	365,87							
1999/182	DEVIANE DUQUESNOY/3 isoloirs	1999	1 191,37							
2000/183	COUSSENS BUREAU/2 armoires rideaux	2000	835,98							
2001/186	COUSSENS BUREAU/Bureau Direction	2001	1 078,66							
2002/ 02	COUSSENS BUREAU/8 tables 2002/02	2002	774,91							
2004/311	COUSSENS BUREAU/tables et chaises dejeuner	2004	1 564,37							
2004/315	UGAP/chaises noires alu	2004	2 807,72							
2004/350	COUSSENS BUREAU/etageres aménagement placard	2004	775,01							
2004/358	COUSSENS BUREAU/etageres aménagement placard	2004	897,48							
2005/382	FIDUCIAL/armoire rideau	2005	807,30							
2005/384	FIDUCIAL/armoires clapets	2005	621,92							
2007/477	FIDUCIAL/chariots et diable	2007	503,83							
2007/482	SAMAS/BUREAUX-ARMOIRES	2007	3 993,25							
2007/510	UGAP/ARMOIRES	2007	336,51							
2007/531	ugap/ element archivage	2007	3 087,69							
2007/533	ugap/presentoir mobile accueil	2007	184,45							
2010/628	FIDUCIAL/RAYONNAGES	2010	2 272,68							
2010/631	FIDUCIAL/ARMOIRE RIDEAU	2010	537,31							
2010/632	FIDUCIAL/ARMOIRE	2010	219,78							
2011/641	COUSSENS/RAYONNAGES	2011	529,59							
2011/645	COUSSENS ARMOIRE	2011	184,18							
2011/670	FIDUCIAL/RAYONNAGE	2011	260,01							
2011/692	COUSSENS/RANGEMT 24 CASES	2011	181,91							
2011/694	COUSSENS/MEUBLE CLAPET	2011	356,41							
2011/700	FIDUCIAL/RAYONNAGES	2011	401,38							
2012/674	MAJENCIA/BUREAU SERENIS	2012	948,74							
2012/686	COUSSENS/FAUTEUIL ERGO	2012	227,24							
2012/687	COUSSENS/ARMOIRE HAUTE	2012	381,52							
2012/688	COUSSENS/3 FAUTEUILS ERGO	2012	659,00							
2012/689	COUSSENS/LAMPE DELTA	2012	699,66							
2012/691	MAJENCIA/CAISSON	2012	185,03							
2012/704	COUSSENS F 42709	2012	2 954,12							
2012/709	AMENAGEMENT PLACARD DIRECTION	2012	255,94							
2012/712	MAJENCIA/BUREAU SERENIS	2012	978,35							
2012/727	BRICOMAN/CUISINE	2012	1 310,26							
2013/722	MAJENCIA/BUREAU SERENIS-CHAISES REF 6901	2013	965,90							
2013/737	COUSSENS FAUTEUIL ERGO	2013	227,24							
2013/739	COUSSENS /MEUBLES A CLAPETS	2013	473,62							
	TOTAL AMORTI		**44 792,08**	**0,00**	**0,00**		**44 792,08**	**0,00**	**44 792,08**	**0,00**
2014/762	MAJENCIA/CHAISES NOIRES REF 6901	2014	223,84	10	2015		201,46	22,38	223,84	0,00
2014/777	COUSSENS/ARMOIRE HAUTE	2014	460,80	10	2015		414,72	46,08	460,80	0,00
2015/787	MAJENCIA/CHAISES NOIRES REF 6901	2015	387,24	10	2016		309,76	38,72	348,48	38,76
2016/811	COUSSENS BUREAU/FAUTEUIL	2016	499,80	10	2017		349,86	49,98	399,84	99,96
2016/824	MAJENCIA/BUREAU	2016	560,67	10	2017		392,49	56,07	448,56	112,11
2016/825	MAJENCIA/CHAISES	2016	500,41	10	2017		350,28	50,04	400,32	100,09
2016/861	MAJENCIA/TABLE REUNION	2016	18 849,32	10	2017		13 194,51	1 884,93	15 079,44	3 769,88
2016/889	MAJENCIA/2 TABLES	2016	2 646,72	10	2017		1 852,69	264,67	2 117,36	529,36
			24 128,80				**17 065,77**	**2 412,87**	**19 478,64**	**4 650,16**
2017/926	MAJENCIA/MEUBLE 10CASES	2017	269,75	10	2018		161,88	26,98	188,86	80,89
2017/928	EDS/2 FAUTEUILS SQUARE	2017	204,00	10	2018		122,40	20,40	142,80	61,20
2017/944	EDS/F45084/FAUTEUILS	2017	411,60	10	2018		246,96	41,16	288,12	123,48
			885,35				**531,24**	**88,54**	**619,78**	**265,57**
2018/992	MAJENCIA/CHAISES SALLE REUNION	2018	544,61	10	2019		272,30	54,46	326,76	217,85
			544,61				**272,30**	**54,46**	**326,76**	**217,85**
2019/1059	EVREUX DUPLI SERV/CHAISES	2019	576,00	10	2020		230,40	57,60	288,00	288,00
2019/1091	EVREUX DUPLI SERV/2 ARMOIRES	2019	609,96	10	2020		244,00	61,00	305,00	304,96
2019/1114	UGAP/ARMOIRES GROS VOLUME	2019	408,41	10	2020		163,36	40,84	204,20	204,21
2019/1118	UGAP/ARMOIRES	2019	464,62	10	2020		185,84	46,46	232,30	232,32
			2 058,99				**823,60**	**205,90**	**1 029,50**	**1 029,49**
2020/1135	SETICO	2020	1 050,00	10	2021		315,00	105,00	420,00	630,00
2020/1157	EVREUX DUPLI SERVICE	2020	612,00	10	2021		183,60	61,20	244,80	367,20
2020/1167	SETICO	2020	279,10	10	2021		83,73	27,91	111,64	167,46
			1 941,10				**582,33**	**194,11**	**776,44**	**1 164,66**
2021/1419	EDS/CHARIOT	2021	262,80	10	2022		52,56	26,28	78,84	183,96
2021/1423	ANL/BUREAU PRESIDENT	2021	13 809,48	10	2022		2 761,90	1 380,95	4 142,85	9 666,63
2021/1424	ANL/BUREAUX LOT1-LOT4	2021	18 220,84	10	2022		3 644,16	1 822,08	5 466,24	12 754,60
2021/1425	ANL/BUREAU DIRECTION	2021	12 438,82	10	2022		2 487,76	1 243,88	3 731,64	8 707,18
2021/1426	ANL/BUREAUX LOT1	2021	420,82	10	2022		84,16	42,08	126,24	294,58
2021/1427	ANL / BUREAUX LOT 4 ACCESSOIRES	2021	5 475,48	10	2022		1 095,10	547,55	1 642,65	3 832,83
2021/1428	ANL BURO/SALLE DE REUNION	2021	74 699,10	10	2022		14 939,82	7 469,91	22 409,73	52 289,37
2021/1429	ANL/BUREAUX LOT 4 COMPLEMENTS	2021	3 624,83	10	2022		724,96	362,48	1 087,44	2 537,39
2021/1458	TEAM RESEAUX/BOITIER CONTRÔLE SUR PORTE ENTREE	2021	701,18	10	2022		140,24	70,12	210,36	490,82
2021/1452	ARCHETYPE/ACCUEIL AMENAGEMENT	2021	2 280,00	10	2022		456,00	228,00	684,00	1 596,00
			131 933,35				**26 386,66**	**13 193,33**	**39 579,99**	**92 353,36**
2022/1460	ANL BUREAU/MOBILIER EXTENSION LOT1	2022	2 501,75	10	2023		250,18	250,18	500,36	2 001,39
2022/1461	ANL BUREAU/MOBILIER EXTENSION LOT4	2022	897,29	10	2023		89,73	89,73	179,46	717,83
2022/1518	UGAP/TABLE	2022	445,80	10	2023		44,58	44,58	89,16	356,64
2022/1529	SETICO/FAUTEUILS	2022	1 766,88	10	2023		176,69	176,69	353,38	1 413,50
2022/1544	France BUREAU/CLOISONS RIGIDES	2022	2 206,08	10	2023		220,61	220,61	441,22	1 764,86
			7 817,80				**781,79**	**781,79**	**1 563,58**	**6 254,22**
2023/1548	SETICO/FAUTEUIL	2023	471,44	10	2024		0,00	47,14	47,14	424,30
2023/1556	ANL BURO/BUREAU	2023	1 338,50	10	2024		0,00	133,85	133,85	1 204,65
2023/1637	SETICO/FAUTEUIL	2023	919,10	10	2024		0,00	91,91	91,91	827,19
			2 729,04				**0,00**	**272,90**	**272,90**	**2 456,14**
2024/1651	ANL BURO/MATERIEL BUREAU TE	2024	1 707,47	10	2024	15/02/2024	0,00	149,88	149,88	1 557,59
2024/1678	ANL BURO/ARMOIRE	2024	16 139,33	10	2024	17/04/2024	0,00	114,25	114,25	16 025,08
			17 846,80				**0,00**	**264,13**	**264,13**	**17 582,67**
	Balance d'entrée au 01/01/N		**231 948,88**				**91 235,77**	**17 195,13**	**108 430,90**	**123 517,98**
	Sorties de matériel sur l'exercice N									
	Acquisitions sur l'exercice N		**0,00**				**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Corrections sur l'exercice/euros									
	Total au 31/12/N		**231 948,88**				**91 235,77**	**17 195,13**	**108 430,90**	**123 517,98**

ETAT DES IMMOBILISATIONS
Mobilier
Chapitre 21-article 21848
2024

N=	**Exercice 2024**
	Edition du 14/05/2024

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-5-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

	Désignation des ensembles	Année d'acquisition	Valeur de l'acquisition	sortie inventaire exercice N	Année de départ	DATE MISE EN SERVICE	Cumuls amortissements antérieurs	amortissements de l'exercice N	Total amortissement (28184)	valeur nette comptable

ETAT DES IMMOBILISATIONS
Fonds de concours
Chapitre 204-article 2041482
2024

N= **2024**

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Edition du 14/05/2024

	Désignation des ensembles	Année d'acquisition	Valeur de l'acquisition	DATE DE MISE EN SERVICE	années amort,	Année de départ	Cumuls amortissements antérieurs	amortissements de l'exercice N	Total amortissement	valeur nette comptable
	TOTAL AMORTI		**0,00**		**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2023/1634	FDC MARBEUF MAIRIE	2023	10 000,00		1	2024	10 000,00	**10 000,00**	10 000,00	0,00
2023/1635	FDC MARBEUF SALLE FETES	2023	10 000,00		1	2024	10 000,00	**10 000,00**	10 000,00	0,00
2023/1638	FDC MUIDS MAIRIE	2023	10 000,00		1	2024	10 000,00	**10 000,00**	10 000,00	0,00
	TOTAL 2023		**30 000,00**		**0,00**		**30 000,00**	**30 000,00**	**30 000,00**	**0,00**
2024/1641	FDC PRESSAGNY L'O	2024	10 000,00	10/01/2024	1	2024	9 750,00	**9 750,00**	9 750,00	250,00
2024/1645	FDC IGOVILLE GPE SCOLAIRE	2024	10 000,00	08/02/2024	1	2024	8 972,22	**8 972,22**	8 972,22	1 027,78
	TOTAL 2024		**20 000,00**				**18 722,22**	**18 722,22**	**18 722,22**	**1 277,78**
	Balance d'entrée au 01/01/N		**30 000,00**				**30 000,00**	**30 000,00**	**30 000,00**	**0,00**
	Sorties de matériel sur l'exercice N									
	Acquisitions sur l'exercice N		**20 000,00**				**18 722,22**	**18 722,22**	**18 722,22**	**1 277,78**
	Corrections sur l'exercice/euros									
	Total au 31/12/N		**50 000,00**	**0,00**			**48 722,22**	**48 722,22**	**48 722,22**	**1 277,78**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

SIEGE	**(1)** **(2)**

Numéro SIRET : 25270197400021

POSTE COMPTABLE DE

passage M57 au 01/01/2024 (mise à jour des articles budgétaires)

BUDGET SUPPLEMENTAIRE **voté par nature**	**(3)**

Année 2024

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc…);

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe

MISE A JOUR du 27/05/2024,16:04

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Sommaire

I. Informations générales (6)
A - Informations statistiques, fiscales et financières
B - Modalités de vote du budget

II. Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres

B1 - Balance générale du budget - Dépenses
B2 - Balance générale du budget - Recettes

III. Vote du budget
A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes

B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles

IV. Annexes (7)
A - Eléments du bilan
A1 - Présentation croisée par fonction (1)
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dettes
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements
A4 - Etat des provisions
A5 - Etalement des provisions
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement – Fonctionnement (2)
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement – Investissement (2)
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM – Fonctionnement (3)
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM– Investissement (3)
A8 - Etat des charges transférées
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers
B - Engagements hors bilan
B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4)
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé
B1.5 - Etat des autres engagements donnés
B1.6 - Etat des engagements reçus
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5)
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale
C - Autres éléments d'informations
C1 - Etat du personnel
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4)
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement
C3.2 - Liste des établissements publics créés
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe
D - Décisions en matière des taux de contributions directes - Arrêté et signatures
D1 - Décisions en matière de taux de contributions directes
D2 - Arrêté et signatures

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupemements comprenant au moins une commune de 3500 habitants et plus (art R 5211-14 du CGCT) et leurs établissement publics. Elle n'a cependant pas à etre produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.
(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est antérieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art L. 2221-11 du CGCT),

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art L 2313-1 du CGCT).
(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3500 habitants et plus (art L 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3500 habitants et plus (art L.5211-36 du CGCT, art L 5711-1 CGCT) et leurs établissements publics,
(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L 2311-7 du CGCT

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier "Informations générales" annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.
(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice ay au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I - INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

I

B

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature et par chapitre :
- au niveau (1) pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) pour la section d'investissement.
- (2) sans les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3
- (3) Vote formel sur chacun des chapitres

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) budgétaires.

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (5) primitif de l'exercice précédent,

V – Le présent budget a été voté (6) - avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer 'avec' ou 'sans' les chapitres d'opérations d'équipement
(3) indiquer 'avec' ou 'sans' vote formel
(4) A compléter par un seul des deux choix suivants
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n°…… du …….).

(5) Indiquer 'primitif de l'exercice précédent' ou 'cumulé de l'exercice précédent'
(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE

II A1

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	7 217 924,62	175 000,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	0,00 (si déficit)	7 042 924,62 (si excédent)
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	7 217 924,62	7 217 924,62

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D' INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D' INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	3 742 924,62	12 471 096,28
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	9 592 216,70	5 079 608,84
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	4 215 563,80 (si solde négatif)	0,00 (si solde positif)
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	17 550 705,12	17 550 705,12

TOTAL

TOTAL DU BUDGET SUPPPLEMENTAIRE 2023	24 768 629,74	24 768 629,74

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget précédent (1)		Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (=RAR+vote+BP)
011	Charges à caractère général	9 202 500,00	0,00	635 000,00	635 000,00	9 837 500,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 838 000,00	0,00	135 000,00	135 000,00	2 973 000,00
014	Atténuation de produits	3 300 000,00	0,00		0,00	3 300 000,00
65	Autres charges de gestion courante	559 100,00	0,00	100 000,00	100 000,00	659 100,00
Total des dépenses de gestion courante		**15 899 600,00**	**0,00**	**870 000,00**	**870 000,00**	**16 769 600,00**
66	Charges financières	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
67	Charges spécifiques	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**15 921 600,00**	**0,00**	**870 000,00**	**870 000,00**	**16 791 600,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	9 395 900,00		6 262 924,62	6 262 924,62	15 658 824,62
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	985 000,00		85 000,00	85 000,00	1 070 000,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		**10 380 900,00**		**6 347 924,62**	**6 347 924,62**	**16 728 824,62**
TOTAL		**26 302 500,00**	**0,00**	**7 217 924,62**	**7 217 924,62**	**33 520 424,62**

\+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**33 520 424,62**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget précédent (1)		Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (=RAR+vote+BP)
013	Atténuation de charges	35 000,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	440 000,00	0,00	280 000,00	280 000,00	720 000,00
73	Impôts et taxes	13 000 000,00	0,00	0,00	0,00	13 000 000,00
74	Dotations et participations	7 242 500,00	0,00	-130 000,00	-130 000,00	7 112 500,00
75	Autres produits de gestion courante	5 505 000,00	0,00	0,00	0,00	5 505 000,00
Total des recettes de gestion courante		**26 222 500,00**	**0,00**	**150 000,00**	**150 000,00**	**26 372 500,00**
76	Produits financiers	20 000,00		0,00	0,00	20 000,00
77	Produits spécifiques	60 000,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**26 302 500,00**	**0,00**	**150 000,00**	**150 000,00**	**26 452 500,00**
042		0,00		25 000,00	25 000,00	25 000,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		**0,00**		**25 000,00**	**25 000,00**	**25 000,00**
TOTAL		**26 302 500,00**	**0,00**	**175 000,00**	**175 000,00**	**26 477 500,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**7 042 924,62**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**33 520 424,62**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**16 703 824,62**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B
(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.
(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040.*

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (=RAR+vote+BP)
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	440 000,00	25 485,22	-175 485,22	-175 485,22	290 000,00
204	Subventions d'équipement versées	130 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00	150 000,00
21	Immobilisations corporelles	615 000,00	130 642,13	-24 514,78	-24 514,78	721 127,35
23	Immobilisations en cours	30 540 900,00	9 397 589,35	2 421 424,62	2 421 424,62	42 359 913,97
	Total des dépenses d'équipement	**31 725 900,00**	**9 553 716,70**	**2 241 424,62**	**2 241 424,62**	**43 521 041,32**
13	Subventions d'investissement	460 000,00		0,00	0,00	460 000,00
26	Participations et créances rattachées à des participations	1 050 000,00	0,00	1 075 000,00	1 075 000,00	2 125 000,00
27	Autres immobilisations financieres/tfert SPIC	0,00	0,00	401 500,00	401 500,00	401 500,00
020	Dépenses imprévues		0,00		0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**1 510 000,00**	**0,00**	**1 476 500,00**	**1 476 500,00**	**2 986 500,00**
45…1	**Total des opé. pour compte de tiers** (8)	400 000,00	38 500,00	0,00	0,00	**438 500,00**
	Total des dépenses réelles d'investissement	**33 635 900,00**	**9 592 216,70**	**3 717 924,62**	**3 717 924,62**	**46 946 041,32**
042	*Opérations ENTRE SECTIONS (4)*	0,00		25 000,00	25 000,00	25 000,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	**0,00**		**25 000,00**	**25 000,00**	**25 000,00**
	TOTAL	**33 635 900,00**	**9 592 216,70**	**3 742 924,62**	**3 742 924,62**	**46 971 041,32**
						+
	D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)					**4 215 563,80**
						=
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**51 186 605,12**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (=RAR+vote+BP)
13	Subventions d'investissement (hors 138)	11 400 000,00	4 825 408,84	150 000,00	150 000,00	16 375 408,84
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	4 000 000,00	0,00	-2 500 000,00	-2 500 000,00	1 500 000,00
23	Immobilisations en cours	35 000,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
	Total des recettes d'équipement	**15 435 000,00**	**4 825 408,84**	**-2 350 000,00**	**-2 350 000,00**	**17 910 408,84**
10	Dotations, fonds divers et réserves (AVEC 1068)	5 700 000,00	0,00	8 228 171,66	8 228 171,66	13 928 171,66
26	Participations et créances rattachées à des particip.	1 500 000,00	0,00	245 000,00	245 000,00	1 745 000,00
27	Autres immobilisations financières	200 000,00	0,00		0,00	200 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	20 000,00	0,00		0,00	20 000,00
	Total des recettes financières	**7 420 000,00**	**0,00**	**8 473 171,66**	**8 473 171,66**	**15 893 171,66**
45…2	**Total des opé. pour le compte de tiers** (8)	400 000,00	254 200,00	0,00	0,00	**654 200,00**
	Total des recettes réelles d'investissement	**23 255 000,00**	**5 079 608,84**	**6 123 171,66**	**6 123 171,66**	**34 457 780,50**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	9 395 900,00		6 262 924,62	6 262 924,62	15 658 824,62
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	985 000,00		85 000,00	85 000,00	1 070 000,00
041	*Opérations patrimoniales (4)*				0,00	0,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	**10 380 900,00**		**6 347 924,62**	**6 347 924,62**	**16 728 824,62**
	TOTAL	**33 635 900,00**	**5 079 608,84**	**12 471 096,28**	**12 471 096,28**	**51 186 605,12**
						+
	R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)					**0,00**
						=
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**51 186 605,12**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DEGAGE PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	**16 703 824,62**

(1) Cf. Modalités de vote I-B
(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*
(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il créé.
(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail annexe IV A9)
(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10
(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040* .

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

II
B1

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	635 000,00		635 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	135 000,00		135 000,00
014	Atténuation de produits			0,00
65	Autres charges de gestion courante	100 000,00		100 000,00
66	Charges financières			0,00
67	Charges spécifiques			0,00
042	Dotations aux amortissements		85 000,00	85 000,00
023	*Virement à la section d'investissement*		6 262 924,62	6 262 924,62
Dépenses de fonctionnement – Total		**870 000,00**	**6 347 924,62**	**7 217 924,62**
				+
	D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			**0,00**
				=
	TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			**7 217 924,62**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	REPORTS	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
13	Subventions d'investissement	0,00		25 000,00	25 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	-175 485,22	25 485,22	0,00	-150 000,00
204	Subventions d'équipement versées	20 000,00		0,00	20 000,00
21	Immobilisations corporelles (6)	-24 514,78	130 642,13	0,00	106 127,35
23	Immobilisations en cours (6)	2 421 424,62	9 397 589,35	0,00	11 819 013,97
26	Participations et créances rattachées à des participations	1 075 000,00		0,00	1 075 000,00
27	Autres immobilisations financières	401 500,00		0,00	401 500,00
45	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	38 500,00	0,00	38 500,00
					0,00
					0,00
Dépenses d'investissement –Total		**3 717 924,62**	**9 592 216,70**	**25 000,00**	**13 335 141,32**
				+	
	D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE			**4 215 563,80**	
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			**17 550 705,12**	

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires ;
(2) Voir liste des opérations d'ordre ;
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié ;
(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants ;
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires ;
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement » ;
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9) ;

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

II
B2

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2 – RECETTES - (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuation de charges	0,00		0,00
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	280 000,00		280 000,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	-130 000,00		-130 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	25 000,00	25 000,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**150 000,00**	**25 000,00**	**175 000,00**
				+
	R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			**7 042 924,62**
				=
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			**7 217 924,62**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	REPORTS	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	-500 000,00		0,00	-500 000,00
13	Subventions d'investissement	150 000,00	4 825 408,84	0,00	4 975 408,84
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	-2 500 000,00		0,00	-2 500 000,00
23	Immobilisations en cours	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées à des particip.	245 000,00		0,00	245 000,00
27	Autres immobilisations financières	0,00		0,00	0,00
040	*Amortissements des Immo.*			85 000,00	85 000,00
45	Opérations pour compte de tiers (6)		254 200,00	0,00	254 200,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			6 262 924,62	6 262 924,62
024	Produits des cessions d'immobilisations				0,00
	Recettes d'investissement – Total	**-2 605 000,00**	**5 079 608,84**	**6 347 924,62**	**8 822 533,46**
				+	
	R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE				**0,00**
				+	
	AFFECTATION AU COMPTE 1068				**8 728 171,66**
				=	
	TOTAL DES RECETTES D' INVESTISSEMENT CUMULEES				**17 550 705,12**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires ;
(2) Voir liste des opérations d'ordre ;
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié ;
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires ;
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Accusé de réception en préfecture
027-252701674-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Chap/art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire Budget primitif 2024	Budget supplementaire propositions	Vote	BP+BS
011	**Charges à caractère général**	**9 202 500,00**	**635 000,00**	**635 000,00**	**9 837 500,00**
605	Tvx Réseaux téléphoniques	4 500 000,00	100 000,00	100 000,00	4 600 000,00
60611	Eau et assainissement	5 000,00		0,00	5 000,00
60612	Energie - Electricité-SIEGE	30 000,00		0,00	30 000,00
606121	fourniture électricité MEP	2 100 000,00		0,00	2 100 000,00
606122	fourniture électricité IRVE	250 000,00		0,00	250 000,00
606123	fourniture électricité STAT HYDROGENE	35 000,00	25 000,00	25 000,00	60 000,00
60622	Carburants	55 000,00		0,00	55 000,00
60623	Alimentation	2 000,00		0,00	2 000,00
60631	Fournitures d'entretien	500,00		0,00	500,00
60632	Fournitures de petit Equip.	20 000,00	-5 000,00	-5 000,00	15 000,00
60636	Vêtements de travail	2 000,00		0,00	2 000,00
6064	Fournitures administratives	12 000,00	-2 000,00	-2 000,00	10 000,00
611	Prest.Serv.avec des Ent.	15 000,00	2 000,00	2 000,00	17 000,00
615221	Batiments publics	20 000,00		0,00	20 000,00
615232	Maintenance EP-réseaux	150 000,00	47 000,00	47 000,00	197 000,00
61551	Matériel roulant	30 000,00		0,00	30 000,00
61558	Autres biens/Maintenance IRVE	180 000,00		0,00	180 000,00
615581	Autres biens/Maintenance ST HYDROGENE- fourn.hydrogène	400 000,00	200 000,00	200 000,00	600 000,00
6156	Maintenance autres et logicielle	90 000,00		0,00	90 000,00
61561	Maintenance autres et logicielle TE	20 000,00		0,00	20 000,00
61562	Maintenance autres forfaits communes MEP	600 000,00	200 000,00	200 000,00	800 000,00
6161	Assurances-multirisques	55 000,00	-10 000,00	-10 000,00	45 000,00
617	Etudes et recherches -audits energetiques	50 000,00	100 000,00	100 000,00	150 000,00
6171	Etudes et recherches ENR-divers	100 000,00	-60 000,00	-60 000,00	40 000,00
6172	Etudes et recherches ENR- audits energiques methanisation	100 000,00	-40 000,00	-40 000,00	60 000,00
6182	Documentation Gén. et Tech.	30 000,00		0,00	30 000,00
6184	Vers. à des Org. de formation	18 000,00	8 000,00	8 000,00	26 000,00
6225	Ind. au comptable et aux Rég.	0,00		0,00	0,00
62268	Autres Honoraires, Conseils	8 000,00	70 000,00	70 000,00	78 000,00
6227	Frais d'actes et de contentie	7 000,00		0,00	7 000,00
6231	Annonces et insertions abonnements JO	20 000,00		0,00	20 000,00
6236	Catalogues et imprimés et Publications	10 000,00		0,00	10 000,00
6251	Voyages, déplacement et Missions	5 500,00		0,00	5 500,00
6234	Réceptions	40 000,00		0,00	40 000,00
6261	Frais d'affranchissement	28 000,00		0,00	28 000,00
6262	Frais de télécommunications	45 000,00		0,00	45 000,00
627	Serv. bancaires et assimilés	1 500,00		0,00	1 500,00
6281	Concours divers (cotisations)	120 000,00		0,00	120 000,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	36 000,00		0,00	36 000,00
63512	Taxes foncieres (stations hydrogene)	1 000,00		0,00	1 000,00
6355	Tx. et Imp. sur les véhicules	1 000,00		0,00	1 000,00
637	Taxes-Aut.Org(taxe amenagement-archeo)	10 000,00		0,00	10 000,00
012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**2 838 000,00**	**135 000,00**	**135 000,00**	**2 973 000,00**
6218	Autre personnel extérieur	5 000,00	11 000,00	11 000,00	16 000,00
6228	Remunérations d'intermédiaires divers (frais de gestion)			0,00	0,00
6336	Cotisations CG de la FPT	29 000,00	1 000,00	1 000,00	30 000,00
64111	Titulaire-Rémunérat°ppale	1 015 000,00	35 000,00	35 000,00	1 050 000,00
64112	Titulaire/SF-Ind rés.	30 000,00		0,00	30 000,00
64113	NBI	12 000,00		0,00	12 000,00
64118	Titulaire-Autres indemnités	535 000,00		0,00	535 000,00
64131	Non Titulaire-Rémunération	310 000,00	10 000,00	10 000,00	320 000,00
64138	Non Titulaire-Autres indemn.	140 000,00	20 000,00	20 000,00	160 000,00
6417	Apprentis	5 000,00		0,00	5 000,00
6451	CotisationS URSSAF	310 000,00	30 000,00	30 000,00	340 000,00
6453	Cotisat° caisses Retraite	342 000,00	28 000,00	28 000,00	370 000,00
6456	Vers.au FNC Supp.familial	500,00		0,00	500,00
64731	Alloc.Chomage versées direct.	1 000,00		0,00	1 000,00
6474	Versement oeuvres sociales(cheques dejeuners)	100 000,00		0,00	100 000,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	3 000,00		0,00	3 000,00
6488	Autres	500,00		0,00	500,00
014	**Atténuations de produits**	**3 300 000,00**	**0,00**	**0,00**	**3 300 000,00**
739215	Reversement conventionnel Fiscalité	3 300 000,00	0,00	0,00	3 300 000,00

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Accusé de réception en préfecture
027-252701674-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Chap/art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire Budget primitif 2024	Budget supplementaire propositions	Vote	BP+BS
65	**Autres charges de gestion courante**	**559 100,00**	**100 000,00**	**100 000,00**	**659 100,00**
65311	Indemnités de fonction-Elus	51 000,00		0,00	51 000,00
65312	Frais de missions et deplacement- Elus	32 600,00		0,00	32 600,00
65313	Cotisations de retraite-Elus	5 500,00		0,00	5 500,00
65314	Cot.S.S -Elus- part patronale	14 500,00		0,00	14 500,00
6541	Pertes sur Cré. irrécouvrables	500,00		0,00	500,00
6562	Participations au titre de la cooperation décentralisée	1 000,00		0,00	1 000,00
65748	Sub.Fonct.Associations/Org.Dr.privé (anc.6574)	36 900,00		0,00	36 900,00
65811	Droits d'utilisation informatique en nuage	17 000,00		0,00	17 000,00
65888	Autres charges gest courante	100,00		0,00	100,00
658881	Reversement du fonds ACTEE au communes	400 000,00	100 000,00	100 000,00	500 000,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		**15 899 600,00**	**870 000,00**	**870 000,00**	**16 769 600,00**
66	**Charges financières (b)**	**2 000,00**	**0,00**	**0,00**	**2 000,00**
66111	Intérets réglés à échéance	500,00		0,00	500,00
6688	AUTRES CHARGES FINANCIERES	1 500,00		0,00	1 500,00
67	**Charges spécifiques**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**	**20 000,00**
673	Tit. annulés (sur Ex. Ant.)	20 000,00		0,00	20 000,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		**15 921 600,00**	**870 000,00**	**870 000,00**	**16 791 600,00**

023	***Virement à la section d'investissement***	**9 395 900,00**	**6 262 924,62**	**6 262 924,62**	**15 658 824,62**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)***	**985 000,00**	**85 000,00**	**85 000,00**	**1 070 000,00**
6811	*Dot.Amort.Immo.Incorp.Corp.*	985 000,00	85 000,00	85 000,00	1 070 000,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**10 380 900,00**	**6 347 924,62**	**6 347 924,62**	**16 728 824,62**
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		**10 380 900,00**	**6 347 924,62**	**6 347 924,62**	**16 728 824,62**

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**26 302 500,00**	**7 217 924,62**	**7 217 924,62**	**33 520 424,62**
				+
RESTES A REALISER N-1 (11)				**0,00**
				+
D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)				**0,00**
				=
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES				**7 217 924,62**
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT BUDGET TOTAL				**33 520 424,62**

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES

III

A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire Budget primitif 2024	Budget supplementaire propositions	Vote	BP+BS
013	**Atténuation de charges**	**35 000,00**	**0,00**	**0,00**	**35 000,00**
6419	Remb sur remunérations de personnel	0,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00
6459	Remb.Ch. de S.S/de prévoyance	35 000,00	-30 000,00	-30 000,00	5 000,00
6479	Remb sur autres charges sociales(part salarié cheq dej)	0,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00
70	**Produits des services, du domaine et ventes diverses**	**440 000,00**	**280 000,00**	**280 000,00**	**720 000,00**
70323	Red. d'Occ. du Dom. Pub. Com.	260 000,00		0,00	260 000,00
70388	Autres redevances et recettes d'utilisation du domaine	30 000,00		0,00	30 000,00
706888	Autres prestations de service(régie)	150 000,00	150 000,00	150 000,00	300 000,00
70878	Remboursement frais par des tiers		130 000,00	130 000,00	130 000,00
73	**Impôts et taxes**	**13 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**13 000 000,00**
73141	Taxe consommation finale de l'électricité	13 000 000,00		0,00	13 000 000,00
74	**Dotations et participations**	**7 242 500,00**	**-130 000,00**	**-130 000,00**	**7 112 500,00**
7472	Participations REGION CEP bois	20 000,00		0,00	20 000,00
74748	Participations communes RT	2 700 000,00		0,00	2 700 000,00
747481	Participations communes MEP	1 000 000,00		0,00	1 000 000,00
747482	Participations communes FOURN.ENERGIE	2 700 000,00		0,00	2 700 000,00
747483	Participations communes audits energ.bois	100 000,00		0,00	100 000,00
747484	Revers. fonds de concours des communes CEP-bois	30 000,00		0,00	30 000,00
747485	Participation Exploitation car transdev	292 500,00	-130 000,00	-130 000,00	162 500,00
747888	Participations autres org.: ADEME-FNCCR ACTEE	400 000,00		0,00	400 000,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**5 505 000,00**	**0,00**	**0,00**	**5 505 000,00**
755	Dédits et pénalités perçues	55 000,00		0,00	55 000,00
758131	R1 ELEC (BP n-1= 7571)	1 500 000,00		0,00	1 500 000,00
758132	R1 GAZ (BP n-1=7572)	470 000,00		0,00	470 000,00
758133	R2 (BPn-1=7573)	3 450 000,00		0,00	3 450 000,00
75888	Autres produits divers de gestion courante	30 000,00		0,00	30 000,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**26 222 500,00**	**150 000,00**	**150 000,00**	**26 372 500,00**
76	**Produits financiers (b)**	**20 000,00**		**0,00**	**20 000,00**
7621	Prod Imm fin,encaissées à écheance(interets compte associés)	20 000,00		0,00	20 000,00
77	**Produits spécifiques**	**60 000,00**	**0,00**	**0,00**	**60 000,00**
773	Mandats annulés(exercices antérieurs)	60 000,00		0,00	60 000,00
~~7711~~	Dédits et pénalités perçues changt chapitre (75)				
~~7788~~	Autres produits except. Changt chapitre(75)				
TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d		**26 302 500,00**	**150 000,00**	**150 000,00**	**26 452 500,00**

042	***Opérat° ordre de transfert entre sections (6) (7) (8)***	**0,00**	**25 000,00**	**25 000,00**	**25 000,00**
777	*quote part subv,inv,transf,cpte resultat*		25 000,00	25 000,00	25 000,00
043	***Opérat° ordre intérieur de la section. (9)***	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		**0,00**	**25 000,00**	**25 000,00**	**25 000,00**

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=total des opérations réelles et d'ordre)	**26 302 500,00**	**175 000,00**	**175 000,00**	**26 477 500,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**7 042 924,62**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**7 217 924,62**

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT BUDGET TOTAL	**33 520 424,62**

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire Budget primitif 2024	Reports	Budget supplémentaire propositions	Vote BS+REPORTS	BP+BS
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**440 000,00**	**25 485,22**	**-175 485,22**	**-150 000,00**	**290 000,00**
2051	LOGICIELS siege	30 000,00	2 548,37	-2 548,37	0,00	30 000,00
20511	LOGICIELS Transition energetique	10 000,00	17 046,15	-17 046,15	0,00	10 000,00
20512	LOGICIELS Maintenance de EP	200 000,00	5 890,70	-5 890,70	0,00	200 000,00
20513	LOGICIELS PCRS	200 000,00		-150 000,00	-150 000,00	50 000,00
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**130 000,00**	**0,00**	**20 000,00**	**20 000,00**	**150 000,00**
20421	Subv d'équipt pers droit privé(Enedis trop perçu coord)	20 000,00		20 000,00	20 000,00	40 000,00
2041482	Rembt anticipé des annuités	10 000,00			0,00	10 000,00
20414821	Subv d'équipt aux communes-Batiments	100 000,00			0,00	100 000,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**615 000,00**	**130 642,13**	**-24 514,78**	**106 127,35**	**721 127,35**
21318	Autres bâtiments publics	10 000,00	13 528,56		13 528,56	23 528,56
2158	Matériels techniques,IRVE	400 000,00	780,00	-50 000,00	-49 220,00	350 780,00
21581	Matériels techniques hydrogene	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
21828	Matériel de transport (anc.2182)	60 000,00	55 985,52	25 485,22	81 470,74	141 470,74
21838	Mat.de bureau et Mat.Inform.(anc.2183)	30 000,00	58 640,58	0,00	58 640,58	88 640,58
21848	Mobilier(anc.2184)	15 000,00	1 707,47		1 707,47	16 707,47
2185	Matériel de téléphonie					
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**30 540 900,00**	**9 397 589,35**	**2 421 424,62**	**11 819 013,97**	**42 359 913,97**
2313	Constructions	0,00	0,00		0,00	0,00
2315	TRAVAUX	340 900,00	103 809,34	**2 421 424,62**	2 525 233,96	2 866 133,96
23151	Tvx Renforcement réseau	17 000 000,00	5 513 439,12		5 513 439,12	22 513 439,12
23152	Tvx Eclairage public rural	6 000 000,00	1 380 327,67		1 380 327,67	7 380 327,67
23154	Tvx-Extensions communales	2 500 000,00	747 682,97		747 682,97	3 247 682,97
23155	Tvx Eclairage public urbain	1 600 000,00	689 447,29		689 447,29	2 289 447,29
23156	Tvx Renforcement villes B	1 500 000,00	565 346,07		565 346,07	2 065 346,07
23157	Tvx Renforcement villes A	1 400 000,00	311 004,22		311 004,22	1 711 004,22
23158	Tvx Maintenance EP	200 000,00	86 532,67		86 532,67	286 532,67
	Total des dépenses d'équipement	**31 725 900,00**	**9 553 716,70**	**2 241 424,62**	**11 795 141,32**	**43 521 041,32**
13	**Subventions d'investissement**	**460 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**460 000,00**
13248	Participations communes	10 000,00			0,00	10 000,00
1328	Participations autres	0,00			0,00	0,00
13287	Participations particuliers/Extensions	450 000,00			0,00	450 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées à des participations**	**1 050 000,00**	**0,00**	**1 075 000,00**	**1 075 000,00**	**2 125 000,00**
266	Participations autres	0,00			0,00	0,00
2661	Participations autres-TE	0,00			0,00	0,00
2662	Participations autres-GAZ	250 000,00		0,00	0,00	250 000,00
2663	Participations autres	800 000,00		1 075 000,00	1 075 000,00	1 875 000,00
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**401 500,00**	**401 500,00**	**401 500,00**
276348	correction sur annuités			1 500,00	1 500,00	1 500,00
276358	Créances immobilisées autres groupements (SPIC)	0,00	0,00	400 000,00	400 000,00	400 000,00
	Total des dépenses financières	**1 510 000,00**	**0,00**	**1 476 500,00**	**1 476 500,00**	**2 986 500,00**
4581	**Opé. pour compte de tiers n°4503**					
45813	COORDINATION	400 000,00	38 500,00	0,00	38 500,00	438 500,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**400 000,00**	**38 500,00**	**0,00**	**38 500,00**	**438 500,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**33 635 900,00**	**9 592 216,70**	**3 717 924,62**	**13 310 141,32**	**46 946 041,32**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7)***	**0,00**	**0,00**	**25 000,00**	**25 000,00**	**25 000,00**
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	**0,00**	**0,00**	**25 000,00**	**25 000,00**	**25 000,00**
13918	*subv,invest,transf,au cpte resultat*	0,00		25 000,00	25 000,00	25 000,00
	Charges transférées (9)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	***Opérations patrimoniales (10)***	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00			0,00	0,00
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	**0,00**	**0,00**	**25 000,00**	**25 000,00**	**25 000,00**
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**33 635 900,00**	**9 592 216,70**	**3 742 924,62**	**13 335 141,32**	**46 971 041,32**

	+
RESTES A REALISER N-1 (11)	**9 592 216,70**
	+
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)	**4 215 563,80**
	=
TOTAL DES DEPENSES D' INVESTISSEMENT CUMULEES	**17 550 705,12**
TOTAL DES DEPENSES D' INVESTISSEMENT BUDGET TOTAL	**51 186 605,12**

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

III
B 2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire Budget primitif 2024	Reports	Budget supplementaire propositions	Vote BS+REPORTS	BP+BS
13	**Subventions d'investiisement (hors 138)**	**11 400 000,00**	**4 825 408,84**	**150 000,00**	**4 975 408,84**	**16 375 408,84**
1318	Subvention advenir			50 000,00	50 000,00	50 000,00
1321	Etat et Etab. nationaux	300 000,00		100 000,00	100 000,00	400 000,00
1322	Régions	0,00			0,00	0,00
13248	Participations communes	4 800 000,00	1 228 248,84		1 228 248,84	6 028 248,84
1328	Participations autres	6 300 000,00	3 597 160,00		3 597 160,00	9 897 160,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**4 000 000,00**	**0,00**	**-2 500 000,00**	**-2 500 000,00**	**1 500 000,00**
1641	Emprunts en Euros	4 000 000,00		-2 500 000,00	-2 500 000,00	1 500 000,00
23	**Immobilisations en cours**	**35 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 000,00**
2315	Travaux (réduction mandat sur trop perçu)	35 000,00			0,00	35 000,00
	Total des recettes d'équipement	**15 435 000,00**	**4 825 408,84**	**-2 350 000,00**	**2 475 408,84**	**17 910 408,84**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**5 700 000,00**	**0,00**	**8 228 171,66**	**8 228 171,66**	**13 928 171,66**
10222	FCTVA	5 700 000,00		-500 000,00	-500 000,00	5 200 000,00
1068	Virement section fonctionnement	0,00		8 728 171,66	8 728 171,66	8 728 171,66
26	**Participations**	**1 500 000,00**	**0,00**	**245 000,00**	**245 000,00**	**1 745 000,00**
2661	remboursement compte d'associés	5 000,00		245 000,00	245 000,00	250 000,00
2662	remboursement part SA de projet	1 495 000,00			0,00	1 495 000,00
27	**Autres immobilisations financières**	**200 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**200 000,00**
2762	Cré. sur Transf. Dr. déd. TVA.	0,00			0,00	0,00
276348	Autres communes	200 000,00			0,00	200 000,00
024	***Produits des cessions d'immobilisations***	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 000,00**
	Total des recettes financières	**7 420 000,00**	**0,00**	**8 473 171,66**	**8 473 171,66**	**15 893 171,66**
4582	**Opé pour compte de tiers n°4503**					
45823	COORDINATION	400 000,00	254 200,00		254 200,00	654 200,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**400 000,00**	**254 200,00**	**0,00**	**254 200,00**	**654 200,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**23 255 000,00**	**5 079 608,84**	**6 123 171,66**	**11 202 780,50**	**34 457 780,50**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	**9 395 900,00**	**0,00**	**6 262 924,62**	**6 262 924,62**	**15 658 824,62**
040	***Opérat°ordre transfert entre sections*** *(6) (7) (8)*	**985 000,00**	**0,00**	**85 000,00**	**85 000,00**	**1 070 000,00**
28041482	*Amortissement Subv autres cmnes:ilstallations*	0,00		5 000,00	5 000,00	5 000,00
280421	*Amortissement trop perçu sur tvx Enedis*	7 000,00		20 000,00	20 000,00	27 000,00
2805	*Amortissement logiciels-études*	138 000,00		20 000,00	20 000,00	158 000,00
28158	*Amortissement IRVE-mat.tech*	650 000,00		10 000,00	10 000,00	660 000,00
281828	*Amortissement Véhicules (anc.28182)*	100 000,00		10 000,00	10 000,00	110 000,00
281838	*Amortissement Mat.inform/bur. (anc.28183)*	70 000,00		20 000,00	20 000,00	90 000,00
281848	*Amortissement Mobilier (anc.28184)*	20 000,00			0,00	20 000,00
28185	*Amortissement Matériel de téléphonie*	0,00				
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	**10 380 900,00**	**0,00**	**6 347 924,62**	**6 347 924,62**	**16 728 824,62**
041	***Opérations patrimoniales (9)***	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00			0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	**10 380 900,00**	**0,00**	**6 347 924,62**	**6 347 924,62**	**16 728 824,62**
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**33 635 900,00**	**5 079 608,84**	**12 471 096,28**	**17 550 705,12**	**51 186 605,12**

\+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**5 079 608,84**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D' INVESTISSEMENT CUMULEES	**17 550 705,12**

TOTAL DES RECETTES D' INVESTISSEMENT BUDGET TOTAL	**51 186 605,12**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement ;

(2) Cf. modalités de vote I-B ;

(3) Hors restes à réaliser ;

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexes IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042* ;

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation ») ;

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49, 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires ;

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041* .

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-10-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

SYNDICAT INTERCOMMUNAL ELECTRICITE ET GAZ 27-SIEGE27-BS 2024

I-INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET DE L EXERCICE PRECEDENT-RESULTATS

RESULTAT DE L EXERCICE N-1

	DEPENSES	RECETTES	SOLDE EXECUTION OU RESULTAT REPORTE	RESULTAT OU SOLDE	
TOTAL DU BUDGET	49 396 877,22	65 058 569,78	-4 106 160,08	11 555 532,48	A1
INVESTISSEMENT	34 101 971,62	36 829 506,45	-6 943 098,63	-4 215 563,80	A2
FONCTIONNEMENT	15 294 905,60	28 229 063,33	2 836 938,55	15 771 096,28	A3

RESTES A REALISER N-1				
	DEPENSES	RECETTES	SOLDE	
TOTAL DES RAR	9 592 216,70	5 079 608,84	-4 512 607,86	B1
INVESTISSEMENT	9 592 216,70	5 079 608,84	-4 512 607,86	B2
FONCTIONNEMENT	0,00	0,00	0,00	B3

RESULTAT CUMULE		
TOTAL	7 042 924,62	A1+B1
INVESTISSEMENT	-8 728 171,66	A2+B2
FONCTIONNEMENT	15 771 096,28	A3+B3

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2024-C-11

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ DE L'EURE

Séance du 1er Juin 2024	**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL**
Convocation : 17 Mai 2024 Nombre de membres : - en exercice 585 - présents 334 Délibération n° : **2024-C-11** Objet : **Vote du Budget supplémentaire 2024 – Budget Annexe Production d'EnR**	L'An DEUX MILLE VINGT QUATRE, le 1ER Juin à 9h30, le comité du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure (SIEGE), légalement convoqué, s'est réuni au Cadran à Evreux sous la présidence de Monsieur Xavier HUBERT. Etaient présents 334 membres formant la majorité des membres en exercice et pouvant valablement délibérer. Monsieur Roger WALLART, délégué de Tournedos Bois Hubert, a été désigné secrétaire de séance..

POUVOIRS

M. DESHAYES Edmond, délégué de la commune de BOISNEY, a donné pouvoir à Mme FREBERT Martine, déléguée de la commune de VALAILLES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PRESLES Gwendoline, déléguée de la commune de BOURNEVILLE STE CROIX, a donné pouvoir à M. CAUCHE Pascal, délégué de la commune de CORMEILLES, pour la représenter lors des délibérations.
M. CITHER Michel, délégué de la commune de BUEIL, a donné pouvoir à Mme LEMONNE Christine, déléguée de la commune de BRETAGNOLLES, pour le représenter lors des délibérations.
M. CAILLET Frédéric, délégué de la commune d'ETREPAGNY, a donné pouvoir à M. MOGLIA Jean Marc, délégué de la commune d'ANDE, pour le représenter lors des délibérations.
M. RIHAL Benoît, délégué de la commune de FARCEAUX, a donné pouvoir à M. HUBERT Xavier, délégué de la commune des BAUX STE CROIX, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PIEDNOEL Frédérique, déléguée de la commune d'HEUDEBOUVILLE, a donné pouvoir à M. JAMMET Eric, délégué de la commune de ST ETIENNE DU VAUVRAY, pour la représenter lors des délibérations.
M. LE DENMAT Christian, délégué de la commune de PACY SUR EURE, a donné pouvoir à M. GARREAU Cyril, délégué de la commune de CROISY SUR EURE, pour le représenter lors des délibérations.
M. HUTIN Alain, délégué de la commune de ST AGNAN DE CERNIERES a donné pouvoir à M. ROULOIS Jean Louis, délégué de la commune de VERNEUSSES, pour le représenter lors des délibérations.
M. LECOEUR Philippe, délégué de la commune de ST VICTOR DE CHRETIENVILLE a donné pouvoir à M. COINDARD Robert, délégué de la commune de PLAINVILLE, pour le représenter lors des délibérations.
M. BEAURAIN Eric, délégué de la commune de LA TRINITE DE REVILLE, a donné pouvoir à M. SPOHR Claude, délégué de la commune de ST PIERRE DE CERNIERES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme DENIZE Florence, déléguée de la commune de ST MARTIN ST FIRMIN, a donné pouvoir à M. BEAUCHE Jean Charles, délégué de la commune de ST ETIENNE L'ALLIER, pour la représenter lors des délibérations.

Exposé des motifs

Les mouvements du Budget annexe concernent :

- En section d'exploitation : la reprise des résultats de l'exercice précédent, constatés au Compte Administratif (3 362.57€ au C/D002), nécessitant un ajustement des dépenses d'exploitation en conséquence,

- En section d'investissement :
  - l'inscription en recettes de la dotation de 400 000€ du budget principal pour permettre la poursuite des investissements dans le cadre du SPIC,
  - la reprise des restes à réaliser en dépenses (241 882.19 €)
  - l'inscription en dépenses nouvelles pour les travaux d'installation de panneaux photovoltaïques de 451 825.76 €

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Enfin le résultat global sera porté en recette de la section d'investissement (293 707.95 € au compte R001).

	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Investissement			
Dépenses	693 707.95 €	0 €	**693 707.95 €**
Recettes	400 000 €	293 707.95 €	**693 707.95 €**
Exploitation			
Dépenses	- 3 362.57 €	3 362.57 €	**0 €**
Recettes	0 €	0 €	**0 €**

Il est proposé au Comité Syndical de valider le Budget Annexe Supplémentaire 2024 Production d'EnR.

Délibération

Après délibération, le Comité Syndical adopte le Budget Annexe Supplémentaire 2024 Production d'EnR.

Délibération adoptée à l'unanimité.
Pour extrait conforme,

Le Président, Xavier HUBERT	Le secrétaire de séance, Roger WALLART

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 25270197400039	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT SYND INTERCOMM ELECTRICITE GAZ 27

POSTE COMPTABLE DE : SGC D EVREUX MUNICIPALE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Budget supplémentaire (2)

BUDGET : PRODUCTION D'ENERGIES RENOUVELABLES (3)

ANNEE 2024

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.
(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 13
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 14
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 15
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 16

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 17
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 18
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 22
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 23
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 24
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes 26
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 27
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 28
A3.2 - Etalement des provisions 29
A4.1 - Equilibre des opérations financières 30
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 32
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes Sans Objet
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) 33
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) 34
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) 35
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) 36
A6 - Etat des charges transférées 37
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers 38

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie 39
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 40
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget 41
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail 42
B1.5 - Etat des marchés de partenariat 43
B1.6 - Etat des autres engagements donnés 44
B1.7 - Etat des engagements reçus 45
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 46
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents 47

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 48
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie 50
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) 51
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) 52

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 53

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

I

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE

II
A1

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	-3 362,57	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 3 362,57	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	0,00	0,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	451 825,76	400 000,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	241 882,19	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 293 707,95
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	693 707,95	693 707,95

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	693 707,95	693 707,95

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	119 500,00	0,00	-3 362,57	-3 362,57	116 137,43
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	20 500,00	0,00	0,00	0,00	20 500,00
Total des dépenses de gestion des services		**140 000,00**	**0,00**	**-3 362,57**	**-3 362,57**	**136 637,43**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**140 000,00**	**0,00**	**-3 362,57**	**-3 362,57**	**136 637,43**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*35 000,00*		*0,00*	*0,00*	*35 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***35 000,00***		***0,00***	***0,00***	***35 000,00***
TOTAL		**175 000,00**	**0,00**	**-3 362,57**	**-3 362,57**	**171 637,43**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**3 362,57**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**175 000,00**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	165 000,00	0,00	0,00	0,00	165 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**165 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**165 000,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**165 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**165 000,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*10 000,00*		*0,00*	*0,00*	*10 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***10 000,00***		***0,00***	***0,00***	***10 000,00***
TOTAL		**175 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**175 000,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**175 000,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	**25 000,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
21	Immobilisations corporelles	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	436 400,00	241 882,19	451 825,76	451 825,76	1 130 107,95
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**471 400,00**	**241 882,19**	**451 825,76**	**451 825,76**	**1 165 107,95**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	17 100,00	0,00	0,00	0,00	17 100,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**18 600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 600,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**490 000,00**	**241 882,19**	**451 825,76**	**451 825,76**	**1 183 707,95**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*10 000,00*		*0,00*	*0,00*	*10 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*150 000,00*		*0,00*	*0,00*	*150 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***160 000,00***		***0,00***	***0,00***	***160 000,00***
TOTAL		**650 000,00**	**241 882,19**	**451 825,76**	**451 825,76**	**1 343 707,95**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 343 707,95**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	400 000,00	400 000,00	400 000,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**50 000,00**	**0,00**	**400 000,00**	**400 000,00**	**450 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**50 000,00**	**0,00**	**400 000,00**	**400 000,00**	**450 000,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*35 000,00*		*0,00*	*0,00*	*35 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*150 000,00*		*0,00*	*0,00*	*150 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***185 000,00***		***0,00***	***0,00***	***185 000,00***
TOTAL		**235 000,00**	**0,00**	**400 000,00**	**400 000,00**	**635 000,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**708 707,95**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 343 707,95**

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**25 000,00**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

II

B1

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfectorale : 05/06/2024

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	-3 362,57		-3 362,57
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*0,00*	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**-3 362,57**	***0,00***	**-3 362,57**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**3 362,57**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	30 000,00	30 000,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	-30 000,00	-30 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	693 707,95	0,00	693 707,95
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**693 707,95**	***0,00***	**693 707,95**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**693 707,95**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

II

B2

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfectorale : 05/06/2024

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	400 000,00	*0,00*	400 000,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*0,00*	0,00
Recettes d'investissement – Total		**400 000,00**	***0,00***	**400 000,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**293 707,95**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**693 707,95**

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES

III
A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**119 500,00**	**-3 362,57**	**-3 362,57**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	1 000,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	53 500,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	40 000,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	23 000,00	-3 362,57	-3 362,57
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	2 000,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**20 500,00**	**0,00**	**0,00**
6512	Droits d'utilisat° - informatique nuage	20 000,00	0,00	0,00
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	500,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**140 000,00**	**-3 362,57**	**-3 362,57**
66	**Charges financières (b) (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**140 000,00**	**-3 362,57**	**-3 362,57**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***35 000,00***	***0,00***	***0,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*35 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***35 000,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***35 000,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**175 000,00**	**-3 362,57**	**-3 362,57**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**3 362,57**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et en M. 43.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES

III
A2

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfectorale : 05/06/2024

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**165 000,00**	**0,00**	**0,00**
701	Ventes produits finis et intermédiaires	165 000,00	0,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7588	Autres	0,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**165 000,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**165 000,00**	**0,00**	**0,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***10 000,00***	***0,00***	***0,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*10 000,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***10 000,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**175 000,00**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

III
B1

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfectorale : 05/06/2024

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**20 000,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	10 000,00	0,00	0,00
2051	Concessions et droits assimilés	10 000,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**15 000,00**	**0,00**	**0,00**
2183	Matériel de bureau et informatique	15 000,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**436 400,00**	**451 825,76**	**451 825,76**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	436 400,00	451 825,76	451 825,76
	Total des dépenses d'équipement	**471 400,00**	**451 825,76**	**451 825,76**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**17 100,00**	**0,00**	**0,00**
1312	Subv. équipt Régions	17 100,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**1 500,00**	**0,00**	**0,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	1 500,00	0,00	0,00
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**18 600,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**490 000,00**	**451 825,76**	**451 825,76**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***10 000,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***10 000,00***	***0,00***	***0,00***
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*10 000,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***150 000,00***	***0,00***	***0,00***
2031	*Frais d'études*	*0,00*	*30 000,00*	*30 000,00*
2153	*Installations à caractère spécifique*	*150 000,00*	*-30 000,00*	*-30 000,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***160 000,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**650 000,00**	**451 825,76**	**451 825,76**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**241 882,19**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**693 707,95**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

III

B2

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfectorale : 05/06/2024

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**
1312	Subv. équipt Régions	50 000,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**0,00**	**400 000,00**	**400 000,00**
1687	Autres dettes	0,00	400 000,00	400 000,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**50 000,00**	**400 000,00**	**400 000,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**50 000,00**	**400 000,00**	**400 000,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***35 000,00***	***0,00***	***0,00***
28153	*Installations à caractère spécifique*	*35 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***35 000,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***150 000,00***	***0,00***	***0,00***
2153	*Installations à caractère spécifique*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*150 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***185 000,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**235 000,00**	**400 000,00**	**400 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	**293 707,95**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**693 707,95**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

III
B3

Cet état ne contient pas d'information.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-1E-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV
A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	Accusé de réception en préfecture 027-252701074-20240601-2024-C-11-DE Date de télétransmission : 05/06/2024 Date de réception préfecture : 05/06/2024	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE AUTRES DETTES		A1.6

A1.6 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €	

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel au 31/12/N
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A3.2

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

Nature	Objet	Montant total à constituer	Durée (année)	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**415 000,00**	**293 707,95**	**293 707,95**	**708 707,95**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**241 882,19**	**-241 882,19**	**-241 882,19**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**656 882,19**	**51 825,76**	**0,00**	**708 707,95**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles		Total (2) Vote
	(a)		(b)	(c = a + b)
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**656 882,19**	**51 825,76**	**0,00**	**708 707,95**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**656 882,19**	**51 825,76**	**0,00**	**656 882,19**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**35 000,00**	**0,00**	**0,00**	**35 000,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**25 000,00**	**0,00**	**0,00**	**25 000,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240606-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 10 000,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**10 000,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*10 000,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION	A5.1.1

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	A5.1.2

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION	A5.2.1

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT	A5.2.2

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	A6

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

A6 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'éta-lement	Date de la délibéra-tion	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240606-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

A7 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240001-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET REÇUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B1.3

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

B1.3 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET REÇUS ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	B1.4

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

B1.4 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

Exercice d'origine du contrat	Nature du bien ayant fait l'objet du contrat (1)	Montant de la redevance de l'exercice	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat	Montant des redevances restant à courir					
					N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant	Total (2)

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240606-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS
ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

IV
B1.5

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

B1.6 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :
- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET REÇUS ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS	B1.7

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

B1.7 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 01/01/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP		
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AE	Montant des AE			Montant des CP		
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AE engagées et les CP consommés.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	C1.2

C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc. et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, …).

Accusé de réception en préfecture
027-252701074-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

C3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de service	Intitulé / objet de service	Date de création	N° et date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

.

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…

(2) L'assemblée délibérante étant : .

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

SYND INTERCOMM ELECTRICITE GAZ 27

PRODUCTION D'ENERGIES RENOUVELABLES

N° SIRET 252 701 974 00039

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ DE L'EURE	
N° SIRET 252 701 974 00021	**SIEGE27**

SERVICE PUBLIC LOCAL

NOMENCLATURE M4

BUDGET SUPPLEMENTAIRE

ANNEE 2024

BUDGET 26001
COLLECTIVITE 12601

COMPTABLE PUBLIC
27006 TRESORERIE EVREUX MUNICIPALE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION-DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap.	Libellé	BP 2024	BS 2024	VOTE (3)	TOTAL (=BP + vote)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**119 500,00**	**-3 362,57**	**-3 362,57**	**116 137,43**
60612	Electricité fourniture	1 000,00		0,00	1 000,00
6156	**Maintenance**	**53 500,00**		0,00	53 500,00
617	**Etudes et recherches**	**40 000,00**		0,00	40 000,00
6231	**Annonces et insertions(abonnements)**	**23 000,00**	**-3 362,57**	-3 362,57	19 637,43
637	**Autres impots et taxes**	**2 000,00**		0,00	2 000,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**20 500,00**	**0,00**	**0,00**	**20 500,00**
6512	Informatique en nuage	20 000,00		0,00	20 000,00
6588	Autres charges gestion courante	500,00		0,00	500,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**140 000,00**	**-3 362,57**	**-3 362,57**	**136 637,43**
66	Charges financières (b) (8)			**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**			**0,00**	**0,00**
6711	Intérêts moratoires et pénalités sur marchés			**0,00**	**0,00**
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)			**0,00**	**0,00**
				0,00	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**140 000,00**	**-3 362,57**	**-3 362,57**	**136 637,43**
023	Virement à la section d'investissement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)**	**35 000,00**	**0,00**	**0,00**	**35 000,00**
6811	**Dotations amortissements**	**35 000,00**	**0,00**	**0,00**	**35 000,00**
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**35 000,00**	**0,00**	**0,00**	**35 000,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		**35 000,00**	**0,00**	**0,00**	**35 000,00**
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**175 000,00**	**-3 362,57**	**-3 362,57**	**171 637,43**

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**3362,57**	**resultat CA 2023**
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**-3 362,57**	
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION BUDGET TOTAL	**175 000,00**	

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Cf. Modalités de vote I.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.
(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DE 042 = RI 040.
(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION-DETAIL DES RECETTES	A2

Chap.	Libellé	BP 2024	BS 2024	VOTE (3)	TOTAL (=BP + vote)
013	Atténuations de charges (5)			0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	165 000,00		0,00	165 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)			0,00	0,00
74	**Subventions d'exploitation**			0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**			0,00	0,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75		165 000,00	0,00	0,00	165 000,00
76	**Produits financiers (b)**			0,00	0,00
77	**Produits exceptionnels (c)**			0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)			0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d		165 000,00	0,00	0,00	165 000,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)**	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
777	Quote part subventions transférables	10 000,00		0,00	10 000,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section (8)**	0,00	0,00	0,00	0,00
				0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		175 000,00	0,00	0,00	175 000,00

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**175 000,00**
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION BUDGET TOTAL	**175 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622		
Montant des ICNE de l'exercice		
- Montant des ICNE de l'exercice N-1		
= Différence ICNE N - ICNE N-1		

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.
(2) Cf. Modalités de vote I.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.
(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.
(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT-DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap.	Libellé	BP 2024	Restes à réaliser N-1	BS 2024	VOTE (vote+RAR)	TOTAL (= BP+ vote)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
2031	**Frais d'etudes**	10 000,00			0,00	10 000,00
2051	**Logiciels**	10 000,00			0,00	10 000,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
2153	Installations a caractère specifique	0,00			0,00	0,00
2183	Matériels et informatique	15 000,00			0,00	15 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	436 400,00	241 882,19	451 825,76	693 707,95	1 130 107,95
2315	Installat°, matériel et outillage technique	436 400,00	241 882,19	451 825,76	693 707,95	1 130 107,95
	TOTAL DES DEPENSES D'EQUIPEMENT	471 400,00	241 882,19	451 825,76	693 707,95	1 165 107,95
10	Dotations, fonds divers et réserves				0,00	0,00
13	**Subventions d'investissement**	17 100,00	0,00	0,00	0,00	17 100,00
1312	**Subv,Regions**	17 100,00			0,00	17 100,00
16	**Autres dettes**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1687	**Remboursement dette vers budget principal**				0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**				0,00	0,00
27	**Autres immobilisations financières**	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
275	Dépots et cautionnements versés	1 500,00			0,00	1 500,00
	TOTAL DES DEPENSES FINANCIERES	18 600,00	0,00	0,00	0,00	18 600,00
	TOTAL DES DEPENSES D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES DEPENSES REELLES	490 000,00	241 882,19	451 825,76	693 707,95	1 183 707,95
040	**Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)**	10 000,00		0,00	0,00	10 000,00
	Reprises sur autofinancement antérieur				0,00	0,00
13912	**Subventions d'investissement transf cpte resultat**	10 000,00			0,00	10 000,00
041	**Opérations patrimoniales (9)**	150 000,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
2031	**frais d'etudes**			30 000,00	30 000,00	30 000,00
2153	installations a caractère specifique	150 000,00		-30 000,00	-30 000,00	120 000,00
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	160 000,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	650 000,00	241 882,19	451 825,76	693 707,95	1 343 707,95

RESTES A REALISER N-1 (13)	**241 882,19**
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**451 825,76**
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES (RAR compris)	**693 707,95**
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT BUDGET TOTAL	**1 343 707,95**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.
(2) Cf. Modalités de vote I.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.
(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.
(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

III - VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT-DETAIL DES RECETTES	B2

Chap.	Libellé	BP 2024	Restes à réaliser N-1	BS 2024	VOTE (vote+RAR)	TOTAL (= BP+ vote)
13	Subventions d'investissement	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
1312	Subv equipement Regions	50 000,00			0,00	50 000,00
16	Autres dettes	0,00	0,00	400 000,00	400 000,00	400 000,00
1687	Autres dettes (versement BP principal)			400 000,00	400 000,00	400 000,00
20	Immobilisations incorporelles				0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles				0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation				0,00	0,00
23	Immobilisations en cours				0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'EQUIPEMENT		50 000,00	0,00	400 000,00	400 000,00	450 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves				0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus				0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)				0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées				0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières				0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES FINANCIERES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES		50 000,00	0,00	400 000,00	400 000,00	450 000,00
021	Virement de la section d'exploitation	0,00			0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)	35 000,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
28153		35 000,00			0,00	35 000,00
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		35 000,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
041	Opérations patrimoniales (8)	150 000,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
2315		150 000,00			0,00	150 000,00
001	Solde d'execution de la sect investissement reporté	415 000,00			0,00	415 000,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		600 000,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		650 000,00	0,00	400 000,00	400 000,00	1 050 000,00

RESTES A REALISER N-1 (13)	0,00
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF(reporté ou anticipé)= 708 707,95€ pris au BP 2024= 415 000 €	293 707,95
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	400 000,00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	693 707,95
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT BUDGET TOTAL	1 343 707,95

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.
(2) Cf. Modalités de vote I.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DE 042.
(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.
(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-11-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

SIEGE 27 BUDGET ANNEXE(12601) - PRODUCTION ENERGIES RENOUVELABLES

Compte administratif 2023

LIBELLE	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		TOTAL	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
N-1	D002	R002	D001	R001		
	12 696,05			1 644 421,87		1 631 725,82
opérations de l'exercice	23 103,65	32 437,13	975 867,89	40 153,97	998 971,54	72 591,10
Résultats de l'exercice		9 333,48	935 713,92		926 380,44	
Totaux(y compris résultats antérieurs) soit Résultats de clôture de l'exercice	35 799,70	32 437,13	975 867,89	1 684 575,84	1 011 667,59	1 717 012,97
	3 362,57			708 707,95		705 345,38
Restes à réaliser			241 882,19	0,00	241 882,19	0,00
RESULTATS GLOBAUX	35 799,70	32 437,13	1 217 750,08	1 684 575,84	1 253 549,78	1 717 012,97
soit	3 362,57			466 825,76		463 463,19
		463 463,19		RESULTAT DE L EXERCICE (RAR compris)= R002		

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-12-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2024-C-12

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ DE L'EURE

Séance du 1er Juin 2024	**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL**
Convocation : 17 Mai 2024 Nombre de membres : - en exercice 585 - présents 331 Délibération n° : **2024-C-12** Objet : **Mobilité** **Adoption des conditions générales et particulières de vente (CGV-CPV) d'hydrogène**	L'An DEUX MILLE VINGT QUATRE, le 1ER Juin à 9h30, le comité du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure (SIEGE), légalement convoqué, s'est réuni au Cadran à Evreux sous la présidence de Monsieur Xavier HUBERT. Etaient présents 331 membres formant la majorité des membres en exercice et pouvant valablement délibérer. Monsieur Roger WALLART, délégué de Tournedos Bois Hubert, a été désigné secrétaire de séance.

POUVOIRS

M. DESHAYES Edmond, délégué de la commune de BOISNEY, a donné pouvoir à Mme FREBERT Martine, déléguée de la commune de VALAILLES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PRESLES Gwendoline, déléguée de la commune de BOURNEVILLE STE CROIX, a donné pouvoir à M. CAUCHE Pascal, délégué de la commune de CORMEILLES, pour la représenter lors des délibérations.
M. CITHER Michel, délégué de la commune de BUEIL, a donné pouvoir à Mme LEMONNE Christine, déléguée de la commune de BRETAGNOLLES, pour le représenter lors des délibérations.
M. CAILLET Frédéric, délégué de la commune d'ETREPAGNY, a donné pouvoir à M. MOGLIA Jean Marc, délégué de la commune d'ANDE, pour le représenter lors des délibérations.
M. RIHAL Benoît, délégué de la commune de FARCEAUX, a donné pouvoir à M. HUBERT Xavier, délégué de la commune des BAUX STE CROIX, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PIEDNOEL Frédérique, déléguée de la commune d'HEUDEBOUVILLE, a donné pouvoir à M. JAMMET Eric, délégué de la commune de ST ETIENNE DU VAUVRAY, pour la représenter lors des délibérations.
M. LE DENMAT Christian, délégué de la commune de PACY SUR EURE, a donné pouvoir à M. GARREAU Cyril, délégué de la commune de CROISY SUR EURE, pour le représenter lors des délibérations.
M. HUTIN Alain, délégué de la commune de ST AGNAN DE CERNIERES a donné pouvoir à M. ROULOIS Jean Louis, délégué de la commune de VERNEUSSES, pour le représenter lors des délibérations.
M. LECOEUR Philippe, délégué de la commune de ST VICTOR DE CHRETIENVILLE a donné pouvoir à M. COINDARD Robert, délégué de la commune de PLAINVILLE, pour le représenter lors des délibérations.
M. BEAURAIN Eric, délégué de la commune de LA TRINITE DE REVILLE, a donné pouvoir à M. SPOHR Claude, délégué de la commune de ST PIERRE DE CERNIERES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme DENIZE Florence, déléguée de la commune de ST MARTIN ST FIRMIN, a donné pouvoir à M. BEAUCHE Jean Charles, délégué de la commune de ST ETIENNE L'ALLIER, pour la représenter lors des délibérations.

Exposé des motifs

Vu la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles ;
Vu les articles L. 111-1 à 111-3 du Code de la consommation, relatifs aux obligations générales d'information précontractuelle de tout client lors de la vente d'un produit ou d'un service ;
Vu l'article R.111-1 du Code de la consommation détaillant les informations devant être communiquées par le vendeur ;
Vu l'article L.131-1 du code de la consommation sanctionnant le non-respect des dispositions précédentes ;

Le SIEGE, par l'intermédiaire de ses entreprises titulaires des machés relatifs à l'exploitation et la supervision des stations hydrogène, est en charge de vendre de l'hydrogène et l'article L111-1 du Code de la consommation met à la charge de tout vendeur une obligation générale d'information précontractuelle du client consommateur.

Dans la pratique commerciale, cette notion d'information est couverte par les conditions générales de vente (CGV) assorties de conditions particulières de vente (CPV) qui recouvrent l'ensemble des clauses qui mentionnent les informations essentielles de nature à encadrer la relation contractuelle (identité du vendeur, description du produit ou de la prestation, prix, garanties et recours etc…). Leur acceptation par l'acheteur les lui rend opposables et constitue ainsi une protection efficace au bénéfice du vendeur.

Le Syndicat a rédigé des Conditions Générales de Vente ainsi que des Conditions Particulières de Vente applicables aux utilisateurs des stations hydrogène propriétés du Syndicat telles qu'annexées à la présente.

Ces CGV et CPV reprennent toutes les mentions permettant la protection des acheteurs et du vendeur et cadrent l'ensemble des interactions susceptibles d'intervenir lors des actes de vente (financières, données personnelles, voies de recours…).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-12-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Il est demandé au Comité Syndical d'approuver les CGV et CPV relatives à la vente d'hydrogène dans le cadre de l'utilisation des stations propriétés du syndicat telles que présentées en annexe à la présente.

Délibération

Après délibération, le Comité Syndical valide les conditions générales et particulières relatives à la vente d'hydrogène dans le cadre de l'utilisation des stations propriétés du syndicat.

Délibération adoptée à l'unanimité.
Pour extrait conforme,

Le Président, Xavier HUBERT	Le secrétaire de séance, Roger WALLART

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-12-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

CONTRAT D'AVITAILLEMENT EN HYDROGENE POUR VEHICULES H2 ENTRE

ATAWEY (société en charge de l'exploitation des stations à la date de signature)

ET XXX (nom du client)

Le XX/XX/XX (Date à indiquer lors de la signature par le client)

CONDITIONS GENERALES

PREAMBULE

En 2019, le SIEGE 27 a implanté sur le territoire eurois 3 stations hydrogène dans le cadre du programme Eas-HyMob, le programme Européen de mobilité hydrogène Normand afin de compenser une offre très insuffisante sur le secteur et ainsi contribuer au développement de la filière.

Le SIEGE 27 est propriétaire des stations hydrogène et en a confié l'exploitation commerciale à la société ATAWEY.

1. DEFINITIONS

Le présent Contrat définit les conditions d'avitaillement par ATAWEY au Client pour un approvisionnement en Hydrogène distribué par le Réseau de stations du SIEGE 27 défini en annexe (**Annexe 1**).

Année de Consommation : période de référence exprimée en année civile correspondant à une estimation minimale de Consommation Annuelle du Client.

Hydrogène : Hydrogène Comprimé, disponible sur une station.

Pression de distribution d'hydrogène : 2 standards de pression de ravitaillement existent : 350 bars et 700 bars. L'annexe 1 indique les pressions disponibles sur les différentes stations.

Client : personne à laquelle est vendu l'hydrogène sur une ou plusieurs stations du Réseau.

Conditions Générales : partie du Contrat dans laquelle figurent les obligations des parties s'appliquant de façon générale.

Conditions Particulières : partie du Contrat dans laquelle figurent les conditions convenues spécifiquement entre ATAWEY et son Client.

Contrat : comprend les Conditions Générales et les Conditions Particulières du présent contrat d'avitaillement.

Estimation minimale de Consommation Annuelle : consommation annuelle (en Kg) pour une consommation d'hydrogène envisagée par le Client sur le Réseau de stations telle que précisée dans les Conditions Particulières.

Quantité Consommée : consommation constatée au terme d'une Année de Consommation d'hydrogène au vu des données comptabilisées par le(s) terminal(aux) de paiement du Réseau de stations du SIEGE 27.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-12-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Réseau de stations : programme de déploiement des stations porté par le SIEGE 27.

Prix Client : XX€ pour un plein à 350 bars et de XXX€ pour un plein à 700 bars.

2. OBJET

Le présent Contrat définit les conditions d'avitaillement du Client sur le Réseau de stations du SIEGE 27 pour l'hydrogène. Le Réseau de stations est présenté en annexe (**Annexe 1**).

3. DUREE DU CONTRAT

La durée du Contrat ainsi que sa prise d'effet sont précisées à l'article 3 des Conditions Particulières.

4. ENTREE EN VIGUEUR DU CONTRAT

L'entrée en vigueur du Contrat d'avitaillement est soumise à la signature par le Client des Conditions Générales et Particulières du Contrat.

5. ENGAGEMENTS DES PARTIES

5.1 Engagement du SIEGE 27 et d'ATAWEY

5.1.1 ATAWEY et le SIEGE 27 s'engagent à fournir au Client de l'hydrogène de qualité dans les conditions de sécurité conformes aux lois et règlements applicables en la matière.

5.1.2 ATAWEY s'engage à fournir au Client, la quantité annuelle d'hydrogène souhaitée par le Client, telle que précisée à l'article 4 des Conditions Particulières.

5.1.3 ATAWEY s'engage à assurer la distribution continue d'hydrogène dans son réseau de stations conformément aux dispositions contractuelles qui le lie au SIEGE 27. Cependant, le SIEGE 27 et ATAWEY se réservent le droit de faire suspendre la distribution auprès du Client dans les hypothèses suivantes :

- En cas de non-respect par le Client de ses engagements au titre du présent Contrat d'avitaillement et notamment en cas de non-paiement ou de retard de paiement des factures de consommation adressées par ATAWEY mandaté~~e~~ à cet effet, après mise en demeure restée infructueuse pendant un délai de quinze (15) jours à compter de sa notification ;
- Pour des raisons de sécurité et/ou d'entretien des équipements, dûment justifiées par ATAWEY et/ou le SIEGE 27 ;
- En cas d'interventions réalisées par le gestionnaire sur le réseau électrique ;
- En cas de pénurie d'hydrogène liée à des évènements indépendants d'ATAWEY.

5.2 Engagements du Client

5.2.1 Le Client s'engage à fournir toute information nécessaire afin de permettre à ATAWEY d'adapter au mieux les termes du présent Contrat d'avitaillement à ses besoins, en particulier le niveau de consommation annuelle d'hydrogène envisagé ainsi que les créneaux ciblés pour l'avitaillement.

5.2.2 L-e client s'engage à respecter le(s) créneau(x) privilégié(s) pour ravitailler le(s) véhicule(s) afin de disposer d'une qualité de service optimale (temps de ravitaillement)

5.2.3 Le Client s'engage à ne pas utiliser l'hydrogène à des fins autres que pour l'avitaillement de ses véhicules. Le Client s'engage également à ne pas revendre à des tiers l'hydrogène acheté sur le Réseau de stations du SIEGE 27.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-12-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

5.2.4 Autres obligations

Le Client s'engage à suivre les recommandations données par ATAWEY et le SIEGE 27 pour l'utilisation des équipements situés sur l'emprise d'une station de son Réseau (Pompes, Terminal de paiement) et à ne pas perturber l'accès aux Stations d'autres usagers.

Le Client veillera à ne pas détériorer ou endommager la station et/ou ses équipements.

Le Client assure l'avitaillement de ses véhicules sous sa seule responsabilité et s'engage à ce que l'ensemble des utilisateurs soit formé à l'utilisation des équipements de ce type de stations hydrogène, aux consignes de sécurité et aux risques associés à ceux-ci.

6. PRIX

6.1 Prix applicable et ajustement

Le Prix Client payé par le Client est précisé aux Conditions Particulières

Le Prix Client est applicable à compter du premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat.

Les Prix Client est exprimé en hors taxes. Les taxes à appliquer en complément sont celles en vigueur au moment de l'avitaillement.

6.2 Révision du Prix

Le Client est informé que le Prix Client indiqué aux Conditions Particulières pourra être révisé 2 fois par an par le Comité syndical du SIEGE 27.
Le nouveau Prix Client applicable au présent contrat sera notifié au Client dans le mois précédent sa prise d'effet. Etant précisé que toute modification du Prix Client sera applicable le premier jour du mois suivant la notification de la révision. Cet ajustement du Prix public sera effectué le 1er jour du mois pour le mois en cours.

6.3 Taxes et contributions

Tous impôts, taxes, contributions ou charges de toute nature, applicables conformément à la règlementation en vigueur, qui sont une composante du prix, sont à ajouter au Prix Client.

A la date de souscription du Client, les contributions et taxes comprennent uniquement la TVA (Taxe sur la Valeur Ajoutée).

Tout ajout, retrait, modification du taux et/ou de nature de taxes, imposé par la loi ou un règlement, applicables aux consommations d'hydrogène, s'appliqueront automatiquement au présent Contrat d'avitaillement et seront répercutés sur le Prix Client.

7. MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

7.1 Modalités de facturation

7.1.1 Facture mensuelle

Les consommations du Client feront l'objet d'une facture mensuelle adressée en début de mois (M) pour les consommations du mois M-1.

La facture sera établie en appliquant aux consommations du Client, le Prix Client applicable sur la période, sur la base des avitaillements réalisés par le Client, caractérisés par son(ses) numéro(s) de badge et indiquées sur les relevés transmis par le terminal de paiement à **ATAWEY**.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-12-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Les factures sont envoyées au Client par courriel pour les personnes physiques et les personnes morales de droit privé, ce que le Client accepte. A cette fin, le Client communiquera une adresse électronique valide sur laquelle pourront être envoyées les factures.

7.2 Modalités de règlement- délai de paiement – pénalités de retard

7.2.1 Le Client fera l'objet d'un prélèvement (ou à défaut effectuera un virement) dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la facture mensuelle et éventuellement de la facture de régularisation.

7.2.2 En cas de défaut de règlement ou de rejet du prélèvement, les sommes dues seront majorées de plein droit, et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable ou d'un rappel, de pénalités de retard dont le taux est égal au taux légal applicable majoré de 10 points de pourcentage. Ces pénalités s'appliquent sur le montant TTC et sont exigibles à compter du jour suivant l'expiration du délai.

En application des articles L441-6 et D441-5 du code de commerce, une indemnité forfaitaire d'un montant de 40 euros pour frais de recouvrement sera également due par facture concernée par un retard de paiement.

7.2.3 En cas de non-règlement de ladite facture et après mise en demeure restée infructueuse pendant un délai de quinze (15) jours, ATAWEY sera en droit de résilier le Contrat d'avitaillement. Les conséquences de cette résiliation sont précisées à l'article 12 des présentes Conditions Générales.

8. RESPONSABILITES

Chacune des Parties au Contrat est responsable de l'exécution des obligations mises à sa charge au titre du Contrat et supporte les conséquences pécuniaires des dommages résultant de sa faute.

9. ASSURANCES

Chacune des Parties s'engage à souscrire les contrats d'assurance permettant de couvrir les risques générés par son activité et les conséquences des responsabilités qu'elles encourent dans le cadre de l'exécution du présent Contrat.

10. CESSION DU CONTRAT

10.1 Cession du Contrat par ATAWEY

Sous réserve d'une information préalable faite au Client, ATAWEY est autorisée à céder le présent Contrat à une société affiliée. Le cessionnaire sera alors tenu de reprendre l'ensemble des droits et obligations prévus au présent Contrat.

10.2 Cession du Contrat par le Client

Le présent Contrat oblige le Client et ses successeurs et ayants droit à titre universel ou particulier.

Le Client ne pourra transmettre tout ou partie de ses droits et obligations aux termes du Protocole, y compris par voie de transmission universelle de patrimoine, sans en informer au préalable ATAWEY. Le cessionnaire sera alors tenu de reprendre l'ensemble des droits et obligations du Client prévus au présent Contrat.

La cession de tout ou partie du présent Contrat sans en avoir informé au préalable ATAWEY sera réputée nulle.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-12-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Etant précisé qu'en cas d'opération de fusion-scission et d'absorption, le présent Contrat est automatiquement transféré au repreneur qui s'engage à respecter les obligations et engagements du présent Contrat.

11. FORCE MAJEURE

Chaque Partie est en droit de suspendre l'exécution de ses obligations contractuelles lorsque son exécution est gênée ou rendue impossible par un cas de force majeure au sens de l'article 1218 du Code civil.

La Partie qui annonce être empêchée d'exécuter ses obligations en raison d'un cas de force majeure doit notifier à l'autre Partie, dans les plus brefs délais et au plus tard sous dix (10) jours calendaires, la survenance de l'événement, par tous moyens précisés à l'article 16 des présentes Conditions Générales.

Chaque Partie aura la faculté de résilier la convention par notification écrite à l'autre Partie si l'exécution de la convention est suspendue pendant plus de soixante (60) jours en raison d'un événement de force majeure, le point de départ étant constitué par la date de réception de la notification.

12. RESILIATION DU CONTRAT

12.1 Résiliation en cas de manquement d'une Partie à ses obligations contractuelles

En cas de manquement grave et/ou répété de l'une des Parties à l'une des obligations essentielles mises à sa charge par le présent Contrat, l'autre Partie pourra lui adresser une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception d'y remédier sous quinze (15) jours.

S'il n'est pas remédié à ce manquement dans le délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la mise en demeure, la résiliation interviendra de plein droit à l'initiative de l'autre Partie.

La résiliation prendra effet le jour de la réception de la lettre recommandée avec accusé de réception notifiant la résiliation à la Partie défaillante.

12.2Autres cas de résiliation

12.2.1 ATAWEY pourra résilier le Contrat après un préavis de trois (3) mois en justifiant d'un motif légitime.

12.2.2 Le Client pourra résilier le Contrat avant la date d'échéance du Contrat, après un préavis de trois (3) mois, pour un motif légitime.

13. CONFIDENTIALITE

Le Client s'engage à tenir confidentielle, vis-à-vis de tout tiers, toute information fournie par ATAWEY dans le cadre de la préparation ou de l'exécution du Contrat, et plus particulièrement les informations relatives au Prix Client applicable. La présente obligation de confidentialité se poursuit encore deux années après la fin du Contrat, quelle qu'en soit sa cause.

Le Client s'engage envers ATAWEY, à une parfaite exécution de ses obligations de confidentialité, et en conséquence à réparer tout préjudice occasionné à ATAWEY résultant notamment de l'inexécution ou de la mauvaise exécution desdites obligations.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-12-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

14. EVOLUTION DES CONDITIONS GENERALES

Toute modification des Conditions Générales fera l'objet d'une notification au Client par tout moyen quinze (15) jours avant sa date d'entrée en vigueur.

En l'absence d'opposition du Client aux nouvelles Conditions Générales dans un délai quinze (15) jours suivant la notification adressée par ATAWEY, elles seront réputées acceptées et se substitueront de plein droit aux présentes Conditions Générales.

15. CHANGEMENT DE CIRCONSTANCES

Toutes nouvelles dispositions législatives, réglementaires ou tarifaires, applicables au présent Contrat, qui auraient une incidence sur les conditions d'avitaillement d'hydrogène, seront notifiées au Client qui s'engage à les accepter.

16. NOTIFICATIONS

Toute notification devra être faite aux adresses indiquées par les Parties en introduction aux présentes ou à toute autre adresse notifiée par les Parties conformément au présent article.

Pour XXX :
Adresse : XXX
Adresse électronique : XXX

Pour ATAWEY: + adresse
Adresse électronique : contact@
Et en copie à : dimitri.durel@siege27.fr

Les notifications seront valablement effectuées par l'un ou l'autre des moyens suivants : (i) par remise en main propre contre reçu, (ii) par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, (iii) par pli acheminé par Chronopost, FedEx, DHL, TNT, UPS ou tout service équivalent, (iv) par courrier électronique avec accusé de réception. Dans ce dernier cas, l'envoi sera confirmé par un envoi postal adressé le même jour.

17. DROIT APPLICABLE ET REGLEMENT DES LITIGES

La présente Convention est régie par le droit français.

En cas de contestations, litiges ou autres différends sur l'interprétation ou l'exécution du présent Contrat les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans un délai de deux (2) mois à compter de la survenance dudit litige.

A défaut d'accord amiable, tout litige concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution du présent Contrat sera porté devant la juridiction compétente située dans le ressort de la cour d'appel de Rouen.

ATAWEY,
Pour le compte du SIEGE 27,
M. XXXX

Le Client,
XXX

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-12-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

ANNEXE 1 AUX CONDITIONS GENERALES

CONTRAT D'AVITAILLEMENT EN HYDROGENE POUR VEHICULES H2

Réseau de stations hydrogène du SIEGE 27

Le Réseau de stations porté par le SIEGE 27 est le suivant :

- **Station H2 Vieil-Evreux : Rue Maryse Bastié 27930 Le Vieil-Évreux**
- **Station H2 Douains : Avenue du Capitaine Vandière de Vitrac 27120 Douains**
- **Station H2 Val-De-Reuil : Avenue des métiers 27100 Val de Reuil**

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-12-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

CONTRAT D'AVITAILLEMENT EN HYDROGENE POUR VEHICULES H2 ENTRE

ATAWEY (société en charge de l'exploitation des stations à la date de signature)

ET XXX (nom du client)

Le XX/XX/XX (Date à indiquer lors de la signature par le client)

CONDITIONS PARTICULIERES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

L'entreprise ATAWEY, domiciliation + n° inscription au registre du commerce, agissant en qualité de **mandataire pour le compte du SIEGE 27**, représentée par xxxx, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « ATAWEY »

D'une part

ET

XXX, dont le siège social est situé **XXX**, immatriculée au Registre des sociétés de **XXX** sous le numéro **XXX**, représentée par XXX, en qualité de **XXX**, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « XXX » ou « le Client »

D'autre part

ATAWEY, et XXX sont ci-après dénommées individuellement ou collectivement la ou les « **Partie(s)** ».

IL A ETE PREALABLEMENT RAPPELE CE QUI SUIT :

- ATAWEY est une société … (+ présentation de la société mandaté par le SIEGE en charge des stations)
  En 2019, le SIEGE 27 a implanté sur le territoire eurois 3 stations hydrogène dans le cadre du programme Eas-HyMob, le programme Européen de mobilité hydrogène Normand afin de compenser une offre très insuffisante sur le secteur et ainsi contribuer au développement de la filière.
  Le SIEGE 27 est propriétaire des stations hydrogène et en a confié l'exploitation commerciale à la société ATAWEY.

- Le Client a fait connaitre son intérêt à s'avitailler sur l'une ou l'autre des stations H2 euroises.
- Les Parties se sont donc rapprochées afin de conclure un contrat portant sur les conditions d'avitaillement en hydrogène sur le Réseau de stations du SIEGE 27. Le contrat se compose des présentes conditions particulières (I) et des conditions générales (II).

LES PARTIES SE SONT DONC RAPPROCHEES ET ONT CONVENU CE QUI SUIT :

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-12-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

1. DEFINITIONS

Les termes employés dans les présentes avec une majuscule ont le sens défini aux Conditions Générales ou le cas échant aux Conditions Particulières.

2. OBJET

Les présentes Conditions Particulières ont pour objet :

(i) De définir les caractéristiques particulières du contrat d'avitaillement en Hydrogène signé par les Parties,

(ii) De compléter les Conditions Générales du contrat d'avitaillement en Hydrogène signé par les Parties et annexées aux présentes.

3. DUREE DU CONTRAT

Durée du Contrat
Le Contrat est conclu pour la durée du contrat d'exploitation des stations euroises soit jusqu'au xx/xx/xxxx (date de fin du marché conclu entre le SIEGE et la société en charge de la supervision et de l'exploitation des stations : date actuelle du marché conclu avec ATAWEY : 31/12/2024).

Prise d'effet du Contrat
Le Contrat prend effet à compter de la signature du présent Contrat. Dans le cadre du contrat d'avitaillement, le Client s'engage à transmettre à **ATAWEY** une copie du certificat d'immatriculation du ou des véhicules afin que **ATAWEY** puisse lui octroyer un badge d'avitaillement dédié au véhicule.

4. ENGAGEMENTS DU CLIENT

Le signataire communique un volume prévisionnel en hydrogène annuel à ATAWEY à la signature du contrat avec toutes les informations jugées utiles à l'avitaillement (modèle de véhicule, pression d'alimentation et lieu d'avitaillement privilégiés, créneaux horaires souhaités). Le Client ne pourra pas être pénalisé en cas de non-respect de son estimation de Consommation annuelle.

5. PRIX

5.1 Prix de base

Pour chaque avitaillement en hydrogène auprès de l'une des stations du Réseau du SIEGE 27, le Client s'engage à payer à **ATAWEY mandaté par le SIEGE 27**, le prix en vigueur au moment de l'avitaillement et tel que décidé par le comité syndical du SIEGE 27. A titre indicatif, le prix actuellement en vigueur est de XX€ pour un plein à 350 bars et de XX€ pour un plein à 700 bars.

5.2 Révision des Prix

Les Prix sont révisables 2 fois chaque année par délibération expresse de l'organe délibérant du SIEGE 27.

5.3 Taxes et contributions

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-12-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Le Prix Client, indiqué à l'article 5.1 ci-dessus, est un prix indicatif auquel il faut ajouter la TVA et l'ensemble des éventuelles autres taxes en vigueur au moment de l'avitaillement.

6. CONDITIONS D'ACCES AUX STATIONS D'HYDROGENE

Afin d'accéder aux différentes stations d'avitaillement du SIEGE 27, le Client devra être porteur d'un badge associé à un véhicule, remis par ATAWEY, société mandatée à cet effet par le SIEGE 27. Ce badge pourra prendre la forme d'un badge physique ou d'un badge dématérialisé disponible via une application.

En cas de perte ou de vol d'un badge, le Client est invité à prendre immédiatement contact avec ATAWEY par email ou téléphone pour le signaler et désactiver le badge. Un nouveau badge sera alors mis à disposition par ATAWEY dans les meilleurs délais.

Les caractéristiques du badge sont les suivantes :
- Un badge par véhicule,
- Accès 24h/24h 7 jours/7,
- Accès à l'ensemble des stations du Réseau du SIEGE 27,

L'utilisation du badge permettra à ATAWEY de déterminer le nombre et la pression des avitaillements effectués par le Client.

Ce badge est attitré à un véhicule et est non cessible.

ATAWEY ne pourra être tenu pour responsable de l'usurpation d'identité d'un Client qui aurait perdu son badge et facturera au Client toutes consommations liées à un badge lui appartenant.

Le ou les badges devront être restitués à ATAWEY au terme du présent Contrat d'avitaillement.

7. MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

Les modalités de facturation et de paiement des Consommations du Client sont précisées à l'article 7 des Conditions Générales.

Transmission des factures :
Les factures sont envoyées au Client uniquement par courriel à l'adresse suivante : YYYYYY@YYYYYY

OU

Les factures seront déposées sur la plateforme CHORUS PRO pour les clients professionnels avec les données suivantes :
- Numéro de SIRET : YYYYYYYYYYY
- Le code service : YYYYYYY
- Le code engagement : YYYYY.

Règlement des factures :

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-12-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Le règlement des factures sera effectué par prélèvement. A cet effet le Client sera invité à compléter le mandat de prélèvement et à joindre un relevé d'identité bancaire lors de la signature du Contrat d'avitaillement.

OU

Le règlement des factures sera effectué par virement, en rappelant impérativement le numéro de facture concernée, sur le compte bancaire suivant :
FRYYYYYYYYYYYYYYYY. Le Client devra impérativement procéder au règlement de sa facture dans un délai maximum de 30 jours. En cas de dépassement de délai, les dispositions de l'article 7.2 seront appliquées au Client.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-12-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

ANNEXE AUX CONDITIONS PARTICULIERES

CONTRAT D'AVITAILLEMENT EN HYDROGENE POUR VEHICULES H2

CONDITIONS GENERALES

CGV à annexer

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-13-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2024-C-13

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ DE L'EURE

Séance du 1er Juin 2024	**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL**
Convocation : 17 Mai 2024 Nombre de membres : - en exercice 585 - présents 329 Délibération n° : **2024-C-13** Objet : **Adhésions / Retraits de communes à la compétence optionnelle Maintenance de l'Eclairage Public**	L'An DEUX MILLE VINGT QUATRE, le 1ER Juin à 9h30, le comité du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure (SIEGE), légalement convoqué, s'est réuni au Cadran à Evreux sous la présidence de Monsieur Xavier HUBERT. Etaient présents 329 membres formant la majorité des membres en exercice et pouvant valablement délibérer. Monsieur Roger WALLART, délégué de Tournedos Bois Hubert, a été désigné secrétaire de séance.

POUVOIRS

M. DESHAYES Edmond, délégué de la commune de BOISNEY, a donné pouvoir à Mme FREBERT Martine, déléguée de la commune de VALAILLES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PRESLES Gwendoline, déléguée de la commune de BOURNEVILLE STE CROIX, a donné pouvoir à M. CAUCHE Pascal, délégué de la commune de CORMEILLES, pour la représenter lors des délibérations.
M. CITHER Michel, délégué de la commune de BUEIL, a donné pouvoir à Mme LEMONNE Christine, déléguée de la commune de BRETAGNOLLES, pour le représenter lors des délibérations.
M. CAILLET Frédéric, délégué de la commune d'ETREPAGNY, a donné pouvoir à M. MOGLIA Jean Marc, délégué de la commune d'ANDE, pour le représenter lors des délibérations.
M. RIHAL Benoît, délégué de la commune de FARCEAUX, a donné pouvoir à M. HUBERT Xavier, délégué de la commune des BAUX STE CROIX, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PIEDNOEL Frédérique, déléguée de la commune d'HEUDEBOUVILLE, a donné pouvoir à M. JAMMET Eric, délégué de la commune de ST ETIENNE DU VAUVRAY, pour la représenter lors des délibérations.
M. LE DENMAT Christian, délégué de la commune de PACY SUR EURE, a donné pouvoir à M. GARREAU Cyril, délégué de la commune de CROISY SUR EURE, pour le représenter lors des délibérations.
M. HUTIN Alain, délégué de la commune de ST AGNAN DE CERNIERES a donné pouvoir à M. ROULOIS Jean Louis, délégué de la commune de VERNEUSSES, pour le représenter lors des délibérations.
M. LECOEUR Philippe, délégué de la commune de ST VICTOR DE CHRETIENVILLE a donné pouvoir à M. COINDARD Robert, délégué de la commune de PLAINVILLE, pour le représenter lors des délibérations.
M. BEAURAIN Eric, délégué de la commune de LA TRINITE DE REVILLE, a donné pouvoir à M. SPOHR Claude, délégué de la commune de ST PIERRE DE CERNIERES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme DENIZE Florence, déléguée de la commune de ST MARTIN ST FIRMIN, a donné pouvoir à M. BEAUCHE Jean Charles, délégué de la commune de ST ETIENNE L'ALLIER, pour la représenter lors des délibérations.

Exposé des motifs

Conformément aux statuts du syndicat, notamment son article A4b, il convient que l'assemblée délibère afin d'approuver le transfert de compétence optionnelle maintenance de l'éclairage public prononcé par le Conseil Municipal de communes du département de l'Eure à compter du 1er juillet 2024 :

- ST SULPICE DE GRIMBOUVILLE / Délibération du 16 décembre 2022
- MARBEUF / Délibération du 19 décembre 2023

Délibération

Après délibération, le Comité Syndical autorise le transfert de compétence optionnelle en matière de maintenance de l'éclairage public des communes figurant dans la liste ci-dessus.

Délibération adoptée à l'unanimité.

Pour extrait conforme,

Le Président, Xavier HUBERT	Le secrétaire de séance, Roger WALLART
	

Commune de MARBEUF

DEPARTEMENT de l'EURE - Arrondissement de Bernay
Canton de Le Neubourg

Envoyé en préfecture le 06/02/2024
Reçu en préfecture le 06/02/2024
Publié le
ID : 027-212703896-20231219-23038SIEGEMEP-DE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-13-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

MAIRIE DE MARBEUF 27110 (EURE)

EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

Le 19 décembre 2023 *à 19h00, le Conseil Municipal, régulièrement convoqué s'est réuni dans la salle de réunion de la Mairie, en séance publique, sous la présidence de Monsieur Bertrand CARPENTIER, Maire.*

Présents : *Bertrand CARPENTIER, Mélanie CHOPIN, Romain DUTHOIT, Lilian GAUTIER, Thierry HUMEAU, Xavier LECHALLARD, Ophélie LESUEUR, Thierry RAMIER, Pascal VANHEULE.*

Absents excusés : *Michaël CAUVIN (pouvoir à X. LECHALLARD), Thomas GAILLARD.*

Absents : /

Secrétaire de séance : *Romain DUTHOIT.*

Date de convocation :	*12/12/23*	***Date d'affichage*** :	*12/12/23*
Nombre de Conseillers :	*en exercice : 11*	*présents : 9*	*votants : 10.*

n ° 23/038 : SIEGE – Compétence maintenance éclairage public

Vu les statuts du SIEGE, arrêtés par Monsieur le Préfet en date du 14 novembre 2005,

Vu la délibération du comité syndical du 28 novembre 2015 définissant les conditions techniques, administratives et financières d'exercice de la compétence optionnelle de l'éclairage public, en application du paragraphe b de l'article 4 des statuts sus visés, et arrêtant la date d'effet au 1er juillet 2007,

Conformément aux articles L.5211-5, L.5211-18 et L.1321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Monsieur le Maire expose que, par délibération antérieure, la commune a transféré au SIEGE la compétence relative aux travaux neufs d'éclairage public – investissement, en application du paragraphe a) de l'art.4 des statuts du SIEGE.

Les conditions d'exercice de la maintenance ayant été définies par le SIEGE, Monsieur le Maire propose à l'assemblée de solliciter le transfert total, investissement et fonctionnement, de la compétence éclairage public.

Niveaux 1 et 2 :

Compte tenu des besoins et de l'environnement de la commune, Monsieur le Maire propose de retenir le niveau 1, avec une contribution annuelle fixée à 25€ TTC par point lumineux et par armoire et une provision de 5€TTC pour les réparations des dommages.

Au vu des propositions de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal décide de :

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-13-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

- solliciter le transfert total de la compétence éclairage public - investissement et maintenance - au SIEGE
- retenir le niveau 1 pour la maintenance
- autorise le Maire à signer la convention de mise à disposition du SIEGE du réseau d'éclairage public existant.

↳ **Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, accepte à l'unanimité.**

Ainsi délibéré en Mairie, les jour, mois et an ci-dessus,
Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,
Bertrand CARPENTIER

MAIRIE DE MARBEUF

Envoyé en préfecture le 06/02/2024
Reçu en préfecture le 06/02/2024
Publié le
ID : 027-212703896-20231219-23038SIEGEMEP-DE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
027-212706048-20221216-D2022-38-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/02/2023
Affichage : 23/12/2022

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-13-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

REPUBLIQUE FRANCAISE
- Département de l'Eure - Arrondissement de Bernay - Canton de Beuzeville -

Extrait du registre des Délibérations du Conseil Municipal
de la Commune de Saint-Sulpice de Grimbouville

Séance du 16 décembre 2022

Nombre de membres en exercice :	11
Nombre de présents :	6
Nombre de pouvoirs :	0
Nombre de votants :	6

L'an deux mille vingt-deux, le seize du mois de décembre à dix-huit heures trente minutes, en application des articles L.2121-7 et L.2122-8 du code général des collectivités territoriales (CGCT), s'est réuni, à la mairie, le conseil municipal de la commune de Saint-Sulpice de Grimbouville,

Etaient présents les conseillers municipaux suivants :

GESBERT Alain	VAUGON Laurent
CARRÉ Patrice	DIEULLE Julien
KITTS Lionel	LEMARCHAND Carole

Absents excusés :

DUHAMEL Olivier	DUHAMEL Agnès
DAGRY Julien	LACCHIN Esteban
BOISBUNON Isabelle	

Secrétaire : M. Patrice CARRÉ

Délibération n° 2022-38-transfert de compétence de l'éclairage public au SIEGE

Vu les statuts du SIEGE, arrêtés par Monsieur le Préfet en date du 14 novembre 2005,

Vu la délibération du Comité Syndical du 28 novembre 2015 définissant les conditions techniques, administratives et financières d'exercice de la compétence optionnelle de l'éclairage public, en application du paragraphe b de l'article 4 des statuts susvisés, et arrêtant la date d'effet au 1er juillet 2007,

Conformément aux articles L.5211-5, L.5211-18, L.1321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Monsieur le Maire expose que, par délibération antérieure, la commune a transféré au SIEGE la compétence relative aux travaux neufs d'éclairage public – investissement, en application du paragraphe a) de l'article 4 des statuts du SIEGE.

Les conditions d'exercice de la maintenance ayant été définies par le SIEGE, Monsieur le Maire propose à l'assemblée de solliciter le transfert total, investissement et fonctionnement, de la compétence éclairage public.

Niveaux 1 et 2 :

Compte tenu des besoins et de l'environnement de la commune, Monsieur le Maire propose de retenir le niveau 1 avec une contribution annuelle fixée à 25 € TTC (34 € TTC niveau 2) par point lumineux et par armoire et une provision de 5 € TTC (10 €TTC) pour les réparations des dommages.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
027-212706048-20221216-D2022-38-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/02/2023
Affichage : 23/12/2022

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-13-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Au vu des propositions de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal décide de

- Solliciter le transfert total de la compétence éclairage public – investissement et maintenance – au SIEGE
- Retenir le niveau 1 pour la maintenance
- Autorise le Maire à signer la convention de mise à disposition du SIEGE du réseau d'éclairage public existant.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an ci-dessus.
Pour extrait certifié conforme
Le Maire
Alain GESBERT

MAIRIE DE ST SULPICE DE GRIMBOUVILLE
EURE

Cyril

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-13-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Convention de mise à disposition du SIEGE des biens d'éclairage public :

Entre

Le Syndical Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure, représenté par son président, Mr Xavier HUBERT, dûment habilité par délibération du comité syndical du 18 juillet 2020, ci-après désigné le SIEGE

D'une part

Et

La commune de **St Sulpice de Grimbouville**, représentée par son maire, **Alain GESBERT,** dûment habilité par délibération du conseil municipal en date du 16/12/2022 ci-après désignée par les termes « la commune »

D'autre part

Expose

Considérant la nécessaire mise à disposition des biens mobiliers et immobiliers pour l'exercice de la compétence éclairage public transférée au SIEGE;

Considérant que le SIEGE bénéficiaire de la mise à disposition assume l'ensemble des droits et obligations du propriétaire, à l'exception du droit d'aliénation;

Il est convenu et arrêté ce qui suit.

Dispositions patrimoniales

Article 1 – Mise à disposition des équipements existants

La commune met à disposition du SIEGE, l'ensemble des ouvrages d'éclairage public de la commune à savoir :

- Les sources lumineuses,
- Les luminaires,
- L'équipement électrique des foyers lumineux,
- Les supports propres à l'éclairage public,
- Les réseaux d'alimentation des foyers lumineux souterrains ou aériens, conducteurs indépendants du réseau de distribution public,
- L'appareillage de commande,
- Les dispositifs de protection,
- Les bornes d'alimentation de réseaux annexes (prises pour illuminations).

L'inventaire physique et patrimonial des biens mis à disposition, proposé par le SIEGE dans les 18 mois après le transfert effectif, fera l'objet d'un état contradictoire entre les deux parties.

Conséquences de la mise à disposition

Article 2 – Exercice des actions en responsabilités biennale et décennale

La commune exerce toutes les actions et responsabilités découlant de l'application des articles 1792 et 2270 du Code civil, relatives à la responsabilité décennale, ainsi que les actions et responsabilités relative à la garantie biennale, au 16/12/2022 pour les biens tels qu'ils apparaissent à l'article premier.

Article 3 – Assurances

L'assurance des biens mis à disposition ne relève plus de la commune dès le 1/07/2023 pour les biens figurant à l'article premier.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-13-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article 4 – Contentieux

Les contentieux en cours à la date du transfert seront poursuivis par la commune.

Dispositions financières

Les biens considérés sont mis à disposition du SIEGE gratuitement par la commune.

Article 5 – Charge de la dette et différé d'amortissement

La commune continue d'assurer le remboursement du capital et le paiement des intérêts des emprunts ou quotes-parts d'emprunts contractés pour financer la construction des biens mis à disposition ainsi que le remboursement des avances consenties au titre du différé d'amortissement sur ces mêmes emprunts ou quotes-parts d'emprunts.

Article 6 – Participations communales dues au SIEGE

Les participations communales relatives aux biens mis à disposition construits par le SIEGE, mandataire de la commune, continuent à être honorées par la commune conformément aux engagements réciproques.

Dispositions diverses

Article 7 – Dossier afférents aux équipements transférés

Les dossiers suivants quant ils existent, seront remis par la commune, au SIEGE, et un procès verbal de la remise des pièces composants lesdits dossiers sera établi.
Ces dossiers comportent :

- la base de données générale,
- le plan du patrimoine éclairage public,
- les plans des installations,
- le contrat de maintenance en vigueur,
- les plans et descriptifs des ouvrages construits par des tiers et intégrés au réseau communal d'éclairage public.

Durée – litiges

Article 8 – Durée

La présente convention prend effet à compter du 01/07/2023 et pour la durée de l'adhésion de la commune à la compétence optionnelle Eclairage Public.

Les conditions de transfert et de reprise de cette compétence sont fixées aux articles 3 et 7 des statuts du SIEGE, conformément aux articles L.5211-17 et L.5211-25 du Code Général des Collectivités Territoriales et des conditions techniques, administratives et financières d'exercice de la compétence éclairage public adoptées par le comité syndical du 28 novembre 2015.

Article 9 – Litiges

Pour toute difficulté d'application de la présente convention en cas de litiges, la commune et le SIEGE conviennent de saisir le représentant de l'état dans le département avant tout recours contentieux.

Fait à St Sulpice de Grimbaudet **, le** 28 juin 2024

Mr / Mme Alain Gasbarb
Maire de
St Sulpice de Grimbaudet

Mr Xavier HUBERT
Président du SIEGE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-14-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

2024-C-14

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ DE L'EURE

Séance du 1er Juin 2024	**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL**
Convocation : 17 Mai 2024 Nombre de membres : - en exercice 585 - présents 329 Délibération n° : **2024-C-14** Objet : **Biomasse Normandie Convention de participation financière au programme régional de développement des chaufferies bois 2024-2026**	L'An DEUX MILLE VINGT QUATRE, le 1ER Juin à 9h30, le comité du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure (SIEGE), légalement convoqué, s'est réuni au Cadran à Evreux sous la présidence de Monsieur Xavier HUBERT. Etaient présents 329 membres formant la majorité des membres en exercice et pouvant valablement délibérer. Monsieur Roger WALLART, délégué de Tournedos Bois Hubert, a été désigné secrétaire de séance.

POUVOIRS

M. DESHAYES Edmond, délégué de la commune de BOISNEY, a donné pouvoir à Mme FREBERT Martine, déléguée de la commune de VALAILLES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PRESLES Gwendoline, déléguée de la commune de BOURNEVILLE STE CROIX, a donné pouvoir à M. CAUCHE Pascal, délégué de la commune de CORMEILLES, pour la représenter lors des délibérations.
M. CITHER Michel, délégué de la commune de BUEIL, a donné pouvoir à Mme LEMONNE Christine, déléguée de la commune de BRETAGNOLLES, pour le représenter lors des délibérations.
M. CAILLET Frédéric, délégué de la commune d'ETREPAGNY, a donné pouvoir à M. MOGLIA Jean Marc, délégué de la commune d'ANDE, pour le représenter lors des délibérations.
M. RIHAL Benoît, délégué de la commune de FARCEAUX, a donné pouvoir à M. HUBERT Xavier, délégué de la commune des BAUX STE CROIX, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PIEDNOEL Frédérique, déléguée de la commune d'HEUDEBOUVILLE, a donné pouvoir à M. JAMMET Eric, délégué de la commune de ST ETIENNE DU VAUVRAY, pour la représenter lors des délibérations.
M. LE DENMAT Christian, délégué de la commune de PACY SUR EURE, a donné pouvoir à M. GARREAU Cyril, délégué de la commune de CROISY SUR EURE, pour le représenter lors des délibérations.
M. HUTIN Alain, délégué de la commune de ST AGNAN DE CERNIERES a donné pouvoir à M. ROULOIS Jean Louis, délégué de la commune de VERNEUSSES, pour le représenter lors des délibérations.
M. LECOEUR Philippe, délégué de la commune de ST VICTOR DE CHRETIENVILLE a donné pouvoir à M. COINDARD Robert, délégué de la commune de PLAINVILLE, pour le représenter lors des délibérations.
M. BEAURAIN Eric, délégué de la commune de LA TRINITE DE REVILLE, a donné pouvoir à M. SPOHR Claude, délégué de la commune de ST PIERRE DE CERNIERES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme DENIZE Florence, déléguée de la commune de ST MARTIN ST FIRMIN, a donné pouvoir à M. BEAUCHE Jean Charles, délégué de la commune de ST ETIENNE L'ALLIER, pour la représenter lors des délibérations.

Exposé des motifs

Biomasse Normandie est une association « Loi 1901 » créée en 1983 qui assure essentiellement des programmes d'intérêt général sur le bois-énergie, la gestion des déchets et la maîtrise de l'énergie.
Au titre du Bois-énergie, ses missions visent à développer la filière par un accompagnement des acteurs publics et privés dans la mise en place de projets de chaufferies collectives et industrielles au bois et en favorisant une structuration cohérente de leur approvisionnement.

Ainsi, depuis plusieurs années, l'association anime et coordonne le programme de développement des chaufferies collectives au bois sur la Normandie avec le soutien financier de la Région et de l'ADEME Normandie.

De leur côté, les syndicats d'énergies normands s'inscrivent dans un dispositif d'accompagnement technique et financier en termes de bois-énergie aux bénéfices des collectivités.

Ainsi, Biomasse Normandie propose de leur apporter un accompagnement individualisé d'une part (suivi et conduite des projets bois-énergie, participation à des réunions spécifique : CCPE, EPCI, …), et une animation transversale d'autre part (animation des réunions rassemblant les acteurs de la filière, conduite de réflexions transversales, …).

Pour bénéficier de cet accompagnement Biomasse Normandie sollicite les syndicats d'énergie normands pour un soutien financier de 15 000€ chacun au titre du programme de développement des chaufferies collectives au bois 2024-2026.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-14-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

Le SIEGE 27 participe financièrement à ces programmes triennaux depuis celui de 2018 et il apparaît important pour le SIEGE 27 de poursuivre cette collaboration ayant permis jusqu'à présent de bénéficier d'un appui de qualité dans la mise en œuvre de son accompagnement au profit des collectivités en matière de bois-énergie.

Pour 2024-2026, le plan de financement envisagé est ainsi le suivant :

Financeurs	**En euros**	**En pourcentage**
ADEME	315 216 €	49%
Région	125 000 €	19%
Syndicats d'énergies normands	75 000 €	12%
Autofinancement	128 804 €	20%
Total	**644 020 €**	**100%**

La contribution financière du SIEGE s'élèverait donc à 15 000€, soit 5 000€/an, montant identique au programme précédent.

Biomasse Normandie propose d'acter cette participation financière du SIEGE au programme 2024-2026 dans une convention annexée à la présente.

Délibération

Après délibération, le Comité Syndical décide d'autoriser le Président à signer la convention de financement et de partenariat avec Biomasse Normandie relative au programme d'animation 2024-2026 de la filière bois énergie en Normandie susmentionnée.

Délibération adoptée à l'unanimité.
Pour extrait conforme,

Le Président, Xavier HUBERT	Le secrétaire de séance, Roger WALLART

Comité Syndical du 01/06/2024
2024-C-14 ANNEXE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-14-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

Programme d'animation de la filière bois-énergie en Normandie - PBEN 2024-2026

Convention de financement et de partenariat

janvier 2024

P2023-021- Version n° 1.0

18 rue d'Armor - 14000 Caen - Tél. : 02 31 34 24 88
www.biomasse-normandie.org - info@biomasse-normandie.org
SIRET : 383 743 317 00034

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-14-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

Programme d'animation de la filière bois-énergie en Normandie - PBEN 2024-2026			
SIEGE 27			
P2023-021	**Rédacteur**	**Validation**	**Envoi**
Nom	Paul ANTOINE	Marie GUILET	Paul ANTOINE
Date	21/12/2023	15/01/2024	15/01/2024

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-14-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

SOMMAIRE

1. Signataires de la convention....1
2. Contenu de la convention....2
2.1 Contexte....2
2.2 Engagements de Biomasse Normandie....3
2.2.1 Une contribution à l'animation territoriale....3
2.2.2 Un accompagnement à la carte pour le SDE 76....3
2.3 Engagement du SDE 76....5
2.4 Référents de la convention....5
3. Durée de la convention....5
4. Coût total et financement de l'opération....6
5. Échéancier de paiement....7
6. ANNEXE....8

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-14-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

1. Signataires de la convention

La convention de financement est passée :

Entre

- **Le SIEGE 27**,
  représenté par Xavier HUBERT, Président
  12 rue Concorde
  ZAC du Long Buisson
  27930 GUICHAINVILLE
  N° SIRET : 252 701 974 00021

Et

- **L'Association Régionale Biomasse Normandie**,
  représentée par Marie GUILET, Directrice
  18 rue d'Armor - 14000 CAEN
  N° SIRET : 383 743 317 00034

Entre les parties, il est convenu ce qui suit :

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-14-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

2. Contenu de la convention

2.1 Contexte

La présente convention se rattache au programme d'animation de la filière bois-énergie sur le territoire normand (Programme Bois-énergie Normandie) sur la période de trois ans 2024 - 2026. Ce programme, proposé par Biomasse Normandie et la Fédération des CUMA Normandie Ouest (pour le volet agricole), soutenu financièrement par l'ADEME, la Région Normandie et l'Europe, poursuit trois principaux objectifs :

- Structurer durablement l'approvisionnement en combustibles bois sur le territoire.
- Développer des projets de chaufferies bois dans le secteur collectif et en milieu agricole.
- Suivre les chaufferies bois en fonctionnement.

Depuis quelques années, les syndicats départementaux d'énergie (regroupés au sein du TEN) ont souhaité donner des orientations complémentaires à leurs métiers d'origine et ont progressivement inscrit le développement du bois-énergie dans le champ de leurs compétences. L'objectif visé par les syndicats est de mettre en œuvre des projets de chaufferies bois associées ou non à des réseaux de chaleur et contribuer ainsi à accélérer le développement de ces installations, notamment en zones rurales, moins pourvues en ingénierie de projet et plus contraintes en termes de financement de chaufferies bois et de réseaux de distribution associés.

Les syndicats normands ont été intégrés en 2018 dans le réseau des acteurs de l'animation, avec des conventionnements réalisés entre chaque syndicat et Biomasse Normandie. Les actions menées conjointement ont permis aux syndicats d'énergie de s'organiser en interne, d'acquérir des éléments de connaissance sur la filière bois-énergie et sur la conduite des projets et, pour certains d'entre eux, de réaliser les premières installations.

Dans le cadre de ce programme Bois-énergie Normandie 2024 - 2026, établi avec les partenaires techniques (FCUMA) et financiers (ADEME et Région) et dont le contenu figure en annexe de la présente convention, **Biomasse Normandie et les syndicats d'énergie regroupés au sein du Territoire d'Énergie Normandie (TEN), s'entendent pour poursuivre la mutualisation de leurs efforts en faveur du développement des projets de production de chaleur renouvelable au bois**.

La présente convention détaille les actions et les engagements conjoints du SIEGE 27 et de Biomasse Normandie pour contribuer à l'atteinte des objectifs fixés par le programme de développement des chaufferies bois.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-14-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

2.2 Engagements de Biomasse Normandie

Dans le cadre de cette convention, l'accompagnement de Biomasse Normandie se déclinera en deux volets.

2.2.1 Une contribution à l'animation territoriale

Les actions de ce volet concernent les 5 syndicats normands et comprendront notamment :

- **L'intégration, dans le fonctionnement du réseau, des acteurs de la filière bois-énergie** : une feuille de route visant à la mise en place d'une nouvelle gouvernance du PBEN a été élaborée en 2023 et a conduit à la définition de trois instances : un Comité d'Orientation Stratégique (COS), un Comité de Pilotage (COPIL) et un Comité Technique (COTECH). Les syndicats d'énergie (TEN) participeront régulièrement aux COS et aux COTECH organisés par Biomasse Normandie et la Fédérations des CUMA de Normandie, dans le cadre du volet général de l'animation du Programme Bois-énergie.
- **La mise en place d'un réseau des animateurs bois-énergie normands**, visant à échanger sur les bonnes pratiques, à partager des documents utiles aux Syndicats (cahiers des charges pour l'approvisionnement des chaufferies ou leur exploitation/maintenance, règlements de service, polices d'abonnements, …) et à l'organisation de réunions de travail autour de thématiques transversales à la demande des Syndicats d'énergie.

Ces suggestions ne sont, ni exhaustives, ni définitives et pourront être ajustées en fonction des besoins et des souhaits des syndicats.

2.2.2 Un accompagnement à la carte pour le SIEGE 27

Biomasse Normandie accompagnera le SIEGE 27 dans sa stratégie de développement des énergies renouvelables thermiques, notamment du bois-énergie, et s'adaptera aux besoins du Syndicat d'énergie.

Cette formule « à la carte » a pour objectif de répondre aux besoins propres des Syndicats en matière d'animation territoriale, de montée en compétence des équipes, de soutien à la réalisation d'études qui, d'un Syndicat d'énergie à l'autre, dépendent de sa stratégie et de la maturité de la filière au niveau départemental.

La proposition de Biomasse Normandie consiste donc à **mettre à disposition l'équipe du pôle Énergie dans la limite de 14 jours par an** et dans le but d'assister le Syndicat d'énergie. Ces actions seront définies et priorisées par le Syndicat au début de chaque année. Ces actions se doivent d'être en cohérence avec ce que l'on attend d'un programme d'intérêt général et n'ont pas vocation à se substituer à des missions entrant sur le champ concurrentiel (exemple des études de faisabilité ou de missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-14-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

Des propositions d'actions non exhaustives sont listées ci-après.

- **Accompagnement à la montée en compétence technique du Syndicat**

  Biomasse Normandie interviendra auprès des équipes du Syndicat pour enrichir leur connaissance de la filière bois-énergie et contribuer à leur montée en compétence technique dans la réalisation d'études et dans leurs interventions auprès des Collectivités.

Tableau 1 : Les actions relatives au développement de projets

Étapes du suivi des projets	Actions à mener
Prospection/identification de projets	Échanges/conseil pour le cadrage de projets Études de cadrage de projets de RC
Études d'opportunité et suivi de projets	Cas général de délégation de MO pour réaliser les chaufferies (ou réseaux techniques) : réalisation d'études d'opportunité ou relecture/analyse/conseil dans le cadre de la réalisation des approches technico-économiques + soutien pour passage en phase opérationnelle Cas particulier des RC/ventes de chaleur : réalisation de la note d'opportunité, le cas échéant, accompagnement dans le relationnel avec la collectivité, les futurs abonnés et les financeurs
Accompagnement dans les phases opérationnelles de réalisation	Accompagnement/conseils dans les phases de consultations (maîtrise d'œuvre, contrat fourniture combustibles, exploitation…) Cas particulier des réseaux de chaleur (avec vente d'énergie) : accompagnement dans la définition du tarif de vente de la chaleur (établissement d'un compte d'exploitation prévisionnel) et à la rédaction des documents contractuels (règlement de service, police d'abonnement)
Accompagnement dans le suivi des chaufferies en fonctionnement	Concertation/conseils/visite technique en cas de problème de fonctionnement sur une chaufferie bois ou sur des questions relatives à l'approvisionnement
Accompagnement à la définition d'un CCR	Accompagnement à l'identification des cibles prioritaires à intégrer dans un Contrat Chaleur Renouvelable (en lien avec les CCR déjà actifs sur le territoire) et des objectifs de production EnR sur le volet bois-énergie

Biomasse Normandie pourra également **organiser des sessions de formation** auprès des équipes du Syndicat sur des points techniques spécifiques ou à destination des nouveaux salariés.

- **Soutien et aide à la sensibilisation et à la communication aux enjeux de la filière bois-énergie**

  Biomasse Normandie pourra **participer à des réunions avec les élus du Syndicat** (comité syndical, commission consultative paritaire) pour présenter la filière bois-énergie ou **intervenir en soutien auprès des élus des Collectivités** porteuses de projets.

  Biomasse Normandie pourra **organiser des évènements à destination des Collectivités du territoire : visites de terrain** (chaufferies, chantiers d'exploitation forestière ou bocagère, visites en forêt avec les gestionnaires, …), **demi-journée en salle autour des enjeux de la filière bois-énergie**, …

  Biomasse Normandie pourra produire, à l'issue de chaque année, **une fiche bilan annuelle avec les principaux indicateurs d'avancement de la filière bois-énergie dans le Département.**

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-14-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

2.3 Engagement du SIEGE 27

Dans le cadre de cette convention, le SIEGE 27 s'engage à :

- **Financer une partie des actions du programme de développement de chaufferies collectives au bois** : l'intervention de Biomasse Normandie, telle que précisée précédemment, est financée en partie par les différents syndicats d'énergie conformément au plan de financement présenté en partie 4 de la présente convention.

- **Transmettre les données concernant les projets** dont ils auraient connaissance pour assurer la complétude des informations compilées par Biomasse Normandie et transmettre gratuitement les données fournies par Biomasse Normandie aux Collectivités des territoires.

- **Faciliter l'émergence de projets et de dynamiques collectives autour du bois** : dans le cadre de ses compétences et missions, le Syndicat contribuera à l'identification et à l'émergence de projets bois (ex : organisation de visite, accompagnement des PCAET, diagnostics énergie intercommunaux, réalisation de notes d'opportunité ou portage d'études de faisabilité confiées à un prestataire, etc…).

- **Assurer le suivi des études commanditées par le Syndicat** (qu'elles soient assurées en interne ou externalisées *via* un marché) et porter l'accompagnement auprès des collectivités pour aider à la concrétisation des projets bois.

2.4 Référents de la convention

Le suivi de cette convention sera assuré par les référent(e)s définis ci-après :

- Pour le SIEGE 27 : Mathilde GIRARD, Responsable du service Transition énergétique.
- Pour Biomasse Normandie : Paul ANTOINE, Responsable du Pôle Bois-énergie.

Dans le cas d'un changement de référent, l'information sera transmise par l'une ou l'autre des structures, afin de modifier ce point de la convention.

3. Durée de la convention

La réalisation des actions prévues dans cette convention, rattachée au Programme Bois-énergie Normandie (PBEN) 2024-2026, **se déroulera du 15 janvier 2024 au 31 décembre 2026.**

La présente convention est conclue sur la période de réalisation du PBEN 2024-2026 indiquée ci-avant, plus 6 mois à compter de la date de sa notification, pour permettre la remise du rapport final présentant le bilan des actions menées et des opérations réalisées et le paiement du solde avant cette échéance, après approbation du rapport final.

Le SIEGE 27 sera étroitement associé au déroulement du programme aux côtés des autres financeurs, qui sont la Région et l'ADEME, et en étant destinataires d'une partie des livrables liés à la réalisation du programme régional (rapport annuel).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-14-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

4. Coût total et financement de l'opération

Le montant global pour la mise en place et l'animation du programme 2024-2026 est de 996 547,00 €, dont 644 020,00 € pour Biomasse Normandie : frais de personnel (499 000,00 €), charges de structures (97 000,00 €) et dépenses externes de formation, communication, animation (48 020,00 €).

Le plan de financement prévisionnel proposé ci-dessous s'appuie sur :

- Les conditions d'attribution des aides de la Région Normandie.
- Les conditions d'attribution des aides du dispositif ADEME en vigueur au moment de la présente demande.
- Un financement tiers à mobiliser auprès des syndicats d'énergie (5 000,00 €/syndicat et par an, soit 75 000,00 € sur les 3 ans pour l'ensemble des syndicats).
- Un autofinancement de Biomasse Normandie à hauteur de 20 % du montant des dépenses (y compris dépenses externes).

Le détail par an et par structure est indiqué ci-dessous.

Tableau 2 : **Plan de financement prévisionnel sur la période 2024 - 2026**
Volet Biomasse Normandie

Financement	En euros
ADEME	315 216,00
Région	125 000,00
Syndicats d'énergie	75 000,00
Autofinancement	128 804,00
Total	644 020,00

La contribution financière au programme par le SIEGE 27 s'élève à 15 000,00 euros sur la durée du programme, soit 5 000,00 €/an.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-14-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

5. Échéancier de paiement

L'échéancier des paiements pourra être le suivant : un versement annuel de 5 000,00 € à la fin de chaque année civile, sauf pour la dernière année 2026 (à la remise du rapport final), soit :

- Versement 1 : décembre 2024 : 5 000,00 €.
- Versement 2 : décembre 2025 : 5 000,00 €.
- Solde : remise du rapport final du programme (1er semestre 2027) : 5 000,00 €.

Ces montants sont facturés par l'Association Régionale Biomasse Normandie et sont versés sur le compte bancaire dont les références figurent ci-après :

Compte ouvert au **Crédit coopératif - Caen (14)**
Nom du compte : **Association Régionale Biomasse Normandie (ARBN)**
IBAN : FR76 4255 9100 0008 0138 2495 043 - **BIC** : CCOPFRPPXXX

Fait à Caen,
Le 15 janvier 2024

Pour le SIEGE 27,
Xavier HUBERT,
Président

Pour Biomasse Normandie,
Marie GUILET
Directrice



Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-14-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

6. ANNEXE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

2024-C-15

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ DE L'EURE

Séance du 1er Juin 2024	**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL**
Convocation : 17 Mai 2024 Nombre de membres : - en exercice 585 - présents 329 Délibération n° : **2024-C-15** Objet : **Biomasse Normandie Convention de participation financière au programme régional de développement d'unités de méthanisation 2024-2026**	L'An DEUX MILLE VINGT QUATRE, le 1ER Juin à 9h30, le comité du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure (SIEGE), légalement convoqué, s'est réuni au Cadran à Evreux sous la présidence de Monsieur Xavier HUBERT. Etaient présents 329 membres formant la majorité des membres en exercice et pouvant valablement délibérer. Monsieur Roger WALLART, délégué de Tournedos Bois Hubert, a été désigné secrétaire de séance.

POUVOIRS

M. DESHAYES Edmond, délégué de la commune de BOISNEY, a donné pouvoir à Mme FREBERT Martine, déléguée de la commune de VALAILLES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PRESLES Gwendoline, déléguée de la commune de BOURNEVILLE STE CROIX, a donné pouvoir à M. CAUCHE Pascal, délégué de la commune de CORMEILLES, pour la représenter lors des délibérations.
M. CITHER Michel, délégué de la commune de BUEIL, a donné pouvoir à Mme LEMONNE Christine, déléguée de la commune de BRETAGNOLLES, pour le représenter lors des délibérations.
M. CAILLET Frédéric, délégué de la commune d'ETREPAGNY, a donné pouvoir à M. MOGLIA Jean Marc, délégué de la commune d'ANDE, pour le représenter lors des délibérations.
M. RIHAL Benoît, délégué de la commune de FARCEAUX, a donné pouvoir à M. HUBERT Xavier, délégué de la commune des BAUX STE CROIX, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PIEDNOEL Frédérique, déléguée de la commune d'HEUDEBOUVILLE, a donné pouvoir à M. JAMMET Eric, délégué de la commune de ST ETIENNE DU VAUVRAY, pour la représenter lors des délibérations.
M. LE DENMAT Christian, délégué de la commune de PACY SUR EURE, a donné pouvoir à M. GARREAU Cyril, délégué de la commune de CROISY SUR EURE, pour le représenter lors des délibérations.
M. HUTIN Alain, délégué de la commune de ST AGNAN DE CERNIERES a donné pouvoir à M. ROULOIS Jean Louis, délégué de la commune de VERNEUSSES, pour le représenter lors des délibérations.
M. LECOEUR Philippe, délégué de la commune de ST VICTOR DE CHRETIENVILLE a donné pouvoir à M. COINDARD Robert, délégué de la commune de PLAINVILLE, pour le représenter lors des délibérations.
M. BEAURAIN Eric, délégué de la commune de LA TRINITE DE REVILLE, a donné pouvoir à M. SPOHR Claude, délégué de la commune de ST PIERRE DE CERNIERES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme DENIZE Florence, déléguée de la commune de ST MARTIN ST FIRMIN, a donné pouvoir à M. BEAUCHE Jean Charles, délégué de la commune de ST ETIENNE L'ALLIER, pour la représenter lors des délibérations.

Exposé des motifs

Le Plan Métha'Normandie a été lancé en 2018 sous l'impulsion de la Région et de l'ADEME Normandie, en partenariat avec Biomasse Normandie et la Chambre Régionale d'Agriculture de Normandie. Ce programme d'animation a pour objectif de faire émerger les projets et de fédérer les acteurs de la filière afin d'accompagner le développement de la méthanisation en Normandie. Le programme s'est ainsi doté d'une gouvernance élargie (comité stratégique) réunissant la Région, l'ADEME, les syndicats d'énergie normands, les services de l'Etat, la Chambre d'agriculture, Biomasse Normandie et le gestionnaire de réseaux GRDF. Un comité technique réunit par ailleurs les techniciens de ces mêmes entités.

Dans la continuité du programme d'animation triennal 2021-2023, il est proposé un nouveau programme 2024-2026 permettant de poursuivre la structuration de la filière pour assurer son acceptabilité et répondre aux enjeux des territoires, notamment au regard du droit à l'injection mais également de poursuivre la dynamique en ciblant de nouveaux porteurs de projets et en étant attentif aux évolutions, notamment technologiques et réglementaires.

Les syndicats d'énergie normands ont été à nouveau sollicités par Biomasse Normandie pour une participation financière à ce programme.
Le plan de financement envisagé est ainsi le suivant :

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

Financeurs	En euros	En pourcentage
ADEME	95 220€	31%
Région	115 030€	38%
Syndicats d'énergies normands	33 750€	11%
Autofinancement	61 000€	20%
Total	**305 000€**	**100%**

La contribution financière du SIEGE s'élèverait donc à 6 750€, soit 2 250€/an (+ 250€/an par rapport au programme précédent).

Biomasse Normandie propose d'acter cette participation financière du SIEGE au programme 2024-2026 dans une convention annexée à la présente.

Délibération

Après délibération, le Comité Syndical décide d'autoriser le Président à signer la convention de financement et de partenariat avec Biomasse Normandie relative au programme d'animation 2024-2026 de la filière méthanisation en Normandie susmentionnée.

Délibération adoptée à l'unanimité.
Pour extrait conforme,

Le Président, Xavier HUBERT	Le secrétaire de séance, Roger WALLART

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

Programme d'animation de la filière méthanisation en Normandie - Métha'Normandie 2024-2026

Convention de financement et de partenariat

novembre 2023

P2023-017_C - Version n° 1.0

18 rue d'Armor - 14000 Caen - Tél. : 02 31 34 24 88
www.biomasse-normandie.org - info@biomasse-normandie.org
SIRET : 383 743 317 00034

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

Programme d'animation de la filière méthanisation en Normandie - Métha'Normandie 2024-2026			
SIEGE 27			
P2023-017_C	**Rédacteur**	**Validation**	**Envoi**
Nom	Marie GUILET	Marie GUILET	Marie GUILET
Date	15/11/2023	21/11/2023	21/11/2023

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

SOMMAIRE

1. Signataires 1

2. Contenu 1

2.1 Contexte 1

2.2 Contexte 2

2.2.1 Objectifs 2

2.2.2 Résultats attendus 2024-2026 3

2.3 Engagement de Biomasse Normandie 4

2.4 Engagement du SIEGE 27 5

2.5 Référents de la convention 5

3. Durée de la convention 6

4. Coût total et financement de l'opération 6

5. Échéancier de paiement 7

6. Annexe : proposition Métha'Normandie 2024-2026 8

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

1. Signataires

La convention de financement est passée :

Entre

- **Le SIEGE 27**,
  représenté par Xavier HUBERT, Président
  12 rue Concorde
  ZAC du Long Buisson
  27930 GUICHAINVILLE
  N° SIRET : 252 701 974 00021

Et

- **L'Association Régionale Biomasse Normandie**,
  représentée par Marie GUILET, Directrice
  18 rue d'Armor - 14000 CAEN
  N° SIRET : 383 743 317 00034

Entre les parties, il est convenu ce qui suit :

2. Contenu

2.1 Contexte

La présente convention se rattache au programme d'animation de la filière méthanisation sur la période 2024/2026 Métha'Normandie.

Rappelons que le programme est soutenu financièrement par l'ADEME et la Région Normandie et que la CRAN est un opérateur au même titre que Biomasse Normandie. L'implication, tant technique qu'économique, des syndicats à ce programme régional est complémentaire. Concernant les actions avec les syndicats, nous précisons dans la suite du document les focus qui seront réalisés dans le Métha'Normandie 2024 - 2026.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

2.2 Contexte

La méthanisation poursuit son développement en France et en Normandie, notamment au travers de la filière injection. Dans ce cadre, Biomasse Normandie et la CRAN ont ainsi proposé à l'ADEME, la Région et les syndicats d'énergie de poursuivre l'animation du Métha'Normandie sur la période 2024 - 2026.

> *Rappelons que le Plan Méthanisation Normandie a été lancé en 2018 sous l'impulsion de la Région et de l'ADEME Normandie en partenariat avec Biomasse Normandie et la Chambre Régionale d'Agriculture de Normandie. Ce programme d'animation sur trois ans avait pour objectif de faire émerger les projets et de fédérer les acteurs de la filière, afin d'accompagner le développement de la méthanisation en Normandie. Le programme s'est ainsi doté d'une gouvernance élargie (comité stratégique) réunissant la Région, l'ADEME, les syndicats d'énergie, les services de l'État, la Chambre d'Agriculture, Biomasse Normandie, les gestionnaires de réseaux de gaz et un comité technique réunissant les techniciens de ces mêmes entités.*

Dans ce cadre, nous avons organisé en septembre 2023, une réunion de travail avec l'ensemble des financeurs pour recueillir les besoins et exposer les actions identifiées dans cette nouvelle programmation. Afin de formaliser cette demande, nous avons bâti la présente convention de partenariat et de financement.

2.2.1 Objectifs

Le programme est la continuité du Plan Métha'Normandie Normandie 2021 - 2023. Les objectifs sont néanmoins adaptés aux évolutions du contexte régional et national de la filière méthanisation.

Les objectifs du programme sont multiples :

- **Accompagnement neutre, objectif et indépendant** des porteurs de projets, des exploitants d'unités et des institutionnels en assurant le respect du secret industriel et apport d'expertise permettant de rassurer les financeurs potentiels (y compris les organismes bancaires).
- Émergence de nouveaux projets.
- Facilitation des démarches des porteurs de projets.
- Sensibilisation et accompagnement des porteurs de projets sur le volet acceptabilité de leur projet.
- Sensibilisation des porteurs de projets et acteurs de la filière sur les solutions de financement dans un contexte de diminution des aides.
- Professionnalisation et optimisation des unités en fonctionnement.
- Sensibilisation des élus et du grand public sur la méthanisation.
- **Accompagnement des collectivités** sur le suivi des axes méthanisation de leur PCAET et/ou sur le développement de projets sur leur territoire.
- **Veille technique et règlementaire,** afin d'anticiper les évolutions et présenter les innovations technologiques.

À cette fin, la démarche territoriale envisagée comprend des actions visant à :

- Informer et former les acteurs.
- Diffuser les retours d'expérience d'exploitants par le biais d'un suivi du développement de la filière, d'animation de groupes de travail facilitant les échanges entre exploitants d'unités et de restitution à un large public.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

- Accompagner les territoires et faire émerger des projets sur des territoires à fort potentiel en s'inscrivant dans un développement territorial cohérent et facilitant l'acceptabilité.
- Organiser les échanges entre partenaires inscrits dans le développement de la filière (Région, ADEME, syndicats d'énergie, services de l'État, gestionnaires de réseaux, agriculteurs…).

- Cibles

Ce programme d'animation de la filière s'adresse aux porteurs de projets de méthanisation, aux exploitants d'unités en fonctionnement, aux entreprises de la filière, aux collectivités locales et territoriales (élus et techniciens) et aux syndicats d'énergie. La nouvelle programmation prévoit d'intégrer des actions à destination du grand public.

La méthodologie complète est annexée à la présente convention pour information.

2.2.2 Résultats attendus 2024-2026

- L'accompagnement à l'**émergence des projets dans les filières actuelles mais aussi celles à fort potentiel (IAA, STEP)** par la mise en œuvre d'un travail prospectif auprès des sites d'intérêt.
- Une **approche stratégique régionale sur les capacités d'injection sur le réseau de distribution** dans le but d'assurer le développement pérenne de la filière injection en intégrant les projets de décarbonation qui vont « fragiliser » certaines poches de gaz. L'enjeu étant de ne pas avoir à choisir entre décarbonation et gaz vert, deux allant dans le renforcement de la massification de la transition énergétique.
- **L'optimisation des unités de méthanisation sur le volet environnemental *via* la valorisation du CO_2** (valorisation alimentaire, méthanation si couplage à du stockage d'électricité renouvelable). Cet axe est une évolution technologique permettant, à la fois de répondre à des évolutions réglementaires à venir avec les directives RED, et de renforcer le modèle économique des unités de méthanisation.
- Une réflexion commune sur le **devenir des unités de méthanisation en cogénération en fin de contrat.**
- **Le maintien de l'accompagnement des projets et des territoires sur le volet acceptabilité.** L'acceptabilité demeure un enjeu majeur pour développer la filière. L'appui aux porteurs de projets pour la mise en œuvre effective de la charte Métha'Normandie constitue un travail important sur ce nouveau programme, afin de d'entrer dans l'opérationnel (kit « charte Métha'Normandie et accompagnement individualisé ») et aboutir *in fine* à une meilleure acceptabilité des projets.
- **Le renforcement du travail de connaissance des gisements traités** en méthanisation au travers des **enquêtes menées auprès des exploitants.** Ce travail engagé sur la précédente convention (élaboration du questionnaire, identification du partenariat avec la DREAL) doit se poursuivre en 2024-2026 pour assurer un taux de retour significatif d'enquêtes et instaurer une routine de relance, traitement, analyse et consolidation, diffusion de données/indicateurs. Ce pilier est central dans la poursuite du développement de la filière.
- **Assurer une synergie entre les actions menées** dans le cadre du Métha'Normandie, du Métha'Réseau et de l'AAMF.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

2.3 Engagement de Biomasse Normandie

Dans le cadre de cette convention, l'accompagnement de Biomasse Normandie porte principalement sur :

- **La diffusion des données concernant les projets et des unités en projet et en fonctionnement à l'échelle de chaque syndicat**
  - **L'identification de projets** : Biomasse Normandie dispose d'une base de données (sous ACCESS) de suivi des unités de méthanisation en fonctionnement et des projets en réflexion sur la Normandie. Un format est disponible en ligne reprenant les principales informations des unités. L'association peut mettre à disposition des syndicats, la liste des unités en fonctionnement et en projet distinguées par phase et d'autres éléments sur demande. Cette liste devra rester confidentielle pour les projets. Il s'agit d'un outil d'aide à la discussion avec les gestionnaires de réseaux. Les données fournies contiennent : les coordonnées du maître d'ouvrage, les données géographiques, la typologie d'unité, le stade d'avancement, la capacité de l'unité (intrant), le mode de valorisation du biogaz, la puissance/capacité de l'unité de valorisation du biogaz, le zonage de rattachement, les investissements et le focus acceptabilité. D'autres données pourront être apportées, si besoin. Cette base consolidera les éléments d'enquêtes sur les gisements réellement traités.
  - **Cartographie des unités par département** : Biomasse Normandie peut fournir une cartographie à jour, sur demande, des sites en projet avec les données suivantes : nom de l'unité, le mode de valorisation du biogaz, la capacité, la localisation, le stade d'avancement et la date prévisionnelle de mise en service. Le format peut être en carte dynamique ou figée.

  En plus de ces outils, Biomasse Normandie s'appuiera sur la base pour fournir des éléments à différentes demandes pouvant émerger au cours du programme. Par exemple :
  - Extraction des projets faisant l'objet d'une opposition (mettre une carte exemple) sous forme de tableau ou de carte. Cet outil pourra être demandé par les collectivités, voire les porteurs de projets.
  - Extraction des projets et des unités en fonctionnement sur une zone de renforcement de réseau sous forme de tableau ou de carte. Dans ce cas, la notion de confidentialité devra être respectée. Cela pourra être utilisé par les autorités organisatrices de la distribution de l'énergie.
- L'appui technique
  - **Renforcement de réseau : poursuivre (relancer) le partage d'information initié au cours du précédent programme,** notamment sur les zonages en réflexion et leur stade d'avancement. Apporter des éléments de réflexions sur le renforcement de zonages (en allant au-delà des critères CRE - intégration des éléments sur les projets de décarbonation).
  - **Appui à l'animation des zones pour dynamiser les projets** : sur certains territoires, la concertation sur les zones de renforcement pourra déboucher sur la volonté de faire émerger de nouveaux projets sur un territoire donné, afin d'augmenter le V (volume potentiellement injecté). En lien avec les acteurs du territoire, les syndicats d'énergie et les gestionnaires de réseaux, Biomasse Normandie pourra intervenir en appui à la préparation, voire à l'animation. Le volume de jours consacrés à cette action demeure toutefois soumis à la validation de l'ensemble des financeurs et pourra faire l'objet d'une demande de financement supplémentaire en fonction des besoins.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

- **Proposer des supports/des visites de sites** pour faciliter la diffusion d'informations, notamment auprès des communes et des autres opérateurs gaziers.
- **Appui à intervenir dans des réunions à destination des ECPI/élus**, dans le cadre de la loi APER et des concertations organisées dans le cadre de la planification écologique.
- **Acceptabilité :** en complément des actions précisées dans la note méthodologique du programme annexée à la présente convention, Biomasse Normandie se tiendra à la disposition des AODE, par exemple, pour intervenir lors de commissions, afin de présenter la méthanisation (principes, enjeux, externalités positives). Nous tenons également à la disposition des syndicats, la liste des unités en opposition sur leur territoire (données centralisées *via* l'outil Access présenté précédemment). Nous pourrons également participer à des animations proposées par les syndicats, comme cela a pu être fait durant le précédent programme.
- **Une contribution à l'animation transversale.**

2.4 Engagement du SIEGE 27

Dans le cadre de cette convention, les syndicats d'énergie (TEN) s'engagent à :

- **Financer une partie des actions** du Métha'Normandie 2024 - 2026.
- **Transmettre les données concernant les projets** dont ils auraient connaissance pour assurer une complétude des données compilées par l'association. Il est également intéressant de transmettre les données concernant l'acceptabilité, afin de suivre les projets en opposition, mais surtout, de proposer des actions et d'éventuelles interventions.
- **Faciliter l'émergence de projets et de dynamiques** : dans le cadre de leurs compétences et missions, les syndicats d'énergie (TEN) peuvent contribuer à l'identification et à l'émergence de projets de méthanisation (ex : organisation de visite, accompagnement des PCAET, diagnostics énergie intercommunaux, etc).

2.5 Référents de la convention

Le suivi de cette convention sera assuré par la référente définie ci-après (à compléter si nécessaire) :

- **Mathilde GIRARD.**

Pour Biomasse Normandie : Benjamin THOMAS pilote interne du Métha'Normandie et Loïc MARIE-JOSEPH référent acceptabilité et charte.

Dans le cas d'un changement de référent, l'information sera transmise par l'une ou l'autre des structures afin de modifier ce point de la convention.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

3. Durée de la convention

La réalisation des actions prévues dans la convention interviendra sur la même période que celle prévue pour le Métha'Normandie 2024-2026 à laquelle elle est rattachée, à savoir du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2026.

La présente convention est conclue sur la période de réalisation du Métha'Normandie 2024-2026 indiquée ci-dessus, plus 6 mois à compter de la date de sa notification, pour permettre la remise du rapport final présentant le bilan des actions menées, des opérations réalisées et le paiement du solde avant cette échéance, après approbation du rapport final.

Les contributeurs seront étroitement associés au déroulement du programme aux côtés des autres financeurs, qui sont la Région et l'ADEME, et en étant destinataires d'une partie des livrables liés à la réalisation du programme régional (rapport annuel).

4. Coût total et financement de l'opération

Le montant global pour la mise en place et l'animation du programme est de **695 645 €,** dont CRAN : 390 645 € et Biomasse Normandie : 305 000 €. Le détail figure ci-dessous.

Tableau 1 : **Budget du Métha'Normandie 2024-2026 par structure**

2024-2026	Biomasse Normandie	CRAN	Total
Dépenses de personnel	238 200	331 645	569 845
Autres dép. fonctionnement	14 300	59 000	73 300
Equipement	7 500		7 500
Connexes	45 000		45 000
Total	**305 000**	**390 645**	**695 645**

Le plan de financement prévisionnel pour Biomasse Normandie proposé ci-dessous s'appuie sur :

- Les conditions d'attribution des aides de la Région Normandie et de l'ADEME.
- Un financement tiers à mobiliser auprès, notamment, des syndicats d'énergie (2 250,00 €/syndicat et par an, soit 33 750,00 € sur les 3 ans pour l'ensemble des syndicats).
- Un autofinancement de chacune des structures à hauteur de 20 % du montant des dépenses (y compris dépenses externes).

Le détail par an et par structure est indiqué ci-dessous.

Tableau 2 : **Plan de financement envisagé sur la période 2024 - 2026**

Financement	En euros
ADEME	95 220
Région	115 030
Syndicats	33 750
Autofinancement	61 000
Total	305 000

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

La contribution financière au programme par le **SIEGE 27** s'élève à 6 750 euros, soit 2 250,00 €/an.

5. Échéancier de paiement

L'échéancier des paiements pourra être le suivant : un versement annuel de 2 250,00 € à la fin de chaque année civile sauf pour la dernière année 2026 (à la remise du rapport final), soit :

- Versement 1 : décembre 2024 : 2 250,00 €.
- Versement 2 : décembre 2025 : 2 250,00 €.
- Solde : remise du rapport final du programme (trimestre 1 - 2027).

Ces montants sont facturés par l'Association Régionale Biomasse Normandie et sont versés sur le compte bancaire dont les références figurent ci-dessous :

Compte ouvert au **Crédit coopératif - Caen (14)**
Nom du compte : **Association Régionale Biomasse Normandie (ARBN)**
IBAN : FR76 4255 9100 0008 0138 2495 043 - **BIC** : CCOPFRPPXXX

Fait à Caen,
Le 21 novembre 2023

Pour le SIEGE 27,
Xavier HUBERT,
Président

Pour Biomasse Normandie,
Marie GUILET
Directrice



Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

6. Annexe : proposition Métha'Normandie 2024-2026

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024



Plan Métha'Normandie 2024 - 2026

Proposition CRAN et Biomasse Normandie

octobre 2023

P2023-017 - Version n°1.0

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

Plan Métha'Normandie 2024 - 2026			
Région Normandie et ADEME Normandie			
P2023-017	Rédacteur	Validation	Envoi
Nom	Benjamin THOMAS et Madeleine BREGUET	Marie GUILET et Madeleine BREGUET	Marie GUILET
Date	Octobre 2023	04 octobre 2023	05 octobre 2023

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

SOMMAIRE

1. Le contexte et les enjeux 3
1.1 Contexte 3
1.2 Enjeux 3
2. Les objectifs du programme et les cibles 6
3. Le groupement 7
3.1 Chambre Régionale d'Agriculture de Normandie 7
3.2 Biomasse Normandie 7
3.3 Équipe du MÉTHA'NORMANDIE 8
3.3.1 Équipe CRAN 8
3.3.2 Équipe Biomasse Normandie 9
3.3.3 Interactions CRAN/Biomasse Normandie 9
4. Les actions 11
4.1 Durée 11
4.2 Volet 1 - Animation du réseau et veille 11
4.3 Volet 2 - Suivi du développement de la filière 13
4.3.1 Objectifs et rappel de l'existant 13
4.3.2 Contenu 2024 - 2026 14
4.4 Volet 3 - Appui aux projets, aux territoires et stratégie régionale 17
4.4.1 Appui aux porteurs de projets et exploitants d'unités 17
4.4.2 Appui aux collectivités 18
4.4.3 Stratégies territoriales 18
4.4.4 Acceptabilité et intégration des projets sur leur territoire 23
4.5 Volet 4 - Perspectives gaz vert 24
4.6 Volet 5 - Valorisation et diffusion des informations 25
4.7 Volet 6 - Animation de la comitologie 26
4.8 Rapports et suivi des actions 26
5. Chiffrage 27
5.1 Temps passé 27
5.2 Budget et plan de financement 28
5.2.1 Budget 28
5.2.2 Plan de financement 28

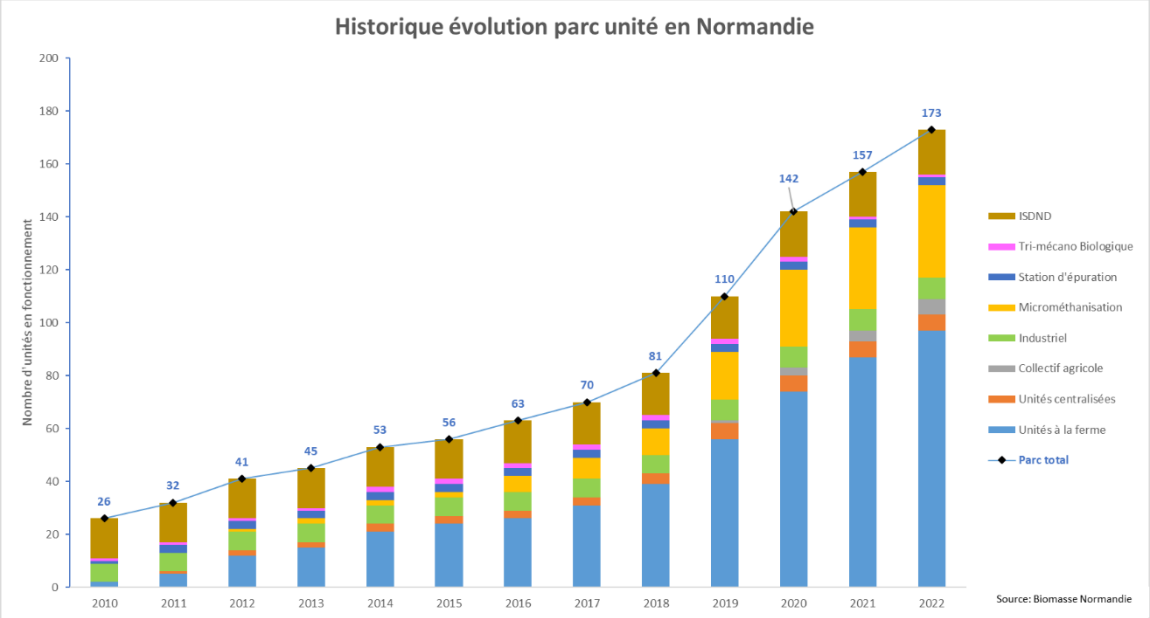
Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

1. Le contexte et les enjeux

1.1 Contexte

La méthanisation connait un fort dynamisme en France (+ 260 unités mises en service entre 2021 et 2022 sur un parc de 1 705 unités en fonctionnement fin 2022). En Normandie, sur le même pas de temps, ce sont 18 unités qui ont été mises en service.

Graphique 1 : Évolution du parc de sites de production de biogaz en fonctionnement (31/12/2022)



Cette dynamique est particulièrement marquée pour les unités en injection. Au niveau national, le cumul de la puissance raccordée en injection a progressé d'un facteur 11 entre 2017 et 2022 progressant de 0,8 TWh à 9 TWh. En Normandie, actuellement 42 unités injectent (dont 3 ISDND) représentant près de 670 GWh. Environ 35 projets sont en réflexion pour 630 GWh/an supplémentaires. Le cumul des unités en fonctionnement et des projets en injection, représente 1 300 GWh, soit près de 76 % de l'objectif de la feuille de route régionale établit à 1 700 GWh/an de biométhane injecté en 2030, objectif tenant compte d'une diminution de 20% de la consommation de gaz entre 2012 et 2030, . Or l'évolution de la consommation ne suit pas cette tendance. Ainsi, si l'on compare la quantité de biométhane injectée potentielle sur la base des capacité installées mi-2023, seulement 2% des consommations de gaz[1] sont couvertes par le biométhane. À noter que la PPE 3 (2024-2033), en cours de définition, devrait très probablement revoir à la hausse les objectifs de production de gaz vert.

1.2 Enjeux

Les actions du présent programme prennent en compte une série d'enjeux dont :

[1] 32 094 GWh en Normandie en 2019 (Source ORECAN)

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

- **Stratégie de renforcement de réseau : quelle adéquation entre décarbonation et développement du biométhane**

Suite au ralentissement de la dynamique de projets lié à un contexte multifactoriels (révision à la baisse des tarifs d'injection, crise énergétique, hausse du prix des matières premières, révision des prescriptions ICPE, durcissement des conditions d'accès aux prêts bancaires), l'État a réévalué à la hausse le tarif du biométhane, suite à une forte mobilisation des acteurs de la filière et modifié certaines dispositions règlementaires consolidant les unités et les projets de méthanisation (indexation du tarif sur le prix de l'énergie, annualisation du C_{max}, retrait de la décote ADEME). Ces évolutions devraient relancer la dynamique. Il faut toutefois mettre en adéquation la capacité du réseau de distribution à collecter le biométhane. Certains facteurs doivent particulièrement être suivi : diminution des consommations de gaz, liée notamment à la politique, nécessaire, de décarbonation de l'industrie et la dichotomie entre lieu de production de biométhane (zone agricole) et lieu de consommation (zone urbaine). Ce point doit faire l'objet d'une réflexion stratégique avec les acteurs concernés pour identifier les zones prioritaires à renforcer dans le cadre notamment du droit à l'injection.

- **Adapter les unités**

Le parc actuel d'unités de méthanisation en cogénération en Normandie permet d'atteindre près de 60% de l'objectif de 560 GWh de la feuille de route régionale pour 2030. La cogénération, dont le dynamisme a été ralenti au profit d'une orientation des projets vers l'injection, n'a pas fait l'objet d'une révision tarifaire permettant d'améliorer la rentabilité des unités comme en a bénéficié la filière en injection. Par ailleurs, les premières unités mises en service en région verront leur contrat d'achat d'électricité arriver à terme d'ici à quelques années, questionnant leur devenir. L'enjeu pour cette programmation sera donc d'accompagner ces unités et d'identifier des pistes d'évolution.

- **Emergence de projets**

Le développement de la filière méthanisation est porté majoritairement par les projets agricoles. Or d'autres secteurs à potentiel telles que les stations d'épuration des eaux urbaines et l'industrie agroalimentaire peuvent eux aussi contribuer au développement de nouveaux projets.

- **Acceptabilité et dialogue territorial**

Le sujet de l'acceptabilité reste un sujet prépondérant pour la filière méthanisation avec l'apparition de recours quasi généralisés sur les projets. Pour accompagner les porteurs de projet et mieux faire connaitre la filière, la charte Métha'Normandie a été développée pour favoriser la concertation autour des projets, à l'initiative des porteurs de projets et avec l'accompagnement des élus du territoire et des acteurs du Métha'Normandie. L'enjeu de cette programmation sera d'accompagner les porteurs de projet à l'appropriation des outils et également accompagner les élus, la concertation devenant un des axes de la Loi Accélération des Enr.

- **Renforcer la connaissance**

Contrairement à d'autres régions, la Normandie ne dispose pas de données exhaustives concernant les plans d'approvisionnement. La réflexion d'une enquête commune entre différentes entités (Métha'Normandie, DREAL, OBDEC, ORECAN, Région, Ademe) a été initiée lors de la programmation 2021-2023, aboutissant à son lancement en 2023. L'enjeu de cette programmation sera donc de faire monter en puissance le recueil de ces éléments et de produire des indicateurs diffusables.

- **Renforcer le réseau**

Enfin, sous l'action de GRDF, le Métha'Réseau, réseau regroupant producteurs et porteurs de projets, a été lancé en 2023 avec la volonté de l'inscrire dans le cadre du MéthaNormandie. L'AAMF a également commencé à se développer en région.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

- **Résultats attendus**

Au regard du contexte les enjeux de la prochaine programmation et les actions associées sont les suivantes :

- L'accompagnement à l'**émergence des projets dans les filières actuelles mais aussi celles à fort potentiel (IAA, STEP)** par la mise en œuvre d'un travail prospectif auprès des sites d'intérêt.
- Une **approche stratégique régionale sur les capacités d'injection sur le réseau de distribution** dans le but d'assurer le développement pérenne de la filière injection ;
- **L'optimisation des unités de méthanisation sur le volet environnemental *via* la valorisation du CO_2.**
- Une réflexion commune sur le **devenir des unités de méthanisation en cogénération en fin de contrat.**
- **Le maintien de l'accompagnement des projets et des territoires sur le volet acceptabilité.** L'appui aux porteurs de projets pour la mise en œuvre effective de la charte doit être assuré (kit « charte Métha'Normandie et accompagnement individualisé ») pour aboutir à une meilleure acceptabilité des projets.
- La continuité du travail d'**enquête auprès des unités de méthanisation en fonctionnement et de la valorisation des données.**
- Assurer une synergie entre les actions menées dans le cadre du Métha'Normandie, du Métha'Réseau et de l'AAMF pour limiter une sollicitation trop conséquente des porteurs de projets et exploitants.

Au regard des éléments précédemment présentés, Biomasse Normandie et la Chambre Régionale d'Agriculture de Normandie proposent, ci-après, le contenu des actions constituant la programmation 2024-2026 du Métha'Normandie.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

2. Les objectifs du programme et les cibles

Le programme est la continuité du Plan Métha'Normandie Normandie 2021 - 2023. Les objectifs sont néanmoins adaptés aux évolutions du contexte régional et national de la filière méthanisation.

Les objectifs du programme sont multiples :

- **Accompagnement neutre, objectif et indépendant** des porteurs de projets, des exploitants d'unités et des institutionnels en assurant le respect du secret industriel et apport d'expertise permettant de rassurer les financeurs potentiels (y compris les organismes bancaires).
- Émergence de nouveaux projets
- Facilitation des démarches des porteurs de projets
- Sensibilisation et accompagnement des porteurs de projets sur le volet acceptabilité de leur projet.
- Sensibilisation des porteurs de projets et acteurs de la filière sur les solutions de financement dans un contexte de diminution des aides.
- Professionnalisation et optimisation des unités en fonctionnement
- Sensibilisation des élus et du grand public sur la méthanisation.
- **Accompagnement des collectivités** sur le suivi des axes méthanisation de leur PCAET et/ou sur le développement de projets sur leur territoire.
- **Veille technique et règlementaire,** afin d'anticiper les évolutions et présenter les innovations technologiques.

À cette fin, la démarche territoriale envisagée comprend des actions visant à :

- Informer et former les acteurs.
- Diffuser les retours d'expérience d'exploitants par le biais d'un suivi du développement de la filière, d'animation de groupes de travail facilitant les échanges entre exploitants d'unités et de restitution à un large public.
- Accompagner les territoires et faire émerger des projets sur des territoires à fort potentiel en s'inscrivant dans un développement territorial cohérent et facilitant l'acceptabilité.
- Organiser les échanges entre partenaires inscrits dans le développement de la filière (Région, ADEME, syndicats d'énergie, services de l'État, gestionnaires de réseaux, agriculteurs…).

• Cibles

Ce programme d'animation de la filière s'adresse aux porteurs de projets de méthanisation, aux exploitants d'unités en fonctionnement, aux entreprises de la filière, aux collectivités locales et territoriales (élus et techniciens) et aux syndicats d'énergie. La nouvelle programmation prévoit d'intégrer des actions à destination du grand public.

Le présent programme est susceptible d'évoluer sur certains points en fonction de nouveaux besoins d'acteurs en lien avec des évolutions réglementaires ou de programmes de territoire.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

3. Le groupement

La Chambre Régionale d'Agriculture de Normandie et Biomasse Normandie sont des acteurs locaux, déjà bien identifiés sur la thématique de la méthanisation sur le territoire normand. Ils ont montré leur complémentarité technique, leur ancrage territorial et leur capacité d'animation à travers les actions menées dans le cadre du Plan Métha'Normandie (plan 2018-2020 et plan 2021-2023).

3.1 Chambre Régionale d'Agriculture de Normandie

Forte de presque 500 collaborateurs, la Chambre Régionale d'Agriculture de Normandie est présente sur l'ensemble du territoire normand et représente l'agriculture de la région auprès des collectivités territoriales et des pouvoirs publics. La Chambre Régionale d'Agriculture de Normandie (CRAN) accompagne les agriculteurs et les territoires de Normandie dans leurs stratégies de développement. L'équipe technique assure des missions d'études, de conseils et d'animation. Ainsi, la CRAN offre une gamme étendue de prestations aux agriculteurs et collectivités dans les domaines de l'expertise, du conseil, de la formation, de l'innovation, de l'insertion de l'agriculture dans son environnement, de la promotion des circuits courts et dans un souci de protection de l'environnement.

La CRAN (à travers son équipe « Énergies et biosourcés ») est impliquée dans l'animation de la filière méthanisation depuis plusieurs années et, notamment, depuis 2018 *via* le Plan Métha'Normandie co-animé avec Biomasse Normandie.

L'équipe méthanisation est composée de trois ingénieurs : un chef de projets et deux conseillers agricole-énergie. D'autres services de la CRAN sont également présents sur le sujet de la méthanisation : le service « Bâtiment » pour les dossiers permis de construire et ICPE, les conseillers cultures sur les essais et les suivis de CIVEs et le service « Eau et Environnement » pour l'élaboration et le suivi des plans d'épandage.

3.2 Biomasse Normandie

Créée en 1983 avec l'appui de la Région Normandie et de l'ADEME, Biomasse Normandie est une association dont le conseil d'administration est aussi composé des Départements, des administrations régionales, des chambres consulaires, d'organismes professionnels et d'associations. L'objet statutaire de Biomasse Normandie est le suivant : "*conduire des travaux de recherche/développement et mener des actions de conseil et d'appui portant sur la valorisation énergétique et agronomique de la biomasse, les économies d'énergies et l'utilisation des énergies renouvelables, particulièrement en agriculture et en milieu rural*".

Biomasse Normandie rassemble **douze ingénieurs, dix conseillers énergie** et **cinq collaborateurs administratifs**. Au service des collectivités territoriales, des professionnels de l'agriculture et de la forêt, cette équipe technique étudie et met en œuvre des solutions innovantes pour des projets concernant la gestion des déchets dont les déchets organiques, d'une part, et les énergies renouvelables, d'autre part.

Biomasse Normandie mène plusieurs programmes d'animation dont le programme méthanisation Normandie depuis 2018 en partenariat avec la CRAN. D'autres programmes peuvent entrer en interaction avec le présent programme : Observatoire Normand de la Ressource des Déchets et de l'économie circulaire et l'ORECAN.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

- **Une totale indépendance**

L'association travaille essentiellement pour les collectivités locales et territoriales (pour plus de 90 % de son activité) et elle est totalement indépendante des opérateurs de collecte et de traitement des déchets et de l'énergie ou des ensembliers de la méthanisation pour lesquels elle n'intervient jamais.

Le statut associatif de Biomasse Normandie et la composition de son conseil d'administration garantissent donc son indépendance et son objectivité.

3.3 Équipe du MÉTHA'NORMANDIE

Biomasse et la CRAN se répartissent les actions selon leur domaine de compétence et le travail déjà entamé lors du programme 2018 - 2020. Une structure responsable est fléchée pour chaque action. Toutefois, sur de nombreuses actions, les deux structures interagiront.

3.3.1 Équipe CRAN

Au sein de la CRAN, l'équipe impliquée et les interventions de chacun au sein du programme sont indiquées ci-après.

Tableau 1 : Équipe dédiée au programme méthanisation – CRAN

Équipe	Fonction au sein de la structure	Participation Programme
Madeleine BREGUET	Cheffe de projets Bioénergies	Coordination du programme en interne Animation du réseau et communication Réunions et actions en lien avec le droit à l'injection et l'acceptabilité Veille
Alexis PEULSON	Conseiller agricole énergie	Participation à des réunions sur les territoires Accompagnement des porteurs de projet agricoles Veille technique et règlementaire Appui aux groupes métha et remontée des besoins
Mathieu Poirier	Responsable d'antenne et conseiller agricole énergie	Participation à des réunions sur les territoires Appui aux groupes métha et remontée des besoins
Chefs de projets territoriaux		Actions en lien avec les territoires
Conseillers cultures ou élevage		Animation des groupes "métha"
Chargés de communication		Appui sur l'organisation d'événements et la communication

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

3.3.2 Équipe Biomasse Normandie

Au niveau de Biomasse Normandie, l'équipe impliquée et les interventions de chacun au sein du programme sont indiquées ci-dessous.

Tableau 2 : Équipe dédiée au programme méthanisation – Biomasse Normandie

Équipe	Fonction au sein de la structure	Participation Programme
Marie GUILET	Directrice	Réflexion stratégie territoriale
Benjamin THOMAS	Chargé d'études déchets d'activités économiques et valorisation organique	Coordination du programme en interne En charge du volet sur le suivi du développement de la filière méthanisation : contacts, mise à jour base de données, enquête, réalisation des analyses. Animation Comitologie. Fiches techniques. Visites de site. Optimisation des unités de méthanisation. Veille réglementaire, technologique et projets volet gazéification.
Loïc MARIE-JOSEPH	Chargé de mission acceptabilité & communication	Mise en œuvre de la charte acceptabilité, accompagnement individualisé des porteurs de projets sur la stratégie de concertation Communication : état des lieux de la méthanisation, supports de communication

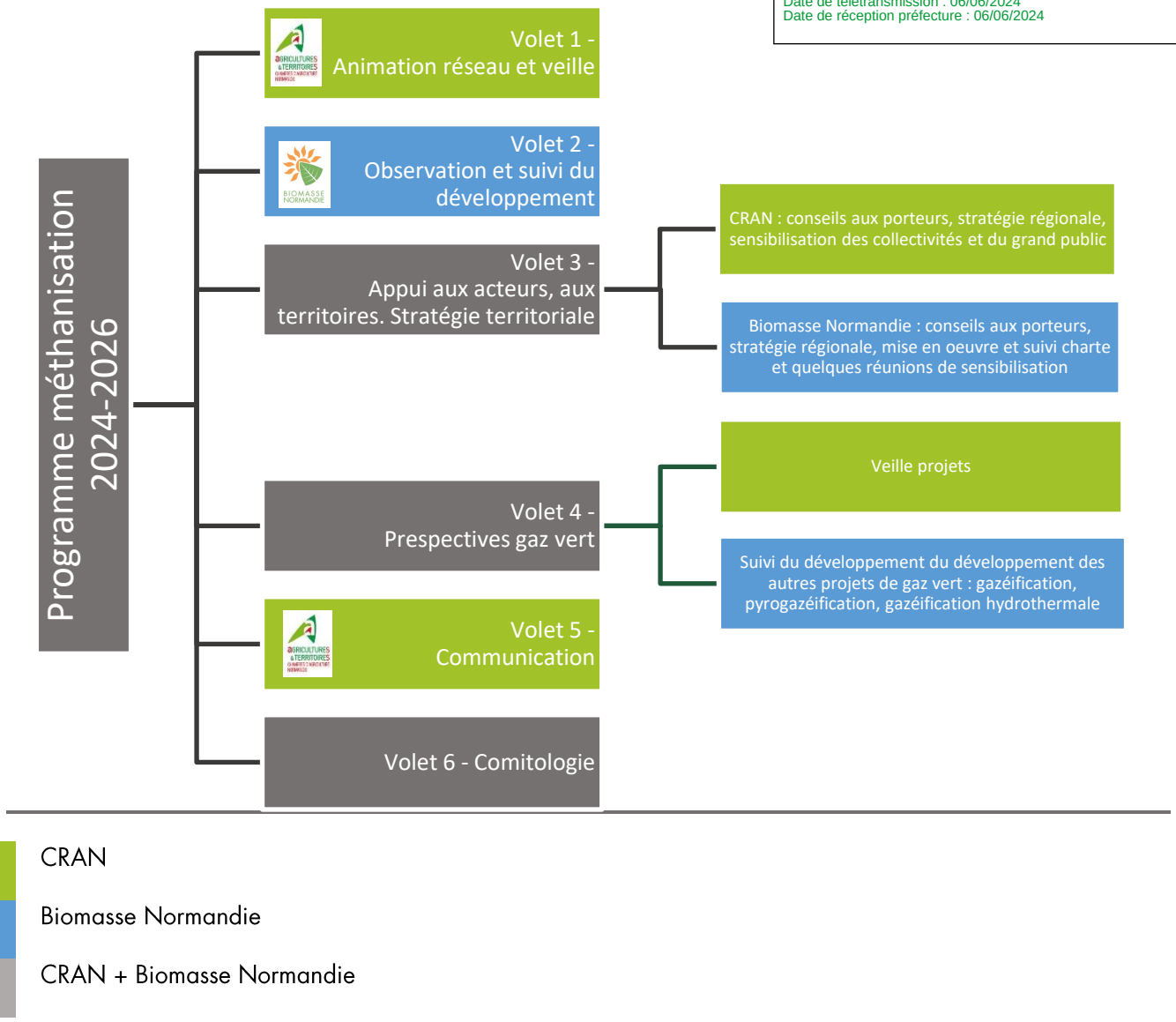
3.3.3 Interactions CRAN/Biomasse Normandie

La force des deux structures à l'initiative du programme combine :

- L'ancrage territorial et proximité du monde agricole.
- L'expertise dans le domaine de la méthanisation.
- La conduite de travaux annexes au présent programme en lien avec des thématiques de la méthanisation.
- La connaissance des acteurs de la filière au niveau national et régional.
- La capacité à mener des stratégies et des animations régionales avec des acteurs variés.

Cette complémentarité sera dispensée au travers de l'ensemble des actions proposées et chaque structure prend en main un volet ou une partie du volet d'actions de manière à éviter les doublons. La répartition des rôles est présentée dans la figure ci-dessous.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024



Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

4. Les actions

Nous proposons de poursuivre avec 6 volets d'actions :

- Volet 1 : Animation de réseau et veille.
- Volet 2 : Observation et suivi du développement de la filière.
- Volet 3 : Appui aux projets, aux territoires et stratégie régionale.
- Volet 4 : Perspectives gaz vert.
- Volet 5 : Communication et diffusion.
- Volet 6 : Animation de la comitologie.

Pour chaque volet, sont précisés : les objectifs, les résultats, les livrables, les indicateurs de suivi de l'action, les cibles et la structure responsable de l'action.

4.1 Durée

Les actions prévues se dérouleront entre le 1/01/2024 et le 31/12/2026, soit un programme d'animation de **3 ans**.

4.2 Volet 1 - Animation du réseau et veille

Tableau 3 : Description des actions liées au volet 1

Objectifs	Mise en réseau, mise en commun d'information et veille (règlementaire et technologique), synergie avec le Métha'Réseau.
Cibles	Entreprises de la filière, porteurs de projets, collectivités, autres structures normandes intéressées
Structure responsable de l'action	CRAN
Indicateurs de suivi	CRAN : nombre de participants aux cellules d'échange, webinaires et rencontres régionales, nombre de participations à des réunions, colloques, journées techniques, suivi des contacts. Biomasse Normandie : nb participations à des groupes de travail, nb de contacts rencontrés, annuaires des acteurs (constructeurs, BE…) mis à jour et diffusable (BDD Access), nb de séminaires, colloques, journée techniques, suivi des contacts (structures, nom, activité, objet de l'entretien) et type de contacts (tél, mail, réunions)

- **Poursuite d'actions existantes :**

La CRAN propose de poursuivre l'organisation de 2 à 3 **cellules d'échange** et de 1 à 2 **webinaires** par an portant sur des thématiques d'intérêt pour la filière. Ces réunions permettent de réunir la filière autour de sujets communs, de diffuser des connaissances et d'échanger des retours d'expérience.

Exemples de thématiques traitées en 2022 et 2023 :

- Méthanisation en cogénération, les clés de la réussite en 2023.
- Intrants de méthanisation : prétraitements, incorporation, optimisation.
- Prévention et sécurité sur les sites de méthanisation.
- Sécurisation juridique des projets de méthanisation.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

Afin d'inscrire les actions normandes dans le contexte national, les membres du groupement continueront de participer à des **groupes de travail nationaux** (Club Biogaz, B4C, CDAFrance, relai des observatoires régionaux, …), ainsi qu'aux principaux **événements** réunissant la filière nationale (salon Biogaz Europe, Expobiogaz, JRI méthanisation…). Ils pourront également participer à des projets de recherche, à des programmes européens…

Les membres du groupement poursuivront les **échanges et le travail commun avec les structures normandes,** dont l'activité pourrait concerner la méthanisation (NECI, Normandie Énergies, AtmoNormandie…). Un lien sera également renforcé avec l'AAMF Normandie.

En fonction de la volonté des partenaires du Plan Métha'Normandie, les **rencontres régionales de la méthanisation** pourront être programmées en 2024 et 2026 pour suivre le rythme biannuel en vigueur depuis le début du Métha'Normandie. Réunir toute la filière permet d'impulser une dynamique et de montrer la cohérence des actions sur le territoire régional.

À ce jour, une seule formation "longue" sur la méthanisation existe en Normandie, il s'agit du CS RUMA de Vire. Mais il peine à recruter. La CRAN propose de poursuivre les actions de communication autour de cette formation et d'appuyer la création éventuelle d'autres formations.

Enfin, la CRAN propose de centraliser et diffuser les **offres d'emploi** à pourvoir dans les unités de méthanisation et les entreprises du secteur.

- Nouvelles actions

Afin de poursuivre la dynamique lancée avec le GT Financement, la CRAN propose de poursuivre l'animation de groupes de travail sur d'autres thématiques en fonction des besoins exprimés par les partenaires.

Par ailleurs, à l'initiative de GRDF, le Métha'Réseau a été mis en place en région avec pour objectif de réunir régulièrement les porteurs de projets et les exploitants. Bien qu'initié et animé par GRDF, ce réseau s'inscrit sous l'égide du Métha'Normandie, ces actions étant réalisées en complément et en synergie avec les actions déjà mises en œuvre dans le programme d'animation. Il conviendra donc de prévoir des temps de coordination.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

4.3 Volet 2 - Suivi du développement de la filière

Tableau 4 : Description des actions liées au volet 2

Objectifs	Disposer d'un état des lieux à jour des unités en projet et en fonctionnement Mise en œuvre d'une enquête auprès des unités (synergie avec la DREAL) Bâtir et diffuser des données, cartes et indicateurs utiles aux porteurs de projets et aux territoires Mise en place d'un outil de diffusion des données descriptives du parc en libre accès (PowerBI)
Cibles	Porteurs de projets, syndicats d'énergie, EPCI [en charge des PCAET et des déchets (volet biodéchets) notamment], financeurs publics des projets de méthanisation et collectivités en charge des politiques de transition énergétique
Structure responsable	Biomasse Normandie (Benjamin THOMAS)
Indicateurs de suivi	Biomasse Ndie : Nb de points avec détenteurs d'information (gestionnaires de réseau, Région, ADEME, CRAN, CER, DREAL, DRAAF…), nb de contacts pour diffusion des données dans le cadre des accords de confidentialité, indicateurs de suivi des unités en fonctionnement, des unités en projet (BDD Access), fiche "Potentiel filière Biogaz en Normandie", fiche de positionnement, mise à jour des cartes en ligne (site MÉTHA'NORMANDIE et Biomasse Normandie), nb de cartes réalisées sur le parc en fonctionnement, indicateurs de flux financiers (à déterminer), indicateurs (t CO_2 évitées/nombre de foyers alimentés), nb de visites et Compte rendu

4.3.1 Objectifs et rappel de l'existant

- **Objectifs**
  - Recueillir et identifier les projets selon les stades d'avancement et suivre leur évolution.
  - Compiler et analyser les données techniques, économiques des projets et des unités en fonctionnement et en projet.
  - Appréhender les externalités positives des sites normands.
  - Capitaliser et produire des outils/indicateurs utiles aux porteurs de projets et aux territoires.
  - Diffuser les données sur sollicitation (syndicats d'énergie, banques, EPCI, etc).

- **Rappel sur le travail engagé sur ce volet dans le précédent programme**

Afin d'alimenter la base Métha'Normandie, centralisant et archivant l'ensemble des données relatives aux unités et projets de méthanisation, une réflexion a été menée quant à la mise en œuvre d'une enquête mutualisée entre différentes structures ayant un intérêt pour l'obtention de données : DREAL, ADEME, Région, OBDEC, ORECAN.

À l'issue de ce travail, un questionnaire a été établi et une première enquête diffusée. Compte tenu du caractère règlementaire de certaines données et afin d'augmenter le taux de retour, il a été convenu que la DREAL assure l'envoi de cette enquête, ainsi que les relances. Les données collectées sont ensuite transmises aux autres structures, notamment Biomasse Normandie, pour leur intégration dans la base de données.

Un travail d'intégration des données dans la base, de traitement et d'analyse de celles-ci doit ensuite être réalisé par Biomasse Normandie.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

4.3.2 Contenu 2024 - 2026

En 2024-2026, l'objectif est de poursuivre ce travail de suivi et de compilation des informations sur les unités en fonctionnement et en projet, mais aussi un appui au travail d'enquête réalisé par la DREAL (contrôle des retours d'enquête et relances).

- Collecte des données : appui au contrôle de cohérence des retours d'enquête et à la relance.
- Poursuite du travail d'intégration de données techniques et économiques sur unités en fonctionnement et en projet dans la base de données ACCESS.
- La diffusion des données descriptives du parc.

4.3.2.1 Recueil des données

Concernant les projets, et à l'instar du programme en cours, leur détection est du ressort de la CRAN par son action de terrain.

Ce travail est néanmoins complété par un échange régulier de Biomasse Normandie avec différents acteurs une fois par trimestre, ou à défaut une veille, avec :

- Les gestionnaires de réseaux : échanges sur les projets identifiés et les capacités réservées.
- Les principaux constructeurs, développeurs et bureaux d'études/AMO : échanges sur les projets et les unités en fonctionnement.
- Les services de l'État : point sur les approvisionnements et l'avancement réglementaire, données de fonctionnement.
- L'ADEME et la Région : point sur les projets en portefeuille et présentés en CRA.

Concernant les données relatives aux unités en fonctionnement, le plan 2024-2026 verra pour la première fois la mise en œuvre effective de l'enquête mutualisée régionale auprès des unités de méthanisation en fonctionnement. Initiés dans le programme précédent, les résultats de l'enquête seront intégralement disponibles au début du plan 2024-2026 et le retour d'expérience de cette première année permettra d'ajuster au besoin les modalités de mise en œuvre de celle-ci entre les différents partenaires. Sur ce volet, le plan devra prévoir d'amplifier le temps alloué au travail de collecte de données tenant compte de :

- La réalisation d'un travail de contrôle de cohérence des retours d'enquête.
- L'appui dans la relance des unités enquêtées.

4.3.2.2 Centralisation des données

Pour rappel, deux outils sont utilisés pour centraliser les données de veille sur les projets et les unités en fonctionnement :

- **La base de suivi en ligne** : hébergée sur Excel en ligne avec un accès réservé à la CRAN, Biomasse Normandie, ADEME, Région et ADN. Cet outil permet à la CRAN d'intégrer les projets dont ils ont connaissance. Biomasse Normandie se charge d'intégrer en flux tendu ces éléments dans la base Access. Chaque projet dispose d'un numéro propre.
- **La base Access Métha'Normandie** : hébergée et alimentée par Biomasse Normandie qui centralise et archive l'ensemble des informations. C'est à partir de cet outil que sont faites toutes les extractions de suivi pour réaliser les cartes, les histogrammes de développement…

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

4.3.2.3 Analyses et utilisation des données

- **Analyses récurrentes de l'état du développement de la filière méthanisation**

Pour faciliter la diffusion des informations capitalisées, des analyses seront valorisées au travers de différents supports de présentation de ces données. Le tableau ci-dessous précise le contenu, le format et les cibles par outil envisagé.

Tableau 5 : Analyses, indicateurs et livrables du suivi de la filière

Informations diffusées		Type de support	Fréquence de mise à jour	Cibles
Données de suivi des unités en fonctionnement	Nom unité, localisation GPS, type, capacité nominale intrants et production EnR, mode valorisation biogaz, agrément sanitaire, présence déconditionneur, EPCI	Carte dynamique et carte figée	Trimestrielle (lien mis dans la Newsletter) et accessible sur le site des opérateurs et page internet MÉTHA'NORMANDIE Carte figée : en prévision de chaque COTECH et en fin d'année	Tout public (pas de restriction de confidentialité)
Données sur les sites en projet	Nom unité, mode valorisation biogaz, capacité, localisation, stade avancement et date prévisionnelle de mise en service	Carte dynamique (Open Street Map) et carte figée	Au fil de l'eau. Carte figée produite sur demande	Restriction de confidentialité Gouvernance COTEC MÉTHA'NORMANDIE sur demande
Fiche « potentiel de la filière biogaz en Normandie »	Chiffres clés : nombre d'unités par typologie, par voie de valorisation biogaz, production énergie primaire, tableau de synthèse par typologie (nb unités, tonnage, puissance installée/capacité injection)…	Fiche PDF PowerBI	Trimestrielle (envoyé *via* newsletter) en format PDF site internet MÉTHA'NORMANDIE et opérateurs MÉTHA'NORMANDIE	Tout public
Fiche de positionnement	Données techniques et économiques par typologie de projet pour les porteurs de projets Positionnement de leur projet par rapport à ceux existants Ratio d'investissement moyen	Fiche PDF Power BI	Mise à disposition des porteurs de projets sur demande	Porteurs de projets – sans restriction de confidentialité
Synthèse annuelle	Chiffres clés du biogaz en Normandie, indicateurs clés (ratio d'investissement, tonnage moyen, etc.) et faits marquants (nationaux)	Fiche PDF	Annuelle Site internet MÉTHA'NORMANDIE et opérateurs MÉTHA'NORMANDIE	Tout public

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

À l'image du précédent plan, Biomasse Normandie s'appuiera sur cette base pour mettre à disposition des données en réponse à différentes demandes émergeant au cours du programme. Voici quelques exemples de demandes reçues lors du précédent plan :

- Syndicat d'énergie souhaitant connaître les unités en fonctionnement et construction sur son territoire.
- Acteurs privés recherchant des partenariats avec des unités de méthanisation dotées de séchoir pour des prestations (mise en place d'un partenariat pour le séchage de bois énergie).
- EPCI recherchant des unités de méthanisation technologiquement (déconditionneur et hygiéniseur) et règlementairement (agrément sanitaire) aptes à valoriser les biodéchets collectés sur son territoire.
- Ces données peuvent être transmises sous différents formats (données Excel, cartographie, etc.).

Non prévu initialement dans le plan 2021-2023, un travail sur un nouveau format de diffusion des données a été initié au travers du logiciel PowerBI. Ce dernier présente les avantages suivants :

- Assurer une **mise en forme visuelle simplifiée des données** de la base Métha'Normandie (graphiques, cartographies, chiffres clés, etc.) et de résumer ainsi la fiche potentiel de la filière biogaz en Normandie, selon son approche globale et son approche moyenne indiquées ci-dessous.
- Les données, ainsi mises en forme, sont en **libre accès.** Elles pourront être ainsi accessibles *via* le site Métha'Normandie.
- Les données sont **actualisées en continu** avec la base Métha'Normandie ;
- La personne consultant les données peut filtrer les données selon différents filtres (département, typologie d'unité, année d'intérêt).

Les premiers éléments de ce travail ont été initiés à la fin du plan 2021-2023. Il conviendra de finaliser le travail de constitution du rapport PowerBI, de le publier sur le site Métha'Normandie et d'en assurer par la suite son entretien au fil de l'eau.

Tableau 6 : **Fiche « potentiel de la filière biogaz en Normandie » éléments intégrés par typologie**

Angle d'approche	Eléments
Approche globale	Nombre d'unités, tonnages entrants (somme des capacités nominales), énergie primaire (cumul des MWh/an), puissance électrique (MW élec cumulés), capacité injection (somme des débits nominaux en Nm^3/h) et investissement (en € HT/Nm^3/h pour le biométhane, en € HT/kW élec pour la cogénération). Une comparaison avec les objectifs de la feuille de route 2030 sera réalisée.
Analyse moyenne	Tonnages entrants (moyenne des capacités nominales), capacité nominale moyenne, énergie primaire (moyenne MWh/an par typologie) et investissements

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

4.4 Volet 3 - Appui aux projets, aux territoires et stratégie régionale

Tableau 7 : Description des actions liées au volet 3

Objectifs	Fournir une expertise et des informations pour les porteurs de projets et les territoires Rassembler les exploitants d'unités autour de problématiques communes Appuyer et animer la stratégie autour des sujets d'actualités : - L'acceptabilité des projets - Travail sur les tensions relatives aux capacités d'injection sur le réseau - L'optimisation des projets et des unités de méthanisation Mais aussi d'autres thématiques d'actualité : valorisation des biodéchets des collectivités, RED II.
Cibles	Porteurs de projets, exploitants d'unités, syndicats d'énergie, EPCI [en charge des PCAET et des déchets (volet biodéchets) notamment], financeurs publics des projets de méthanisation et collectivités en charge des politiques de transition énergétique
Structure responsable de l'action	CRAN et Biomasse Normandie selon les actions (précisions apportées ci-dessous)
Indicateurs de suivi	CRAN : Nombre d'événements organisés (réunions de territoire, porte-ouvertes, visites…) et nombre de notes d'opportunité réalisées. Biomasse Normandie : fiches techniques et réglementaires, nb de contacts (mail/tél/physiques), synthèse des réflexions stratégiques. Acceptabilité : nb de réunions, nb de contacts, rédaction et diffusion charte. Nb de notes d'opportunité (3 à 4 par an).

4.4.1 Appui aux porteurs de projets et exploitants d'unités

4.4.1.1 Orientation et appui aux porteurs de projets

Les membres du groupement continueront à orienter les porteurs de projets et autres acteurs (constructeurs, développeurs…) dans leurs démarches. Cela se traduira par des échanges téléphoniques, mails ou des rencontres brèves.

Quand ils le jugeront opportun, les membres du groupement pourront proposer la réalisation de notes d'opportunité/études de pré-faisabilité aux porteurs de projets en stade de réflexion. La CRAN réalisera les notes à destination des porteurs de projet agricoles, ces notes seront financées à 50 % *via* le programme. Les 50 % restant seront à la charge du porteur de projet. Les études de pré-faisabilité individuelles qui pourront être financées dans le cadre du dispositif régional CAS2E 2024-2026 ne seront pas financées par le programme Métha'Normandie.

Biomasse Normandie poursuivra son travail de portée à connaissance *via* l'élaboration de fiches sur des focus réglementaires, techniques, de financement. À titre d'exemple, au cours du précédent programme les fiches suivantes ont été réalisées : fiche sur les évolutions de la rubrique ICPE 2781, fiche sur l'incidence du traitement de biodéchets sur une unité de méthanisation.

Dans le cadre du prochain programme, certaines thématiques de fiches peuvent être pressenties : les évolutions du tarif du biométhane injecté, les mécanismes de valorisation du biométhane en dehors du dispositif de l'État, le devenir des unités en cogénération en fin de contrat…

4.4.1.2 Appui aux unités en fonctionnement

Des "**groupes métha**" sont animés par la Chambre d'agriculture dans plusieurs zones, notamment dans l'Orne et la Manche. D'autres groupes pourraient émerger au cours de la programmation (Eure/Calvados et Seine-Maritime). Dans le cadre de Métha'Normandie, la CRAN pourra apporter un appui à ces groupes (interventions, expertises techniques…).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

La CRAN participe aux rencontres de l'AAMF Normandie, afin de faire le lien entre l'animation Métha'Normandie et les initiatives des agriculteurs méthaniseurs normands.

4.4.2 Appui aux collectivités

La CRAN, à travers son réseau de chefs de projets territoriaux, apportera son appui sur l'organisation d'actions en lien avec les collectivités :

- Sensibilisation des élus et techniciens des collectivités.
- Sensibilisation des agriculteurs sur un territoire ciblé dans le cadre de la définition d'un zonage de renforcement.
- Visites de sites…

Sur demande d'une collectivité, les membres du groupement pourront également apporter un appui sur le suivi du volet « méthanisation » des PCAET.

À noter que certains syndicats d'énergie ont (SDEC Énergie) ou souhaitent (SDEM 50) engager des démarches d'animation territoriales renforcées sur certaines parties de leur territoire de manière à favoriser l'émergence de projets de méthanisation tenant compte des contraintes d'injection sur le réseau. Métha'Normandie est associée à ces démarches sur des actions portant un intérêt général pour le territoire (réunions d'information et de sensibilisation).

Avec l'obligation dès le 01/01/2024 du tri à la source des **biodéchets**, ces derniers vont constituer un sujet encore plus prégnant. Au regard de sa connaissance du fonctionnement des collectivités et sa maîtrise des contraintes inhérentes à la valorisation des biodéchets, **Biomasse Normandie** pourra orienter les collectivités qui souhaiteraient s'orienter vers une valorisation en méthanisation et les informer sur les spécificités techniques et règlementaires associées. En lien avec le volet 2, une cartographie des sites de méthanisation en capacité d'accueillir les biodéchets pourra être transmise. Ces éléments sont d'ores et déjà présentés dans la carte en ligne sur les unités en fonctionnement au travers du type d'agrément sanitaire, de la rubrique ICPE et de la présence ou non d'un déconditionneur.

4.4.3 Stratégies territoriales

Certaines thématiques d'actualités constituent des enjeux cruciaux pour le développement ou l'avenir de la filière méthanisation de manière globale. Dans ce cadre, les partenaires ont identifié plusieurs sujets pour lesquels une stratégie régionale pourrait être mise en œuvre par le concours de l'ensemble des partenaires du Métha'Normandie à l'initiative de Biomasse Normandie et de la CRAN :

- Travail sur les tensions relatives aux capacités d'injection sur le réseau de distribution de gaz naturel.
- Accompagnement des collectivités dans la définition des zones d'accélération de production des EnR.
- Optimisation des unités de méthanisation : valorisation du CO_2.
- Devenir des unités en cogénération en fin de contrat.
- Émergence de nouveaux projets.
- Acceptabilité.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

4.4.3.1 Travail sur les tensions relatives aux capacités d'injection sur le réseau de distribution de gaz naturel

Responsable de l'action : Biomasse Normandie

Suite à la politique nationale de décarbonation de l'industrie, nombre d'industriels modifient ou planifient une modification de leur sourcing énergétique conduisant, notamment, à se soustraire des énergies fossiles, dont le gaz naturel.

Cette dynamique a une incidence directe sur les capacités d'injection sur le réseau de distribution, principal réseau de raccordement des unités de méthanisation (le réseau de transport disposant d'une importante capacité de stockage, il n'est pas concerné par cette problématique). Les industriels ayant une consommation notable et continue sur l'année, leur conversion vers une énergie alternative au gaz va réduire les capacités d'injection sur le réseau, en particulier l'été et d'autant plus sur les mailles de faible capacité. Cette évolution met en péril la viabilité des unités en fonctionnement par l'écrêtage qu'elles doivent réaliser, mais aussi limite, voire bloque, le raccordement de nouveaux projets en injection sur le réseau en question.

Lorsque la réalisation de maillage ou l'implantation de rebours s'avèrent complexes, GRDF s'oriente actuellement vers une politique d'alternatives technologiques afin de palier au risque d'écrêtage (système FLORES, régulation de l'injection, etc.).

Cependant, il apparaît nécessaire de détecter au plus tôt l'apparition d'une tension sur l'injection de biométhane sur le réseau de distribution.

Dans ce but, Biomasse Normandie propose d'assurer un travail prospectif sur les stratégies de décarbonation des principaux industriels normands. Ce travail passera par les phases suivantes :

- **Identification des principaux consommateurs de gaz naturel raccordés**. Ce travail se focalisera essentiellement sur le réseau de distribution, le plus soumis au risque de tension. Plusieurs sources pourront être utilisées à ce titre : fichier clients GRDF (plus de 200 clients industriels en région, sous condition de non confidentialité), à défaut fichier APROCH couplé à la cartographie du réseau de distribution.
- **Recensement des projets de décarbonation industriels**. Ce travail nécessitera un lien avec l'ADEME en charge de la mise en œuvre de la politique de décarbonation. Un balisage de l'ensemble des dispositifs existants et des dossiers déposés sera effectué. L'énergie gaz convertie sera quantifiée.
- **Travail de recoupement des données**. Cela consistera à mettre en évidence les zones territoriales fortement impactées par les stratégies de décarbonation industrielles identifiées et les incidences sur les unités en fonctionnement et les projets en cours.

La mise en œuvre de cette méthodologie sera confrontée aux contraintes de confidentialité potentielles, tant du côté des données de GRDF que de celles de l'ADEME, et devra potentiellement être ajustée en conséquence.

Biomasse Normandie propose la création d'un groupe de travail permettant de mettre au tour de la table les différentes structures concernées (ADEME, GRDF, Région, etc.) et d'assurer l'animation de ce GT.

Objectif : parvenir à localiser les poches de réseau de distribution à risque (dépendance de la consommation reposant majoritairement sur l'industrie, présence d'unités en injection et de projets de méthanisation à raccorder) sur lesquels des projets de décarbonation industriels sont envisagés, afin **d'explorer au plus tôt les parades à mettre en œuvre** (révision des modalités de raccordement,

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

révision du projet, maillage, etc.) et intégrer la réduction de consommation de l'industrie sur les stratégies de renforcement du réseau de gaz naturel.

4.4.3.2 Développement des usages du biométhane/de l'énergie produite en local

Responsable de l'action : Chambre Régionale d'Agriculture de Normandie

En parallèle, et complémentairement à l'action précédemment détaillée, il paraît intéressant de développer les usages du biométhane en local (stations bio-GNV sur les unités de méthanisation, BPA…) afin de pallier les contraintes d'injection.

Pour les projets en cogénération, un travail de réflexion sur la mise en œuvre de projets en autoconsommation collective est proposé si la règlementation liée aux unités en cogénération évolue.

Outre le fait de sécuriser une partie du débouché de l'énergie produite, la consommation en local permet une meilleure appropriation des projets avec un bénéfice directement mesurable pour le territoire.

Aujourd'hui, la Normandie ne dispose d'aucune station bio-GNV localisée sur une unité de méthanisation. Néanmoins, avec la récente publication de l'appel à projets de l'ADEME, un certain nombre d'exploitants d'unités se questionnent. Il semble donc nécessaire de prévoir une journée dédiée avec la visite d'un site équipé, dans une région voisine, et de pouvoir bénéficier de retours d'expérience. Le lien sera fait également avec les syndicats d'énergie qui travaillent au développement de la mobilité GNV sur les territoires.

Le dispositif des BPA (Biométhane Purchase Agreement) permet de revendre du biométhane en dehors du tarif de rachat règlementé, tout comme les CPB (contrat de production de biogaz). Ces dispositifs récents méritent d'être expliqués auprès des porteurs de projet et exploitants, mais aussi aux industriels en nécessité de décarboner leur activité.

4.4.3.3 Optimisation des unités de méthanisation : valorisation du CO_2

Responsable de l'action : Biomasse Normandie

- **Valorisation du CO_2**

Le CO_2 constitue le gaz majoritaire des off-gaz générés par le processus d'épuration du biométhane. Il représente de 30 à 40 % du biogaz produit. Actuellement rejeté dans l'atmosphère, sa valorisation constitue un nouvel enjeu majeur pour la filière, en améliorant au premier titre le bilan carbone des unités. La valorisation du CO_2 peut se faire, soit sous forme directe (serre, agroalimentaire, etc.), soit par son intégration dans un procédé de recombinaison (méthanation).

Objectifs : fournir une information relative à la valorisation du CO_2 (points clés, solutions techniques, marché), en l'état ou sous forme recombinée, ainsi qu'une approche régionalisée du potentiel de production de CO_2 par méthanisation et les acteurs clés. Transmettre ainsi les éléments d'intérêt pouvant mener à une prise d'initiative par les producteurs.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

Moyens :

- Réaliser une analyse de 1er niveau du potentiel de production de CO_2 relatif au parc d'unités en fonctionnement et en projet.
- Identifier les producteurs de CO_2 déjà implantés sur le territoire régional et dans les secteurs limitrophes.
- Identifier les points clés de la valorisation de CO_2.
- Restituer ce travail auprès des exploitants et porteurs de projets au travers d'une matinée d'échange avec le contenu suivant :
  . potentiel de production régional.
  . production préexistante.
  . marché régional (volume, qualité, prix).
  . éléments clés de mise en œuvre d'une solution de valorisation (Labellisation, traçabilité, analyse/qualité, transport, etc.).
  . présentation de technologies.
- REX d'unités ayant mis en œuvre des unités de valorisation de CO_2, en propre (exemple : Gazteam énergie) ou mutualisé (exemple : MD Biogaz)
- Valorisation du CO_2 par recombinaison : approche technico-économique de mise en œuvre d'un procédé technologique de recombinaison sur l'exemple d'un cas type d'unité (dimensionnement, enjeux techniques, investissement, etc.).

4.4.3.4 Devenir des cogénérations en fin de contrat

Au regard de leur historique de mise en service, nombre d'unités de méthanisation en cogénération vont atteindre la fin de leur contrat de rachat d'électricité à moyen terme. La question se pose alors du devenir de ces unités.

Selon les solutions actuelles, deux options s'offrent à elles :

- Un maintien de la valorisation par cogénération et la vente de l'électricité hors cadre tarif d'achat de l'État tel que les power purchase agreement (PPA).
- La conversion vers l'injection et la vente du biométhane dans un cadre hors tarif d'achat, seules les nouvelles installations étant éligibles au tarif d'achat. Dans ce cas, la valorisation peut intervenir dans le cadre des contrats de production de biogaz (CPB) et les biogaz purchase agreement (BPA).

Méthodologie :

- Identifier le parc d'unités qui serait concerné par cette situation :
  . identifier sur fichier DREAL les unités sous contrat 2009 (15 ans),
  . pour les unités sur contrat BG16, projection avec 140 000 h de fonctionnement.
- Localiser les unités concernées et la dynamique temporelle de fin de contrat du parc.

Il sera ainsi possible pour les partenaires du plan Métha'Normandie, d'appréhender les évolutions du parc dans les années à venir et les démarches à mettre en œuvre pour accompagner au mieux ces évolutions : évolution de la production d'électricité au regard des objectifs de la feuille de route régionale, mise en œuvre d'aide au financement de la conversion des unités, identification de l'apparition de nouvelles zones de tension sur le réseau de distribution de gaz, etc.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

Ce travail de perspective devra s'accompagner de la réalisation de plusieurs documents d'information des exploitants de méthanisation, afin de les aider au mieux dans le devenir de leur unité post contrat tarifaire :

- « Conversion de la cogénération vers l'injection, quelles incidences ? » (cadre de valorisation du biométhane, volet technique, volet règlementaire, investissement, etc.).
- « La valorisation de l'électricité et du biométhane en dehors du cadre tarifaire soutenu par l'État : les PPA, CPB et BPA ».

4.4.3.5 Émergence de nouveaux projets

Le développement de la méthanisation est essentiellement porté par les unités agricoles (+50 % de gisement agricole et +50 % d'actionnariat agricole). 75 % des unités sont aujourd'hui agricoles (typologies à la ferme, microméthanisation, collectif agricole). L'émergence de ces projets s'est ralentie ces deux dernières années alors que le potentiel de développement est encore conséquent. Par ailleurs, la méthanisation souffre aujourd'hui d'idées reçues au sein même de la profession agricole et il est primordial d'y apporter des réponses. La CRAN propose donc de relancer un travail d'émergence de projets en intervenant auprès des agriculteurs et futurs agriculteurs en sollicitant notamment les lycées agricoles, les syndicats de jeunes agriculteurs, les coopératives, etc.

Deux autres secteurs présentent un fort potentiel pour le développement de la méthanisation : l'industrie agroalimentaire et le traitement des eaux usées urbaines. Des démarches spécifiques peuvent être engagés sur ces 2 secteurs.

- **Industrie agroalimentaire (IAA)**
  - ⇨ Identification des industries agroalimentaires présentes en région.
  - ⇨ Rapprochement auprès de l'AREA pour une présentation spécifique sur le volet méthanisation. Cette association est une porte d'entrée auprès des entreprises de l'industrie agro-alimentaire. Dans le cadre des politiques de décarbonation de l'industrie, une intervention du club couvrant le champ environnemental serait pertinent. Par ailleurs, ces clubs ont la capacité de mobiliser les personnes qualifiées pour engager les réflexions de ce type.
  - ⇨ Réalisation de notes d'opportunités à destination des IAA.

- **Station d'épuration des eaux urbaines (STEU)**
  - ⇨ Identification des STEU disposant d'un seuil minimal en équivalent habitant (EH).
  - ⇨ Organisation d'une réunion avec l'appui des syndicats d'énergie à destination des collectivités concernées par les STEP identifiées.
  - ⇨ REX Méthanisation, présentation des technologies à avenir gazéification hydrothermale.
  - ⇨ Cadre règlementaire associé.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

4.4.4 Acceptabilité et intégration des projets sur leur territoire

La problématique de l'acceptabilité des projets de méthanisation reste, elle aussi, un volet de stratégie régionale majeure sur laquelle l'action doit être menée en continuité de la précédente programmation.

Il semble aujourd'hui important de **sensibiliser et acculturer le grand public** à la méthanisation, qui reste une technologie encore méconnue. Cela pourra se faire *via* :

- L'organisation d'une soirée-débat par an ouverte au grand public et aux élus des collectivités sur le modèle de ce qui avait été organisé par la CRAN à Beuzeville en mars 2023.
- L'organisation d'une porte-ouverte par an sur un site de méthanisation (ex : Agrigaz Vire en juin 2022)
- La conception d'un stand mobile, permettant de présenter la méthanisation de façon ludique et pédagogique sur des événements grand public liés à l'agriculture et la transition écologique. Ce stand pourra être mobilisé sur demande et ne nécessitera pas forcément la présence d'un animateur Métha'Normandie.
- La participation des membres du groupement à des événements grand public existants organisés sur le territoire, afin de présenter le stand mobile.

Par ailleurs, en s'appuyant sur l'exemple de "La Fresque du climat", la CRAN souhaite développer une "**Fresque de la méthanisation**". L'objectif est de créer un outil pédagogique, basé sur l'intelligence collective, pour permettre à un groupe d'élus/agriculteurs/grand public de s'approprier le contexte, les objectifs et les externalités positives de la méthanisation. L'outil sera composé d'une trentaine de cartes et d'un guide pour assurer sa bonne utilisation. "La fresque de la méthanisation" pourra donc être utilisée comme outil d'appropriation territoriale d'un projet, auprès d'élus ou d'un grand public. Elle pourra également être utilisée auprès d'agriculteurs qui pourront en apprendre davantage sur la méthanisation. Enfin, elle pourra être diffusée dans des établissements d'enseignement agricole, sous la forme d'un atelier pédagogique innovant.

Côté acceptabilité et intégration territoriale des projets, la dynamique lancée par l'entrée en vigueur de la charte Métha'Normandie (documents d'engagements visant à encourager le dialogue territorial autour des projets) est à poursuivre dans la prochaine programmation, ce qui implique des efforts sur 4 axes de travail :

1. **Mobiliser les porteurs de projets et générer des signatures de charte.**

   Pour cela, il convient de poursuivre la communication autour de la charte et d'orienter les porteurs de projets vers les bons interlocuteurs le plus tôt possible.

2. **Suivre les signataires dans les démarches de dialogue territorial engagées.**

   Déjà mis en place et à continuer, le suivi des signataires est réalisé à travers des entretiens téléphoniques (2 à 3 échanges de 30 minutes/1 h). L'objectif de ces échanges est de faire :

   . une contextualisation de la charte Métha'Normandie,
   . un bref descriptif du projet signataire,
   . un état des lieux de l'environnement du projet,
   . un récapitulatif des éléments clés à aborder lors d'une démarche de dialogue territorial,
   . un récapitulatif des outils du dialogue territorial,
   . une chronologie des étapes clés à prendre en compte,

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

. une liste des aides financières possibles,
. une liste des aides techniques possibles (cabinets, agents, élus…),
. un compte-rendu avec des préconisations (ce document),
. un ou deux points d'avancement.

3. Outiller les porteurs de projets

Réalisation et diffusion d'un KIT MÉTHA'NORMANDIE DIALOGUE TERRITORIAL compilant toutes les informations utiles pour les porteurs de projets, afin qu'ils puissent prendre en main le volet intégration territorial/communication/concertation de leur projet : frise chronologique, annuaire contacts utiles, boîte à outils, FAQ, formations disponibles, retours d'expérience, ressources…

4. Former les porteurs de projets au dialogue territorial

Une formation assurée par la CRAN sur le sujet « Communiquer sur mon projet de méthanisation » (en partenariat avec QUELIA) est déjà proposée dans le cadre du programme Métha'Normandie. L'objectif serait d'intégrer à cette formation un volet d'1 h ou 2 h spécifique au dialogue territorial tel qu'il est envisagé dans la Charte Métha'Normandie : présentation de la notion de dialogue territorial, les étapes clés, les outils, les contacts qualifiés, etc.

En complément de ces axes de travail, la construction d'un DDT tour spécifique à la méthanisation pourrait être conçut en partenariat avec l'Agence normande de la biodiversité et du développement durable (ANBDD). Le DDTour est une offre de visites de terrain permanente proposée par l'ANBDD. Cet outil pédagogique d'une demi-journée présente des sites remarquables ayant mis en œuvre des principes concourant au développement durable en région Normandie. Il serait pertinent de coconstruire un DDTour spécifique à la méthanisation destiné à sensibiliser les élus territoriaux au travers de visites d'unités de typologies variées et d'échanges avec les exploitants.

4.5 Volet 4 - Perspectives gaz vert

Tableau 8 : **Description des actions liées au volet 4**

Objectifs	Amorcer une réflexion autour du gaz vert, plus largement, intégrant les projets pour appréhender la place de la méthanisation et des autres filières de production de gaz vert au niveau régional et sur les territoires (indication pour le développement du réseau et de politiques en matière de transition énergétique) Technologies : pyrogazéification, gazéification hydrothermale, méthanation.
Cibles	Porteurs de projets, exploitants d'unités, collectivités (Région, EPCI), Syndicats d'énergie, ADEME
Structure responsable de l'action	Biomasse Normandie
Indicateurs de suivi	nb de projets et données techniques (tableur) Fiches de veille et nb de participations au GT pyrogazéification/gazéification (ATEE)

En 2030, 7 % du gaz consommé devra être d'origine renouvelable avec une part provenant du biométhane et une part d'unité de gazéification/pyrogazéification. Actuellement, la filière méthanisation est la plus dynamique. Toutefois, il nous semble important de suivre le développement

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

et le potentiel de production des filières gazéification, pyrogazéification et gazéification hydrothermale. En effet, moins matures, ces filières ne disposent actuellement d'aucun cadre réglementaire concernant, notamment, la valorisation du gaz produit. Toutefois, cela est en cours d'évolution.

Dans le cadre du précédent plan, l'apparition des 1ères initiatives de projets de gaz verts sont apparues essentiellement dans le second semestre 2023 : projet de gazéification hydrothermale des boues de la STEP de Granville, Projet TH2 (Blainville-sur-Orne), Projet de pyrogazéification porté par la CC d'Argentan, projet Salamandre d'Engie (Le Havre).

Il nous semble donc important d'appréhender le développement de la filière, être en mesure de répondre aux porteurs de projets sur les technologies, les gisements, les évolutions réglementaires et également pour appréhender les zones qui seront concernées par ces projets et faire le lien sur les capacités du réseau de la zone étudiée à recevoir ce gaz vert.

Biomasse Normandie, dans ce cadre, propose :

. d'assurer une veille réglementaire.
. d'assurer une veille technologique.
. de participer à certains groupes de travail nationaux de l'ATEE, club Gazéification.
. de mettre en place et recenser les projets en cours notamment sur la base des échanges avec les porteurs de projets.
. d'évaluer les gisements concernés par cette filière sur la base des données issues de l'Observatoire de la Ressource, des Déchets et de l'Économie Circulaire et du programme d'animation Bois-Énergie en Normandie.

4.6 Volet 5 - Valorisation et diffusion des informations

Tableau 9 : Description des actions liées au volet 5

Objectifs	Diffuser l'ensemble des informations utiles (techniques, réglementaires…) Promouvoir les événements organisés dans le cadre du programme en région Promouvoir la filière régionale Faire le lien vers le national et les travaux entrepris dans d'autres régions ou au niveau national
Cibles	Ensemble des acteurs
Structure responsable de l'action	CRAN
Indicateurs de suivi	CRAN : statistiques de consultation du site internet, nombre d'abonnés à la lettre d'informations, nombre d'écoute des podcasts Biomasse Normandie : Nb de contacts (porteurs, acteurs divers), support pour site internet

Mis en ligne début 2022, le **site internet** www.methanormandie.fr est le principal support de diffusion des actions, documents, événements organisés dans le cadre du programme. La CRAN propose de poursuivre l'entretien et la mise à jour régulière du site : actualisation des pages fixes selon les besoins, mise en ligne des actualités et événements, etc. L'ajout de nouvelles pages pourra être envisagé selon les besoins (ex: Métha'réseau).

Les informations utiles, les actualités de la filière nationale et régionale seront diffusées par le biais d'une **lettre d'information trimestrielle** rédigée et diffusée par la CRAN, complémentaire au site internet. Elle sera notamment alimentée par les éléments de développement du parc d'unités de méthanisation (volet 2) et par la veille règlementaire (volet 1).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

Afin de valoriser les travaux de Métha'Normandie sur les volets formation (promotion du CS RUMA), financement (GT financement) et acceptabilité (Charte Métha'Normandie), 4 épisodes de podcasts ont été réalisés et diffusés en 2023 par la CRAN. Ce nouveau format de diffusion des informations est aujourd'hui plébiscité notamment par les agriculteurs. En outre, le podcast permet de creuser davantage les sujets par rapport à de la vidéo et peut s'écouter en conduisant. La CRAN propose de poursuivre la **série des podcasts** Métha'Normandie en réalisant 2 à 3 nouveaux épisodes par an.

Les membres du groupement assureront la visibilité du programme sur les **réseaux sociaux** (Linkedin, Twitter, Facebook).

4.7 Volet 6 - Animation de la comitologie

Au cours du programme d'animation 2018 - 2020, une gouvernance a été établie et reconduite dans le plan 2021-2023. Nous nous appuyons sur cette structuration pour déterminer le volet animation du programme.

La coordination de ce programme sera assurée conjointement par la CRAN et Biomasse Normandie.

Tableau 10 : **Détail de la comitologie**

	COPIL[2]	COTECH[3]	COS[4]
Nombre par an	2	4	1
Participation	Oui	Oui	Oui
Participants	Structures d'animation + financeurs	Structures d'animation + financeurs + partenaires Métha'Normandie	Elus et décideurs des structures représentées dans le COTECH
Organisation (envoi des invitations/salle)	Non prévue	Oui (responsabilité CRAN/Biomasse Normandie =1 sur 2)	Non prévue
Définition ordre du jour	Participation	Concerté	Participation
Préparation du support	Participation si besoin	Oui (selon sujet)	Participation si besoin
Rédaction d'un compte-rendu	Non prévu	Oui (responsabilité CRAN/Biomasse Normandie =1 sur 2)	Non prévue

4.8 Rapports et suivi des actions

Dans le cadre du programme, chacune des structures s'engage à réaliser une fois par an, un rapport de bilan des actions menées sur l'année.

[2] COPIL : Comité de pilotage

[3] COTECH : Comité technique

[4] COS : Comité stratégique

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

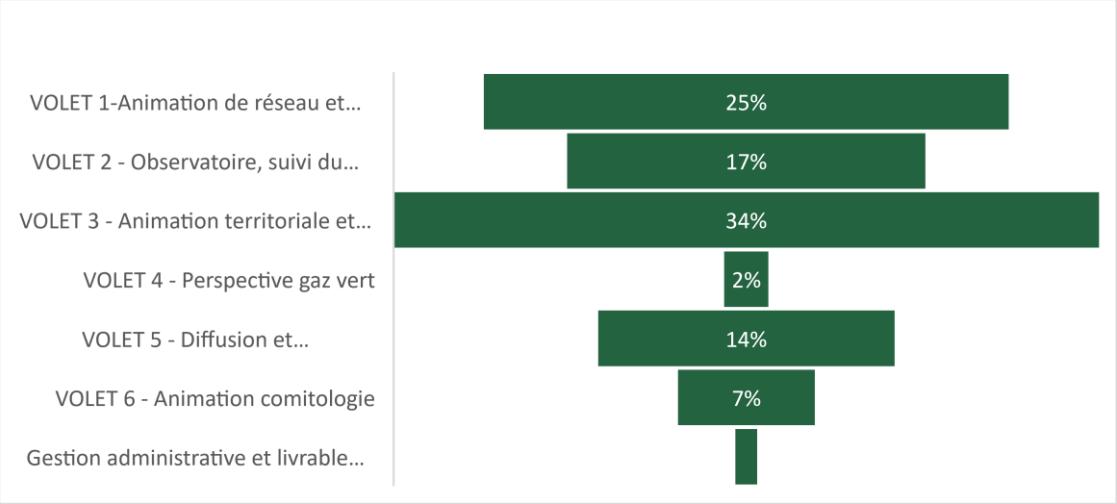
5. Chiffrage

5.1 Temps passé

Le volume global représente 1 691 jours de travail sur la durée du programme dont CRAN : 831 jours et Biomasse Normandie : 860 jours dont 690 jours hors stagiaire.

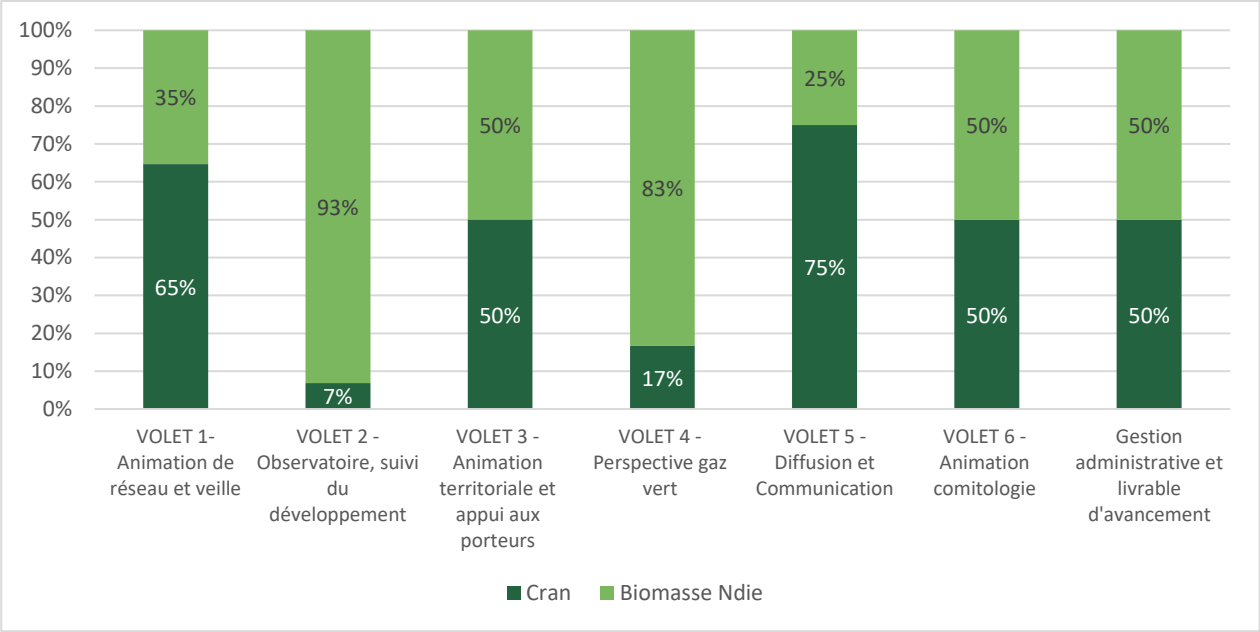
Ci-après figure la répartition des jours globaux sur la période par volet du programme d'animation.

Graphique 2 : **Part du temps passé par volet par les deux structures (jours passés par volet/jours totaux)**



Ci-dessous, la répartition du temps CRAN et Biomasse Normandie par volet sur la durée du programme (en % du temps global associé à chaque volet).

Graphique 3 : **Répartition du temps passé par structure et par volet**



Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-15-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

5.2 Budget et plan de financement

5.2.1 Budget

Le montant global pour la mise en place et l'animation du programme est de **695 645 €** dont CRAN : 390 645 € et Biomasse Normandie : 305 000 €. Le détail figure ci-dessous.

Tableau 11 : **Budget du Métha'Normandie 2024-2026 par structure**

2024-2026	Biomasse Normandie	CRAN	Total
Dépenses de personnel	238 200	331 645	569 845
Autres dép. fonctionnement	14 300	59 000	73 300
Equipement	7 500		7 500
Connexes	45 000		45 000
Total	**305 000**	**390 645**	**695 645**

5.2.2 Plan de financement

Le plan de financement prévisionnel proposé ci-dessous s'appuie sur :

- Les conditions d'attribution des aides de la Région Normandie IDEE ACTION Régionale "Soutien aux structures et aux événements d'éducation au développement durable".
- Les conditions d'attribution des aides du dispositif ADEME en vigueur au moment de la présente demande (Actions en faveur de la transition écologique : aides aux relais et aux actions ponctuelles).
- Un financement tiers à mobiliser auprès notamment des syndicats d'énergie.
- Un autofinancement de chacune des structures à hauteur de 20 % du montant des dépenses (y compris dépenses externes).

Le détail par structure est indiqué ci-dessous.

Tableau 12 : **Plan de financement envisagé**

Financement 2024-2026	CRAN	Bio Ndie	Total 2024-2026	Part des financeurs
Ademe	197 550	95 220	292 770	31,22%
Région	114 970	115 030	230 000	37,71%
Syndicats	0	33 750	33 750	11,07%
Autofinancement	78 125	61 000	139 125	20,00%
Budget	**390 645**	**305 000**	**695 645**	**100%**

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-16-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

2024-C-16

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ DE L'EURE

Séance du 1er Juin 2024	**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL**
Convocation : 17 Mai 2024 Nombre de membres : - en exercice 585 - présents 319 (après retrait des 5 membres déportés) Délibération n° : **2024-C-16** Objet : **Photovoltaïque au sol Acquisition d'actions de la SEM TEE 27 dans la SAS du projet mené à Criquebeuf-sur-Seine**	L'An DEUX MILLE VINGT QUATRE, le 1ER Juin à 9h30, le comité du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure (SIEGE), légalement convoqué, s'est réuni au Cadran à Evreux sous la présidence de Monsieur Xavier HUBERT. Etaient présents 319 membres formant la majorité des membres en exercice et pouvant valablement délibérer. Monsieur Roger WALLART, délégué de Tournedos Bois Hubert, a été désigné secrétaire de séance.

POUVOIRS

M. DESHAYES Edmond, délégué de la commune de BOISNEY, a donné pouvoir à Mme FREBERT Martine, déléguée de la commune de VALAILLES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PRESLES Gwendoline, déléguée de la commune de BOURNEVILLE STE CROIX, a donné pouvoir à M. CAUCHE Pascal, délégué de la commune de CORMEILLES, pour la représenter lors des délibérations.
M. CITHER Michel, délégué de la commune de BUEIL, a donné pouvoir à Mme LEMONNE Christine, déléguée de la commune de BRETAGNOLLES, pour le représenter lors des délibérations.
M. CAILLET Frédéric, délégué de la commune d'ETREPAGNY, a donné pouvoir à M. MOGLIA Jean Marc, délégué de la commune d'ANDE, pour le représenter lors des délibérations.
M. RIHAL Benoît, délégué de la commune de FARCEAUX, a donné pouvoir à M. HUBERT Xavier, délégué de la commune des BAUX STE CROIX, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PIEDNOEL Frédérique, déléguée de la commune d'HEUDEBOUVILLE, a donné pouvoir à M. JAMMET Eric, délégué de la commune de ST ETIENNE DU VAUVRAY, pour la représenter lors des délibérations.
M. LE DENMAT Christian, délégué de la commune de PACY SUR EURE, a donné pouvoir à M. GARREAU Cyril, délégué de la commune de CROISY SUR EURE, pour le représenter lors des délibérations.
M. HUTIN Alain, délégué de la commune de ST AGNAN DE CERNIERES a donné pouvoir à M. ROULOIS Jean Louis, délégué de la commune de VERNEUSSES, pour le représenter lors des délibérations.
M. LECOEUR Philippe, délégué de la commune de ST VICTOR DE CHRETIENVILLE a donné pouvoir à M. COINDARD Robert, délégué de la commune de PLAINVILLE, pour le représenter lors des délibérations.
M. BEAURAIN Eric, délégué de la commune de LA TRINITE DE REVILLE, a donné pouvoir à M. SPOHR Claude, délégué de la commune de ST PIERRE DE CERNIERES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme DENIZE Florence, déléguée de la commune de ST MARTIN ST FIRMIN, a donné pouvoir à M. BEAUCHE Jean Charles, délégué de la commune de ST ETIENNE L'ALLIER, pour la représenter lors des délibérations.

MEMBRES ADMINISTRATEURS DE LA SEM PRESENTS DEPORTES DES DEBATS ET DU VOTE PAR ARRETE
M. Xavier HUBERT / M. Frédéric DELAMARE / M. Raynald HAMEL / M. Arnaud MABIRE / Jean Marc MOGLIA

Exposé des motifs

Par délibération du Bureau syndical du 24/03/2023, le SIEGE 27 a décidé de s'engager, aux côtés de la commune de Criquebeuf-sur-Seine et de l'agglomération Seine-Eure, dans un projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol à implanter sur d'anciens bassins de décantation et anciennes carrières.

Dans ce contexte, le SIEGE 27 et l'agglomération Seine-Eure ont négocié une prise de participation au sein de la SAS créée spécifiquement pour les besoins spécifiques du développement de ce projet puis de sa construction et de son exploitation, auprès de l'opérateur privé Générale du Solaire qui porte ce projet.

Après prise en compte de l'ensemble des enjeux du site, environnementaux notamment, le projet en cours d'instruction par les services de l'Etat, serait d'une puissance d'environ 31 MW.

Il a été décidé lors des échanges avec les diverses parties prenantes du projet que la SEM TRANSITION EUROISE ENERGIES participe jusqu'à 24% du capital social.

Ainsi les associés futurs de la SAS seraient :

- GENERALE DU SOLAIRE : 51% ;
- AGGLOMERATION SEINE EURE : 25% ;
- SEM TRANSITION EUROISE ENERGIES : 24%.

Ils seront présents dans les instances de décision de la SAS, à savoir le comité stratégique et l'Assemblée Générale (collectivité des associés) dont les règles de fonctionnement sont décrites dans les documents constitutifs de la société dont les caractéristiques sont résumées ci-dessous :

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-16-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

- Objet de la société : développement, acquisition, vente, construction, financement, exploitation et gestion de centrales photovoltaïques ;
- Le nom de la société : GSOLAIRE17 ;
- Le capital social de la société est de 100 euros ;
- Le capital social est constitué de 100 actions d'une valeur nominale d'un euro ;
- La participation de la SEM TRANSITION EUROISE ENERGIES est fixée à 24% maximum du capital de la SAS ;
- La gouvernance de la société sera notamment assurée par une présidence assurée par Générale du Solaire ;
- Le Comité stratégique sera composé de deux membres de Générale du Solaire, d'un membre de l'agglomération Seine-Eure et d'un membre de la SEM TRANSITION EUROISE ENERGIES, chaque membre ayant chacun une voix ;
- Les droits de vote en Assemblée Générale seront proportionnels à la quotité de capital détenue par chacun et chaque action donnera droit à une voix ;
- Toute fonction au sein de la SAS ne sera pas rémunérée ;
- L'interdiction de vendre ses actions pendant 5 ans (sauf entre actionnaires et affiliés) ;
- Une procédure d'agrément à l'unanimité pour tout projet de cession d'actions à un tiers non encore actionnaire ;
- Un droit de préemption par les actionnaires, en cas de projet de cession d'actions à un tiers ;
- Un droit de sortie proportionnelle et totale au bénéfice de l'agglomération Seine-Eure et de la SEM TRANSITION EUROISE ENERGIES, dès lors que Générale du Solaire souhaiterait transférer ses actions à un tiers.

Les hypothèses prises en matière de besoins de financement de ce projet d'une puissance de 31 MW sont à ce jour les suivantes :

- un investissement d'environ 25M€ ;
- couvert par de la dette bancaire à hauteur de 80% (soit 20M€ environ) et par les fonds propres des actionnaires pour les 20% restant (soit 5M€ environ).

Ainsi, rapporté à son pourcentage de participation dans la SAS GSOLAIRE17, la SEM TRANSITION EUROISE ENERGIES aurait à financer 24% des besoins en fonds propres soit environ 1,2M€ via des apports en compte courant d'associé et/ou des augmentations de capital.

Conformément à l'article 1524-5, alinéa 15 du CGCT, le Comité syndical doit autoriser la SEM TRANSITION EUROISE ENERGIES à acquérir 24 actions auprès de Générale du Solaire dans la SAS GSOLAIRE17 à la valeur de 7 285,71€ par action, soit pour 24 actions, un montant de 174 857,04€.

Délibération

Après délibération, le Comité Syndical autorise la SEM TRANSITION EUROISE ENERGIES à acquérir jusqu'à 24 actions auprès de Générale du Solaire dans la SAS GSOLAIRE17 à la valeur de 7 285,71€ par action, soit pour 24 actions, un montant de 174 857,04€.

Délibération adoptée à l'unanimité.
Pour extrait conforme,

Le Vice-Président, Pascal CAUCHE	Le secrétaire de séance, Roger WALLART

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-17-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

2024-C-17

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ DE L'EURE

Séance du 1er Juin 2024	**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL**
Convocation : 17 Mai 2024 Nombre de membres : - en exercice 585 - présents 318 (après retrait des 5 membres déportés) Délibération n° : **2024-C-17** Objet : **Photovoltaïque au sol Acquisition d'actions supplémentaires de la SEM TEE 27 dans la SAS TRANSITION EUROISE DE SAINT ANDRE DE L'EURE**	L'An DEUX MILLE VINGT QUATRE, le 1ER Juin à 9h30, le comité du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure (SIEGE), légalement convoqué, s'est réuni au Cadran à Evreux sous la présidence de Monsieur Xavier HUBERT. Etaient présents 318 membres formant la majorité des membres en exercice et pouvant valablement délibérer. Monsieur Roger WALLART, délégué de Tournedos Bois Hubert, a été désigné secrétaire de séance.

POUVOIRS

M. DESHAYES Edmond, délégué de la commune de BOISNEY, a donné pouvoir à Mme FREBERT Martine, déléguée de la commune de VALAILLES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PRESLES Gwendoline, déléguée de la commune de BOURNEVILLE STE CROIX, a donné pouvoir à M. CAUCHE Pascal, délégué de la commune de CORMEILLES, pour la représenter lors des délibérations.
M. CITHER Michel, délégué de la commune de BUEIL, a donné pouvoir à Mme LEMONNE Christine, déléguée de la commune de BRETAGNOLLES, pour le représenter lors des délibérations.
M. CAILLET Frédéric, délégué de la commune d'ETREPAGNY, a donné pouvoir à M. MOGLIA Jean Marc, délégué de la commune d'ANDE, pour le représenter lors des délibérations.
M. RIHAL Benoît, délégué de la commune de FARCEAUX, a donné pouvoir à M. HUBERT Xavier, délégué de la commune des BAUX STE CROIX, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PIEDNOEL Frédérique, déléguée de la commune d'HEUDEBOUVILLE, a donné pouvoir à M. JAMMET Eric, délégué de la commune de ST ETIENNE DU VAUVRAY, pour la représenter lors des délibérations.
M. LE DENMAT Christian, délégué de la commune de PACY SUR EURE, a donné pouvoir à M. GARREAU Cyril, délégué de la commune de CROISY SUR EURE, pour le représenter lors des délibérations.
M. HUTIN Alain, délégué de la commune de ST AGNAN DE CERNIERES a donné pouvoir à M. ROULOIS Jean Louis, délégué de la commune de VERNEUSSES, pour le représenter lors des délibérations.
M. LECOEUR Philippe, délégué de la commune de ST VICTOR DE CHRETIENVILLE a donné pouvoir à M. COINDARD Robert, délégué de la commune de PLAINVILLE, pour le représenter lors des délibérations.
M. BEAURAIN Eric, délégué de la commune de LA TRINITE DE REVILLE, a donné pouvoir à M. SPOHR Claude, délégué de la commune de ST PIERRE DE CERNIERES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme DENIZE Florence, déléguée de la commune de ST MARTIN ST FIRMIN, a donné pouvoir à M. BEAUCHE Jean Charles, délégué de la commune de ST ETIENNE L'ALLIER, pour la représenter lors des délibérations.

MEMBRES ADMINISTRATEURS DE LA SEM PRESENTS DEPORTES DES DEBATS ET DU VOTE PAR ARRETE
M. Xavier HUBERT / M. Frédéric DELAMARE / M. Raynald HAMEL / M. Arnaud MABIRE / Jean Marc MOGLIA

Exposé des motifs

A la suite de la délibération du Comité syndical en date du 26/05/2023, le SIEGE 27 a procédé le 6 octobre 2023 à la création d'une société d'économie mixte (SEM) « TRANSITION EUROISE ENERGIES » (TEE 27) dont il est l'actionnaire majoritaire à hauteur de 75% afin de porter en lieu et place du SIEGE 27 les projets d'énergie renouvelable tels que celui mené sur l'ancienne piste bétonnée de l'aérodrome de la commune de Saint André de l'Eure.
Ainsi, par délibération du Comité syndical en date du 25/11/2023, le SIEGE 27 a cédé à la SEM TRANSITION EUROISE ENERGIES, l'ensemble des actions qu'il détenait dans le SAS TRANSITION EUROISE DE SAINT ANDRE DE L'EURE créée pour les besoins spécifiques du développement de ce projet puis de sa construction et de son exploitation.

Le capital de 1 000€ de cette société de projet est divisé en 100 actions de 10€ de valeur nominale et est donc réparti de la manière suivante :

- 51% SEM SIPEnR ;
- 15% Saint André de l'Eure ;
- 32% SEM TEE 27 ;
- 2% Evreux Portes de Normandie ;

Avant reprise des actions par la SEM TEE 27, la répartition capitalistique suivante :

- 51% SEM SIPEnR ;
- 15% Saint André de l'Eure ;
- 32% SIEGE 27 ;
- 2% Evreux Portes de Normandie ;

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-17-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

tenait au fait que :

- les acteurs publics ne pouvaient pas cumulativement représenter plus de 50% du capital sans que les SAS de projet ne soient qualifiées de SEM ;
- SIPEnR ne devait posséder que 26% des actions, 25% devant revenir à la SEM West Energies qui a finalement décidé en 2022 de recentrer ses activités sur le seul département de La Manche.

Avec la reprise des actions détenues par le SIEGE 27 par la SEM TEE 27 considérée comme de droit privé, la répartition peut évoluer. C'est dans ce contexte que SIPEnR propose à la SEM TEE 27 de lui céder des actions supplémentaires afin d'obtenir une parité actionnariale dans la SAS.
Les actions seraient cédées au cours du 2ème semestre 2024, au nominal, avec la répartition suivante :

- 41% SEM SIPEnR (-10%) ;
- 15% Saint André de l'Eure ;
- 42% SEM TEE 27 (+10%) ;
- 2% Evreux Portes de Normandie ;

D'après les derniers éléments financiers disponibles, les besoins supplémentaires de fonds propres de la SEM TEE 27 pour financer le projet seraient alors d'environ 200 000€ (besoin total d'environ 860k€ à financer par la SEM en lieu et place de 660k€).

Conformément à l'article 1524-5, alinéa 15 du CGCT, le Comité syndical doit autoriser la SEM TRANSITION EUROISE ENERGIES à acquérir 10 actions supplémentaires auprès de la SEM SIPEnR dans la SAS TRANSITION EUROISE DE SAINT ANDRE DE L'EURE à la valeur nominale de 10€ par action, soit pour 10 actions, un montant de 100€.

S'agissant d'un transfert libre au titre de l'article 10.2 des Statuts de la SAS TRANSITION EUROISE DE SAINT ANDRE DE L'EURE, il n'est pas fait application ni de la règle d'inaliénabilité ni du droit de préemption.

Délibération

Après délibération, le Comité Syndical autorise la SEM TRANSITION EUROISE ENERGIES :

- à prendre ou signer tout acte utile à l'acquisition de 10 actions supplémentaires auprès de la SEM SIPEnR dans la SAS TRANSITION EUROISE DE SAINT ANDRE DE L'EURE à la valeur nominale de 10€ par action, soit pour 10 actions, un montant de 100€ ;
- à participer à toute augmentation de capital de la SAS TRANSITION EUROISE DE SAINT ANDRE DE L'EURE ainsi qu'à conclure toute convention d'apport en compte courant d'associé avec celle-ci, qui s'avérerait nécessaire dans le cadre du financement susmentionné du projet, ainsi qu'à prendre ou signer tout acte utile y afférent.

Délibération adoptée à l'unanimité.
Pour extrait conforme,

Le Vice-Président, Pascal CAUCHE	Le secrétaire de séance, Roger WALLART

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-18-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

2024-C-18

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ DE L'EURE

Séance du 1er Juin 2024	**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL**
Convocation : 17 Mai 2024 Nombre de membres : - en exercice 585 - présents 318 (après retrait des 5 membres déportés) Délibération n° : **2024-C-18** Objet : **Photovoltaïque au sol Acquisition d'actions supplémentaires de la SEM TEE 27 dans la SAS TRANSITION EUROISE DU SETOM**	L'An DEUX MILLE VINGT QUATRE, le 1ER Juin à 9h30, le comité du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure (SIEGE), légalement convoqué, s'est réuni au Cadran à Evreux sous la présidence de Monsieur Xavier HUBERT. Etaient présents 318 membres formant la majorité des membres en exercice et pouvant valablement délibérer. Monsieur Roger WALLART, délégué de Tournedos Bois Hubert, a été désigné secrétaire de séance.

POUVOIRS

M. DESHAYES Edmond, délégué de la commune de BOISNEY, a donné pouvoir à Mme FREBERT Martine, déléguée de la commune de VALAILLES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PRESLES Gwendoline, déléguée de la commune de BOURNEVILLE STE CROIX, a donné pouvoir à M. CAUCHE Pascal, délégué de la commune de CORMEILLES, pour la représenter lors des délibérations.
M. CITHER Michel, délégué de la commune de BUEIL, a donné pouvoir à Mme LEMONNE Christine, déléguée de la commune de BRETAGNOLLES, pour le représenter lors des délibérations.
M. CAILLET Frédéric, délégué de la commune d'ETREPAGNY, a donné pouvoir à M. MOGLIA Jean Marc, délégué de la commune d'ANDE, pour le représenter lors des délibérations.
M. RIHAL Benoît, délégué de la commune de FARCEAUX, a donné pouvoir à M. HUBERT Xavier, délégué de la commune des BAUX STE CROIX, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PIEDNOEL Frédérique, déléguée de la commune d'HEUDEBOUVILLE, a donné pouvoir à M. JAMMET Eric, délégué de la commune de ST ETIENNE DU VAUVRAY, pour la représenter lors des délibérations.
M. LE DENMAT Christian, délégué de la commune de PACY SUR EURE, a donné pouvoir à M. GARREAU Cyril, délégué de la commune de CROISY SUR EURE, pour le représenter lors des délibérations.
M. HUTIN Alain, délégué de la commune de ST AGNAN DE CERNIERES a donné pouvoir à M. ROULOIS Jean Louis, délégué de la commune de VERNEUSSES, pour le représenter lors des délibérations.
M. LECOEUR Philippe, délégué de la commune de ST VICTOR DE CHRETIENVILLE a donné pouvoir à M. COINDARD Robert, délégué de la commune de PLAINVILLE, pour le représenter lors des délibérations.
M. BEAURAIN Eric, délégué de la commune de LA TRINITE DE REVILLE, a donné pouvoir à M. SPOHR Claude, délégué de la commune de ST PIERRE DE CERNIERES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme DENIZE Florence, déléguée de la commune de ST MARTIN ST FIRMIN, a donné pouvoir à M. BEAUCHE Jean Charles, délégué de la commune de ST ETIENNE L'ALLIER, pour la représenter lors des délibérations.

MEMBRES ADMINISTRATEURS DE LA SEM PRESENTS DEPORTES DES DEBATS ET DU VOTE PAR ARRETE
M. Xavier HUBERT / M. Frédéric DELAMARE / M. Raynald HAMEL / M. Arnaud MABIRE / Jean Marc MOGLIA

Exposé des motifs

A la suite de la délibération du Comité syndical en date du 26/05/2023, le SIEGE 27 a procédé le 6 octobre 2023 à la création d'une société d'économie mixte (SEM) « TRANSITION EUROISE ENERGIES » (TEE 27) dont il est l'actionnaire majoritaire à hauteur de 75% afin de porter en lieu et place du SIEGE 27 les projets d'énergie renouvelable tels que celui mené sur le centre d'enfouissement de déchets appartenant au SETOM (Syndicat mixte pour l'Etude et le Traitement des Ordures Ménagères) sur les communes de Mercey et La Chapelle-Longueville.
Ainsi, par délibération du Comité syndical en date du 25/11/2023, le SIEGE 27 a cédé à la SEM TRANSITION EUROISE ENERGIES, l'ensemble des actions qu'il détenait dans le SAS TRANSITION EUROISE DU SETOM créée pour les besoins spécifiques du développement de ce projet puis de sa construction et de son exploitation.

Le capital de 1 000€ de cette société de projet est divisé en 100 actions de 10€ de valeur nominale et est donc réparti de la manière suivante :

- 51% SEM SIPEnR ;
- 20% SETOM ;
- 29% SEM TEE 27.

Avant reprise des actions par la SEM TEE 27, la répartition capitalistique suivante :

- 51% SEM SIPEnR ;
- 20% SETOM ;
- 29% SIEGE 27 ;

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-18-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

tenait au fait que :

- les acteurs publics ne pouvaient pas cumulativement représenter plus de 50% du capital sans que les SAS de projet ne soient qualifiées de SEM ;
- SIPEnR ne devait posséder que 26% des actions, 25% devant revenir à la SEM West Energies qui a finalement décidé en 2022 de recentrer ses activités sur le seul département de La Manche.

Avec la reprise des actions détenues par le SIEGE 27 par la SEM TEE 27 considérée comme de droit privé, la répartition peut évoluer. C'est dans ce contexte que SIPEnR propose à la SEM TEE 27 de lui céder des actions supplémentaires afin d'obtenir une parité actionnariale dans la SAS.
Les actions seraient cédées au cours du 2ème semestre 2024, au nominal, avec la répartition suivante :

- 40% SEM SIPEnR (-11%) ;
- 20% SETOM ;
- 40% SEM TEE 27 (+11%).

D'après les derniers éléments financiers disponibles, les besoins supplémentaires de fonds propres de la SEM TEE 27 pour financer le projet seraient alors d'environ 190 000€ (besoin total d'environ 700k€ à financer par la SEM en lieu et place de 510k€).

Conformément à l'article 1524-5, alinéa 15 du CGCT, le Comité syndical doit autoriser la SEM TRANSITION EUROISE ENERGIES à acquérir 11 actions supplémentaires auprès de la SEM SIPEnR dans la SAS TRANSITION EUROISE DU SETOM à la valeur nominale de 10€ par action, soit pour 11 actions, un montant de 110€.

S'agissant d'un transfert libre au titre de l'article 10.2 des Statuts de la SAS TRANSITION EUROISE DU SETOM, il n'est pas fait application ni de la règle d'inaliénabilité ni du droit de préemption.

Délibération

Après délibération, le Comité Syndical autorise la SEM TRANSITION EUROISE ENERGIES :

- à prendre ou signer tout acte utile à l'acquisition de 11 actions supplémentaires auprès de la SEM SIPEnR dans la SAS TRANSITION EUROISE DU SETOM à la valeur nominale de 10€ par action, soit pour 11 actions, un montant de 110€ ;
- à participer à toute augmentation de capital de la SAS TRANSITION EUROISE DU SETOM ainsi qu'à conclure toute convention d'apport en compte courant d'associé avec celle-ci, qui s'avérerait nécessaire dans le cadre du financement susmentionné du projet, ainsi qu'à prendre ou signer tout acte utile y afférent.

Délibération adoptée à l'unanimité.
Pour extrait conforme,

Le Vice-Président, Pascal CAUCHE	Le secrétaire de séance, Roger WALLART

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-19-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

2024-C-19

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ DE L'EURE

Séance du 1er Juin 2024	**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL**
Convocation : 17 Mai 2024 Nombre de membres : - en exercice 585 - présents 318 (après retrait des 5 membres déportés) Délibération n° : **2024-C-19** Objet : **Photovoltaïque au sol Acquisition d'actions supplémentaires de la SEM TEE 27 dans la SAS TRANSITION EUROISE DU CETRAVAL**	L'An DEUX MILLE VINGT QUATRE, le 1ER Juin à 9h30, le comité du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure (SIEGE), légalement convoqué, s'est réuni au Cadran à Evreux sous la présidence de Monsieur Xavier HUBERT. Etaient présents 318 membres formant la majorité des membres en exercice et pouvant valablement délibérer. Monsieur Roger WALLART, délégué de Tournedos Bois Hubert, a été désigné secrétaire de séance.

POUVOIRS

M. DESHAYES Edmond, délégué de la commune de BOISNEY, a donné pouvoir à Mme FREBERT Martine, déléguée de la commune de VALAILLES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PRESLES Gwendoline, déléguée de la commune de BOURNEVILLE STE CROIX, a donné pouvoir à M. CAUCHE Pascal, délégué de la commune de CORMEILLES, pour la représenter lors des délibérations.
M. CITHER Michel, délégué de la commune de BUEIL, a donné pouvoir à Mme LEMONNE Christine, déléguée de la commune de BRETAGNOLLES, pour le représenter lors des délibérations.
M. CAILLET Frédéric, délégué de la commune d'ETREPAGNY, a donné pouvoir à M. MOGLIA Jean Marc, délégué de la commune d'ANDE, pour le représenter lors des délibérations.
M. RIHAL Benoît, délégué de la commune de FARCEAUX, a donné pouvoir à M. HUBERT Xavier, délégué de la commune des BAUX STE CROIX, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PIEDNOEL Frédérique, déléguée de la commune d'HEUDEBOUVILLE, a donné pouvoir à M. JAMMET Eric, délégué de la commune de ST ETIENNE DU VAUVRAY, pour la représenter lors des délibérations.
M. LE DENMAT Christian, délégué de la commune de PACY SUR EURE, a donné pouvoir à M. GARREAU Cyril, délégué de la commune de CROISY SUR EURE, pour le représenter lors des délibérations.
M. HUTIN Alain, délégué de la commune de ST AGNAN DE CERNIERES a donné pouvoir à M. ROULOIS Jean Louis, délégué de la commune de VERNEUSSES, pour le représenter lors des délibérations.
M. LECOEUR Philippe, délégué de la commune de ST VICTOR DE CHRETIENVILLE a donné pouvoir à M. COINDARD Robert, délégué de la commune de PLAINVILLE, pour le représenter lors des délibérations.
M. BEAURAIN Eric, délégué de la commune de LA TRINITE DE REVILLE, a donné pouvoir à M. SPOHR Claude, délégué de la commune de ST PIERRE DE CERNIERES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme DENIZE Florence, déléguée de la commune de ST MARTIN ST FIRMIN, a donné pouvoir à M. BEAUCHE Jean Charles, délégué de la commune de ST ETIENNE L'ALLIER, pour la représenter lors des délibérations.

MEMBRES ADMINISTRATEURS DE LA SEM PRESENTS DEPORTES DES DEBATS ET DU VOTE PAR ARRETE
M. Xavier HUBERT / M. Frédéric DELAMARE / M. Raynald HAMEL / M. Arnaud MABIRE / Jean Marc MOGLIA

Exposé des motifs

A la suite de la délibération du Comité syndical en date du 26/05/2023, le SIEGE 27 a procédé le 6 octobre 2023 à la création d'une société d'économie mixte (SEM) « TRANSITION EUROISE ENERGIES » (TEE 27) dont il est l'actionnaire majoritaire à hauteur de 75% afin de porter en lieu et place du SIEGE 27 les projets d'énergie renouvelable tels que celui mené sur le centre d'enfouissement de déchets appartenant au SDOMODE (Syndicat de Destruction des Ordures Ménagères de l'Ouest du Département de l'Eure) sur la commune de Malleville-sur-le-Bec.

Ainsi, par délibération du Comité syndical en date du 25/11/2023, le SIEGE 27 a cédé à la SEM TRANSITION EUROISE ENERGIES, l'ensemble des actions qu'il détenait dans le SAS TRANSITION EUROISE DU CETRAVAL créée pour les besoins spécifiques du développement de ce projet puis de sa construction et de son exploitation.

Le capital de 1 000€ de cette société de projet est divisé en 100 actions de 10€ de valeur nominale et est donc réparti de la manière suivante :

- 51% SEM SIPEnR ;
- 25% SDOMODE ;
- 24% SEM TEE 27.

Avant reprise des actions par la SEM TEE 27, la répartition capitalistique suivante :

- 51% SEM SIPEnR ;
- 25% SDOMODE ;
- 24% SIEGE 27 ;

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-19-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

tenait au fait que :

- les acteurs publics ne pouvaient pas cumulativement représenter plus de 50% du capital sans que les SAS de projet ne soient qualifiées de SEM ;
- SIPEnR ne devait posséder que 26% des actions, 25% devant revenir à la SEM West Energies qui a finalement décidé en 2022 de recentrer ses activités sur le seul département de La Manche.

Avec la reprise des actions détenues par le SIEGE 27 par la SEM TEE 27 considérée comme de droit privé, la répartition peut évoluer. C'est dans ce contexte que SIPEnR propose à la SEM TEE 27 de lui céder des actions supplémentaires afin d'obtenir une parité actionnariale dans la SAS.
Les actions seraient cédées au cours du 2ème semestre 2024, au nominal, avec la répartition suivante :

- 37% SEM SIPEnR (-14%) ;
- 25% SDOMODE ;
- 38% SEM TEE 27 (+14%).

D'après les derniers éléments financiers disponibles, les besoins supplémentaires de fonds propres de la SEM TEE 27 pour financer le projet seraient alors d'environ 130 000€ (besoin total d'environ 350k€ à financer par la SEM en lieu et place de 220k€).

Conformément à l'article 1524-5, alinéa 15 du CGCT, le Comité syndical doit autoriser la SEM TRANSITION EUROISE ENERGIES à acquérir 14 actions supplémentaires auprès de la SEM SIPEnR dans la SAS TRANSITION EUROISE DU CETRAVAL à la valeur nominale de 10€ par action, soit pour 14 actions, un montant de 140€.

S'agissant d'un transfert libre au titre de l'article 10.2 des Statuts de la SAS TRANSITION EUROISE DU CETRAVAL, il n'est pas fait application ni de la règle d'inaliénabilité ni du droit de préemption.

Délibération

Après délibération, le Comité Syndical autorise la SEM TRANSITION EUROISE ENERGIES :

- à prendre ou signer tout acte utile à l'acquisition de 14 actions supplémentaires auprès de la SEM SIPEnR dans la SAS TRANSITION EUROISE DU CETRAVAL à la valeur nominale de 10€ par action, soit pour 14 actions, un montant de 140€ ;
- à participer à toute augmentation de capital de la SAS TRANSITION EUROISE DU CETRAVAL ainsi qu'à conclure toute convention d'apport en compte courant d'associé avec celle-ci, qui s'avérerait nécessaire dans le cadre du financement susmentionné du projet, ainsi qu'à prendre ou signer tout acte utile y afférent.

Délibération adoptée à l'unanimité.
Pour extrait conforme,

Le Vice-Président, Pascal CAUCHE	Le secrétaire de séance, Roger WALLART

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-20b-DE
Date de télétransmission : 07/06/2024
Date de réception préfecture : 07/06/2024

2024-C-20

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ DE L'EURE

Séance du 1er Juin 2024	**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL**
Convocation : 17 Mai 2024 Nombre de membres : - en exercice 585 - présents 318 (après retrait des 5 membres déportés) Délibération n° : **2024-C-20** Objet : **SEM : Désignation de représentants au Comité d'investissement**	L'An DEUX MILLE VINGT QUATRE, le 1ER Juin à 9h30, le comité du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure (SIEGE), légalement convoqué, s'est réuni au Cadran à Evreux sous la présidence de Monsieur Xavier HUBERT. Etaient présents 318 membres formant la majorité des membres en exercice et pouvant valablement délibérer. Monsieur Roger WALLART, délégué de Tournedos Bois Hubert, a été désigné secrétaire de séance.

POUVOIRS

M. DESHAYES Edmond, délégué de la commune de BOISNEY, a donné pouvoir à Mme FREBERT Martine, déléguée de la commune de VALAILLES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PRESLES Gwendoline, déléguée de la commune de BOURNEVILLE STE CROIX, a donné pouvoir à M. CAUCHE Pascal, délégué de la commune de CORMEILLES, pour la représenter lors des délibérations.
M. CITHER Michel, délégué de la commune de BUEIL, a donné pouvoir à Mme LEMONNE Christine, déléguée de la commune de BRETAGNOLLES, pour le représenter lors des délibérations.
M. CAILLET Frédéric, délégué de la commune d'ETREPAGNY, a donné pouvoir à M. MOGLIA Jean Marc, délégué de la commune d'ANDE, pour le représenter lors des délibérations.
M. RIHAL Benoît, délégué de la commune de FARCEAUX, a donné pouvoir à M. HUBERT Xavier, délégué de la commune des BAUX STE CROIX, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PIEDNOEL Frédérique, déléguée de la commune d'HEUDEBOUVILLE, a donné pouvoir à M. JAMMET Eric, délégué de la commune de ST ETIENNE DU VAUVRAY, pour la représenter lors des délibérations.
M. LE DENMAT Christian, délégué de la commune de PACY SUR EURE, a donné pouvoir à M. GARREAU Cyril, délégué de la commune de CROISY SUR EURE, pour le représenter lors des délibérations.
M. HUTIN Alain, délégué de la commune de ST AGNAN DE CERNIERES a donné pouvoir à M. ROULOIS Jean Louis, délégué de la commune de VERNEUSSES, pour le représenter lors des délibérations.
M. LECOEUR Philippe, délégué de la commune de ST VICTOR DE CHRETIENVILLE a donné pouvoir à M. COINDARD Robert, délégué de la commune de PLAINVILLE, pour le représenter lors des délibérations.
M. BEAURAIN Eric, délégué de la commune de LA TRINITE DE REVILLE, a donné pouvoir à M. SPOHR Claude, délégué de la commune de ST PIERRE DE CERNIERES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme DENIZE Florence, déléguée de la commune de ST MARTIN ST FIRMIN, a donné pouvoir à M. BEAUCHE Jean Charles, délégué de la commune de ST ETIENNE L'ALLIER, pour la représenter lors des délibérations.

MEMBRES ADMINISTRATEURS DE LA SEM PRESENTS DEPORTES DES DEBATS ET DU VOTE PAR ARRETE
M. Xavier HUBERT / M. Frédéric DELAMARE / M. Raynald HAMEL / M. Arnaud MABIRE / Jean Marc MOGLIA

Exposé des motifs

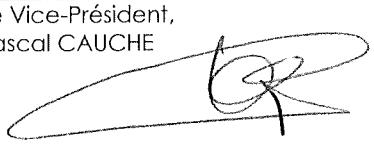
Par délibération en date du 25/11/2023, le Comité syndical a désigné comme représentants au Comité d'investissement de la SEM TRANSITION EUROISE ENERGIES : Nicolas DEVILLERS (titulaire) et Florian ROBERT (suppléant).

Il est proposé au Comité Syndical de désigner comme nouveaux représentants au Comité d'investissement de la SEM TRANSITION EUROISE ENERGIES, Aimery de VANDIERE (titulaire) et Nicolas DEVILLERS (suppléant).

Délibération

Après délibération, le Comité Syndical valide les nouveaux représentants au Comité d'investissement de la SEM TRANSITION EUROISE ENERGIES, Aimery de Vandière en tant que titulaire et Nicolas Devillers en tant que suppléant.

Délibération adoptée à l'unanimité.
Pour extrait conforme,

Le Vice-Président, Pascal CAUCHE	Le secrétaire de séance, Roger WALLART
	

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-21-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2024-C-21

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ DE L'EURE

Séance du 1er Juin 2024	**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL**
Convocation : 17 Mai 2024 Nombre de membres : - en exercice 585 - présents 317 Délibération n° : **2024-C-21** Objet : **Avenant 3 de modification de formule tarifaire et actualisation du catalogue de prestations et services concession ANTARGAZ – Contrat du 31/01/2005 – commune de BOISSEY LE CHATEL**	L'An DEUX MILLE VINGT QUATRE, le 1ER Juin à 9h30, le comité du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure (SIEGE), légalement convoqué, s'est réuni au Cadran à Evreux sous la présidence de Monsieur Xavier HUBERT. Etaient présents 317 membres formant la majorité des membres en exercice et pouvant valablement délibérer. Monsieur Roger WALLART, délégué de Tournedos Bois Hubert, a été désigné secrétaire de séance.

POUVOIRS

M. DESHAYES Edmond, délégué de la commune de BOISNEY, a donné pouvoir à Mme FREBERT Martine, déléguée de la commune de VALAILLES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PRESLES Gwendoline, déléguée de la commune de BOURNEVILLE STE CROIX, a donné pouvoir à M. CAUCHE Pascal, délégué de la commune de CORMEILLES, pour la représenter lors des délibérations.
M. CITHER Michel, délégué de la commune de BUEIL, a donné pouvoir à Mme LEMONNE Christine, déléguée de la commune de BRETAGNOLLES, pour le représenter lors des délibérations.
M. CAILLET Frédéric, délégué de la commune d'ETREPAGNY, a donné pouvoir à M. MOGLIA Jean Marc, délégué de la commune d'ANDE, pour le représenter lors des délibérations.
M. RIHAL Benoît, délégué de la commune de FARCEAUX, a donné pouvoir à M. HUBERT Xavier, délégué de la commune des BAUX STE CROIX, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PIEDNOEL Frédérique, déléguée de la commune d'HEUDEBOUVILLE, a donné pouvoir à M. JAMMET Eric, délégué de la commune de ST ETIENNE DU VAUVRAY, pour la représenter lors des délibérations.
M. LE DENMAT Christian, délégué de la commune de PACY SUR EURE, a donné pouvoir à M. GARREAU Cyril, délégué de la commune de CROISY SUR EURE, pour le représenter lors des délibérations.
M. HUTIN Alain, délégué de la commune de ST AGNAN DE CERNIERES a donné pouvoir à M. ROULOIS Jean Louis, délégué de la commune de VERNEUSSES, pour le représenter lors des délibérations.
M. LECOEUR Philippe, délégué de la commune de ST VICTOR DE CHRETIENVILLE a donné pouvoir à M. COINDARD Robert, délégué de la commune de PLAINVILLE, pour le représenter lors des délibérations.
M. BEAURAIN Eric, délégué de la commune de LA TRINITE DE REVILLE, a donné pouvoir à M. SPOHR Claude, délégué de la commune de ST PIERRE DE CERNIERES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme DENIZE Florence, déléguée de la commune de ST MARTIN ST FIRMIN, a donné pouvoir à M. BEAUCHE Jean Charles, délégué de la commune de ST ETIENNE L'ALLIER, pour la représenter lors des délibérations.

Exposé des motifs

Pour rappel, par contrat signé le 31 Janvier 2005, le SIEGE, autorité concédante, a confié au concessionnaire ANTARGAZ ENERGIES l'exécution de prestations de distribution publique de gaz combustible propane sur la commune de BOISSEY LE CHATEL et ce, pour une durée de 30 ans.

En vertu de cette Convention, le Concessionnaire a établi et exploite un réseau de distribution de gaz propane sur le territoire de la commune susmentionnée.

En premier lieu, le Concessionnaire souhaite ajuster la proportion des différents éléments qui entrent dans le calcul de ses tarifs pour faire suite à l'expérience qu'il a acquise durant ces dernières années dans l'activité de délégation de service public de distribution de gaz en réseau et faire face à la conjoncture actuelle. En effet, les prix des matières premières, notamment du prix d'achat du gaz, mais aussi les coûts de transports, les coûts de travaux de raccordement ou du matériel d'entretien, ont été fortement impactés par la crise actuelle et subissent une forte volatilité qui va perdurer.

Cette modification est indispensable à la pérennité de la Délégation de Service Public mais également permettra d'avoir une tarification homogène entre les différentes tranches tarifaires.

En second lieu, le catalogue des prestations et service n'avait pas été mis à jour depuis 2008. Certains articles et indices de révisions ne sont plus d'actualité. Ce Catalogue des Prestations sera donc mis à jour par la présente modification.

La modification correspondante, issue des échanges entre les parties, est jointe à la présente délibération.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-21-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

En application des dispositions de l'article R 3135-7 du Code de la Commande Publique, il convient de proposer au Comité syndical :

- de prendre acte de la proposition du concessionnaire ;
- d'autoriser l'application de ces nouvelles conditions tarifaires à la concession telles que définies dans le projet de modification ;
- d'autoriser le Président à signer tout document afférent à ces nouvelles conditions contractuelles.

Délibération

Après délibération, le Comité Syndical prend acte de la proposition du concessionnaire et autorise l'application de ces nouvelles conditions tarifaires à la concession telles que définies dans le projet de modification et le Président à signer tout document afférent à ces nouvelles conditions contractuelles.

Délibération adoptée à l'unanimité.
Pour extrait conforme,

Le Président, Xavier HUBERT	Le secrétaire de séance, Roger WALLART

Accusé de réception préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-21-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Modification n° 3

à la convention de concession

pour le service public de la distribution

de gaz signé le 31 janvier 2005

Objet : Modification de l'Annexe 3 « Tarification du Service »
&
Intégration de l'Annexe 3Bis « Indexation des Prix du Service »
&
Modification de l'Annexe 4 « Catalogue des « Prestations et Services »

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-21-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

MODIFICATION N°3 A LA CONVENTION DE CONCESSION POUR LE SERVICE PUBLIC DE LA DISTRIBUTION DE GAZ 2005

Entre les soussignés :

Le **Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure** (S.I.E.G.E.) – ZAC du Long Buisson – 12, rue Concorde 27390 GUICHAINVILLE, représenté par son Président, Monsieur Xavier HUBERT

VU la délibération du comité syndical, visée par le contrôle de légalité de la préfecture de l'Eure, et portant signature de la convention de concession pour le service public de la distribution de gaz, entre Le Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure et Antargaz,

ci-après dénommé : «**l'autorité concédante**»

D'une part,
Et

La société ANTARGAZ, SAS au capital de 7.749.159 €, dont le siège social est à COURBEVOIE (92400), 4 Place Victor Hugo Immeuble Reflex, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 572 126 043, représentée par Monsieur Franck TILLY, agissant en qualité de Responsable du Département Réseaux France, dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après dénommé : «**le concessionnaire**»

D'autre part,

L'Autorité concédante et le Concessionnaire sont ci-après individuellement ou collectivement dénommés la (ou les) « Partie(s) ».

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

Par contrat signé le 31 janvier 2005 (ci-après le « Contrat »), l'autorité concédante a confié au concessionnaire l'exécution de prestations de distribution publique de gaz combustible sur la commune de Boissey le Chatel et ce, pour une durée de 20 ans.

En vertu de cette Convention, le Concessionnaire a établi et exploite désormais un réseau de distribution de gaz propane sur le territoire des communes susmentionnées.

Les Parties se sont rencontrées afin d'apporter des modifications aux conditions tarifaires de la convention de Délégation de Service Publique dont le Concessionnaire est titulaire.

En premier lieu, le Concessionnaire souhaite ajuster la proportion des différents éléments qui entrent dans le calcul de ses tarifs pour faire suite à l'expérience qu'il a acquise durant ces dernières années dans l'activité de délégation de service public de distribution de gaz en réseau et faire face à la conjoncture actuelle.,

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-21-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

En effet, les prix des matières premières, notamment du prix d'achat du gaz, mais aussi les coûts de transports, les coûts de travaux de raccordement ou du matériel d'entretien, ont été fortement impactés par la crise actuelle et subissent une forte volatilité qui va perdurer.

Cette modification est indispensable à la pérennité de la Délégation de Service Public mais également permettra d'avoir une tarification homogène entre les différentes tranches tarifaires.

En second lieu, le catalogue des prestations et service n'avait pas été mis à jour depuis 2008. Certains articles et indices de révisions ne sont plus d'actualité. Ce Catalogue des Prestations sera donc mis à jour par la présente modification.

Selon délibération du Comité Syndical du 1er juin 2024 l'Autorité Concédante :

- a pris acte de la proposition du Concessionnaire,

- autorise l'application de ces nouvelles conditions tarifaires à la Concession

- a approuvé les termes et conditions des présentes.

- autorise le Président du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure à signer tout document afférent à ces nouvelles conditions contractuelles.

CELA ETANT EXPOSE, IL A ETE CONVENU ENTRE LES PARTIES CE QUI SUIT :

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-21-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article 1 Objet de la modification

La présente modification a pour objet :

- De modifier l'Annexe 3 « Tarif et Facturation »
- D'intégrer l'annexe 3 Bis « Indexation des prix du service »
- De modifier l'annexe 4 « Catalogue des prestations » de la Convention.

Article 2 Modification apportée à l'Annexe 3 « Tarif et Facturation » de la Convention

Il est stipulé entre les Parties que l'Annexe 3 de la Convention signée le 31 janvier 2005 est purement et simplement remplacée par ce qui suit.

ANNXE 3 : TARIFICATION DU SERVICE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-21-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Le service public de distribution du gaz propane sur le territoire de la concession comprend :

- Un service de fourniture et d'acheminement du gaz propane (ou service public de base).
  Ce service est l'objet d'une tarification selon les dispositions développées dans la présente annexe ;
- La réalisation de prestations complémentaires proposées par le concessionnaire en lien avec le raccordement et la consommation de gaz (ou prestations annexes).
  Ces prestations complémentaires font l'objet de l'Annexe 4 au présent contrat.

Article 1 Principe de la tarification du service public de base

La tarification du service public de base aux usagers est dépendante de leur catégorie et de leur besoin annuel souscrit au point de consommation raccordé aux équipements du service public. Elle est de type binôme.
Les termes du tarif binôme sont :

- un terme d'abonnement et,
- un terme proportionnel à la consommation dit « tarifs de fourniture du gaz propane ».

Article 2 Définition des tranches de consommation

Les prix de fourniture sont établis selon une segmentation des usagers basée sur leur consommations annuelle et leur catégorie.

Catégorie	**Particulier**			**Collectivité et Professionnel**			
Code	**C1**	**C2**	**C3**	**P1 / S1**	**P2 / S2**	**P3 / S3**	**P4 / S4**
Consommation annuelle en kWh/an	Jusqu'à 5 999	De 6 000 à 29 999	A partir de 30 000	Jusqu'à 74 999	De 80 000 à 149 999	De 150 000 à 299 999	Supérieur à 300 000

Dans un souci d'aide et de soutien aux personnes en situation de précarité, le concessionnaire propose une grille (S1, S2, S3 et S4) de tarifs uniquement applicables à la catégorie « Sociale ». Les seuls usagers bénéficiant d'un logement social, en tant que titulaires d'un bail dûment conclu avec un bailleur social, pourront prétendre appartenir à cette catégorie.

Les bailleurs sociaux (OPHLM, OPAC, organismes privés d'habitations à loyer modéré…) sont des organismes publics ou privés recevant des subventions de collectivités publiques, pour construire ou gérer des logements locatifs destinés à des personnes modestes.

Le tarif, applicable au locataire, est fonction de la consolidation des consommations des logements du bailleur social, sur la commune de résidence du locataire de ce dit bailleur.

Un usager pourra faire valoir la facturation de ses consommations de gaz au tarif professionnel (gamme Pi) à une adresse de livraison donnée si l'établissement, au sens de l'INSEE, desservi à l'adresse susdite est assorti d'un numéro SIRET valide.

A l'exclusion des cas visés aux précédents alinéas du présent article, les usagers sont réputés être soumis aux prix de la gamme Ci du présent contrat.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-21-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article 3 Tarifs de fourniture du gaz propane

Les tarifs ci-dessous sont en centimes d'euros hors taxes.

Boissey le Chatel

Tarifs au 1er avril 2024	C1	C2 / C3	P1 / P2 S1 / S2	P3 / S3	P4 / S4
Tarifs de fourniture (cts €/kWh HT)	**9,95**	**8,64**	**8,41**	**8,13**	**7,84**

NB : taux de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A) appliquée : celui en vigueur au moment de la prestation

La décomposition tarifaire de référence est la suivante, en date du 1er avril 2024.

Code variable	Décomposition du tarif	C2
Cd	Coût de distribution	1,92
Csa	Coût de stockage/acheminement	1,25
P	Achat du gaz	3,40
MA	Marge & Autre	1,06
I	Part fixe amortissement	1,01
Tarifs de fourniture (cts €/kWh HT) au 1er avril 2024		**8,64**

NB : taux de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A) appliquée : celui en vigueur au moment de la prestation

Article 4 Tarif des abonnements mensuels

Les tarifs ci-dessous sont en euros hors taxes, en date du 1er avril 2024.

Code Tarif	C1 / C2 / C3 S1 / S2 / S3 / S4	P1 / P2 / P3	P4
Abonnements mensuels	**15,98**	**27,73**	**33,27**

NB : taux de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A) appliquée : celui en vigueur au moment de la prestation

Les abonnements détaillés ci-avant concernent les compteurs de type usuel quel que soit leur débit horaire nominal.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-21-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article 3 Ajout d'une Annexe 3 Bis « Indexation du prix des Services »

Il est expressément stipulé entre les Parties que l'Annexe 3 bis ci-dessous est ajoutée à la Convention signée le 31 janvier 2005.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-21-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article 1 Révision du tarif de fourniture du gaz propane

Le prix du propane, exprimé en $/t sur le marché international, fluctue en fonction des disponibilités de produit, de la conjoncture internationale (géopolitique et économique) ainsi que des conditions climatiques du moment. En conséquence, les références du passé n'ont aucune pertinence pour élaborer les mouvements de l'avenir.
Le prix de la fourniture de gaz sera la résultante de plusieurs facteurs (au nombre de 5) qui évoluent selon des index spécifiques.

a – Fréquence de révision :

Le prix de vente du gaz variera deux fois par an, à intervalles réguliers et fixes de six mois. Les dates d'application des nouveaux barèmes de vente seront les 1er avril et 1er octobre de chaque année.

b – Détermination de la nouvelle valeur des éléments constitutifs du prix :

L'élaboration du barème se fera à J, dernier jour ouvrable du pénultième mois avant sa date d'application.
Les éléments constitutifs du prix sont les suivants :

b.1. Coût de distribution :

Le coût de distribution est indexé sur l'indice TP05a du mois (m-6) publié par l'INSEE sous la référence d'identifiant 001710991 (base 2010). A défaut de publication à la date du calcul, c'est la dernière valeur publiée de l'indice qui sera considérée.

Coût de distribution de la période (s) :

$$\mathbf{Cd_{(S)} = Cd_0 \times (TP05a_{(m-6)} / TP05a_0)}$$

Où:

- $Cd_{(S)}$: nouveau coût de distribution ;
- Cd_0 : coût initial de distribution définit à l'article 3 de l'annexe3 ;
- $TP05a_{(m-6)}$: valeur de l'index national des travaux en souterrains traditionnels du mois (m-6) ;
- $TP05a_o$: index initial du mois d'octobre 2023 : 130,9.

b.2. Coût de stockage et acheminement :

Le coût de stockage et acheminement est indexé sur l'indice CNL Route du deuxième (2ème) trimestre de l'année pour le tarif du 1er octobre et du quatrième (4ème) trimestre pour le tarif du 1er avril de l'année suivante. Cet indice est publié par la Fédération des Entreprises de Transport et Logistique de France. A défaut de publication à la date du calcul, c'est la dernière valeur publiée de l'indice qui sera considérée.

Coût de stockage et acheminement de la période (s) :

$$\mathbf{Csa_{(S)} = Csa_0 \times (CNL\ Route_{(S)} / CNL\ Route_0)}$$

Où:

- $Csa_{(S)}$: nouveau coût de stockage et acheminement ;
- Csa_0 : coût initial de stockage et acheminement définit à l'article 3 de l'annexe 3 ;
- $CNL\ Route_{(S)}$: valeur de l'indice CNL Route publié au titre du deuxième trimestre de l'année où est effectué le calcul de l'actualisation devant intervenir au 1er octobre,
  ou publié au titre du quatrième trimestre de l'année antérieure à celle où est effectué le calcul de l'actualisation devant intervenir au 1er avril ;

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-21-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

- CNL Route$_0$: valeur initiale de l'indice CNL Route publié au titre du quatrième trimestre de l'année 2023 (CNL Route$_{(2023/T4)}$) : 267,86.

b.3. Marge & Autre :

Le coût « Marge & Autre » (MA) est indexé sur l'indice TP05a du mois (m-6) publié par l'INSEE sous la référence d'identifiant 001710991 (base 2010). A défaut de publication à la date du calcul, c'est la dernière valeur publiée de l'indice qui sera considérée.

Coût MA de la période (s) :

$$\mathbf{MA_{(S)} = MA_0 \times (TP05a_{(m-6)} / TP05a_0)}$$

Où:

- MA$_{(S)}$: nouvelle valeur du terme Marge & Autre ;
- MA$_0$: coût initial du terme Marge & Autre définit à l'article 3 de l'annexe 3 ;
- TP05a$_{(m-6)}$: valeur de l'index national des travaux en souterrains traditionnels du mois (m-6) ;
- TP05a$_o$: index initial du mois d'octobre 2023 : 130,9.

b.4. Partie fixe - Amortissements :

Le terme « *Partie fixe – Amortissements »* est non indexé. Il représente notamment la part d'amortissement des ouvrages imputée au prix de vente.

b.5. Achat du gaz :

Le prix du produit P$_S$, pour un semestre considéré, est élaboré à partir de la formule suivante :

$$\mathrm{P}s = \left(\sum_{i=1}^{i=6} M_i \div 6 \right) \times Cj \ \div K$$

Où :

- **Ps** : le prix d'achat du gaz pour la période, valeur en €/kWh ;
- **M$_i$** : la moyenne des cotations du marché à terme propane (« swaps ») de chacun des six (6) mois de la période tarifaire concernée, publiés par Petroleum Argus – International LPG Report (réf : Buy Sell Forward Market NWE), à *j* ;
- **c$_J$** : le cours du dollar en euros du jour J : Taux de change (parités quotidiennes) | Banque de France (banque-france.fr) ;
- ***J*** **:** le dernier jour ouvrable du pénultième mois avant sa date d'application du nouveau tarif ;
- **K :** le coefficient de conversion en kWh/tonne, fixé à : 13 830 kWh/tonne de Propane (PCS).

c - Détermination du prix de la fourniture des usagers de la tranche C2 :

Le prix de fourniture, pour la période (S), pour les usagers au tarif de fourniture C2 s'obtient en additionnant l'ensemble des composantes actualisées comme cela est indiqué au 'b' du présent article. Ainsi :

$$\mathbf{F(C2)_{(s)} = Cd_{(S)} + Csa_{(S)} + MA_{(S)} + P_{(S)} + I}$$

d – Détermination du prix de la fourniture des autres tranches des grilles de tarif particulier et professionnel / bâtiments publics :

Le pourcentage d'évolution du prix de la fourniture (F) de la tranche C2 sert de référence à l'évolution des autres tranches de chacune des grilles.

Le prix (F) des autres tranches évolue, pour la période (S), de la manière suivante :

$$F(autre\ tranche)_s = F(autre\ tranche)_0 \times F(C2)_n / F(C2)_0$$

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-21-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Où :

- $F(autre\ tranche)_n$: nouveau prix ;
- $F(autre\ tranche)_0$: prix d'origine ;
- $F(C2)_n$: nouveau prix de la tranche C2 ;
- $F(C2)_0$: prix d'origine de la tranche C2.

e – Clause de modération tarifaire :

Evolution des prix portés dans la grille tarifaire

e.1. Le prix du gaz porté dans la grille tarifaire

Le prix du gaz facturé aux usagers correspond au prix porté dans la grille tarifaire.

e.2. L'indexation des prix de la fourniture portés dans la grille tarifaire

L'indexation des prix portés dans la grille tarifaire sera effectuée au maximum deux (2) fois par an, au 1er avril et au 1er octobre.

L'application des formules d'indexation ne pourra en aucun cas avoir pour effet d'entraîner une variation des prix supérieure à quinze (15)% par rapport à ceux portés dans la grille tarifaire des prix de la fourniture appliqué au semestre précédent, à la hausse comme à la baisse.

e.3. L'ajustement

Toutefois, l'autorité concédante autorise expressément le concessionnaire à procéder, de sa propre initiative et sans que l'autorité concédante ne puisse l'y contraindre, à un ajustement de la grille tarifaire à une valeur inférieure au prix résultant de l'indexation (ci –après l' « Ajustement »).

Le concessionnaire ne pourra pas procéder à plus de deux (2) ajustements consécutifs de sa propre initiative.

Dans le cas où un troisième ajustement serait nécessaire afin de préserver l'intérêt général des usagers, le concessionnaire et l'autorité concédante se rapprocheront afin de définir ensemble le pourcentage de baisse permettant un ajustement de la grille tarifaire à une valeur inférieure au prix résultant de l'indexation, sur accord écrit et préalable des deux parties en y indiquant les motifs.

f – Conditions spécifiques :

La tranche P4 de la grille tarifaire stipule des conditions spécifiques pour les clients professionnels dits « gros consommateurs »
Cette tarification spécifique est subordonnée à la signature d'un contrat d'abonné professionnel « gros consommateurs ». L'ensemble des conditions tarifaires sera négocié directement avec l'abonné professionnel en fonction de ses besoins.

g – Révision tarifaire :

Le concessionnaire pourra proposer à l'autorité concédante toutes autres modifications tarifaires qu'il estimera nécessaires pour la bonne exécution de la convention de concession pendant la durée de cette dernière.
Ces modifications tarifaires n'interviendront qu'après accord exprès des deux parties, régularisé par avenant.

Article 2 Révision du tarif des abonnement

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-21-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2.1 Calcul du coefficient de révision

Le montant des abonnements sera révisé annuellement, le 1er avril, selon la formule définie ci-dessous. Le concessionnaire transmettra la nouvelle grille de prix à l'autorité concédante préalablement à son entrée en application.

$$R = 0{,}19 + 0{,}27\ (TP05a_{m-6} / TP05a_0) + 0{,}27\ (X_{m-6} / X_0) + 0{,}27\ (Y_{m-6} / Y_0)$$

Avec :

- R : coefficient d'actualisation (ou coefficient de révision) ;
- $TP05a_{m-6}$: valeur de l'index national des travaux en souterrains traditionnels du mois d'octobre de l'année précédente publié par l'INSEE sous l'identifiant 001710991 (base 2010) ;
- $TP05a_0$: valeur initiale de l'index (avril 2022) : 126,2 ;
- X_{m-6} : valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail – tous salariés – Industries mécaniques et électriques du mois d'octobre de l'année précédente, publiée par l'INSEE (identifiant : 001565183) ;
- X_0 : valeur de l'indice mensuels du coût horaire du travail – tous salariés – Industries mécaniques et électriques du mois d'octobre 2021 : 128,8, publiée dans le bulletin mensuel de statistique de l'INSEE (identifiant de la série : 001565183) ;
- Y_{m-6} : valeur de l'indice mensuel du coût du travail - tous salariés – Services principalement rendus aux entreprises d'octobre de l'année précédente, publiée par l'INSEE (identifiant : 001565196) ;
- Y_0 : valeur de l'indice mensuel du coût du travail - tous salariés – Services principalement rendus aux entreprises de septembre 2021 : 123,2, publiée par l'INSEE (identifiant de la série : 001565196) ;
- m : mois d'application du nouveau prix ;

2.2 Application du coefficient de révision

Le coefficient de révision déterminé à l'article de 2.1 de la présente annexe servira au calcul du tarif des abonnements applicable à compter du 1er de chaque année, en faisant usage de la formule suivante :

$$P = P_0 \times R$$

Avec :

- P : nouvelle valeur de l'abonnement mensuel applicable aux usagers d'une catégorie et d'un niveau de consommation donnés ;
- P_0 : valeur initiale de l'abonnement mensuel au 1er avril 2023 (Valeur d'origine des tarifs d'Abonnement Antargaz) applicable aux usagers de la même catégorie et d'un même niveau de consommation que celui visé au tiret précédent ;

Tarif au 1er avril 2023	**C1 / C2 / C3 S1 / S2 / S3 / S4**	**P1 / P2 / P3**	**P4**
Abonnements mensuels	**15,17**	**26,33**	**31,59**

- R : coefficient d'actualisation (ou coefficient de révision) déterminé par l'article 2.1 de la présente annexe.

Le concessionnaire informe l'autorité concédante du changement tarifaire dans les quinze jours à compter du 1er mars ou du 1er septembre en fonction de la date de mise à jour des grilles tarifaire (1er avril ou 1er octobre).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-21-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article 4 Modification apportée à l'annexe 4 « catalogue des prestations » de la Convention

Il est expressément stipulé entre les Parties que le Catalogue des Prestations de la Convention du 31 janvier 2005 constituant son Annexe 4 est purement et simplement remplacé par ce qui suit.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-21-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Préambule

Ce catalogue présente les prestations ouvertes aux usagers en distribution de gaz propane.

La date d'effet de la présente version est au 1er avril 2024.

Les standards de réalisation sont, en général, exprimés en jours ouvrés. Ils correspondent alors au délai de réalisation de la prestation observé sur le terrain.

Les jours ouvrés vont du lundi au vendredi, hors jours fériés.

Ce catalogue distingue :

- les prestations de base incluses dans les tarifs d'abonnement et de fourniture de gaz,
- les prestations les plus fréquentes commandées à l'unité et facturées à l'acte,
- les prestations récurrentes, c'est-à-dire régulièrement réalisées par concessionnaire consécutivement à une unique demande (commande) initiale exprimée par l'usager.

Les prestations (travaux, actes…) ne figurant pas au présent catalogue sont réalisées et facturées sur devis préalablement accepté par leur demandeur.

Les prestations facturées à l'acte, sauf exception, ne comprennent pas la fourniture des matériels lorsque ces derniers peuvent être apportés ou mis à disposition par le demandeur.

Les prix sont exprimés en euros hors taxes.

Les prestations facturées à l'acte sont facturées en sus du service de base. Elles sont réalisées dans les heures ouvrables (définies localement) et pendant les jours ouvrés (du lundi au vendredi, hors jours fériés).

Les prestations facturées peuvent être commandées auprès du service client du concessionnaire ouvert du lundi au vendredi, hors jours fériés, entre 8h00 et 18h00.

Les prix des prestations s'entendent aux conditions économiques de 2022. Ils sont réévalués annuellement le 1er avril selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times R$$

avec :

$$R = 0{,}19 + 0.27\,(TP05a_{m-6} / TP05a_{0}) + 0{,}27\,(X_{m-6} / X_{0}) + 0{,}27\,(Y_{m-6} / Y_{0})$$

- P = prix actualisé de la prestation
- P_0 = prix de référence de la prestation (valeur avril 2022)
- R = coefficient d'actualisation
- $TP05a_{m-6}$ = valeur de l'index national des travaux en souterrains traditionnels du mois d'octobre de l'année précédente, publiés dans le bulletin mensuel de statistique de l'INSEE (Série 001710991).
- $TP05a_0$ = index initial du mois d'octobre 2021, soit 118,8 la valeur publiée par l'INSEE
- X_{m-6} = indices mensuels INSEE du coût horaire du travail – tous salariés – Industries mécaniques et électriques du mois d'octobre de l'année précédente, publiés dans le bulletin mensuel de statistique de l'INSEE (Série 001565183).
- X_0 = indices mensuels INSEE du coût horaire du travail – tous salariés – Industries mécaniques et électriques du mois d'octobre 2021, soit 128,8 la valeur publiée par l'INSEE.
- Y_{m-6} = indices mensuels INSEE du coût du travail - tous salariés – Services principalement rendus aux entreprises d'octobre de l'année précédente, publiés dans le bulletin mensuel de statistique de l'INSEE (Série 001565196).
- Y_0 = indices mensuels INSEE du coût du travail - tous salariés – Services principalement rendus aux entreprises du mois de septembre 2021, soit 123,2 la valeur publiée par l'INSEE.
- m = mois d'application du nouveau prix.

Si le concessionnaire ne respecte pas l'un des engagements du catalogue des prestations, il est astreint à un dédommagement adressé à l'usager sur simple demande de sa part.

SOMMAIRE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-21-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

1 - PRESTATIONS DE BASE (INCLUSE DANS LE TARIF D'ACHEMINEMENT) 15

1.1 - ANNONCE PASSAGE RELEVEUR (suite à absence) 15
1.2 - AUTO RELEVE SUITE A ABSENCE AU RELEVE CYCLIQUE 15
1.3 - CONTINUITE DE L'ACHEMINEMENT ET DE LA LIVRAISON 15
1.4 - INFORMATION COUPURE 16
1.5 - INTERVENTION DE DEPANNAGE ET DE REPARATION 16
1.6 - INTERVENTION DE SECURITE 16
1.7 - MISE HORS SERVICE (MHS) 17
1.8 - NUMERO DE SECURITE 24h/24) 17
1.9 - RELEVE CYCLIQUE 17
1.10 - PRISE DE RENDEZ-VOUS TELEPHONIQUE GAZ 18
1.11 - VERIFICATION PERIODIQUE DE L'ETALONNAGE DES COMPTEURS ET DES CONVERTISSEURS . 18

2 - PRESTATIONS FACTUREES A L'ACTE 20

2.1 - MISE EN SERVICE 20
2.1.1 - MISE EN SERVICE sans déplacement 20
2.1.2 - MISE EN SERVICE avec déplacement 20
2.2 - COUPURE ET RETABLISSEMENT POUR TRAVAUX 21
2.2.1 – VEROUILLAGE DU COMPTEUR POUR TRAVAUX 21
2.2.2 - COUPURE AVEC DEPOSE POUR TRAVAUX 21
2.2.3 - RETABLISSEMENT SUITE COUPURE POUR TRAVAUX 22
2.3 – INTERVENTION POUR IMPAYES 22
2.3.1 - COUPURE POUR IMPAYE 22
2.3.2 - RETABLISSEMENT SUITE A COUPURE POUR IMPAYE 23
2.4 - RELEVE SPECIAL ET TRANSMISSION DES DONNEES DE RELEVE 23
2.4.1 - RELEVE SPECIAL 23
2.4.2 - VERIFICATION DES DONNEES DE COMPTAGE SANS DEPLACEMENT 24
2.5 – VERIFICATION DES APPAREILS DE COMPTAGE 24
2.5.1 - CONTROLE VISUEL DU COMPTAGE 24
2.5.2 - CHANGEMENT DE COMPTEUR GAZ 25
2.5.3 – DEMANDE DE VERIFICATION DE L'ETALONNAGE DU COMPTEUR 25
2.5.4 - CHANGEMENT DE COFFRET OU DE PORTE DE COFFRET 26
2.5.5 – LOCATION MATERIEL / POSTE 27
2.6 - ANALYSE TECHNIQUE 28
2.6.1 - ETUDE TECHNIQUE 28
2.7 - RACCORDEMENT 28
2.7.1 - REALISATION DE RACCORDEMENT 28
2.8 - AUTRES PRESTATIONS 29
2.8.1 - DEPLACEMENT SANS POSSIBILITE DE REALISER LES ACTES L'AYANT MOTIVE 29
2.8.2 - FRAIS DE DEDIT POUR ANNULATION TARDIVE AVANT INTERVENTION PROGRAMMEE 29
2.8.3 - FRAIS LIES AU DEPLACEMENT D'UN AGENT ASSERMENTE 30
2.8.4 - DEFAUT DE REGLEMENT 30

3 – ACTUALISATION DES TARIFS AU 1ER AVRIL 2024 31

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-21-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

1 - PRESTATIONS DE BASE (incluse dans le tarif d'acheminement)

1.1 - ANNONCE PASSAGE RELEVEUR (suite à absence)

Accès à la prestation :

Cette prestation, qui relève de l'initiative du concessionnaire, ne requiert pas de demande spécifique de l'usager.

Description :

Lors d'une relève, en cas de compteur inaccessible, le prestataire chargé de la relève laisse un avis de passage dans la boîte aux lettres. Un deuxième (2ème) passage est prévu sous 48h maximum.

Standard de réalisation :

Modalités de mise en œuvre adaptées à l'environnement local.

1.2 - AUTO RELEVE SUITE A ABSENCE AU RELEVE CYCLIQUE

Accès à la prestation :

Cette prestation, qui relève de l'initiative du concessionnaire, ne requiert pas de demande spécifique de l'usager.

Description :

Relevé de l'index du compteur par l'usager et transmission de la valeur relevée aux services du concessionnaire.

Standard de réalisation :

Si l'index du compteur est inaccessible et si l'usager est absent lors du deuxième passage du releveur, l'usager peut communiquer lui-même son index. L'usager peut communiquer son index en contactant le service client au 0 974.751.751. L'usager peut également communiquer son relevé sur son espace client.

Remarque : Il faut que le concessionnaire (ou le prestaire qu'il a désigné à cet effet) accède au moins une fois par an au compteur. Si l'index n'a pas été accessible au moins une fois au cours des 12 mois précédents, l'usager doit accepter un relevé hors tournée et facturé (cf. 2.4.1 – relevé spécial).

1.3 - CONTINUITE DE L'ACHEMINEMENT ET DE LA LIVRAISON

Accès à la prestation :

Cette prestation ne requiert pas de demande spécifique de l'usager.

Description :

Assurer la continuité de l'acheminement et de la livraison même dans les situations suivantes :

- Hiver froid tel qu'il s'en produit statistiquement un tous les cinquante ans,
- Température extrêmement basse pendant une période de trois jours consécutifs telle qu'il s'en produit statistiquement une tous les cinquante ans (article R121-8 du code de l'énergie).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-21-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

1.4 - INFORMATION COUPURE

Accès à la prestation :

Cette prestation qui relève de l'initiative du concessionnaire ne requiert pas de demande spécifique de l'usager.

Description :

L'usager est informé d'une interruption de service lors de l'inspection périodique (IP) du réseau concédé.

Un courrier est adressé par la poste à tous les usagers 10 jours avant la date prévue.

Références réglementaires :

Article R121-12 du code de l'énergie.

1.5 - INTERVENTION DE DEPANNAGE ET DE REPARATION

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par l'usager.

Modalités :

L'usager appelle le numéro de Sécurité Antargaz : 0 801 01 07 07.

Description :

Déplacement en cas de manque de gaz ou bruit anormal notamment.

Cause liée au réseau ou à un équipement, sous la responsabilité du concessionnaire en amont du comptage (y compris compteur, à l'exception des colonnes montantes) :

- *dépannage (provisoire) ou réparation (définitive) prise en charge des coûts par le concessionnaire.*

Cause liée à un équipement sous la responsabilité de l'usager en aval du comptage :

- *mise en sécurité.*

Standard de réalisation :

Premier déplacement, chez l'usager dans les 4 (quatre) heures qui suivent l'appel, sauf délai plus long convenu avec l'usager.

1.6 - INTERVENTION DE SECURITE

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par l'usager ou par un tiers.

Modalités :

L'usager, ou le tiers, appelle le numéro de Sécurité Antargaz (0 801 01 07 07) lorsqu'une situation de danger est suspectée.

Description :

Intervention du concessionnaire en cas d'odeur de gaz, d'incendie ou d'explosion, de baisse ou d'excès de pression.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-21-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Références réglementaires :

Arrêté du 13 juillet 2000 portant règlement de sécurité de la distribution de gaz combustible par canalisations.

Standard de réalisation :

Déplacement à tout moment, sur les lieux mentionnés par l'appel et dans un délai ne pouvant excéder 1h00 dans les conditions fixées par l'arrêté du 13 juillet 2000 et par son cahier des charges d'application pour les interventions de sécurité (RSDG 9 de l'AFG dans sa dernière version en vigueur).

1.7 - MISE HORS SERVICE (MHS)

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par l'usager.

Modalités :

L'usager appelle le service client au 0 974.751.751 ou peut adresser un courrier à :

Antargaz – Tours Thiers – 4, rue Piroux 54000 NANCY.

Description :

Mise hors service de l'installation avec fermeture et plombage du robinet compteur, relevé de l'index de clôture.

Standard de réalisation :

5 jours ouvrés. Le concessionnaire intervient aux dates et heures convenues d'un commun accord avec l'usager.

1.8 - NUMERO DE SECURITE 24h/24)

Accès à la prestation :

Cette prestation ne requiert pas de demande spécifique.

Description :

Mise à disposition d'un numéro d'urgence 0 801 01 07 07 accessible 24h/24, visible sur les factures ou l'annuaire téléphonique ou sur la façade de chaque coffre de branchement.

Références réglementaires :

Arrêté du 13 juillet 2000 portant règlement de sécurité de la distribution de gaz combustible par canalisations.

1.9 - RELEVE CYCLIQUE

Accès à la prestation :

Cette prestation qui relève de l'initiative du concessionnaire ne requiert pas de demande spécifique de l'usager.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-21-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Description :

Le relevé de compteur est effectué par le concessionnaire, ou par un prestataire qu'il désigne, avec une fréquence semestrielle.

1.10 - PRISE DE RENDEZ-VOUS TELEPHONIQUE GAZ

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager ou un tiers.

Modalités :

L'usager appelle le service client au 0 974.751.751 ou peut adresser un courrier à :

Antargaz – Tours Thiers – 4, rue Piroux 54000 NANCY.

Un tiers peut également contacter le service client ou adresser une fiche contact en passant par le site internet : antargaz.com.

Description :

La prise de rendez-vous pourra se faire via le service client pour une étude, sans déplacement de technicien.

La prestation concerne aussi les demandes de raccordements, les déplacements d'ouvrages et autres opérations techniques nécessitant une étude.

Standard de réalisation :

A la suite de l'appel de l'usager ou du tiers, le concessionnaire s'engage à le rappeler sous 5 jours ouvrés et à lui proposer un rendez-vous sur place au plus tard dans un délai de 15 jours ouvrés.

1.11 - VERIFICATION PERIODIQUE DE L'ETALONNAGE DES COMPTEURS ET DES CONVERTISSEURS

Accès à la prestation :

Cette prestation qui relève de l'initiative du concessionnaire ne requiert pas de demande spécifique de l'usager.

Description :

Le concessionnaire confie à un laboratoire agréé la vérification périodique de l'étalonnage (VPE) du compteur et de ses éventuels accessoires afin qu'il vérifie la justesse du dispositif de mesure des quantités de gaz livrées.

La prestation comprend l'interruption de la fourniture, la dépose du compteur (et de ses éventuels accessoires), la vérification de l'étalonnage, la repose et la remise en service du compteur.

La prestation comprend également la mise en place d'un compteur provisoire durant la période de vérification.

Pour les branchements disposant d'un compteur permettent des débits maximums inférieurs ou égaux à 16 m^3/h : le concessionnaire remplace le compteur installé par un compteur dont l'étalonnage a été préalablement vérifié.

Références réglementaires :

Décret n°2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure (modifié par décret n° 2016-769 du 9 juin 2016 relatif aux instruments de mesure) - arrêté du 21 octobre 2010 relatif aux compteurs de gaz combustible (modifié par arrêté du 2 novembre 2016 relatif aux instruments de mesure).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-21-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2 - PRESTATIONS FACTUREES A L'ACTE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-21-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2.1 - MISE EN SERVICE

2.1.1 - MISE EN SERVICE sans déplacement
Accès à la prestation : Cette prestation est demandée au concessionnaire par un tiers souhaitant devenir usager du service public.
Modalités : Le demandeur appelle le service client au 0 974.751.751.ou adresse un courrier à : Antargaz – Tours Thiers – 4, rue Piroux 54000 NANCY.
Description : Acte effectué lors de l'arrivée d'un occupant dans un local déjà desservi en gaz pour lequel l'énergie est disponible dans le local. Cette prestation consiste à rattacher le point de livraison au nouvel usager avec prise en compte d'un index transmis par celui-ci.
Standard de réalisation : Lors de l'appel du demandeur au service client, après avoir rassemblé toutes les données (adresse, nom, index, adresse mail, RIB), le service client envoie par mail un lien afin que l'usager remplisse et signe son contrat. Dès lors que toutes les parties sont correctement renseignées et vérifiées en retour par le service client, la mise en service est effective au maximum 48h après son envoi. Cette prestation peut également être demandée par courrier. La mise en service sera réalisée dans les 48 heures ouvrés suivant la réception, par le service client du concessionnaire, de l'ensemble des pièces et renseignements nécessaires listés ci-dessus à l'exception de l'adresse mail de l'usager.
Prix *17,15 € HT*

2.1.2 - MISE EN SERVICE avec déplacement
Accès à la prestation : Cette prestation est demandée au concessionnaire par un tiers demandeur de son rattachement au service public.
Modalités : Après que le demandeur a souscrit son contrat et adressé son certificat de conformité réglementaire, le concessionnaire mandate un prestataire afin qu'il intervienne, au plus tard dans les 48h, pour réaliser la mise en service effective.
Description : • Acte effectué lors de l'arrivée d'un occupant dans un local déjà desservi en gaz dont l'installation est hors service depuis plus de 6 mois ; • ou acte effectué lors de la première desserte en gaz d'un local nouvellement raccordé (première mise en service).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-21-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Standard de réalisation : Prestation réalisée dans un délai de 48h (sous réserve de la présentation des certificats de conformité réglementaires et du règlement du solde des travaux le cas échéant). Le concessionnaire propose des rendez-vous dans une plage de 2 heures.
Prix *50,25 € HT*

2.2 - COUPURE ET RETABLISSEMENT POUR TRAVAUX

2.2.1 – VEROUILLAGE DU COMPTEUR POUR TRAVAUX
Accès à la prestation : Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager.
Modalités : L'usager appelle le service client au 0 974.751.751 et demande le verrouillage de son compteur pour une période déterminée.
Description : Le verrouillage du compteur est réalisé en fonction de la faisabilité technique du site. Il comprend en général la fermeture du robinet avec plombage de l'installation. Il implique l'interruption de livraison. Dans le cas d'une modification de l'installation intérieur ou d'un changement de matériel, un nouveau certificat de conformité de l'installation gazière (CCIG) sera demandé lors de la remise en service de l'installation.
Standard de réalisation : 21 jours ouvrés.
Prix *98,93 € HT*

2.2.2 - COUPURE AVEC DEPOSE POUR TRAVAUX
Accès à la prestation : Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager.
Modalités : L'usager appelle le service client au 0 974.751.751 et demande la dépose de son compteur pour une période déterminée.
Description : La coupure avec dépose comprend en général la fermeture du robinet, la dépose du compteur et, pour un poste de détente /comptage, la pose de voiles.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-21-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Elle implique l'interruption de livraison, mais pas le détachement contractuel.

Dans le cas d'une modification de l'installation intérieur ou d'un changement de matériel, un nouveau certificat de conformité de l'installation gazière (CCIG) sera demandé lors de la remise en service de l'installation.

Standard de réalisation :

21 jours ouvrés

Prix

111,96 € HT

2.2.3 - RETABLISSEMENT SUITE COUPURE POUR TRAVAUX

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager.

Modalités :

L'usager appelle le service client au 0 974.751.751 et l'informe de son souhait de rétablissement de l'alimentation en gaz de son installation.

Dans le cas d'une modification de l'installation intérieur ou d'un changement de matériel, un nouveau certificat de conformité de l'installation gazière (CCIG) sera demandé lors de la remise en service de l'installation.

Description :

Rétablissement de l'alimentation en gaz suite à une coupure pour travaux demandée par l'usager sans ou avec repose des appareils.

Standard de réalisation :

5 jours ouvrés.

Prix

Rétablissement sans repose des appareils : *98,93 € HT*

Rétablissement avec repose des appareils : 111,96 *€ HT*

2.3 – INTERVENTION POUR IMPAYES

2.3.1 - COUPURE POUR IMPAYE

Accès à la prestation :

Cette prestation est générée par le concessionnaire.

Modalités :

Le concessionnaire procède à la coupure du gaz pour impayé lorsqu'aucun accord n'est proposé par l'usager sur le paiement de sa dette. Le concessionnaire procède préalablement à un appel téléphonique, puis à des relances écrites avec accusé de réception.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-21-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Description :

Intervention comprenant le déplacement, le relevé d'index, la fermeture et le plombage du robinet, sans dépose du compteur. Elle est effectuée par le concessionnaire dans le respect de la loi, notamment des obligations de service public.

Pour les usagers qui apportent la preuve d'une aide du fond solidarité logement perçue au cours des 12 derniers mois, la coupure ne sera pas effective entre le 1er novembre et le 31 mars.

Le concessionnaire évite de programmer des coupures après 15 h ou les veilles de week-end et de jours fériés.

Standard de réalisation :

10 jours ouvrés.

Prix

98,93 € HT

2.3.2 - RETABLISSEMENT SUITE A COUPURE POUR IMPAYE

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par l'usager.

Modalités :

L'usager contacte le service client au 0 974.751.751 afin de convenir ensemble des modalités de remboursement de sa dette. Le concessionnaire procède alors au rétablissement de l'alimentation gaz.

Description :

Intervention comprenant le déplacement, le rétablissement de l'alimentation gaz suite à une coupure pour impayé.

Standard de réalisation :

48h

Prix

50,25 € HT

2.4 - RELEVE SPECIAL ET TRANSMISSION DES DONNEES DE RELEVE

2.4.1 - RELEVE SPECIAL

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par l'usager ou effectuée par le concessionnaire lorsque le compteur de l'usager n'a pu être relevé au cours des 12 mois précédents.

Modalités :

L'usager peut contacter le service client au 0 974.751.751 afin de faire procéder à une relève spéciale (en dehors des 2 relèves prévues par Antargaz).

Accusé de réception préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-21-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Ou le concessionnaire procède à une prise de rendez-vous avec l'usager dont le compteur est inaccessible depuis plus d'un an et au déplacement d'un membre de son personnel de afin de procéder à une relève physique du compteur.

Description :

La prestation comprend le déplacement d'un membre du personnel du concessionnaire, ou d'un de ses prestataires, et, s'il s'agit de pallier des absences répétée à la relève cyclique, une prise de rendez-vous avec l'usager.

Standard de réalisation :

10 jours ouvrés.

Prix
98,93 € HT

(Prestation non facturée si elle fait suite à une contestation de l'usager sur la lecture d'index et que le relevé spécial fait apparaître une erreur imputable au concessionnaire).

2.4.2 - VERIFICATION DES DONNEES DE COMPTAGE SANS DEPLACEMENT

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager.

Modalités :

L'usager contacte le service client au 0 974.751.751.

Description :

Le concessionnaire procède au contrôle dans l'application de relevé de la vraisemblance d'une donnée transmise (index et quantité calculée).

Standard de réalisation :

5 jours ouvrés.

Prix

17,15 € HT

• (Prestation non facturée s'il est procédé à une rectification d'index)

2.5 – VERIFICATION DES APPAREILS DE COMPTAGE

2.5.1 - CONTROLE VISUEL DU COMPTAGE

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager.

Modalités :

L'usager contacte le service client au 0 974.751.751 pour convenir ensemble du jour de réalisation de la prestation (intervention sur site d'un technicien).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-21-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Description :

Intervention réalisée à la demande de l'usager comprenant le déplacement d'un personnel qualifié du concessionnaire ou d'un prestataire qu'il aura désigné et le contrôle visuel du fonctionnement de l'appareil de comptage.

Standard de réalisation :

10 jours ouvrés.

Prix

98,93 € HT

Intervention non facturée si défaut constaté

2.5.2 - CHANGEMENT DE COMPTEUR GAZ

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager.

Modalités :

L'usager contacte le service client au 0 974.751.751 pour convenir du jour d'intervention.

Description :

Changement de compteur hors renouvellement, sans modification de calibre, notamment consécutivement à sa détérioration du fait de l'usager.

Les adaptations éventuelles du poste de livraison seront facturées en supplément (exemple : modification des entraxes de fixation).

Standard de réalisation :

5 jours ouvrés pour les compteurs dont le débit est inférieur ou égal à 16 m^3/h et en fonction de la disponibilité du matériel pour les compteurs d'un débit supérieur à 16 m^3/h.

Prix :

- Pour un compteur dont le débit est inférieur ou égal à 16 m^3/h : 98,93 € HT plus fourniture du compteur (45 € HT en 2022).
- Pour un compteur dont le débit est supérieur à 16 m^3/h : sur devis au coût réel.

2.5.3 – DEMANDE DE VERIFICATION DE L'ETALONNAGE DU COMPTEUR

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager.

Modalités :

L'usager exprime sa demande auprès du service client au 0°974.751.751 ou par voie postale à l'adresse suivante :

Antargaz – Tours Thiers – 4, rue Piroux 54000 NANCY.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-21-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Description :

Le concessionnaire procède :

- à la dépose du compteur dont l'usager souhaite la vérification des qualités métrologiques,
- à la mise en place si nécessaire d'un compteur provisoire,
- à la transmission du compteur déposé à une entreprise ou organisme agréé pour procédé à la vérification de l'étalonnage de l'équipement déposé,
- à la repose du compteur après sa vérification s'il est avéré correctement étalonné, ou à la pose d'un nouveau compteur si la vérification a conduit à établir un biais métrologique.

Standard de réalisation :

Sous 5 jours ouvrés après l'expression de la demande auprès du service client :

- Dépose du compteur et pose, le cas échéant, d'un compteur provisoire ou de remplacement.

Demande par le concessionnaire d'un devis de vérification à une entreprise ou organisme agréé (l'usager pouvant lui-même formuler une demande de devis de vérification à une entreprise ou un organisme agréé).

Adressage, par le concessionnaire, du compteur au prestataire de vérification retenu par l'usager.

Repose du compteur vérifié ou de remplacement de celui-ci dans les 20 jours ouvrés suivant la prestation de vérification et la réception du compte rendu établit par l'entreprise ou de l'organisme vérificateur.

Prix :

Si la défaillance du compteur n'est pas avérée :

Dépose et repose du compteur et fourniture d'un compteur provisoire : 197,86 € HT.

\+ prestation de vérification du montant du devis accepté par l'usager (avant l'envoi du compteur) si l'organisme vérificateur retenu par l'usager est celui proposé par le concessionnaire.

Si la défaillance du compteur est avérée : la prestation n'est pas facturée.

Le cas échéant, les frais d'huissier sont à la charge de la partie qui en fait la demande, quel que soit le résultat du contrôle.

2.5.4 - CHANGEMENT DE COFFRET OU DE PORTE DE COFFRET

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager ou par un tiers.

Modalités :

Le demandeur contacte le service client au 0 974.751.751 pour l'informer du défaut ou du changement à effectuer.

Description :

La prestation comprend le déplacement d'un technicien qualifié, le remplacement effectif, la fourniture du coffret ou de la porte ainsi que celle du petit matériel nécessaire.

Standard de réalisation :

Le délai de réalisation de la prestation est fonction de la disponibilité du matériel à remplacer et / ou du délai de son approvisionnement.

Prix :

Sur devis au coût réel, facturé au demandeur si sa responsabilité est engagée.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-21-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2.5.5 – LOCATION MATERIEL / POSTE

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager.

Cette prestation est applicable si les postes de détente (poste de livraison client) et les compteurs ne sont pas des biens concédés.

Modalités :

Le demandeur contacte le service client au 0°974.751.751 pour faire la demande de location et de pose des matériels requis à son alimentation en gaz.

Description :

Mise à disposition d'un poste de détente comptage d'un débit supérieur à 16 m^3/h.

La prestation comprend l'enveloppe, le détenteur, le compteur et les différents accessoires de pose.

Standard de réalisation :

Le délai de réalisation de la prestation est celui de la réalisation des travaux, il est aussi fonction de la disponibilité des matériels requis et/ou de leur délai d'approvisionnement.

Le concessionnaire convient avec l'usager de la planification de la mise en place des matériels loués.

Prix :

- La mise en place du matériel loué : sur devis au coût réel préalablement accepté.
- Le prix mensuel de location du matériel loué est présenté, justifié et détaillé à l'usager demandeur préalablement à son installation.

2.6 - ANALYSE TECHNIQUE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-21-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2.6.1 - ETUDE TECHNIQUE

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager ou un tiers

Modalités :

L'usager contacte le service client au 0 974.751.751 afin de convenir ensemble des modalités du projet.

Description :

Prestation pour étude d'un nouveau raccordement ou d'une modification ou du déplacement d'un branchement gaz existant.

Standard de réalisation :

Le standard de réalisation ne s'applique qu'au premier devis qui est envoyé :

- dans les 10 jours ouvrés.

Le devis résultant, le cas échéant, de l'étude précise le délai de réalisation des travaux à envisager.

Prix

Première étude non facturée. Les études suivantes sont facturées directement à l'attention du demandeur : *98,93 € HT* sans déplacement et *197,86 € HT* avec déplacement

2.7 - RACCORDEMENT

2.7.1 - REALISATION DE RACCORDEMENT

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager ou un tiers.

Modalités :

Le demandeur contacte le service client au 0 974.751.751 pour communiquer les informations dans le but de convenir d'un rendez-vous avec un commercial. Une fois les informations transmises, un nouveau contact avec le demandeur est réalisé afin de convenir d'un rendez-vous sur place pour étudier le projet.

Description :

Le raccordement est constitué par un branchement et éventuellement une extension. Le branchement désigne l'ouvrage assurant la liaison entre la canalisation de distribution publique au droit de la parcelle à desservir jusqu'au coffret ou poste implanté en limite de domaine public. L'extension désigne la portion supplémentaire de canalisation de distribution publique à construire, le cas échéant, depuis sa localisation au moment de la demande jusqu'au droit du point d'alimentation de la parcelle à desservir.

La prestation forfaitaire de raccordement comprend **:**

- La fourniture et la mise en place du coffret de comptage et de son socle (hors encastrement éventuel du coffret),
- La réalisation de la tranchée, de son remblaiement et de sa réfection dans la limite de 12 mètres pour le branchement.
  Si la tranchée doit être prolongée au-delà, les coûts supplémentaires sont à la charge du demandeur et s'ajoutent au prix forfaitaire mentionné ci-dessous.
- La fourniture et la pose du compteur ainsi que de la détente, lors de la mise en service.

Accusé de réception préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-21-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

En cas d'extension du réseau de distribution, une étude sera réalisée conformément à l'annexe 2 du contrat de concession.

Le raccordement est proposé sous réserve d'obtention des autorisations administratives. Sa conception et son exploitation répondent aux prescriptions techniques du concessionnaire relatives à la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 et au décret n° 2004-555 du 15 juin 2004. Il est soumis à la signature d'une offre de raccordement avec le concessionnaire ou à l'acceptation d'un devis.

Standard de réalisation :

Le délai standard de réalisation est de 3 mois, à compter de la signature de l'offre de raccordement ou du devis, l'obtention des autorisations administratives et la réalisation le cas échéant des travaux préalables à la charge du demandeur.

Prix du raccordement : 2744,93 *€ HT*

Forfait encastrement (dans un mur ou muret) : *199,91 € HT*

La prestation est facturée directement au demandeur.

2.8 - AUTRES PRESTATIONS

2.8.1 - DEPLACEMENT SANS POSSIBILITE DE REALISER LES ACTES L'AYANT MOTIVE

Accès à la prestation :

Cette prestation est effectuée à l'initiative du concessionnaire.

Description :

Non-exécution d'une intervention programmée en concertation avec l'usager (pour pose de compteur, relevé spécial, etc.) par le fait de l'usager (absence au rendez-vous).

Prix

98,93 € HT

2.8.2 - FRAIS DE DEDIT POUR ANNULATION TARDIVE AVANT INTERVENTION PROGRAMMEE

Accès à la prestation :

Cette prestation est effectuée à l'initiative du concessionnaire.

Description :

Annulation tardive de la part de l'usager d'une intervention programmée moins de 48 heures avant l'heure du rendez-vous fixé pour sa réalisation**.**

Prix :

Frais à la charge de l'usager : 32,98 *€ HT*

Reçu à la préfecture
Publié le
ID : 021-212104074-20240601-2024-C-21-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2.8.3 - FRAIS LIES AU DEPLACEMENT D'UN AGENT ASSERMENTE
Accès à la prestation : Cette prestation est effectuée à l'initiative du concessionnaire.
Description : Déplacement d'un agent assermenté pour constater une fraude avérée et/ou établir le procès-verbal d'une situation donnée.
Prix *527,63 € HT*

2.8.4 - DEFAUT DE REGLEMENT
Accès à la prestation : Cette prestation est effectuée à l'initiative du concessionnaire.
Description : Défaut de règlement de la part du demandeur (usager ou tiers) d'une prestation déjà réalisée. Prestation applicable pour un défaut de paiement de plus de 60 jours à compter de la date limite de paiement portée sur la facture restant impayée.
Prix *22,42 € HT* + pénalités de 1,5 fois le taux d'intérêt légal appliqué à l'encours des sommes dues.

3 – ACTUALISATION DES TARIFS au 1er avril 2024

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-21-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

antargaz energies

PRESTATIONS FACTUREES A L'ACTE

Référence catalogue Propane	PRESTATION	REF.	01/04/2022 Prix	01/04/2024 Prix
2.1.1	Mise en service sans déplacement	MES-01	15,98	17,15
2.1.2	Mise en service avec déplacement	MES-02	46,82	50,25
2.2.1	Vérouillage du Compteur pour Travaux	MHS-02	92,17	98,93
2.2.2	Coupure avec dépose pour travaux	MHS-03	104,31	111,96
2.2.3	Rétablissement suite coupure pour travaux, sans repose	MES-03	92,17	98,93
	Rétablissement suite coupure pour travaux, avec repose	MES-04	104,31	111,96
2.3.1	Coupure pour impayé	MHS-04	92,17	98,93
2.3.2	Rétablissement suite à coupure pour impayé	MES-05	46,82	50,25
2.4.1	Relevé spécial	CPT-01	92,17	98,93
2.4.2	Vérification des données de comptage sans déplacement	CPT-02	15,98	17,15
2.5.1	Contrôle visuel du comptage	CPT-03	92,17	98,93
2.5.2	Changement de compteur gaz	CPT-04	devis	devis
2.5.3	Demande de Vérification de l'Etalonnage du Compteur	CPT-05	184,34	197,86
2.5.4	Changement de coffret ou de porte de coffret	CPT-06	devis	devis
2.5.5	Location matériel / Poste	CPT-07	devis	devis
2.6.1	Etude technique sans déplacement	ETU-01	92,17	98,93
	Etude technique avec déplacement	ETU-02	184,34	197,86
2.7.1	Réalisation de Raccordement	RAC-01	2 557,41	2 744,93
	Forfait encastrement	RAC-02	186,25	199,91
2.8.1	Déplacement sans possibilité de réaliser les Actes l'ayant motivé	ADM-01	92,17	98,93
2.8.2	Frais de dédit pour annulation tardive avant intervention programmée	ADM-02	30,72	32,98
2.8.3	Frais liés au déplacement d'un agent assermenté	ADM-03	491,59	527,63
2.8.4	Défaut de règlement (+pénalités de 1,5 fois le taux d'intérêt légal appliqué à l'encours des sommes dues)	ADM-04	20,89	22,42

Coefficient d'actualisation R		**1,0706**

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-21-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

ARTICLE 5 - Effet de la modification

La présente modification entrera en vigueur à la date de sa notification, après accomplissement par l'Autorité concédante des formalités propres à le rendre exécutoire, conformément au code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 6 – Dispositions générales

Toutes les autres clauses et conditions de la Convention de concession pour le service public de la distribution de gaz en date du 31 janvier 2005 et de ses avenants/modifications successifs, demeurent inchangées.

Fait à Courbevoie, en deux exemplaires, le ……

Pour l'autorité concédante,	Pour le concessionnaire,
La Présidente du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure	Le Responsable du Département Réseaux France
Xavier HUBERT	Franck TILLY

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-22-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2024-C-22

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ DE L'EURE

Séance du 1er Juin 2024	**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL**
Convocation : 17 Mai 2024 Nombre de membres : - en exercice 585 - présents 317 Délibération n° : **2024-C-22** Objet : **Avenant 4 de modification de formule tarifaire et actualisation du catalogue de prestations et services concession ANTARGAZ – Contrat du 27/12/2006 –communes de BOURNEVILLE, CLAVILLE, LA HAYE MALHERBE, MONTAURE, MUIDS, ROUTOT, TOURVILLE LA CAMPAGNE**	L'An DEUX MILLE VINGT QUATRE, le 1ER Juin à 9h30, le comité du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure (SIEGE), légalement convoqué, s'est réuni au Cadran à Evreux sous la présidence de Monsieur Xavier HUBERT. Etaient présents 317 membres formant la majorité des membres en exercice et pouvant valablement délibérer. Monsieur Roger WALLART, délégué de Tournedos Bois Hubert, a été désigné secrétaire de séance.

POUVOIRS

M. DESHAYES Edmond, délégué de la commune de BOISNEY, a donné pouvoir à Mme FREBERT Martine, déléguée de la commune de VALAILLES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PRESLES Gwendoline, déléguée de la commune de BOURNEVILLE STE CROIX, a donné pouvoir à M. CAUCHE Pascal, délégué de la commune de CORMEILLES, pour la représenter lors des délibérations.
M. CITHER Michel, délégué de la commune de BUEIL, a donné pouvoir à Mme LEMONNE Christine, déléguée de la commune de BRETAGNOLLES, pour le représenter lors des délibérations.
M. CAILLET Frédéric, délégué de la commune d'ETREPAGNY, a donné pouvoir à M. MOGLIA Jean Marc, délégué de la commune d'ANDE, pour le représenter lors des délibérations.
M. RIHAL Benoît, délégué de la commune de FARCEAUX, a donné pouvoir à M. HUBERT Xavier, délégué de la commune des BAUX STE CROIX, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PIEDNOEL Frédérique, déléguée de la commune d'HEUDEBOUVILLE, a donné pouvoir à M. JAMMET Eric, délégué de la commune de ST ETIENNE DU VAUVRAY, pour la représenter lors des délibérations.
M. LE DENMAT Christian, délégué de la commune de PACY SUR EURE, a donné pouvoir à M. GARREAU Cyril, délégué de la commune de CROISY SUR EURE, pour le représenter lors des délibérations.
M. HUTIN Alain, délégué de la commune de ST AGNAN DE CERNIERES a donné pouvoir à M. ROULOIS Jean Louis, délégué de la commune de VERNEUSSES, pour le représenter lors des délibérations.
M. LECOEUR Philippe, délégué de la commune de ST VICTOR DE CHRETIENVILLE a donné pouvoir à M. COINDARD Robert, délégué de la commune de PLAINVILLE, pour le représenter lors des délibérations.
M. BEAURAIN Eric, délégué de la commune de LA TRINITE DE REVILLE, a donné pouvoir à M. SPOHR Claude, délégué de la commune de ST PIERRE DE CERNIERES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme DENIZE Florence, déléguée de la commune de ST MARTIN ST FIRMIN, a donné pouvoir à M. BEAUCHE Jean Charles, délégué de la commune de ST ETIENNE L'ALLIER, pour la représenter lors des délibérations.

Exposé des motifs

Pour rappel, par contrat signé le 27 décembre 2006, le SIEGE, autorité concédante, a confié au concessionnaire ANTARGAZ ENERGIES l'exécution de prestations de distribution publique de gaz combustible propane sur les communes de Bourneville, Claville, La Haye Malherbe, Montaure, Muids, Routot et Tourville La Campagne et ce, pour une durée de 30 ans.

En vertu de cette Convention, le Concessionnaire a établi et exploite un réseau de distribution de gaz propane sur le territoire des communes susmentionnées.

En premier lieu, le Concessionnaire souhaite ajuster la proportion des différents éléments qui entrent dans le calcul de ses tarifs pour faire suite à l'expérience qu'il a acquise durant ces dernières années dans l'activité de délégation de service public de distribution de gaz en réseau et faire face à la conjoncture actuelle. En effet, les prix des matières premières, notamment du prix d'achat du gaz, mais aussi les coûts de transports, les coûts de travaux de raccordement ou du matériel d'entretien, ont été fortement impactés par la crise actuelle et subissent une forte volatilité qui va perdurer.

Cette modification est indispensable à la pérennité de la Délégation de Service Public mais également permettra d'avoir une tarification homogène entre les différentes tranches tarifaires.

En second lieu, le catalogue des prestations et service n'avait pas été mis à jour depuis 2008. Certains articles et indices de révisions ne sont plus d'actualité. Ce Catalogue des Prestations sera donc mis à jour par la présente modification.

La modification correspondante, issue des échanges entre les parties, est jointe à la présente délibération.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-22-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

En application des dispositions de l'article R 3135-7 du Code de la Commande Publique, il convient de proposer au Comité syndical :

- de prendre acte de la proposition du concessionnaire ;
- d'autoriser l'application de ces nouvelles conditions tarifaires à la concession telles que définies dans le projet de modification ;
- d'autoriser le Président à signer tout document afférent à ces nouvelles conditions contractuelles.

Délibération

Après délibération, le Comité Syndical prend acte de la proposition du concessionnaire et autorise l'application de ces nouvelles conditions tarifaires à la concession telles que définies dans le projet de modification et le Président à signer tout document afférent à ces nouvelles conditions contractuelles.

Délibération adoptée à l'unanimité.
Pour extrait conforme,

Le Président, Xavier HUBERT	Le secrétaire de séance, Roger WALLART

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-22-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Modification n° 4

à la convention de concession

pour le service public de la distribution

de gaz signé le 27 décembre 2006

Objet : Modification de l'Annexe 3 « Tarification du Service »
&
Intégration de l'Annexe 3Bis « Indexation des Prix du Service »
&
Modification de l'Annexe 4 « Catalogue des « Prestations et Services »

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-22-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

MODIFICATION N°4 A LA CONVENTION DE CONCESSION POUR LE SERVICE PUBLIC DE LA DISTRIBUTION DE GAZ 2006

Entre les soussignés :

Le **Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure** (S.I.E.G.E.) – ZAC du Long Buisson – 12, rue Concorde 27390 GUICHAINVILLE, représenté par son Président, Monsieur Xavier HUBERT

Vu la délibération du comité syndical, visée par le contrôle de légalité de la préfecture de l'Eure, et portant signature de la convention de concession pour le service public de la distribution de gaz, entre Le Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure et Antargaz,

ci-après dénommé : «**l'autorité concédante**»

D'une part,
Et

La société ANTARGAZ, SAS au capital de 7.749.159 €, dont le siège social est à COURBEVOIE (92400), 4 Place Victor Hugo Immeuble Reflex, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 572 126 043, représentée par Monsieur Franck TILLY, agissant en qualité de Responsable du Département Réseaux France, dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après dénommé : «**le concessionnaire**»

D'autre part,

L'Autorité concédante et le Concessionnaire sont ci-après individuellement ou collectivement dénommés la (ou les) « Partie(s) ».

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

Par contrat signé le 27 décembre 2006 (ci-après le « Contrat »), l'autorité concédante a confié au concessionnaire l'exécution de prestations de distribution publique de gaz combustible sur les communes de Bourneville, Claville, La Haye Malherbe, Montaure, Muids, Routot et Tourville La Campagne et ce, pour une durée de 30 ans.

En vertu de cette Convention, le Concessionnaire a établi et exploite désormais un réseau de distribution de gaz propane sur le territoire des communes susmentionnées.

Les Parties se sont rencontrées afin d'apporter des modifications aux conditions tarifaires de la convention de Délégation de Service Publique dont le Concessionnaire est titulaire.

En premier lieu, le Concessionnaire souhaite ajuster la proportion des différents éléments qui entrent dans le calcul de ses tarifs pour faire suite à l'expérience qu'il a acquise durant ces dernières années dans l'activité de délégation de service public de distribution de gaz en réseau et faire face à la conjoncture actuelle.,

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-22-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

En effet, les prix des matières premières, notamment du prix d'achat du gaz, mais aussi les coûts de transports, les coûts de travaux de raccordement ou du matériel d'entretien, ont été fortement impactés par la crise actuelle et subissent une forte volatilité qui va perdurer.

Cette modification est indispensable à la pérennité de la Délégation de Service Public mais également permettra d'avoir une tarification homogène entre les différentes tranches tarifaires.

En second lieu, le catalogue des prestations et service n'avait pas été mis à jour depuis 2008. Certains articles et indices de révisions ne sont plus d'actualité. Ce Catalogue des Prestations sera donc mis à jour par la présente modification.

Selon délibération du Comité Syndical du 1er juin 2024 l'Autorité Concédante :

- a pris acte de la proposition du Concessionnaire,

- autorise l'application de ces nouvelles conditions tarifaires à la Concession

- a approuvé les termes et conditions des présentes.

- autorise le Président du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure à signer tout document afférent à ces nouvelles conditions contractuelles.

CELA ETANT EXPOSE, IL A ETE CONVENU ENTRE LES PARTIES CE QUI SUIT :

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-22-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article 1 Objet de la modification

La présente modification a pour objet :

- De modifier l'Annexe 3 « Tarif et Facturation »
- D'intégrer l'annexe 3 Bis « Indexation des prix du service »
- De modifier l'annexe 4 « Catalogue des prestations » de la Convention.

Article 2 Modification apportée à l'Annexe 3 « Tarif et Facturation » de la Convention

Il est stipulé entre les Parties que l'Annexe 3 de la Convention signée le 27 décembre 2006 est purement et simplement remplacée par ce qui suit.

ANNXE 3 : TARIFICATION DU SERVICE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-22-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Le service public de distribution du gaz propane sur le territoire de la concession comprend :

- Un service de fourniture et d'acheminement du gaz propane (ou service public de base).
  Ce service est l'objet d'une tarification selon les dispositions développées dans la présente annexe ;
- La réalisation de prestations complémentaires proposées par le concessionnaire en lien avec le raccordement et la consommation de gaz (ou prestations annexes).
  Ces prestations complémentaires font l'objet de l'Annexe 4 au présent contrat.

Article 1 Principe de la tarification du service public de base

La tarification du service public de base aux usagers est dépendante de leur catégorie et de leur besoin annuel souscrit au point de consommation raccordé aux équipements du service public. Elle est de type binôme.
Les termes du tarif binôme sont :

- un terme d'abonnement et,
- un terme proportionnel à la consommation dit « tarifs de fourniture du gaz propane ».

Article 2 Définition des tranches de consommation

Les prix de fourniture sont établis selon une segmentation des usagers basée sur leur consommations annuelle et leur catégorie.

Catégorie	**Particulier**			**Collectivité et Professionnel**			
Code	**C1**	**C2**	**C3**	**P1 / S1**	**P2 / S2**	**P3 / S3**	**P4 / S4**
Consommation annuelle en kWh/an	Jusqu'à 5 999	De 6 000 à 29 999	A partir de 30 000	Jusqu'à 74 999	De 80 000 à 149 999	De 150 000 à 299 999	Supérieur à 300 000

Dans un souci d'aide et de soutien aux personnes en situation de précarité, le concessionnaire propose une grille (S1, S2, S3 et S4) de tarifs uniquement applicables à la catégorie « Sociale ». Les seuls usagers bénéficiant d'un logement social, en tant que titulaires d'un bail dûment conclu avec un bailleur social, pourront prétendre appartenir à cette catégorie.

Les bailleurs sociaux (OPHLM, OPAC, organismes privés d'habitations à loyer modéré…) sont des organismes publics ou privés recevant des subventions de collectivités publiques, pour construire ou gérer des logements locatifs destinés à des personnes modestes.

Le tarif, applicable au locataire, est fonction de la consolidation des consommations des logements du bailleur social, sur la commune de résidence du locataire de ce dit bailleur.

Un usager pourra faire valoir la facturation de ses consommations de gaz au tarif professionnel (gamme Pi) à une adresse de livraison donnée si l'établissement, au sens de l'INSEE, desservi à l'adresse susdite est assorti d'un numéro SIRET valide.

A l'exclusion des cas visés aux précédents alinéas du présent article, les usagers sont réputés être soumis aux prix de la gamme Ci du présent contrat.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-22-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article 3 Tarifs de fourniture du gaz propane

Les tarifs ci-dessous sont en centimes d'euros hors taxes.

Bourneville, Claville, La Haye Malherbe, Montaure, Muids, Routot et Tourville La Campagne.

Tarifs au 1er avril 2024	C1	C2 / C3	P1 / P2 S1 / S2	P3 / S3	P4 / S4
Tarifs de fourniture (cts €/kWh HT)	**9,95**	**8,16**	**8,03**	**7,87**	**7,58**

NB : taux de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A) appliquée : celui en vigueur au moment de la prestation

La décomposition tarifaire de référence est la suivante, en date du 1er avril 2024.

Code variable	Décomposition du tarif	C2
Cd	Coût de distribution	2,91
Csa	Coût de stockage/acheminement	0,72
P	Achat du gaz	3,40
MA	Marge & Autre	0,26
I	Part fixe amortissement	0,87
Tarifs de fourniture (cts €/kWh HT) au 1er avril 2024		**8,16**

NB : taux de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A) appliquée : celui en vigueur au moment de la prestation

Article 4 Tarif des abonnements mensuels

Les tarifs ci-dessous sont en euros hors taxes, en date du 1er avril 2024.

Code Tarif	C1 / C2 / C3 S1 / S2 / S3 / S4	P1 / P2 / P3	P4
Abonnements mensuels	**15,98**	**27,73**	**33,27**

NB : taux de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A) appliquée : celui en vigueur au moment de la prestation

Les abonnements détaillés ci-avant concernent les compteurs de type usuel quel que soit leur débit horaire nominal.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-22-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article 3 Ajout d'une Annexe 3 Bis « Indexation du prix des Services »

Il est expressément stipulé entre les Parties que l'Annexe 3 bis ci-dessous est ajoutée à la Convention signée le 27 décembre 2006.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-22-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article 1 Révision du tarif de fourniture du gaz propane

Le prix du propane, exprimé en $/t sur le marché international, fluctue en fonction des disponibilités de produit, de la conjoncture internationale (géopolitique et économique) ainsi que des conditions climatiques du moment. En conséquence, les références du passé n'ont aucune pertinence pour élaborer les mouvements de l'avenir.
Le prix de la fourniture de gaz sera la résultante de plusieurs facteurs (au nombre de 5) qui évoluent selon des index spécifiques.

a – Fréquence de révision :

Le prix de vente du gaz variera deux fois par an, à intervalles réguliers et fixes de six mois. Les dates d'application des nouveaux barèmes de vente seront les 1er avril et 1er octobre de chaque année.

b – Détermination de la nouvelle valeur des éléments constitutifs du prix :

L'élaboration du barème se fera à J, dernier jour ouvrable du pénultième mois avant sa date d'application.
Les éléments constitutifs du prix sont les suivants :

b.1. Coût de distribution :

Le coût de distribution est indexé sur l'indice TP05a du mois (m-6) publié par l'INSEE sous la référence d'identifiant 001710991 (base 2010). A défaut de publication à la date du calcul, c'est la dernière valeur publiée de l'indice qui sera considérée.

Coût de distribution de la période (s) :

$$\mathbf{Cd_{(S)} = Cd_0 \times (TP05a_{(m-6)} / TP05a_0)}$$

Où:

- $Cd_{(S)}$: nouveau coût de distribution ;
- Cd_0 : coût initial de distribution définit à l'article 3 de l'annexe3 ;
- $TP05a_{(m-6)}$: valeur de l'index national des travaux en souterrains traditionnels du mois (m-6) ;
- $TP05a_o$: index initial du mois d'octobre 2023 : 130,9.

b.2. Coût de stockage et acheminement :

Le coût de stockage et acheminement est indexé sur l'indice CNL Route du deuxième (2ème) trimestre de l'année pour le tarif du 1er octobre et du quatrième (4ème) trimestre pour le tarif du 1er avril de l'année suivante. Cet indice est publié par la Fédération des Entreprises de Transport et Logistique de France. A défaut de publication à la date du calcul, c'est la dernière valeur publiée de l'indice qui sera considérée.

Coût de stockage et acheminement de la période (s) :

$$\mathbf{Csa_{(S)} = Csa_0 \times (CNL\ Route_{(S)} / CNL\ Route_0)}$$

Où:

- $Csa_{(S)}$: nouveau coût de stockage et acheminement ;
- Csa_0 : coût initial de stockage et acheminement définit à l'article 3 de l'annexe 3 ;
- $CNL\ Route_{(S)}$: valeur de l'indice CNL Route publié au titre du deuxième trimestre de l'année où est effectué le calcul de l'actualisation devant intervenir au 1er octobre,
  ou publié au titre du quatrième trimestre de l'année antérieure à celle où est effectué le calcul de l'actualisation devant intervenir au 1er avril ;

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-22-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

- CNL Route$_0$: valeur initiale de l'indice CNL Route publié au titre du quatrième trimestre de l'année 2023 (CNL Route$_{(2023/T4)}$) : 267,86.

b.3. Marge & Autre :

Le coût « Marge & Autre » (MA) est indexé sur l'indice TP05a du mois (m-6) publié par l'INSEE sous la référence d'identifiant 001710991 (base 2010). A défaut de publication à la date du calcul, c'est la dernière valeur publiée de l'indice qui sera considérée.

Coût MA de la période (s) :

$$\mathbf{MA_{(S)} = MA_0 \times (TP05a_{(m-6)} / TP05a_0)}$$

Où:

- MA$_{(S)}$: nouvelle valeur du terme Marge & Autre ;
- MA$_0$: coût initial du terme Marge & Autre définit à l'article 3 de l'annexe 3 ;
- TP05a$_{(m-6)}$: valeur de l'index national des travaux en souterrains traditionnels du mois (m-6) ;
- TP05a$_o$: index initial du mois d'octobre 2023 : 130,9.

b.4. Partie fixe - Amortissements :

Le terme « *Partie fixe – Amortissements »* est non indexé. Il représente notamment la part d'amortissement des ouvrages imputée au prix de vente.

b.5. Achat du gaz :

Le prix du produit P$_S$, pour un semestre considéré, est élaboré à partir de la formule suivante :

$$\mathrm{P}s = \left(\sum_{i=1}^{i=6} M_i \div 6 \right) \times Cj \ \div K$$

Où :

- **Ps** : le prix d'achat du gaz pour la période, valeur en €/kWh ;
- **M$_i$** : la moyenne des cotations du marché à terme propane (« swaps ») de chacun des six (6) mois de la période tarifaire concernée, publiés par Petroleum Argus – International LPG Report (réf : Buy Sell Forward Market NWE), à *j* ;
- **c$_J$** : le cours du dollar en euros du jour J : Taux de change (parités quotidiennes) | Banque de France (banque-france.fr) ;
- ***J*** **:** le dernier jour ouvrable du pénultième mois avant sa date d'application du nouveau tarif ;
- **K :** le coefficient de conversion en kWh/tonne, fixé à : 13 830 kWh/tonne de Propane (PCS).

c - Détermination du prix de la fourniture des usagers de la tranche C2 :

Le prix de fourniture, pour la période (S), pour les usagers au tarif de fourniture C2 s'obtient en additionnant l'ensemble des composantes actualisées comme cela est indiqué au 'b' du présent article. Ainsi :

$$\mathbf{F(C2)_{(s)} = Cd_{(S)} + Csa_{(S)} + MA_{(S)} + P_{(S)} + I}$$

d – Détermination du prix de la fourniture des autres tranches des grilles de tarif particulier et professionnel / bâtiments publics :

Le pourcentage d'évolution du prix de la fourniture (F) de la tranche C2 sert de référence à l'évolution des autres tranches de chacune des grilles.

Le prix (F) des autres tranches évolue, pour la période (S), de la manière suivante :

$$F(autre\ tranche)_s = F(autre\ tranche)_0 \times F(C2)_n / F(C2)_0$$

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-22-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Où :

- $F(autre\ tranche)_n$: nouveau prix ;
- $F(autre\ tranche)_0$: prix d'origine ;
- $F(C2)_n$: nouveau prix de la tranche C2 ;
- $F(C2)_0$: prix d'origine de la tranche C2.

e – Clause de modération tarifaire :

Evolution des prix portés dans la grille tarifaire

e.1. Le prix du gaz porté dans la grille tarifaire

Le prix du gaz facturé aux usagers correspond au prix porté dans la grille tarifaire.

e.2. L'indexation des prix de la fourniture portés dans la grille tarifaire

L'indexation des prix portés dans la grille tarifaire sera effectuée au maximum deux (2) fois par an, au 1er avril et au 1er octobre.

L'application des formules d'indexation ne pourra en aucun cas avoir pour effet d'entraîner une variation des prix supérieure à quinze (15)% par rapport à ceux portés dans la grille tarifaire des prix de la fourniture appliqué au semestre précédent, à la hausse comme à la baisse.

e.3. L'ajustement

Toutefois, l'autorité concédante autorise expressément le concessionnaire à procéder, de sa propre initiative et sans que l'autorité concédante ne puisse l'y contraindre, à un ajustement de la grille tarifaire à une valeur inférieure au prix résultant de l'indexation (ci –après l' « Ajustement »).

Le concessionnaire ne pourra pas procéder à plus de deux (2) ajustements consécutifs de sa propre initiative.

Dans le cas où un troisième ajustement serait nécessaire afin de préserver l'intérêt général des usagers, le concessionnaire et l'autorité concédante se rapprocheront afin de définir ensemble le pourcentage de baisse permettant un ajustement de la grille tarifaire à une valeur inférieure au prix résultant de l'indexation, sur accord écrit et préalable des deux parties en y indiquant les motifs.

f – Conditions spécifiques :

La tranche P4 de la grille tarifaire stipule des conditions spécifiques pour les clients professionnels dits « gros consommateurs »
Cette tarification spécifique est subordonnée à la signature d'un contrat d'abonné professionnel « gros consommateurs ». L'ensemble des conditions tarifaires sera négocié directement avec l'abonné professionnel en fonction de ses besoins.

g – Révision tarifaire :

Le concessionnaire pourra proposer à l'autorité concédante toutes autres modifications tarifaires qu'il estimera nécessaires pour la bonne exécution de la convention de concession pendant la durée de cette dernière.
Ces modifications tarifaires n'interviendront qu'après accord exprès des deux parties, régularisé par avenant.

Article 2 Révision du tarif des abonnement

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-22-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2.1 Calcul du coefficient de révision

Le montant des abonnements sera révisé annuellement, le 1er avril, selon la formule définie ci-dessous. Le concessionnaire transmettra la nouvelle grille de prix à l'autorité concédante préalablement à son entrée en application.

$$R = 0{,}19 + 0{,}27\ (TP05a_{m-6} / TP05a_0) + 0{,}27\ (X_{m-6} / X_0) + 0{,}27\ (Y_{m-6} / Y_0)$$

Avec :

- R : coefficient d'actualisation (ou coefficient de révision) ;
- $TP05a_{m-6}$: valeur de l'index national des travaux en souterrains traditionnels du mois d'octobre de l'année précédente publié par l'INSEE sous l'identifiant 001710991 (base 2010) ;
- $TP05a_0$: valeur initiale de l'index (avril 2022) : 126,2 ;
- X_{m-6} : valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail – tous salariés – Industries mécaniques et électriques du mois d'octobre de l'année précédente, publiée par l'INSEE (identifiant : 001565183) ;
- X_0 : valeur de l'indice mensuels du coût horaire du travail – tous salariés – Industries mécaniques et électriques du mois d'octobre 2021 : 128,8, publiée dans le bulletin mensuel de statistique de l'INSEE (identifiant de la série : 001565183) ;
- Y_{m-6} : valeur de l'indice mensuel du coût du travail - tous salariés – Services principalement rendus aux entreprises d'octobre de l'année précédente, publiée par l'INSEE (identifiant : 001565196) ;
- Y_0 : valeur de l'indice mensuel du coût du travail - tous salariés – Services principalement rendus aux entreprises de septembre 2021 : 123,2, publiée par l'INSEE (identifiant de la série : 001565196) ;
- m : mois d'application du nouveau prix ;

2.2 Application du coefficient de révision

Le coefficient de révision déterminé à l'article de 2.1 de la présente annexe servira au calcul du tarif des abonnements applicable à compter du 1er de chaque année, en faisant usage de la formule suivante :

$$P = P_0 \times R$$

Avec :

- P : nouvelle valeur de l'abonnement mensuel applicable aux usagers d'une catégorie et d'un niveau de consommation donnés ;
- P_0 : valeur initiale de l'abonnement mensuel au 1er avril 2023 (Valeur d'origine des tarifs d'Abonnement Antargaz) applicable aux usagers de la même catégorie et d'un même niveau de consommation que celui visé au tiret précédent ;

Tarif au 1er avril 2023	**C1 / C2 / C3 S1 / S2 / S3 / S4**	**P1 / P2 / P3**	**P4**
Abonnements mensuels	**15,17**	**26,33**	**31,59**

- R : coefficient d'actualisation (ou coefficient de révision) déterminé par l'article 2.1 de la présente annexe.

Le concessionnaire informe l'autorité concédante du changement tarifaire dans les quinze jours à compter du 1er mars ou du 1er septembre en fonction de la date de mise à jour des grilles tarifaire (1er avril ou 1er octobre).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-22-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-22-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article 4 Modification apportée à l'annexe 4 « catalogue des prestations » de la Convention

Il est expressément stipulé entre les Parties que le Catalogue des Prestations de la Convention du 27 décembre 2006 constituant son Annexe 4 est purement et simplement remplacé par ce qui suit.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-22-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Préambule

Ce catalogue présente les prestations ouvertes aux usagers en distribution de gaz propane.

La date d'effet de la présente version est au 1er avril 2024.

Les standards de réalisation sont, en général, exprimés en jours ouvrés. Ils correspondent alors au délai de réalisation de la prestation observé sur le terrain.

Les jours ouvrés vont du lundi au vendredi, hors jours fériés.

Ce catalogue distingue :

- les prestations de base incluses dans les tarifs d'abonnement et de fourniture de gaz,
- les prestations les plus fréquentes commandées à l'unité et facturées à l'acte,
- les prestations récurrentes, c'est-à-dire régulièrement réalisées par concessionnaire consécutivement à une unique demande (commande) initiale exprimée par l'usager.

Les prestations (travaux, actes…) ne figurant pas au présent catalogue sont réalisées et facturées sur devis préalablement accepté par leur demandeur.

Les prestations facturées à l'acte, sauf exception, ne comprennent pas la fourniture des matériels lorsque ces derniers peuvent être apportés ou mis à disposition par le demandeur.

Les prix sont exprimés en euros hors taxes.

Les prestations facturées à l'acte sont facturées en sus du service de base. Elles sont réalisées dans les heures ouvrables (définies localement) et pendant les jours ouvrés (du lundi au vendredi, hors jours fériés).

Les prestations facturées peuvent être commandées auprès du service client du concessionnaire ouvert du lundi au vendredi, hors jours fériés, entre 8h00 et 18h00.

Les prix des prestations s'entendent aux conditions économiques de 2022. Ils sont réévalués annuellement le 1er avril selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times R$$

avec :

$$R = 0{,}19 + 0.27\,(TP05a_{m-6} / TP05a_{0}) + 0{,}27\,(X_{m-6} / X_{0}) + 0{,}27\,(Y_{m-6} / Y_{0})$$

- P = prix actualisé de la prestation
- P_0 = prix de référence de la prestation (valeur avril 2022)
- R = coefficient d'actualisation
- $TP05a_{m-6}$ = valeur de l'index national des travaux en souterrains traditionnels du mois d'octobre de l'année précédente, publiés dans le bulletin mensuel de statistique de l'INSEE (Série 001710991).
- $TP05a_0$ = index initial du mois d'octobre 2021, soit 118,8 la valeur publiée par l'INSEE
- X_{m-6} = indices mensuels INSEE du coût horaire du travail – tous salariés – Industries mécaniques et électriques du mois d'octobre de l'année précédente, publiés dans le bulletin mensuel de statistique de l'INSEE (Série 001565183).
- X_0 = indices mensuels INSEE du coût horaire du travail – tous salariés – Industries mécaniques et électriques du mois d'octobre 2021, soit 128,8 la valeur publiée par l'INSEE.
- Y_{m-6} = indices mensuels INSEE du coût du travail - tous salariés – Services principalement rendus aux entreprises d'octobre de l'année précédente, publiés dans le bulletin mensuel de statistique de l'INSEE (Série 001565196).
- Y_0 = indices mensuels INSEE du coût du travail - tous salariés – Services principalement rendus aux entreprises du mois de septembre 2021, soit 123,2 la valeur publiée par l'INSEE.
- m = mois d'application du nouveau prix.

Si le concessionnaire ne respecte pas l'un des engagements du catalogue des prestations, il est astreint à un dédommagement adressé à l'usager sur simple demande de sa part.

SOMMAIRE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-22-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

1 - PRESTATIONS DE BASE (INCLUSE DANS LE TARIF D'ACHEMINEMENT) 16

1.1 - ANNONCE PASSAGE RELEVEUR (suite à absence) 16

1.2 - AUTO RELEVE SUITE A ABSENCE AU RELEVE CYCLIQUE 16

1.3 - CONTINUITE DE L'ACHEMINEMENT ET DE LA LIVRAISON 16

1.4 - INFORMATION COUPURE 17

1.5 - INTERVENTION DE DEPANNAGE ET DE REPARATION 17

1.6 - INTERVENTION DE SECURITE 17

1.7 - MISE HORS SERVICE (MHS) 18

1.8 - NUMERO DE SECURITE 24h/24) 18

1.9 - RELEVE CYCLIQUE 18

1.10 - PRISE DE RENDEZ-VOUS TELEPHONIQUE GAZ 19

1.11 - VERIFICATION PERIODIQUE DE L'ETALONNAGE DES COMPTEURS ET DES CONVERTISSEURS . 19

2 - PRESTATIONS FACTUREES A L'ACTE 21

2.1 - MISE EN SERVICE 21

2.1.1 - MISE EN SERVICE sans déplacement 21

2.1.2 - MISE EN SERVICE avec déplacement 21

2.2 - COUPURE ET RETABLISSEMENT POUR TRAVAUX 22

2.2.1 – VEROUILLAGE DU COMPTEUR POUR TRAVAUX 22

2.2.2 - COUPURE AVEC DEPOSE POUR TRAVAUX 22

2.2.3 - RETABLISSEMENT SUITE COUPURE POUR TRAVAUX 23

2.3 – INTERVENTION POUR IMPAYES 23

2.3.1 - COUPURE POUR IMPAYE 23

2.3.2 - RETABLISSEMENT SUITE A COUPURE POUR IMPAYE 24

2.4 - RELEVE SPECIAL ET TRANSMISSION DES DONNEES DE RELEVE 24

2.4.1 - RELEVE SPECIAL 24

2.4.2 - VERIFICATION DES DONNEES DE COMPTAGE SANS DEPLACEMENT 25

2.5 – VERIFICATION DES APPAREILS DE COMPTAGE 25

2.5.1 - CONTROLE VISUEL DU COMPTAGE 25

2.5.2 - CHANGEMENT DE COMPTEUR GAZ 26

2.5.3 – DEMANDE DE VERIFICATION DE L'ETALONNAGE DU COMPTEUR 26

2.5.4 - CHANGEMENT DE COFFRET OU DE PORTE DE COFFRET 27

2.5.5 – LOCATION MATERIEL / POSTE 28

2.6 - ANALYSE TECHNIQUE 29

2.6.1 - ETUDE TECHNIQUE 29

2.7 - RACCORDEMENT 29

2.7.1 - REALISATION DE RACCORDEMENT 29

2.8 - AUTRES PRESTATIONS 30

2.8.1 - DEPLACEMENT SANS POSSIBILITE DE REALISER LES ACTES L'AYANT MOTIVE 30

2.8.2 - FRAIS DE DEDIT POUR ANNULATION TARDIVE AVANT INTERVENTION PROGRAMMEE 30

2.8.3 - FRAIS LIES AU DEPLACEMENT D'UN AGENT ASSERMENTE 31

2.8.4 - DEFAUT DE REGLEMENT 31

3 – ACTUALISATION DES TARIFS AU 1ER AVRIL 2024 32

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-22-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

1 - PRESTATIONS DE BASE (incluse dans le tarif d'acheminement)

1.1 - ANNONCE PASSAGE RELEVEUR (suite à absence)

Accès à la prestation :

Cette prestation, qui relève de l'initiative du concessionnaire, ne requiert pas de demande spécifique de l'usager.

Description :

Lors d'une relève, en cas de compteur inaccessible, le prestataire chargé de la relève laisse un avis de passage dans la boîte aux lettres. Un deuxième (2ème) passage est prévu sous 48h maximum.

Standard de réalisation :

Modalités de mise en œuvre adaptées à l'environnement local.

1.2 - AUTO RELEVE SUITE A ABSENCE AU RELEVE CYCLIQUE

Accès à la prestation :

Cette prestation, qui relève de l'initiative du concessionnaire, ne requiert pas de demande spécifique de l'usager.

Description :

Relevé de l'index du compteur par l'usager et transmission de la valeur relevée aux services du concessionnaire.

Standard de réalisation :

Si l'index du compteur est inaccessible et si l'usager est absent lors du deuxième passage du releveur, l'usager peut communiquer lui-même son index. L'usager peut communiquer son index en contactant le service client au 0 974.751.751. L'usager peut également communiquer son relevé sur son espace client.

Remarque : Il faut que le concessionnaire (ou le prestaire qu'il a désigné à cet effet) accède au moins une fois par an au compteur. Si l'index n'a pas été accessible au moins une fois au cours des 12 mois précédents, l'usager doit accepter un relevé hors tournée et facturé (cf. 2.4.1 – relevé spécial).

1.3 - CONTINUITE DE L'ACHEMINEMENT ET DE LA LIVRAISON

Accès à la prestation :

Cette prestation ne requiert pas de demande spécifique de l'usager.

Description :

Assurer la continuité de l'acheminement et de la livraison même dans les situations suivantes :

- Hiver froid tel qu'il s'en produit statistiquement un tous les cinquante ans,
- Température extrêmement basse pendant une période de trois jours consécutifs telle qu'il s'en produit statistiquement une tous les cinquante ans (article R121-8 du code de l'énergie).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-22-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

1.4 - INFORMATION COUPURE

Accès à la prestation :

Cette prestation qui relève de l'initiative du concessionnaire ne requiert pas de demande spécifique de l'usager.

Description :

L'usager est informé d'une interruption de service lors de l'inspection périodique (IP) du réseau concédé.

Un courrier est adressé par la poste à tous les usagers 10 jours avant la date prévue.

Références réglementaires :

Article R121-12 du code de l'énergie.

1.5 - INTERVENTION DE DEPANNAGE ET DE REPARATION

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par l'usager.

Modalités :

L'usager appelle le numéro de Sécurité Antargaz : 0 801 01 07 07.

Description :

Déplacement en cas de manque de gaz ou bruit anormal notamment.

Cause liée au réseau ou à un équipement, sous la responsabilité du concessionnaire en amont du comptage (y compris compteur, à l'exception des colonnes montantes) :

- *dépannage (provisoire) ou réparation (définitive) prise en charge des coûts par le concessionnaire.*

Cause liée à un équipement sous la responsabilité de l'usager en aval du comptage :

- *mise en sécurité.*

Standard de réalisation :

Premier déplacement, chez l'usager dans les 4 (quatre) heures qui suivent l'appel, sauf délai plus long convenu avec l'usager.

1.6 - INTERVENTION DE SECURITE

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par l'usager ou par un tiers.

Modalités :

L'usager, ou le tiers, appelle le numéro de Sécurité Antargaz (0 801 01 07 07) lorsqu'une situation de danger est suspectée.

Description :

Intervention du concessionnaire en cas d'odeur de gaz, d'incendie ou d'explosion, de baisse ou d'excès de pression.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-22-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Références réglementaires :

Arrêté du 13 juillet 2000 portant règlement de sécurité de la distribution de gaz combustible par canalisations.

Standard de réalisation :

Déplacement à tout moment, sur les lieux mentionnés par l'appel et dans un délai ne pouvant excéder 1h00 dans les conditions fixées par l'arrêté du 13 juillet 2000 et par son cahier des charges d'application pour les interventions de sécurité (RSDG 9 de l'AFG dans sa dernière version en vigueur).

1.7 - MISE HORS SERVICE (MHS)

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par l'usager.

Modalités :

L'usager appelle le service client au 0 974.751.751 ou peut adresser un courrier à :

Antargaz – Tours Thiers – 4, rue Piroux 54000 NANCY.

Description :

Mise hors service de l'installation avec fermeture et plombage du robinet compteur, relevé de l'index de clôture.

Standard de réalisation :

5 jours ouvrés. Le concessionnaire intervient aux dates et heures convenues d'un commun accord avec l'usager.

1.8 - NUMERO DE SECURITE 24h/24)

Accès à la prestation :

Cette prestation ne requiert pas de demande spécifique.

Description :

Mise à disposition d'un numéro d'urgence 0 801 01 07 07 accessible 24h/24, visible sur les factures ou l'annuaire téléphonique ou sur la façade de chaque coffre de branchement.

Références réglementaires :

Arrêté du 13 juillet 2000 portant règlement de sécurité de la distribution de gaz combustible par canalisations.

1.9 - RELEVE CYCLIQUE

Accès à la prestation :

Cette prestation qui relève de l'initiative du concessionnaire ne requiert pas de demande spécifique de l'usager.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-22-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Description :

Le relevé de compteur est effectué par le concessionnaire, ou par un prestataire qu'il désigne, avec une fréquence semestrielle.

1.10 - PRISE DE RENDEZ-VOUS TELEPHONIQUE GAZ

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager ou un tiers.

Modalités :

L'usager appelle le service client au 0 974.751.751 ou peut adresser un courrier à :

Antargaz – Tours Thiers – 4, rue Piroux 54000 NANCY.

Un tiers peut également contacter le service client ou adresser une fiche contact en passant par le site internet : antargaz.com.

Description :

La prise de rendez-vous pourra se faire via le service client pour une étude, sans déplacement de technicien.

La prestation concerne aussi les demandes de raccordements, les déplacements d'ouvrages et autres opérations techniques nécessitant une étude.

Standard de réalisation :

A la suite de l'appel de l'usager ou du tiers, le concessionnaire s'engage à le rappeler sous 5 jours ouvrés et à lui proposer un rendez-vous sur place au plus tard dans un délai de 15 jours ouvrés.

1.11 - VERIFICATION PERIODIQUE DE L'ETALONNAGE DES COMPTEURS ET DES CONVERTISSEURS

Accès à la prestation :

Cette prestation qui relève de l'initiative du concessionnaire ne requiert pas de demande spécifique de l'usager.

Description :

Le concessionnaire confie à un laboratoire agréé la vérification périodique de l'étalonnage (VPE) du compteur et de ses éventuels accessoires afin qu'il vérifie la justesse du dispositif de mesure des quantités de gaz livrées.

La prestation comprend l'interruption de la fourniture, la dépose du compteur (et de ses éventuels accessoires), la vérification de l'étalonnage, la repose et la remise en service du compteur.

La prestation comprend également la mise en place d'un compteur provisoire durant la période de vérification.

Pour les branchements disposant d'un compteur permettent des débits maximums inférieurs ou égaux à 16 m^3/h : le concessionnaire remplace le compteur installé par un compteur dont l'étalonnage a été préalablement vérifié.

Références réglementaires :

Décret n°2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure (modifié par décret n° 2016-769 du 9 juin 2016 relatif aux instruments de mesure) - arrêté du 21 octobre 2010 relatif aux compteurs de gaz combustible (modifié par arrêté du 2 novembre 2016 relatif aux instruments de mesure).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-22-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2 - PRESTATIONS FACTUREES A L'ACTE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-22-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2.1 - MISE EN SERVICE

2.1.1 - MISE EN SERVICE sans déplacement
Accès à la prestation : Cette prestation est demandée au concessionnaire par un tiers souhaitant devenir usager du service public.
Modalités : Le demandeur appelle le service client au 0 974.751.751.ou adresse un courrier à : Antargaz – Tours Thiers – 4, rue Piroux 54000 NANCY.
Description : Acte effectué lors de l'arrivée d'un occupant dans un local déjà desservi en gaz pour lequel l'énergie est disponible dans le local. Cette prestation consiste à rattacher le point de livraison au nouvel usager avec prise en compte d'un index transmis par celui-ci.
Standard de réalisation : Lors de l'appel du demandeur au service client, après avoir rassemblé toutes les données (adresse, nom, index, adresse mail, RIB), le service client envoie par mail un lien afin que l'usager remplisse et signe son contrat. Dès lors que toutes les parties sont correctement renseignées et vérifiées en retour par le service client, la mise en service est effective au maximum 48h après son envoi. Cette prestation peut également être demandée par courrier. La mise en service sera réalisée dans les 48 heures ouvrés suivant la réception, par le service client du concessionnaire, de l'ensemble des pièces et renseignements nécessaires listés ci-dessus à l'exception de l'adresse mail de l'usager.
Prix *17,15 € HT*

2.1.2 - MISE EN SERVICE avec déplacement
Accès à la prestation : Cette prestation est demandée au concessionnaire par un tiers demandeur de son rattachement au service public.
Modalités : Après que le demandeur a souscrit son contrat et adressé son certificat de conformité réglementaire, le concessionnaire mandate un prestataire afin qu'il intervienne, au plus tard dans les 48h, pour réaliser la mise en service effective.
Description : • Acte effectué lors de l'arrivée d'un occupant dans un local déjà desservi en gaz dont l'installation est hors service depuis plus de 6 mois ; • ou acte effectué lors de la première desserte en gaz d'un local nouvellement raccordé (première mise en service).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-22-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Standard de réalisation : Prestation réalisée dans un délai de 48h (sous réserve de la présentation des certificats de conformité réglementaires et du règlement du solde des travaux le cas échéant). Le concessionnaire propose des rendez-vous dans une plage de 2 heures.
Prix *50,25 € HT*

2.2 - COUPURE ET RETABLISSEMENT POUR TRAVAUX

2.2.1 – VEROUILLAGE DU COMPTEUR POUR TRAVAUX
Accès à la prestation : Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager.
Modalités : L'usager appelle le service client au 0 974.751.751 et demande le verrouillage de son compteur pour une période déterminée.
Description : Le verrouillage du compteur est réalisé en fonction de la faisabilité technique du site. Il comprend en général la fermeture du robinet avec plombage de l'installation. Il implique l'interruption de livraison. Dans le cas d'une modification de l'installation intérieur ou d'un changement de matériel, un nouveau certificat de conformité de l'installation gazière (CCIG) sera demandé lors de la remise en service de l'installation.
Standard de réalisation : 21 jours ouvrés.
Prix *98,93 € HT*

2.2.2 - COUPURE AVEC DEPOSE POUR TRAVAUX
Accès à la prestation : Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager.
Modalités : L'usager appelle le service client au 0 974.751.751 et demande la dépose de son compteur pour une période déterminée.
Description : La coupure avec dépose comprend en général la fermeture du robinet, la dépose du compteur et, pour un poste de détente /comptage, la pose de voiles.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-22-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Elle implique l'interruption de livraison, mais pas le détachement contractuel.

Dans le cas d'une modification de l'installation intérieur ou d'un changement de matériel, un nouveau certificat de conformité de l'installation gazière (CCIG) sera demandé lors de la remise en service de l'installation.

Standard de réalisation :

21 jours ouvrés

Prix

111,96 € HT

2.2.3 - RETABLISSEMENT SUITE COUPURE POUR TRAVAUX

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager.

Modalités :

L'usager appelle le service client au 0 974.751.751 et l'informe de son souhait de rétablissement de l'alimentation en gaz de son installation.

Dans le cas d'une modification de l'installation intérieur ou d'un changement de matériel, un nouveau certificat de conformité de l'installation gazière (CCIG) sera demandé lors de la remise en service de l'installation.

Description :

Rétablissement de l'alimentation en gaz suite à une coupure pour travaux demandée par l'usager sans ou avec repose des appareils.

Standard de réalisation :

5 jours ouvrés.

Prix

Rétablissement sans repose des appareils : *98,93 € HT*

Rétablissement avec repose des appareils : 111,96 *€ HT*

2.3 – INTERVENTION POUR IMPAYES

2.3.1 - COUPURE POUR IMPAYE

Accès à la prestation :

Cette prestation est générée par le concessionnaire.

Modalités :

Le concessionnaire procède à la coupure du gaz pour impayé lorsqu'aucun accord n'est proposé par l'usager sur le paiement de sa dette. Le concessionnaire procède préalablement à un appel téléphonique, puis à des relances écrites avec accusé de réception.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-22-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Description :

Intervention comprenant le déplacement, le relevé d'index, la fermeture et le plombage du robinet, sans dépose du compteur. Elle est effectuée par le concessionnaire dans le respect de la loi, notamment des obligations de service public.

Pour les usagers qui apportent la preuve d'une aide du fond solidarité logement perçue au cours des 12 derniers mois, la coupure ne sera pas effective entre le 1er novembre et le 31 mars.

Le concessionnaire évite de programmer des coupures après 15 h ou les veilles de week-end et de jours fériés.

Standard de réalisation :

10 jours ouvrés.

Prix

98,93 € HT

2.3.2 - RETABLISSEMENT SUITE A COUPURE POUR IMPAYE

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par l'usager.

Modalités :

L'usager contacte le service client au 0 974.751.751 afin de convenir ensemble des modalités de remboursement de sa dette. Le concessionnaire procède alors au rétablissement de l'alimentation gaz.

Description :

Intervention comprenant le déplacement, le rétablissement de l'alimentation gaz suite à une coupure pour impayé.

Standard de réalisation :

48h

Prix

50,25 € HT

2.4 - RELEVE SPECIAL ET TRANSMISSION DES DONNEES DE RELEVE

2.4.1 - RELEVE SPECIAL

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par l'usager ou effectuée par le concessionnaire lorsque le compteur de l'usager n'a pu être relevé au cours des 12 mois précédents.

Modalités :

L'usager peut contacter le service client au 0 974.751.751 afin de faire procéder à une relève spéciale (en dehors des 2 relèves prévues par Antargaz).

Accusé de réception préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-22-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Ou le concessionnaire procède à une prise de rendez-vous avec l'usager dont le compteur est inaccessible depuis plus d'un an et au déplacement d'un membre de son personnel de afin de procéder à une relève physique du compteur.
Description : La prestation comprend le déplacement d'un membre du personnel du concessionnaire, ou d'un de ses prestataires, et, s'il s'agit de pallier des absences répétée à la relève cyclique, une prise de rendez-vous avec l'usager.
Standard de réalisation : 10 jours ouvrés.
Prix *98,93 € HT* (Prestation non facturée si elle fait suite à une contestation de l'usager sur la lecture d'index et que le relevé spécial fait apparaître une erreur imputable au concessionnaire).

2.4.2 - VERIFICATION DES DONNEES DE COMPTAGE SANS DEPLACEMENT
Accès à la prestation : Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager.
Modalités : L'usager contacte le service client au 0 974.751.751.
Description : Le concessionnaire procède au contrôle dans l'application de relevé de la vraisemblance d'une donnée transmise (index et quantité calculée).
Standard de réalisation : 5 jours ouvrés.
Prix *17,15 € HT* • (Prestation non facturée s'il est procédé à une rectification d'index)

2.5 – VERIFICATION DES APPAREILS DE COMPTAGE

2.5.1 - CONTROLE VISUEL DU COMPTAGE
Accès à la prestation : Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager.
Modalités : L'usager contacte le service client au 0 974.751.751 pour convenir ensemble du jour de réalisation de la prestation (intervention sur site d'un technicien).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-22-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Description :

Intervention réalisée à la demande de l'usager comprenant le déplacement d'un personnel qualifié du concessionnaire ou d'un prestataire qu'il aura désigné et le contrôle visuel du fonctionnement de l'appareil de comptage.

Standard de réalisation :

10 jours ouvrés.

Prix

98,93 € HT

Intervention non facturée si défaut constaté

2.5.2 - CHANGEMENT DE COMPTEUR GAZ

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager.

Modalités :

L'usager contacte le service client au 0 974.751.751 pour convenir du jour d'intervention.

Description :

Changement de compteur hors renouvellement, sans modification de calibre, notamment consécutivement à sa détérioration du fait de l'usager.

Les adaptations éventuelles du poste de livraison seront facturées en supplément (exemple : modification des entraxes de fixation).

Standard de réalisation :

5 jours ouvrés pour les compteurs dont le débit est inférieur ou égal à 16 m^3/h et en fonction de la disponibilité du matériel pour les compteurs d'un débit supérieur à 16 m^3/h.

Prix :

- Pour un compteur dont le débit est inférieur ou égal à 16 m^3/h : 98,93 € HT plus fourniture du compteur (45 € HT en 2022).
- Pour un compteur dont le débit est supérieur à 16 m^3/h : sur devis au coût réel.

2.5.3 – DEMANDE DE VERIFICATION DE L'ETALONNAGE DU COMPTEUR

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager.

Modalités :

L'usager exprime sa demande auprès du service client au 0°974.751.751 ou par voie postale à l'adresse suivante :

Antargaz – Tours Thiers – 4, rue Piroux 54000 NANCY.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-22-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Description :

Le concessionnaire procède :

- à la dépose du compteur dont l'usager souhaite la vérification des qualités métrologiques,
- à la mise en place si nécessaire d'un compteur provisoire,
- à la transmission du compteur déposé à une entreprise ou organisme agréé pour procédé à la vérification de l'étalonnage de l'équipement déposé,
- à la repose du compteur après sa vérification s'il est avéré correctement étalonné, ou à la pose d'un nouveau compteur si la vérification a conduit à établir un biais métrologique.

Standard de réalisation :

Sous 5 jours ouvrés après l'expression de la demande auprès du service client :

- Dépose du compteur et pose, le cas échéant, d'un compteur provisoire ou de remplacement.

Demande par le concessionnaire d'un devis de vérification à une entreprise ou organisme agréé (l'usager pouvant lui-même formuler une demande de devis de vérification à une entreprise ou un organisme agréé).

Adressage, par le concessionnaire, du compteur au prestataire de vérification retenu par l'usager.

Repose du compteur vérifié ou de remplacement de celui-ci dans les 20 jours ouvrés suivant la prestation de vérification et la réception du compte rendu établit par l'entreprise ou de l'organisme vérificateur.

Prix :

Si la défaillance du compteur n'est pas avérée :

Dépose et repose du compteur et fourniture d'un compteur provisoire : 197,86 € HT.

\+ prestation de vérification du montant du devis accepté par l'usager (avant l'envoi du compteur) si l'organisme vérificateur retenu par l'usager est celui proposé par le concessionnaire.

Si la défaillance du compteur est avérée : la prestation n'est pas facturée.

Le cas échéant, les frais d'huissier sont à la charge de la partie qui en fait la demande, quel que soit le résultat du contrôle.

2.5.4 - CHANGEMENT DE COFFRET OU DE PORTE DE COFFRET

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager ou par un tiers.

Modalités :

Le demandeur contacte le service client au 0 974.751.751 pour l'informer du défaut ou du changement à effectuer.

Description :

La prestation comprend le déplacement d'un technicien qualifié, le remplacement effectif, la fourniture du coffret ou de la porte ainsi que celle du petit matériel nécessaire.

Standard de réalisation :

Le délai de réalisation de la prestation est fonction de la disponibilité du matériel à remplacer et / ou du délai de son approvisionnement.

Prix :

Sur devis au coût réel, facturé au demandeur si sa responsabilité est engagée.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-22-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2.5.5 – LOCATION MATERIEL / POSTE

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager.

Cette prestation est applicable si les postes de détente (poste de livraison client) et les compteurs ne sont pas des biens concédés.

Modalités :

Le demandeur contacte le service client au 0°974.751.751 pour faire la demande de location et de pose des matériels requis à son alimentation en gaz.

Description :

Mise à disposition d'un poste de détente comptage d'un débit supérieur à 16 m^3/h.

La prestation comprend l'enveloppe, le détenteur, le compteur et les différents accessoires de pose.

Standard de réalisation :

Le délai de réalisation de la prestation est celui de la réalisation des travaux, il est aussi fonction de la disponibilité des matériels requis et/ou de leur délai d'approvisionnement.

Le concessionnaire convient avec l'usager de la planification de la mise en place des matériels loués.

Prix :

- La mise en place du matériel loué : sur devis au coût réel préalablement accepté.
- Le prix mensuel de location du matériel loué est présenté, justifié et détaillé à l'usager demandeur préalablement à son installation.

2.6 - ANALYSE TECHNIQUE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-22-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2.6.1 - ETUDE TECHNIQUE

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager ou un tiers

Modalités :

L'usager contacte le service client au 0 974.751.751 afin de convenir ensemble des modalités du projet.

Description :

Prestation pour étude d'un nouveau raccordement ou d'une modification ou du déplacement d'un branchement gaz existant.

Standard de réalisation :

Le standard de réalisation ne s'applique qu'au premier devis qui est envoyé :

- dans les 10 jours ouvrés.

Le devis résultant, le cas échéant, de l'étude précise le délai de réalisation des travaux à envisager.

Prix

Première étude non facturée. Les études suivantes sont facturées directement à l'attention du demandeur : *98,93 € HT* sans déplacement et *197,86 € HT* avec déplacement

2.7 - RACCORDEMENT

2.7.1 - REALISATION DE RACCORDEMENT

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager ou un tiers.

Modalités :

Le demandeur contacte le service client au 0 974.751.751 pour communiquer les informations dans le but de convenir d'un rendez-vous avec un commercial. Une fois les informations transmises, un nouveau contact avec le demandeur est réalisé afin de convenir d'un rendez-vous sur place pour étudier le projet.

Description :

Le raccordement est constitué par un branchement et éventuellement une extension. Le branchement désigne l'ouvrage assurant la liaison entre la canalisation de distribution publique au droit de la parcelle à desservir jusqu'au coffret ou poste implanté en limite de domaine public. L'extension désigne la portion supplémentaire de canalisation de distribution publique à construire, le cas échéant, depuis sa localisation au moment de la demande jusqu'au droit du point d'alimentation de la parcelle à desservir.

La prestation forfaitaire de raccordement comprend **:**

- La fourniture et la mise en place du coffret de comptage et de son socle (hors encastrement éventuel du coffret),
- La réalisation de la tranchée, de son remblaiement et de sa réfection dans la limite de 12 mètres pour le branchement.
  Si la tranchée doit être prolongée au-delà, les coûts supplémentaires sont à la charge du demandeur et s'ajoutent au prix forfaitaire mentionné ci-dessous.
- La fourniture et la pose du compteur ainsi que de la détente, lors de la mise en service.

Accusé de réception préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-22-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

En cas d'extension du réseau de distribution, une étude sera réalisée conformément à l'annexe 2 du contrat de concession.

Le raccordement est proposé sous réserve d'obtention des autorisations administratives. Sa conception et son exploitation répondent aux prescriptions techniques du concessionnaire relatives à la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 et au décret n° 2004-555 du 15 juin 2004. Il est soumis à la signature d'une offre de raccordement avec le concessionnaire ou à l'acceptation d'un devis.

Standard de réalisation :

Le délai standard de réalisation est de 3 mois, à compter de la signature de l'offre de raccordement ou du devis, l'obtention des autorisations administratives et la réalisation le cas échéant des travaux préalables à la charge du demandeur.

Prix du raccordement : 2744,93 *€ HT*

Forfait encastrement (dans un mur ou muret) : *199,91 € HT*

La prestation est facturée directement au demandeur.

2.8 - AUTRES PRESTATIONS

2.8.1 - DEPLACEMENT SANS POSSIBILITE DE REALISER LES ACTES L'AYANT MOTIVE

Accès à la prestation :

Cette prestation est effectuée à l'initiative du concessionnaire.

Description :

Non-exécution d'une intervention programmée en concertation avec l'usager (pour pose de compteur, relevé spécial, etc.) par le fait de l'usager (absence au rendez-vous).

Prix

98,93 € HT

2.8.2 - FRAIS DE DEDIT POUR ANNULATION TARDIVE AVANT INTERVENTION PROGRAMMEE

Accès à la prestation :

Cette prestation est effectuée à l'initiative du concessionnaire.

Description :

Annulation tardive de la part de l'usager d'une intervention programmée moins de 48 heures avant l'heure du rendez-vous fixé pour sa réalisation**.**

Prix :

Frais à la charge de l'usager : 32,98 *€ HT*

Reçu à la préfecture
Publié le
ID : 032-213204074-20240601-2024-C-22-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2.8.3 - FRAIS LIES AU DEPLACEMENT D'UN AGENT ASSERMENTE
Accès à la prestation : Cette prestation est effectuée à l'initiative du concessionnaire.
Description : Déplacement d'un agent assermenté pour constater une fraude avérée et/ou établir le procès-verbal d'une situation donnée.
Prix *527,63 € HT*

2.8.4 - DEFAUT DE REGLEMENT
Accès à la prestation : Cette prestation est effectuée à l'initiative du concessionnaire.
Description : Défaut de règlement de la part du demandeur (usager ou tiers) d'une prestation déjà réalisée. Prestation applicable pour un défaut de paiement de plus de 60 jours à compter de la date limite de paiement portée sur la facture restant impayée.
Prix *22,42 € HT* + pénalités de 1,5 fois le taux d'intérêt légal appliqué à l'encours des sommes dues.

3 – ACTUALISATION DES TARIFS au 1er avril 2024

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-22-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

antargaz energies

PRESTATIONS FACTUREES A L'ACTE

Référence catalogue Propane	PRESTATION	REF.	01/04/2022 Prix	01/04/2024 Prix
2.1.1	Mise en service sans déplacement	MES-01	15,98	17,15
2.1.2	Mise en service avec déplacement	MES-02	46,82	50,25
2.2.1	Vérouillage du Compteur pour Travaux	MHS-02	92,17	98,93
2.2.2	Coupure avec dépose pour travaux	MHS-03	104,31	111,96
2.2.3	Rétablissement suite coupure pour travaux, sans repose	MES-03	92,17	98,93
	Rétablissement suite coupure pour travaux, avec repose	MES-04	104,31	111,96
2.3.1	Coupure pour impayé	MHS-04	92,17	98,93
2.3.2	Rétablissement suite à coupure pour impayé	MES-05	46,82	50,25
2.4.1	Relevé spécial	CPT-01	92,17	98,93
2.4.2	Vérification des données de comptage sans déplacement	CPT-02	15,98	17,15
2.5.1	Contrôle visuel du comptage	CPT-03	92,17	98,93
2.5.2	Changement de compteur gaz	CPT-04	devis	devis
2.5.3	Demande de Vérification de l'Etalonnage du Compteur	CPT-05	184,34	197,86
2.5.4	Changement de coffret ou de porte de coffret	CPT-06	devis	devis
2.5.5	Location matériel / Poste	CPT-07	devis	devis
2.6.1	Etude technique sans déplacement	ETU-01	92,17	98,93
	Etude technique avec déplacement	ETU-02	184,34	197,86
2.7.1	Réalisation de Raccordement	RAC-01	2 557,41	2 744,93
	Forfait encastrement	RAC-02	186,25	199,91
2.8.1	Déplacement sans possibilité de réaliser les Actes l'ayant motivé	ADM-01	92,17	98,93
2.8.2	Frais de dédit pour annulation tardive avant intervention programmée	ADM-02	30,72	32,98
2.8.3	Frais liés au déplacement d'un agent assermenté	ADM-03	491,59	527,63
2.8.4	Défaut de règlement (+pénalités de 1,5 fois le taux d'intérêt légal appliqué à l'encours des sommes dues)	ADM-04	20,89	22,42

Coefficient d'actualisation R		**1,0706**

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-22-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

ARTICLE 5 - Effet de la modification

La présente modification entrera en vigueur à la date de sa notification, après accomplissement par l'Autorité concédante des formalités propres à le rendre exécutoire, conformément au code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 6 – Dispositions générales

Toutes les autres clauses et conditions de la Convention de concession pour le service public de la distribution de gaz en date du 27 décembre 2006 et de ses avenants/modifications successifs, demeurent inchangées.

Fait à Courbevoie, en trois exemplaires, le ……

Pour l'autorité concédante,	Pour le concessionnaire,
La Présidente du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure	Le Responsable du Département Réseaux France
Xavier HUBERT	Franck TILLY

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-23-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2024-C-23

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ DE L'EURE

Séance du 1er Juin 2024	**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL**
Convocation : 17 Mai 2024 Nombre de membres : - en exercice 585 - présents 317 Délibération n° : **2024-C-23** Objet : **Avenant 3 de modification de formule tarifaire et actualisation du catalogue de prestations et services concession ANTARGAZ – Contrat du 14/12/2009 – communes de QUILLEBEUF SUR SEINE, CORMEILLES, ST AUBIN SUR QUILLEBEUF**	L'An DEUX MILLE VINGT QUATRE, le 1ER Juin à 9h30, le comité du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure (SIEGE), légalement convoqué, s'est réuni au Cadran à Evreux sous la présidence de Monsieur Xavier HUBERT. Etaient présents 317 membres formant la majorité des membres en exercice et pouvant valablement délibérer. Monsieur Roger WALLART, délégué de Tournedos Bois Hubert, a été désigné secrétaire de séance.

POUVOIRS

M. DESHAYES Edmond, délégué de la commune de BOISNEY, a donné pouvoir à Mme FREBERT Martine, déléguée de la commune de VALAILLES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PRESLES Gwendoline, déléguée de la commune de BOURNEVILLE STE CROIX, a donné pouvoir à M. CAUCHE Pascal, délégué de la commune de CORMEILLES, pour la représenter lors des délibérations.
M. CITHER Michel, délégué de la commune de BUEIL, a donné pouvoir à Mme LEMONNE Christine, déléguée de la commune de BRETAGNOLLES, pour le représenter lors des délibérations.
M. CAILLET Frédéric, délégué de la commune d'ETREPAGNY, a donné pouvoir à M. MOGLIA Jean Marc, délégué de la commune d'ANDE, pour le représenter lors des délibérations.
M. RIHAL Benoît, délégué de la commune de FARCEAUX, a donné pouvoir à M. HUBERT Xavier, délégué de la commune des BAUX STE CROIX, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PIEDNOEL Frédérique, déléguée de la commune d'HEUDEBOUVILLE, a donné pouvoir à M. JAMMET Eric, délégué de la commune de ST ETIENNE DU VAUVRAY, pour la représenter lors des délibérations.
M. LE DENMAT Christian, délégué de la commune de PACY SUR EURE, a donné pouvoir à M. GARREAU Cyril, délégué de la commune de CROISY SUR EURE, pour le représenter lors des délibérations.
M. HUTIN Alain, délégué de la commune de ST AGNAN DE CERNIERES a donné pouvoir à M. ROULOIS Jean Louis, délégué de la commune de VERNEUSSES, pour le représenter lors des délibérations.
M. LECOEUR Philippe, délégué de la commune de ST VICTOR DE CHRETIENVILLE a donné pouvoir à M. COINDARD Robert, délégué de la commune de PLAINVILLE, pour le représenter lors des délibérations.
M. BEAURAIN Eric, délégué de la commune de LA TRINITE DE REVILLE, a donné pouvoir à M. SPOHR Claude, délégué de la commune de ST PIERRE DE CERNIERES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme DENIZE Florence, déléguée de la commune de ST MARTIN ST FIRMIN, a donné pouvoir à M. BEAUCHE Jean Charles, délégué de la commune de ST ETIENNE L'ALLIER, pour la représenter lors des délibérations.

Exposé des motifs

Pour rappel, par contrat signé le 14 décembre 2009, le SIEGE, autorité concédante, a confié au concessionnaire ANTARGAZ ENERGIES l'exécution de prestations de distribution publique de gaz combustible propane sur les communes de Cormeilles, Quillebeuf sur Seine et Saint Aubin sur Quillebeuf et ce, pour une durée de 30 ans.

En vertu de cette Convention, le Concessionnaire a établi et exploite un réseau de distribution de gaz propane sur le territoire des communes susmentionnées.

En premier lieu, le Concessionnaire souhaite ajuster la proportion des différents éléments qui entrent dans le calcul de ses tarifs pour faire suite à l'expérience qu'il a acquise durant ces dernières années dans l'activité de délégation de service public de distribution de gaz en réseau et faire face à la conjoncture actuelle. En effet, les prix des matières premières, notamment du prix d'achat du gaz, mais aussi les coûts de transports, les coûts de travaux de raccordement ou du matériel d'entretien, ont été fortement impactés par la crise actuelle et subissent une forte volatilité qui va perdurer.

Cette modification est indispensable à la pérennité de la Délégation de Service Public mais également permettra d'avoir une tarification homogène entre les différentes tranches tarifaires.

En second lieu, le catalogue des prestations et service n'avait pas été mis à jour depuis 2008. Certains articles et indices de révisions ne sont plus d'actualité. Ce Catalogue des Prestations sera donc mis à jour par la présente modification.

La modification correspondante, issue des échanges entre les parties, est jointe à la présente délibération.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-23-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

En application des dispositions de l'article R 3135-7 du Code de la Commande Publique, il convient de proposer au Comité syndical :

- de prendre acte de la proposition du concessionnaire ;
- d'autoriser l'application de ces nouvelles conditions tarifaires à la concession telles que définies dans le projet de modification ;
- d'autoriser le Président à signer tout document afférent à ces nouvelles conditions contractuelles.

Délibération

Après délibération, le Comité Syndical prend acte de la proposition du concessionnaire et autorise l'application de ces nouvelles conditions tarifaires à la concession telles que définies dans le projet de modification et le Président à signer tout document afférent à ces nouvelles conditions contractuelles.

Délibération adoptée à l'unanimité.
Pour extrait conforme,

Le Président, Xavier HUBERT	Le secrétaire de séance, Roger WALLART

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-23-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Modification n° 3

à la convention de concession

pour le service public de la distribution

de gaz signé le 14 décembre 2009

Objet : Modification de l'Annexe 3 « Tarification du Service »
&
Intégration de l'Annexe 3Bis « Indexation des Prix du Service »
&
Modification de l'Annexe 4 « Catalogue des « Prestations et Services »

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-23-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

MODIFICATION N°3 A LA CONVENTION DE CONCESSION POUR LE SERVICE PUBLIC DE LA DISTRIBUTION DE GAZ 2009

Entre les soussignés :

Le **Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure** (S.I.E.G.E.) – ZAC du Long Buisson – 12, rue Concorde 27390 GUICHAINVILLE, représenté par son Président, Monsieur Xavier HUBERT

VU la délibération du comité syndical, visée par le contrôle de légalité de la préfecture de l'Eure, et portant signature de la convention de concession pour le service public de la distribution de gaz, entre Le Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure et Antargaz,

ci-après dénommé : «**l'autorité concédante**»

D'une part,
Et

La société ANTARGAZ, SAS au capital de 7.749.159 €, dont le siège social est à COURBEVOIE (92400), 4 Place Victor Hugo Immeuble Reflex, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 572 126 043, représentée par Monsieur Franck TILLY, agissant en qualité de Responsable du Département Réseaux France, dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après dénommé : «**le concessionnaire**»

D'autre part,

L'Autorité concédante et le Concessionnaire sont ci-après individuellement ou collectivement dénommés la (ou les) « Partie(s) ».

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

Par contrat signé le 14 décembre 2009 (ci-après le « Contrat »), l'autorité concédante a confié au concessionnaire l'exécution de prestations de distribution publique de gaz combustible sur les communes de Cormeilles, Quillebeuf et Saint Aubin sur Quillebeuf et ce, pour une durée de 30 ans.

En vertu de cette Convention, le Concessionnaire a établi et exploite désormais un réseau de distribution de gaz propane sur le territoire des communes susmentionnées.

Les Parties se sont rencontrées afin d'apporter des modifications aux conditions tarifaires de la convention de Délégation de Service Publique dont le Concessionnaire est titulaire.

En premier lieu, le Concessionnaire souhaite ajuster la proportion des différents éléments qui entrent dans le calcul de ses tarifs pour faire suite à l'expérience qu'il a acquise durant ces dernières années dans l'activité de délégation de service public de distribution de gaz en réseau et faire face à la conjoncture actuelle.,

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-23-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

En effet, les prix des matières premières, notamment du prix d'achat du gaz, mais aussi les coûts de transports, les coûts de travaux de raccordement ou du matériel d'entretien, ont été fortement impactés par la crise actuelle et subissent une forte volatilité qui va perdurer.

Cette modification est indispensable à la pérennité de la Délégation de Service Public mais également permettra d'avoir une tarification homogène entre les différentes tranches tarifaires.

En second lieu, le catalogue des prestations et service n'avait pas été mis à jour depuis 2008. Certains articles et indices de révisions ne sont plus d'actualité. Ce Catalogue des Prestations sera donc mis à jour par la présente modification.

Selon délibération du Comité Syndical du 1er juin 2024 l'Autorité Concédante :

- a pris acte de la proposition du Concessionnaire,

- autorise l'application de ces nouvelles conditions tarifaires à la Concession

- a approuvé les termes et conditions des présentes.

- autorise le Président du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure à signer tout document afférent à ces nouvelles conditions contractuelles.

CELA ETANT EXPOSE, IL A ETE CONVENU ENTRE LES PARTIES CE QUI SUIT :

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-23-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article 1 Objet de la modification

La présente modification a pour objet :

- De modifier l'Annexe 3 « Tarif et Facturation »
- D'intégrer l'annexe 3 Bis « Indexation des prix du service »
- De modifier l'annexe 4 « Catalogue des prestations » de la Convention.

Article 2 Modification apportée à l'Annexe 3 « Tarif et Facturation » de la Convention

Il est stipulé entre les Parties que l'Annexe 3 de la Convention signée le 14 décembre 2009 est purement et simplement remplacée par ce qui suit.

ANNXE 3 : TARIFICATION DU SERVICE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-23-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Le service public de distribution du gaz propane sur le territoire de la concession comprend :

- Un service de fourniture et d'acheminement du gaz propane (ou service public de base).
  Ce service est l'objet d'une tarification selon les dispositions développées dans la présente annexe ;
- La réalisation de prestations complémentaires proposées par le concessionnaire en lien avec le raccordement et la consommation de gaz (ou prestations annexes).
  Ces prestations complémentaires font l'objet de l'Annexe 4 au présent contrat.

Article 1 Principe de la tarification du service public de base

La tarification du service public de base aux usagers est dépendante de leur catégorie et de leur besoin annuel souscrit au point de consommation raccordé aux équipements du service public. Elle est de type binôme.
Les termes du tarif binôme sont :

- un terme d'abonnement et,
- un terme proportionnel à la consommation dit « tarifs de fourniture du gaz propane ».

Article 2 Définition des tranches de consommation

Les prix de fourniture sont établis selon une segmentation des usagers basée sur leur consommations annuelle et leur catégorie.

Catégorie	**Particulier**			**Collectivité et Professionnel**			
Code	**C1**	**C2**	**C3**	**P1 / S1**	**P2 / S2**	**P3 / S3**	**P4 / S4**
Consommation annuelle en kWh/an	Jusqu'à 5 999	De 6 000 à 29 999	A partir de 30 000	Jusqu'à 74 999	De 80 000 à 149 999	De 150 000 à 299 999	Supérieur à 300 000

Dans un souci d'aide et de soutien aux personnes en situation de précarité, le concessionnaire propose une grille (S1, S2, S3 et S4) de tarifs uniquement applicables à la catégorie « Sociale ». Les seuls usagers bénéficiant d'un logement social, en tant que titulaires d'un bail dûment conclu avec un bailleur social, pourront prétendre appartenir à cette catégorie.

Les bailleurs sociaux (OPHLM, OPAC, organismes privés d'habitations à loyer modéré…) sont des organismes publics ou privés recevant des subventions de collectivités publiques, pour construire ou gérer des logements locatifs destinés à des personnes modestes.

Le tarif, applicable au locataire, est fonction de la consolidation des consommations des logements du bailleur social, sur la commune de résidence du locataire de ce dit bailleur.

Un usager pourra faire valoir la facturation de ses consommations de gaz au tarif professionnel (gamme Pi) à une adresse de livraison donnée si l'établissement, au sens de l'INSEE, desservi à l'adresse susdite est assorti d'un numéro SIRET valide.

A l'exclusion des cas visés aux précédents alinéas du présent article, les usagers sont réputés être soumis aux prix de la gamme Ci du présent contrat.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-23-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article 3 Tarifs de fourniture du gaz propane

Les tarifs ci-dessous sont en centimes d'euros hors taxes.

Cormeilles, Quillebeuf et Saint Aubin sur Quillebeuf.

Tarifs au 1er avril 2024	C1	C2 / C3	P1 / P2 S1 / S2	P3 / S3	P4 / S4
Tarifs de fourniture (cts €/kWh HT)	**9,95**	**8,51**	**8,38**	**8,22**	**7,93**

NB : taux de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A) appliquée : celui en vigueur au moment de la prestation

La décomposition tarifaire de référence est la suivante, en date du 1er avril 2024.

Code variable	Décomposition du tarif	C2
Cd	Coût de distribution	3,14
Csa	Coût de stockage/acheminement	0,77
P	Achat du gaz	3,40
MA	Marge & Autre	0,33
I	Part fixe amortissement	0,87
Tarifs de fourniture (cts €/kWh HT) au 1er avril 2024		**8,51**

NB : taux de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A) appliquée : celui en vigueur au moment de la prestation

Article 4 Tarif des abonnements mensuels

Les tarifs ci-dessous sont en euros hors taxes, en date du 1er avril 2024.

Code Tarif	C1 / C2 / C3 S1 / S2 / S3 / S4	P1 / P2 / P3	P4
Abonnements mensuels	**15,98**	**27,73**	**33,27**

NB : taux de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A) appliquée : celui en vigueur au moment de la prestation

Les abonnements détaillés ci-avant concernent les compteurs de type usuel quel que soit leur débit horaire nominal.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-23-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article 3 Ajout d'une Annexe 3 Bis « Indexation du prix des Services »

Il est expressément stipulé entre les Parties que l'Annexe 3 bis ci-dessous est ajoutée à la Convention signée le 14 décembre 2009.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-23-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article 1 Révision du tarif de fourniture du gaz propane

Le prix du propane, exprimé en $/t sur le marché international, fluctue en fonction des disponibilités de produit, de la conjoncture internationale (géopolitique et économique) ainsi que des conditions climatiques du moment. En conséquence, les références du passé n'ont aucune pertinence pour élaborer les mouvements de l'avenir.
Le prix de la fourniture de gaz sera la résultante de plusieurs facteurs (au nombre de 5) qui évoluent selon des index spécifiques.

a – Fréquence de révision :

Le prix de vente du gaz variera deux fois par an, à intervalles réguliers et fixes de six mois. Les dates d'application des nouveaux barèmes de vente seront les 1er avril et 1er octobre de chaque année.

b – Détermination de la nouvelle valeur des éléments constitutifs du prix :

L'élaboration du barème se fera à J, dernier jour ouvrable du pénultième mois avant sa date d'application.
Les éléments constitutifs du prix sont les suivants :

b.1. Coût de distribution :

Le coût de distribution est indexé sur l'indice TP05a du mois (m-6) publié par l'INSEE sous la référence d'identifiant 001710991 (base 2010). A défaut de publication à la date du calcul, c'est la dernière valeur publiée de l'indice qui sera considérée.

Coût de distribution de la période (s) :

$$\mathbf{Cd_{(S)} = Cd_0 \times (TP05a_{(m-6)} / TP05a_0)}$$

Où:

- $Cd_{(S)}$: nouveau coût de distribution ;
- Cd_0 : coût initial de distribution définit à l'article 3 de l'annexe3 ;
- $TP05a_{(m-6)}$: valeur de l'index national des travaux en souterrains traditionnels du mois (m-6) ;
- $TP05a_o$: index initial du mois d'octobre 2023 : 130,9.

b.2. Coût de stockage et acheminement :

Le coût de stockage et acheminement est indexé sur l'indice CNL Route du deuxième (2ème) trimestre de l'année pour le tarif du 1er octobre et du quatrième (4ème) trimestre pour le tarif du 1er avril de l'année suivante. Cet indice est publié par la Fédération des Entreprises de Transport et Logistique de France. A défaut de publication à la date du calcul, c'est la dernière valeur publiée de l'indice qui sera considérée.

Coût de stockage et acheminement de la période (s) :

$$\mathbf{Csa_{(S)} = Csa_0 \times (CNL\ Route_{(S)} / CNL\ Route_0)}$$

Où:

- $Csa_{(S)}$: nouveau coût de stockage et acheminement ;
- Csa_0 : coût initial de stockage et acheminement définit à l'article 3 de l'annexe 3 ;
- $CNL\ Route_{(S)}$: valeur de l'indice CNL Route publié au titre du deuxième trimestre de l'année où est effectué le calcul de l'actualisation devant intervenir au 1er octobre,
  ou publié au titre du quatrième trimestre de l'année antérieure à celle où est effectué le calcul de l'actualisation devant intervenir au 1er avril ;

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-23-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

- CNL Route$_0$: valeur initiale de l'indice CNL Route publié au titre du quatrième trimestre de l'année 2023 (CNL Route$_{(2023/T4)}$) : 267,86.

b.3. Marge & Autre :

Le coût « Marge & Autre » (MA) est indexé sur l'indice TP05a du mois (m-6) publié par l'INSEE sous la référence d'identifiant 001710991 (base 2010). A défaut de publication à la date du calcul, c'est la dernière valeur publiée de l'indice qui sera considérée.

Coût MA de la période (s) :

$$\mathbf{MA_{(S)} = MA_0 \times (TP05a_{(m-6)} / TP05a_0)}$$

Où:

- MA$_{(S)}$: nouvelle valeur du terme Marge & Autre ;
- MA$_0$: coût initial du terme Marge & Autre définit à l'article 3 de l'annexe 3 ;
- TP05a$_{(m-6)}$: valeur de l'index national des travaux en souterrains traditionnels du mois (m-6) ;
- TP05a$_o$: index initial du mois d'octobre 2023 : 130,9.

b.4. Partie fixe - Amortissements :

Le terme « *Partie fixe – Amortissements »* est non indexé. Il représente notamment la part d'amortissement des ouvrages imputée au prix de vente.

b.5. Achat du gaz :

Le prix du produit P$_S$, pour un semestre considéré, est élaboré à partir de la formule suivante :

$$\mathrm{P}s = \left(\sum_{i=1}^{i=6} M_i \div 6 \right) \times Cj \div K$$

Où :

- **Ps** : le prix d'achat du gaz pour la période, valeur en €/kWh ;
- **M$_i$** : la moyenne des cotations du marché à terme propane (« swaps ») de chacun des six (6) mois de la période tarifaire concernée, publiés par Petroleum Argus – International LPG Report (réf : Buy Sell Forward Market NWE), à *j* ;
- **C$_J$** : le cours du dollar en euros du jour J : Taux de change (parités quotidiennes) | Banque de France (banque-france.fr) ;
- ***J* :** le dernier jour ouvrable du pénultième mois avant sa date d'application du nouveau tarif ;
- **K :** le coefficient de conversion en kWh/tonne, fixé à : 13 830 kWh/tonne de Propane (PCS).

c - Détermination du prix de la fourniture des usagers de la tranche C2 :

Le prix de fourniture, pour la période (S), pour les usagers au tarif de fourniture C2 s'obtient en additionnant l'ensemble des composantes actualisées comme cela est indiqué au 'b' du présent article. Ainsi :

$$\mathbf{F(C2)_{(s)} = Cd_{(S)} + Csa_{(S)} + MA_{(S)} + P_{(S)} + I}$$

d – Détermination du prix de la fourniture des autres tranches des grilles de tarif particulier et professionnel / bâtiments publics :

Le pourcentage d'évolution du prix de la fourniture (F) de la tranche C2 sert de référence à l'évolution des autres tranches de chacune des grilles.

Le prix (F) des autres tranches évolue, pour la période (S), de la manière suivante :

$$F(autre\ tranche)_s = F(autre\ tranche)_0 \times F(C2)_n / F(C2)_0$$

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-23-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Où :

- $F(autre\ tranche)_n$: nouveau prix ;
- $F(autre\ tranche)_0$: prix d'origine ;
- $F(C2)_n$: nouveau prix de la tranche C2 ;
- $F(C2)_0$: prix d'origine de la tranche C2.

e – Clause de modération tarifaire :

Evolution des prix portés dans la grille tarifaire

e.1. Le prix du gaz porté dans la grille tarifaire

Le prix du gaz facturé aux usagers correspond au prix porté dans la grille tarifaire.

e.2. L'indexation des prix de la fourniture portés dans la grille tarifaire

L'indexation des prix portés dans la grille tarifaire sera effectuée au maximum deux (2) fois par an, au 1er avril et au 1er octobre.

L'application des formules d'indexation ne pourra en aucun cas avoir pour effet d'entraîner une variation des prix supérieure à quinze (15)% par rapport à ceux portés dans la grille tarifaire des prix de la fourniture appliqué au semestre précédent, à la hausse comme à la baisse.

e.3. L'ajustement

Toutefois, l'autorité concédante autorise expressément le concessionnaire à procéder, de sa propre initiative et sans que l'autorité concédante ne puisse l'y contraindre, à un ajustement de la grille tarifaire à une valeur inférieure au prix résultant de l'indexation (ci –après l' « Ajustement »).

Le concessionnaire ne pourra pas procéder à plus de deux (2) ajustements consécutifs de sa propre initiative.

Dans le cas où un troisième ajustement serait nécessaire afin de préserver l'intérêt général des usagers, le concessionnaire et l'autorité concédante se rapprocheront afin de définir ensemble le pourcentage de baisse permettant un ajustement de la grille tarifaire à une valeur inférieure au prix résultant de l'indexation, sur accord écrit et préalable des deux parties en y indiquant les motifs.

f – Conditions spécifiques :

La tranche P4 de la grille tarifaire stipule des conditions spécifiques pour les clients professionnels dits « gros consommateurs »
Cette tarification spécifique est subordonnée à la signature d'un contrat d'abonné professionnel « gros consommateurs ». L'ensemble des conditions tarifaires sera négocié directement avec l'abonné professionnel en fonction de ses besoins.

g – Révision tarifaire :

Le concessionnaire pourra proposer à l'autorité concédante toutes autres modifications tarifaires qu'il estimera nécessaires pour la bonne exécution de la convention de concession pendant la durée de cette dernière.
Ces modifications tarifaires n'interviendront qu'après accord exprès des deux parties, régularisé par avenant.

Article 2 Révision du tarif des abonnement

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-23-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2.1 Calcul du coefficient de révision

Le montant des abonnements sera révisé annuellement, le 1er avril, selon la formule définie ci-dessous. Le concessionnaire transmettra la nouvelle grille de prix à l'autorité concédante préalablement à son entrée en application.

$$R = 0{,}19 + 0{,}27\ (TP05a_{m-6} / TP05a_0) + 0{,}27\ (X_{m-6} / X_0) + 0{,}27\ (Y_{m-6} / Y_0)$$

Avec :

- R : coefficient d'actualisation (ou coefficient de révision) ;
- $TP05a_{m-6}$: valeur de l'index national des travaux en souterrains traditionnels du mois d'octobre de l'année précédente publié par l'INSEE sous l'identifiant 001710991 (base 2010) ;
- $TP05a_0$: valeur initiale de l'index (avril 2022) : 126,2 ;
- X_{m-6} : valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail – tous salariés – Industries mécaniques et électriques du mois d'octobre de l'année précédente, publiée par l'INSEE (identifiant : 001565183) ;
- X_0 : valeur de l'indice mensuels du coût horaire du travail – tous salariés – Industries mécaniques et électriques du mois d'octobre 2021 : 128,8, publiée dans le bulletin mensuel de statistique de l'INSEE (identifiant de la série : 001565183) ;
- Y_{m-6} : valeur de l'indice mensuel du coût du travail - tous salariés – Services principalement rendus aux entreprises d'octobre de l'année précédente, publiée par l'INSEE (identifiant : 001565196) ;
- Y_0 : valeur de l'indice mensuel du coût du travail - tous salariés – Services principalement rendus aux entreprises de septembre 2021 : 123,2, publiée par l'INSEE (identifiant de la série : 001565196) ;
- m : mois d'application du nouveau prix ;

2.2 Application du coefficient de révision

Le coefficient de révision déterminé à l'article de 2.1 de la présente annexe servira au calcul du tarif des abonnements applicable à compter du 1er de chaque année, en faisant usage de la formule suivante :

$$P = P_0 \times R$$

Avec :

- P : nouvelle valeur de l'abonnement mensuel applicable aux usagers d'une catégorie et d'un niveau de consommation donnés ;
- P_0 : valeur initiale de l'abonnement mensuel au 1er avril 2023 (Valeur d'origine des tarifs d'Abonnement Antargaz) applicable aux usagers de la même catégorie et d'un même niveau de consommation que celui visé au tiret précédent ;

Tarif au 1er avril 2023	**C1 / C2 / C3 S1 / S2 / S3 / S4**	**P1 / P2 / P3**	**P4**
Abonnements mensuels	**15,17**	**26,33**	**31,59**

- R : coefficient d'actualisation (ou coefficient de révision) déterminé par l'article 2.1 de la présente annexe.

Le concessionnaire informe l'autorité concédante du changement tarifaire dans les quinze jours à compter du 1er mars ou du 1er septembre en fonction de la date de mise à jour des grilles tarifaire (1er avril ou 1er octobre).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-23-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article 4 Modification apportée à l'annexe 4 « catalogue des prestations » de la Convention

Il est expressément stipulé entre les Parties que le Catalogue des Prestations de la Convention du 14 décembre 2009 constituant son Annexe 4 est purement et simplement remplacé par ce qui suit.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-23-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Préambule

Ce catalogue présente les prestations ouvertes aux usagers en distribution de gaz propane.

La date d'effet de la présente version est au 1er avril 2024.

Les standards de réalisation sont, en général, exprimés en jours ouvrés. Ils correspondent alors au délai de réalisation de la prestation observé sur le terrain.

Les jours ouvrés vont du lundi au vendredi, hors jours fériés.

Ce catalogue distingue :

- les prestations de base incluses dans les tarifs d'abonnement et de fourniture de gaz,
- les prestations les plus fréquentes commandées à l'unité et facturées à l'acte,
- les prestations récurrentes, c'est-à-dire régulièrement réalisées par concessionnaire consécutivement à une unique demande (commande) initiale exprimée par l'usager.

Les prestations (travaux, actes…) ne figurant pas au présent catalogue sont réalisées et facturées sur devis préalablement accepté par leur demandeur.

Les prestations facturées à l'acte, sauf exception, ne comprennent pas la fourniture des matériels lorsque ces derniers peuvent être apportés ou mis à disposition par le demandeur.

Les prix sont exprimés en euros hors taxes.

Les prestations facturées à l'acte sont facturées en sus du service de base. Elles sont réalisées dans les heures ouvrables (définies localement) et pendant les jours ouvrés (du lundi au vendredi, hors jours fériés).

Les prestations facturées peuvent être commandées auprès du service client du concessionnaire ouvert du lundi au vendredi, hors jours fériés, entre 8h00 et 18h00.

Les prix des prestations s'entendent aux conditions économiques de 2022. Ils sont réévalués annuellement le 1er avril selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times R$$

avec :

$$R = 0{,}19 + 0.27\,(TP05a_{m-6} / TP05a_{0}) + 0{,}27\,(X_{m-6} / X_{0}) + 0{,}27\,(Y_{m-6} / Y_{0})$$

- P = prix actualisé de la prestation
- P_0 = prix de référence de la prestation (valeur avril 2022)
- R = coefficient d'actualisation
- $TP05a_{m-6}$ = valeur de l'index national des travaux en souterrains traditionnels du mois d'octobre de l'année précédente, publiés dans le bulletin mensuel de statistique de l'INSEE (Série 001710991).
- $TP05a_0$ = index initial du mois d'octobre 2021, soit 118,8 la valeur publiée par l'INSEE
- X_{m-6} = indices mensuels INSEE du coût horaire du travail – tous salariés – Industries mécaniques et électriques du mois d'octobre de l'année précédente, publiés dans le bulletin mensuel de statistique de l'INSEE (Série 001565183).
- X_0 = indices mensuels INSEE du coût horaire du travail – tous salariés – Industries mécaniques et électriques du mois d'octobre 2021, soit 128,8 la valeur publiée par l'INSEE.
- Y_{m-6} = indices mensuels INSEE du coût du travail - tous salariés – Services principalement rendus aux entreprises d'octobre de l'année précédente, publiés dans le bulletin mensuel de statistique de l'INSEE (Série 001565196).
- Y_0 = indices mensuels INSEE du coût du travail - tous salariés – Services principalement rendus aux entreprises du mois de septembre 2021, soit 123,2 la valeur publiée par l'INSEE.
- m = mois d'application du nouveau prix.

Si le concessionnaire ne respecte pas l'un des engagements du catalogue des prestations, il est astreint à un dédommagement adressé à l'usager sur simple demande de sa part.

SOMMAIRE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-23-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

1 - PRESTATIONS DE BASE (INCLUSE DANS LE TARIF D'ACHEMINEMENT) 15

1.1 - ANNONCE PASSAGE RELEVEUR (suite à absence) 15

1.2 - AUTO RELEVE SUITE A ABSENCE AU RELEVE CYCLIQUE 15

1.3 - CONTINUITE DE L'ACHEMINEMENT ET DE LA LIVRAISON 15

1.4 - INFORMATION COUPURE 16

1.5 - INTERVENTION DE DEPANNAGE ET DE REPARATION 16

1.6 - INTERVENTION DE SECURITE 16

1.7 - MISE HORS SERVICE (MHS) 17

1.8 - NUMERO DE SECURITE 24h/24) 17

1.9 - RELEVE CYCLIQUE 17

1.10 - PRISE DE RENDEZ-VOUS TELEPHONIQUE GAZ 18

1.11 - VERIFICATION PERIODIQUE DE L'ETALONNAGE DES COMPTEURS ET DES CONVERTISSEURS . 18

2 - PRESTATIONS FACTUREES A L'ACTE 20

2.1 - MISE EN SERVICE 20

2.1.1 - MISE EN SERVICE sans déplacement 20

2.1.2 - MISE EN SERVICE avec déplacement 20

2.2 - COUPURE ET RETABLISSEMENT POUR TRAVAUX 21

2.2.1 – VEROUILLAGE DU COMPTEUR POUR TRAVAUX 21

2.2.2 - COUPURE AVEC DEPOSE POUR TRAVAUX 21

2.2.3 - RETABLISSEMENT SUITE COUPURE POUR TRAVAUX 22

2.3 – INTERVENTION POUR IMPAYES 22

2.3.1 - COUPURE POUR IMPAYE 22

2.3.2 - RETABLISSEMENT SUITE A COUPURE POUR IMPAYE 23

2.4 - RELEVE SPECIAL ET TRANSMISSION DES DONNEES DE RELEVE 23

2.4.1 - RELEVE SPECIAL 23

2.4.2 - VERIFICATION DES DONNEES DE COMPTAGE SANS DEPLACEMENT 24

2.5 – VERIFICATION DES APPAREILS DE COMPTAGE 24

2.5.1 - CONTROLE VISUEL DU COMPTAGE 24

2.5.2 - CHANGEMENT DE COMPTEUR GAZ 25

2.5.3 – DEMANDE DE VERIFICATION DE L'ETALONNAGE DU COMPTEUR 25

2.5.4 - CHANGEMENT DE COFFRET OU DE PORTE DE COFFRET 26

2.5.5 – LOCATION MATERIEL / POSTE 27

2.6 - ANALYSE TECHNIQUE 28

2.6.1 - ETUDE TECHNIQUE 28

2.7 - RACCORDEMENT 28

2.7.1 - REALISATION DE RACCORDEMENT 28

2.8 - AUTRES PRESTATIONS 29

2.8.1 - DEPLACEMENT SANS POSSIBILITE DE REALISER LES ACTES L'AYANT MOTIVE 29

2.8.2 - FRAIS DE DEDIT POUR ANNULATION TARDIVE AVANT INTERVENTION PROGRAMMEE 29

2.8.3 - FRAIS LIES AU DEPLACEMENT D'UN AGENT ASSERMENTE 30

2.8.4 - DEFAUT DE REGLEMENT 30

3 – ACTUALISATION DES TARIFS AU 1ER AVRIL 2024 31

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-23-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

1 - PRESTATIONS DE BASE (incluse dans le tarif d'acheminement)

1.1 - ANNONCE PASSAGE RELEVEUR (suite à absence)

Accès à la prestation :

Cette prestation, qui relève de l'initiative du concessionnaire, ne requiert pas de demande spécifique de l'usager.

Description :

Lors d'une relève, en cas de compteur inaccessible, le prestataire chargé de la relève laisse un avis de passage dans la boîte aux lettres. Un deuxième (2ème) passage est prévu sous 48h maximum.

Standard de réalisation :

Modalités de mise en œuvre adaptées à l'environnement local.

1.2 - AUTO RELEVE SUITE A ABSENCE AU RELEVE CYCLIQUE

Accès à la prestation :

Cette prestation, qui relève de l'initiative du concessionnaire, ne requiert pas de demande spécifique de l'usager.

Description :

Relevé de l'index du compteur par l'usager et transmission de la valeur relevée aux services du concessionnaire.

Standard de réalisation :

Si l'index du compteur est inaccessible et si l'usager est absent lors du deuxième passage du releveur, l'usager peut communiquer lui-même son index. L'usager peut communiquer son index en contactant le service client au 0 974.751.751. L'usager peut également communiquer son relevé sur son espace client.

Remarque : Il faut que le concessionnaire (ou le prestaire qu'il a désigné à cet effet) accède au moins une fois par an au compteur. Si l'index n'a pas été accessible au moins une fois au cours des 12 mois précédents, l'usager doit accepter un relevé hors tournée et facturé (cf. 2.4.1 – relevé spécial).

1.3 - CONTINUITE DE L'ACHEMINEMENT ET DE LA LIVRAISON

Accès à la prestation :

Cette prestation ne requiert pas de demande spécifique de l'usager.

Description :

Assurer la continuité de l'acheminement et de la livraison même dans les situations suivantes :

- Hiver froid tel qu'il s'en produit statistiquement un tous les cinquante ans,
- Température extrêmement basse pendant une période de trois jours consécutifs telle qu'il s'en produit statistiquement une tous les cinquante ans (article R121-8 du code de l'énergie).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-23-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

1.4 - INFORMATION COUPURE

Accès à la prestation :

Cette prestation qui relève de l'initiative du concessionnaire ne requiert pas de demande spécifique de l'usager.

Description :

L'usager est informé d'une interruption de service lors de l'inspection périodique (IP) du réseau concédé.

Un courrier est adressé par la poste à tous les usagers 10 jours avant la date prévue.

Références réglementaires :

Article R121-12 du code de l'énergie.

1.5 - INTERVENTION DE DEPANNAGE ET DE REPARATION

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par l'usager.

Modalités :

L'usager appelle le numéro de Sécurité Antargaz : 0 801 01 07 07.

Description :

Déplacement en cas de manque de gaz ou bruit anormal notamment.

Cause liée au réseau ou à un équipement, sous la responsabilité du concessionnaire en amont du comptage (y compris compteur, à l'exception des colonnes montantes) :

- *dépannage (provisoire) ou réparation (définitive) prise en charge des coûts par le concessionnaire.*

Cause liée à un équipement sous la responsabilité de l'usager en aval du comptage :

- *mise en sécurité.*

Standard de réalisation :

Premier déplacement, chez l'usager dans les 4 (quatre) heures qui suivent l'appel, sauf délai plus long convenu avec l'usager.

1.6 - INTERVENTION DE SECURITE

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par l'usager ou par un tiers.

Modalités :

L'usager, ou le tiers, appelle le numéro de Sécurité Antargaz (0 801 01 07 07) lorsqu'une situation de danger est suspectée.

Description :

Intervention du concessionnaire en cas d'odeur de gaz, d'incendie ou d'explosion, de baisse ou d'excès de pression.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-23-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Références réglementaires :

Arrêté du 13 juillet 2000 portant règlement de sécurité de la distribution de gaz combustible par canalisations.

Standard de réalisation :

Déplacement à tout moment, sur les lieux mentionnés par l'appel et dans un délai ne pouvant excéder 1h00 dans les conditions fixées par l'arrêté du 13 juillet 2000 et par son cahier des charges d'application pour les interventions de sécurité (RSDG 9 de l'AFG dans sa dernière version en vigueur).

1.7 - MISE HORS SERVICE (MHS)

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par l'usager.

Modalités :

L'usager appelle le service client au 0 974.751.751 ou peut adresser un courrier à :

Antargaz – Tours Thiers – 4, rue Piroux 54000 NANCY.

Description :

Mise hors service de l'installation avec fermeture et plombage du robinet compteur, relevé de l'index de clôture.

Standard de réalisation :

5 jours ouvrés. Le concessionnaire intervient aux dates et heures convenues d'un commun accord avec l'usager.

1.8 - NUMERO DE SECURITE 24h/24)

Accès à la prestation :

Cette prestation ne requiert pas de demande spécifique.

Description :

Mise à disposition d'un numéro d'urgence 0 801 01 07 07 accessible 24h/24, visible sur les factures ou l'annuaire téléphonique ou sur la façade de chaque coffre de branchement.

Références réglementaires :

Arrêté du 13 juillet 2000 portant règlement de sécurité de la distribution de gaz combustible par canalisations.

1.9 - RELEVE CYCLIQUE

Accès à la prestation :

Cette prestation qui relève de l'initiative du concessionnaire ne requiert pas de demande spécifique de l'usager.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-23-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Description :

Le relevé de compteur est effectué par le concessionnaire, ou par un prestataire qu'il désigne, avec une fréquence semestrielle.

1.10 - PRISE DE RENDEZ-VOUS TELEPHONIQUE GAZ

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager ou un tiers.

Modalités :

L'usager appelle le service client au 0 974.751.751 ou peut adresser un courrier à :

Antargaz – Tours Thiers – 4, rue Piroux 54000 NANCY.

Un tiers peut également contacter le service client ou adresser une fiche contact en passant par le site internet : antargaz.com.

Description :

La prise de rendez-vous pourra se faire via le service client pour une étude, sans déplacement de technicien.

La prestation concerne aussi les demandes de raccordements, les déplacements d'ouvrages et autres opérations techniques nécessitant une étude.

Standard de réalisation :

A la suite de l'appel de l'usager ou du tiers, le concessionnaire s'engage à le rappeler sous 5 jours ouvrés et à lui proposer un rendez-vous sur place au plus tard dans un délai de 15 jours ouvrés.

1.11 - VERIFICATION PERIODIQUE DE L'ETALONNAGE DES COMPTEURS ET DES CONVERTISSEURS

Accès à la prestation :

Cette prestation qui relève de l'initiative du concessionnaire ne requiert pas de demande spécifique de l'usager.

Description :

Le concessionnaire confie à un laboratoire agréé la vérification périodique de l'étalonnage (VPE) du compteur et de ses éventuels accessoires afin qu'il vérifie la justesse du dispositif de mesure des quantités de gaz livrées.

La prestation comprend l'interruption de la fourniture, la dépose du compteur (et de ses éventuels accessoires), la vérification de l'étalonnage, la repose et la remise en service du compteur.

La prestation comprend également la mise en place d'un compteur provisoire durant la période de vérification.

Pour les branchements disposant d'un compteur permettent des débits maximums inférieurs ou égaux à 16 m^3/h : le concessionnaire remplace le compteur installé par un compteur dont l'étalonnage a été préalablement vérifié.

Références réglementaires :

Décret n°2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure (modifié par décret n° 2016-769 du 9 juin 2016 relatif aux instruments de mesure) - arrêté du 21 octobre 2010 relatif aux compteurs de gaz combustible (modifié par arrêté du 2 novembre 2016 relatif aux instruments de mesure).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-23-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2 - PRESTATIONS FACTUREES A L'ACTE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-23-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2.1 - MISE EN SERVICE

2.1.1 - MISE EN SERVICE sans déplacement
Accès à la prestation : Cette prestation est demandée au concessionnaire par un tiers souhaitant devenir usager du service public.
Modalités : Le demandeur appelle le service client au 0 974.751.751.ou adresse un courrier à : Antargaz – Tours Thiers – 4, rue Piroux 54000 NANCY.
Description : Acte effectué lors de l'arrivée d'un occupant dans un local déjà desservi en gaz pour lequel l'énergie est disponible dans le local. Cette prestation consiste à rattacher le point de livraison au nouvel usager avec prise en compte d'un index transmis par celui-ci.
Standard de réalisation : Lors de l'appel du demandeur au service client, après avoir rassemblé toutes les données (adresse, nom, index, adresse mail, RIB), le service client envoie par mail un lien afin que l'usager remplisse et signe son contrat. Dès lors que toutes les parties sont correctement renseignées et vérifiées en retour par le service client, la mise en service est effective au maximum 48h après son envoi. Cette prestation peut également être demandée par courrier. La mise en service sera réalisée dans les 48 heures ouvrés suivant la réception, par le service client du concessionnaire, de l'ensemble des pièces et renseignements nécessaires listés ci-dessus à l'exception de l'adresse mail de l'usager.
Prix *17,15 € HT*

2.1.2 - MISE EN SERVICE avec déplacement
Accès à la prestation : Cette prestation est demandée au concessionnaire par un tiers demandeur de son rattachement au service public.
Modalités : Après que le demandeur a souscrit son contrat et adressé son certificat de conformité réglementaire, le concessionnaire mandate un prestataire afin qu'il intervienne, au plus tard dans les 48h, pour réaliser la mise en service effective.
Description : • Acte effectué lors de l'arrivée d'un occupant dans un local déjà desservi en gaz dont l'installation est hors service depuis plus de 6 mois ; • ou acte effectué lors de la première desserte en gaz d'un local nouvellement raccordé (première mise en service).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-23-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Standard de réalisation : Prestation réalisée dans un délai de 48h (sous réserve de la présentation des certificats de conformité réglementaires et du règlement du solde des travaux le cas échéant). Le concessionnaire propose des rendez-vous dans une plage de 2 heures.
Prix *50,25 € HT*

2.2 - COUPURE ET RETABLISSEMENT POUR TRAVAUX

2.2.1 – VEROUILLAGE DU COMPTEUR POUR TRAVAUX
Accès à la prestation : Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager.
Modalités : L'usager appelle le service client au 0 974.751.751 et demande le verrouillage de son compteur pour une période déterminée.
Description : Le verrouillage du compteur est réalisé en fonction de la faisabilité technique du site. Il comprend en général la fermeture du robinet avec plombage de l'installation. Il implique l'interruption de livraison. Dans le cas d'une modification de l'installation intérieur ou d'un changement de matériel, un nouveau certificat de conformité de l'installation gazière (CCIG) sera demandé lors de la remise en service de l'installation.
Standard de réalisation : 21 jours ouvrés.
Prix *98,93 € HT*

2.2.2 - COUPURE AVEC DEPOSE POUR TRAVAUX
Accès à la prestation : Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager.
Modalités : L'usager appelle le service client au 0 974.751.751 et demande la dépose de son compteur pour une période déterminée.
Description : La coupure avec dépose comprend en général la fermeture du robinet, la dépose du compteur et, pour un poste de détente /comptage, la pose de voiles.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-23-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Elle implique l'interruption de livraison, mais pas le détachement contractuel.

Dans le cas d'une modification de l'installation intérieur ou d'un changement de matériel, un nouveau certificat de conformité de l'installation gazière (CCIG) sera demandé lors de la remise en service de l'installation.

Standard de réalisation :

21 jours ouvrés

Prix

111,96 € HT

2.2.3 - RETABLISSEMENT SUITE COUPURE POUR TRAVAUX

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager.

Modalités :

L'usager appelle le service client au 0 974.751.751 et l'informe de son souhait de rétablissement de l'alimentation en gaz de son installation.

Dans le cas d'une modification de l'installation intérieur ou d'un changement de matériel, un nouveau certificat de conformité de l'installation gazière (CCIG) sera demandé lors de la remise en service de l'installation.

Description :

Rétablissement de l'alimentation en gaz suite à une coupure pour travaux demandée par l'usager sans ou avec repose des appareils.

Standard de réalisation :

5 jours ouvrés.

Prix

Rétablissement sans repose des appareils : *98,93 € HT*

Rétablissement avec repose des appareils : 111,96 *€ HT*

2.3 – INTERVENTION POUR IMPAYES

2.3.1 - COUPURE POUR IMPAYE

Accès à la prestation :

Cette prestation est générée par le concessionnaire.

Modalités :

Le concessionnaire procède à la coupure du gaz pour impayé lorsqu'aucun accord n'est proposé par l'usager sur le paiement de sa dette. Le concessionnaire procède préalablement à un appel téléphonique, puis à des relances écrites avec accusé de réception.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-23-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Description :

Intervention comprenant le déplacement, le relevé d'index, la fermeture et le plombage du robinet, sans dépose du compteur. Elle est effectuée par le concessionnaire dans le respect de la loi, notamment des obligations de service public.

Pour les usagers qui apportent la preuve d'une aide du fond solidarité logement perçue au cours des 12 derniers mois, la coupure ne sera pas effective entre le 1er novembre et le 31 mars.

Le concessionnaire évite de programmer des coupures après 15 h ou les veilles de week-end et de jours fériés.

Standard de réalisation :

10 jours ouvrés.

Prix

98,93 € HT

2.3.2 - RETABLISSEMENT SUITE A COUPURE POUR IMPAYE

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par l'usager.

Modalités :

L'usager contacte le service client au 0 974.751.751 afin de convenir ensemble des modalités de remboursement de sa dette. Le concessionnaire procède alors au rétablissement de l'alimentation gaz.

Description :

Intervention comprenant le déplacement, le rétablissement de l'alimentation gaz suite à une coupure pour impayé.

Standard de réalisation :

48h

Prix

50,25 € HT

2.4 - RELEVE SPECIAL ET TRANSMISSION DES DONNEES DE RELEVE

2.4.1 - RELEVE SPECIAL

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par l'usager ou effectuée par le concessionnaire lorsque le compteur de l'usager n'a pu être relevé au cours des 12 mois précédents.

Modalités :

L'usager peut contacter le service client au 0 974.751.751 afin de faire procéder à une relève spéciale (en dehors des 2 relèves prévues par Antargaz).

Accusé de réception préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-23-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Ou le concessionnaire procède à une prise de rendez-vous avec l'usager dont le compteur est inaccessible depuis plus d'un an et au déplacement d'un membre de son personnel de afin de procéder à une relève physique du compteur.
Description : La prestation comprend le déplacement d'un membre du personnel du concessionnaire, ou d'un de ses prestataires, et, s'il s'agit de pallier des absences répétée à la relève cyclique, une prise de rendez-vous avec l'usager.
Standard de réalisation : 10 jours ouvrés.
Prix *98,93 € HT* (Prestation non facturée si elle fait suite à une contestation de l'usager sur la lecture d'index et que le relevé spécial fait apparaître une erreur imputable au concessionnaire).

2.4.2 - VERIFICATION DES DONNEES DE COMPTAGE SANS DEPLACEMENT
Accès à la prestation : Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager.
Modalités : L'usager contacte le service client au 0 974.751.751.
Description : Le concessionnaire procède au contrôle dans l'application de relevé de la vraisemblance d'une donnée transmise (index et quantité calculée).
Standard de réalisation : 5 jours ouvrés.
Prix *17,15 € HT* • (Prestation non facturée s'il est procédé à une rectification d'index)

2.5 – VERIFICATION DES APPAREILS DE COMPTAGE

2.5.1 - CONTROLE VISUEL DU COMPTAGE
Accès à la prestation : Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager.
Modalités : L'usager contacte le service client au 0 974.751.751 pour convenir ensemble du jour de réalisation de la prestation (intervention sur site d'un technicien).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-23-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Description :

Intervention réalisée à la demande de l'usager comprenant le déplacement d'un personnel qualifié du concessionnaire ou d'un prestataire qu'il aura désigné et le contrôle visuel du fonctionnement de l'appareil de comptage.

Standard de réalisation :

10 jours ouvrés.

Prix

98,93 € HT

Intervention non facturée si défaut constaté

2.5.2 - CHANGEMENT DE COMPTEUR GAZ

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager.

Modalités :

L'usager contacte le service client au 0 974.751.751 pour convenir du jour d'intervention.

Description :

Changement de compteur hors renouvellement, sans modification de calibre, notamment consécutivement à sa détérioration du fait de l'usager.

Les adaptations éventuelles du poste de livraison seront facturées en supplément (exemple : modification des entraxes de fixation).

Standard de réalisation :

5 jours ouvrés pour les compteurs dont le débit est inférieur ou égal à 16 m^3/h et en fonction de la disponibilité du matériel pour les compteurs d'un débit supérieur à 16 m^3/h.

Prix :

- Pour un compteur dont le débit est inférieur ou égal à 16 m^3/h : 98,93 € HT plus fourniture du compteur (45 € HT en 2022).
- Pour un compteur dont le débit est supérieur à 16 m^3/h : sur devis au coût réel.

2.5.3 – DEMANDE DE VERIFICATION DE L'ETALONNAGE DU COMPTEUR

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager.

Modalités :

L'usager exprime sa demande auprès du service client au 0°974.751.751 ou par voie postale à l'adresse suivante :

Antargaz – Tours Thiers – 4, rue Piroux 54000 NANCY.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-23-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Description :

Le concessionnaire procède :

- à la dépose du compteur dont l'usager souhaite la vérification des qualités métrologiques,
- à la mise en place si nécessaire d'un compteur provisoire,
- à la transmission du compteur déposé à une entreprise ou organisme agréé pour procédé à la vérification de l'étalonnage de l'équipement déposé,
- à la repose du compteur après sa vérification s'il est avéré correctement étalonné, ou à la pose d'un nouveau compteur si la vérification a conduit à établir un biais métrologique.

Standard de réalisation :

Sous 5 jours ouvrés après l'expression de la demande auprès du service client :

- Dépose du compteur et pose, le cas échéant, d'un compteur provisoire ou de remplacement.

Demande par le concessionnaire d'un devis de vérification à une entreprise ou organisme agréé (l'usager pouvant lui-même formuler une demande de devis de vérification à une entreprise ou un organisme agréé).

Adressage, par le concessionnaire, du compteur au prestataire de vérification retenu par l'usager.

Repose du compteur vérifié ou de remplacement de celui-ci dans les 20 jours ouvrés suivant la prestation de vérification et la réception du compte rendu établit par l'entreprise ou de l'organisme vérificateur.

Prix :

Si la défaillance du compteur n'est pas avérée :

Dépose et repose du compteur et fourniture d'un compteur provisoire : 197,86 € HT.

\+ prestation de vérification du montant du devis accepté par l'usager (avant l'envoi du compteur) si l'organisme vérificateur retenu par l'usager est celui proposé par le concessionnaire.

Si la défaillance du compteur est avérée : la prestation n'est pas facturée.

Le cas échéant, les frais d'huissier sont à la charge de la partie qui en fait la demande, quel que soit le résultat du contrôle.

2.5.4 - CHANGEMENT DE COFFRET OU DE PORTE DE COFFRET

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager ou par un tiers.

Modalités :

Le demandeur contacte le service client au 0 974.751.751 pour l'informer du défaut ou du changement à effectuer.

Description :

La prestation comprend le déplacement d'un technicien qualifié, le remplacement effectif, la fourniture du coffret ou de la porte ainsi que celle du petit matériel nécessaire.

Standard de réalisation :

Le délai de réalisation de la prestation est fonction de la disponibilité du matériel à remplacer et / ou du délai de son approvisionnement.

Prix :

Sur devis au coût réel, facturé au demandeur si sa responsabilité est engagée.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-23-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2.5.5 – LOCATION MATERIEL / POSTE

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager.

Cette prestation est applicable si les postes de détente (poste de livraison client) et les compteurs ne sont pas des biens concédés.

Modalités :

Le demandeur contacte le service client au 0°974.751.751 pour faire la demande de location et de pose des matériels requis à son alimentation en gaz.

Description :

Mise à disposition d'un poste de détente comptage d'un débit supérieur à 16 m^3/h.

La prestation comprend l'enveloppe, le détenteur, le compteur et les différents accessoires de pose.

Standard de réalisation :

Le délai de réalisation de la prestation est celui de la réalisation des travaux, il est aussi fonction de la disponibilité des matériels requis et/ou de leur délai d'approvisionnement.

Le concessionnaire convient avec l'usager de la planification de la mise en place des matériels loués.

Prix :

- La mise en place du matériel loué : sur devis au coût réel préalablement accepté.
- Le prix mensuel de location du matériel loué est présenté, justifié et détaillé à l'usager demandeur préalablement à son installation.

2.6 - ANALYSE TECHNIQUE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-23-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2.6.1 - ETUDE TECHNIQUE

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager ou un tiers

Modalités :

L'usager contacte le service client au 0 974.751.751 afin de convenir ensemble des modalités du projet.

Description :

Prestation pour étude d'un nouveau raccordement ou d'une modification ou du déplacement d'un branchement gaz existant.

Standard de réalisation :

Le standard de réalisation ne s'applique qu'au premier devis qui est envoyé :

- dans les 10 jours ouvrés.

Le devis résultant, le cas échéant, de l'étude précise le délai de réalisation des travaux à envisager.

Prix

Première étude non facturée. Les études suivantes sont facturées directement à l'attention du demandeur : *98,93 € HT* sans déplacement et *197,86 € HT* avec déplacement

2.7 - RACCORDEMENT

2.7.1 - REALISATION DE RACCORDEMENT

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager ou un tiers.

Modalités :

Le demandeur contacte le service client au 0 974.751.751 pour communiquer les informations dans le but de convenir d'un rendez-vous avec un commercial. Une fois les informations transmises, un nouveau contact avec le demandeur est réalisé afin de convenir d'un rendez-vous sur place pour étudier le projet.

Description :

Le raccordement est constitué par un branchement et éventuellement une extension. Le branchement désigne l'ouvrage assurant la liaison entre la canalisation de distribution publique au droit de la parcelle à desservir jusqu'au coffret ou poste implanté en limite de domaine public. L'extension désigne la portion supplémentaire de canalisation de distribution publique à construire, le cas échéant, depuis sa localisation au moment de la demande jusqu'au droit du point d'alimentation de la parcelle à desservir.

La prestation forfaitaire de raccordement comprend **:**

- La fourniture et la mise en place du coffret de comptage et de son socle (hors encastrement éventuel du coffret),
- La réalisation de la tranchée, de son remblaiement et de sa réfection dans la limite de 12 mètres pour le branchement.
  Si la tranchée doit être prolongée au-delà, les coûts supplémentaires sont à la charge du demandeur et s'ajoutent au prix forfaitaire mentionné ci-dessous.
- La fourniture et la pose du compteur ainsi que de la détente, lors de la mise en service.

Accusé de réception préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-23-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

En cas d'extension du réseau de distribution, une étude sera réalisée conformément à l'annexe 2 du contrat de concession.

Le raccordement est proposé sous réserve d'obtention des autorisations administratives. Sa conception et son exploitation répondent aux prescriptions techniques du concessionnaire relatives à la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 et au décret n° 2004-555 du 15 juin 2004. Il est soumis à la signature d'une offre de raccordement avec le concessionnaire ou à l'acceptation d'un devis.

Standard de réalisation :

Le délai standard de réalisation est de 3 mois, à compter de la signature de l'offre de raccordement ou du devis, l'obtention des autorisations administratives et la réalisation le cas échéant des travaux préalables à la charge du demandeur.

Prix du raccordement : 2744,93 *€ HT*

Forfait encastrement (dans un mur ou muret) : *199,91 € HT*

La prestation est facturée directement au demandeur.

2.8 - AUTRES PRESTATIONS

2.8.1 - DEPLACEMENT SANS POSSIBILITE DE REALISER LES ACTES L'AYANT MOTIVE
Accès à la prestation : Cette prestation est effectuée à l'initiative du concessionnaire.
Description : Non-exécution d'une intervention programmée en concertation avec l'usager (pour pose de compteur, relevé spécial, etc.) par le fait de l'usager (absence au rendez-vous).
Prix *98,93 € HT*

2.8.2 - FRAIS DE DEDIT POUR ANNULATION TARDIVE AVANT INTERVENTION PROGRAMMEE
Accès à la prestation : Cette prestation est effectuée à l'initiative du concessionnaire.
Description : Annulation tardive de la part de l'usager d'une intervention programmée moins de 48 heures avant l'heure du rendez-vous fixé pour sa réalisation**.**
Prix : Frais à la charge de l'usager : 32,98 *€ HT*

Reçu à la préfecture
Publié le
ID : 032-213204074-20240601-2024-C-23-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2.8.3 - FRAIS LIES AU DEPLACEMENT D'UN AGENT ASSERMENTE
Accès à la prestation : Cette prestation est effectuée à l'initiative du concessionnaire.
Description : Déplacement d'un agent assermenté pour constater une fraude avérée et/ou établir le procès-verbal d'une situation donnée.
Prix *527,63 € HT*

2.8.4 - DEFAUT DE REGLEMENT
Accès à la prestation : Cette prestation est effectuée à l'initiative du concessionnaire.
Description : Défaut de règlement de la part du demandeur (usager ou tiers) d'une prestation déjà réalisée. Prestation applicable pour un défaut de paiement de plus de 60 jours à compter de la date limite de paiement portée sur la facture restant impayée.
Prix *22,42 € HT* + pénalités de 1,5 fois le taux d'intérêt légal appliqué à l'encours des sommes dues.

3 – ACTUALISATION DES TARIFS au 1er avril 2024

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-23-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

antargaz energies

PRESTATIONS FACTUREES A L'ACTE

Référence catalogue Propane	PRESTATION	REF.	01/04/2022 Prix	01/04/2024 Prix
2.1.1	Mise en service sans déplacement	MES-01	15,98	17,15
2.1.2	Mise en service avec déplacement	MES-02	46,82	50,25
2.2.1	Vérouillage du Compteur pour Travaux	MHS-02	92,17	98,93
2.2.2	Coupure avec dépose pour travaux	MHS-03	104,31	111,96
2.2.3	Rétablissement suite coupure pour travaux, sans repose	MES-03	92,17	98,93
	Rétablissement suite coupure pour travaux, avec repose	MES-04	104,31	111,96
2.3.1	Coupure pour impayé	MHS-04	92,17	98,93
2.3.2	Rétablissement suite à coupure pour impayé	MES-05	46,82	50,25
2.4.1	Relevé spécial	CPT-01	92,17	98,93
2.4.2	Vérification des données de comptage sans déplacement	CPT-02	15,98	17,15
2.5.1	Contrôle visuel du comptage	CPT-03	92,17	98,93
2.5.2	Changement de compteur gaz	CPT-04	devis	devis
2.5.3	Demande de Vérification de l'Etalonnage du Compteur	CPT-05	184,34	197,86
2.5.4	Changement de coffret ou de porte de coffret	CPT-06	devis	devis
2.5.5	Location matériel / Poste	CPT-07	devis	devis
2.6.1	Etude technique sans déplacement	ETU-01	92,17	98,93
	Etude technique avec déplacement	ETU-02	184,34	197,86
2.7.1	Réalisation de Raccordement	RAC-01	2 557,41	2 744,93
	Forfait encastrement	RAC-02	186,25	199,91
2.8.1	Déplacement sans possibilité de réaliser les Actes l'ayant motivé	ADM-01	92,17	98,93
2.8.2	Frais de dédit pour annulation tardive avant intervention programmée	ADM-02	30,72	32,98
2.8.3	Frais liés au déplacement d'un agent assermenté	ADM-03	491,59	527,63
2.8.4	Défaut de règlement (+pénalités de 1,5 fois le taux d'intérêt légal appliqué à l'encours des sommes dues)	ADM-04	20,89	22,42

Coefficient d'actualisation R			**1,0706**

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-23-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

ARTICLE 5 - Effet de la modification

La présente modification entrera en vigueur à la date de sa notification, après accomplissement par l'Autorité concédante des formalités propres à le rendre exécutoire, conformément au code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 6 – Dispositions générales

Toutes les autres clauses et conditions de la Convention de concession pour le service public de la distribution de gaz en date du 14 décembre 2009 et de ses avenants/modifications successifs, demeurent inchangées.

Fait à Courbevoie, en trois exemplaires, le ……

Pour l'autorité concédante,	Pour le concessionnaire,
La Présidente du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure	Le Responsable du Département Réseaux France
Xavier HUBERT	Franck TILLY

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-24-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2024-C-24

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ DE L'EURE

Séance du 1er Juin 2024	**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL**
Convocation : 17 Mai 2024 Nombre de membres : - en exercice 585 - présents 317 Délibération n° : **2024-C-24** Objet : **Avenant 5 de modification de formule tarifaire et actualisation du catalogue de prestations et services concession ANTARGAZ – Contrat du 14/12/2009 – communes de BERVILLE EN ROUMOIS, BOISEMONT, FOUQUEVILLE, LA HARENGERE, POSES**	L'An DEUX MILLE VINGT QUATRE, le 1ER Juin à 9h30, le comité du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure (SIEGE), légalement convoqué, s'est réuni au Cadran à Evreux sous la présidence de Monsieur Xavier HUBERT. Etaient présents 317 membres formant la majorité des membres en exercice et pouvant valablement délibérer. Monsieur Roger WALLART, délégué de Tournedos Bois Hubert, a été désigné secrétaire de séance.

POUVOIRS

M. DESHAYES Edmond, délégué de la commune de BOISNEY, a donné pouvoir à Mme FREBERT Martine, déléguée de la commune de VALAILLES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PRESLES Gwendoline, déléguée de la commune de BOURNEVILLE STE CROIX, a donné pouvoir à M. CAUCHE Pascal, délégué de la commune de CORMEILLES, pour la représenter lors des délibérations.
M. CITHER Michel, délégué de la commune de BUEIL, a donné pouvoir à Mme LEMONNE Christine, déléguée de la commune de BRETAGNOLLES, pour le représenter lors des délibérations.
M. CAILLET Frédéric, délégué de la commune d'ETREPAGNY, a donné pouvoir à M. MOGLIA Jean Marc, délégué de la commune d'ANDE, pour le représenter lors des délibérations.
M. RIHAL Benoît, délégué de la commune de FARCEAUX, a donné pouvoir à M. HUBERT Xavier, délégué de la commune des BAUX STE CROIX, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PIEDNOEL Frédérique, déléguée de la commune d'HEUDEBOUVILLE, a donné pouvoir à M. JAMMET Eric, délégué de la commune de ST ETIENNE DU VAUVRAY, pour la représenter lors des délibérations.
M. LE DENMAT Christian, délégué de la commune de PACY SUR EURE, a donné pouvoir à M. GARREAU Cyril, délégué de la commune de CROISY SUR EURE, pour le représenter lors des délibérations.
M. HUTIN Alain, délégué de la commune de ST AGNAN DE CERNIERES a donné pouvoir à M. ROULOIS Jean Louis, délégué de la commune de VERNEUSSES, pour le représenter lors des délibérations.
M. LECOEUR Philippe, délégué de la commune de ST VICTOR DE CHRETIENVILLE a donné pouvoir à M. COINDARD Robert, délégué de la commune de PLAINVILLE, pour le représenter lors des délibérations.
M. BEAURAIN Eric, délégué de la commune de LA TRINITE DE REVILLE, a donné pouvoir à M. SPOHR Claude, délégué de la commune de ST PIERRE DE CERNIERES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme DENIZE Florence, déléguée de la commune de ST MARTIN ST FIRMIN, a donné pouvoir à M. BEAUCHE Jean Charles, délégué de la commune de ST ETIENNE L'ALLIER, pour la représenter lors des délibérations.

Exposé des motifs

Pour rappel, par contrat signé le 14 décembre 2009, le SIEGE, autorité concédante, a confié au concessionnaire ANTARGAZ ENERGIES l'exécution de prestations de distribution publique de gaz combustible propane sur les communes de Berville en Roumois, Boisemont, Fouqueville, La Harengère et Poses, et ce, pour une durée de 30 ans.

En vertu de cette Convention, le Concessionnaire a établi et exploite un réseau de distribution de gaz propane sur le territoire des communes susmentionnées.

En premier lieu, le Concessionnaire souhaite ajuster la proportion des différents éléments qui entrent dans le calcul de ses tarifs pour faire suite à l'expérience qu'il a acquise durant ces dernières années dans l'activité de délégation de service public de distribution de gaz en réseau et faire face à la conjoncture actuelle. En effet, les prix des matières premières, notamment du prix d'achat du gaz, mais aussi les coûts de transports, les coûts de travaux de raccordement ou du matériel d'entretien, ont été fortement impactés par la crise actuelle et subissent une forte volatilité qui va perdurer.

Cette modification est indispensable à la pérennité de la Délégation de Service Public mais également permettra d'avoir une tarification homogène entre les différentes tranches tarifaires.

En second lieu, le catalogue des prestations et service n'avait pas été mis à jour depuis 2008. Certains articles et indices de révisions ne sont plus d'actualité. Ce Catalogue des Prestations sera donc mis à jour par la présente modification.

La modification correspondante, issue des échanges entre les parties, est jointe à la présente délibération.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-24-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

En application des dispositions de l'article R 3135-7 du Code de la Commande Publique, il convient de proposer au Comité syndical :

- de prendre acte de la proposition du concessionnaire ;
- d'autoriser l'application de ces nouvelles conditions tarifaires à la concession telles que définies dans le projet de modification ;
- d'autoriser le Président à signer tout document afférent à ces nouvelles conditions contractuelles.

Délibération

Après délibération, le Comité Syndical prend acte de la proposition du concessionnaire et autorise l'application de ces nouvelles conditions tarifaires à la concession telles que définies dans le projet de modification et le Président à signer tout document afférent à ces nouvelles conditions contractuelles.

Délibération adoptée à l'unanimité.
Pour extrait conforme,

Le Président, Xavier HUBERT	Le secrétaire de séance, Roger WALLART

Comité Syndical du 1er Juin 2024
2024-C-24 ANNEXE
Accusé de réception préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-24-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Modification n° 5

à la convention de concession

pour le service public de la distribution

de gaz signé le 14 décembre 2009

Objet : Modification de l'Annexe 3 « Tarification du Service »
&
Intégration de l'Annexe 3Bis « Indexation des Prix du Service »
&
Modification de l'Annexe 4 « Catalogue des « Prestations et Services »

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-24-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

MODIFICATION N°5 A LA CONVENTION DE CONCESSION POUR LE SERVICE PUBLIC DE LA DISTRIBUTION DE GAZ 2009

Entre les soussignés :

Le **Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure** (S.I.E.G.E.) – ZAC du Long Buisson – 12, rue Concorde 27390 GUICHAINVILLE, représenté par son Président, Monsieur Xavier HUBERT

Vu la délibération du comité syndical visée par le contrôle de légalité de la préfecture de l'Eure, et portant signature de la convention de concession pour le service public de la distribution de gaz, entre Le Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure et Antargaz,

ci-après dénommé : «**l'autorité concédante**»

D'une part,
Et

La société ANTARGAZ, SAS au capital de 7.749.159 €, dont le siège social est à COURBEVOIE (92400), 4 Place Victor Hugo Immeuble Reflex, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 572 126 043, représentée par Monsieur Franck TILLY, agissant en qualité de Responsable du Département Réseaux France, dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après dénommé : «**le concessionnaire**»

D'autre part,

L'Autorité concédante et le Concessionnaire sont ci-après individuellement ou collectivement dénommés la (ou les) « Partie(s) ».

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

Par contrat signé le 14 décembre 2009 (ci-après le « Contrat »), l'autorité concédante a confié au concessionnaire l'exécution de prestations de distribution publique de gaz combustible sur les communes de Berville en Roumois, Boisemont, Fouqueville, La Harengère et Poses., et ce pour une durée de 30 ans.

En vertu de cette Convention, le Concessionnaire a établi et exploite désormais un réseau de distribution de gaz propane sur le territoire des communes susmentionnées.

Les Parties se sont rencontrées afin d'apporter des modifications aux conditions tarifaires de la convention de Délégation de Service Publique dont le Concessionnaire est titulaire.

En premier lieu, le Concessionnaire souhaite ajuster la proportion des différents éléments qui entrent dans le calcul de ses tarifs pour faire suite à l'expérience qu'il a acquise durant ces dernières années dans l'activité de délégation de service public de distribution de gaz en réseau et faire face à la conjoncture actuelle.,

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-24-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

En effet, les prix des matières premières, notamment du prix d'achat du gaz, mais aussi les coûts de transports, les coûts de travaux de raccordement ou du matériel d'entretien, ont été fortement impactés par la crise actuelle et subissent une forte volatilité qui va perdurer.

Cette modification est indispensable à la pérennité de la Délégation de Service Public mais également permettra d'avoir une tarification homogène entre les différentes tranches tarifaires.

En second lieu, le catalogue des prestations et service n'avait pas été mis à jour depuis 2008. Certains articles et indices de révisions ne sont plus d'actualité. Ce Catalogue des Prestations sera donc mis à jour par la présente modification.

Selon délibération du Comité Syndical du 1er juin 2024 l'Autorité Concédante :

- a pris acte de la proposition du Concessionnaire,

- autorise l'application de ces nouvelles conditions tarifaires à la Concession

- a approuvé les termes et conditions des présentes.

- autorise le Président du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure à signer tout document afférent à ces nouvelles conditions contractuelles.

CELA ETANT EXPOSE, IL A ETE CONVENU ENTRE LES PARTIES CE QUI SUIT :

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-24-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article 1 Objet de la modification

La présente modification a pour objet :

- De modifier l'Annexe 3 « Tarif et Facturation »
- D'intégrer l'annexe 3 Bis « Indexation des prix du service »
- De modifier l'annexe 4 « Catalogue des prestations » de la Convention.

Article 2 Modification apportée à l'Annexe 3 « Tarif et Facturation » de la Convention

Il est stipulé entre les Parties que l'Annexe 3 de la Convention signée le 14 décembre 2009 est purement et simplement remplacée par ce qui suit.

ANNXE 3 : TARIFICATION DU SERVICE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-24-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Le service public de distribution du gaz propane sur le territoire de la concession comprend :

- Un service de fourniture et d'acheminement du gaz propane (ou service public de base).
  Ce service est l'objet d'une tarification selon les dispositions développées dans la présente annexe ;
- La réalisation de prestations complémentaires proposées par le concessionnaire en lien avec le raccordement et la consommation de gaz (ou prestations annexes).
  Ces prestations complémentaires font l'objet de l'Annexe 4 au présent contrat.

Article 1 Principe de la tarification du service public de base

La tarification du service public de base aux usagers est dépendante de leur catégorie et de leur besoin annuel souscrit au point de consommation raccordé aux équipements du service public. Elle est de type binôme.
Les termes du tarif binôme sont :

- un terme d'abonnement et,
- un terme proportionnel à la consommation dit « tarifs de fourniture du gaz propane ».

Article 2 Définition des tranches de consommation

Les prix de fourniture sont établis selon une segmentation des usagers basée sur leur consommations annuelle et leur catégorie.

Catégorie	**Particulier**			**Collectivité et Professionnel**			
Code	**C1**	**C2**	**C3**	**P1 / S1**	**P2 / S2**	**P3 / S3**	**P4 / S4**
Consommation annuelle en kWh/an	Jusqu'à 5 999	De 6 000 à 29 999	A partir de 30 000	Jusqu'à 74 999	De 80 000 à 149 999	De 150 000 à 299 999	Supérieur à 300 000

Dans un souci d'aide et de soutien aux personnes en situation de précarité, le concessionnaire propose une grille (S1, S2, S3 et S4) de tarifs uniquement applicables à la catégorie « Sociale ». Les seuls usagers bénéficiant d'un logement social, en tant que titulaires d'un bail dûment conclu avec un bailleur social, pourront prétendre appartenir à cette catégorie.

Les bailleurs sociaux (OPHLM, OPAC, organismes privés d'habitations à loyer modéré…) sont des organismes publics ou privés recevant des subventions de collectivités publiques, pour construire ou gérer des logements locatifs destinés à des personnes modestes.

Le tarif, applicable au locataire, est fonction de la consolidation des consommations des logements du bailleur social, sur la commune de résidence du locataire de ce dit bailleur.

Un usager pourra faire valoir la facturation de ses consommations de gaz au tarif professionnel (gamme Pi) à une adresse de livraison donnée si l'établissement, au sens de l'INSEE, desservi à l'adresse susdite est assorti d'un numéro SIRET valide.

A l'exclusion des cas visés aux précédents alinéas du présent article, les usagers sont réputés être soumis aux prix de la gamme Ci du présent contrat.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-24-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article 3 Tarifs de fourniture du gaz propane

Les tarifs ci-dessous sont en centimes d'euros hors taxes.

La Harengère et Poses.

Tarifs au 1er avril 2024	C1	C2 / C3	P1 / P2 S1 / S2	P3 / S3	P4 / S4
Tarifs de fourniture (cts €/kWh HT)	**9,49**	**8,13**	**7,90**	**7,75**	**7,63**

NB : taux de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A) appliquée : celui en vigueur au moment de la prestation

La décomposition tarifaire de référence est la suivante, en date du 1er avril 2024.

Code variable	Décomposition du tarif	C2
Cd	Coût de distribution	2,59
Csa	Coût de stockage/acheminement	0,89
P	Achat du gaz	3,40
MA	Marge & Autre	0,42
I	Part fixe amortissement	0,83
Tarifs de fourniture (cts €/kWh HT) au 1er avril 2024		**8,13**

Berville en Roumois, Boisemont, Fouqueville.

Tarifs au 1er avril 2024	C1	C2 / C3	P1 / P2 S1 / S2	P3 / S3	P4 / S4
Tarifs de fourniture (cts €/kWh HT)	**9,86**	**8,45**	**8,22**	**7,94**	**7,65**

NB : taux de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A) appliquée : celui en vigueur au moment de la prestation

La décomposition tarifaire de référence est la suivante, en date du 1er avril 2024.

Code variable	Décomposition du tarif	C2
Cd	Coût de distribution	2,60
Csa	Coût de stockage/acheminement	1,08
P	Achat du gaz	3,40
MA	Marge & Autre	0,53
I	Part fixe amortissement	0,84
Tarifs de fourniture (cts €/kWh HT) au 1er avril 2023		**8,45**

NB : taux de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A) appliquée : celui en vigueur au moment de la prestation

Article 4 Tarif des abonnements mensuels

Les tarifs ci-dessous sont en euros hors taxes, en date du 1er avril 2024.

Code Tarif	C1 / C2 / C3 S1 / S2 / S3 / S4	P1 / P2 / P3	P4
Abonnements mensuels	**15,98**	**27,73**	**33,27**

NB : taux de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A) appliquée : celui en vigueur au moment de la prestation

Les abonnements détaillés ci-avant concernent les compteurs de type usuel quel que soit leur débit horaire nominal.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-24-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article 3 Ajout d'une Annexe 3 Bis « Indexation du prix des Services »

Il est expressément stipulé entre les Parties que l'Annexe 3 bis ci-dessous est ajoutée à la Convention signée le 14 décembre 2009.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-24-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article 1 Révision du tarif de fourniture du gaz propane

Le prix du propane, exprimé en $/t sur le marché international, fluctue en fonction des disponibilités de produit, de la conjoncture internationale (géopolitique et économique) ainsi que des conditions climatiques du moment. En conséquence, les références du passé n'ont aucune pertinence pour élaborer les mouvements de l'avenir.
Le prix de la fourniture de gaz sera la résultante de plusieurs facteurs (au nombre de 5) qui évoluent selon des index spécifiques.

a – Fréquence de révision :

Le prix de vente du gaz variera deux fois par an, à intervalles réguliers et fixes de six mois. Les dates d'application des nouveaux barèmes de vente seront les 1er avril et 1er octobre de chaque année.

b – Détermination de la nouvelle valeur des éléments constitutifs du prix :

L'élaboration du barème se fera à J, dernier jour ouvrable du pénultième mois avant sa date d'application.
Les éléments constitutifs du prix sont les suivants :

b.1. Coût de distribution :

Le coût de distribution est indexé sur l'indice TP05a du mois (m-6) publié par l'INSEE sous la référence d'identifiant 001710991 (base 2010). A défaut de publication à la date du calcul, c'est la dernière valeur publiée de l'indice qui sera considérée.

Coût de distribution de la période (s) :

$$\mathbf{Cd_{(S)} = Cd_0 \times (TP05a_{(m-6)} / TP05a_0)}$$

Où:

- $Cd_{(S)}$: nouveau coût de distribution ;
- Cd_0 : coût initial de distribution définit à l'article 3 de l'annexe3 ;
- $TP05a_{(m-6)}$: valeur de l'index national des travaux en souterrains traditionnels du mois (m-6) ;
- $TP05a_o$: index initial du mois d'octobre 2023 : 130,9.

b.2. Coût de stockage et acheminement :

Le coût de stockage et acheminement est indexé sur l'indice CNL Route du deuxième (2ème) trimestre de l'année pour le tarif du 1er octobre et du quatrième (4ème) trimestre pour le tarif du 1er avril de l'année suivante. Cet indice est publié par la Fédération des Entreprises de Transport et Logistique de France. A défaut de publication à la date du calcul, c'est la dernière valeur publiée de l'indice qui sera considérée.

Coût de stockage et acheminement de la période (s) :

$$\mathbf{Csa_{(S)} = Csa_0 \times (CNL\ Route_{(S)} / CNL\ Route_0)}$$

Où:

- $Csa_{(S)}$: nouveau coût de stockage et acheminement ;
- Csa_0 : coût initial de stockage et acheminement définit à l'article 3 de l'annexe 3 ;
- $CNL\ Route_{(S)}$: valeur de l'indice CNL Route publié au titre du deuxième trimestre de l'année où est effectué le calcul de l'actualisation devant intervenir au 1er octobre,
  ou publié au titre du quatrième trimestre de l'année antérieure à celle où est effectué le calcul de l'actualisation devant intervenir au 1er avril ;

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-24-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

- CNL Route$_0$: valeur initiale de l'indice CNL Route publié au titre du quatrième trimestre de l'année 2023 (CNL Route$_{(2023/T4)}$) : 267,86.

b.3. Marge & Autre :

Le coût « Marge & Autre » (MA) est indexé sur l'indice TP05a du mois (m-6) publié par l'INSEE sous la référence d'identifiant 001710991 (base 2010). A défaut de publication à la date du calcul, c'est la dernière valeur publiée de l'indice qui sera considérée.

Coût MA de la période (s) :

$$\mathbf{MA_{(S)} = MA_0 \times (TP05a_{(m-6)} / TP05a_0)}$$

Où:

- MA$_{(S)}$: nouvelle valeur du terme Marge & Autre ;
- MA$_0$: coût initial du terme Marge & Autre définit à l'article 3 de l'annexe 3 ;
- TP05a$_{(m-6)}$: valeur de l'index national des travaux en souterrains traditionnels du mois (m-6) ;
- TP05a$_o$: index initial du mois d'octobre 2023 : 130,9.

b.4. Partie fixe - Amortissements :

Le terme « *Partie fixe – Amortissements »* est non indexé. Il représente notamment la part d'amortissement des ouvrages imputée au prix de vente.

b.5. Achat du gaz :

Le prix du produit P$_S$, pour un semestre considéré, est élaboré à partir de la formule suivante :

$$\mathrm{P}s = \left(\sum_{i=1}^{i=6} M_i \div 6 \right) \times Cj \ \div K$$

Où :

- **Ps** : le prix d'achat du gaz pour la période, valeur en €/kWh ;
- **M$_i$** : la moyenne des cotations du marché à terme propane (« swaps ») de chacun des six (6) mois de la période tarifaire concernée, publiés par Petroleum Argus – International LPG Report (réf : Buy Sell Forward Market NWE), à *j* ;
- **c$_J$** : le cours du dollar en euros du jour J : Taux de change (parités quotidiennes) | Banque de France (banque-france.fr) ;
- ***J* :** le dernier jour ouvrable du pénultième mois avant sa date d'application du nouveau tarif ;
- **K :** le coefficient de conversion en kWh/tonne, fixé à : 13 830 kWh/tonne de Propane (PCS).

c - Détermination du prix de la fourniture des usagers de la tranche C2 :

Le prix de fourniture, pour la période (S), pour les usagers au tarif de fourniture C2 s'obtient en additionnant l'ensemble des composantes actualisées comme cela est indiqué au 'b' du présent article. Ainsi :

$$\mathbf{F(C2)_{(s)} = Cd_{(S)} + Csa_{(S)} + MA_{(S)} + P_{(S)} + I}$$

d – Détermination du prix de la fourniture des autres tranches des grilles de tarif particulier et professionnel / bâtiments publics :

Le pourcentage d'évolution du prix de la fourniture (F) de la tranche C2 sert de référence à l'évolution des autres tranches de chacune des grilles.

Le prix (F) des autres tranches évolue, pour la période (S), de la manière suivante :

$$F(autre\ tranche)_s = F(autre\ tranche)_0 \times F(C2)_n / F(C2)_0$$

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-24-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Où :

- $F(autre\ tranche)_n$: nouveau prix ;
- $F(autre\ tranche)_0$: prix d'origine ;
- $F(C2)_n$: nouveau prix de la tranche C2 ;
- $F(C2)_0$: prix d'origine de la tranche C2.

e – Clause de modération tarifaire :

Evolution des prix portés dans la grille tarifaire

e.1. Le prix du gaz porté dans la grille tarifaire

Le prix du gaz facturé aux usagers correspond au prix porté dans la grille tarifaire.

e.2. L'indexation des prix de la fourniture portés dans la grille tarifaire

L'indexation des prix portés dans la grille tarifaire sera effectuée au maximum deux (2) fois par an, au 1er avril et au 1er octobre.

L'application des formules d'indexation ne pourra en aucun cas avoir pour effet d'entraîner une variation des prix supérieure à quinze (15)% par rapport à ceux portés dans la grille tarifaire des prix de la fourniture appliqué au semestre précédent, à la hausse comme à la baisse.

e.3. L'ajustement

Toutefois, l'autorité concédante autorise expressément le concessionnaire à procéder, de sa propre initiative et sans que l'autorité concédante ne puisse l'y contraindre, à un ajustement de la grille tarifaire à une valeur inférieure au prix résultant de l'indexation (ci –après l' « Ajustement »).

Le concessionnaire ne pourra pas procéder à plus de deux (2) ajustements consécutifs de sa propre initiative.

Dans le cas où un troisième ajustement serait nécessaire afin de préserver l'intérêt général des usagers, le concessionnaire et l'autorité concédante se rapprocheront afin de définir ensemble le pourcentage de baisse permettant un ajustement de la grille tarifaire à une valeur inférieure au prix résultant de l'indexation, sur accord écrit et préalable des deux parties en y indiquant les motifs.

f – Conditions spécifiques :

La tranche P4 de la grille tarifaire stipule des conditions spécifiques pour les clients professionnels dits « gros consommateurs »
Cette tarification spécifique est subordonnée à la signature d'un contrat d'abonné professionnel « gros consommateurs ». L'ensemble des conditions tarifaires sera négocié directement avec l'abonné professionnel en fonction de ses besoins.

g – Révision tarifaire :

Le concessionnaire pourra proposer à l'autorité concédante toutes autres modifications tarifaires qu'il estimera nécessaires pour la bonne exécution de la convention de concession pendant la durée de cette dernière.
Ces modifications tarifaires n'interviendront qu'après accord exprès des deux parties, régularisé par avenant.

Article 2 Révision du tarif des abonnement

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-24-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2.1 Calcul du coefficient de révision

Le montant des abonnements sera révisé annuellement, le 1er avril, selon la formule définie ci-dessous. Le concessionnaire transmettra la nouvelle grille de prix à l'autorité concédante préalablement à son entrée en application.

$$R = 0{,}19 + 0{,}27\ (TP05a_{m-6} / TP05a_0) + 0{,}27\ (X_{m-6} / X_0) + 0{,}27\ (Y_{m-6} / Y_0)$$

Avec :

- R : coefficient d'actualisation (ou coefficient de révision) ;
- $TP05a_{m-6}$: valeur de l'index national des travaux en souterrains traditionnels du mois d'octobre de l'année précédente publié par l'INSEE sous l'identifiant 001710991 (base 2010) ;
- $TP05a_0$: valeur initiale de l'index (avril 2022) : 126,2 ;
- X_{m-6} : valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail – tous salariés – Industries mécaniques et électriques du mois d'octobre de l'année précédente, publiée par l'INSEE (identifiant : 001565183) ;
- X_0 : valeur de l'indice mensuels du coût horaire du travail – tous salariés – Industries mécaniques et électriques du mois d'octobre 2021 : 128,8, publiée dans le bulletin mensuel de statistique de l'INSEE (identifiant de la série : 001565183) ;
- Y_{m-6} : valeur de l'indice mensuel du coût du travail - tous salariés – Services principalement rendus aux entreprises d'octobre de l'année précédente, publiée par l'INSEE (identifiant : 001565196) ;
- Y_0 : valeur de l'indice mensuel du coût du travail - tous salariés – Services principalement rendus aux entreprises de septembre 2021 : 123,2, publiée par l'INSEE (identifiant de la série : 001565196) ;
- m : mois d'application du nouveau prix ;

2.2 Application du coefficient de révision

Le coefficient de révision déterminé à l'article de 2.1 de la présente annexe servira au calcul du tarif des abonnements applicable à compter du 1er de chaque année, en faisant usage de la formule suivante :

$$P = P_0 \times R$$

Avec :

- P : nouvelle valeur de l'abonnement mensuel applicable aux usagers d'une catégorie et d'un niveau de consommation donnés ;
- P_0 : valeur initiale de l'abonnement mensuel au 1er avril 2023 (Valeur d'origine des tarifs d'Abonnement Antargaz) applicable aux usagers de la même catégorie et d'un même niveau de consommation que celui visé au tiret précédent ;

Tarif au 1er avril 2023	**C1 / C2 / C3 S1 / S2 / S3 / S4**	**P1 / P2 / P3**	**P4**
Abonnements mensuels	**15,17**	**26,33**	**31,59**

-
- R : coefficient d'actualisation (ou coefficient de révision) déterminé par l'article 2.1 de la présente annexe.

Le concessionnaire informe l'autorité concédante du changement tarifaire dans les quinze jours à compter du 1er mars ou du 1er septembre en fonction de la date de mise à jour des grilles tarifaire (1er avril ou 1er octobre).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-24-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article 4 Modification apportée à l'annexe 4 « catalogue des prestations » de la Convention

Il est expressément stipulé entre les Parties que le Catalogue des Prestations de la Convention du 14 décembre 2009 constituant son Annexe 4 est purement et simplement remplacé par ce qui suit.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-24-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Préambule

Ce catalogue présente les prestations ouvertes aux usagers en distribution de gaz propane.

La date d'effet de la présente version est au 1er avril 2024.

Les standards de réalisation sont, en général, exprimés en jours ouvrés. Ils correspondent alors au délai de réalisation de la prestation observé sur le terrain.

Les jours ouvrés vont du lundi au vendredi, hors jours fériés.

Ce catalogue distingue :

- les prestations de base incluses dans les tarifs d'abonnement et de fourniture de gaz,
- les prestations les plus fréquentes commandées à l'unité et facturées à l'acte,
- les prestations récurrentes, c'est-à-dire régulièrement réalisées par concessionnaire consécutivement à une unique demande (commande) initiale exprimée par l'usager.

Les prestations (travaux, actes…) ne figurant pas au présent catalogue sont réalisées et facturées sur devis préalablement accepté par leur demandeur.

Les prestations facturées à l'acte, sauf exception, ne comprennent pas la fourniture des matériels lorsque ces derniers peuvent être apportés ou mis à disposition par le demandeur.

Les prix sont exprimés en euros hors taxes.

Les prestations facturées à l'acte sont facturées en sus du service de base. Elles sont réalisées dans les heures ouvrables (définies localement) et pendant les jours ouvrés (du lundi au vendredi, hors jours fériés).

Les prestations facturées peuvent être commandées auprès du service client du concessionnaire ouvert du lundi au vendredi, hors jours fériés, entre 8h00 et 18h00.

Les prix des prestations s'entendent aux conditions économiques de 2022. Ils sont réévalués annuellement le 1er avril selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times R$$

avec :

$$R = 0{,}19 + 0.27\,(TP05a_{m-6} / TP05a_{0}) + 0{,}27\,(X_{m-6} / X_{0}) + 0{,}27\,(Y_{m-6} / Y_{0})$$

- P = prix actualisé de la prestation
- P_0 = prix de référence de la prestation (valeur avril 2022)
- R = coefficient d'actualisation
- $TP05a_{m-6}$ = valeur de l'index national des travaux en souterrains traditionnels du mois d'octobre de l'année précédente, publiés dans le bulletin mensuel de statistique de l'INSEE (Série 001710991).
- $TP05a_0$ = index initial du mois d'octobre 2021, soit 118,8 la valeur publiée par l'INSEE
- X_{m-6} = indices mensuels INSEE du coût horaire du travail – tous salariés – Industries mécaniques et électriques du mois d'octobre de l'année précédente, publiés dans le bulletin mensuel de statistique de l'INSEE (Série 001565183).
- X_0 = indices mensuels INSEE du coût horaire du travail – tous salariés – Industries mécaniques et électriques du mois d'octobre 2021, soit 128,8 la valeur publiée par l'INSEE.
- Y_{m-6} = indices mensuels INSEE du coût du travail - tous salariés – Services principalement rendus aux entreprises d'octobre de l'année précédente, publiés dans le bulletin mensuel de statistique de l'INSEE (Série 001565196).
- Y_0 = indices mensuels INSEE du coût du travail - tous salariés – Services principalement rendus aux entreprises du mois de septembre 2021, soit 123,2 la valeur publiée par l'INSEE.
- m = mois d'application du nouveau prix.

Si le concessionnaire ne respecte pas l'un des engagements du catalogue des prestations, il est astreint à un dédommagement adressé à l'usager sur simple demande de sa part.

SOMMAIRE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-24-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

1 - PRESTATIONS DE BASE (INCLUSE DANS LE TARIF D'ACHEMINEMENT) 15

1.1 - ANNONCE PASSAGE RELEVEUR (suite à absence) 15
1.2 - AUTO RELEVE SUITE A ABSENCE AU RELEVE CYCLIQUE 15
1.3 - CONTINUITE DE L'ACHEMINEMENT ET DE LA LIVRAISON 15
1.4 - INFORMATION COUPURE 16
1.5 - INTERVENTION DE DEPANNAGE ET DE REPARATION 16
1.6 - INTERVENTION DE SECURITE 16
1.7 - MISE HORS SERVICE (MHS) 17
1.8 - NUMERO DE SECURITE 24h/24) 17
1.9 - RELEVE CYCLIQUE 17
1.10 - PRISE DE RENDEZ-VOUS TELEPHONIQUE GAZ 18
1.11 - VERIFICATION PERIODIQUE DE L'ETALONNAGE DES COMPTEURS ET DES CONVERTISSEURS . 18

2 - PRESTATIONS FACTUREES A L'ACTE 20

2.1 - MISE EN SERVICE 20
2.1.1 - MISE EN SERVICE sans déplacement 20
2.1.2 - MISE EN SERVICE avec déplacement 20
2.2 - COUPURE ET RETABLISSEMENT POUR TRAVAUX 21
2.2.1 – VEROUILLAGE DU COMPTEUR POUR TRAVAUX 21
2.2.2 - COUPURE AVEC DEPOSE POUR TRAVAUX 21
2.2.3 - RETABLISSEMENT SUITE COUPURE POUR TRAVAUX 22
2.3 – INTERVENTION POUR IMPAYES 22
2.3.1 - COUPURE POUR IMPAYE 22
2.3.2 - RETABLISSEMENT SUITE A COUPURE POUR IMPAYE 23
2.4 - RELEVE SPECIAL ET TRANSMISSION DES DONNEES DE RELEVE 23
2.4.1 - RELEVE SPECIAL 23
2.4.2 - VERIFICATION DES DONNEES DE COMPTAGE SANS DEPLACEMENT 24
2.5 – VERIFICATION DES APPAREILS DE COMPTAGE 24
2.5.1 - CONTROLE VISUEL DU COMPTAGE 24
2.5.2 - CHANGEMENT DE COMPTEUR GAZ 25
2.5.3 – DEMANDE DE VERIFICATION DE L'ETALONNAGE DU COMPTEUR 25
2.5.4 - CHANGEMENT DE COFFRET OU DE PORTE DE COFFRET 26
2.5.5 – LOCATION MATERIEL / POSTE 27
2.6 - ANALYSE TECHNIQUE 28
2.6.1 - ETUDE TECHNIQUE 28
2.7 - RACCORDEMENT 28
2.7.1 - REALISATION DE RACCORDEMENT 28
2.8 - AUTRES PRESTATIONS 29
2.8.1 - DEPLACEMENT SANS POSSIBILITE DE REALISER LES ACTES L'AYANT MOTIVE 29
2.8.2 - FRAIS DE DEDIT POUR ANNULATION TARDIVE AVANT INTERVENTION PROGRAMMEE 29
2.8.3 - FRAIS LIES AU DEPLACEMENT D'UN AGENT ASSERMENTE 30
2.8.4 - DEFAUT DE REGLEMENT 30

3 – ACTUALISATION DES TARIFS AU 1ER AVRIL 2024 31

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-24-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

1 - PRESTATIONS DE BASE (incluse dans le tarif d'acheminement)

1.1 - ANNONCE PASSAGE RELEVEUR (suite à absence)

Accès à la prestation :

Cette prestation, qui relève de l'initiative du concessionnaire, ne requiert pas de demande spécifique de l'usager.

Description :

Lors d'une relève, en cas de compteur inaccessible, le prestataire chargé de la relève laisse un avis de passage dans la boîte aux lettres. Un deuxième (2ème) passage est prévu sous 48h maximum.

Standard de réalisation :

Modalités de mise en œuvre adaptées à l'environnement local.

1.2 - AUTO RELEVE SUITE A ABSENCE AU RELEVE CYCLIQUE

Accès à la prestation :

Cette prestation, qui relève de l'initiative du concessionnaire, ne requiert pas de demande spécifique de l'usager.

Description :

Relevé de l'index du compteur par l'usager et transmission de la valeur relevée aux services du concessionnaire.

Standard de réalisation :

Si l'index du compteur est inaccessible et si l'usager est absent lors du deuxième passage du releveur, l'usager peut communiquer lui-même son index. L'usager peut communiquer son index en contactant le service client au 0 974.751.751. L'usager peut également communiquer son relevé sur son espace client.

Remarque : Il faut que le concessionnaire (ou le prestaire qu'il a désigné à cet effet) accède au moins une fois par an au compteur. Si l'index n'a pas été accessible au moins une fois au cours des 12 mois précédents, l'usager doit accepter un relevé hors tournée et facturé (cf. 2.4.1 – relevé spécial).

1.3 - CONTINUITE DE L'ACHEMINEMENT ET DE LA LIVRAISON

Accès à la prestation :

Cette prestation ne requiert pas de demande spécifique de l'usager.

Description :

Assurer la continuité de l'acheminement et de la livraison même dans les situations suivantes :

- Hiver froid tel qu'il s'en produit statistiquement un tous les cinquante ans,
- Température extrêmement basse pendant une période de trois jours consécutifs telle qu'il s'en produit statistiquement une tous les cinquante ans (article R121-8 du code de l'énergie).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-24-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

1.4 - INFORMATION COUPURE

Accès à la prestation :

Cette prestation qui relève de l'initiative du concessionnaire ne requiert pas de demande spécifique de l'usager.

Description :

L'usager est informé d'une interruption de service lors de l'inspection périodique (IP) du réseau concédé.

Un courrier est adressé par la poste à tous les usagers 10 jours avant la date prévue.

Références réglementaires :

Article R121-12 du code de l'énergie.

1.5 - INTERVENTION DE DEPANNAGE ET DE REPARATION

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par l'usager.

Modalités :

L'usager appelle le numéro de Sécurité Antargaz : 0 801 01 07 07.

Description :

Déplacement en cas de manque de gaz ou bruit anormal notamment.

Cause liée au réseau ou à un équipement, sous la responsabilité du concessionnaire en amont du comptage (y compris compteur, à l'exception des colonnes montantes) :

- *dépannage (provisoire) ou réparation (définitive) prise en charge des coûts par le concessionnaire.*

Cause liée à un équipement sous la responsabilité de l'usager en aval du comptage :

- *mise en sécurité.*

Standard de réalisation :

Premier déplacement, chez l'usager dans les 4 (quatre) heures qui suivent l'appel, sauf délai plus long convenu avec l'usager.

1.6 - INTERVENTION DE SECURITE

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par l'usager ou par un tiers.

Modalités :

L'usager, ou le tiers, appelle le numéro de Sécurité Antargaz (0 801 01 07 07) lorsqu'une situation de danger est suspectée.

Description :

Intervention du concessionnaire en cas d'odeur de gaz, d'incendie ou d'explosion, de baisse ou d'excès de pression.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-24-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Références réglementaires :

Arrêté du 13 juillet 2000 portant règlement de sécurité de la distribution de gaz combustible par canalisations.

Standard de réalisation :

Déplacement à tout moment, sur les lieux mentionnés par l'appel et dans un délai ne pouvant excéder 1h00 dans les conditions fixées par l'arrêté du 13 juillet 2000 et par son cahier des charges d'application pour les interventions de sécurité (RSDG 9 de l'AFG dans sa dernière version en vigueur).

1.7 - MISE HORS SERVICE (MHS)

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par l'usager.

Modalités :

L'usager appelle le service client au 0 974.751.751 ou peut adresser un courrier à :

Antargaz – Tours Thiers – 4, rue Piroux 54000 NANCY.

Description :

Mise hors service de l'installation avec fermeture et plombage du robinet compteur, relevé de l'index de clôture.

Standard de réalisation :

5 jours ouvrés. Le concessionnaire intervient aux dates et heures convenues d'un commun accord avec l'usager.

1.8 - NUMERO DE SECURITE 24h/24)

Accès à la prestation :

Cette prestation ne requiert pas de demande spécifique.

Description :

Mise à disposition d'un numéro d'urgence 0 801 01 07 07 accessible 24h/24, visible sur les factures ou l'annuaire téléphonique ou sur la façade de chaque coffre de branchement.

Références réglementaires :

Arrêté du 13 juillet 2000 portant règlement de sécurité de la distribution de gaz combustible par canalisations.

1.9 - RELEVE CYCLIQUE

Accès à la prestation :

Cette prestation qui relève de l'initiative du concessionnaire ne requiert pas de demande spécifique de l'usager.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-24-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Description :

Le relevé de compteur est effectué par le concessionnaire, ou par un prestataire qu'il désigne, avec une fréquence semestrielle.

1.10 - PRISE DE RENDEZ-VOUS TELEPHONIQUE GAZ

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager ou un tiers.

Modalités :

L'usager appelle le service client au 0 974.751.751 ou peut adresser un courrier à :

Antargaz – Tours Thiers – 4, rue Piroux 54000 NANCY.

Un tiers peut également contacter le service client ou adresser une fiche contact en passant par le site internet : antargaz.com.

Description :

La prise de rendez-vous pourra se faire via le service client pour une étude, sans déplacement de technicien.

La prestation concerne aussi les demandes de raccordements, les déplacements d'ouvrages et autres opérations techniques nécessitant une étude.

Standard de réalisation :

A la suite de l'appel de l'usager ou du tiers, le concessionnaire s'engage à le rappeler sous 5 jours ouvrés et à lui proposer un rendez-vous sur place au plus tard dans un délai de 15 jours ouvrés.

1.11 - VERIFICATION PERIODIQUE DE L'ETALONNAGE DES COMPTEURS ET DES CONVERTISSEURS

Accès à la prestation :

Cette prestation qui relève de l'initiative du concessionnaire ne requiert pas de demande spécifique de l'usager.

Description :

Le concessionnaire confie à un laboratoire agréé la vérification périodique de l'étalonnage (VPE) du compteur et de ses éventuels accessoires afin qu'il vérifie la justesse du dispositif de mesure des quantités de gaz livrées.

La prestation comprend l'interruption de la fourniture, la dépose du compteur (et de ses éventuels accessoires), la vérification de l'étalonnage, la repose et la remise en service du compteur.

La prestation comprend également la mise en place d'un compteur provisoire durant la période de vérification.

Pour les branchements disposant d'un compteur permettent des débits maximums inférieurs ou égaux à 16 m^3/h : le concessionnaire remplace le compteur installé par un compteur dont l'étalonnage a été préalablement vérifié.

Références réglementaires :

Décret n°2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure (modifié par décret n° 2016-769 du 9 juin 2016 relatif aux instruments de mesure) - arrêté du 21 octobre 2010 relatif aux compteurs de gaz combustible (modifié par arrêté du 2 novembre 2016 relatif aux instruments de mesure).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-24-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2 - PRESTATIONS FACTUREES A L'ACTE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-24-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2.1 - MISE EN SERVICE

2.1.1 - MISE EN SERVICE sans déplacement
Accès à la prestation : Cette prestation est demandée au concessionnaire par un tiers souhaitant devenir usager du service public.
Modalités : Le demandeur appelle le service client au 0 974.751.751.ou adresse un courrier à : Antargaz – Tours Thiers – 4, rue Piroux 54000 NANCY.
Description : Acte effectué lors de l'arrivée d'un occupant dans un local déjà desservi en gaz pour lequel l'énergie est disponible dans le local. Cette prestation consiste à rattacher le point de livraison au nouvel usager avec prise en compte d'un index transmis par celui-ci.
Standard de réalisation : Lors de l'appel du demandeur au service client, après avoir rassemblé toutes les données (adresse, nom, index, adresse mail, RIB), le service client envoie par mail un lien afin que l'usager remplisse et signe son contrat. Dès lors que toutes les parties sont correctement renseignées et vérifiées en retour par le service client, la mise en service est effective au maximum 48h après son envoi. Cette prestation peut également être demandée par courrier. La mise en service sera réalisée dans les 48 heures ouvrés suivant la réception, par le service client du concessionnaire, de l'ensemble des pièces et renseignements nécessaires listés ci-dessus à l'exception de l'adresse mail de l'usager.
Prix *17,15 € HT*

2.1.2 - MISE EN SERVICE avec déplacement
Accès à la prestation : Cette prestation est demandée au concessionnaire par un tiers demandeur de son rattachement au service public.
Modalités : Après que le demandeur a souscrit son contrat et adressé son certificat de conformité réglementaire, le concessionnaire mandate un prestataire afin qu'il intervienne, au plus tard dans les 48h, pour réaliser la mise en service effective.
Description : • Acte effectué lors de l'arrivée d'un occupant dans un local déjà desservi en gaz dont l'installation est hors service depuis plus de 6 mois ; • ou acte effectué lors de la première desserte en gaz d'un local nouvellement raccordé (première mise en service).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-24-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Standard de réalisation : Prestation réalisée dans un délai de 48h (sous réserve de la présentation des certificats de conformité réglementaires et du règlement du solde des travaux le cas échéant). Le concessionnaire propose des rendez-vous dans une plage de 2 heures.
Prix *50,25 € HT*

2.2 - COUPURE ET RETABLISSEMENT POUR TRAVAUX

2.2.1 – VEROUILLAGE DU COMPTEUR POUR TRAVAUX
Accès à la prestation : Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager.
Modalités : L'usager appelle le service client au 0 974.751.751 et demande le verrouillage de son compteur pour une période déterminée.
Description : Le verrouillage du compteur est réalisé en fonction de la faisabilité technique du site. Il comprend en général la fermeture du robinet avec plombage de l'installation. Il implique l'interruption de livraison. Dans le cas d'une modification de l'installation intérieur ou d'un changement de matériel, un nouveau certificat de conformité de l'installation gazière (CCIG) sera demandé lors de la remise en service de l'installation.
Standard de réalisation : 21 jours ouvrés.
Prix *98,93 € HT*

2.2.2 - COUPURE AVEC DEPOSE POUR TRAVAUX
Accès à la prestation : Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager.
Modalités : L'usager appelle le service client au 0 974.751.751 et demande la dépose de son compteur pour une période déterminée.
Description : La coupure avec dépose comprend en général la fermeture du robinet, la dépose du compteur et, pour un poste de détente /comptage, la pose de voiles.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-24-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Elle implique l'interruption de livraison, mais pas le détachement contractuel.

Dans le cas d'une modification de l'installation intérieur ou d'un changement de matériel, un nouveau certificat de conformité de l'installation gazière (CCIG) sera demandé lors de la remise en service de l'installation.

Standard de réalisation :

21 jours ouvrés

Prix

111,96 € HT

2.2.3 - RETABLISSEMENT SUITE COUPURE POUR TRAVAUX

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager.

Modalités :

L'usager appelle le service client au 0 974.751.751 et l'informe de son souhait de rétablissement de l'alimentation en gaz de son installation.

Dans le cas d'une modification de l'installation intérieur ou d'un changement de matériel, un nouveau certificat de conformité de l'installation gazière (CCIG) sera demandé lors de la remise en service de l'installation.

Description :

Rétablissement de l'alimentation en gaz suite à une coupure pour travaux demandée par l'usager sans ou avec repose des appareils.

Standard de réalisation :

5 jours ouvrés.

Prix

Rétablissement sans repose des appareils : *98,93 € HT*

Rétablissement avec repose des appareils : 111,96 *€ HT*

2.3 – INTERVENTION POUR IMPAYES

2.3.1 - COUPURE POUR IMPAYE

Accès à la prestation :

Cette prestation est générée par le concessionnaire.

Modalités :

Le concessionnaire procède à la coupure du gaz pour impayé lorsqu'aucun accord n'est proposé par l'usager sur le paiement de sa dette. Le concessionnaire procède préalablement à un appel téléphonique, puis à des relances écrites avec accusé de réception.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-24-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Description :

Intervention comprenant le déplacement, le relevé d'index, la fermeture et le plombage du robinet, sans dépose du compteur. Elle est effectuée par le concessionnaire dans le respect de la loi, notamment des obligations de service public.

Pour les usagers qui apportent la preuve d'une aide du fond solidarité logement perçue au cours des 12 derniers mois, la coupure ne sera pas effective entre le 1er novembre et le 31 mars.

Le concessionnaire évite de programmer des coupures après 15 h ou les veilles de week-end et de jours fériés.

Standard de réalisation :

10 jours ouvrés.

Prix

98,93 € HT

2.3.2 - RETABLISSEMENT SUITE A COUPURE POUR IMPAYE

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par l'usager.

Modalités :

L'usager contacte le service client au 0 974.751.751 afin de convenir ensemble des modalités de remboursement de sa dette. Le concessionnaire procède alors au rétablissement de l'alimentation gaz.

Description :

Intervention comprenant le déplacement, le rétablissement de l'alimentation gaz suite à une coupure pour impayé.

Standard de réalisation :

48h

Prix

50,25 € HT

2.4 - RELEVE SPECIAL ET TRANSMISSION DES DONNEES DE RELEVE

2.4.1 - RELEVE SPECIAL

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par l'usager ou effectuée par le concessionnaire lorsque le compteur de l'usager n'a pu être relevé au cours des 12 mois précédents.

Modalités :

L'usager peut contacter le service client au 0 974.751.751 afin de faire procéder à une relève spéciale (en dehors des 2 relèves prévues par Antargaz).

Accusé de réception préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-24-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Ou le concessionnaire procède à une prise de rendez-vous avec l'usager dont le compteur est inaccessible depuis plus d'un an et au déplacement d'un membre de son personnel de afin de procéder à une relève physique du compteur.
Description : La prestation comprend le déplacement d'un membre du personnel du concessionnaire, ou d'un de ses prestataires, et, s'il s'agit de pallier des absences répétée à la relève cyclique, une prise de rendez-vous avec l'usager.
Standard de réalisation : 10 jours ouvrés.
Prix *98,93 € HT* (Prestation non facturée si elle fait suite à une contestation de l'usager sur la lecture d'index et que le relevé spécial fait apparaître une erreur imputable au concessionnaire).

2.4.2 - VERIFICATION DES DONNEES DE COMPTAGE SANS DEPLACEMENT
Accès à la prestation : Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager.
Modalités : L'usager contacte le service client au 0 974.751.751.
Description : Le concessionnaire procède au contrôle dans l'application de relevé de la vraisemblance d'une donnée transmise (index et quantité calculée).
Standard de réalisation : 5 jours ouvrés.
Prix *17,15 € HT* • (Prestation non facturée s'il est procédé à une rectification d'index)

2.5 – VERIFICATION DES APPAREILS DE COMPTAGE

2.5.1 - CONTROLE VISUEL DU COMPTAGE
Accès à la prestation : Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager.
Modalités : L'usager contacte le service client au 0 974.751.751 pour convenir ensemble du jour de réalisation de la prestation (intervention sur site d'un technicien).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-24-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Description :

Intervention réalisée à la demande de l'usager comprenant le déplacement d'un personnel qualifié du concessionnaire ou d'un prestataire qu'il aura désigné et le contrôle visuel du fonctionnement de l'appareil de comptage.

Standard de réalisation :

10 jours ouvrés.

Prix

98,93 € HT

Intervention non facturée si défaut constaté

2.5.2 - CHANGEMENT DE COMPTEUR GAZ

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager.

Modalités :

L'usager contacte le service client au 0 974.751.751 pour convenir du jour d'intervention.

Description :

Changement de compteur hors renouvellement, sans modification de calibre, notamment consécutivement à sa détérioration du fait de l'usager.

Les adaptations éventuelles du poste de livraison seront facturées en supplément (exemple : modification des entraxes de fixation).

Standard de réalisation :

5 jours ouvrés pour les compteurs dont le débit est inférieur ou égal à 16 m^3/h et en fonction de la disponibilité du matériel pour les compteurs d'un débit supérieur à 16 m^3/h.

Prix :

- Pour un compteur dont le débit est inférieur ou égal à 16 m^3/h : 98,93 € HT plus fourniture du compteur (45 € HT en 2022).
- Pour un compteur dont le débit est supérieur à 16 m^3/h : sur devis au coût réel.

2.5.3 – DEMANDE DE VERIFICATION DE L'ETALONNAGE DU COMPTEUR

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager.

Modalités :

L'usager exprime sa demande auprès du service client au 0°974.751.751 ou par voie postale à l'adresse suivante :

Antargaz – Tours Thiers – 4, rue Piroux 54000 NANCY.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-24-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Description :

Le concessionnaire procède :

- à la dépose du compteur dont l'usager souhaite la vérification des qualités métrologiques,
- à la mise en place si nécessaire d'un compteur provisoire,
- à la transmission du compteur déposé à une entreprise ou organisme agréé pour procédé à la vérification de l'étalonnage de l'équipement déposé,
- à la repose du compteur après sa vérification s'il est avéré correctement étalonné, ou à la pose d'un nouveau compteur si la vérification a conduit à établir un biais métrologique.

Standard de réalisation :

Sous 5 jours ouvrés après l'expression de la demande auprès du service client :

- Dépose du compteur et pose, le cas échéant, d'un compteur provisoire ou de remplacement.

Demande par le concessionnaire d'un devis de vérification à une entreprise ou organisme agréé (l'usager pouvant lui-même formuler une demande de devis de vérification à une entreprise ou un organisme agréé).

Adressage, par le concessionnaire, du compteur au prestataire de vérification retenu par l'usager.

Repose du compteur vérifié ou de remplacement de celui-ci dans les 20 jours ouvrés suivant la prestation de vérification et la réception du compte rendu établit par l'entreprise ou de l'organisme vérificateur.

Prix :

Si la défaillance du compteur n'est pas avérée :

Dépose et repose du compteur et fourniture d'un compteur provisoire : 197,86 € HT.

\+ prestation de vérification du montant du devis accepté par l'usager (avant l'envoi du compteur) si l'organisme vérificateur retenu par l'usager est celui proposé par le concessionnaire.

Si la défaillance du compteur est avérée : la prestation n'est pas facturée.

Le cas échéant, les frais d'huissier sont à la charge de la partie qui en fait la demande, quel que soit le résultat du contrôle.

2.5.4 - CHANGEMENT DE COFFRET OU DE PORTE DE COFFRET

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager ou par un tiers.

Modalités :

Le demandeur contacte le service client au 0 974.751.751 pour l'informer du défaut ou du changement à effectuer.

Description :

La prestation comprend le déplacement d'un technicien qualifié, le remplacement effectif, la fourniture du coffret ou de la porte ainsi que celle du petit matériel nécessaire.

Standard de réalisation :

Le délai de réalisation de la prestation est fonction de la disponibilité du matériel à remplacer et / ou du délai de son approvisionnement.

Prix :

Sur devis au coût réel, facturé au demandeur si sa responsabilité est engagée.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-24-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2.5.5 – LOCATION MATERIEL / POSTE

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager.

Cette prestation est applicable si les postes de détente (poste de livraison client) et les compteurs ne sont pas des biens concédés.

Modalités :

Le demandeur contacte le service client au 0°974.751.751 pour faire la demande de location et de pose des matériels requis à son alimentation en gaz.

Description :

Mise à disposition d'un poste de détente comptage d'un débit supérieur à 16 m^3/h.

La prestation comprend l'enveloppe, le détenteur, le compteur et les différents accessoires de pose.

Standard de réalisation :

Le délai de réalisation de la prestation est celui de la réalisation des travaux, il est aussi fonction de la disponibilité des matériels requis et/ou de leur délai d'approvisionnement.

Le concessionnaire convient avec l'usager de la planification de la mise en place des matériels loués.

Prix :

- La mise en place du matériel loué : sur devis au coût réel préalablement accepté.
- Le prix mensuel de location du matériel loué est présenté, justifié et détaillé à l'usager demandeur préalablement à son installation.

2.6 - ANALYSE TECHNIQUE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-24-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2.6.1 - ETUDE TECHNIQUE

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager ou un tiers

Modalités :

L'usager contacte le service client au 0 974.751.751 afin de convenir ensemble des modalités du projet.

Description :

Prestation pour étude d'un nouveau raccordement ou d'une modification ou du déplacement d'un branchement gaz existant.

Standard de réalisation :

Le standard de réalisation ne s'applique qu'au premier devis qui est envoyé :

- dans les 10 jours ouvrés.

Le devis résultant, le cas échéant, de l'étude précise le délai de réalisation des travaux à envisager.

Prix

Première étude non facturée. Les études suivantes sont facturées directement à l'attention du demandeur : *98,93 € HT* sans déplacement et *197,86 € HT* avec déplacement

2.7 - RACCORDEMENT

2.7.1 - REALISATION DE RACCORDEMENT

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager ou un tiers.

Modalités :

Le demandeur contacte le service client au 0 974.751.751 pour communiquer les informations dans le but de convenir d'un rendez-vous avec un commercial. Une fois les informations transmises, un nouveau contact avec le demandeur est réalisé afin de convenir d'un rendez-vous sur place pour étudier le projet.

Description :

Le raccordement est constitué par un branchement et éventuellement une extension. Le branchement désigne l'ouvrage assurant la liaison entre la canalisation de distribution publique au droit de la parcelle à desservir jusqu'au coffret ou poste implanté en limite de domaine public. L'extension désigne la portion supplémentaire de canalisation de distribution publique à construire, le cas échéant, depuis sa localisation au moment de la demande jusqu'au droit du point d'alimentation de la parcelle à desservir.

La prestation forfaitaire de raccordement comprend **:**

- La fourniture et la mise en place du coffret de comptage et de son socle (hors encastrement éventuel du coffret),
- La réalisation de la tranchée, de son remblaiement et de sa réfection dans la limite de 12 mètres pour le branchement.
  Si la tranchée doit être prolongée au-delà, les coûts supplémentaires sont à la charge du demandeur et s'ajoutent au prix forfaitaire mentionné ci-dessous.
- La fourniture et la pose du compteur ainsi que de la détente, lors de la mise en service.

Accusé de réception préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-24-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

En cas d'extension du réseau de distribution, une étude sera réalisée conformément à l'annexe 2 du contrat de concession.

Le raccordement est proposé sous réserve d'obtention des autorisations administratives. Sa conception et son exploitation répondent aux prescriptions techniques du concessionnaire relatives à la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 et au décret n° 2004-555 du 15 juin 2004. Il est soumis à la signature d'une offre de raccordement avec le concessionnaire ou à l'acceptation d'un devis.

Standard de réalisation :

Le délai standard de réalisation est de 3 mois, à compter de la signature de l'offre de raccordement ou du devis, l'obtention des autorisations administratives et la réalisation le cas échéant des travaux préalables à la charge du demandeur.

Prix du raccordement : 2744,93 *€ HT*

Forfait encastrement (dans un mur ou muret) : *199,91 € HT*

La prestation est facturée directement au demandeur.

2.8 - AUTRES PRESTATIONS

2.8.1 - DEPLACEMENT SANS POSSIBILITE DE REALISER LES ACTES L'AYANT MOTIVE
Accès à la prestation : Cette prestation est effectuée à l'initiative du concessionnaire.
Description : Non-exécution d'une intervention programmée en concertation avec l'usager (pour pose de compteur, relevé spécial, etc.) par le fait de l'usager (absence au rendez-vous).
Prix *98,93 € HT*

2.8.2 - FRAIS DE DEDIT POUR ANNULATION TARDIVE AVANT INTERVENTION PROGRAMMEE
Accès à la prestation : Cette prestation est effectuée à l'initiative du concessionnaire.
Description : Annulation tardive de la part de l'usager d'une intervention programmée moins de 48 heures avant l'heure du rendez-vous fixé pour sa réalisation**.**
Prix : Frais à la charge de l'usager : 32,98 *€ HT*

Reçu par voie électronique en préfecture
071-252104074-20240601-2024-C-24-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2.8.3 - FRAIS LIES AU DEPLACEMENT D'UN AGENT ASSERMENTE
Accès à la prestation : Cette prestation est effectuée à l'initiative du concessionnaire.
Description : Déplacement d'un agent assermenté pour constater une fraude avérée et/ou établir le procès-verbal d'une situation donnée.
Prix *527,63 € HT*

2.8.4 - DEFAUT DE REGLEMENT
Accès à la prestation : Cette prestation est effectuée à l'initiative du concessionnaire.
Description : Défaut de règlement de la part du demandeur (usager ou tiers) d'une prestation déjà réalisée. Prestation applicable pour un défaut de paiement de plus de 60 jours à compter de la date limite de paiement portée sur la facture restant impayée.
Prix *22,42 € HT* + pénalités de 1,5 fois le taux d'intérêt légal appliqué à l'encours des sommes dues.

3 – ACTUALISATION DES TARIFS au 1er avril 2024

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-24-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

PRESTATIONS FACTUREES A L'ACTE

Référence catalogue Propane	PRESTATION	REF.	01/04/2022 Prix	01/04/2024 Prix
2.1.1	Mise en service sans déplacement	MES-01	15,98	17,15
2.1.2	Mise en service avec déplacement	MES-02	46,82	50,25
2.2.1	Vérouillage du Compteur pour Travaux	MHS-02	92,17	98,93
2.2.2	Coupure avec dépose pour travaux	MHS-03	104,31	111,96
2.2.3	Rétablissement suite coupure pour travaux, sans repose	MES-03	92,17	98,93
	Rétablissement suite coupure pour travaux, avec repose	MES-04	104,31	111,96
2.3.1	Coupure pour impayé	MHS-04	92,17	98,93
2.3.2	Rétablissement suite à coupure pour impayé	MES-05	46,82	50,25
2.4.1	Relevé spécial	CPT-01	92,17	98,93
2.4.2	Vérification des données de comptage sans déplacement	CPT-02	15,98	17,15
2.5.1	Contrôle visuel du comptage	CPT-03	92,17	98,93
2.5.2	Changement de compteur gaz	CPT-04	devis	devis
2.5.3	Demande de Vérification de l'Etalonnage du Compteur	CPT-05	184,34	197,86
2.5.4	Changement de coffret ou de porte de coffret	CPT-06	devis	devis
2.5.5	Location matériel / Poste	CPT-07	devis	devis
2.6.1	Etude technique sans déplacement	ETU-01	92,17	98,93
	Etude technique avec déplacement	ETU-02	184,34	197,86
2.7.1	Réalisation de Raccordement	RAC-01	2 557,41	2 744,93
	Forfait encastrement	RAC-02	186,25	199,91
2.8.1	Déplacement sans possibilité de réaliser les Actes l'ayant motivé	ADM-01	92,17	98,93
2.8.2	Frais de dédit pour annulation tardive avant intervention programmée	ADM-02	30,72	32,98
2.8.3	Frais liés au déplacement d'un agent assermenté	ADM-03	491,59	527,63
2.8.4	Défaut de règlement (+pénalités de 1,5 fois le taux d'intérêt légal appliqué à l'encours des sommes dues)	ADM-04	20,89	22,42

Coefficient d'actualisation R		**1,0706**

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-24-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

ARTICLE 5 - Effet de la modification

La présente modification entrera en vigueur à la date de sa notification, après accomplissement par l'Autorité concédante des formalités propres à le rendre exécutoire, conformément au code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 6 – Dispositions générales

Toutes les autres clauses et conditions de la Convention de concession pour le service public de la distribution de gaz en date du 14 décembre 2009 et de ses avenants/modifications successifs, demeurent inchangées.

Fait à Courbevoie, en trois exemplaires, le ……

Pour l'autorité concédante,	Pour le concessionnaire,
Le Président du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure	Le Responsable du Département Réseaux France
Xavier HUBERT	Franck TILLY

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-25-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2024-C-25

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ DE L'EURE

Séance du 1er Juin 2024	**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL**
Convocation : 17 Mai 2024 Nombre de membres : - en exercice 585 - présents 317 Délibération n° : **2024-C-25** Objet : **Avenant 2 de modification de formule tarifaire et actualisation du catalogue de prestations et services concession ANTARGAZ – Contrat du 11/07/2016 – commune HONDOUVILLE**	L'An DEUX MILLE VINGT QUATRE, le 1ER Juin à 9h30, le comité du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure (SIEGE), légalement convoqué, s'est réuni au Cadran à Evreux sous la présidence de Monsieur Xavier HUBERT. Etaient présents 317 membres formant la majorité des membres en exercice et pouvant valablement délibérer. Monsieur Roger WALLART, délégué de Tournedos Bois Hubert, a été désigné secrétaire de séance.

POUVOIRS

M. DESHAYES Edmond, délégué de la commune de BOISNEY, a donné pouvoir à Mme FREBERT Martine, déléguée de la commune de VALAILLES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PRESLES Gwendoline, déléguée de la commune de BOURNEVILLE STE CROIX, a donné pouvoir à M. CAUCHE Pascal, délégué de la commune de CORMEILLES, pour la représenter lors des délibérations.
M. CITHER Michel, délégué de la commune de BUEIL, a donné pouvoir à Mme LEMONNE Christine, déléguée de la commune de BRETAGNOLLES, pour le représenter lors des délibérations.
M. CAILLET Frédéric, délégué de la commune d'ETREPAGNY, a donné pouvoir à M. MOGLIA Jean Marc, délégué de la commune d'ANDE, pour le représenter lors des délibérations.
M. RIHAL Benoît, délégué de la commune de FARCEAUX, a donné pouvoir à M. HUBERT Xavier, délégué de la commune des BAUX STE CROIX, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PIEDNOEL Frédérique, déléguée de la commune d'HEUDEBOUVILLE, a donné pouvoir à M. JAMMET Eric, délégué de la commune de ST ETIENNE DU VAUVRAY, pour la représenter lors des délibérations.
M. LE DENMAT Christian, délégué de la commune de PACY SUR EURE, a donné pouvoir à M. GARREAU Cyril, délégué de la commune de CROISY SUR EURE, pour le représenter lors des délibérations.
M. HUTIN Alain, délégué de la commune de ST AGNAN DE CERNIERES a donné pouvoir à M. ROULOIS Jean Louis, délégué de la commune de VERNEUSSES, pour le représenter lors des délibérations.
M. LECOEUR Philippe, délégué de la commune de ST VICTOR DE CHRETIENVILLE a donné pouvoir à M. COINDARD Robert, délégué de la commune de PLAINVILLE, pour le représenter lors des délibérations.
M. BEAURAIN Eric, délégué de la commune de LA TRINITE DE REVILLE, a donné pouvoir à M. SPOHR Claude, délégué de la commune de ST PIERRE DE CERNIERES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme DENIZE Florence, déléguée de la commune de ST MARTIN ST FIRMIN, a donné pouvoir à M. BEAUCHE Jean Charles, délégué de la commune de ST ETIENNE L'ALLIER, pour la représenter lors des délibérations.

Exposé des motifs

Pour rappel, par contrat signé le 11 juillet 2016, le SIEGE, autorité concédante, a confié au concessionnaire ANTARGAZ ENERGIES l'exécution de prestations de distribution publique de gaz combustible propane sur la commune d'Hondouville et ce, pour une durée de 30 ans.

En vertu de cette Convention, le Concessionnaire a établi et exploite un réseau de distribution de gaz propane sur le territoire de la commune susmentionnée.

En premier lieu, le Concessionnaire souhaite ajuster la proportion des différents éléments qui entrent dans le calcul de ses tarifs pour faire suite à l'expérience qu'il a acquise durant ces dernières années dans l'activité de délégation de service public de distribution de gaz en réseau et faire face à la conjoncture actuelle. En effet, les prix des matières premières, notamment du prix d'achat du gaz, mais aussi les coûts de transports, les coûts de travaux de raccordement ou du matériel d'entretien, ont été fortement impactés par la crise actuelle et subissent une forte volatilité qui va perdurer.

Cette modification est indispensable à la pérennité de la Délégation de Service Public mais également permettra d'avoir une tarification homogène entre les différentes tranches tarifaires.

En second lieu, le catalogue des prestations et service n'avait pas été mis à jour depuis 2008. Certains articles et indices de révisions ne sont plus d'actualité. Ce Catalogue des Prestations sera donc mis à jour par la présente modification.

La modification correspondante, issue des échanges entre les parties, est jointe à la présente délibération.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-25-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

En application des dispositions de l'article R 3135-7 du Code de la Commande Publique, il convient de proposer au Comité syndical :

- de prendre acte de la proposition du concessionnaire ;
- d'autoriser l'application de ces nouvelles conditions tarifaires à la concession telles que définies dans le projet de modification ;
- d'autoriser le Président à signer tout document afférent à ces nouvelles conditions contractuelles.

Délibération

Après délibération, le Comité Syndical prend acte de la proposition du concessionnaire et autorise l'application de ces nouvelles conditions tarifaires à la concession telles que définies dans le projet de modification et le Président à signer tout document afférent à ces nouvelles conditions contractuelles.

Délibération adoptée à l'unanimité.
Pour extrait conforme,

Le Président, Xavier HUBERT	Le secrétaire de séance, Roger WALLART

Accusé de réception préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-25-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Modification n° 2

à la convention de concession

pour le service public de la distribution

de gaz signé le 11 juillet 2016

Objet : Modification de l'Annexe 3 « Tarification du Service »
&
Intégration de l'Annexe 3Bis « Indexation des Prix du Service »
&
Modification de l'Annexe 4 « Catalogue des « Prestations et Services »

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-25-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

MODIFICATION N°2 A LA CONVENTION DE CONCESSION POUR LE SERVICE PUBLIC DE LA DISTRIBUTION DE GAZ 2016

Entre les soussignés :

Le **Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure** (S.I.E.G.E.) – ZAC du Long Buisson – 12, rue Concorde 27390 GUICHAINVILLE, représenté par son Président, Monsieur Xavier HUBERT

VU la délibération du comité syndical en date du 11 juillet 2016, visée par le contrôle de légalité de la préfecture de l'Eure, et portant signature de la convention de concession pour le service public de la distribution de gaz, entre Le Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure et Antargaz,

ci-après dénommé : «**l'autorité concédante**»

D'une part,
Et

La société ANTARGAZ, SAS au capital de 7.749.159 €, dont le siège social est à COURBEVOIE (92400), 4 Place Victor Hugo Immeuble Reflex, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 572 126 043, représentée par Monsieur Franck TILLY, agissant en qualité de Responsable du Département Réseaux France, dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après dénommé : «**le concessionnaire**»

D'autre part,

L'Autorité concédante et le Concessionnaire sont ci-après individuellement ou collectivement dénommés la (ou les) « Partie(s) ».

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

Par contrat signé le 11 juillet 2016 (ci-après le « Contrat »), l'autorité concédante a confié au concessionnaire l'exécution de prestations de distribution publique de gaz combustible sur la commune d'Hondouville et ce, pour une durée de 30 ans.

En vertu de cette Convention, le Concessionnaire a établi et exploite désormais un réseau de distribution de gaz propane sur le territoire des communes susmentionnées.

Les Parties se sont rencontrées afin d'apporter des modifications aux conditions tarifaires de la convention de Délégation de Service Publique dont le Concessionnaire est titulaire.

En premier lieu, le Concessionnaire souhaite ajuster la proportion des différents éléments qui entrent dans le calcul de ses tarifs pour faire suite à l'expérience qu'il a acquise durant ces dernières années dans l'activité de délégation de service public de distribution de gaz en réseau et faire face à la conjoncture actuelle.,

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-25-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

En effet, les prix des matières premières, notamment du prix d'achat du gaz, mais aussi les coûts de transports, les coûts de travaux de raccordement ou du matériel d'entretien, ont été fortement impactés par la crise actuelle et subissent une forte volatilité qui va perdurer.

Cette modification est indispensable à la pérennité de la Délégation de Service Public mais également permettra d'avoir une tarification homogène entre les différentes tranches tarifaires.

En second lieu, le catalogue des prestations et service n'avait pas été mis à jour depuis 2008. Certains articles et indices de révisions ne sont plus d'actualité. Ce Catalogue des Prestations sera donc mis à jour par la présente modification.

Selon délibération du Comité Syndical du 1er juin 2024 l'Autorité Concédante :

- a pris acte de la proposition du Concessionnaire,

- autorise l'application de ces nouvelles conditions tarifaires à la Concession

- a approuvé les termes et conditions des présentes.

- autorise le Président du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure à signer tout document afférent à ces nouvelles conditions contractuelles.

CELA ETANT EXPOSE, IL A ETE CONVENU ENTRE LES PARTIES CE QUI SUIT :

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-25-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article 1 Objet de la modification

La présente modification a pour objet :

- De modifier l'Annexe 3 « Tarif et Facturation »
- D'intégrer l'annexe 3 Bis « Indexation des prix du service »
- De modifier l'annexe 4 « Catalogue des prestations » de la Convention.

Article 2 Modification apportée à l'Annexe 3 « Tarif et Facturation » de la Convention

Il est stipulé entre les Parties que l'Annexe 3 de la Convention signée le 11 juillet 2016 est purement et simplement remplacée par ce qui suit.

ANNXE 3 : TARIFICATION DU SERVICE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-25-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Le service public de distribution du gaz propane sur le territoire de la concession comprend :

- Un service de fourniture et d'acheminement du gaz propane (ou service public de base).
  Ce service est l'objet d'une tarification selon les dispositions développées dans la présente annexe ;
- La réalisation de prestations complémentaires proposées par le concessionnaire en lien avec le raccordement et la consommation de gaz (ou prestations annexes).
  Ces prestations complémentaires font l'objet de l'Annexe 4 au présent contrat.

Article 1 Principe de la tarification du service public de base

La tarification du service public de base aux usagers est dépendante de leur catégorie et de leur besoin annuel souscrit au point de consommation raccordé aux équipements du service public. Elle est de type binôme.
Les termes du tarif binôme sont :

- un terme d'abonnement et,
- un terme proportionnel à la consommation dit « tarifs de fourniture du gaz propane ».

Article 2 Définition des tranches de consommation

Les prix de fourniture sont établis selon une segmentation des usagers basée sur leur consommations annuelle et leur catégorie.

Catégorie	**Particulier**			**Collectivité et Professionnel**			
Code	**C1**	**C2**	**C3**	**P1 / S1**	**P2 / S2**	**P3 / S3**	**P4 / S4**
Consommation annuelle en kWh/an	Jusqu'à 5 999	De 6 000 à 29 999	A partir de 30 000	Jusqu'à 74 999	De 80 000 à 149 999	De 150 000 à 299 999	Supérieur à 300 000

Dans un souci d'aide et de soutien aux personnes en situation de précarité, le concessionnaire propose une grille (S1, S2, S3 et S4) de tarifs uniquement applicables à la catégorie « Sociale ». Les seuls usagers bénéficiant d'un logement social, en tant que titulaires d'un bail dûment conclu avec un bailleur social, pourront prétendre appartenir à cette catégorie.

Les bailleurs sociaux (OPHLM, OPAC, organismes privés d'habitations à loyer modéré…) sont des organismes publics ou privés recevant des subventions de collectivités publiques, pour construire ou gérer des logements locatifs destinés à des personnes modestes.

Le tarif, applicable au locataire, est fonction de la consolidation des consommations des logements du bailleur social, sur la commune de résidence du locataire de ce dit bailleur.

Un usager pourra faire valoir la facturation de ses consommations de gaz au tarif professionnel (gamme Pi) à une adresse de livraison donnée si l'établissement, au sens de l'INSEE, desservi à l'adresse susdite est assorti d'un numéro SIRET valide.

A l'exclusion des cas visés aux précédents alinéas du présent article, les usagers sont réputés être soumis aux prix de la gamme Ci du présent contrat.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-25-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article 3 Tarifs de fourniture du gaz propane

Les tarifs ci-dessous sont en centimes d'euros hors taxes.

Hondouville

Tarifs au 1er Avril 2024	C1	C2 / C3	P1 / P2 S1 / S2	P3 / S3	P4 / S4
Tarifs de fourniture (cts €/kWh HT)	**9,94**	**8,26**	**8,02**	**7,86**	**7,73**

NB : taux de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A) appliquée : celui en vigueur au moment de la prestation

La décomposition tarifaire de référence est la suivante, en date du 1er avril 2024.

Code variable	Décomposition du tarif	C2
Cd	Coût de distribution	2,89
Csa	Coût de stockage/acheminement	0,42
P	Achat du gaz	3,40
MA	Marge & Autre	0,11
I	Part fixe amortissement	1,44
Tarifs de fourniture (cts €/kWh HT) au 1er avril 2024		**8,26**

NB : taux de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A) appliquée : celui en vigueur au moment de la prestation

Article 4 Tarif des abonnements mensuels

Les tarifs ci-dessous sont en euros hors taxes, en date du 1er avril 2024.

Code Tarif	C1 / C2 / C3 S1 / S2 / S3 / S4	P1 / P2 / P3	P4
Abonnements mensuels	**15,98**	**27,73**	**33,27**

NB : taux de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A) appliquée : celui en vigueur au moment de la prestation

Les abonnements détaillés ci-avant concernent les compteurs de type usuel quel que soit leur débit horaire nominal.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-25-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article 3 Ajout d'une Annexe 3 Bis « Indexation du prix des Services »

Il est expressément stipulé entre les Parties que l'Annexe 3 bis ci-dessous est ajoutée à la Convention signée le 11 juillet 2016.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-25-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article 1 Révision du tarif de fourniture du gaz propane

Le prix du propane, exprimé en $/t sur le marché international, fluctue en fonction des disponibilités de produit, de la conjoncture internationale (géopolitique et économique) ainsi que des conditions climatiques du moment. En conséquence, les références du passé n'ont aucune pertinence pour élaborer les mouvements de l'avenir.
Le prix de la fourniture de gaz sera la résultante de plusieurs facteurs (au nombre de 5) qui évoluent selon des index spécifiques.

a – Fréquence de révision :

Le prix de vente du gaz variera deux fois par an, à intervalles réguliers et fixes de six mois. Les dates d'application des nouveaux barèmes de vente seront les 1er avril et 1er octobre de chaque année.

b – Détermination de la nouvelle valeur des éléments constitutifs du prix :

L'élaboration du barème se fera à J, dernier jour ouvrable du pénultième mois avant sa date d'application.
Les éléments constitutifs du prix sont les suivants :

b.1. Coût de distribution :

Le coût de distribution est indexé sur l'indice TP05a du mois (m-6) publié par l'INSEE sous la référence d'identifiant 001710991 (base 2010). A défaut de publication à la date du calcul, c'est la dernière valeur publiée de l'indice qui sera considérée.

Coût de distribution de la période (s) :

$$\mathbf{Cd_{(S)} = Cd_0 \times (TP05a_{(m-6)} / TP05a_0)}$$

Où:

- $Cd_{(S)}$: nouveau coût de distribution ;
- Cd_0 : coût initial de distribution définit à l'article 3 de l'annexe3 ;
- $TP05a_{(m-6)}$: valeur de l'index national des travaux en souterrains traditionnels du mois (m-6) ;
- $TP05a_o$: index initial du mois d'octobre 2023 : 130,9.

b.2. Coût de stockage et acheminement :

Le coût de stockage et acheminement est indexé sur l'indice CNL Route du deuxième (2ème) trimestre de l'année pour le tarif du 1er octobre et du quatrième (4ème) trimestre pour le tarif du 1er avril de l'année suivante. Cet indice est publié par la Fédération des Entreprises de Transport et Logistique de France. A défaut de publication à la date du calcul, c'est la dernière valeur publiée de l'indice qui sera considérée.

Coût de stockage et acheminement de la période (s) :

$$\mathbf{Csa_{(S)} = Csa_0 \times (CNL\ Route_{(S)} / CNL\ Route_0)}$$

Où:

- $Csa_{(S)}$: nouveau coût de stockage et acheminement ;
- Csa_0 : coût initial de stockage et acheminement définit à l'article 3 de l'annexe 3 ;
- $CNL\ Route_{(S)}$: valeur de l'indice CNL Route publié au titre du deuxième trimestre de l'année où est effectué le calcul de l'actualisation devant intervenir au 1er octobre,
  ou publié au titre du quatrième trimestre de l'année antérieure à celle où est effectué le calcul de l'actualisation devant intervenir au 1er avril ;

Acte rendu exécutoire après dépôt en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-25-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

- CNL Route$_0$: valeur initiale de l'indice CNL Route publié au titre du quatrième trimestre de l'année 2023 (CNL Route$_{(2023/T4)}$) : 267,86.

b.3. Marge & Autre :

Le coût « Marge & Autre » (MA) est indexé sur l'indice TP05a du mois (m-6) publié par l'INSEE sous la référence d'identifiant 001710991 (base 2010). A défaut de publication à la date du calcul, c'est la dernière valeur publiée de l'indice qui sera considérée.

Coût MA de la période (s) :

$$\mathbf{MA_{(S)} = MA_0 \times (TP05a_{(m-6)} / TP05a_0)}$$

Où:

- MA$_{(S)}$: nouvelle valeur du terme Marge & Autre ;
- MA$_0$: coût initial du terme Marge & Autre définit à l'article 3 de l'annexe 3 ;
- TP05a$_{(m-6)}$: valeur de l'index national des travaux en souterrains traditionnels du mois (m-6) ;
- TP05a$_o$: index initial du mois d'octobre 2023 : 130,9.

b.4. Partie fixe - Amortissements :

Le terme « *Partie fixe – Amortissements »* est non indexé. Il représente notamment la part d'amortissement des ouvrages imputée au prix de vente.

b.5. Achat du gaz :

Le prix du produit P$_S$, pour un semestre considéré, est élaboré à partir de la formule suivante :

$$\mathrm{P}s = \left(\sum_{i=1}^{i=6} M_i \div 6 \right) \times Cj \ \div K$$

Où :

- **Ps** : le prix d'achat du gaz pour la période, valeur en €/kWh ;
- **M$_i$** : la moyenne des cotations du marché à terme propane (« swaps ») de chacun des six (6) mois de la période tarifaire concernée, publiés par Petroleum Argus – International LPG Report (réf : Buy Sell Forward Market NWE), à *j* ;
- **c$_J$** : le cours du dollar en euros du jour J : Taux de change (parités quotidiennes) | Banque de France (banque-france.fr) ;
- ***J*** **:** le dernier jour ouvrable du pénultième mois avant sa date d'application du nouveau tarif ;
- **K :** le coefficient de conversion en kWh/tonne, fixé à : 13 830 kWh/tonne de Propane (PCS).

c - Détermination du prix de la fourniture des usagers de la tranche C2 :

Le prix de fourniture, pour la période (S), pour les usagers au tarif de fourniture C2 s'obtient en additionnant l'ensemble des composantes actualisées comme cela est indiqué au 'b' du présent article. Ainsi :

$$\mathbf{F(C2)_{(s)} = Cd_{(S)} + Csa_{(S)} + MA_{(S)} + P_{(S)} + I}$$

d – Détermination du prix de la fourniture des autres tranches des grilles de tarif particulier et professionnel / bâtiments publics :

Le pourcentage d'évolution du prix de la fourniture (F) de la tranche C2 sert de référence à l'évolution des autres tranches de chacune des grilles.

Le prix (F) des autres tranches évolue, pour la période (S), de la manière suivante :

$$F(autre\ tranche)_s = F(autre\ tranche)_0 \times F(C2)_n / F(C2)_0$$

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-25-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Où :

- $F(autre\ tranche)_n$: nouveau prix ;
- $F(autre\ tranche)_0$: prix d'origine ;
- $F(C2)_n$: nouveau prix de la tranche C2 ;
- $F(C2)_0$: prix d'origine de la tranche C2.

e – Clause de modération tarifaire :

Evolution des prix portés dans la grille tarifaire

e.1. Le prix du gaz porté dans la grille tarifaire

Le prix du gaz facturé aux usagers correspond au prix porté dans la grille tarifaire.

e.2. L'indexation des prix de la fourniture portés dans la grille tarifaire

L'indexation des prix portés dans la grille tarifaire sera effectuée au maximum deux (2) fois par an, au 1er avril et au 1er octobre.

L'application des formules d'indexation ne pourra en aucun cas avoir pour effet d'entraîner une variation des prix supérieure à quinze (15)% par rapport à ceux portés dans la grille tarifaire des prix de la fourniture appliqué au semestre précédent, à la hausse comme à la baisse.

e.3. L'ajustement

Toutefois, l'autorité concédante autorise expressément le concessionnaire à procéder, de sa propre initiative et sans que l'autorité concédante ne puisse l'y contraindre, à un ajustement de la grille tarifaire à une valeur inférieure au prix résultant de l'indexation (ci –après l' « Ajustement »).

Le concessionnaire ne pourra pas procéder à plus de deux (2) ajustements consécutifs de sa propre initiative.

Dans le cas où un troisième ajustement serait nécessaire afin de préserver l'intérêt général des usagers, le concessionnaire et l'autorité concédante se rapprocheront afin de définir ensemble le pourcentage de baisse permettant un ajustement de la grille tarifaire à une valeur inférieure au prix résultant de l'indexation, sur accord écrit et préalable des deux parties en y indiquant les motifs.

f – Conditions spécifiques :

La tranche P4 de la grille tarifaire stipule des conditions spécifiques pour les clients professionnels dits « gros consommateurs »
Cette tarification spécifique est subordonnée à la signature d'un contrat d'abonné professionnel « gros consommateurs ». L'ensemble des conditions tarifaires sera négocié directement avec l'abonné professionnel en fonction de ses besoins.

g – Révision tarifaire :

Le concessionnaire pourra proposer à l'autorité concédante toutes autres modifications tarifaires qu'il estimera nécessaires pour la bonne exécution de la convention de concession pendant la durée de cette dernière.
Ces modifications tarifaires n'interviendront qu'après accord exprès des deux parties, régularisé par avenant.

Article 2 Révision du tarif des abonnement

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-25-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2.1 Calcul du coefficient de révision

Le montant des abonnements sera révisé annuellement, le 1er avril, selon la formule définie ci-dessous. Le concessionnaire transmettra la nouvelle grille de prix à l'autorité concédante préalablement à son entrée en application.

$$R = 0{,}19 + 0{,}27\ (TP05a_{m-6} / TP05a_0) + 0{,}27\ (X_{m-6} / X_0) + 0{,}27\ (Y_{m-6} / Y_0)$$

Avec :

- R : coefficient d'actualisation (ou coefficient de révision) ;
- $TP05a_{m-6}$: valeur de l'index national des travaux en souterrains traditionnels du mois d'octobre de l'année précédente publié par l'INSEE sous l'identifiant 001710991 (base 2010) ;
- $TP05a_0$: valeur initiale de l'index (avril 2022) : 126,2 ;
- X_{m-6} : valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail – tous salariés – Industries mécaniques et électriques du mois d'octobre de l'année précédente, publiée par l'INSEE (identifiant : 001565183) ;
- X_0 : valeur de l'indice mensuels du coût horaire du travail – tous salariés – Industries mécaniques et électriques du mois d'octobre 2021 : 128,8, publiée dans le bulletin mensuel de statistique de l'INSEE (identifiant de la série : 001565183) ;
- Y_{m-6} : valeur de l'indice mensuel du coût du travail - tous salariés – Services principalement rendus aux entreprises d'octobre de l'année précédente, publiée par l'INSEE (identifiant : 001565196) ;
- Y_0 : valeur de l'indice mensuel du coût du travail - tous salariés – Services principalement rendus aux entreprises de septembre 2021 : 123,2, publiée par l'INSEE (identifiant de la série : 001565196) ;
- m : mois d'application du nouveau prix ;

2.2 Application du coefficient de révision

Le coefficient de révision déterminé à l'article de 2.1 de la présente annexe servira au calcul du tarif des abonnements applicable à compter du 1er de chaque année, en faisant usage de la formule suivante :

$$P = P_0 \times R$$

Avec :

- P : nouvelle valeur de l'abonnement mensuel applicable aux usagers d'une catégorie et d'un niveau de consommation donnés ;
- P_0 : valeur initiale de l'abonnement mensuel au 1er avril 2023 (Valeur d'origine des tarifs d'Abonnement Antargaz) applicable aux usagers de la même catégorie et d'un même niveau de consommation que celui visé au tiret précédent ;

Tarif au 1er avril 2023	**C1 / C2 / C3 S1 / S2 / S3 / S4**	**P1 / P2 / P3**	**P4**
Abonnements mensuels	**15,17**	**26,33**	**31,59**

- R : coefficient d'actualisation (ou coefficient de révision) déterminé par l'article 2.1 de la présente annexe.

Le concessionnaire informe l'autorité concédante du changement tarifaire dans les quinze jours à compter du 1er mars ou du 1er septembre en fonction de la date de mise à jour des grilles tarifaire (1er avril ou 1er octobre).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-25-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article 4 Modification apportée à l'annexe 4 « catalogue des prestations » de la Convention

Il est expressément stipulé entre les Parties que le Catalogue des Prestations de la Convention du 11 juillet 2016 constituant son Annexe 4 est purement et simplement remplacé par ce qui suit.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-25-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Préambule

Ce catalogue présente les prestations ouvertes aux usagers en distribution de gaz propane.

La date d'effet de la présente version est au 1er avril 2024.

Les standards de réalisation sont, en général, exprimés en jours ouvrés. Ils correspondent alors au délai de réalisation de la prestation observé sur le terrain.

Les jours ouvrés vont du lundi au vendredi, hors jours fériés.

Ce catalogue distingue :

- les prestations de base incluses dans les tarifs d'abonnement et de fourniture de gaz,
- les prestations les plus fréquentes commandées à l'unité et facturées à l'acte,
- les prestations récurrentes, c'est-à-dire régulièrement réalisées par concessionnaire consécutivement à une unique demande (commande) initiale exprimée par l'usager.

Les prestations (travaux, actes…) ne figurant pas au présent catalogue sont réalisées et facturées sur devis préalablement accepté par leur demandeur.

Les prestations facturées à l'acte, sauf exception, ne comprennent pas la fourniture des matériels lorsque ces derniers peuvent être apportés ou mis à disposition par le demandeur.

Les prix sont exprimés en euros hors taxes.

Les prestations facturées à l'acte sont facturées en sus du service de base. Elles sont réalisées dans les heures ouvrables (définies localement) et pendant les jours ouvrés (du lundi au vendredi, hors jours fériés).

Les prestations facturées peuvent être commandées auprès du service client du concessionnaire ouvert du lundi au vendredi, hors jours fériés, entre 8h00 et 18h00.

Les prix des prestations s'entendent aux conditions économiques de 2022. Ils sont réévalués annuellement le 1er avril selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times R$$

avec :

$$R = 0{,}19 + 0.27\,(TP05a_{m-6} / TP05a_{0}) + 0{,}27\,(X_{m-6} / X_{0}) + 0{,}27\,(Y_{m-6} / Y_{0})$$

- P = prix actualisé de la prestation
- P_0 = prix de référence de la prestation (valeur avril 2022)
- R = coefficient d'actualisation
- $TP05a_{m-6}$ = valeur de l'index national des travaux en souterrains traditionnels du mois d'octobre de l'année précédente, publiés dans le bulletin mensuel de statistique de l'INSEE (Série 001710991).
- $TP05a_0$ = index initial du mois d'octobre 2021, soit 118,8 la valeur publiée par l'INSEE
- X_{m-6} = indices mensuels INSEE du coût horaire du travail – tous salariés – Industries mécaniques et électriques du mois d'octobre de l'année précédente, publiés dans le bulletin mensuel de statistique de l'INSEE (Série 001565183).
- X_0 = indices mensuels INSEE du coût horaire du travail – tous salariés – Industries mécaniques et électriques du mois d'octobre 2021, soit 128,8 la valeur publiée par l'INSEE.
- Y_{m-6} = indices mensuels INSEE du coût du travail - tous salariés – Services principalement rendus aux entreprises d'octobre de l'année précédente, publiés dans le bulletin mensuel de statistique de l'INSEE (Série 001565196).
- Y_0 = indices mensuels INSEE du coût du travail - tous salariés – Services principalement rendus aux entreprises du mois de septembre 2021, soit 123,2 la valeur publiée par l'INSEE.
- m = mois d'application du nouveau prix.

Si le concessionnaire ne respecte pas l'un des engagements du catalogue des prestations, il est astreint à un dédommagement adressé à l'usager sur simple demande de sa part.

SOMMAIRE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-25-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

1 - PRESTATIONS DE BASE (INCLUSE DANS LE TARIF D'ACHEMINEMENT) 15

1.1 - ANNONCE PASSAGE RELEVEUR (suite à absence) 15

1.2 - AUTO RELEVE SUITE A ABSENCE AU RELEVE CYCLIQUE 15

1.3 - CONTINUITE DE L'ACHEMINEMENT ET DE LA LIVRAISON 15

1.4 - INFORMATION COUPURE 16

1.5 - INTERVENTION DE DEPANNAGE ET DE REPARATION 16

1.6 - INTERVENTION DE SECURITE 16

1.7 - MISE HORS SERVICE (MHS) 17

1.8 - NUMERO DE SECURITE 24h/24) 17

1.9 - RELEVE CYCLIQUE 17

1.10 - PRISE DE RENDEZ-VOUS TELEPHONIQUE GAZ 18

1.11 - VERIFICATION PERIODIQUE DE L'ETALONNAGE DES COMPTEURS ET DES CONVERTISSEURS . 18

2 - PRESTATIONS FACTUREES A L'ACTE 20

2.1 - MISE EN SERVICE 20

2.1.1 - MISE EN SERVICE sans déplacement 20

2.1.2 - MISE EN SERVICE avec déplacement 20

2.2 - COUPURE ET RETABLISSEMENT POUR TRAVAUX 21

2.2.1 – VEROUILLAGE DU COMPTEUR POUR TRAVAUX 21

2.2.2 - COUPURE AVEC DEPOSE POUR TRAVAUX 21

2.2.3 - RETABLISSEMENT SUITE COUPURE POUR TRAVAUX 22

2.3 – INTERVENTION POUR IMPAYES 22

2.3.1 - COUPURE POUR IMPAYE 22

2.3.2 - RETABLISSEMENT SUITE A COUPURE POUR IMPAYE 23

2.4 - RELEVE SPECIAL ET TRANSMISSION DES DONNEES DE RELEVE 23

2.4.1 - RELEVE SPECIAL 23

2.4.2 - VERIFICATION DES DONNEES DE COMPTAGE SANS DEPLACEMENT 24

2.5 – VERIFICATION DES APPAREILS DE COMPTAGE 24

2.5.1 - CONTROLE VISUEL DU COMPTAGE 24

2.5.2 - CHANGEMENT DE COMPTEUR GAZ 25

2.5.3 – DEMANDE DE VERIFICATION DE L'ETALONNAGE DU COMPTEUR 25

2.5.4 - CHANGEMENT DE COFFRET OU DE PORTE DE COFFRET 26

2.5.5 – LOCATION MATERIEL / POSTE 27

2.6 - ANALYSE TECHNIQUE 28

2.6.1 - ETUDE TECHNIQUE 28

2.7 - RACCORDEMENT 28

2.7.1 - REALISATION DE RACCORDEMENT 28

2.8 - AUTRES PRESTATIONS 29

2.8.1 - DEPLACEMENT SANS POSSIBILITE DE REALISER LES ACTES L'AYANT MOTIVE 29

2.8.2 - FRAIS DE DEDIT POUR ANNULATION TARDIVE AVANT INTERVENTION PROGRAMMEE 29

2.8.3 - FRAIS LIES AU DEPLACEMENT D'UN AGENT ASSERMENTE 30

2.8.4 - DEFAUT DE REGLEMENT 30

3 – ACTUALISATION DES TARIFS AU 1ER AVRIL 2024 31

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-25-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

1 - PRESTATIONS DE BASE (incluse dans le tarif d'acheminement)

1.1 - ANNONCE PASSAGE RELEVEUR (suite à absence)

Accès à la prestation :

Cette prestation, qui relève de l'initiative du concessionnaire, ne requiert pas de demande spécifique de l'usager.

Description :

Lors d'une relève, en cas de compteur inaccessible, le prestataire chargé de la relève laisse un avis de passage dans la boîte aux lettres. Un deuxième (2ème) passage est prévu sous 48h maximum.

Standard de réalisation :

Modalités de mise en œuvre adaptées à l'environnement local.

1.2 - AUTO RELEVE SUITE A ABSENCE AU RELEVE CYCLIQUE

Accès à la prestation :

Cette prestation, qui relève de l'initiative du concessionnaire, ne requiert pas de demande spécifique de l'usager.

Description :

Relevé de l'index du compteur par l'usager et transmission de la valeur relevée aux services du concessionnaire.

Standard de réalisation :

Si l'index du compteur est inaccessible et si l'usager est absent lors du deuxième passage du releveur, l'usager peut communiquer lui-même son index. L'usager peut communiquer son index en contactant le service client au 0 974.751.751. L'usager peut également communiquer son relevé sur son espace client.

Remarque : Il faut que le concessionnaire (ou le prestaire qu'il a désigné à cet effet) accède au moins une fois par an au compteur. Si l'index n'a pas été accessible au moins une fois au cours des 12 mois précédents, l'usager doit accepter un relevé hors tournée et facturé (cf. 2.4.1 – relevé spécial).

1.3 - CONTINUITE DE L'ACHEMINEMENT ET DE LA LIVRAISON

Accès à la prestation :

Cette prestation ne requiert pas de demande spécifique de l'usager.

Description :

Assurer la continuité de l'acheminement et de la livraison même dans les situations suivantes :

- Hiver froid tel qu'il s'en produit statistiquement un tous les cinquante ans,
- Température extrêmement basse pendant une période de trois jours consécutifs telle qu'il s'en produit statistiquement une tous les cinquante ans (article R121-8 du code de l'énergie).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-25-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

1.4 - INFORMATION COUPURE

Accès à la prestation :

Cette prestation qui relève de l'initiative du concessionnaire ne requiert pas de demande spécifique de l'usager.

Description :

L'usager est informé d'une interruption de service lors de l'inspection périodique (IP) du réseau concédé.

Un courrier est adressé par la poste à tous les usagers 10 jours avant la date prévue.

Références réglementaires :

Article R121-12 du code de l'énergie.

1.5 - INTERVENTION DE DEPANNAGE ET DE REPARATION

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par l'usager.

Modalités :

L'usager appelle le numéro de Sécurité Antargaz : 0 801 01 07 07.

Description :

Déplacement en cas de manque de gaz ou bruit anormal notamment.

Cause liée au réseau ou à un équipement, sous la responsabilité du concessionnaire en amont du comptage (y compris compteur, à l'exception des colonnes montantes) :

- *dépannage (provisoire) ou réparation (définitive) prise en charge des coûts par le concessionnaire.*

Cause liée à un équipement sous la responsabilité de l'usager en aval du comptage :

- *mise en sécurité.*

Standard de réalisation :

Premier déplacement, chez l'usager dans les 4 (quatre) heures qui suivent l'appel, sauf délai plus long convenu avec l'usager.

1.6 - INTERVENTION DE SECURITE

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par l'usager ou par un tiers.

Modalités :

L'usager, ou le tiers, appelle le numéro de Sécurité Antargaz (0 801 01 07 07) lorsqu'une situation de danger est suspectée.

Description :

Intervention du concessionnaire en cas d'odeur de gaz, d'incendie ou d'explosion, de baisse ou d'excès de pression.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-25-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Références réglementaires :

Arrêté du 13 juillet 2000 portant règlement de sécurité de la distribution de gaz combustible par canalisations.

Standard de réalisation :

Déplacement à tout moment, sur les lieux mentionnés par l'appel et dans un délai ne pouvant excéder 1h00 dans les conditions fixées par l'arrêté du 13 juillet 2000 et par son cahier des charges d'application pour les interventions de sécurité (RSDG 9 de l'AFG dans sa dernière version en vigueur).

1.7 - MISE HORS SERVICE (MHS)

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par l'usager.

Modalités :

L'usager appelle le service client au 0 974.751.751 ou peut adresser un courrier à :

Antargaz – Tours Thiers – 4, rue Piroux 54000 NANCY.

Description :

Mise hors service de l'installation avec fermeture et plombage du robinet compteur, relevé de l'index de clôture.

Standard de réalisation :

5 jours ouvrés. Le concessionnaire intervient aux dates et heures convenues d'un commun accord avec l'usager.

1.8 - NUMERO DE SECURITE 24h/24)

Accès à la prestation :

Cette prestation ne requiert pas de demande spécifique.

Description :

Mise à disposition d'un numéro d'urgence 0 801 01 07 07 accessible 24h/24, visible sur les factures ou l'annuaire téléphonique ou sur la façade de chaque coffre de branchement.

Références réglementaires :

Arrêté du 13 juillet 2000 portant règlement de sécurité de la distribution de gaz combustible par canalisations.

1.9 - RELEVE CYCLIQUE

Accès à la prestation :

Cette prestation qui relève de l'initiative du concessionnaire ne requiert pas de demande spécifique de l'usager.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-25-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Description :

Le relevé de compteur est effectué par le concessionnaire, ou par un prestataire qu'il désigne, avec une fréquence semestrielle.

1.10 - PRISE DE RENDEZ-VOUS TELEPHONIQUE GAZ

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager ou un tiers.

Modalités :

L'usager appelle le service client au 0 974.751.751 ou peut adresser un courrier à :

Antargaz – Tours Thiers – 4, rue Piroux 54000 NANCY.

Un tiers peut également contacter le service client ou adresser une fiche contact en passant par le site internet : antargaz.com.

Description :

La prise de rendez-vous pourra se faire via le service client pour une étude, sans déplacement de technicien.

La prestation concerne aussi les demandes de raccordements, les déplacements d'ouvrages et autres opérations techniques nécessitant une étude.

Standard de réalisation :

A la suite de l'appel de l'usager ou du tiers, le concessionnaire s'engage à le rappeler sous 5 jours ouvrés et à lui proposer un rendez-vous sur place au plus tard dans un délai de 15 jours ouvrés.

1.11 - VERIFICATION PERIODIQUE DE L'ETALONNAGE DES COMPTEURS ET DES CONVERTISSEURS

Accès à la prestation :

Cette prestation qui relève de l'initiative du concessionnaire ne requiert pas de demande spécifique de l'usager.

Description :

Le concessionnaire confie à un laboratoire agréé la vérification périodique de l'étalonnage (VPE) du compteur et de ses éventuels accessoires afin qu'il vérifie la justesse du dispositif de mesure des quantités de gaz livrées.

La prestation comprend l'interruption de la fourniture, la dépose du compteur (et de ses éventuels accessoires), la vérification de l'étalonnage, la repose et la remise en service du compteur.

La prestation comprend également la mise en place d'un compteur provisoire durant la période de vérification.

Pour les branchements disposant d'un compteur permettent des débits maximums inférieurs ou égaux à 16 m^3/h : le concessionnaire remplace le compteur installé par un compteur dont l'étalonnage a été préalablement vérifié.

Références réglementaires :

Décret n°2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure (modifié par décret n° 2016-769 du 9 juin 2016 relatif aux instruments de mesure) - arrêté du 21 octobre 2010 relatif aux compteurs de gaz combustible (modifié par arrêté du 2 novembre 2016 relatif aux instruments de mesure).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-25-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2 - PRESTATIONS FACTUREES A L'ACTE

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-25-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2.1 - MISE EN SERVICE

2.1.1 - MISE EN SERVICE sans déplacement
Accès à la prestation : Cette prestation est demandée au concessionnaire par un tiers souhaitant devenir usager du service public.
Modalités : Le demandeur appelle le service client au 0 974.751.751.ou adresse un courrier à : Antargaz – Tours Thiers – 4, rue Piroux 54000 NANCY.
Description : Acte effectué lors de l'arrivée d'un occupant dans un local déjà desservi en gaz pour lequel l'énergie est disponible dans le local. Cette prestation consiste à rattacher le point de livraison au nouvel usager avec prise en compte d'un index transmis par celui-ci.
Standard de réalisation : Lors de l'appel du demandeur au service client, après avoir rassemblé toutes les données (adresse, nom, index, adresse mail, RIB), le service client envoie par mail un lien afin que l'usager remplisse et signe son contrat. Dès lors que toutes les parties sont correctement renseignées et vérifiées en retour par le service client, la mise en service est effective au maximum 48h après son envoi. Cette prestation peut également être demandée par courrier. La mise en service sera réalisée dans les 48 heures ouvrés suivant la réception, par le service client du concessionnaire, de l'ensemble des pièces et renseignements nécessaires listés ci-dessus à l'exception de l'adresse mail de l'usager.
Prix *17,15 € HT*

2.1.2 - MISE EN SERVICE avec déplacement
Accès à la prestation : Cette prestation est demandée au concessionnaire par un tiers demandeur de son rattachement au service public.
Modalités : Après que le demandeur a souscrit son contrat et adressé son certificat de conformité réglementaire, le concessionnaire mandate un prestataire afin qu'il intervienne, au plus tard dans les 48h, pour réaliser la mise en service effective.
Description : • Acte effectué lors de l'arrivée d'un occupant dans un local déjà desservi en gaz dont l'installation est hors service depuis plus de 6 mois ; • ou acte effectué lors de la première desserte en gaz d'un local nouvellement raccordé (première mise en service).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-25-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Standard de réalisation : Prestation réalisée dans un délai de 48h (sous réserve de la présentation des certificats de conformité réglementaires et du règlement du solde des travaux le cas échéant). Le concessionnaire propose des rendez-vous dans une plage de 2 heures.
Prix *50,25 € HT*

2.2 - COUPURE ET RETABLISSEMENT POUR TRAVAUX

2.2.1 – VEROUILLAGE DU COMPTEUR POUR TRAVAUX
Accès à la prestation : Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager.
Modalités : L'usager appelle le service client au 0 974.751.751 et demande le verrouillage de son compteur pour une période déterminée.
Description : Le verrouillage du compteur est réalisé en fonction de la faisabilité technique du site. Il comprend en général la fermeture du robinet avec plombage de l'installation. Il implique l'interruption de livraison. Dans le cas d'une modification de l'installation intérieur ou d'un changement de matériel, un nouveau certificat de conformité de l'installation gazière (CCIG) sera demandé lors de la remise en service de l'installation.
Standard de réalisation : 21 jours ouvrés.
Prix *98,93 € HT*

2.2.2 - COUPURE AVEC DEPOSE POUR TRAVAUX
Accès à la prestation : Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager.
Modalités : L'usager appelle le service client au 0 974.751.751 et demande la dépose de son compteur pour une période déterminée.
Description : La coupure avec dépose comprend en général la fermeture du robinet, la dépose du compteur et, pour un poste de détente /comptage, la pose de voiles.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-25-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Elle implique l'interruption de livraison, mais pas le détachement contractuel.

Dans le cas d'une modification de l'installation intérieur ou d'un changement de matériel, un nouveau certificat de conformité de l'installation gazière (CCIG) sera demandé lors de la remise en service de l'installation.

Standard de réalisation :

21 jours ouvrés

Prix

111,96 € HT

2.2.3 - RETABLISSEMENT SUITE COUPURE POUR TRAVAUX

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager.

Modalités :

L'usager appelle le service client au 0 974.751.751 et l'informe de son souhait de rétablissement de l'alimentation en gaz de son installation.

Dans le cas d'une modification de l'installation intérieur ou d'un changement de matériel, un nouveau certificat de conformité de l'installation gazière (CCIG) sera demandé lors de la remise en service de l'installation.

Description :

Rétablissement de l'alimentation en gaz suite à une coupure pour travaux demandée par l'usager sans ou avec repose des appareils.

Standard de réalisation :

5 jours ouvrés.

Prix

Rétablissement sans repose des appareils : *98,93 € HT*

Rétablissement avec repose des appareils : 111,96 *€ HT*

2.3 – INTERVENTION POUR IMPAYES

2.3.1 - COUPURE POUR IMPAYE

Accès à la prestation :

Cette prestation est générée par le concessionnaire.

Modalités :

Le concessionnaire procède à la coupure du gaz pour impayé lorsqu'aucun accord n'est proposé par l'usager sur le paiement de sa dette. Le concessionnaire procède préalablement à un appel téléphonique, puis à des relances écrites avec accusé de réception.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-25-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Description :

Intervention comprenant le déplacement, le relevé d'index, la fermeture et le plombage du robinet, sans dépose du compteur. Elle est effectuée par le concessionnaire dans le respect de la loi, notamment des obligations de service public.

Pour les usagers qui apportent la preuve d'une aide du fond solidarité logement perçue au cours des 12 derniers mois, la coupure ne sera pas effective entre le 1er novembre et le 31 mars.

Le concessionnaire évite de programmer des coupures après 15 h ou les veilles de week-end et de jours fériés.

Standard de réalisation :

10 jours ouvrés.

Prix

98,93 € HT

2.3.2 - RETABLISSEMENT SUITE A COUPURE POUR IMPAYE

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par l'usager.

Modalités :

L'usager contacte le service client au 0 974.751.751 afin de convenir ensemble des modalités de remboursement de sa dette. Le concessionnaire procède alors au rétablissement de l'alimentation gaz.

Description :

Intervention comprenant le déplacement, le rétablissement de l'alimentation gaz suite à une coupure pour impayé.

Standard de réalisation :

48h

Prix

50,25 € HT

2.4 - RELEVE SPECIAL ET TRANSMISSION DES DONNEES DE RELEVE

2.4.1 - RELEVE SPECIAL

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par l'usager ou effectuée par le concessionnaire lorsque le compteur de l'usager n'a pu être relevé au cours des 12 mois précédents.

Modalités :

L'usager peut contacter le service client au 0 974.751.751 afin de faire procéder à une relève spéciale (en dehors des 2 relèves prévues par Antargaz).

Accusé de réception préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-25-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Ou le concessionnaire procède à une prise de rendez-vous avec l'usager dont le compteur est inaccessible depuis plus d'un an et au déplacement d'un membre de son personnel de afin de procéder à une relève physique du compteur.
Description : La prestation comprend le déplacement d'un membre du personnel du concessionnaire, ou d'un de ses prestataires, et, s'il s'agit de pallier des absences répétée à la relève cyclique, une prise de rendez-vous avec l'usager.
Standard de réalisation : 10 jours ouvrés.
Prix *98,93 € HT* (Prestation non facturée si elle fait suite à une contestation de l'usager sur la lecture d'index et que le relevé spécial fait apparaître une erreur imputable au concessionnaire).

2.4.2 - VERIFICATION DES DONNEES DE COMPTAGE SANS DEPLACEMENT
Accès à la prestation : Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager.
Modalités : L'usager contacte le service client au 0 974.751.751.
Description : Le concessionnaire procède au contrôle dans l'application de relevé de la vraisemblance d'une donnée transmise (index et quantité calculée).
Standard de réalisation : 5 jours ouvrés.
Prix *17,15 € HT* • (Prestation non facturée s'il est procédé à une rectification d'index)

2.5 – VERIFICATION DES APPAREILS DE COMPTAGE

2.5.1 - CONTROLE VISUEL DU COMPTAGE
Accès à la prestation : Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager.
Modalités : L'usager contacte le service client au 0 974.751.751 pour convenir ensemble du jour de réalisation de la prestation (intervention sur site d'un technicien).

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-25-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Description :

Intervention réalisée à la demande de l'usager comprenant le déplacement d'un personnel qualifié du concessionnaire ou d'un prestataire qu'il aura désigné et le contrôle visuel du fonctionnement de l'appareil de comptage.

Standard de réalisation :

10 jours ouvrés.

Prix

98,93 € HT

Intervention non facturée si défaut constaté

2.5.2 - CHANGEMENT DE COMPTEUR GAZ

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager.

Modalités :

L'usager contacte le service client au 0 974.751.751 pour convenir du jour d'intervention.

Description :

Changement de compteur hors renouvellement, sans modification de calibre, notamment consécutivement à sa détérioration du fait de l'usager.

Les adaptations éventuelles du poste de livraison seront facturées en supplément (exemple : modification des entraxes de fixation).

Standard de réalisation :

5 jours ouvrés pour les compteurs dont le débit est inférieur ou égal à 16 m^3/h et en fonction de la disponibilité du matériel pour les compteurs d'un débit supérieur à 16 m^3/h.

Prix :

- Pour un compteur dont le débit est inférieur ou égal à 16 m^3/h : 98,93 € HT plus fourniture du compteur (45 € HT en 2022).
- Pour un compteur dont le débit est supérieur à 16 m^3/h : sur devis au coût réel.

2.5.3 – DEMANDE DE VERIFICATION DE L'ETALONNAGE DU COMPTEUR

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager.

Modalités :

L'usager exprime sa demande auprès du service client au 0°974.751.751 ou par voie postale à l'adresse suivante :

Antargaz – Tours Thiers – 4, rue Piroux 54000 NANCY.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-25-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Description :

Le concessionnaire procède :

- à la dépose du compteur dont l'usager souhaite la vérification des qualités métrologiques,
- à la mise en place si nécessaire d'un compteur provisoire,
- à la transmission du compteur déposé à une entreprise ou organisme agréé pour procédé à la vérification de l'étalonnage de l'équipement déposé,
- à la repose du compteur après sa vérification s'il est avéré correctement étalonné, ou à la pose d'un nouveau compteur si la vérification a conduit à établir un biais métrologique.

Standard de réalisation :

Sous 5 jours ouvrés après l'expression de la demande auprès du service client :

- Dépose du compteur et pose, le cas échéant, d'un compteur provisoire ou de remplacement.

Demande par le concessionnaire d'un devis de vérification à une entreprise ou organisme agréé (l'usager pouvant lui-même formuler une demande de devis de vérification à une entreprise ou un organisme agréé).

Adressage, par le concessionnaire, du compteur au prestataire de vérification retenu par l'usager.

Repose du compteur vérifié ou de remplacement de celui-ci dans les 20 jours ouvrés suivant la prestation de vérification et la réception du compte rendu établit par l'entreprise ou de l'organisme vérificateur.

Prix :

Si la défaillance du compteur n'est pas avérée :

Dépose et repose du compteur et fourniture d'un compteur provisoire : 197,86 € HT.

\+ prestation de vérification du montant du devis accepté par l'usager (avant l'envoi du compteur) si l'organisme vérificateur retenu par l'usager est celui proposé par le concessionnaire.

Si la défaillance du compteur est avérée : la prestation n'est pas facturée.

Le cas échéant, les frais d'huissier sont à la charge de la partie qui en fait la demande, quel que soit le résultat du contrôle.

2.5.4 - CHANGEMENT DE COFFRET OU DE PORTE DE COFFRET

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager ou par un tiers.

Modalités :

Le demandeur contacte le service client au 0 974.751.751 pour l'informer du défaut ou du changement à effectuer.

Description :

La prestation comprend le déplacement d'un technicien qualifié, le remplacement effectif, la fourniture du coffret ou de la porte ainsi que celle du petit matériel nécessaire.

Standard de réalisation :

Le délai de réalisation de la prestation est fonction de la disponibilité du matériel à remplacer et / ou du délai de son approvisionnement.

Prix :

Sur devis au coût réel, facturé au demandeur si sa responsabilité est engagée.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-25-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2.5.5 – LOCATION MATERIEL / POSTE

Accès à la prestation :

Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager.

Cette prestation est applicable si les postes de détente (poste de livraison client) et les compteurs ne sont pas des biens concédés.

Modalités :

Le demandeur contacte le service client au 0°974.751.751 pour faire la demande de location et de pose des matériels requis à son alimentation en gaz.

Description :

Mise à disposition d'un poste de détente comptage d'un débit supérieur à 16 m^3/h.

La prestation comprend l'enveloppe, le détenteur, le compteur et les différents accessoires de pose.

Standard de réalisation :

Le délai de réalisation de la prestation est celui de la réalisation des travaux, il est aussi fonction de la disponibilité des matériels requis et/ou de leur délai d'approvisionnement.

Le concessionnaire convient avec l'usager de la planification de la mise en place des matériels loués.

Prix :

- La mise en place du matériel loué : sur devis au coût réel préalablement accepté.
- Le prix mensuel de location du matériel loué est présenté, justifié et détaillé à l'usager demandeur préalablement à son installation.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-25-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2.6 - ANALYSE TECHNIQUE

2.6.1 - ETUDE TECHNIQUE
Accès à la prestation : Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager ou un tiers
Modalités : L'usager contacte le service client au 0 974.751.751 afin de convenir ensemble des modalités du projet.
Description : Prestation pour étude d'un nouveau raccordement ou d'une modification ou du déplacement d'un branchement gaz existant.
Standard de réalisation : Le standard de réalisation ne s'applique qu'au premier devis qui est envoyé : • dans les 10 jours ouvrés. Le devis résultant, le cas échéant, de l'étude précise le délai de réalisation des travaux à envisager.
Prix Première étude non facturée. Les études suivantes sont facturées directement à l'attention du demandeur : *98,93 € HT* sans déplacement et *197,86 € HT* avec déplacement

2.7 - RACCORDEMENT

2.7.1 - REALISATION DE RACCORDEMENT
Accès à la prestation : Cette prestation est demandée au concessionnaire par un usager ou un tiers.
Modalités : Le demandeur contacte le service client au 0 974.751.751 pour communiquer les informations dans le but de convenir d'un rendez-vous avec un commercial. Une fois les informations transmises, un nouveau contact avec le demandeur est réalisé afin de convenir d'un rendez-vous sur place pour étudier le projet.
Description : Le raccordement est constitué par un branchement et éventuellement une extension. Le branchement désigne l'ouvrage assurant la liaison entre la canalisation de distribution publique au droit de la parcelle à desservir jusqu'au coffret ou poste implanté en limite de domaine public. L'extension désigne la portion supplémentaire de canalisation de distribution publique à construire, le cas échéant, depuis sa localisation au moment de la demande jusqu'au droit du point d'alimentation de la parcelle à desservir. La prestation forfaitaire de raccordement comprend **:** - La fourniture et la mise en place du coffret de comptage et de son socle (hors encastrement éventuel du coffret), - La réalisation de la tranchée, de son remblaiement et de sa réfection dans la limite de 12 mètres pour le branchement. Si la tranchée doit être prolongée au-delà, les coûts supplémentaires sont à la charge du demandeur et s'ajoutent au prix forfaitaire mentionné ci-dessous. - La fourniture et la pose du compteur ainsi que de la détente, lors de la mise en service.

Accusé de réception préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-25-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

En cas d'extension du réseau de distribution, une étude sera réalisée conformément à l'annexe 2 du contrat de concession.

Le raccordement est proposé sous réserve d'obtention des autorisations administratives. Sa conception et son exploitation répondent aux prescriptions techniques du concessionnaire relatives à la loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 et au décret n° 2004-555 du 15 juin 2004. Il est soumis à la signature d'une offre de raccordement avec le concessionnaire ou à l'acceptation d'un devis.

Standard de réalisation :

Le délai standard de réalisation est de 3 mois, à compter de la signature de l'offre de raccordement ou du devis, l'obtention des autorisations administratives et la réalisation le cas échéant des travaux préalables à la charge du demandeur.

Prix du raccordement : 2744,93 *€ HT*

Forfait encastrement (dans un mur ou muret) : *199,91 € HT*

La prestation est facturée directement au demandeur.

2.8 - AUTRES PRESTATIONS

2.8.1 - DEPLACEMENT SANS POSSIBILITE DE REALISER LES ACTES L'AYANT MOTIVE

Accès à la prestation :

Cette prestation est effectuée à l'initiative du concessionnaire.

Description :

Non-exécution d'une intervention programmée en concertation avec l'usager (pour pose de compteur, relevé spécial, etc.) par le fait de l'usager (absence au rendez-vous).

Prix

98,93 € HT

2.8.2 - FRAIS DE DEDIT POUR ANNULATION TARDIVE AVANT INTERVENTION PROGRAMMEE

Accès à la prestation :

Cette prestation est effectuée à l'initiative du concessionnaire.

Description :

Annulation tardive de la part de l'usager d'une intervention programmée moins de 48 heures avant l'heure du rendez-vous fixé pour sa réalisation**.**

Prix :

Frais à la charge de l'usager : 32,98 *€ HT*

Reçu à la préfecture
Publié le
ID : 032210743-20240601-2024-C-25-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2.8.3 - FRAIS LIES AU DEPLACEMENT D'UN AGENT ASSERMENTE
Accès à la prestation : Cette prestation est effectuée à l'initiative du concessionnaire.
Description : Déplacement d'un agent assermenté pour constater une fraude avérée et/ou établir le procès-verbal d'une situation donnée.
Prix *527,63 € HT*

2.8.4 - DEFAUT DE REGLEMENT
Accès à la prestation : Cette prestation est effectuée à l'initiative du concessionnaire.
Description : Défaut de règlement de la part du demandeur (usager ou tiers) d'une prestation déjà réalisée. Prestation applicable pour un défaut de paiement de plus de 60 jours à compter de la date limite de paiement portée sur la facture restant impayée.
Prix *22,42 € HT* + pénalités de 1,5 fois le taux d'intérêt légal appliqué à l'encours des sommes dues.

3 – ACTUALISATION DES TARIFS au 1er avril 2024

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-25-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

antargaz energies

PRESTATIONS FACTUREES A L'ACTE

Référence catalogue Propane	PRESTATION	REF.	01/04/2022 Prix	01/04/2024 Prix
2.1.1	Mise en service sans déplacement	MES-01	15,98	17,15
2.1.2	Mise en service avec déplacement	MES-02	46,82	50,25
2.2.1	Vérouillage du Compteur pour Travaux	MHS-02	92,17	98,93
2.2.2	Coupure avec dépose pour travaux	MHS-03	104,31	111,96
2.2.3	Rétablissement suite coupure pour travaux, sans repose	MES-03	92,17	98,93
	Rétablissement suite coupure pour travaux, avec repose	MES-04	104,31	111,96
2.3.1	Coupure pour impayé	MHS-04	92,17	98,93
2.3.2	Rétablissement suite à coupure pour impayé	MES-05	46,82	50,25
2.4.1	Relevé spécial	CPT-01	92,17	98,93
2.4.2	Vérification des données de comptage sans déplacement	CPT-02	15,98	17,15
2.5.1	Contrôle visuel du comptage	CPT-03	92,17	98,93
2.5.2	Changement de compteur gaz	CPT-04	devis	devis
2.5.3	Demande de Vérification de l'Etalonnage du Compteur	CPT-05	184,34	197,86
2.5.4	Changement de coffret ou de porte de coffret	CPT-06	devis	devis
2.5.5	Location matériel / Poste	CPT-07	devis	devis
2.6.1	Etude technique sans déplacement	ETU-01	92,17	98,93
	Etude technique avec déplacement	ETU-02	184,34	197,86
2.7.1	Réalisation de Raccordement	RAC-01	2 557,41	2 744,93
	Forfait encastrement	RAC-02	186,25	199,91
2.8.1	Déplacement sans possibilité de réaliser les Actes l'ayant motivé	ADM-01	92,17	98,93
2.8.2	Frais de dédit pour annulation tardive avant intervention programmée	ADM-02	30,72	32,98
2.8.3	Frais liés au déplacement d'un agent assermenté	ADM-03	491,59	527,63
2.8.4	Défaut de règlement (+pénalités de 1,5 fois le taux d'intérêt légal appliqué à l'encours des sommes dues)	ADM-04	20,89	22,42

Coefficient d'actualisation R		**1,0706**

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-25-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

ARTICLE 5 - Effet de la modification

La présente modification entrera en vigueur à la date de sa notification, après accomplissement par l'Autorité concédante des formalités propres à le rendre exécutoire, conformément au code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 6 – Dispositions générales

Toutes les autres clauses et conditions de la Convention de concession pour le service public de la distribution de gaz en date du 11 juillet 2016 et de ses avenants/modifications successifs, demeurent inchangées.

Fait à Courbevoie, en trois exemplaires, le ……

Pour l'autorité concédante,	Pour le concessionnaire,
La Présidente du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure	Le Responsable du Département Réseaux France
Xavier HUBERT	Franck TILLY

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-26-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2024-C-26

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ DE L'EURE

Séance du 1er Juin 2024	**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL**
Convocation : 17 Mai 2024 Nombre de membres : - en exercice 585 - présents 316 Délibération n° : **2024-C-26** Objet : **Avenant 4 de prolongation de la concession ANTARGAZ du 31/01/2005 pour la commune de BOISSEY LE CHATEL**	L'An DEUX MILLE VINGT QUATRE, le 1ER Juin à 9h30, le comité du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure (SIEGE), légalement convoqué, s'est réuni au Cadran à Evreux sous la présidence de Monsieur Xavier HUBERT. Etaient présents 316 membres formant la majorité des membres en exercice et pouvant valablement délibérer. Monsieur Roger WALLART, délégué de Tournedos Bois Hubert, a été désigné secrétaire de séance.

POUVOIRS

M. DESHAYES Edmond, délégué de la commune de BOISNEY, a donné pouvoir à Mme FREBERT Martine, déléguée de la commune de VALAILLES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PRESLES Gwendoline, déléguée de la commune de BOURNEVILLE STE CROIX, a donné pouvoir à M. CAUCHE Pascal, délégué de la commune de CORMEILLES, pour la représenter lors des délibérations.
M. CITHER Michel, délégué de la commune de BUEIL, a donné pouvoir à Mme LEMONNE Christine, déléguée de la commune de BRETAGNOLLES, pour le représenter lors des délibérations.
M. CAILLET Frédéric, délégué de la commune d'ETREPAGNY, a donné pouvoir à M. MOGLIA Jean Marc, délégué de la commune d'ANDE, pour le représenter lors des délibérations.
M. RIHAL Benoît, délégué de la commune de FARCEAUX, a donné pouvoir à M. HUBERT Xavier, délégué de la commune des BAUX STE CROIX, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PIEDNOEL Frédérique, déléguée de la commune d'HEUDEBOUVILLE, a donné pouvoir à M. JAMMET Eric, délégué de la commune de ST ETIENNE DU VAUVRAY, pour la représenter lors des délibérations.
M. LE DENMAT Christian, délégué de la commune de PACY SUR EURE, a donné pouvoir à M. GARREAU Cyril, délégué de la commune de CROISY SUR EURE, pour le représenter lors des délibérations.
M. HUTIN Alain, délégué de la commune de ST AGNAN DE CERNIERES a donné pouvoir à M. ROULOIS Jean Louis, délégué de la commune de VERNEUSSES, pour le représenter lors des délibérations.
M. LECOEUR Philippe, délégué de la commune de ST VICTOR DE CHRETIENVILLE a donné pouvoir à M. COINDARD Robert, délégué de la commune de PLAINVILLE, pour le représenter lors des délibérations.
M. BEAURAIN Eric, délégué de la commune de LA TRINITE DE REVILLE, a donné pouvoir à M. SPOHR Claude, délégué de la commune de ST PIERRE DE CERNIERES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme DENIZE Florence, déléguée de la commune de ST MARTIN ST FIRMIN, a donné pouvoir à M. BEAUCHE Jean Charles, délégué de la commune de ST ETIENNE L'ALLIER, pour la représenter lors des délibérations.

Exposé des motifs

Pour rappel, par contrat signé le 31 janvier 2005, le SIEGE, autorité concédante, a confié au concessionnaire ANTARGAZ ENERGIES l'exécution de prestations de distribution publique de gaz combustible propane sur la commune de BOISSEY LE CHATEL et ce, pour une durée de 20 ans.

En vertu de cette Convention, le Concessionnaire a établi et exploite un réseau de distribution de gaz propane sur le territoire de la commune susmentionnée.

Le terme de la concession approchant, les parties se sont rencontrées afin d'apporter une modification non substantielle de durée relative à la convention de délégation de service public dont le concessionnaire est titulaire afin d'envisager la fin de concession dans les meilleures conditions.
Ainsi, il convient d'envisager de le prolonger d'une durée de 3 années ce qui n'entrainera aucun bouleversement économique du contrat, les réseaux étant récents et ne nécessitant pas d'opération lourde de renouvellement ni d'extension au vu de la durée de vie des ouvrages. Aussi, le nombre de clients sur la concession et le chiffre d'affaires afférent est estimé en deçà des limites fixées par le Code de la Commande Publique dans sa partie relative aux modifications.

L'avenant correspondant est joint à la présente délibération.

En application des dispositions de l'article R 3135-7 du Code de la Commande Publique, il est proposé au Comité syndical une modification de prolongation de durée de 3 années. Le terme de la concession serait alors au 30 janvier 2028.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-26-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Délibération

Après délibération, le Comité Syndical valide la prolongation de durée de 3 années du contrat de concession gaz du 31 janvier 2005 avec ANTARGAZ ENERGIES pour la commune de BOISSEY LE CHATEL.

Délibération adoptée à l'unanimité.
Pour extrait conforme,

Le Président, Xavier HUBERT	Le secrétaire de séance, Roger WALLART

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-26-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Modification n° 4

à la convention de concession

pour le service public de la distribution

de gaz signé le 31 janvier 2005

Objet : Prolongation de durée

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-26-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

MODIFICATION N°4 A LA CONVENTION DE CONCESSION POUR LE SERVICE PUBLIC DE LA DISTRIBUTION DE GAZ 2005

Entre les soussignés :

Le **Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure** (S.I.E.G.E.) – ZAC du Long Buisson – 12, rue Concorde 27390 GUICHAINVILLE, représenté par son Président, Monsieur Xavier HUBERT

VU la délibération du comité syndical, visée par le contrôle de légalité de la préfecture de l'Eure, et portant signature de la convention de concession pour le service public de la distribution de gaz, entre Le Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure et Antargaz,

ci-après dénommé : «**l'autorité concédante**»

D'une part,
Et

La société ANTARGAZ, SAS au capital de 7.749.159 €, dont le siège social est à COURBEVOIE (92400), 4 Place Victor Hugo Immeuble Reflex, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 572 126 043, représentée par Monsieur Franck TILLY, agissant en qualité de Responsable du Département Réseaux France, dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après dénommé : «**le concessionnaire**»

D'autre part,

L'Autorité concédante et le Concessionnaire sont ci-après individuellement ou collectivement dénommés la (ou les) « Partie(s) ».

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

Par contrat signé le 31 janvier 2005 (ci-après le « Contrat »), l'autorité concédante a confié au concessionnaire l'exécution de prestations de distribution publique de gaz combustible sur la commune de Boissey le Chatel et ce, pour une durée de 20 ans.

En vertu de cette Convention, le Concessionnaire a établi et exploite un réseau de distribution de gaz propane sur le territoire de la commune susmentionnée.

Les Parties se sont rencontrées afin d'apporter une modification non substantielle de durée relative à la convention de Délégation de Service Publique dont le Concessionnaire est titulaire afin d'envisager la fin de concession dans les meilleures conditions.

Pour rappel, le contrat de concession a été signé pour une durée de 20 ans, il convient d'envisager de le prolonger d'une durée de 3 années ce qui n'entrainera aucun bouleversement économique, les réseaux étant récents et ne nécessitant pas d'opération lourde de renouvellement ni d'extension. Aussi, le nombre de clients sur la concession et le chiffre d'affaires afférent est estimé en deçà des limites fixées par le Code de la Commande Publique dans sa partie relative aux modifications.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-26-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

En application des dispositions de l'article R3135-7 du Code de la Commande Publique et selon la délibération du Comité Syndical du 1er juin 2024 l'Autorité Concédante :

- a pris acte de la proposition de prolongation,

- autorise le Président du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure à signer la présente modification.

CELA ETANT EXPOSE, IL A ETE CONVENU ENTRE LES PARTIES CE QUI SUIT :

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-26-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Article 1 Objet de la modification

Le contrat de concession pour la distribution publique de gaz en réseau sur la commune de BOISSEY LE CHATEL signé entre le SIEGE et ANTARGAZ le 31 janvier 2005 est prolongé d'une durée de 3 années.

L'article 36 du contrat est modifié comme suit :

Il convient de lire « La durée de la concession est fixée à 23 ans » en lieu et place de « La durée de la concession est fixée à 20 ans ».

Le terme de la concession est ainsi fixé au 30 janvier 2028.

ARTICLE 2 - Effet de la modification

La présente modification entrera en vigueur à la date de sa notification, après accomplissement par l'Autorité concédante des formalités propres à le rendre exécutoire, conformément au code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 3 – Dispositions générales

Toutes les autres clauses et conditions de la Convention de concession pour le service public de la distribution de gaz en date du 31 janvier 2005 et de ses avenants/modifications successifs, demeurent inchangées.

Fait à Courbevoie, en deux exemplaires, le ……

Pour l'autorité concédante,	Pour le concessionnaire,
La Présidente du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure	Le Responsable du Département Réseaux France
Xavier HUBERT	Franck TILLY

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-27-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2024-C-27

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ DE L'EURE

Séance du 1er Juin 2024	**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL**
Convocation : 17 Mai 2024 Nombre de membres : - en exercice 585 - votants 311 Délibération n° : **2024-C-27** Objet : **Participation du SIEGE au Congrès de la FNCCR**	L'An DEUX MILLE VINGT QUATRE, le 1ER Juin à 9h30, le comité du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure (SIEGE), légalement convoqué, s'est réuni au Cadran à Evreux sous la présidence de Monsieur Xavier HUBERT. Etaient présents 311 membres formant la majorité des membres en exercice et pouvant valablement délibérer. Monsieur Roger WALLART, délégué de Tournedos Bois Hubert, a été désigné secrétaire de séance.

POUVOIRS

M. DESHAYES Edmond, délégué de la commune de BOISNEY, a donné pouvoir à Mme FREBERT Martine, déléguée de la commune de VALAILLES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PRESLES Gwendoline, déléguée de la commune de BOURNEVILLE STE CROIX, a donné pouvoir à M. CAUCHE Pascal, délégué de la commune de CORMEILLES, pour la représenter lors des délibérations.
M. CITHER Michel, délégué de la commune de BUEIL, a donné pouvoir à Mme LEMONNE Christine, déléguée de la commune de BRETAGNOLLES, pour le représenter lors des délibérations.
M. CAILLET Frédéric, délégué de la commune d'ETREPAGNY, a donné pouvoir à M. MOGLIA Jean Marc, délégué de la commune d'ANDE, pour le représenter lors des délibérations.
M. RIHAL Benoît, délégué de la commune de FARCEAUX, a donné pouvoir à M. HUBERT Xavier, délégué de la commune des BAUX STE CROIX, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PIEDNOEL Frédérique, déléguée de la commune d'HEUDEBOUVILLE, a donné pouvoir à M. JAMMET Eric, délégué de la commune de ST ETIENNE DU VAUVRAY, pour la représenter lors des délibérations.
M. LE DENMAT Christian, délégué de la commune de PACY SUR EURE, a donné pouvoir à M. GARREAU Cyril, délégué de la commune de CROISY SUR EURE, pour le représenter lors des délibérations.
M. HUTIN Alain, délégué de la commune de ST AGNAN DE CERNIERES a donné pouvoir à M. ROULOIS Jean Louis, délégué de la commune de VERNEUSSES, pour le représenter lors des délibérations.
M. LECOEUR Philippe, délégué de la commune de ST VICTOR DE CHRETIENVILLE a donné pouvoir à M. COINDARD Robert, délégué de la commune de PLAINVILLE, pour le représenter lors des délibérations.
M. BEAURAIN Eric, délégué de la commune de LA TRINITE DE REVILLE, a donné pouvoir à M. SPOHR Claude, délégué de la commune de ST PIERRE DE CERNIERES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme DENIZE Florence, déléguée de la commune de ST MARTIN ST FIRMIN, a donné pouvoir à M. BEAUCHE Jean Charles, délégué de la commune de ST ETIENNE L'ALLIER, pour la représenter lors des délibérations.

Exposé des motifs

Pour mémoire, en Juillet 2015, les 5 syndicats d'énergies normands ont décidé de constituer une entente interdépartementale, dénommée « TERRITOIRE ENERGIE NORMANDIE » qui s'intéresse aux différents aspects relatifs au service public de la distribution d'énergie, ainsi qu'à la transition énergétique. Son champ d'actions peut également couvrir les compétences facultatives et services exercés par chacun des syndicats membres.

La Présidence de la Conférence du Territoire Energie Normandie (TEN), conformément aux dispositions de l'article 3.2 de la convention constitutive de l'Entente, est actuellement assurée par Madame Cécile SINEAU-PATRY, Présidente du SDE 76.

Afin de promouvoir ses compétences et actions auprès des acteurs du secteur énergétique et auprès des collectivités territoriales, le TEN peut être amené à participer à des congrès, séminaires ou évènementiels professionnels.

Ainsi, la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies – FNCCR – à laquelle adhèrent les 5 syndicats du TEN, organise son congrès national du 26 au 28 Juin 2024 à Besançon. Le congrès accueille plus de 1 000 visiteurs qui participent aux ateliers et plénières, notamment sur le thème de l'énergie, et qui peuvent se rendre sur les espaces « expositions » réservés aux syndicats ou Ententes régionales, et aux fournisseurs / prestataires des syndicats.

Dans ce cadre, le TEN a décidé de louer et d'aménager une surface d'expositions permettant de promouvoir ses compétences et ses actions auprès des visiteurs du congrès.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-27-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Afin d'organiser cette manifestation, il est proposé au Comité d'autoriser Monsieur le Président à signer une convention entre les 5 syndicats d'énergie de Normandie qui définit les modalités d'exposition du TEN audit congrès dont principalement le budget prévisionnel dédié à l'évènement et sa répartition entre les 5 membres de l'Entente évaluée à 4 000 € TTC pour le SIEGE qui sera ajustée selon le bilan financier produit par le SDE 76.

Il est proposé au Comité Syndical d'autoriser le Président à signer la convention relative au stand du TEN au Congrès de la FNCCR et d'autoriser la prise en charge financière des frais des élus se rendant au congrès dans le cadre de leur mandat spécial de représentation conformément aux dispositions de l'article L2123-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Délibération

Après délibération, le Comité Syndical décide d'autoriser le Président à signer la convention relative au stand du TEN au Congrès de la FNCCR et d'autoriser la prise en charge financière des frais des élus se rendant au congrès dans le cadre de leur mandat spécial de représentation.

Délibération adoptée à l'unanimité.
Pour extrait conforme,

Le Président, Xavier HUBERT	Le secrétaire de séance, Roger WALLART

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-28-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2024-C-28

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ DE L'EURE

Séance du 1er Juin 2024	**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL**
Convocation : 17 Mai 2024 Nombre de membres : - en exercice 585 - votants 310 Délibération n° : **2024-C-28** Objet : **Adaptation du tableau des effectifs du SIEGE**	L'An DEUX MILLE VINGT QUATRE, le 1ER Juin à 9h30, le comité du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure (SIEGE), légalement convoqué, s'est réuni au Cadran à Evreux sous la présidence de Monsieur Xavier HUBERT. Etaient présents 310 membres formant la majorité des membres en exercice et pouvant valablement délibérer. Monsieur Roger WALLART, délégué de Tournedos Bois Hubert, a été désigné secrétaire de séance.

POUVOIRS

M. DESHAYES Edmond, délégué de la commune de BOISNEY, a donné pouvoir à Mme FREBERT Martine, déléguée de la commune de VALAILLES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PRESLES Gwendoline, déléguée de la commune de BOURNEVILLE STE CROIX, a donné pouvoir à M. CAUCHE Pascal, délégué de la commune de CORMEILLES, pour la représenter lors des délibérations.
M. CITHER Michel, délégué de la commune de BUEIL, a donné pouvoir à Mme LEMONNE Christine, déléguée de la commune de BRETAGNOLLES, pour le représenter lors des délibérations.
M. CAILLET Frédéric, délégué de la commune d'ETREPAGNY, a donné pouvoir à M. MOGLIA Jean Marc, délégué de la commune d'ANDE, pour le représenter lors des délibérations.
M. RIHAL Benoît, délégué de la commune de FARCEAUX, a donné pouvoir à M. HUBERT Xavier, délégué de la commune des BAUX STE CROIX, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PIEDNOEL Frédérique, déléguée de la commune d'HEUDEBOUVILLE, a donné pouvoir à M. JAMMET Eric, délégué de la commune de ST ETIENNE DU VAUVRAY, pour la représenter lors des délibérations.
M. LE DENMAT Christian, délégué de la commune de PACY SUR EURE, a donné pouvoir à M. GARREAU Cyril, délégué de la commune de CROISY SUR EURE, pour le représenter lors des délibérations.
M. HUTIN Alain, délégué de la commune de ST AGNAN DE CERNIERES a donné pouvoir à M. ROULOIS Jean Louis, délégué de la commune de VERNEUSSES, pour le représenter lors des délibérations.
M. LECOEUR Philippe, délégué de la commune de ST VICTOR DE CHRETIENVILLE a donné pouvoir à M. COINDARD Robert, délégué de la commune de PLAINVILLE, pour le représenter lors des délibérations.
M. BEAURAIN Eric, délégué de la commune de LA TRINITE DE REVILLE, a donné pouvoir à M. SPOHR Claude, délégué de la commune de ST PIERRE DE CERNIERES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme DENIZE Florence, déléguée de la commune de ST MARTIN ST FIRMIN, a donné pouvoir à M. BEAUCHE Jean Charles, délégué de la commune de ST ETIENNE L'ALLIER, pour la représenter lors des délibérations.

Exposé des motifs

Afin de tenir compte des évolutions de carrière des agents en poste d'une part et des recrutements effectués ou à venir afin d'anticiper les départs sur l'année 2024, il convient de procéder à l'adaptation du tableau des effectifs de l'établissement.

Filière administrative :
Au 01/07/2024, transformation d'un poste au grade d'Adjoint administratif principal 1ère classe en un poste au grade de Rédacteur suite à validation d'un dossier de promotion interne par le Centre de Gestion.

Au 01/08/2024, transformation d'un poste au grade de Rédacteur principal 1ère classe en poste au grade de Rédacteur principal 2ème classe. Un agent faisant valoir son droit à retraite au 1er août, il convient de mettre en cohérence le grade retenu au tableau des effectifs avec celui de l'agent recruté.

Filière technique :
Au 01/07/2024 :
- transformation d'un poste au grade d'Ingénieur en poste au grade d'Ingénieur Principal suite à avancement de grade d'un agent ;
- transformation d'un poste au grade d'Ingénieur en poste au grade de Technicien principal 2ème classe suite à recrutement d'un agent au service Transition énergétique dont le poste était vacant depuis 2023 suite à une mutation externe de l'agent anciennement en poste ;
- transformation d'un poste au grade de Technicien principal 1ère classe en poste au grade de Technicien principal 2ème classe. Un agent faisant valoir son droit à retraite au 1er juillet, il convient de mettre en cohérence le grade retenu au tableau des effectifs avec celui de l'agent recruté.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-28-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Le tableau des effectifs modifié est joint en annexe dans sa version au 01/07/2024 puis dans sa version projetée au 01/08/2024 incluant les modifications telles qu'exposées ci-dessus.

Il est proposé au Comité Syndical :
- de valider les modifications du tableau des effectifs du syndicat,
- d'autoriser Monsieur le Président à prendre les actes afférents.

Délibération

Après délibération, le Comité Syndical décide de valider les modifications du tableau des effectifs du syndicat et d'autoriser Monsieur le Président à prendre les actes afférents.

Délibération adoptée à l'unanimité.
Pour extrait conforme,

Le Président, Xavier HUBERT	Le secrétaire de séance, Roger WALLART

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-28B-DE
Date de télétransmission : 06/06/2024
Date de réception préfecture : 06/06/2024

TABLEAU DES EFFECTIFS au 01/07/24

CADRE D'EMPLOI	GRADES OU EMPLOIS	CAT.	EFFECTIFS BUDGETAIRES	EFFECTIFS POURVUS	Dont : TEMPS PARTIEL
FILIERE TECHNIQUE					
Ingénieur chef hors classe	- Directeur Général des Services	A+	1	1	
Ingénieur Principal	- Responsable Service Maintenance - Responsable Service Transition Energétique	A	2	2	
Ingénieur	- Directeur des Services Techniques - Responsable du Service Informatique - Chargé de Mission PCRS / SIG - Ingénieur Système - Conseiller rénovation bâtimentaire	A	5	5	
Technicien principal 1ère classe	- Directeur Adjoint des Services Techniques - Directeur de travaux - Technicien Informatique - Technicien maintenance	B	10	10	
Technicien principal 2ème classe	- Directeur de travaux - Conseillé en Energie Partagé - Chargé de Mission Energie	B	9	9	
FILIERE ADMINISTRATIVE					
Attaché Hors Classe	- Directeur des Services Fonctionnels	A	1	1	
Attaché	- Directeur Adjoint des Services Fonctionnels - Chargé de Missions Concessions - Chargé de Missions Communication	A	2	2	
Rédacteur Principal 1ère classe	- Responsable Service Financier - Responsable du Personnel	B	2	2	1
Rédacteur Principal 2ème classe	- Responsable du Personnel	B	1	1	
Rédacteur	- Assistant Direction SF	B	1	1	
Adjoint administratif principal 1ère classe	- Assistant Direction - Assistant Directeur Service Technique - Assistant pôle MOA - Assistant RH - Assistant DT - Comptabilité Recettes	C	7	7	1
Adjoint administratif principal 2ème classe	- Accueil - Assistant Maintenance	C	2	2	
Adjoint administratif	- Comptabilité Dépenses - Assistant DT - Assistant Maintenance	C	4	4	
TOTAL GENERAL			**47**	**47**	**2**

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION : AGENTS NON TITULAIRES
(effectifs déjà inclus ci-dessus)

AGENTS NON TITULAIRES	CATEGORIES	EFFECTIFS POURVUS	POSTE PERMANENT OUI/NON
FILIERE TECHNIQUE			
Ingénieurs	A	4	OUI
Technicien Principal 2ème classe	B	7	OUI
FILIERE ADMINISTRATIVE			
Attaché	A	1	OUI

TABLEAU DES EFFECTIFS au 01/08/24

CADRE D'EMPLOI	GRADES OU EMPLOIS	CAT.	EFFECTIFS BUDGETAIRES	EFFECTIFS POURVUS	Dont : TEMPS PARTIEL
FILIERE TECHNIQUE					
Ingénieur chef hors classe	- Directeur Général des Services	A+	1	1	
Ingénieur Principal	- Responsable Service Maintenance - Responsable Service Transition Energétique	A	2	2	
Ingénieur	- Directeur des Services Techniques - Responsable du Service Informatique - Chargé de Mission PCRS / SIG - Ingénieur Système - Conseiller rénovation bâtimentaire	A	5	5	
Technicien principal 1ère classe	- Directeur Adjoint des Services Techniques - Directeur de travaux - Technicien Informatique - Technicien maintenance	B	10	10	
Technicien principal 2ème classe	- Directeur de travaux - Conseillé en Energie Partagé - Chargé de Mission Energie	B	9	9	
FILIERE ADMINISTRATIVE					
Attaché Hors Classe	- Directeur des Services Fonctionnels	A	1	1	
Attaché	- Directeur Adjoint des Services Fonctionnels - Chargé de Missions Concessions - Chargé de Missions Communication	A	2	2	
Rédacteur Principal 1ère classe	- Responsable Service Financier	B	1	1	
Rédacteur Principal 2ème classe	- Gestionnaire du Personnel	B	1	1	
Rédacteur	- Assistant Direction SF	B	1	1	
Adjoint administratif principal 1ère classe	- Assistant Direction - Assistant Directeur Service Technique - Assistant pôle MOA - Assistant RH - Assistant DT - Comptabilité Recettes	C	7	7	1
Adjoint administratif principal 2ème classe	- Accueil - Assistant Maintenance	C	2	2	
Adjoint administratif	- Comptabilité Dépenses - Assistant DT - Assistant Maintenance	C	4	4	
TOTAL GENERAL			**46**	**46**	**1**

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION : AGENTS NON TITULAIRES
(effectifs déjà inclus ci-dessus)

AGENTS NON TITULAIRES	CATEGORIES	EFFECTIFS POURVUS	POSTE PERMANENT OUI/NON
FILIERE TECHNIQUE			
Ingénieurs	A	4	OUI
Technicien Principal 2ème classe	B	7	OUI
FILIERE ADMINISTRATIVE			
Attaché	A	1	OUI

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-29-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2024-C-29

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ DE L'EURE

Séance du 1er Juin 2024	**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL**
Convocation : 17 Mai 2024 Nombre de membres : - en exercice 585 - présents 307 Délibération n° : **2024-C-29** Objet : **Actualisation du barème de participation du SIEGE au régime de complémentaire « prévoyance » des agents**	L'An DEUX MILLE VINGT QUATRE, le 1ER Juin à 9h30, le comité du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure (SIEGE), légalement convoqué, s'est réuni au Cadran à Evreux sous la présidence de Monsieur Xavier HUBERT. Etaient présents 307 membres formant la majorité des membres en exercice et pouvant valablement délibérer. Monsieur Roger WALLART, délégué de Tournedos Bois Hubert, a été désigné secrétaire de séance.

POUVOIRS

M. DESHAYES Edmond, délégué de la commune de BOISNEY, a donné pouvoir à Mme FREBERT Martine, déléguée de la commune de VALAILLES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PRESLES Gwendoline, déléguée de la commune de BOURNEVILLE STE CROIX, a donné pouvoir à M. CAUCHE Pascal, délégué de la commune de CORMEILLES, pour la représenter lors des délibérations.
M. CITHER Michel, délégué de la commune de BUEIL, a donné pouvoir à Mme LEMONNE Christine, déléguée de la commune de BRETAGNOLLES, pour le représenter lors des délibérations.
M. CAILLET Frédéric, délégué de la commune d'ETREPAGNY, a donné pouvoir à M. MOGLIA Jean Marc, délégué de la commune d'ANDE, pour le représenter lors des délibérations.
M. RIHAL Benoît, délégué de la commune de FARCEAUX, a donné pouvoir à M. HUBERT Xavier, délégué de la commune des BAUX STE CROIX, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PIEDNOEL Frédérique, déléguée de la commune d'HEUDEBOUVILLE, a donné pouvoir à M. JAMMET Eric, délégué de la commune de ST ETIENNE DU VAUVRAY, pour la représenter lors des délibérations.
M. LE DENMAT Christian, délégué de la commune de PACY SUR EURE, a donné pouvoir à M. GARREAU Cyril, délégué de la commune de CROISY SUR EURE, pour le représenter lors des délibérations.
M. HUTIN Alain, délégué de la commune de ST AGNAN DE CERNIERES a donné pouvoir à M. ROULOIS Jean Louis, délégué de la commune de VERNEUSSES, pour le représenter lors des délibérations.
M. LECOEUR Philippe, délégué de la commune de ST VICTOR DE CHRETIENVILLE a donné pouvoir à M. COINDARD Robert, délégué de la commune de PLAINVILLE, pour le représenter lors des délibérations.
M. BEAURAIN Eric, délégué de la commune de LA TRINITE DE REVILLE, a donné pouvoir à M. SPOHR Claude, délégué de la commune de ST PIERRE DE CERNIERES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme DENIZE Florence, déléguée de la commune de ST MARTIN ST FIRMIN, a donné pouvoir à M. BEAUCHE Jean Charles, délégué de la commune de ST ETIENNE L'ALLIER, pour la représenter lors des délibérations.

Exposé des motifs

- Vu les articles L452-42 et L 827-1 à L 827-12 du Code général de la fonction publique ;
- Vu le Décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;
- Vu l'ordonnance 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;
- Vu le Décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;
- Vu l'avis du Comité technique du Centre de Gestion de l'Eure en date du 24 mai 2018 validant les modalités de participation du syndicat relatives à la complémentaire prévoyance des agents souscrivant au contrat groupé négocié par le Centre de Gestion de l'Eure ;
- Vu la délibération n°2018-C-34 du Comité syndical en date du 1er décembre 2018 validant le barème de participation aux cotisations au bénéfice des agents ;
- Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial du Centre de Gestion de l'Eure en date du 14 mai 2024 :

Selon les dispositions précitées, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent, sous certaines conditions, contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaires auxquelles les agents qu'elles emploient souscrivent. Sont éligibles à cette participation les contrats et règlements en matière de santé ou de prévoyance remplissant la condition de solidarité entre les bénéficiaires, actifs ou retraités, attestée par la délivrance d'un label dans les conditions prévues.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-29-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Pour rappel, depuis 2011, le SIEGE participe financièrement à la cotisation santé des agents qui le souhaitent et remplissent les conditions définies par délibération. Lors du Comité du 2 décembre 2017, la décision a été prise de se joindre à la consultation lancée par le Centre de Gestion de l'Eure (CDG27) visant à proposer aux collectivités euroises un contrat mutualisé de prévoyance destiné au maintien de salaire des agents. Ainsi, depuis le 1er janvier 2019, le SIEGE adhère aux contrats groupés successivement mis en place par le Centre de Gestion de l'Eure pour la partie protection sociale complémentaire volet « prévoyance » au bénéfice des agents et participe financièrement aux cotisations individuelles.

A titre d'information, les garanties proposées aux agents sont les suivantes :
- Incapacité
- Invalidité
- Perte de retraite
- Décès et / ou perte totale et irréversible d'autonomie

Le SIEGE souhaite aujourd'hui actualiser son barème de participation au financement d'une partie de la cotisation de l'agent concernant cette assurance selon les conditions suivantes :
- Souscription volontaire de l'agent aux garanties négociées dans le cadre du contrat unique choisi par le Centre de Gestion du département de l'Eure selon les conditions définies dans le cadre de la mise en concurrence effectuée par leurs soins ;
- Les bénéficiaires sont les agents titulaires, stagiaires et contractuels de droit public de l'établissement ;
- La participation du SIEGE est basée sur des montants mensuels fixes en fonction de l'âge de l'agent. Les montants alloués sont ceux exposés dans le tableau ci-après et sont fixes. Cette participation est limitée à 100% du montant global de la cotisation de l'agent ;
- Le versement de cette participation sera effectué par le SIEGE directement auprès de l'organisme concerné, la part restant à la charge de l'agent étant décomptée de son traitement mensuel.

Les contrats successifs conclus par le Centre de Gestion ne permettant pas d'assoir le montant de la participation du syndicat au bénéfice des agent sur les garanties proposées, celles-ci étant susceptibles de changer selon le candidat retenu lors de la conclusion du marché, il convient de privilégier un montant forfaitaire de participation basé sur la situation individuelle de l'agent et non plus sur la combinaison des garanties souscrites comme antérieurement.

Les forfaits de participation seraient les suivants :

Age de l'agent	Montant de la participation mensuelle forfaitaire
≤ 30 ans	20 €
31 ans à 45 ans	25 €
≥ 45 ans	30 €

Il convient de préciser que seul de critère d'âge est considéré dans le tableau ci-dessus puisque le critère de rémunération indiciaire est déjà pris en compte dans le calcul de la cotisation auprès du prestataire ; celle-ci représentant un pourcentage de la rémunération.

Cette participation est soumise à la transmission des justificatifs de souscription au service Ressources humaines du syndicat par l'agent et/ou le prestataire retenu par le CDG 27.

Délibération

Après délibération, le Comité Syndical valide les montants de la participation du SIEGE au régime de complémentaire prévoyance des agents de l'établissement selon le tableau présenté ci-dessus et autorise l'inscription des sommes afférentes au budget.

Les modalités de la présente délibération prendront effet à compter du 15 juin 2024.

Délibération adoptée à l'unanimité.
Pour extrait conforme,

Le Président, Xavier HUBERT	Le secrétaire de séance, Roger WALLART
	

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-30-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2024-C-30

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ DE L'EURE

Séance du 1er Juin 2024	**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL**
Convocation : 17 Mai 2024 Nombre de membres : - en exercice 585 - présents 304 Délibération n° : **2024-C-30** Objet : **Adhésion à la convention santé (mutuelle) MUTAME SANTE / CDG 27**	L'An DEUX MILLE VINGT QUATRE, le 1ER Juin à 9h30, le comité du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure (SIEGE), légalement convoqué, s'est réuni au Cadran à Evreux sous la présidence de Monsieur Xavier HUBERT. Etaient présents 304 membres formant la majorité des membres en exercice et pouvant valablement délibérer. Monsieur Roger WALLART, délégué de Tournedos Bois Hubert, a été désigné secrétaire de séance.

POUVOIRS

M. DESHAYES Edmond, délégué de la commune de BOISNEY, a donné pouvoir à Mme FREBERT Martine, déléguée de la commune de VALAILLES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PRESLES Gwendoline, déléguée de la commune de BOURNEVILLE STE CROIX, a donné pouvoir à M. CAUCHE Pascal, délégué de la commune de CORMEILLES, pour la représenter lors des délibérations.
M. CITHER Michel, délégué de la commune de BUEIL, a donné pouvoir à Mme LEMONNE Christine, déléguée de la commune de BRETAGNOLLES, pour le représenter lors des délibérations.
M. CAILLET Frédéric, délégué de la commune d'ETREPAGNY, a donné pouvoir à M. MOGLIA Jean Marc, délégué de la commune d'ANDE, pour le représenter lors des délibérations.
M. RIHAL Benoît, délégué de la commune de FARCEAUX, a donné pouvoir à M. HUBERT Xavier, délégué de la commune des BAUX STE CROIX, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PIEDNOEL Frédérique, déléguée de la commune d'HEUDEBOUVILLE, a donné pouvoir à M. JAMMET Eric, délégué de la commune de ST ETIENNE DU VAUVRAY, pour la représenter lors des délibérations.
M. LE DENMAT Christian, délégué de la commune de PACY SUR EURE, a donné pouvoir à M. GARREAU Cyril, délégué de la commune de CROISY SUR EURE, pour le représenter lors des délibérations.
M. HUTIN Alain, délégué de la commune de ST AGNAN DE CERNIERES a donné pouvoir à M. ROULOIS Jean Louis, délégué de la commune de VERNEUSSES, pour le représenter lors des délibérations.
M. LECOEUR Philippe, délégué de la commune de ST VICTOR DE CHRETIENVILLE a donné pouvoir à M. COINDARD Robert, délégué de la commune de PLAINVILLE, pour le représenter lors des délibérations.
M. BEAURAIN Eric, délégué de la commune de LA TRINITE DE REVILLE, a donné pouvoir à M. SPOHR Claude, délégué de la commune de ST PIERRE DE CERNIERES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme DENIZE Florence, déléguée de la commune de ST MARTIN ST FIRMIN, a donné pouvoir à M. BEAUCHE Jean Charles, délégué de la commune de ST ETIENNE L'ALLIER, pour la représenter lors des délibérations.

Exposé des motifs

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu les Articles L 452-42 et L 827-1 à L 827-12 du Code Général de la Fonction Publique ;
- Vu le Décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;
- Vu l'ordonnance 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;
- Vu le Décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;
- Vu la délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de l'Eure (CDG) en date du 31/08/2022, autorisant le Président du CDG à signer la convention de participation Protection Sociale complémentaire, Volet Santé avec MUTAME SANTE TERRITORIAL-2023-2028 ;
- Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial du Centre de Gestion de l'Eure en date du 14 mai 2024 ;

Pour rappel, depuis 2012, l'établissement participe à la cotisation mensuelle complémentaire santé au bénéfice des agents qui souscrive un contrat dit « labellisé » (délibération du Comité syndical en date du 24 novembre 2012 (réf. 2012-C-31) complétée par la délibération du Comité syndical en date du 1er juin 2013 (réf. 2013-C-14)).

Dans un souci de faire bénéficier à ses agents d'un contrat santé (mutuelle) optimisé en termes de coûts et de garanties proposées, le SIEGE souhaite aujourd'hui rejoindre le Centre de Gestion de l'Eure qui a mis en place pour la période 2023-2028 un contrat groupé auquel les collectivités euroises peuvent se rattacher afin d'en faire bénéficier leurs agents.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-30-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Cette adhésion entrainera la fin de la participation de l'établissement aux contrats dits « labellisés » souscrits par les agents qui devront rejoindre le contrat MUTAME pour continuer à bénéficier de cette participation financière.

Le contrat actuel signé entre le CDG et la MUTAME pour la période 2023-2028 propose les garanties suivantes aux agents (les remboursements sont exprimés en pourcentage du tarif conventionné de la sécurité sociale) :

	Remboursement de la Sécurité Sociale	Régime de base	Régime Prémium
SOINS COURANTS			
Consultations et visites généralistes ➢ Praticien OPTAM / OPTAM-CO ➢ Praticien non OPTAM / OPTAM-CO	 70 % 70 %	 100 % 100 %	 150 % 130 %
Consultations et visites spécialistes ➢ Praticien OPTAM / OPTAM-CO ➢ Praticien non OPTAM / OPTAM-CO	 70 % 70%	 150 % 130 %	 200 % 150 %
Auxiliaires médicaux	60 %	100%	150 %
Masseurs-Kinésithérapeutes	60 %	130%	200 %
Transport	65 %	100%	100 %
Pharmacie	15 % / 30 % / 65 %	100%	100 %
Pharmacie prescrite non remboursée	---	70 € / an	100 € / an
Actes techniques médicaux Praticien OPTAM / OPTAM-CO Praticien non OPTAM / OPTAM-CO	 70 % 70 %	 150 % 130 %	 200 % 150 %
Actes d'imagerie Praticien OPTAM / OPTAM-CO Praticien non OPTAM / OPTAM-CO	 70 % 70 %	 130 % 100 %	 150 % 130 %
Examens de laboratoires	60 %	100%	150 %
APAREILLAGE ET ACCESSOIRES MEDICAUX			
Orthopédie, appareillages et accessoires médicaux acceptés par le régime obligatoire	60 %	200 %	300 %
Aides Auditives			
Equipement 100 % santé+ frais d'entretien	60 %	Remboursement total de la dépense	Remboursement total de la dépense
Equipement à tarif libre	60 %	800 €	1100 €
CURES THERMALES			
Cure thermale acceptée par le RO	65 %	100%	100 % +100 €

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-30-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

HOSPITALISATION (médicale, chirurgicale, maternité…)			
Frais de séjour	--	100 %	100 %
Soins, honoraires de médecins, actes de chirurgie, d'anesthésie et d'obstétrique			
Praticien OPTAM / OPTAM-CO	80 %	150 %	200 %
Praticien non OPTAM / OPTAM-CO	80 %	130 %	150 %
Forfait journalier hospitalier	--	Frais réels	Frais réels
Forfait actes lourd	--	Frais réels	Frais réels
Chambre particulière avec nuitée	--	50 € /jour	80 € /jour
Chambre particulière Soins de suite	--	40 € /jour	60 € /jour
Chambre particulière Psychiatrie	--	45 € /jour	55 € /jour
Chambre particulière en ambulatoire	--	25 € /jour	25 € /jour
Frais d'accompagnement établissement conventionné	--	38,50 € /jour	38,50 € /jour
Frais d'accompagnement établissement non conventionné	--	25 € /jour	25 € /jour
OPTIQUE			
Optique 100 % santé	60 %	Remboursement total de la dépense	Remboursement total de la dépense
Monture	60 %	50 €	100 €
Verre simple	60 %	60 €	100€
Verre complexe	60 %	150 €	250 €
Verre très complexe	60 %	200 €	300 €
Forfait annuel lentilles acceptées ou non par le régime obligatoire	60 % / --	100 € / an	300 € / an
Chirurgie réfractive (par œil)	--	400 € / an	600 € / an
DENTAIRE			
Soins et prothèse 100 % Santé	70 %	Prise en charge intégrale	Prise en charge intégrale
Soins dentaires (hors 100 % santé)	70 %	100%	100%
Prothèses remboursables (Hors 100 % santé)	70 %		
Panier Maitrisé			
Prothèses Fixes	70 %	375%	475%
Prothèses amovibles	70 %	375%	475%
Prothèses provisoires	70 %	375%	475%
Inlay Core	70 %	375%	475%
Inlay onlays d'obturation	70 %	150%	150%
Panier Libre			

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-30-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Prothèses Fixes dent visible	70 %	300%	400%
Prothèses Fixes dent non visible	70 %	250%	350%
Prothèses amovibles dent visible	70 %	300%	400%
Prothèses amovibles dent non visible	70 %	250%	350%
Prothèses provisoires	70 %	300%	400%
Inlay Core	70 %	200%	300%
Inlay onlays d'obturation	70 %	150%	150%
Orthodontie remboursable	100 %	250%	350%
Orthodontie non remboursée	--	400 € / semestre	600 € / semestre
Implantologie	--	500 € / implant (limite à deux par an)	700 € / implant (limite à deux par an)
Couronne sur implant	--	200 € / couronne (limite à deux par an)	300 € / couronne (limite à deux par an)
Parodontologie	--	800 € / An	800 € / An
AUTRES PRESTATIONS			
Vaccin, consultation diététique, bilan parodontal, ostéodensitométrie osseuse, sevrage tabagique	--	80 € / an	80 € / an
Contraception, tests de grossesse	--	80 € / an	120 € / an
Médecine douce (maxi 2 par an par bénéficiaire) Ostéopathe, Chiropracteur, homéopathe, étiopathe, pédicure-podologue, acupuncteur, psychomotricien, sophrologue	--	40 € / séance 2 séances par an	40 € / séance 4 séances par an
Psychologue	--	30 € / séance 4 séances par an	40 € / séance 6 séances par an
Amniocentèse, dépistage prénatal Non invasif	--	183 € / acte	183 € / acte
Actes de prévention pris en charge	60 %	100%	100%

Tous les soins faisant l'objet d'un remboursement du régime obligatoire de la sécurité sociale font l'objet d'un remboursement au titre du présent contrat.

Pour les soins qui ne seraient pas compris dans l'une des catégories du tableau ci-dessus, le remboursement de la présente complémentaire santé sera effectué à concurrence de 100% des frais réels.

Tableaux des montants de cotisations (en Euros) :

Agents en activités

Détail par âge	Régime de BASE			Régime Prémium		
	Actif	Conjoint	Enfant	Actif	Conjoint	Enfant
• Assuré - 35 ans	31,35 €	27,59 €	20,60 €	43,89 €	38,63 €	28,84 €
• Assuré 36 à 55 ans	44,79 €	39,41 €	20,60 €	62,71 €	55,18 €	28,84 €
• Assuré + 55 ans	58,23 €	51,24 €	20,60 €	84,65 €	74,49 €	28,84 €

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-30-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Agents retraités

	Régime de BASE			Régime Prémium		
	Retraité	Conjoint	Enfant	Retraité	Conjoint	Enfant
• Assuré retraité	67,18 €	67,18 €	20,60 €	94,06 €	94,06 €	28,84 €

Les modalités de la présente délibération prendront effet à compter du 15 juin 2024 pour un début d'adhésion pour l'ensemble des agents concernés au 1er juillet 2024 sous réserve des délais d'adhésion imposés par la MUTAME.

Délibération

Après délibération, le Comité Syndical décide :
- d'adhérer à la convention de participation MUTAME SANTE TERRITORIAL-CDG27-2023-2028, dans le domaine de la protection sociale volet santé selon les modalités exposées ci-dessus et ce aux conditions suivantes :
  - Date d'effet : le 1er juillet 2024 au 31 décembre 2028. Le contrat pourra être prorogé pour des motifs d'intérêt général pour une durée ne pouvant excéder 1 an, et se terminer le 31 décembre 2029 ;
  - Agents pouvant bénéficier du contrat : agents sur emplois permanents (titulaires, stagiaires ou contractuels de droit public et de droit privé) en activité ou retraités ;
- d'autoriser le Président à signer tous les documents afférents à l'adhésion du SIEGE au contrat groupé ;
  de renoncer à toute participation financière aux contrats labellisés Santé.

Délibération adoptée à l'unanimité.
Pour extrait conforme,

Le Président, Xavier HUBERT	Le secrétaire de séance, Roger WALLART

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-30-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Convention d'adhésion à la convention de participation à la protection sociale complémentaire souscrite par le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Eure

Couverture du Risque Santé

MUTAME SANTÉ TERRITORIAL CDG27 (MSTCDG27)

MUTAME & PLUS
4 rue Emile Enault CS 72208 – 50008 Saint-Lô Cedex
Tél. : 02.33.05.29.20
contact@mutame-plus.fr

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-30-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Vu les dispositions du Code Général de la Fonction Publique et notamment les articles L.827-7 et L.827-8 ;

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 et ses arrêtés ;

Vu l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 et ses décrets ;

Vu la délibération du 31 août 2022 du Conseil d'administration du Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale de la l'Eure ;

Vu la convention de participation souscrite par le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Eure pour le risque santé auprès de Mutame & Plus ;

Il est convenu ce qui suit :

ENTRE

Le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Eure, représenté par Monsieur Pascal LEHONGRE, en sa qualité de Président, agissant en vertu des délibérations susvisées,

Ci-après désigné « le **Centre de gestion** »,

ET

Mutame & Plus, mutuelle régie et soumise aux dispositions du livre II du Code de la Mutualité immatriculée au répertoire SIRENE sous le n° SIREN 780 915 898, représentée par Monsieur Vincent DELANNOY, Directeur Général,

Ci-après désigné « la **Mutuelle** »

ET

Le SIEGE 27 (Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure), représenté par son Président, Monsieur Xavier HUBERT , agissant en vertu d'une délibération du Comité Syndical en date du 1er Juin 2024,

Ci-après désigné « l'**Employeur »,**

PRÉAMBULE

Conformément au Code Général de la Fonction Publique et au décret susvisés, les centres de gestion peuvent conclure des conventions de participation à la protection sociale complémentaire pour le compte des agents des collectivités qui lui ont donné le mandat.

Le Centre de gestion a lancé une procédure de mise en concurrence afin de retenir les offres les plus avantageuses répondant aux critères de sélection parmi les opérateurs qui y ont répondu.

Dans le cadre de cette procédure, le Centre de gestion a souscrit une convention cadre de participation pour le risque Santé auprès de l'opérateur pour une durée de six ans prenant effet le 1er janvier 2023 pour se terminer le 31 décembre 2028.

Les collectivités et établissements publics, en qualité d'employeurs, peuvent adhérer à cette convention de participation et au contrat collectif d'assurance sur délibération, après consultation de leur Comité Technique ou Comité Social Territorial.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-30-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

Le Centre de gestion a lancé une procédure de mise en concurrence en vue de la signature d'une convention de participation pour la mise en œuvre de garanties de Protection Sociale Complémentaire au titre du risque « frais de santé » au profit de ses agents et des agents des collectivités adhérentes (actifs et retraités), au titre d'un contrat collectif à adhésion facultative et ce, conformément aux dispositions du décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 et ses arrêtés ; l'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 et ses décrets.

Au terme de la procédure de mise en concurrence susvisée, le Centre de gestion a sélectionné, par délibération en date du 31/08/2022, la proposition de Mutame & Plus « Mutame Santé Territorial – Centre de gestion de l'Eure - MSTCDG27 ».

La convention de participation est conclue au titre du contrat collectif à adhésion facultative souscrit par le Centre de gestion auprès de la Mutuelle.

La présente convention a pour objet de formaliser l'adhésion de l'employeur à cette convention de participation souscrite par le Centre de gestion en vue de garantir les agents des employeurs de son ressort géographique sur le risque santé.

ARTICLE 2. EFFET DE L'ADHESION

L'employeur adhère à compter du 1er mai 2024 à la convention de participation et au contrat collectif associé, dont il reconnaît avoir reçus un exemplaire de chacun des documents suivants signés entre le Centre de gestion et la Mutuelle :

- Conditions Particulières
- Conditions Générales
- Convention de Participation

Le terme de la convention de participation est fixé au 31 décembre 2028. Elle peut être prorogée d'une année supplémentaire pour des motifs d'intérêt général.

L'adhésion au contrat collectif peut être résiliée chaque année par l'employeur moyennant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception à la Mutuelle, moyennant un préavis de 4 mois avant l'échéance du 31 décembre de chaque année, sauf en cas d'une fusion réalisée selon les dispositions prévues au code général des collectivités territoriales (CGCT). Dans ce cas, la demande peut être adressée à tout moment et prend effet dans les 2 mois à compter du premier jour du mois qui suit la demande formulée par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 3. NATURE DES GARANTIES

Les garanties sont précisées dans les Conditions Particulières et à la notice d'information que les employeurs doivent remettre à leurs agents adhérents.

Deux niveaux de garanties sont proposés.

Ces garanties, définies dans le contrat collectif à adhésion facultative susvisé, respectent les principes de solidarité fixés aux chapitres I et II du Titre IV du décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 et sont complémentaires à la protection sociale de base des agents visés à l'article 4 ci-après.

Ce contrat est régi par les dispositions du code de la sécurité sociale et du code de la Mutualité.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-30-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

ARTICLE 4. PARTICIPATION FINANCIERE DE L'EMPLOYEUR

La collectivité employeur contribue au financement des garanties du contrat collectif à adhésion facultative souscrit auprès de la Mutuelle auquel les agents adhèrent, sous la forme d'une participation d'un montant unitaire par agent, qui vient en déduction de la cotisation due par les agents.

Selon le décret n°2022-581 du 20 avril 2022, la participation mensuelle, pour chaque agent, des garanties prévues ne peut être inférieure à la moitié d'un montant de référence, fixé à 30 euros, à compter du 1er janvier 2026.

Le montant de la participation mensuelle brute versée par l'employeur à l'agent est fixée à :

- **15 € / mois / agent**

L'employeur s'engage à fournir à la Mutuelle et au Centre de gestion, la copie de la décision de l'assemblée délibérante.

L'employeur verse directement la participation aux agents.

A défaut de paiement d'une cotisation dans les dix jours de son échéance, et indépendamment du droit pour la Mutuelle d'appliquer des majorations de retard à la charge exclusive de l'employeur et de poursuivre en justice l'exécution du contrat, les garanties peuvent être suspendues trente jours après la mise en demeure de l'employeur restée sans effet.

Dans la lettre de mise en demeure qu'elle adresse à l'employeur, la Mutuelle informe celui-ci des conséquences que ce défaut de paiement est susceptible d'entraîner sur la poursuite des garanties de l'adhérent.

La mutuelle peut résilier le contrat dix jours après l'expiration du délai de trente jours mentionné ci-dessus. L'employeur est tenu d'en informer les agents.

Si le contrat d'adhésion n'est pas résilié, il reprend effet à midi le lendemain du jour où ont été payées à la mutuelle les cotisations arriérées et celles venues à échéance pendant la période de suspension ainsi que, éventuellement, les frais de poursuite et de recouvrement.

ARTICLE 5. ADHESION DES AGENTS

Peuvent adhérer au contrat collectif à adhésion facultative la population suivante :

- Les fonctionnaires affiliés à la CNRACL ou détachés,
- Les fonctionnaires et les agents affiliés à l'IRCANTEC de droit public et de droit privé
- Les agents mis à disposition de la collectivité adhérente si la collectivité dont ils dépendent l'autorise,
- Les agents à la retraite pour leur dernière collectivité d'emploi,

Pour les agents déjà retraités, l'employeur certifiera au moyen d'une attestation, être le dernier employeur de l'agent demandant la souscription ;

La Mutuelle garantit le paiement des prestations pour chaque agent adhérent des prestations selon les conditions du contrat collectif.

L'employeur communique à la Mutuelle toutes les informations nécessaires permettant la prise d'effet des garanties dans le délai convenu.

ARTICLE 6. MODIFICATION

Toute modification de la présente convention, y compris celle portant sur le montant de la participation financière de l'employeur, devra faire l'objet d'un avenant. Il en est de même du contrat collectif.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-30-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

ARTICLE 7. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le Centre de gestion, la Mutuelle ainsi que l'employeur qui sont parties prenantes à la présente convention sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable à la gestion et à la protection des données à caractère personnel, conformément aux dispositions de la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978, et du RGPD 2016/679.

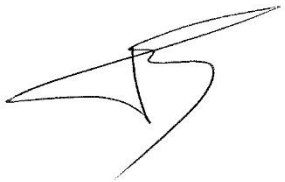
Les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour garantir et être en mesure de démontrer que le traitement des données personnelles recueillies dans le cadre de l'exécution de la présente convention est effectué conformément à la réglementation en vigueur sont mises en œuvre par les parties, chacune indépendamment pour les obligations qui lui incombent. Ces mesures sont réexaminées et actualisées si nécessaire.

La Politique de protection des données à caractère personnel de la Mutuelle est librement consultable sur son site internet www.mutame-plus.fr.

ARTICLE 8. CONTENTIEUX

Toute réclamation et litige portant sur l'application des garanties du contrat collectif à adhésion facultative « MSTCDG27 » sont réglés selon les dispositions de ce dernier.

En cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement. A défaut, le tribunal administratif dans le ressort (territoire) duquel siège le Centre de gestion est compétent.

A Saint-Lô	A	A Guichainville
Le 05/06/2024	Le	Le
Pour la Mutuelle, Mutame & Plus Vincent DELANNOY, Directeur Général	Pour le Centre de gestion de l'Eure, Pascal LEHONGRE, Président	Pour le SIEGE 27, Xavier HUBERT, Président
 MUTAME & PLUS Siège Social CS 72208 - 4, rue Emile Enault 50008 SAINT-LÔ Cedex Tél. 02 33 05 29 20		

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-31-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2024-C-31

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ DE L'EURE

Séance du 1er Juin 2024	**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL**
Convocation : 17 Mai 2024 Nombre de membres : - en exercice 585 - présents 302 Délibération n° : **2024-C-31** Objet : **Actualisation du barème de participation du SIEGE au régime de complémentaire « santé » des agents**	L'An DEUX MILLE VINGT QUATRE, le 1ER Juin à 9h30, le comité du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure (SIEGE), légalement convoqué, s'est réuni au Cadran à Evreux sous la présidence de Monsieur Xavier HUBERT. Etaient présents 302 membres formant la majorité des membres en exercice et pouvant valablement délibérer. Monsieur Roger WALLART, délégué de Tournedos Bois Hubert, a été désigné secrétaire de séance.

POUVOIRS

M. DESHAYES Edmond, délégué de la commune de BOISNEY, a donné pouvoir à Mme FREBERT Martine, déléguée de la commune de VALAILLES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PRESLES Gwendoline, déléguée de la commune de BOURNEVILLE STE CROIX, a donné pouvoir à M. CAUCHE Pascal, délégué de la commune de CORMEILLES, pour la représenter lors des délibérations.
M. CITHER Michel, délégué de la commune de BUEIL, a donné pouvoir à Mme LEMONNE Christine, déléguée de la commune de BRETAGNOLLES, pour le représenter lors des délibérations.
M. CAILLET Frédéric, délégué de la commune d'ETREPAGNY, a donné pouvoir à M. MOGLIA Jean Marc, délégué de la commune d'ANDE, pour le représenter lors des délibérations.
M. RIHAL Benoît, délégué de la commune de FARCEAUX, a donné pouvoir à M. HUBERT Xavier, délégué de la commune des BAUX STE CROIX, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PIEDNOEL Frédérique, déléguée de la commune d'HEUDEBOUVILLE, a donné pouvoir à M. JAMMET Eric, délégué de la commune de ST ETIENNE DU VAUVRAY, pour la représenter lors des délibérations.
M. LE DENMAT Christian, délégué de la commune de PACY SUR EURE, a donné pouvoir à M. GARREAU Cyril, délégué de la commune de CROISY SUR EURE, pour le représenter lors des délibérations.
M. HUTIN Alain, délégué de la commune de ST AGNAN DE CERNIERES a donné pouvoir à M. ROULOIS Jean Louis, délégué de la commune de VERNEUSSES, pour le représenter lors des délibérations.
M. LECOEUR Philippe, délégué de la commune de ST VICTOR DE CHRETIENVILLE a donné pouvoir à M. COINDARD Robert, délégué de la commune de PLAINVILLE, pour le représenter lors des délibérations.
M. BEAURAIN Eric, délégué de la commune de LA TRINITE DE REVILLE, a donné pouvoir à M. SPOHR Claude, délégué de la commune de ST PIERRE DE CERNIERES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme DENIZE Florence, déléguée de la commune de ST MARTIN ST FIRMIN, a donné pouvoir à M. BEAUCHE Jean Charles, délégué de la commune de ST ETIENNE L'ALLIER, pour la représenter lors des délibérations.

Exposé des motifs

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu les Articles L 452-42 et L 827-1 à L 827-12 du Code Général de la Fonction Publique ;
- Vu le Décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;
- Vu l'ordonnance 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;
- Vu le Décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;
- Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial du Centre de Gestion de l'Eure en date du 14 mai 2024 ;

Le barème de participation de l'établissement à la cotisation mensuelle complémentaire santé au bénéfice des agents a été mis en place par délibération du Comité syndical en date du 24 novembre 2012 (réf. 2012-C-31) complétée par la délibération du Comité syndical en date du 1er juin 2013 (réf. 2013-C-14).

Pour rappel, et dans un but d'intérêt social, l'établissement avait souhaité moduler sa participation, en prenant en compte le revenu des agents et, le cas échéant, leur situation familiale.

Sans remettre en cause ce barème, il convient de l'actualiser afin de tenir compte d'une part, de l'obligation de participation minimale posée par le Décret n°2022-581 du 20 avril 2022 susmentionné en ajoutant un seuil minimal de 15€ de versement mensuel et, d'autre part, de la décision de l'établissement de rejoindre le contrat groupé négocié par le Centre de Gestion de l'Eure. Ainsi, la participation de l'établissement ne pourra être versée que sur adhésion de l'agent à ce contrat groupé et non plus à un contrat labellisé de son choix comme antérieurement.

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-31-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

Ainsi, le versement de la participation du SIEGE s'effectuera selon les modalités suivantes :
- Adhésion de l'agent au contrat groupé auquel adhère l'établissement et négocié par le Centre de Gestion ;
- Les bénéficiaires sont les agents sur emplois permanents titulaires, stagiaires et contractuels de droit public ou de droit privé de l'établissement en poste ;
- La participation est définie par croisement des critères mentionnés dans le tableau ci-dessous et ne pourra être inférieur à 15€ par mois dans la limite de 100% du montant de la cotisation de l'agent ;
- Le versement de cette participation par le SIEGE sera directement effectué en déduction sur la cotisation santé mensuelle de l'agent sur son bulletin.

En application des trois critères sociaux retenus ci-dessous, la participation du SIEGE au bénéfice de l'agent est égale aux montants cumulés de ceux-ci, pondérés comme suit, avec un minimum de 15 € en cas d'application des critères amenant à un montant inférieur :

Nombre d'enfant(s) sur le contrat de l'assuré		**Indice majoré de l'agent**		**Age de l'agent**	
0	0,00 €	**≤ 390**	20,00 €	**≤ 25**	5,00 €
1	5,00 €	**391 à 425**	17,50 €	**26 à 30**	7,50 €
2	10,00 €	**426 à 450**	15,00 €	**31 à 35**	10,00 €
≥ 3	15,00 €	**451 à 500**	12,50 €	**36 à 40**	12,50 €
		501 à 550	10,00 €	**41 à 45**	15,00 €
		551 à 600	7,50 €	**46 à 50**	17,50 €
		≥ 601	5,00 €	**≥ 51**	20,00 €

Les modalités de la présente délibération prendront effet à compter du 15 juin 2024 pour l'ensemble des agents concernés.

Délibération

Après délibération, le Comité Syndical accepte les modifications apportées aux modalités d'attribution et aux montants de la participation du SIEGE au régime de complémentaire santé des agents de l'établissement comme exposés ci-dessus et autorise l'inscription des sommes afférentes au budget.

Délibération adoptée à l'unanimité.
Pour extrait conforme,

Le Président, Xavier HUBERT	Le secrétaire de séance, Roger WALLART

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-32-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

2024-C-32

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ELECTRICITE ET DU GAZ DE L'EURE

Séance du 1er Juin 2024	**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL**
Convocation : 17 Mai 2024 Nombre de membres : - en exercice 585 - présents 302 Délibération n° : **2024-C-32** Objet : **Actualisation « forfait mobilités » au profit des agents publics du SIEGE**	L'An DEUX MILLE VINGT QUATRE, le 1ER Juin à 9h30, le comité du Syndicat Intercommunal de l'Electricité et du Gaz de l'Eure (SIEGE), légalement convoqué, s'est réuni au Cadran à Evreux sous la présidence de Monsieur Xavier HUBERT. Etaient présents 302 membres formant la majorité des membres en exercice et pouvant valablement délibérer. Monsieur Roger WALLART, délégué de Tournedos Bois Hubert, a été désigné secrétaire de séance.

POUVOIRS

M. DESHAYES Edmond, délégué de la commune de BOISNEY, a donné pouvoir à Mme FREBERT Martine, déléguée de la commune de VALAILLES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PRESLES Gwendoline, déléguée de la commune de BOURNEVILLE STE CROIX, a donné pouvoir à M. CAUCHE Pascal, délégué de la commune de CORMEILLES, pour la représenter lors des délibérations.
M. CITHER Michel, délégué de la commune de BUEIL, a donné pouvoir à Mme LEMONNE Christine, déléguée de la commune de BRETAGNOLLES, pour le représenter lors des délibérations.
M. CAILLET Frédéric, délégué de la commune d'ETREPAGNY, a donné pouvoir à M. MOGLIA Jean Marc, délégué de la commune d'ANDE, pour le représenter lors des délibérations.
M. RIHAL Benoît, délégué de la commune de FARCEAUX, a donné pouvoir à M. HUBERT Xavier, délégué de la commune des BAUX STE CROIX, pour le représenter lors des délibérations.
Mme PIEDNOEL Frédérique, déléguée de la commune d'HEUDEBOUVILLE, a donné pouvoir à M. JAMMET Eric, délégué de la commune de ST ETIENNE DU VAUVRAY, pour la représenter lors des délibérations.
M. LE DENMAT Christian, délégué de la commune de PACY SUR EURE, a donné pouvoir à M. GARREAU Cyril, délégué de la commune de CROISY SUR EURE, pour le représenter lors des délibérations.
M. HUTIN Alain, délégué de la commune de ST AGNAN DE CERNIERES a donné pouvoir à M. ROULOIS Jean Louis, délégué de la commune de VERNEUSSES, pour le représenter lors des délibérations.
M. LECOEUR Philippe, délégué de la commune de ST VICTOR DE CHRETIENVILLE a donné pouvoir à M. COINDARD Robert, délégué de la commune de PLAINVILLE, pour le représenter lors des délibérations.
M. BEAURAIN Eric, délégué de la commune de LA TRINITE DE REVILLE, a donné pouvoir à M. SPOHR Claude, délégué de la commune de ST PIERRE DE CERNIERES, pour le représenter lors des délibérations.
Mme DENIZE Florence, déléguée de la commune de ST MARTIN ST FIRMIN, a donné pouvoir à M. BEAUCHE Jean Charles, délégué de la commune de ST ETIENNE L'ALLIER, pour la représenter lors des délibérations.

Exposé des motifs

- Vu le code général de la fonction publique ;
- Vu le code général des impôts, notamment son article 81 ;
- Vu le code de la sécurité sociale, notamment son article L. 136-1-1 ;
- Vu le code du travail, notamment ses articles L. 3261-1 et L. 3261-3-1 ;
- Vu le décret n°2010-676 du 21 juin 2010 modifié instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail ;
- Vu l'arrêté du 9 mai 2020 pris pour l'application du décret n°2020-543 du 9 mai 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique de l'Etat,
- Vu le décret n°2020-1547 du 9 décembre 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique territoriale ;
- Vu le décret n°2022-1557 du 13 décembre 2022 modifiant le décret n°2020-1547 du 9 décembre 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique territoriale ;
- Vu la délibération n°2022-C-18 du Comité syndical en date du 21 mai 2022 créant le forfait mobilité durable au bénéfice des agents du SIEGE ;

Pour rappel, le « forfait mobilités durables », a pour objectif d'encourager les travailleurs à recourir davantage aux modes de transport durables pour la réalisation des trajets domicile-travail. Le décret n°2020-1547 du 9 décembre 2020 permet l'application de ce dispositif aux agents territoriaux.

Ce forfait a donc été instauré au bénéfice des agents de l'établissement depuis le 1er juin 2022.

La présente délibération a pour objet de compléter et d'actualiser les conditions et modalités d'octroi de ce forfait afin de tenir compte des évolutions règlementaires. Ces conditions, strictement conformes aux textes sus nommés, sont les suivantes :

Accusé de réception en préfecture
027-252701974-20240601-2024-C-32-DE
Date de télétransmission : 05/06/2024
Date de réception préfecture : 05/06/2024

- Agents fonctionnaires stagiaires, fonctionnaires titulaires ou contractuels de droit public ne bénéficiant pas d'un véhicule de fonction ou de service ou d'un transport collectif gratuit entre son domicile et son lieu de travail ;
- Remboursement de tout ou partie des frais engagés par un agent au titre des déplacements réalisés entre sa résidence habituelle et son lieu de travail :
  - soit avec son propre vélo, y compris à assistance électrique, ou soit avec un engin personnel (type trottinette)
  - soit en tant que conducteur ou passager en covoiturage
- Le montant du forfait mobilités durables est de maximum 300€ par an, exonéré de l'impôt sur le revenu ainsi que de la contribution sociale sur les revenus d'activité et sur les revenus de remplacement. Il se calcule selon une base forfaitaire correspondant à des paliers de nombre de jours d'utilisation du véhicule :
  - 100€ entre 30 et 59 jours
  - 200€ entre 60 et 99 jours
  - 300€ pour 100 jours ou plus.

  Il est précisé que ces bases forfaitaires sont celles en vigueur au jour de la délibération et sont susceptibles d'évoluer en cas de modification règlementaire non substantielle.

Pour pouvoir bénéficier du forfait mobilité durables, l'agent doit utiliser l'un des moyens de transport éligibles pour ses déplacements domicile-travail pendant un minimum de 30 jours sur une année.

Le bénéfice du forfait mobilités durables est subordonné au dépôt par l'agent d'une déclaration sur l'honneur certifiant l'utilisation de l'un ou des moyens de transport éligibles, au plus tard le 31 décembre de l'année au titre duquel le forfait est versé. Si l'agent a plusieurs employeurs publics, la déclaration est déposée auprès de chacun d'entre eux.

L'autorité territoriale dispose d'un pouvoir de contrôle sur le recours effectif au covoiturage et sur l'utilisation du vélo.

Le forfait mobilités durables est versé l'année suivant celle du dépôt de la déclaration sur l'honneur. Son versement incombe à l'employer auprès duquel la déclaration a été déposée, y compris en cas de changement d'employeur.

Si l'agent a plusieurs employeurs publics et qu'il a bien déposé une déclaration sur l'honneur auprès de chacun d'entre eux, le montant du forfait versé par chaque employeur est déterminé en prenant en compte le total cumulé des heures travaillées. La prise en charge du forfait par chacun des employeurs est calculée au prorata du temps travaillé auprès de chacun.

Enfin, le versement du forfait mobilités durables est cumulatif du versement mensuel de remboursement des frais de transports publics ou d'abonnement à un service public de location de vélos évoqué plus haut et régi par le décret n°2010-676 du 21 juin 2010.

Délibération

Après délibération, le Comité Syndical décide d'autoriser :
- L'actualisation des conditions et modalités d'attribution du forfait mobilité durable au bénéfice des agents de l'établissement ;
- L'inscription au budget des crédits correspondants ;
- Le Président à signer tous les actes afférents à l'application de la présente délibération.

Délibération adoptée à l'unanimité.
Pour extrait conforme,

Le Président, Xavier HUBERT	Le secrétaire de séance, Roger WALLART